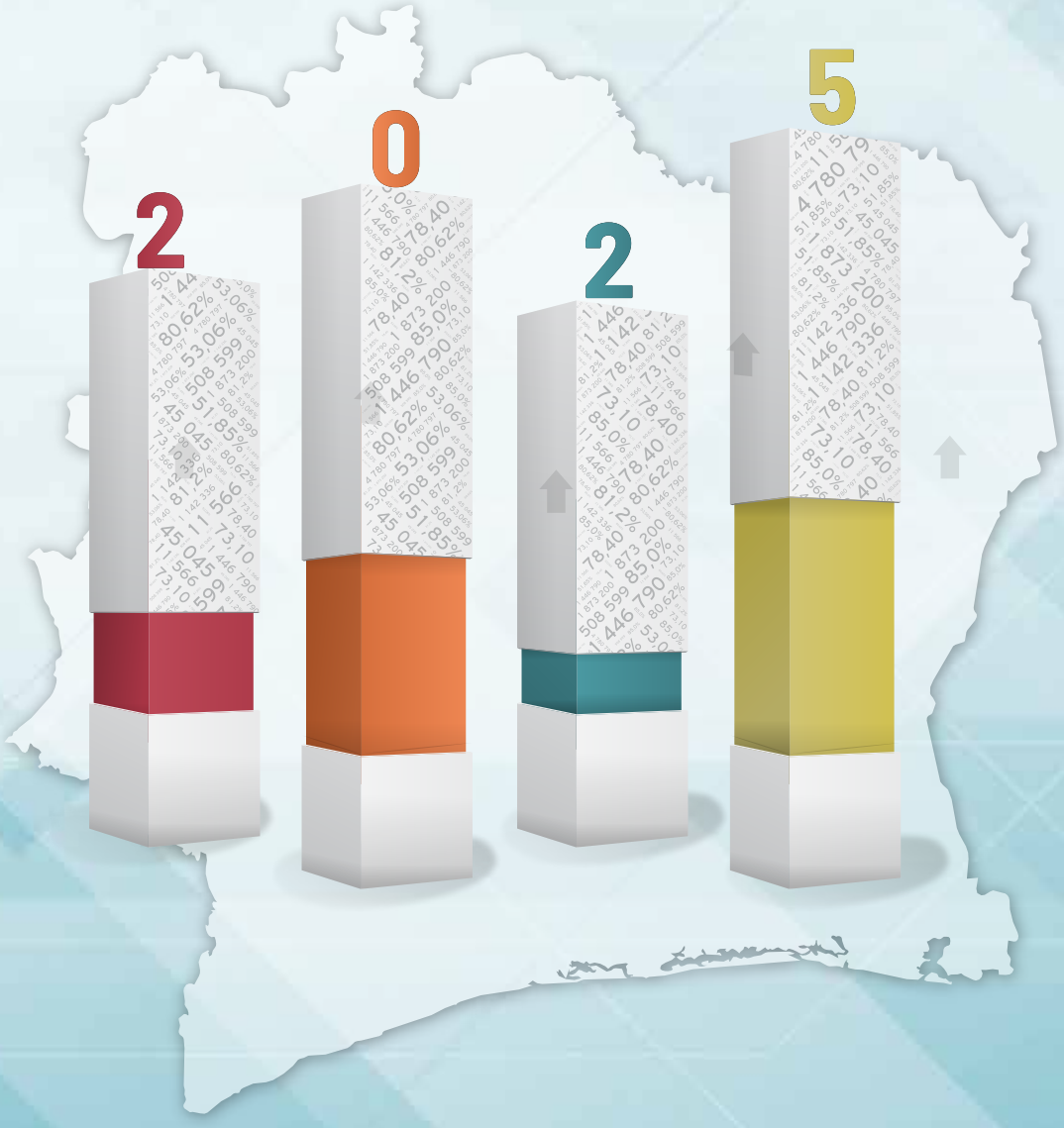
République de Côte d'Ivoire
Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget
Direction Générale de l'Economie

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES



DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIE

Union - Discipline - Travail

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

2025

PREFACE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE



S.E.M. Alassane OUATTARA
Président de la République
de Côte d'Ivoire

Après la pandémie de Covid-19, dans un contexte économique mondial devenu âpre, notamment par la hausse des tensions géopolitiques, la restriction des conditions de financement sur les marchés internationaux de capitaux, la hausse de l'inflation au-delà des normes habituelles de convergence dans la quasi-totalité des pays, l'économie ivoirienne, poursuit sa marche graduelle vers les économies de marché à revenu intermédiaire de la tranche supérieure grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers à nos actions de développement contenues dans le PND 2021-2025.

Je me réjouis de cet appui qui traduit la cohérence des politiques mises en œuvre depuis plus d'une décennie, dans un climat sociopolitique apaisé.

Les réalisations auxquelles nous sommes parvenues sur le plan économique, ont permis d'impulser des réformes importantes qui impactent positivement le bien-être de nos populations.

La poursuite de ces réalisations d'envergure, dans le but ultime de faire face aux défis énormes en matière de développement que posent désormais le changement climatique, les questions sécuritaires transnationales et les chocs extérieurs négatifs, nous amène à affiner notre stratégie de financement du développement.

Il s'agira pour nous d'accroitre la mobilisation des ressources internes et disposer de sources de financement concessionnel et innovant qui garantissent la soutenabilité des performances macroéconomiques.

Dans cette perspective, les réalisations enregistrées dans les différents secteurs de l'activité économique devraient y contribuer. Nous devrons dès lors, de concert avec l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la recherche d'un mieux-être de nos populations, compiler lesdites réalisations, les analyser afin de proposer des réformes idoines pour nos actions futures de mise en œuvre de nos stratégies de développement.

A ce titre, je salue la présente édition de l'ouvrage « La Côte d'Ivoire en Chiffres » qui constitue une étape primordiale à l'atteinte des objectifs susvisés. C'est également une exigence de Bonne Gouvernance à laquelle j'attache énormément de prix.

MOT DU PREMIER MINISTRE



Monsieur **Robert Mambé Beugré**,
Premier Ministre

L'économie ivoirienne a demontré sa résilience au cours des trois (03) dernières années. En effet, le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut s'est établi en 2020 en pleine pandémie de Covid-19 à 0,7%, 7,1% en 2021, 6,4% en 2022, 6,5% en 2023 (provisoire) et 6,0% en 2024 (estimation). Cette résilience trouve sa justification, notamment dans la solidité des fondamentaux de l'économie et les reponses apportées par le Gouvernement à la conjoncture économique défavorable.

Particulièrement, l'action gouvernementale a permis, entre autres, de renforcer à la fois le cadre macroéconomique, de poumouvoir l'inclusion sociale et de lutter contre la vie chère. De même, les reformes initiées dans le cadre de l'amélioration de l'environnement des affaires, en plus des mesures de soutien aux entreprises, par le biais des Fonds Covid, continuent de renforcer l'attractivité de notre pays en matière d'investissements.

Outre l'accentuation de la participation de la Côte d'Ivoire à la lutte mondiale contre le changement climatique, les réformes mises en œuvre prennent également en compte le renforcement de l'appareil statistique, notamment en termes de qualité des prévisions et de production de données sur les réalisations du Gouvernement, tant au plan macroéconomique que sectoriel.

L'ouvrage « La Côte d'Ivoire en Chiffres », édition 2025, s'inscrit dans le cadre ci-dessus cité, et permet d'assurer la redevabilité du Gouvernement vis-à-vis des populations par des statistiques fiables. Aussi, la présente édition a également vocation à mettre à la disposition des opérateurs économiques, des données sûres et actualisées indispensables à l'identification de leurs options stratégiques. Dans cette optique, la très large couverture des secteurs et filières de l'économie par cet ouvrage est en droite ligne avec la volonté affirmée du Gouvernement d'accélérer la dynamique de diversification de son économie.

Mis à part cet objectif de diversification, la Côte d'Ivoire doit relever d'autres défis, notamment la transformation structurelle de l'économie qui constitue un levier essentiel de création d'emplois pour les jeunes et les femmes, de même que le renforcement de la sécurité, de la justice, et plus généralement l'établissement d'un environnement des affaires de classe mondiale indispensable au développement du secteur privé.

Au regard de l'ensemble des objectifs à atteindre, je salue la présente édition qui permet de renforcer la communication sur les actions gouvernementales, et sert de repère utile aux citoyens, aux opérateurs économiques et potentiels investisseurs.

MOT DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET



Monsieur **Adama COULIBALY**

Les années 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 ont consacré la résilience de l'économie ivoirienne. Les résultats économiques obtenus au cours de ces années ont été portés, d'une part, par la dynamique des secteurs primaire, secondaire et tertiaire du côté de l'offre et, d'autre part, par la consommation et l'investissement du côté de la demande.

Ces résultats sont le reflet de la mise en œuvre des actions contenues dans les plans quinquennaux de développement (PND 2012-2015, 2016-2020 et 2021-2025) initiées sous le leadership avisé du Président de la République, **Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, et dont la parfaite coordination est assurée par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Les réformes majeures identifiées et entamées portent en particulier sur le secteur financier. Elles portent, notamment sur le fonctionnement de bureaux d'information sur le crédit, la restructuration du secteur bancaire public, la création et l'opérationnalisation de la Caisse des Dépôts et Consignations, la création de l'Agence de Promotion de l'Inclusion Financière pour mettre en œuvre la stratégie nationale en la matière.

L'activité de crédit-bail se développe rapidement et le marché boursier régional est dynamique avec la création d'un compartiment dédié aux PME. Ces réformes visent prioritairement à donner un coup d'accélérateur à l'activité des PME en liaison avec la vision du Gouvernement qui consiste à faire du secteur privé, le fer de lance de l'économie ivoirienne. Aussi, ces actions militent-elles en faveur d'un financement de l'économie à partir des ressources internes dans un contexte économique difficile caractérisé par la hausse du coût du crédit sur les marchés internationaux de capitaux.

Par ailleurs, avec la dématérialisation du processus de recouvrement des recettes, en particulier avec l'instauration d'un système de télédéclaration et de télépaiement, la mobilisation des recettes fiscales devrait s'accroître et permettre une augmentation du taux de pression fiscale.

Les réalisations ci-dessus mentionnées auxquelles notre pays est parvenu sur le plan économique et social renforcent son attractivité jour après jour, et constituent un gage de la résilience de l'économie à moyen et long termes. La présente édition de l'ouvrage **« La Côte d'Ivoire en Chiffres »** constitue le miroir expressif des réalisations du Gouvernement.

J'adresse mes remerciements et encouragements à l'ensemble des départements ministériels et structures ressources qui ont contribué à son élaboration.

SOMMAIRE

PREFACE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE 3
MOT DU PREMIER MINISTRE 5
MOT DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET 7
LISTE DES TABLEAUX 11
LISTE DES GRAPHIQUES 21
LISTE DES FIGURES 23
INTRODUCTION 25

PARTIE I : GENERALITES 27

CHAPITRE 1 : CADRE GEOGRAPHIQUE 28
CHAPITRE 2 : SYSTEME POLITIQUE ET ORGANISATION TERRITORIALE 34
CHAPITRE 3 : RELATIONS DE LA CÔTE D'IVOIRE AVEC L'EXTERIEUR 45

PARTIE II : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 51

CHAPITRE 1 : SECTEUR REEL 52
CHAPITRE 2 : FINANCES PUBLIQUES 66
CHAPITRE 3 : SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER 73
CHAPITRE 4 : SECTEUR EXTERIEUR 89

PARTIE III : AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE 99

CHAPITRE 1 : AGRICULTURE VEGETALE 100
CHAPITRE 2 : PRODUCTION ANIMALE ET HALIEUTIQUE 122
CHAPITRE 3 : ACTIVITES FORESTIERES 128
CHAPITRE 4 : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE 132

PARTIE IV : INDUSTRIE ET BTP 151

CHAPITRE 1 : INDUSTRIE 152
CHAPITRE 2 : MINES 158
CHAPITRE 3 : PETROLE BRUT ET GAZ NATUREL 164
CHAPITRE 4 : PRODUITS PETROLIERS 167
CHAPITRE 5 : ELECTRICITE ET EAU 173

CHAPITRE 6 : AGRO-INDUSTRIES ET AUTRES INDUSTRIES IVOIRIENNES 179

PARTIE V : EQUIPEMENTS ET SERVICES 201

CHAPITRE 1 : SERVICE FINANCIER 202

CHAPITRE 2 : INFRASTRUCTURES ET SERVICES DE TRANSPORT 212

CHAPITRE 3 : COMMUNICATION ET ECONOMIE NUMERIQUE 233

CHAPITRE 4 : TOURISME 244

PARTIES VI : DEVELOPPEMENT SOCIAL 253

CHAPITRE 1 : VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN 254

CHAPITRE 2 : EMPLOI, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, ACTION SOCIALE ET GENRE 282

CHAPITRE 3 : SANTE 308

ANNEXES 343

TABLE DES MATIERES 383

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Principaux bassins et leurs caractéristiques 31
Tableau 1.2 : Évolution démographique de la Côte d'Ivoire 33
Tableau 1.3 : Evolution de la population des principales villes de Côte d'Ivoire 34
Tableau 1.4 : Répartition de la population par groupe ethnique 35
Tableau 1.5 : Organisation du Territoire 42
Tableau 1.6 : Liste de circonscriptions administratives 43
Tableau 1.7 : Evolution des critères de convergence de l'UEMOA 47
Tableau 1.8 : Evolution des critères de convergence de la CEDEAO et autres indicateurs 48
Tableau 1.9 : Répartition des Ambassades bilatérales par zone géographique 50
Tableau 1.10 : Délégations et Missions Permanentes de la Côte d'Ivoire 50
Tableau 1.11 : Evolution des Consulats Généraux 50
Tableau 1.12 : Ambassades accréditées en Côte d'Ivoire 51
Tableau 1.13 : Organisations Internationales et des ONG 51
Tableau 1.14 : Accords Internationaux ratifiés et Sommets internationaux 52
Tableau 1.15 : Contribution financière de la Côte d'Ivoire dans les Organisations Internationales 52
Tableau 2.1 : Principaux indicateurs macroéconomiques 55
Tableau 2.2 : Variation en volume des composantes du PIB (%) 56
Tableau 2.3 : Variation en volume du PIB (offre, %) 56
Tableau 2.4 : Variation en volume du PIB (demande, %) 57
Tableau 2.5 : Contribution à la croissance du PIB réel (en point de croissance) 58
Tableau 2.6 : Variation annuelle des Prix 58
Tableau 2.7 : PIB nominal du côté de l'offre (milliards de FCFA) 59
Tableau 2.8 : PIB nominal du côté de la demande (milliards de FCFA) 60
Tableau 2.9 : Variation du PIB en franc courant (offre, %) 60
Tableau 2.10 : Variation du PIB en francs courants (demande, %) 61
Tableau 2.11 : Répartition du PIB nominal par secteur (offre, %) 62
Tableau 2.12 : Répartition du PIB nominal par composante (demande, %) 63
Tableau 2.13 : Répartition des Investissements Etrangers agréés par secteur (millions de FCFA) 64
Tableau 2.14 : Origine des Investissements agréés (millions de FCFA) 64
Tableau 2.15 : Investissements Nationaux agréés par le CEPICI par secteurs d'activité (millions de FCFA) 66
Tableau 2.16 : Evolution des emplois générés par les investissements agréés de 2015 à 2024 67
Tableau 2.17 : Nature des ressources et des dépenses du budget (milliards de FCFA) 68
Tableau 2.18 : Taux d'exécution du budget 69
Tableau 2.19 : Evolution des dépenses sociales (millions de FCFA) 69
Tableau 2.20 : Quelques données du TOFE (milliards FCFA) 69
Tableau 2.21 : Financement (milliards FCFA) 70
Tableau 2.22 : Situation de la dette totale (milliards de FCFA) 71
Tableau 2.23 : Situation du stock du C2D et du PCD (milliards de FCFA) 71
Tableau 2.24 : Décomposition du stock de la dette selon les devises (milliards de FCFA) 72
Tableau 2.25 : Total dette (milliards de FCFA) 72
Tableau 2.26 : Service de la dette intérieure par type de créanciers (milliards de FCFA) 73
Tableau 2.27 : Service de la dette extérieure totale (milliards de FCFA) 74

Tableau 2.28 : Situation des appuis extérieurs (milliards de FCFA) 74
Tableau 2.29 : Agrégats de monnaie (Encours en milliards de FCFA) 75
Tableau 2.30 : Situation de la Banque Centrale (Encours en milliards de FCFA) 77
Tableau 2.31 : Situation des autres institutions de dépôt (Encours en milliards de FCFA) 79
Tableau 2.32 : Evolution des emplois et ressources des banques (milliards de FCFA) 80
Tableau 2.33 : Evolution des crédits déclarés à la Centrale des risques (milliards de FCFA) 80
Tableau 2.34 : Répartition des indicateurs caractéristiques du paysage bancaire 81
Tableau 2.35 : Récapitulatif de l'application du dispositif prudentiel 82
Tableau 2.36 : Evolution des bureaux de change 82
Tableau 2.37 : Sociétés cotées par secteur 83
Tableau 2.38 : Volume de Valeurs échangées (nombre) 83
Tableau 2.39 : Evolution de la capitalisation boursière 84
Tableau 2.40 : Evolution des indices 85
Tableau 2.41 : Evolution des ratios 85
Tableau 2.42 : Evolution des plus fortes hausses et plus fortes baisses 87
Tableau 2.43 : Balance des paiements 89
Tableau 2.44 : Biens et Services 90
Tableau 2.45 : Compte de capital 90
Tableau 2.46 : Compte financier 91
Tableau 2.47 : Solde commercial (milliards de FCFA) 93
Tableau 2.48 : Groupe de produits exportés (en milliards de FCFA) 94
Tableau 2.49 : Principaux produits d'exportation (milliards de FCFA) 95
Tableau 2.50 : Principaux pays clients (milliards de FCFA) 95
Tableau 2.51 : Groupes de produits importés (milliards de FCFA) 96
Tableau 2.52 : Principaux produits importés (milliards de FCFA) 97
Tableau 2.53 : Principaux produits importés (tonnes) 97
Tableau 2.54 : Principaux pays fournisseurs (milliards de FCFA) 98
Tableau 2.55 : Echanges commerciaux par grandes zones économiques (millions de FCFA) 98
Tableau 2.56 : Echanges commerciaux par grandes zones économiques (tonnes) 99
Tableau 3.1 : Production des principales cultures vivrières 103
Tableau 3.2 : Autres cultures vivrières 103
Tableau 3.3 : Production des cultures maraîchères (tonne) 103
Tableau 3.4 : Production et exportation des cultures fruitières 104
Tableau 3.5 : Exportations de mangue vers les principaux pays clients (millions de FCFA) 104
Tableau 3.6 : Exportations de mangue vers les principaux pays clients (tonnes) 105
Tableau 3.7 : Exportations de banane vers les principaux pays clients (millions de FCFA) 105
Tableau 3.8 : Exportations de banane vers les principaux pays clients (tonnes) 105
Tableau 3.9 : Exportations d'ananas de la Côte d'Ivoire selon les principaux pays partenaires, 2016–2023 (millions de FCFA) 106
Tableau 3.10 : Exportations d'ananas vers les principaux pays clients (tonnes) 106
Tableau 3.11 : Production de cacao (tonnes) 107
Tableau 3.12 : Transformation du cacao 107
Tableau 3.13 : Exportations de cacao (millions de FCFA) 107
Tableau 3.14 : Exportations de cacao (tonnes) 107
Tableau 3.15 : Prix d'achat de cacao 108
Tableau 3.16 : Exportations de cacao fève vers les principaux pays clients (millions de FCFA) 108
Tableau 3.17 : Exportations de cacao fève vers les principaux pays clients (tonnes) 108

Tableau 3.18 : Exportations de cacao transformé vers les principaux pays clients (millions de FCFA) 109
Tableau 3.19 : Exportations de cacao transformé vers les principaux pays clients (tonnes) 109
Tableau 3.20 : Production et transformation du café 110
Tableau 3.21 : Exportations de café (millions de FCFA) 110
Tableau 3.22 : Exportations de café (tonnes) 110
Tableau 3.23 : Prix d'achat de café 110
Tableau 3.24 : Exportations de café vert à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 110
Tableau 3.25 : Exportations de café vert à destination des principaux pays clients(tonnes) 111
Tableau 3.26 : Exportations de café soluble à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 111
Tableau 3.27 : Principaux pays clients de café soluble (tonnes) 112
Tableau 3.28 : Production de caoutchouc en poids sec 112
Tableau 3.29 : Exportations de caoutchouc 112
Tableau 3.30 : Exportations de caoutchouc à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 113
Tableau 3.31 : Exportations de caoutchouc à destination des principaux pays clients (tonnes) 113
Tableau 3.32 : Production de régime et d'huile de palme (tonnes) 114
Tableau 3.33 : Exportation de l'huile de palme (millions de FCFA) 114
Tableau 3.34 : Exportations d'huile de palme à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 114
Tableau 3.35 : Exportations d'huile de palme à destination des principaux pays clients (tonnes) 115
Tableau 3.36 : Production de coton 115
Tableau 3.37 : Exportation de coton (millions de FCFA) 116
Tableau 3.38 : Exportation de coton (tonnes) 116
Tableau 3.39 : Exportations de coton fibre à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 116
Tableau 3.40 : Exportations de coton fibre à destination des principaux pays clients (tonnes) 117
Tableau 3.41 : Exportations de tourteau de coton à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 117
Tableau 3.42 : Exportations de tourteau de coton à destination des principaux pays clients (tonnes) 117
Tableau 3.43 : Exportations de graines de coton à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 117
Tableau 3.44 : Exportations de graines de coton à destination des principaux pays clients(tonnes) 118
Tableau 3.45 : Production de noix de cajou 118
Tableau 3.46 : Exportations de noix de cajou (millions de FCFA) 118
Tableau 3.47 : Exportations de noix de cajou (tonnes) 118
Tableau 3.48 : Exportations de noix de cajou à destination des principaux pays clients de noix de cajou (millions de FCFA) 118
Tableau 3.49 : Exportations de noix de cajou à destination des principaux pays clients (tonnes) 119
Tableau 3.50 : Exportations d'amande de cajou à destination des principaux pays clients d'Amande de cajou (millions de FCFA) 119
Tableau 3.51 : Exportations d'amande de cajou à destination des principaux pays clients (tonnes) 119
Tableau 3.52 : Production de sucre raffiné 119
Tableau 3.53 : Exportations de sucre 120
Tableau 3.54 : Exportations de sucre à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 120

Tableau 3.55 : Exportations de sucre à destination des principaux pays clients (tonnes) 120
Tableau 3.56 : Importations de sucre (millions de FCFA) 120
Tableau 3.57 : Importations de sucre (tonnes) 120
Tableau 3.58 : Production et exportations de noix de cola 121
Tableau 3.59 : Exportations de noix de cola à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 121
Tableau 3.60 : Exportations de noix de cola à destination des principaux pays clients (tonnes) 121
Tableau 3.61 : Exportations de noix de coco 122
Tableau 3.62 : Exportations de coprah à destination des principaux pays clients (millions de FCFA) 122
Tableau 3.63 : Tableau 3.63: Exportations de coprah à destination des principaux pays clients (tonnes) 122
Tableau 3.64 : Exportation et importation de riz (millions de FCFA) 123
Tableau 3.65 : Exportation et importation de riz (tonnes) 123
Tableau 3.66 : Pays fournisseurs de riz (millions de FCFA) 123
Tableau 3.67 : Pays fournisseurs de riz (tonnes) 123
Tableau 3.70 : Production de viande et abats des élevages nationaux (tonnes) 126
Tableau 3.71: Autres productions des élevages nationaux 126
Tableau 3.72 : Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) de bovin 127
Tableau 3.73 : Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) d'ovins et de caprins 127
Tableau 3.74 : Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) de porcin 127
Tableau 3.75 : Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) de volaille 128
Tableau 3.76 : Production-importation-consommation (disponibilité apparente) d'œufs 128
Tableau 3.75 : Production de la pêche (tonnes) 128
Tableau 3.76 : Importation des produits de pêche (tonnes) 129
Tableau 3.77 : Exportation des produits de pêche (tonnes) 129
Tableau 3.78 : Production de pêche détaillée (tonnes) 129
Tableau 3.79 : Superficie des forêts et nombre des exploitants 130
Tableau 3.80 : Volume d'essences (forêts) exploité (m^3) 130
Tableau 3.81 : Taxes sur les exploitations forestières (en millions de FCFA) 130
Tableau 3.82 : Données générales sur les industries forestières 131
Tableau 3.83 : Nombre d'ateliers de première transformation dans les usines 131
Tableau 3.85 : Exportation de bois volume (m^3) 131
Tableau 3.86 : Exportation de bois en Valeurs FOB (FCFA) 132
Tableau 3.87 : Droits et taxes de bois exportés 132
Tableau 3.88 : PExportations de bois transformé versles principaux pays clients (millions de FCFA) 132
Tableau 3.89 : Exportations de bois transformé vers les principaux pays clients (tonnes) 133
Tableau 3.90 : Conventions et accords dans le domaine de l'environnement 134
Tableau 3.91 : Répartition phytogéographique des Aires Protégées 139
Tableau 3.92 : Parcs nationaux de la Côte d'Ivoire 139
Tableau 3.93 : Réserves naturelles de la Côte d'Ivoire 141
Tableau 3.94 : Situation des demandes de classement de RNV 150
Tableau 3.95 : Récapitulatif des émissions de gaz à effet de serre (1990 à 2020) (Gg eqCO_2) 152
Tableau 3.96 : Émissions de CO^2 par unité de valeur ajoutée 152
Tableau 4.1 : Indice Harmonisé de Production Industrielle rénové par division de la NAEMA rev1 (année de base 2015) 155

Tableau 4.2 : Indice des Prix de Production par type d'industries de la NAEMA rev1 (année de base 2015) 157
Tableau 4.3 : Indice du chiffre d'affaires par type d'industries de la NAEMA rev1 (année de base 2015) 157
Tableau 4.4 : Evolution annuelle de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle 158
Tableau 4.5 : Evolution annuelle de l'Indice des Prix de Production par type d'industries 159
Tableau 4.6 : Evolution annuelle de l'Indice du chiffre d'affaires par type d'industries 159
Tableau 4.7 : Valeur des investissements réalisés dans le secteur minier 161
Tableau 4.8 : Production et exportation d'or 162
Tableau 4.10 : Production et exportation de diamant 163
Tableau 4.11 : Production et exportation de Nickel 164
Tableau 4.12 : Production de granite(tonnes) 164
Tableau 4.13 : Production de sable 164
Tableau 4.14 : Pays clients d'or de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA) 165
Tableau 4.15 : Pays clients d'or de la Côte d'Ivoire (tonnes) 165
Tableau 4.16 : Pays clients de manganèse de la Côte d'Ivoire (millions FCFA) 165
Tableau 4.17 : Pays clients de manganèse de la Côte d'Ivoire (tonnes) 165
Tableau 4.18 : Sociétés pétrolières, champs pétroliers et permis d'exploration 166
Tableau 4.19 : La liste des champs pétroliers en exploitation 2023 166
Tableau 4.20: Production et exportation de pétrole brut (barils) 168
Tableau 4.21 : Production de gaz naturel 168
Tableau 4.22 : Consommation locale de gaz naturel 168
Tableau 4.23 : Raffinage de pétrole brut (tonne métriques) 169
Tableau 4.24 : Production de produits pétroliers (tonne métrique) 169
Tableau 4.25 : Consommation locale de produits pétroliers liquides (m^3 à 15°C) 170
Tableau 4.26 : Consommation locale du bitume (tonne métrique) 171
Tableau 4.27 : Consommation nationale de gaz butane en tonne métrique (TM) de 2015 à 2023 171
Tableau 4.28: Consommation locale de produits pétroliers (millions de FCFA) 172
Tableau 4.29 : Exportation des produits pétroliers (tonnes métriques) 173
Tableau 4.30 : Exportation des produits pétroliers (millions de FCFA) 173
Tableau 4.31 : Puissances électriques installées (MW) 175
Tableau 4.32 : Production d'électricité (Gwh) 176
Tableau 4.33 : Quantité de combustibles pour la production d'électricité 176
Tableau 4.34 : Quantités vendues d'énergie électrique 177
Tableau 4.35 : Vente d'électricité au niveau national 177
Tableau 4.37 : Capacité de production et consommation de l'eau potable 179
Tableau 4.38 : Statistiques sur l'eau potable en milieu rural 180
Tableau 4.39 : Production et exportation de la farine de blé 181
Tableau 4.40 : Exportations de farine de blé (millions de FCFA) 181
Tableau 4.41 : Exportations de farine de blé (en tonne) 181
Tableau 4.42 : Exportation de boissons (millions de FCFA) 182
Tableau 4.43 : Exportation de boissons (tonnes) 182
Tableau 4.44 : Pays clients de bière (millions de FCFA) 182
Tableau 4.45 : Pays clients de bière (tonnes) 182
Tableau 4.46 : Pays clients de boissons gazeuses (millions de FCFA) 182
Tableau 4.47 : Pays clients de boissons gazeuses (tonnes) 183

Tableau 4.52 : Importation de lait et produits laitiers (millions de FCFA) 183
Tableau 4.53 : Importation de lait et produits laitiers (tonnes) 183
Tableau 4.54 : Principaux pays fournisseurs de lait et produits laitiers (millions de FCFA) 184
Tableau 4.55 : Principaux pays fournisseurs de lait et produits laitiers (tonnes) 184
Tableau 4.56 : Evolution des quantités d'huile de palme brute produite (en milliers de tonnes) 185
Tableau 4.57 : Evolution de la production nationale d'huile de palme raffinée 186
Tableau 4.58 : Principaux indicateurs de transformation de l'anacarde 187
Tableau 4.59 : Production et capacité installée des unités industrielles de production de cacao transformé 187
Tableau 4.60 : Indicateurs de Transformation du café 188
Tableau 4.61 : Production et capacité installée des unités industrielles de production du sucre 189
Tableau 4.58 : Exportations des produits de l'industrie plastique et chimique (tonnes) 190
Tableau 4.59 : Exportations des produits de l'industrie plastique et chimique (millions de FCFA) 190
Tableau 4.64 : Capacité installée et transformation d'hévéa 192
Tableau 4. 65 : Evolution de la production du coton et de la transformation des graines de coton 193
Tableau 4.66 : Evolution de la délivrance de certificats et attestions de conformité 197
Tableau 4.67 : Bâtiments et Travaux Publics 197
Tableau 4.62 : Logements prévus par type dans le cadre de la première phase du PPLSE 198
Tableau 4.63 : Nombre de logements implantés dans le cadre du PPLSE dans le Grand Abidjan à fin 2024 199
Tableau 4.64 : Production de permis de construire à Abidjan à fin 2024 200
Tableau 4.65 : Production des ACD de 2015 à 2023 200
Tableau 5.1 : Nombre d'établissements de crédit et d'agences 204
Tableau 5.2 : Evolution des emplois et ressources des banques (milliards de FCFA) 204
Tableau 5.3 : Evolution des crédits déclarés à la Centrale des risques, en fonction des échéances (milliards de FCFA) 205
Tableau 5.4 : Evolution du portefeuille des banques (milliards de FCFA) 205
Tableau 5.5 : Etat des infractions des banques à la réglementation prudentielle 206
Tableau 5.6 : Evolution des principaux indicateurs d'inclusion financière de la Côte d'Ivoire de 2018 à 2023 206
Tableau 5.7 : Évolution des acteurs du marché ivoirien des assurances de 2015 à 2023 208
Tableau 5.8 : Évolution du chiffre d'affaires du marché ivoirien des assurances (en millions de FCFA) 209
Tableau 5.9 : Répartition du chiffre d'affaires par branche des sociétés Vie (en millions de FCFA) 209
Tableau 5.10 : Répartition du chiffre d'affaires des sociétés Non-Vie par branche (en millions de CFA) 209
Tableau 5.11: Évolution des principaux résultats du marché ivoirien des assurances de 2017 à 2023 (en millions de FCFA) 210
Tableau 5.12 : Principaux indicateurs du secteur de la microfinance 212
Tableau 5.13 : Autres Indicateurs des SFI 212
Tableau 5.14 : Evolution de la qualité du portefeuille 213
Tableau 5. 15 : Evolution des services financiers par téléphone mobile 213
Tableau 5.16: Evolution du réseau routier ivoirien (km) 214
Tableau 5.17 : Parc auto et activités de la SOTRA 215
Tableau 5.18 : Trafic de passagers par voie lagunairee 216
Tableau 5.19: Patrimoine ferroviaire et transport par voie ferroviaire 215
Tableau 5.20: Trafics d'escales et de marchandises du PAA 216

Tableau 5.21: Evolution du trafic de marchandises générales importées hors transbordement du PAA 218
Tableau 5.22 : Evolution du trafic de marchandises générales exportées hors transbordement du PAA 219
Tableau 5.23 : Trafic global par destination (tonne) 220
Tableau 5.24 : Trafic PA des produits pétroliers hors transbordement du PAA (en tonne) 221
Tableau 5.25 : Trafic total des conteneurs (tonne) 222
Tableau 5.26: Trafic total des conteneurs (en TEU) 222
Tableau 5.27 : Trafic de marchandises au PSP (tonnes) 223
Tableau 5.28 : Evolution du trafic de marchandises générales importées du PSP (tonnes) 223
Tableau 5.29 : Evolution du trafic de marchandises générales exportées du PSP (tonnes) 224
Tableau 5.30 : Trafic de passagers à l'aéroport international Félix Houphouët Boigny 224
Tableau 5.31 : Trafic des passagers commerciaux 224
Tableau 5.32 : Trafic des mouvements commerciaux 225
Tableau 5.33 : Projets de grands travaux de routes et ouvrages 225
Tableau 5.34 : Projets de voirie réalisés 229
Tableau 5.35 : Projets de grands travaux de routes et voiries en cours de réalisation 232
Tableau 5.37 : Liste des quotidiens 236
Tableau 5.38 : Liste des hebdomadaires et bihebdomadaires 236
Tableau 5.39 : Liste des mensuels et autres périodiques 236
Tableau 5.40: Statistiques des médias audio-visuels 2023 237
Tableau 5.40 : Nombre d'agences de communication en mars 2023 238
Tableau 5.42 : Nombre d'abonnés à la téléphonie fixe 239
Tableau 5.43 : Investissements réalisés dans la téléphonie fixe (FCFA) 239
Tableau 5.44 : Chiffres d'affaires réalisés dans la téléphonie fixe (FCFA) 239
Tableau 5.45 : Part (%)de marché des opérateurs de la téléphonie fixe 239
Tableau 5.46 : Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile 240
Tableau 5.47 : Nombre d'abonnés à la téléphonie prépayée 240
Tableau 5.48 : Nombre de comptes mobile money 240
Tableau 5.49 : Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile post-payés 240
Tableau 5.50 : Investissements réalisés par les opérateurs de téléphonie mobile (FCFA) 241
Tableau 5.51 : Chiffres d'affaires réalisés par les opérateurs de téléphonie mobile (FCFA) 241
Tableau 5.52 : Nombre d'emplois directs dans la téléphonie mobile 242
Tableau 5.53 : Taux de couverture par le réseau mobile 242
Tableau 5.54 : Nombre d'abonnés à internet haut débit par type de téléphonie 243
Tableau 5.55 : Nombre d'abonnés internet par opérateur 243
Tableau 5.56 : Chiffres d'affaires réalisés par opérateur (FCFA) 244
Tableau 5.57 : Investissements réalisés dans l'internet fixe (FCFA) 244
Tableau 5.59 : Flux du tourisme interne 247
Tableau 5.60 : Flux du tourisme intérieur 247
Tableau 5.61 : Evolution de la Capacité d'Accueil en Hébergement 248
Tableau 5.62 : Répartition des réceptifs hôteliers par direction régionale touristique en 2023 248
Tableau 5.63 : Autres industries touristiques 251
Tableau 5.64 : Principaux sites touristiques 252
Tableau 5.65 : Principaux parcs nationaux et réserves 253
Tableau 6.1 : Evolution des dépenses du secteur éducation-formation (en milliards de FCFA) 257

Tableau 6.2 : Nombre d'écoles et de salles de classes du préscolaire par statut et par milieu 257
Tableau 6.3 : Effectif d'élèves dans les écoles publiques du préscolaire 258
Tableau 6.4 : Effectif d'enseignants au préscolaire 259
Tableau 6.5 : Taux Brut de Scolarisation au préscolaire (%) 259
Tableau 6.6 : Nombre d'écoles et de salles de classes du primaire 259
Tableau 6.7 : Effectif d'élèves dans les écoles du primaire selon le sexe 260
Tableau 6.8 : Effectif des enseignants au Primaire 260
Tableau 6.9 : Taux Brut de Scolarisation (TBS) selon le sexe dans le primaire (%) 260
Tableau 6.10 : Taux Net de Scolarisation (%) 261
Tableau 6.11 : Taux d'Achèvement du cycle primaire (%) 261
Tableau 6.12 : Taux Brut d'Admission au CP1 (%) 261
Tableau 6.13 : Taux Net d'Admission au CP1 (%) 262
Tableau 6.14 : Evolution du taux de réussite au CEPE de 2016 à 2023 262
Tableau 6.15 : Cantines scolaires dans le primaire 262
Tableau 6.16 : Nombre d'écoles et de salles de classes dans le secondaire général 263
Tableau 6.17 : Répartition des élèves par sexe au secondaire général 264
Tableau 6.18 : Effectif d'élèves dans les établissements publics du secondaire général 264
Tableau 6.19 : Effectif d'élèves dans les établissements privés du Secondaire Général 265
Tableau 6.20 : Effectif des enseignants au Secondaire Général 265
Tableau 6.21 : Taux brut de scolarisation, d'admission et d'achèvement du secondaire Général (%) 265
Tableau 6.22 : Taux Brut d'Admission (TBA) du secondaire Général (%) 266
Tableau 6.23 : Taux Brut de Scolarisation (TBS) du secondaire général (%) 266
Tableau 6.24 : Taux d'Achèvement (TAS) au secondaire général (%) 266
Tableau 6.25 : Evolution du taux de réussite au BEPC de 2016 à 2023 267
Tableau 6.26 : Evolution du taux de réussite au BAC de 2016 à 2023 267
Tableau 6.27 : Nombre de centres d'alphabétisation et effectifs d'apprenants par sexe 268
Tableau 6.28 : Evolution des dépenses du secteur éducation-formation 270
Tableau 6.29 : Évolution des Effectifs en Enseignement Technique et Formation Professionnelle (2014-2023) 271
Tableau 6.30 : Évolution des Candidats au Bac Technique (2020-2024) et part de l'EFTP dans le secondaire 271
Tableau 6.31 : Evolution des résultats scolaires sur la période 2019-2023 272
Tableau 6.32 : Nombre d'établissements de la formation professionnelle formant au BTS 272
Tableau 6.33 : Effectifs des étudiants préparant le BTS selon le sexe 273
Tableau 6.34 : Indice de Parité entre les sexes dans l'EFTP 273
Tableau 6.35 : Ratio Apprenant/Enseignant dans l'EFTP 273
Tableau 6.36 : Insertion des diplômés 2016 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme selon le sexe 274
Tableau 6.37 : Taux d'insertion des diplômés 2017 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme. 274
Tableau 6.38 : Taux d'insertion des diplômés 2018 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme. 275
Tableau 6.39 : Taux d'insertion des diplômés 2020 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme 275
Tableau 6.40 : Réparation des diplômés selon l'emploi (%) 275
Tableau 6.41 : Répartition des diplômés insérés selon le secteur d'activité (%) 276

Tableau 6.41 : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par type et statut sur la période 2016-2023 276
Tableau 6.42 : Nombre d'étudiants par type et statut d'établissements 276
Tableau 6.43 : Effectifs étudiants des universités publiques de 2016 à 2023 277
Tableau 6.44 : Effectifs étudiants des grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS de 2016 à 2023 278
Tableau 6.45 : Répartition des étudiants des universités et des grandes écoles par domaine d'étude de la CITE et par sexe de 2020 à 2023 279
Tableau 6.46 : Évolution des effectifs des enseignants des universités et grandes écoles par type et statut d'établissements 280
Tableau 6.47 : Effectifs des enseignants-chercheurs des universités et grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS par type et statut 281
Tableau 6.48 : Ratio étudiants/enseignants-chercheurs des universités et grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS par type et statut 282
Tableau 6.49 : Évolution du taux d'admissibilité aux examens du BTS 282
Tableau 6.50 : Évolution du nombre des admissibles aux examens du BTS 283
Tableau 6.51 : Œuvres universitaires 283
Tableau 6.53 : Evolution de l'emploi dans le secteur moderne 284
Tableau 6. 54: Récapitulatif des effectifs des principaux programmes d'insertion professionnelle et d'emploi des jeunes 285
Tableau 6. 55: Récapitulatif des effectifs des principaux programmes du service civique 285
Tableau 6.56 : Répartition des Fonctionnaires et Agents de l'Etat par statut et par sexe 286
Tableau 6.57 : Répartition des Fonctionnaires par groupe d'âge selon le sexe 286
Tableau 6.58 : Répartition des Fonctionnaires par sexe selon la famille d'emploi 287
Tableau 6.59 : Conflits individuels de travail 288
Tableau 6.60 : Conflits collectifs de travail 288
Tableau 6.61 : Gestion quotidienne 288
Tableau 6.62 : Situation du traitement des requêtes à l'OSEP 290
Tableau 6.63 : Situation des procédures dématérialisées 290
Tableau 6.64 : Situation des structures administratives utilisant la signature électronique 291
Tableau 6.64 : Statistiques liées aux activités de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (IPS-CGRAE) 292
Tableau 6.65 : Statistiques liées aux activités de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (IPS-CNPS) 293
Tableau 6.66 : Statistiques liées aux activités de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (IPS-CNAM) 293
Tableau 6.67 : Statistiques liées aux activités de la Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de Côte d'Ivoire (MUGEFCI) 294
Tableau 6.68 : Dispositif national d'intervention en protection sociale 294
Tableau 6.69 : Evolution des résultats des actions de protection de la femme et de l'enfant 295
Tableau 6.70 : Proportion des femmes dans les fonctions électives sur la période 2018-2023 296
Tableau 6.71 : Effectif et proportion des femmes Fonctionnaires aux postes de responsabilité * 296
Tableau 6.72 : Nombre de DG et de PCA par genre dans les entreprises du portefeuille de l'Etat 297
Tableau 6.73 : Proportion des militaires repartis par groupe d'âge et selon le sexe 297
Tableau 6.74 : Proportion des militaires repartis par groupe d'âge et selon le sexe 298
Tableau 6.75 : Conflits individuels de travail 298
Tableau 6.76 : Effectif des femmes militaires aux postes de responsabilités 298
Tableau 6.77 : Actions d'autonomisation de la femme 299

Tableau 6.78 : Evolution des taux des Violences basée sur le genre 299
Tableau 6.79 : Operations opérées 301
Tableau 6.80 : Secteurs de concentration du C2D 302
Tableau 6.81 : Décaissements par projet (milliards de FCFA) 303
Tableau 6.82 : Récapitulatif des contrats C2D 309
Tableau 6.83 : Evolution des infrastructures de santé 311
Tableau 6.84 : Accessibilité géographique des populations aux ESPC 312
Tableau 6.85 : Evolution du nombre du personnel de santé 312
Tableau 6.86 : Evolution des indicateurs du VIH/SIDA 316
Tableau 6.87 : Evolution des indicateurs des autres pathologies 317
Tableau 6.88 : Nombre de cas de Covid 19 et Taux de positivité Covid 19 en 2020 339
Tableau 6.89 : Nombre de cas de Covid-19 notifiés en 2021, par région et district sanitaire 342

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.1 : Pyramides des âges de la Côte d'Ivoire en 1998 et 2021 33
Graphique 2.1 : Croissance comparée du PIB (en %) 54
Graphique 2.2 : Répartition du PIB nominal (%) 62
Graphique 2.3 : Répartition de l'investissement (%) 63
Graphique 2.4 : Nombre d'entreprises créées au guichet unique sur la période 2015-2024 67
Graphique 2.5 : Décomposition du stock de la dette selon les devises 72
Graphique 2.6 : Service de la dette (milliards de FCFA) 73
Graphique 2.7 : Service de la dette intérieure par type de créanciers de 2015 à 2023 (milliards de FCFA) 73
Graphique 2.8 : Service de la dette extérieure par type de créanciers de 2015 à 2023 74
Graphique 2.9 : Evolution de la structure de la masse monétaire M2 de 2020 à 2023 76
Graphique 2.10 : Evolution des sources de création de la masse monétaire M2 78
Graphique 2.11 : Volume et Valeurs échangés 84
Graphique 2.12 : Principaux produits d'exportation (milliards de FCFA) 95
Graphique 2.13 : Groupes de produits importés (milliards de FCFA) 96
Graphique 3.1 : Carte du réseau des aires protégées 138
Graphique 4.1 : Evolution du nombre de permis d'exploitation minière industrielle 161
Graphique 4.2 : Evolution du cours international de l'once d'or de 2015 à 2022 162
Graphique 4.3 : Production et exportation de pétrole brut (barils) 167
Graphique 4.4 : Réseau de distribution des produits pétroliers (nombre de stations-services) 174
Graphique 4.5 : Exportation de l'eau minérale 178
Graphique 4.6 : Capacité de production et consommation de l'eau potable 179
Graphique 4.7 : Evolution des engagements 188
Graphique 4.8 : Evolution de la capacité de production et la consommation du ciment 194
Graphique 4.9 : Exportation de ciments et autres matériaux de construction (millions de FCFA) 194
Graphique 4.10 : Exportation de ciments et autres matériaux de construction (tonnes) 194
Graphique 4.11 : Evolution de la capacité installée des unités de transformation de la ferraille 195
Graphique 4.12 : Evolution de la capacité installée des unités de transformation de déchets d'aluminium 195
Graphique 4.13 : Evolution des dépôts de titres de 2017 à 2024 196
Graphique 5.1 : Evolution du trafic des produits Pétroliers du PAA (en tonne) 221
Graphique 5.2 : Taux d'occupation (T.O) des hôtels en Côte d'Ivoire 249
Graphique 5.3 : Répartition du taux d'occupation par standing hôtel 249
Graphique 5.4 : Evolution des Emplois générés dans le secteur 250
Graphique 5.5 : Évolution des recettes touristiques et des investissements réalisés (milliards FCFA) 250
Graphique 5.6 : Évolution de la contribution du secteur tourisme au PIB (%) 251
Graphique 6.1 : Evolution du nombre d'écoles préscolaires selon le statut et le milieu de 2015 à 2023 258
Graphique 6.2 : Evolution du TBS selon le sexe dans le primaire 261
Graphique 6.3 : Evolution du nombre d'établissements secondaires selon le statut 263
Graphique 6.4 : Evolution du TBS (%) dans le 1er et le 2e cycle du secondaire 267
Graphique 6.5 : Évolution du nombre d'apprenants pour 100 000 habitants 274
Graphique 6.5 : Effectifs étudiants des universités publiques 277

Graphique 6.6 : Effectifs étudiants des grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS 278
Graphique 6.7 : Évolution des effectifs des enseignants par type et statut des établissements 280
Graphique 6.8 : Répartition des fonctionnaires selon le sexe et le secteur d'emploi en 2016 et en 2023 287
Graphique 6.9 : Evolution du portefeuille de 2020 à 2024 300
Graphique 6.10 : Evolution du Ratio nombre d'habitants pour 01 médecin, de 2015 à 2021 313
Graphique 6.11 : Evolution du Ratio nombre d'habitants pour 01 infirmier, de 2015 à 2021 313
Graphique 6.12 : Evolution du Ratio nombre de FAP pour 01 sage-femme, de 2015-2021 314
Graphique 6.13 : Nombre de cas confirmés de méningite par district sanitaire en 2021 319
Graphique 6.14 : Nombre de cas confirmés de fièvre jaune par district sanitaire en 2021 320
Graphique 6.15 : Nombre de cas confirmés de fièvre jaune par district sanitaire en 2020 321
Graphique 6.17 : Nombre de cas confirmés de méningite par district sanitaire en 2020 322
Graphique 6.18 : Nombre de cas confirmés de Dengue par région sanitaire en 2020 323
Graphique 6.20 : Répartition du nombre de site de dépistage du cancer du col de l'utérus par région sanitaire en 2021 327
Graphique 6.21 : Répartition du nombre de site de dépistage du cancer du col de l'utérus par district sanitaire en 2021 328
Graphique 6.22 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués en 2021 329
Graphique 6.23 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les hommes en 2021 329
Graphique 6.24 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les femmes en 2021 330
Graphique 6.25 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les enfants en 2020 330
Graphique 6.26 : Proportion de femmes dépistées pour le cancer de col de l'utérus et présentant des lésions précancéreuses, par région sanitaire en 2021 332
Graphique 6.27 : Décès liés aux cancers dans la population générale, selon le type en 2021 332
Graphique 6.28 : Décès dus aux cancers chez les enfants de moins de 15 ans en 2021 333
Graphique 6.29 : Décès dus aux cancers chez les adultes de moins de 15 ans en 2021 333
Graphique 6.30 : Couverture en BCG (%) de 2015 à 2021 334
Graphique 6.31 : Couverture troisième dose du vaccin contre la poliomyélite (%) 334
Graphique 6.32 : Couverture rougeole 335
Graphique 6.33 : Taux d'accouchement assisté par du personnel qualifié (%) 335
Graphique 6.34 : Couverture des femmes enceintes en deuxième dose de vaccin antitétanique 336
Graphique 6.35 : Taux cumulé de positivité au Covid 19 par région sanitaire en 2020 337
Graphique 6.36 : Taux cumulé de positivité au Covid-19 par district sanitaire en 2020 338

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 : Localisation et niveau de traitement des demandes de classement des RNV enregistrées par la DPN de 2002 à ce jour 144
Figure 3.2 : Situation de la RNV N'Zi River Lodge 145
Figure 3.3 : Carte de situation de la RNV FMTE 146
Figure 3.4 : Carte de situation de RNV Aluikpli 147
Figure 3.5 : Situation de la RNV du Corridor Ecologique de Taï 148
Figure 3.6 : Carte de situation de l'Embouchure de la Dodo 149

INTRODUCTION

L'économie ivoirienne a renoué avec de fortes performances de croissance économique ces quatre dernières années. En effet, le taux de croissance réel du PIB est ressorti à 7,1% en 2021, 6,4% en 2022, 6,5% en 2023 (provisoire) et 6,0% en 2024 (estimation) dans un contexte économique caractérisé par la récurrence des chocs extérieurs négatifs (crise entre la Russie et l'Ukraine, durcissement des conditions de prêts sur les marchés internationaux de capitaux, tensions géopolitiques, effets de la pandémie de Covid-19). Ces performances attestent de la résilience de l'économie face aux chocs qui s'est surtout matérialisée par un taux de croissance réel du PIB de 0,7% en 2020 en pleine pandémie de Covid-19.

Ces résultats s'inscrivent dans la dynamique de mise en œuvre des plans nationaux de développement (PND 2012-2015, PND 2016-2020, PND 2021-2025) amorcée depuis 2012 avec de vastes chantiers de réformes dans les différents secteurs de l'activité économique qui bénéficient de l'appui des partenaires techniques et financiers pour rendre l'économie ivoirienne attractive et compétitive.

La présente édition de l'ouvrage **« La Côte d'Ivoire en Chiffres »** présente les différentes réalisations dans ces secteurs de l'économie. Elle met l'accent sur les indicateurs macroéconomiques, l'agriculture, l'environnement et le développement durable, l'industrie et les BTP, les équipements et services et le développement social. Elle se structure autour de six (06) parties comme la précédente édition de 2016, mais avec des indicateurs nouveaux qui éclairent un peu plus les dynamiques sectorielles.

La première partie, consacrée aux **« Généralités »**, porte sur le Cadre géographique de la Côte d'Ivoire, le système politique et l'organisation territoriale et les Relations de la Côte d'Ivoire avec l'extérieur. Pour ce qui concerne le Cadre géographique (chapitre 1), il est fait mention du relief présentant l'aspect général d'un plateau, du réseau hydrographique constitué principalement de quatre (04) fleuves, du climat se composant de trois (03) zones climatiques majeures, de la végétation profondément modifiée par les exploitations agricoles et forestières et de la population à majorité urbaine et jeune. Le système politique et l'organisation territoriale, objet du chapitre 2, traite des trois (03) types de pouvoir, en l'occurrence les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, et de l'administration territoriale structurée selon les principes de la déconcentration et de la décentralisation. Le chapitre 3 est dédié aux Relations de la Côte d'Ivoire avec l'extérieur. Il met en exergue la coopération économique, régionale et bilatérale à travers l'appartenance de la Côte d'Ivoire à la CEDEAO et l'UEMOA y compris les mécanismes d'intégration subséquents, et la carte diplomatique de la Côte d'Ivoire avec un taux de couverture diplomatique amélioré.

La deuxième partie est relative aux **« indicateurs macroéconomiques ».** Cette partie passe en revue le secteur réel, les finances publiques, les secteurs monétaire et financier et le secteur extérieur. Le chapitre 1 est consacré à la présentation du secteur réel. Il décline les déterminants de la croissance économique tant du côté de l'offre que de la demande avec leur contribution respective. En outre, l'équilibre budgétaire est aussi mis en évidence à travers l'analyse des finances publiques (chapitre 2). Le chapitre 3 traite des secteurs monétaire et financier et relève notamment les niveaux de la masse monétaire, des crédits intérieurs, des avoirs extérieurs en consolidation et le secteur bancaire en pleine expansion. Le secteur extérieur traite du chapitre 4. Il met en évidence le solde global de la balance des paiements et le solde commercial.

La troisième partie portant sur « **l'Agriculture, l'Environnement et le Développement Durable »**, traite au niveau du chapitre 1, les cultures industrielles et d'exportation, les cultures vivrières y compris les performances du secteur

agricole ainsi que les pays partenaires de la Côte d'Ivoire en matière d'échanges agricoles. Le chapitre 2 présente l'analyse de l'offre (production et importation) et de la demande de produits d'origine animale et halieutique. Le chapitre 3 met en évidence les activités forestières, notamment les superficies exploitées et les volumes de bois transformés. Le chapitre 4 est consacré à la gestion de l'environnement et du développement durable. Les conventions internationales auxquelles la Côte d'Ivoire a adhéré y sont décrites ainsi que le réseau des aires protégées et les engagements en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

La quatrième partie intitulée **« Industrie, Bâtiments et Travaux Publics (BTP) »**, est organisée autour de sept (07) chapitres mettant l'accent sur la contribution du secteur industriel et des BTP à la croissance du pays. Le chapitre 1 présente la dynamique de l'industrie à travers l'évolution de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI). Le chapitre 2 fait l'analyse du secteur minier où les potentialités de la Côte d'Ivoire en matière de production minière sont exposées. Le chapitre 3 est consacré à l'analyse des hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) en liaison avec les activités connexes. Le chapitre 4 fait ressortir le stock des produits pétroliers échangés entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires. Le chapitre 5 porte sur l'analyse de l'eau et de l'électricité, notamment l'offre de l'électricité et les investissements réalisés, la production et la distribution de l'eau tant en milieu urbain que rural. Les secteurs de l'agro-industrie et autres industries ivoiriennes font l'objet du chapitre 6. Le chapitre 7 est relatif aux Bâtiments et Travaux Publics (BTP). Ce secteur est matérialisé par l'indicateur avancé des BTP, la construction et les logements.

La partie V est consacrée à l'analyse des **« équipements et services »**. Cette partie est intitulée "Service bancaire" et aborde le paysage financier à travers la situation du réseau des banques et établissements financiers, les assurances, la microfinance ainsi que les services financiers mobiles (Chapitre 1). La dynamique, ainsi que les performances de chacune de ses composantes y sont analysées. Le chapitre 2 sur les infrastructures et services de transport, passe en revue le point sur les améliorations du réseau routier, des transports urbain, ferroviaire, aérien et maritime. Le chapitre 3 traite de la communication et de l'économie numérique. Cette partie fait état des progressions enregistrées, notamment en ce qui concerne l'internet en termes d'opérateurs, de nombre d'abonnés, de chiffres d'affaires et d'investissements réalisés. Le dernier chapitre (chapitre 4) est consacré à la politique touristique, aux infrastructures hôtelières et à l'évolution des flux de touristes.

Enfin, dans **la partie VI**, intitulée **« Développement social »**, le chapitre 1 sur la valorisation du capital humain traite principalement du secteur éducation-formation avec l'ensemble des indicateurs qui le caractérisent. Le chapitre 2 relève la situation de l'emploi, les programmes au profit des jeunes, la protection sociale, les progrès réalisés en termes de modernisation de l'administration publique ainsi que les actions en faveur de la prise en compte effective et de la promotion du genre. L'analyse de l'offre de soins et des besoins est réalisée dans le chapitre 3 ainsi que les principaux indicateurs relatifs à la santé.

PARTIE I :
GENERALITES



CHAPITRE 1

CADRE GEOGRAPHIQUE

Située en Afrique de l'Ouest, le long du golfe de Guinée, entre les 4° et 10° de latitude Nord et entre les 8° et 10° de longitude Ouest, la Côte d'Ivoire s'étend sur une superficie de 322 462 Km².

Elle partage ses frontières avec le Libéria (716 km) et la Guinée (610 km) à l'Ouest, le Ghana (668 km) à l'Est, le Mali (532 km) et le Burkina Faso (584 km) au Nord, et l'Océan Atlantique qui borde une côte de 550 km au sud.

1.1. ASPECT PHYSIQUE

1.1.1. RELIEF

La Côte d'Ivoire présente l'aspect général d'un plateau qui s'élève légèrement du Sud vers le Nord. La rareté des accidents de terrain lui confère une certaine homogénéité.

Cependant, sa partie occidentale est plus montagneuse et plus élevée, avec des plateaux qui culminent à plus de 1000 m, notamment autour de la localité de Man. Cette région est constituée de hauts plateaux surplombés par de petites chaînes montagneuses et des sommets isolés. Le point le plus élevé du pays, le mont Nimba, culmine à 1 752 m. D'autres élévations de relief peuvent également être mentionnées, à savoir la chaîne de Tiémé et celle de Madinani près d'Odienné, le massif de Bondoukou aux frontières ghanéenne et burkinabè, ainsi que les collines Baoulé et celles de Bongouanou dans le centre du pays. En dehors de ces régions, les altitudes ne varient qu'entre 100 et 500 m, la plupart des plateaux se situant entre 200 et 350 m.

1.1.2. HYDROGRAPHIE

Le réseau hydrographique de la Côte d'Ivoire est dense et constitué de fleuves, de rivières, de lacs et de lagunes répartis sur l'ensemble du territoire. En effet, le pays dispose de quatre (04) bassins versants nationaux (Bandama, Agnéby, Mé, San Pedro) et sept (07) bassins fluviaux transfrontaliers (Volta Noire, Bia, Comoé, Niger, Sassandra, Cavally et Nuon). Il compte environ 537 cours d'eau.

La Côte d'Ivoire est irriguée par quatre (04) grands fleuves de direction Nord-Sud :

- le Bandama, entièrement ivoirien, traverse le pays en son milieu sur 1 050 km et se jette dans l'Océan Atlantique à Grand-Lahou. Au centre du pays, à Kossou, un barrage a été construit sur ce fleuve dont les principaux affluents sont le Marahoué et le N'Zi ;
- le Comoé mesure 1 160 km de long. Il prend sa source au Burkina Faso et coule du Nord au Sud pour se jeter dans l'Océan, en suivant le tracé du cordon littoral au niveau de Grand-Bassam ;
- le Sassandra, 650 km de long, prend sa source en Guinée et coule d'Ouest en Est. Il rejoint l'Océan à Sassandra et compte plusieurs affluents dont le Tiemba, le Bafing, le N'Zo, le Lobo et le Davo. Au centre-ouest, dans la région de la Nawa, le fleuve Sassandra abrite le plus grand barrage hydroélectrique du pays (barrage de Soubré avec une puissance installée de 275 MW) qui a été mis en service en 2017 ;

- le Cavally, long de 700 km, vient également de la Guinée et sert de frontière naturelle avec le Libéria sur la plus grande partie de son cours.

Outre les principaux bassins, le réseau hydrographique ivoirien comprend de petits fleuves côtiers (l'Agnéby, la Mé, la Bia etc.), des affluents et trois (03) lagunes que sont la lagune de Grand-Lahou, la lagune Ebrié et la lagune Aby, dont la superficie totale est d'environ 1 200 km². Les principaux bassins de la Côte d'Ivoire sont présentés dans le Tableau 1.1.

Tableau 1.1 : Principaux bassins et leurs caractéristiques

	SUPERFICIE DU BASSIN VERSANT	LONGUEUR EN CI	PAYS EN PARTAGE
PRINCIPAUX BASSINS			
Cavally	28 800 Km²	700 km	Libéria
Sassandra	75 000 Km²	650 km	Guinée
Bandama	97 000 Km²	1050 km	
Comoé	97 000 Km²	1 160 km	Burkina Faso
PETITS FLEUVES COTIERS			
Tabou			
San-Pédro			
Niouniourou			
Boubo	5 100 Km²		
Agnéby	8 900 Km²		
Mé	4 300 Km²	140 km	
Bia	8 390 Km²	120 km	Ghana
AFFLUENTS DU NIGER			
Baoulé	23 770 Km²		Mali (Niger)
Bagoué			Mali (Niger)
Gbanhala			
AFFLUENT DE LA VOLTA NOIRE			
Koulda	7 000 Km²		Ghana (Volta Noire)

Source : BNETD 2025

Malgré de fortes variations saisonnières des débits, ces cours d'eau sont permanents. L'écoulement pour l'ensemble de ces bassins est estimé à un volume de 39 milliards de m³ par an.

En raison des précipitations relativement importantes, variant de 1 000 mm à 2 300 mm par an, la ressource en eau de surface est abondante en Côte d'Ivoire. Toutefois, les apports atmosphériques subissent une très grande variabilité aussi bien dans le temps que dans l'espace. La pluviométrie est relativement abondante avec une moyenne annuelle de l'ordre de 1 400 mm. Les apports en eaux superficielles sont estimés à 459 milliards de m3 par an.

1.1.3. CLIMAT

La Côte d'Ivoire compte trois (03) zones climatiques :

- le climat subéquatorial, le long de la région côtière, est caractérisé par de faibles amplitudes de température (de 25 à 30°C), un fort taux d'humidité (80 à 90%), et des précipitations abondantes (1 766 mm à Abidjan et 2 129 mm à Tabou). Cette zone connaît deux saisons sèches, dont une grande entrecoupée de quelques pluies de décembre à avril et une petite en août et septembre. Deux saisons des pluies s'échelonnent de mai à juillet pour la grande et d'octobre à novembre pour la petite ;
- le climat tropical humide couvre la zone forestière et le sud de la région des savanes. Les températures, dont les amplitudes sont plus importantes que sur la zone côtière, varient de 14 à 33°C, avec un taux d'humidité de 60 à 70% et des précipitations annuelles allant de 905 mm (Bouaké) à 1 897 mm (Man). Cette zone compte deux saisons sèches (une grande de novembre à mars et une petite de juillet à août) et deux saisons des pluies (une grande de juin à octobre et une petite de mars à mai) ;
- le climat soudanais s'étend sur la partie sud de la zone des savanes. Il présente des amplitudes thermiques quotidiennes et annuelles relativement importantes de l'ordre de 20°C et une humidité nettement inférieure à celle du Sud du pays (40 à 50%). Il se caractérise par la présence intermittente d'un vent frais et sec, l'harmattan, entre décembre et février. Ce type de climat génère une saison sèche, de novembre à juin, et une saison des pluies de juillet à octobre. On note des précipitations allant de 1 200 mm (Korhogo) à 1 500 mm (Odienné).

1.1.4. VÉGÉTATION

Le couvert végétal s'est beaucoup modifié au fil des années. A l'origine, le tiers du pays au Sud et à l'Ouest était le domaine de la forêt dense et le reste (Centre et Nord) était essentiellement couvert de forêts claires et de savanes arborées. Dès la période coloniale, les plantations agricoles et l'exploitation forestière ont profondément modifié les paysages.

De petites mangroves se trouvent sur la côte dont une à l'Est d'Abidjan, à l'embouchure de la Bia, et une autre à l'ouest de la capitale économique. Le patrimoine forestier ivoirien est aujourd'hui estimé à 2,97 millions d'hectares (Ministère des Eaux et Forêts, 2021).

Dans le Centre du pays, on trouve de nombreux points de forêts sèches assez denses et dans le Centre- Ouest, une écorégion de montagne, appelée forêt de montagne guinéenne.

1.2. POPULATION

1.2.1. EVOLUTION DE LA POPULATION

Selon le Recensement Général de la Population de 1975, la Côte d'Ivoire avait une population estimée à 6 709 600 habitants. Elle est passée à 10 815 694 habitants en 1988, 15 366 672 habitants en 1998 et 29 389 150 habitants au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2021, soit un taux de croissance annuel moyen de 2,9% sur la période 1998-2021 contre 3,3% sur la période 1988-1998. Sur les périodes 1975-1988 et avant 1975, ce taux était respectivement de 3,8% et 4,4%. Avec son rythme actuel de croissance, la population de la Côte d'Ivoire doublerait en 24 ans.

Le taux d'urbanisation est passé de 32% en 1975 à pratiquement 52,5% en 2021, soit une augmentation de 20,5 points. La densité de population est passée de 21 habitants au km² en 1975 à 91 habitants au Km2 en 2021 (cf. Tableau 1.2).

Tableau 1.2 : Évolution démographique de la Côte d'Ivoire

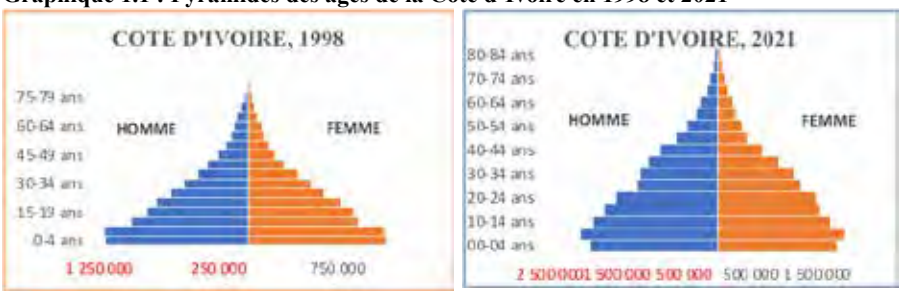
	1975	1988	1998	2021*
Population totale	6 709 000	10 815 694	15 366 672	29 389 150
Densité(hab/km2)	21	34	48	91
Population rurale	4 563 307	6 595 159	8 865 448	13 960 193
population rurale (%)	68	61	57	47,5
Population urbaine	2 146 300	4 220 235	6 529 138	15 428 957
Population urbaine (%)	32	39	43	52,5

Source : ANStat, *population au 14 décembre 2021

1.2.2. STRUCTURE DE LA POPULATION

Relativement à la structure par âge, la population de la Côte d'Ivoire demeure très jeune selon les résultats du RGPH 2021. Les enfants (0-14 ans révolus) au nombre de 11 225 273, représentent 38,2% de la population totale. Par ailleurs, plus de trois quarts de la population a moins de 35 ans (75,6%) et 12,6% a moins de 5 ans. Ce qui signifie qu'à peine 2,6% de la population est âgée de 65 ans et plus. La proportion importante de la population jeune se traduit par une pyramide des âges à base très élargie qui se rétrécit régulièrement jusqu'au sommet. Cependant, par rapport à 1998, on note un début de rétrécissement de la base et une partie médiane plus épaisse, mais avec un sommet plus effilé (cf. Graphique 1.1). La réduction de la base est la conséquence d'une baisse de la fécondité. Ce qui a pour conséquence la réduction de la population à charge au profit de la population d'âges actifs.

Graphique 1.1 : Pyramides des âges de la Côte d'Ivoire en 1998 et 2021



Source : RGPH, 2021

Le taux de dépendance qui mesure le nombre de personnes d'âges inactifs (population de moins de 15 ans et population âgée de 65 ans et plus) pour 100 personnes d'âges actifs (population âgée de 15-64 ans) est de 69 personnes à charge pour 100 en âge de travailler selon les données du RGPH 2021. Ce taux connaît une baisse graduelle depuis 1988 où il était estimé à 96.

Selon le RGPH 2021, la répartition de la population vivant en Côte d'Ivoire par sexe, indique une population masculine de 15 344 990 personnes (52,2%) et une population féminine de 14 044 160 personnes (47,8%). Il est noté ainsi un rapport de masculinité de 109 hommes pour 100 femmes. L'analyse selon les régions montre de fortes disparités dans les rapports de masculinité. Ils varient de 102 dans le Poro à 126 dans le Cavally, zone agricole caractérisée par une forte immigration. Elle montre également que, dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire, nous comptons plus d'hommes que de femmes.

La population de non-nationaux vivant sur le territoire national représente 22% de la population totale de la Côte d'Ivoire. Bien que l'effectif de la population non-ivoirienne soit passé de 4 000 047 en 1998 à 6 460 062 en 2021, leur proportion dans la population a diminué au fil des années. Cela pourrait résulter de son rythme de croissance (2,1%) moins accéléré que celui des nationaux. Le pourcentage de non-nationaux est passé de 26% en 1998 à 22% en 2021, atteignant quasiment son niveau de1975. Un niveau assez remarquable avait été observé en 1988 (28%).

1.2.2.1. URBANISATION

La répartition de la population selon le milieu de résidence révèle que la majorité de la population réside dans les villes. En effet, 15 711 434 (53,5%) de personnes vivent dans les villes contre 13 677 716 (46,5%) en milieu rural. Le taux d'urbanisation a augmenté de 11 points de pourcentage entre 1998 (42,5%) et 2021 (53,5%). Notons que la ville d'Abidjan abrite à elle seule plus du tiers (36%) de la population totale urbaine.

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2021 montre qu'en Côte d'Ivoire, dix-sept (17) localités ont un effectif de population supérieur à 100 000 habitants. On en dénombrait huit (08) en 1998. Les neuf (09) localités qui ont rejoint les villes les plus peuplées sont : Divo, Soubré, Abengourou, Anyama, Bingerville, Duékoué, Grand-Bassam, Bouaflé et Bondoukou. Elles sont par ailleurs, des chefs-lieux de région hormis Anyama, Bingerville et Grand-Bassam (cf. Tableau 1.3).

Tableau 1.3 : Evolution de la population des principales villes de Côte d'Ivoire

Localités	Population au RGPH 1998	Population au RGPH 2021	TMA* 1998-2021 (%)
Abidjan	2 877 948	5 616 633	2,9
Bouaké	461 617	728733	2
Korhogo	142 039	386 586	4,4
Daloa	173 107	351 670	3,1
Anyama	77 630	325209	6,4
San-Pedro	131 800	293 444	3,5
Yamoussoukro	155008	279 977	2,6
Divo	86 545	215 312	4
Gagnoa	107 124	212489	3
Man	116 657	198048	2,3
Bingerville	35 944	187192	7,4
Soubré	58 136	176870	5
Duékoué	37 374	126 970	5,5
Abengourou	71 462	125 143	2,5
Grand-Bassam	53218	107 249	3,1
Bouaflé	47941	104838	3,5
Bondoukou	44 335	102 950	3,7

Source : ANStat, 2022

*TMA = Taux Moyen d'Accroissement

La Côte d'Ivoire dispose de deux capitales : une capitale économique, Abidjan, sur les bords de la lagune Ébrié, ouverte sur l'Océan Atlantique et une capitale politique (depuis mars 1983) et Yamoussoukro, située à 240 km au nord d'Abidjan.

1.2.2.2. DIVERSITÉ ETHNIQUE

La Côte d'Ivoire compte une soixantaine d'ethnies regroupées en cinq (05) grands groupes que sont les Akans, les Mandés du nord, les Mandés du sud, les Krous et les Gurs. Les Akans demeurent les plus nombreux (38%) en 2021, devant les Mandés du Nord (22%) et les Gurs (22%). Les Krous et les Mandés du Sud représentent respectivement 9,1% et 8,6% de la population.

Par rapport à 1998, on constate une proportion en baisse chez les Akans, les Krous, les Mandés du Sud contrairement aux Mandés du Nord et aux Gurs dont les parts augmentent. Les naturalisés représentent 0,3% de la population de nationalité ivoirienne en 2021, leur proportion est en baisse par rapport à 1998 (0,8%).

La langue officielle du pays est le français. Le Tableau 1.4 donne la répartition des cinq (05) principaux groupes ethniques.

Tableau 1.4 : Répartition de la population par groupe ethnique

Groupes Ethniques	RGPH 1998		RGPH 2021	
	Effectif	%	Effectif	%
Akan	4 780 797	42,1	8 719 232	38,0
Krou	1 446 790	12,7	2 092 097	9,1
Mandé du nord	1 873 200	16.5	5 036 063	22,0
Mandé dusud	1 142 336	10,0	1 979 228	8,6
GurouVoltaïque	2 002 625	17,6	5 028 720	22,0
Naturalisésivoiriens	88 714	0,8	58 135	0,3
Ivoiriens sans précision	32 163	0,3	11 037	0,0
Total	11 366 625	100,0	22 924 512[1]	100,0

Source : ANStat, 2022

[1] Le nombre total d'ivoiriens est de 22 924 530. 18 personnes n'ont pas répondu à la question sur la nationalité/ethnie

CHAPITRE 2

SYSTÈME POLITIQUE ET ORGANISATION TERRITORIALE

Les institutions de la Côte d'Ivoire sont définies et organisées par la Constitution. Celle-ci prévoit le principe de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Par ailleurs, l'organisation administrative du territoire a continuellement évolué dans le but de rapprocher davantage l'administration des populations et de rechercher une participation plus accrue de celles-ci au développement de leurs localités.

2.1. SYSTÈME POLITIQUE

2.1.1. POUVOIR EXÉCUTIF

L'Exécutif est composé du Président de la République, du Vice-Président de la République et du Gouvernement. Le Président de la République, élu pour un mandat de cinq (05) ans et rééligible une seule fois, est le Chef de l'Etat. Il incarne l'unité nationale. Il veille au respect de la Constitution. Il assure la continuité de l'Etat. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des engagements internationaux.

Le Vice-Président de la République agit sur délégation du Président de la République. Il supplée le Président de la République lorsque celui-ci est hors du territoire national. Dans ce cas, le Président de la République peut, par décret, lui déléguer la présidence du Conseil des ministres, sur un ordre du jour précis.

Le Gouvernement comprend le Premier ministre, Chef du Gouvernement et les ministres. Le Gouvernement est chargé de la mise en œuvre de la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République. Le Premier ministre anime et coordonne l'action gouvernementale. Il préside le Conseil de Gouvernement, réunion préparatoire du Conseil des ministres et supplée le Président de la République lorsque celui-ci et le Vice-Président de la République sont hors du territoire national.

2.1.2. POUVOIR LÉGISLATIF

Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement qui est composé de deux chambres (l'Assemblée nationale et le Sénat). Le Parlement vote la loi et consent l'impôt. Il contrôle l'action du Gouvernement et évalue les politiques publiques.

La durée de la législature est de cinq (05) ans pour chacune des deux (02) chambres. Le mandat parlementaire est renouvelable. Les députés à l'Assemblée Nationale sont élus au suffrage universel direct.

Le Sénat assure la représentation des collectivités territoriales et des Ivoiriens établis hors de la Côte d'Ivoire. Les sénateurs sont élus, pour deux tiers au suffrage universel indirect. Les électeurs se composent des Députés, des Conseillers de District Autonome élus, des Conseillers Régionaux et des Conseillers Municipaux (à l'exception de ceux figurant sur une liste de Conseillers de District Autonome élus) en cours de mandat. Un tiers des sénateurs est désigné par le Président de la République parmi les Ivoiriens reconnus pour leur expertise et leur compétence avérées dans les domaines politique, administratif, économique, scientifique, culturel, sportif, professionnel et social. Le mandat des sénateurs est de cinq (05) ans.

Chaque année, le Parlement se réunit de plein droit en une session ordinaire. La session de l'Assemblée nationale commence le premier jour ouvrable du mois d'avril et prend fin le dernier jour ouvrable du mois de décembre. L'ouverture de la session du Sénat a lieu sept (07) jours ouvrables après celle de l'Assemblée nationale et prend fin sept (07) jours ouvrables avant la clôture de la session de l'Assemblée nationale.

Les séances des deux (02) chambres du Parlement sont publiques. Toutefois, chaque chambre peut siéger en comité à huis-clos, à la demande du Président de la République ou du tiers de ses membres. Le compte-rendu intégral des débats de chaque chambre est publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Chaque chambre établit son règlement. Avant leur entrée en vigueur, le règlement de chaque chambre ainsi que ses modifications ultérieures sont soumis au Conseil Constitutionnel, qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

L'opposition parlementaire dispose de droits lui garantissant une représentativité adéquate et effective dans toutes les instances du Parlement.

Par ailleurs, le pluralisme politique est effectif en Côte d'Ivoire depuis 1990. Les principaux partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale, depuis les élections législatives de 2021 sont le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), le Parti des Peuples Africains de Côte d'Ivoire (PPA-CI) et le Front Populaire Ivoirien (FPI).

2.1.3. ORGANISATION JUDICIAIRE

Le pouvoir judiciaire est indépendant et le Président de la République est le garant de cette indépendance selon la Constitution. La Cour de cassation, le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes sont les institutions juridictionnelles représentatives du pouvoir judiciaire. La justice est rendue par la Cour de cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes, les Cours d'appels, les tribunaux de Première instance, les tribunaux administratifs et les chambres régionales des comptes.

Il existe, en outre, dans le dispositif constitutionnel ivoirien le Conseil Supérieur de la Magistrature et deux (02) juridictions spéciales, que sont la Haute Cour de Justice et le Conseil Constitutionnel.

2.1.3.1. JURIDICTIONS SUPRÊMES ET INSTITUTIONS JURIDICTIONNELLES SPÉCIALES

❖ **Juridictions suprêmes**

Avec la réforme constitutionnelle du 19 mars 2020, la Cour suprême a été supprimée tandis que la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ont été consacrés comme institutions de la République au même titre que la Cour des Comptes.

La Cour de cassation veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre judiciaire. Elle est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire et est dirigée par un Président nommé par le Président de la République pour une durée de cinq (05) ans renouvelable une (01) fois. Le 03 avril 2020 le Président de la République a signé le décret portant nomination du Président actuel de la Cour de Cassation conformément à l'article 150 nouveau de la constitution.

Le Conseil d'Etat veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre administratif. Il est la plus haute juridiction de l'ordre administratif et est dirigé par un président nommé par le président de la République pour une durée de cinq (05) ans, renouvelable une (01) fois. Le 03 avril 2020 le Président de la République a signé

le décret portant nomination du Président actuel du Conseil d'Etat conformément à l'article 150 nouveau de la constitution.

La Cour des Comptes est l'institution suprême de contrôle des finances publiques. Elle a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation. La Cour des comptes contrôle la gestion des comptes des services de l'État, des institutions publiques nationales, des collectivités territoriales, des autorités administratives indépendantes et de toute organisation bénéficiant du soutien financier des entreprises publiques et de leurs filiales. A cet égard, elle veille à la bonne utilisation des prêts, fonds et actifs gérés par les services de l'Etat et par d'autres entités publiques. Elle supervise l'exécution des lois de finances (budget de l'Etat) et se prononce sur la régularité et l'exactitude des comptes ainsi que sur la gestion générale des entreprises publiques, semi-publiques et bénéficiant d'un soutien financier public. La Cour des comptes est également chargée d'aider le Parlement et le gouvernement. En effet, elle peut être consultée par le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le Conseil économique et social sur des questions économiques et financières ou sur la gestion des services de l'État et des collectivités publiques. Le Président de la Cour des Comptes est nommé par le Président de la République pour une durée de cinq (05) ans, renouvelables une (01) fois.

❖ **Le Conseil Supérieur de la Magistrature et les juridictions spéciales**

Le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) examine les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie des magistrats. Il fait également des propositions de nomination des magistrats des juridictions suprêmes, des premiers présidents des Cours d'appel et des présidents des tribunaux de première instance. Le CSM est présidé par une personnalité nommée par le Président de la République parmi les hauts magistrats en fonction ou à la retraite.

Il existe, par ailleurs, dans le dispositif constitutionnel ivoirien deux juridictions spéciales : la Haute Cour de Justice et le Conseil Constitutionnel.

La Haute Cour de Justice est une juridiction d'exception. Elle juge le Président de la République, le vice-Président de la République et les membres du Gouvernement sur des actes de haute trahison, des faits qualifiés de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Présidée par le Président de la Cour de cassation, la Haute Cour de Justice est composée de membres élus en leur sein en nombre égal par l'Assemblée nationale et le Sénat dès la première session de la législature.

Le Conseil Constitutionnel est impartial et indépendant. Il est l'organe régulateur du fonctionnement des pouvoirs publics. Le Conseil constitutionnel est juge de la conformité de la loi au bloc de constitutionnalité. Il est juge du contrôle des élections présidentielle et parlementaire. Il se compose d'un Président, des anciens Présidents de la République (sauf renonciation expresse de leur part) et de six conseillers, nommés pour une durée de six (06) ans non renouvelables, dont trois (03) désignés par le Président de la République, deux par le Président de l'Assemblée nationale et un par le Président du Sénat. La moitié des membres est renouvelée tous les trois (03) ans. Le Président du Conseil Constitutionnel est nommé par le Président de la République pour une durée de six (06) ans, non renouvelable.

2.1.3.2. JURIDICTIONS DE SECOND DEGRÉ

Les Cours d'appel constituent les juridictions de second degré. Au sein de chaque Cour d'appel, existe une ou plusieurs chambres d'instruction. La chambre d'instruction est une juridiction d'instruction du second degré. Elle connaît des affaires renvoyées devant elle par les juridictions d'instruction de premier degré (juge d'instruction et juge des enfants), des appels contre les décisions rendues par ces dernières et des demandes en matière de détention préventive et de contrôle

judiciaire. Elle est composée d'un Président de chambre et de deux ou plusieurs conseillers exclusivement nommés dans cette fonction.

Outre la chambre d'instruction, la Cours d'appel comprend des juridictions (chambres) de jugement, compétentes pour connaître des appels exercés contre des décisions rendues par les juridictions de jugement du premier degré. Il existe cinq (05) Cours d'Appel : Abidjan, Bouaké, Daloa, Korhogo et la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan.

Le ressort de la Cour d'appel d'Abidjan couvre les tribunaux de Première Instance d'Abidjan, de Yopougon et d'Abengourou, ainsi que leurs sections détachées. Celui de la Cour d'Appel de Bouaké englobe le Tribunal de première instance de Bouaké et ses sections détachées. La Cour d'Appel de Daloa couvre les Tribunaux de première Instance de Daloa, Man, Gagnoa et de Bouaflé ainsi que leurs sections détachées. La cour d'appel de Korhogo couvre le Tribunal de Korhogo et ses sections détachées.

Quant à la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan qui est une juridiction spécialisée, elle connait des appels exercés contre les décisions rendues par le tribunal de Commerce d'Abidjan.

Les Cours d'Appel regroupent les magistrats du siège que sont le premier président, les présidents de chambre et les conseillers, ainsi que les magistrats du ministère public, comprenant le procureur général, les avocats généraux et les substituts du procureur général.

Il convient de préciser que la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan ne dispose pas de Parquet Général. Les dossiers nécessitant l'intervention du Ministère public sont communiqués au Parquet Général près la Cour d'Appel d'Abidjan.

2.1.3.3. JURIDICTIONS DE PREMIER DEGRÉ

Au niveau du premier degré de juridiction, on distingue les tribunaux de première instance et leurs sections détachées. Au nombre de quatorze (14) dont deux (02) juridictions spécialisées, en l'occurrence le Tribunal de Commerce d'Abidjan (TCA) chargé de résoudre les litiges commerciaux survenus dans la ville d'Abidjan, ainsi que le Pôle Pénal Économique et Financier chargée des infractions économiques et financières, les Tribunaux de Première Instance (TPI) sont implantés dans les villes d'Abidjan-Plateau, Yopougon, Bingerville, Bouaké, Daloa, Man, Korhogo, Abengourou, Bouaflé, Gagnoa, Divo et de San-Pédro.

Quant aux sections de tribunal, au nombre de vingt-six (26), elles sont rattachées aux tribunaux de première instance dont elles dépendent administrativement. Toutefois, elles jouissent d'une autonomie d'attribution qui s'exerce sur des territoires qui leur sont propre, indépendamment de ceux dévolus au TPI auquel elles se trouvent rattachées.

❖ **Le Tribunal de Commerce d'Abidjan (TCA)**

Ouvert depuis le 1er octobre 2012, le TCA est une juridiction spécialisée de première instance chargée de régler les litiges d'ordre commercial. Son siège se trouve dans la Commune de Cocody, aux II-Plateaux.

De façon générale, le tribunal de commerce d'Abidjan connaît les litiges suivants :

- les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants au sens de l'Acte Uniforme sur le droit commercial général ;
- les contestations entre associés d'une société commerciale ou d'un groupement d'intérêt économique ;
- les procédures collectives d'apurement du passif ;

- les contestations et oppositions relatives aux décisions prises par le Tribunal de Commerce ;
- les contestations entre toutes personnes, relatives aux actes de commerce au sens de l'Acte Uniforme relatif au Droit Commercial Général, dans les actes mixtes, la partie non commerçante demanderesse pouvant saisir les tribunaux de première instance ;
- les contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et l'ensemble de leurs contestations commerciales comportant même un objet civil ;
- les litiges attribués par les lois spéciales aux tribunaux de commerce.

Par ailleurs, le Tribunal de Commerce d'Abidjan gère le Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM). Le ressort territorial du Tribunal de Commerce d'Abidjan englobe celui des tribunaux de première instance d'Abidjan-Plateau et de Yopougon.

Au Tribunal de Commerce d'Abidjan, les fonctions du Ministère Public sont exercées par le Procureur de la République, près le Tribunal de 1ère Instance d'Abidjan – Plateau.

La procédure suivie devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan est contenue dans la décision du 11 janvier 2012 et dans le code de procédure civile, commerciale et administrative.

Le personnel du Tribunal de Commerce d'Abidjan est composé de juges professionnels (magistrats de carrière), de juges consulaires (opérateurs économiques choisis sur une liste d'aptitude établie par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire), de greffiers et du personnel Administratif.

Le contrôle et le suivi des activités du Tribunal de Commerce d'Abidjan sont dévolus principalement à un Conseil de Surveillance composé de :

- un (01) Président de chambre à la Cour de Cassation, désigné par le Président de ladite Cour, Président ;
- l'inspecteur Général des Services Judiciaires, Vice-Président ;
- un (01) avocat, désigné par le barreau, membre ;
- un (01) administrateur des services judiciaires, désigné par le Ministre de la Justice, membre ;
- deux (02) représentants des chambres consulaires et autres associations d'opérateurs économiques, désignés par le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, membres.

❖ **Le Pôle pénal économique et financier**

Le Pôle pénal économique et financier est une juridiction d'instruction spécialisée. Cette juridiction d'instruction de premier degré, créée par le décret n° 2022-193 du 11 mars 2022 portant création, compétence, organisation et fonctionnement du Pôle pénal économique et financier, est chargé de l'enquête, de la poursuite et de l'instruction concernant les infractions économiques et financières qui sont ou apparaissent d'une gravité ou d'une complexité particulière, en raison :

- de la pluralité des auteurs, complices ou victimes ;
- ou du ressort géographique sur lequel elles s'étendent ;
- ou du caractère transnational de certains éléments constitutifs ;
- ou de l'importance des flux financiers ;
- ou de l'étendue de ses conséquences et des dommages qui en résultent.

Dans la poursuite et l'instruction des infractions ainsi déclinées, la compétence territoriale du parquet et des cabinets d'instruction du Pôle pénal économique et financier couvre l'ensemble du territoire national.

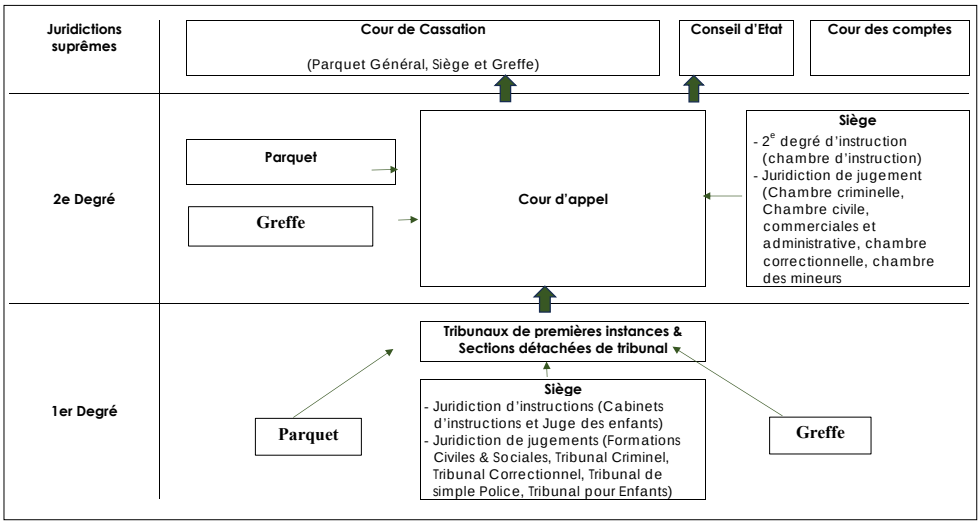
Le Pôle pénal économique et financier est composé de :

- un (01) Président ;
- un (01) ou plusieurs vice-présidents ;
- un (01) ou plusieurs juges d'instruction ;
- juges.

Il est institué un parquet près le pôle pénal économique et financier, qui comprend :

- un (01) Procureur de la République ;
- un (01) ou plusieurs Procureurs de la République adjoints ;
- un (01) ou plusieurs substituts.

2.1.3.4.SYNOPTIQUE DU SYSTÈME JURIDICTIONNEL ET PÉNITENTIAIRE DE LA CÔTE D'IVOIRE



2.2. ORGANISATION TERRITORIALE

L'organisation du territoire ivoirien repose sur l'ordonnance n°2011-**262** du 28 septembre 2011 **portant orientation de l'organisation générale de l'administration territoriale de l'Etat**, telle que complétée par les décrets n°2011-**263** du 28 septembre 2011 **portant organisation du territoire national en Districts et en Régions**, n°2012-612 du 04 juillet 2012 portant création de la Région du Moronou et n°2021-276 du 9 juin 2021 portant création de douze (12) districts autonomes.

L'administration territoriale est structurée selon les principes de la déconcentration et de la décentralisation. Elle est organisée en vue de : (i) assurer l'encadrement des populations, (ii) pourvoir à leurs besoins, (iii) favoriser le développement économique, social et culturel et (iv) réaliser l'unité et la cohésion nationale.

2.2.1. ADMINISTRATION DÉCONCENTRÉE

L'Administration territoriale déconcentrée est assurée par des représentants de l'Etat dans le cadre de circonscriptions administratives hiérarchisées que sont : les Régions, les Départements, les Sous-préfectures et les Villages.

La Région constitue l'échelon de conception, de programmation, d'harmonisation,

de soutien, de coordination et de contrôle des actions et des opérations de développement économique, social et culturel qui s'y réalisent à l'intervention de l'ensemble des services des administrations civiles de l'État. Elle est administrée par un Préfet de Région nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Département constitue l'échelon de relais entre la Région et la Sous-préfecture. Il est administré par un Préfet nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

La Sous-Préfecture est la circonscription administrative intermédiaire entre le Département et le village, entité administrative de base. Elle est administrée par un Sous-Préfet nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Le village est la circonscription administrative de base du territoire national. Il est administré par un Chef de village assisté d'un Conseil de village ou d'une notabilité.

2.2.2. ADMINISTRATION DÉCENTRALISÉE

L'Administration décentralisée est assurée par les collectivités territoriales que sont les régions et les communes. Ces collectivités territoriales sont dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Les collectivités territoriales ont pour missions, dans la limite de leurs compétences

- l'organisation de la vie collective dans la collectivité territoriale ;
- la participation des populations à la gestion des affaires locales ;
- la promotion et la réalisation du développement local ;
- la modernisation du monde rural ;
- l'amélioration du cadre de vie ;
- la gestion des terroirs et de l'environnement.

La Région est composée d'au moins deux (02) Départements. Elle est dirigée par un Président de Conseil Régional.

La Commune est un groupement de quartiers et/ou de villages. Elle est dirigée par un Maire.

2.2.3. DISTRICT AUTONOME

Le District Autonome est une entité territoriale particulière régie par des règles de la déconcentration et de la décentralisation. Il regroupe soit un ensemble de régions, soit un ensemble de Départements, de Communes et de Sous-Préfectures. Il est dirigé par un Gouverneur de District Autonome.

La structure de l'administration territoriale ivoirienne est présentée dans le tableau 1.6 :

Tableau 1.5 : Organisation du Territoire

DIVISION ADMINISTRATIVE ET TERRITORIALE	DÉNOMINATION	NOMBRE
Circonscriptions administratives	Régions	31
	Départements	111
	Sous-préfectures	490
	Villages	8 632
Collectivités Territoriales	Régions	31
	Communes	201
Entités territoriales particulières	Districts Autonomes	14

Source : MIS, 2023

La liste exhaustive des circonscriptions administratives et territoriales ainsi que les départements qui les composent est présentée dans le Tableau 1.6.

Tableau 1.6 : Liste de circonscriptions administratives

N°	DENOMINATION	CHEFS LIEUX	REGIONS
		DISTRICTS AUTONOMES	
1	ABIDJAN	ABIDJAN	ABIDJAN
2	YAMOUSSOUKRO	YAMOUSSOUKRO	YAMOUSSOUKRO
3	BAS-SASSANDRA	SAN-PEDRO	SAN-PEDRO
			NAWA
			GBÔKLE
4	COMOE	ABENGOUROU	INDENIE DJUABLIN
			MORONOU
			SUD-COMOE
5	DENGUELE	ODIENNE	FOLON
			KABADOUGOU
6	GOH-DJIBOUA	GAGNOA	GÔH
			LOH-DJIBOUA
7	LACS	DIMBOKRO	BELIER
			IFFOU
			N'ZI
8	LAGUNES	DABOU	GRANDS-PONTS
			AGNEBY-TIASSA
			ME
9	MONTAGNES	MAN	TONKPI
			CAVALLY
			GUEMON
10	SASSANDRA-MARAHOUE	DALOA	HAUT-SASSANDRA
			MARAHOUE
11	SAVANES	KORHOGO	PORO
			TCHOLOGO
			BAGOUE
12	VALLE DU BANDAMA	BOUAKE	HAMBOL
			GBEKE
13	WOROBA	SEGUELA	BERE
			BAFING
			WORODOUGOU
14	ZANZAN	BONDOUKOU	BOUKANI
			GONTOUGOU

REGIONS (CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET COLLECTIVITES TERRITORIALES)

	REGIONS	CHEFS LIEUX DE REGIONS	DEPARTEMENTS
1	AGNEBY-TIASSA	AGBOVILLE	AGBOVILLE
			TIASSALE
			SIKENSI
2	BAFING	TOUBA	TOUBA
			KORO
			OUANINOU
3	BAGOUE	BOUNDIALI	BOUNDIALI
			TENGRELA
			KOUTO
4	BELIER	TOUMODI	DIDIEVI
			TIEBISSOU
			TOUMODI
5	BERE	MANKONO	MANKONO
			KOUNAHIRI
6	BOUNKANI	BOUNA	BOUNA
			DOROPO
			NASSIAN
			TEHINI
7	CAVALLY	GUIGLO	GUIGLO
			BLOLEQUIN
			TOULEPLEU
8	FOLON	MINIGNAN	MINIGNAN
			KANIASSO
9	GBEKE	BOUAKE	BOUAKE
			BOTRO
			BEOUMI
			SAKASSOU
10	GBÔKLE	SASSANDRA	SASSANDRA
			FRESCO
11	GÔH	GAGNOA	GAGNOA
			OUME
12	GONTOUGO	BONDOUKOU	BONDOUKOU
			SANDEGUE
			KOUN-FAO
			TRANSUA
			TANDA
13	GRANDS PONTS	DABOU	DABOU
			JACQUEVILLE
			GRAND- LAHOU
14	GUEMON	DUEKOUE	DUEKOUE
			BANGOLO
			KOUIBLY

	REGIONS	CHEFS LIEUX DE REGIONS	DEPARTEMENTS
15	HAMBOL	KATIOLA	KATIOLA
			DABAKALA
			NIAKARAMADOUGOU
16	HAUT - SASSANDRA	DALOA	DALOA
			ISSIA
			VAVOUA
			ZOUKOUGBEU
17	IFFOU	DAOUKRO	DAOUKRO
			M'BAHIAKRO
			PRIKRO
18	INDENIE - DJUABLIN	ABENGOUROU	ABENGOUROU
			AGNIBILEKRO
			BETTIE
19	KABADOUGOU	ODIENNE	ODIENNE
			MADINANI
			SAMATIGUILA
20	LA ME	ADZOPE	ADZOPE
			ALEPE
			AKOUPE
			YAKASSE- ATTOBROU
21	LÔH - DJIBOUA	DIVO	DIVO
			LAKOTA
			GUITRY
22	MARAHOUE	BOUAFLE	BOUAFLE
			SINFRA
			ZUENOULA
23	MORONOU	BONGOUANOU	M'BATTO
			ARRAH
			BONGOUANOU
24	NAWA	SOUBRE	SOUBRE
			GUEYO
25	N'ZI	DIMBOKRO	DIMBOKRO
			BOCANDA
			KOUASSI -KOUASSIKRO
26	PORO	KORHOGO	KORHOGO
			SINEMATIALI
			DIKODOUGOU
27	SAN PEDRO	SAN-PEDRO	SAN PEDRO
			TABOU
28	SUD - COMOE	ABOISSO	ABOISSO
			ADIAKE
			GRAND BASSAM
			TIAPOUM
29	TCHOLOGO	FERKESSEDOUGOU	FERKESSEDOUGOU
			OUANGOLODOUGOU

	REGIONS	CHEFS LIEUX DE REGIONS	DEPARTEMENTS
30	TONKPI	MAN	MAN
			ZOUAN-HOUNIEN
			BIANKOUMA
			DANANE
31	WORODOUGOU	SEGUELA	SEGUELA
			KANI

Source : Ordonnance n°2011-263 du 28 Septembre 2011, Décret n°2012-612 du 04 juillet 2012 et Décret n°2021-276 du 9 juin 2021 portant création de 12 districts autonomes

RELATIONS DE LA CÔTE D'IVOIRE AVEC L'EXTÉRIEUR

Avec une croissance économique estimée à 6,5 % en 2023 par la BAD, la Côte d'Ivoire se place parmi les 15 économies les plus performantes d'Afrique. Cette résilience de l'économie ivoirienne se traduit par son classement en 2023 comme la 1ère économie de l'UEMOA et la 2e économie de la CEDEAO, devant le Ghana.

Au plan diplomatique, le Gouvernement poursuit ses efforts pour renforcer la coopération en élargissant sa carte diplomatique, visant à améliorer le taux de couverture estimé à 82,3 % en 2023.

3.1. COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, RÉGIONALE ET BILATÉRALE

Dans le cadre du processus d'approfondissement de l'intégration, les pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et ceux de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont mis en place un mécanisme de surveillance multilatérale afin de coordonner leurs politiques économiques. Ce mécanisme a été formalisé par l'adoption de pactes de convergence, régulièrement évalué sur la base des critères de convergence définis (cf. Tableaux 1.7 et 1.8).

L'état de convergence de l'UEMOA sur la période 2020-2023 est tel que tous les critères de premier rang n'ont pas été respectés, excepté celui relatif au taux d'inflation. S'agissant des critères de second rang, aucun n'a été respecté sur la période, sauf le critère relatif au Ratio masse salariale/recettes fiscales en 2023. (cf. Tableaux 1.7).

De 2020 à 2024, le profil des cinq (05) indicateurs macroéconomiques connaîtrait une dégradation. Ainsi, le déficit budgétaire en moyenne sur la période est de 5,3 % et le taux d'inflation annuel moyen ressort à 4,0 %. Le non-respect de ces indicateurs depuis 2020 est dû à l'impact de mesures prises dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et de la crise Russo-ukrainienne.

Tableau 1.7 : Evolution des critères de convergence de l'UEMOA

CRITÈRES	NORMES	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022*	2023*	2024* (prev)
Premier rang											
Solde budgétaire global dons y compris/PIB nominal (en %)	≥ -3	-2,0	-2,9	-3,3	-2,9	-2,2	-5,4	-4,9	-6,8	-5,2	-4,0
Taux d'inflation annuel moyen (%)	≤ 3	1,2	0,7	0,4	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	4,0
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en %)	≤ 70	29,2	31,5	32,9	35,7	37,9	46,3	50,2	56,7	58,1	58,0
Second rang											
Ratio masse salariale / Recettes fiscales (%)	≤ 35	45,1	41,8	41,3	41,8	40,5	42,0	36,5	35,7	34,5	31,1
Taux de pression fiscale (en %)	≥ 20	10,9	11,8	12,2	12,0	12,3	12,0	12,6	12,8	13,6	14,4

Source : DGE/DAFER, 2024 ; * Suspension du pacte de Convergence, (prev) : données prévision

Tableau 1.8 : Evolution des critères de convergence de la CEDEAO et autres indicateurs

CRITÈRES	NORME	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022	2023*	2024* (prev)
Premier rang											
Ratio du déficit budgétaire dons y compris/PIB Nominal (en %)	≤3	2,0	2,9	3,3	2,9	2,2	5,4	4,9	6,8	5,2	4,0
Taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)	≤10 et ≤5 à partir de 2019	1,2	0,7	0,4	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	3,7	4,0
Financement du déficit budgétaire par la BC/ RFn-1 (en %)	≤10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves extérieures brutes en mois d'importations	≥3	5,0	4,0	4,1	4,6	5,7	5,9	6,6	4,4	4,4	4,1
Second rang											
Ratio Dette/PIB (en %)	≤70	29,2	31,5	32,9	35,7	37,9	46,3	50,9	56,7	59,3	58,0
Stabilité du taux de change nominal (en %)	+/-10	8,5	- 0,4	2,1	2,6	-2,8	1,0	1,5	-5,3	0,0	2,9
Autres indicateurs											
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes/PIB nominal (%)		2,9	3,7	3,0	2,7	2,8	3,4	3,1	3,8	3,6	5,1
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes/ Recettes fiscales (%)		26,8	31,4	25,3	23,0	23,2	28,4	24,3	29,7	26,4	35,4

Source : DGE/DAFER, 2024 ; * Suspension du pacte de Convergence, (prev) : données prévisionnelles

S'agissant de la CEDEAO, après avoir exempté les Etats membres du respect des critères de convergence macroéconomique au cours de l'année 2021, lors de sa 59ème session ordinaire, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a décidé d'adopter un nouveau Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les Etats membres dont la phase de convergence couvre la période de 2022 à 2026 et la phase de stabilité à partir du 1er janvier 2027 (cf. Tableaux 1.8).

En ce qui concerne la convergence au niveau de la CEDEAO, la Côte d'Ivoire a respecté tous les critères sur la période 2015-2019 à l'exception du critère relatif au déficit budgétaire qui n'a pas été respecté en 2017.

En 2020, l'ensemble des indicateurs est satisfaisant à l'exception du critère relatif au déficit budgétaire.

De 2021 à 2023, tous les critères de convergence ont été respectés, excepté celui relatif au déficit budgétaire ainsi que le taux d'inflation moyen en 2022. La dégradation de ces indicateurs de 2020 à 2023 est attribuable à la pandémie de la COVID-19 et à la crise Russo-ukrainienne (cf. Tableaux 1.8).

En ce qui concerne les prévisions pour 2024, la plupart des critères de convergence s'amélioreront par rapport à l'année 2023. Ainsi, excepté, le déficit budgétaire, tous les autres critères de convergence sont respectés.

Alors que des défis persistent, le respect de ces critères reste une priorité pour l'avenir économique de la région en général et en particulier pour la Côte d'Ivoire.

Les efforts du gouvernement ivoirien incluent des initiatives pour étendre et améliorer ses relations diplomatiques et économiques, renforçant ainsi l'intégration régionale et les partenariats au sein des blocs économiques.

C'est ainsi que la Côte d'Ivoire s'est engagée depuis 2008 à travers un Accord de Partenariat Economique avec l'Union européenne. Faute d'un consensus autour d'un accord régional, notre pays a signé en 2016 un Accord de Partenariat Economique intérimaire (APEi), dont le but initial était de préserver l'accès au marché de l'UE, tout en poursuivant la consolidation de l'intégration régionale. Elle met en œuvre la troisième phase de démantèlement tarifaire sur 1080 produits depuis le 1er janvier 2024 et se prépare à relancer l'APE régional et négocier la facilitation des investissements durables avec l'UE et le Royaume-Uni au cours des mois à venir.

Au niveau de la coopération bilatérale, la Côte d'Ivoire a signé, en 2023, vingt (20) Accords bilatéraux d'investissement connus sous le nom d'Accords de Promotion et de Protection réciproques des Investissements Economiques (APIE). Treize (13) nouveaux APIE sont en cours de négociation.

Par ailleurs, le Gouvernement ivoirien, soucieux de se prémunir contre les risques juridiques liés aux Accords internationaux d'investissement, s'est doté en 2022 d'une Stratégie Nationale de Négociation des Traités d'Investissement. Cette stratégie a pour objectif de contribuer au rayonnement de la Côte d'Ivoire dans le monde, d'attirer les investissements directs étrangers(IDE) et de réduire les risques juridiques liés aux Accords d'investissement conclus par la Côte d'Ivoire. Elle repose sur trois (03) principaux outils de mise en œuvre : un Comité national de négociation des traités d'investissement, un Traité bilatéral d'investissement-modèle accompagné d'un guide de négociation, ainsi qu'un agenda de négociation des Accords internationaux d'investissement. L'Accord modèle prend en compte, contrairement aux Accords d'ancienne génération, des dispositions sur le développement durable, le droit de réglementer de l'Etat et définit des obligations pour l'investisseur.

En outre, en vue de promouvoir l'économie ivoirienne dans toutes ses composantes et de rendre attrayante la destination Côte d'Ivoire, deux (02) Services de Promotion Economique Extérieure (SPEE) ont été installés aux USA (couvrant les Etats Unis, le Mexique et le Canada) et en Afrique du Sud (couvrant l'Afrique Australe). Cependant, celui de l'Afrique du Sud est momentanément fermé. En 2022, le Service de Promotion Economique de Côte d'Ivoire aux Etats-Unis d'Amérique a mobilisé 1 308,5 milliards Francs CFA.

3.2. CARTE DIPLOMATIQUE

La Côte d'Ivoire est mieux représentée dans le monde avec un taux de couverture diplomatique amélioré, passant de 48 % en 2013 à 82,38% en 2023, soit une représentation dans 159 Etats sur les 193 que compte l'ONU (Source : MAEIAIE, 2023).

Au 31 décembre 2023, le réseau diplomatique de la Côte d'Ivoire dans le monde comprenait 63 Postes Diplomatiques et Consulaires, répartis comme suit :

- 48 Ambassades bilatérales ;
- 08 Délégations et Missions Permanentes auprès d'Organismes Internationaux, dont 4 sont des Ambassades bilatérales ;
- 07 Consulats Généraux.

A ces postes diplomatiques et consulaires, s'ajoutent 128 Consulats Honoraires.

3.2.1. RÉSEAU DIPLOMATIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE MONDE

Quatre (4) nouvelles Ambassades ont été ouvertes sur la période 2015-2023. Il s'agit du Congo Brazzaville (en Afrique), de l'Australie et du Qatar et des Emirats Arabes Unis (Moyen-Orient, Asie Pacifique et Océanie). Sur cette même période, il y a eu

une fermeture (la Libye). Ce qui porte à 48 le nombre d'Ambassades bilatérales (cf. Tableaux 1.9). L'Ambassade de Côte d'Ivoire en Australie a été fermée en février 2021.

Tableau 1.9 : Répartition des Ambassades bilatérales par zone géographique

ZONE GÉOGRAPHIQUE	Effectif en 2022	Effectif en 2023	Effectif en 2024
Afrique	20	20	20
Amériques et Caraïbes	4	4	4
Moyen- Orient, Asie Pacifique et Océanie	09	09	11
Europe	15	15	13
Total	**48**	**48**	**48**

Source : MAEIAIE/DGRB 2024

Entre 2015 et 2023, trois (03) nouvelles Représentations Permanentes ont été ouvertes auprès des Organisations Internationales que sont l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Par ailleurs, une nouvelle mission diplomatique a été ouverte auprès de l'Union européenne (UE) à Bruxelles, portant ainsi à cinq (05) le nombre total de Missions Permanentes en Europe (cf. Tableau 1.10).

Tableau 1.10 : Délégations et Missions Permanentes de la Côte d'Ivoire

ZONE GÉOGRAPHIQUE	Effectif en 2022	Effectif en 2023	Effectif en 2024
Afrique	2	2	2
Amérique et Caraïbes	1	1	1
Moyen- Orient, Asie Pacifique et Océanie	0	0	0
Europe	5	5	5
Total	8	8	8

Source : MAEIAIE/DGRB 2024

La Côte d'Ivoire dispose en 2023 de sept (07) Consulats Généraux (cf. Tableau 1.11), suite aux ouvertures de Consulats Généraux de Lyon (France) en 2021, de Lâyoune (Maroc) en 2022 et de Milan (Italie) en 2023. Il est important de noter que le Consulat Général à Lâyoune n'est pas encore fonctionnel. (Cf. Tableau 1.13)

Tableau 1.11 : Evolution des Consulats Généraux

ZONE GÉOGRAPHIQUE	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Afrique	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Amériques et Caraïbes	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moyen -Orient Asie Pacifique Océanie	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Europe	0	0	1	1	1	1	2	2	3
Total	**3**	**3**	**4**	**4**	**4**	**4**	**5**	**6**	**7**

Source : MAEIAIE/DGRB 2023

3.2.2. ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET REPRÉSENTATIONS DIPLOMATIQUES ÉTABLIES EN CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire abrite désormais le siège de quinze (15) Organisations Régionales et Internationales depuis le transfert du siège de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) de Londres à Abidjan et le retour de la Banque Africaine de Développement (BAD).

En outre, les Organisations Internationales ayant délocalisé leur agence pendant la crise (AFRICARE, BIT, OIT) ont fait leur retour à Abidjan et plusieurs autres ont ouvert leur bureau. Il s'agit entre autres, de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), de l'AFREXIMBANK de l'Inde, de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), du Centre Logistique du CICR, du Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO), du Pôle Régional de l'Afrique de l'Ouest du FIDA, du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition de l'Afrique de l'Ouest (CERFAM). Ce qui démontre que le pays a retrouvé sa crédibilité au plan international.

Par ailleurs, cinquante et cinq (55) ambassades sur quatre-vingt-cinq (85) sont accréditées avec Résidence en Côte d'Ivoire. Trente (30) couvrent la Côte d'Ivoire à partir d'autres pays (cf. tableau 1.12).

De plus, la Côte d'Ivoire accueille cent dix-huit (118) Organisations Internationales et cent soixante-trois (163) Organisations Non Gouvernementales (ONG) (cf. tableau 1.13).

Tableau 1.12 : Ambassades accréditées en Côte d'Ivoire

Zone Géographique	Ambassades avec résidence à Abidjan	Ambassades non-résidentes	TOTAL
Groupe Afrique	27	09	36
Groupe Europe	12	11	23
Groupe Asie/Moyen Orient	13	07	20
Groupe Amérique/Océanie	03	03	06
TOTAL	**55**	**30**	**85**

Source : MAEIAIE/DGPE 2023

Tableau 1.13 : Organisations Internationales et des ONG

Dénomination	Les Organisation ayant leur siège en Côte d'Ivoire	Les Organisations representées en Côte d'Ivoire	TOTAL
Oganisations Internationales	15	103	118
Organisations Non Gouvernementales (ONG)			163
TOTAL			281

Source : MAEIAIE/DGPE 2024

Il convient de préciser que notre pays accueille également une coordonnatrice Résidente des Activités Opérationnelles du système des Nations Unies et vingt-huit (28) Consulats Honoraires.

3.2.3. ACCORDS ET SOMMETS INTERNATIONAUX

L'accueil et la participation aux nombreuses rencontres internationales de haut niveau ont contribué à l'accroissement de la présence et du leadership de la Côte d'Ivoire sur la scène internationale. Plus de cent (100) accords et traités ont été ratifiés sur la période 2015-2023 et le pays a participé à plus de trente (30) sommets internationaux au cours de la même période. Au cours du premier trimestre de l'année 2024, la Côte d'Ivoire a ratifié douze (12) accords internationaux, a participé

à, au moins, onze (11) sommets internationaux. Elle a en outre abrité plus de six (06) sommets internationaux et rencontres internationales de haut niveau parmi lesquels la 15ème Conférence des Parties (COP15) sur la lutte contre la désertification en 2022, l'édition 2023 de l'Africa CEO Forum (cf. Tableau 1.14).

Ce regain de confiance a favorisé l'organisation de plusieurs missions de prospection pour faciliter la mobilisation des Investissements Directs Etrangers (IDE). Ainsi, 28 missions de prospection ont été accueillies en Côte d'Ivoire entre 2022 et 36 missions en 2023. Sur cette période, 3732 milliards de Francs CFA ont été mobilisés, dont 1018 milliards au titre des IDE, 451 milliards pour les financements extérieurs bilatéraux, 1762 milliards pour les financements extérieurs multilatéraux et 500 milliards pour les financements extérieurs mobilisés par les banques.

En 2021, 148 missions économiques, dont 51 en Côte d'Ivoire et 97 pour les circonscriptions diplomatiques, ont permis de mobiliser 1 266 milliards de Francs CFA (conventions signées). En ce qui concerne les années antérieures, 1 123 milliards de Francs CFA ont été mobilisés au titre de l'année 2020 et 896 milliards de Francs CFA au titre de l'année 2019.

Tableau 1.14 : Accords Internationaux ratifiés et Sommets internationaux

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (S1)
Accords ou Traités ratifiés	12	4	8	5	7	14	11	21	19	12
Participation aux Sommets internationaux	5	10	5	0	5	0	ND	11	19	4
Sommets internationaux organisés en Côte d'Ivoire	1	0	2	0	0	0	ND	6		

Source : MAEIAIE/DGAJCEC 2024

3.2.4. CONTRIBUTION FINANCIÈRE AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

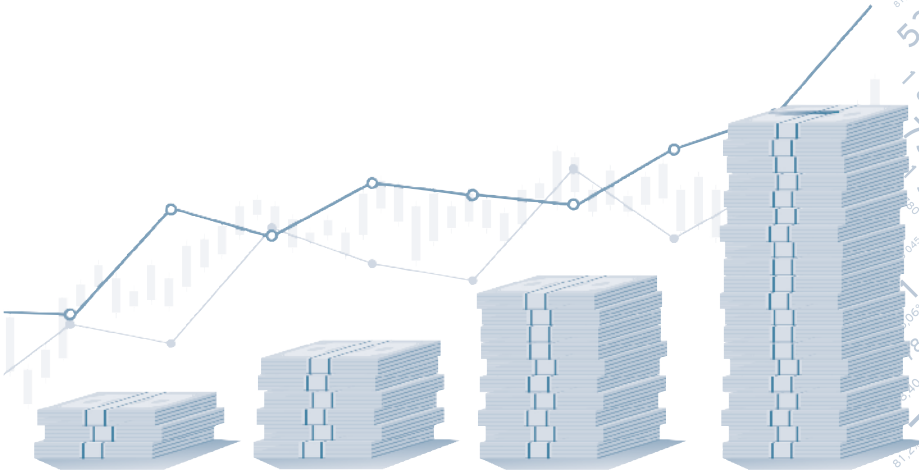
Les contributions financières de la Côte d'Ivoire dans les Organisations Internationales ont une tendance haussière sur la période 2015-2021, avec une moyenne annuelle de 10,25 milliards de Francs CFA et une tendance baissière de 2022 à 2024 (cf. Tableau 1.15).

Tableau 1.15 : Contribution financière de la Côte d'Ivoire dans les Organisations Internationales

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	CUMUL
Contribution (FCFA)	5 542 158 869	4 923 435 374	7 000 000 000	6 347 954 624	7 460 514 878	11 265 153 537	26 119 774 667	13 327 898 006	10 299 437 621	5 702 480 659	**97 988 808 235**

Sources : DGE/DAFER, 2024

PARTIE II : INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES



CHAPITRE 1

SECTEUR RÉEL

Sur la période 2015-2024, l'économie mondiale a été marquée par des tensions politiques, sécuritaires et commerciales, le Brexit, la pandémie à coronavirus (Covid-19), la guerre en Ukraine et au Moyen Orient, la montée du nationalisme et du protectionnisme, la persistance de l'inflation, des phénomènes météorologiques extrêmes, des conditions de financement qui restent difficiles malgré l'assouplissement progressif des taux directeurs dans certains pays et la fragmentation géoéconomique persistante. Ces évènements ont contribué à réaliser des croissances modérées entre 2015 et 2019.

En 2020, l'économie mondiale a été fortement marquée par la pandémie de Covid-19 qui a conduit à une récession économique mondiale.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le rythme de progression de l'activité économique est resté également faible et contrasté du fait des effets négatifs de la crise sanitaire.

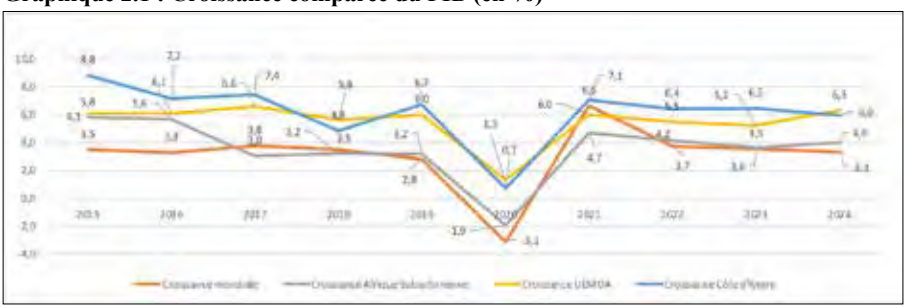
En 2021, l'activité a repris dans la plupart des économies grâce notamment (i) au démarrage de la vaccination contre la Covid-19, (ii) à l'assouplissement des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la pandémie, (iii) aux importants soutiens budgétaires aux entreprises et (iv) au maintien des conditions financières favorables, en l'occurrence le maintien de politiques monétaires accommodantes.

En 2022, l'activité économique mondiale a connu un ralentissement généralisé, avec une inflation qui a atteint des seuils élevés. La crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions et la guerre en Ukraine sont autant de facteurs qui ont justifié ce ralentissement.

La croissance de l'économie mondiale en 2023 ainsi qu'en 2024 est restée forte et s'est accompagnée d'un ralentissement de l'inflation.

Au plan national, l'activité économique a tiré avantage de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 avec un taux de croissance moyen d'environ 5,9% sur la période 2015-2020. Cette croissance modérée s'explique par la forte contraction de son taux en 2020 (+0,7%) en relation avec les effets négatifs de la Covid-19. Par ailleurs, le taux de croissance est ressorti à 7,1% en 2021, 6,4% en 2022, 6,5% en 2023 et 6,0% en 2024, grâce à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, notamment le maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire et la réalisation des investissements (cf. Graphique. 2.1).

Graphique 2.1 : Croissance comparée du PIB (en %)



Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Les principaux indicateurs macroéconomiques de la Côte d'Ivoire (cf. Tableau 2.1) affichent une évolution favorable qui témoigne du dynamisme et de la résilience de l'activité économique face aux chocs.

Tableau 2.1 : Principaux indicateurs macroéconomiques

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
PIB annuel total en valeurs (milliards de F CFA)	27 086,4	28 686,7	30 491,6	32 506,1	35 379,0	36 278,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4
Variation annuelle du PIB (%)	2,7	5,9	6,3	6,6	8,8	2,5	11,3	9,6	9,2	9,2
PIB par habitant à prix courant (milliers de FCFA)	1 091,5	1 123,9	1 161,4	1 203,7	1 273,6	1 269,7	1 373,5	1 464,3	1 555,5	1 653,5
PIB par habitant à prix courant (dollars US)	1 846,4	1 896,0	1 999,4	2 168,0	2 173,9	2 209,2	2 366,8	2 363,6	2 585,3	2 641,4
Epargne Intérieure Brute (EIB) (milliards de F CFA)	6 875,4	7 318,7	7 059,6	7 022,5	8 013,5	7 903,9	9 306,1	10 242,9	10 912,2	12 493,1
En pourcentage du PIB	25,4	25,5	23,2	21,6	22,7	21,8	23,1	23,2	22,6	23,7
Epargne Nationale Totale (milliards de F CFA)	6076,2	6434,8	5865,8	5808,4	6609,5	7819,4	7690,3	7961,9	8 908,0	10 237,2
Publique	966,0	1046,5	1120,9	941,1	1714,3	537,8	1387,5	831,0	1 917,5	2 530,1
Privée	5110,2	5388,3	4744,9	4867,3	4895,2	7281,6	6302,8	7131,0	6 990,5	7 707,1
Revenu net des facteurs (milliards de F CFA)	-595,5	-637,8	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1	-2 110,9
Transferts nets (milliards de F CFA)	-203,7	-246,1	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6	-375,1	-222,8	-153,14	-144,96
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) (en milliards de F CFA)	6 382,0	6 683,0	6 681,0	7 303,0	7 845,9	7 380,7	8 500,1	9 860,6	11 175,9	12 198,1
Taux d'investissement (%)	23,6	23,3	21,9	22,5	22,2	20,3	21,1	22,3	23,1	23,1
Public	5,0	5,3	5,7	5,9	4,9	5,4	5,7	8,2	8,3	7,8
Privé	18,6	18,0	16,2	16,5	17,3	14,9	15,4	14,1	14,9	15,3
Solde commercial (FOB-FOB) (milliards de F CFA)	990,0	1 245,0	1 656,0	517,0	1 202,4	803,4	651,6	-790,1	-461,3	1 748,1
En pourcentage du PIB	3,7	4,3	5,4	1,6	3,4	2,2	1,6	-1,8	-1,0	3,2
Taux de couverture (%)	116,5	123,0	129,7	108,3	119,5	112,5	108,3	92,8	95,7	116,4

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Prov : Provisoire/ est : Estimation/ Prev : Prévision

1.2. PIB ET SES CONTREPARTIES EN VOLUME

L'offre globale s'est améliorée et a été tirée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire avec des taux de croissance moyens respectifs de 10,4% et 4,8% entre 2021- 2024.

La demande globale a bénéficié, quant à elle, de la croissance économique et des politiques d'amélioration des revenus des ménages initiées par le Gouvernement. Sa croissance a été confortée par la consommation finale et les investissements qui ont évolué en moyenne respectivement de 4,8% et 10,7% sur la période 2021-2024. Le Tableau 2.2 présente les variations en volume des composantes du PIB.

Tableau 2.2 : Variation en volume des composantes du PIB (%)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Taux de croissance du PIB total	7,7	7,2	7,4	4,8	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0
Offre										
Secteur primaire	2,1	3,1	13,7	11,4	-5,7	3,2	7,5	5,9	-2,1	2,6
Secteur secondaire	0,3	14,6	3,8	1,9	21,6	-2,0	5,3	12,0	18,5	5,8
Secteur tertiaire	14,7	7,3	5,9	4,2	6,6	-0,3	4,9	3,9	3,6	6,7
Secteur non marchand	-6,9	-2,2	8,1	10,7	3,9	5,3	12,8	2,9	5,1	8,3
Droits et taxes	19,7	5,0	12,2	-4,4	2,8	6,0	20,0	9,5	7,5	7,4
Demande										
FBCF	14,4	9,3	1,2	6,9	6,9	3,8	14,9	13,2	8,3	5,8
Consommation finale	7,7	6,2	6,4	5,9	5,4	1,4	5,4	4,5	5,3	4,0
Exportations de biens	4,0	-2,2	18,2	-17,1	10,8	-1,3	16,6	3,6	8,3	4,9
Importations de biens	20,6	-3,7	2,3	9,1	0,9	14,5	16,2	17,0	8,2	-0,5

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Le Tableau 2.3 présente les variations en volume du PIB, du côté de l'offre. Ainsi, le secteur primaire continue de bénéficier des investissements relatifs à la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) entamée depuis 2012 qui a permis de consolider les fondements d'une croissance durable et surtout d'amoindrir les effets du changement climatique et de la pandémie de la maladie à coronavirus (Covid-19). Le secteur secondaire a bénéficié de la mise en œuvre de la politique industrielle et de l'amélioration du climat des affaires. Quant au secteur tertiaire, son dynamisme est lié au développement de la grande distribution, du transport, et des télécommunications et de l'hôtellerie.

Tableau 2.3 : Variation en volume du PIB (offre, %)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Secteur Primaire	2,1	3,1	13,7	11,4	-5,7	3,2	7,5	5,9	-2,1	2,6
Agriculture vivrière, élevage	-10,2	4,7	3,8	5,0	2,8	3,6	5,3	4,3	7,8	4,3
Agriculture d'exportation	7,6	2,8	19,8	14,5	-10,4	0,7	9,1	7,1	-8,6	1,4
Sylviculture	15,9	-1,3	-2,2	3,2	9,8	-0,3	2,0	5,1	0,4	0,0
Pêche	5,4	-1,1	-11,9	-1,6	39,3	63,8	-0,5	-2,5	44,9	8,3
Secteur Secondaire	0,3	14,6	3,8	1,9	21,6	-2,0	5,3	12,0	18,5	5,8
Extraction minière	18,7	16,5	-4,7	-26,6	44,3	-4,4	5,0	42,3	9,6	13,9
Industries agro-alimentaires	-3,4	14,4	2,1	9,4	9,9	0,3	-10,8	8,7	8,0	1,2
Produits pétroliers	15,8	235,9	-31,7	29,5	50,0	-67,8	21,8	-39,8	11,5	14,7
Energie (gaz-eau-électricité)	-60,6	25,5	-16,3	59,4	14,5	-18,7	16,2	12,8	8,1	2,6
BTP	11,8	-7,4	31,3	-7,1	18,4	-3,4	4,6	14,4	17,5	-1,1
Autres industries manufacturières	12,0	11,0	4,6	5,4	23,7	18,6	17,2	5,8	32,4	8,9
Secteur Tertiaire	14,7	7,3	5,9	4,2	6,6	-0,3	4,9	3,9	3,6	6,7
Transports	13,8	2,8	0,3	-4,6	5,0	-3,1	16,9	3,3	3,6	6,3
Télécommunication	-0,1	13,5	-18,6	4,3	11,3	-6,0	12,2	4,9	3,8	6,8
Commerce	21,8	15,6	17,1	8,9	2,4	8,0	1,1	3,0	4,3	5,9
Autres services	12,9	3,0	3,7	4,3	10,5	-5,6	2,7	4,9	3,0	7,6
Droits et taxes nets de subventions	19,7	5,0	12,2	-4,4	2,8	6,0	20,0	9,5	7,5	7,4
PIB non marchand	-6,9	-2,2	8,1	10,7	3,9	5,3	12,8	2,9	5,1	8,3

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Les investissements publics, levier de la croissance ont favorisé le dynamisme du secteur privé dans la mise en œuvre de la politique économique de la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, la consommation finale a bénéficié de l'amélioration des revenus des ménages et aussi de l'augmentation de la consommation de l'administration publique. Le Tableau 2.4 présente les variations en volume du PIB du côté de la demande.

Tableau 2.4 : Variation en volume du PIB (demande, %)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Investissement en capital	14,4	9,3	1,2	6,9	6,9	3,8	15,2	13,3	8,3	5,8
Ménages	14,4	10,8	-0,1	8,3	14,8	-15,6	4,8	4,4	9,9	8,0
Sociétés financières et sociétés non financières	14,4	8,7	-2,3	5,6	6,5	2,8	17,8	5,5	11,1	8,5
APU	14,4	9,6	11,2	8,1	2,1	24,8	16,6	34,7	3,0	0,2
ISBL	14,4	13,5	70,9	38,4	-19,3	7,1	3,7	4,4	9,9	3,0
Consommation finale	7,7	6,2	6,4	5,9	5,4	1,4	5,4	4,5	5,3	4,0
Ménages	9,7	6,4	5,9	6,0	4,9	0,9	5,3	4,6	5,5	4,0
APU	-4,9	4,4	9,8	5,1	12,2	1,5	6,1	4,0	3,9	4,4
ISBL	3,1	4,4	14,3	4,4	-35,0	93,0	8,0	1,5	1,3	2,0
Variation des stocks										
Demande externe nette (En milliards de FCFA)	540,0	475,0	1330,6	688,9	1215,0	334,0	481,4	-299,3	-1381,4	-1516,0
Exportations	1,4	-0,8	17,5	-3,7	10,3	-8,3	17,3	5,0	8,9	5,2
Biens	4,0	-2,2	18,2	-17,1	10,8	-1,3	16,6	3,6	8,3	4,9
Services non facteurs	-29,8	22,8	8,5	197,9	8,3	-41,8	23,6	15,6	13,8	6,8
Importations	17,0	0,0	6,3	4,4	4,3	7,0	15,9	18,0	5,1	0,2
Biens	20,6	-3,7	2,3	9,1	0,9	14,5	16,2	17,0	8,2	-0,5
Services non facteurs	-3,3	26,3	28,1	-15,9	23,5	-27,5	14,1	25,9	-16,0	6,6

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Du côté de l'offre, l'évolution du PIB en point de croissance (cf. Tableau 2.5) s'explique principalement par les contributions moyennes des secteurs secondaire (2,4 points) et tertiaire (2,1 points) sur la période 2021-2024. Du côté de la demande, la dynamique du PIB s'explique par la consommation finale et les investissements avec des contributions moyennes respectives de 3,5 points et 2,7 points sur ladite période.

Tableau 2.5 : Contribution à la croissance du PIB réel (en point de croissance)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Taux de croissance du PIB total	7,7	7,2	7,4	4,8	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0
Offre										
Secteur primaire	0,4	0,6	2,4	2,1	-1,1	0,6	1,3	1,1	-0,4	0,4
Secteur secondaire	0,1	2,9	0,8	0,4	4,4	-0,5	1,2	2,6	4,3	1,5
Secteur tertiaire	6,5	3,5	2,8	2,0	3,0	-0,1	2,3	1,7	1,6	2,9
Secteur non marchand	-0,6	-0,2	0,5	0,7	0,3	0,3	0,9	0,2	0,4	0,6
Droits et taxes	1,3	0,4	0,9	-0,3	0,2	0,4	1,4	0,7	0,6	0,6
Demande										
FBCF	3,2	2,2	0,3	1,6	1,6	0,9	3,6	3,4	2,3	1,6
Variation de stocks	2,3	0,6	-0,6	1,1	-0,5	2,5	-0,8	3,2	-0,3	0,4
Consommation finale	5,8	4,6	4,7	4,3	4,0	1,0	4,0	3,3	3,7	2,8
Exportations de biens	0,4	-0,2	4,4	-1,0	2,6	-2,1	4,1	1,3	2,3	1,2
Importations de biens	4,0	0,0	1,5	1,0	1,0	1,6	3,9	4,7	1,5	0,1

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

1.3. PRIX ET DÉFLATEURS

La variation en moyenne annuelle de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) qui traduit l'inflation est restée faible et en dessous de la norme communautaire de 3% de 2015 à 2020.

Sur la période 2021-2024, l'IHPC connaît une hausse au-delà de la norme communautaire de 3% en relation avec les perturbations des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que des déséquilibres persistants de l'offre et de la demande causées notamment par la pandémie de la Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Le Tableau 2.6 résume les variations annuelles des principaux indicateurs relatifs aux prix et déflateurs sur la période 2015-2024.

Tableau 2.6 : Variation annuelle des Prix

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
IHPC (moyenne annuelle)	1,2	0,7	0,3	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	3,5
Déflateur implicite du PIB	-5,6	-1,2	-1,0	1,7	2,0	1,8	3,9	3,0	2,6	3,1
Déflateur consommation des ménages	2,1	-1,5	3,4	3,3	1,0	2,2	4,7	5,4	5,1	3,5
Termes de l'échange des biens	21,1	4,0	-8,8	9,9	0,5	9,2	-4,1	-3,2	3,1	15,3

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

1.4. PIB EN VALEUR (À PRIX COURANT) ET SES CONTREPARTIES

Le PIB en franc courant (cf. Tableau 2.7 et Tableau 2.8) enregistre une progression ascendante sur la période allant de 2015 à 2024.

Tableau 2.7 : PIB nominal du côté de l'offre (milliards de FCFA)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Secteur Primaire	4 973,6	5 001,5	5 165,6	5 803,2	5 550,3	6 143,1	6 531,6	7 336,7	7 343,0	7 920,8
Agriculture vivrière, élevage	1 391,3	1 480,7	1 445,9	1 709,4	1 805,4	2 072,9	2 182,2	2 608,0	2 780,1	3 016,7
Agriculture d'exportation	3 274,6	3 269,8	3 465,4	3 824,2	3 461,3	3 702,1	3 977,7	4 306,8	4 125,7	4 431,1
Sylviculture	165,0	128,0	140,4	148,1	151,4	149,6	151,3	164,9	170,5	175,6
Pêche	142,7	123,0	113,8	121,5	132,1	218,4	220,4	257,1	266,6	297,4
Secteur Secondaire	5 450,2	5 972,8	6 040,0	6 212,5	7 656,7	7 510,3	8 922,3	10 194,6	11 067,1	11 959,0
Extraction minière	895,2	911,9	967,6	799,3	1 167,1	1 103,8	1 190,2	1 783,9	1 914,0	2 070,3
Industries agro-alimentaires	1 572,1	1 913,5	1 926,7	1 945,1	2 122,4	2 114,8	2 426,4	2 507,6	2 711,8	2 826,7
Produits pétroliers	124,2	273,8	175,9	347,0	595,7	493,3	924,9	758,7	768,4	916,6
Energie (gazeaulec)	239,4	318,5	267,2	436,6	541,6	483,1	573,2	594,3	644,8	681,8
BTP	1 219,5	1 144,2	1 364,5	1 306,3	1 589,4	1 551,2	1 750,9	2 149,0	2 107,8	2 188,8
Autres industries manufacturières	1 399,8	1 410,8	1 337,9	1 378,1	1 640,6	1 764,1	2 056,7	2 401,1	2 920,2	3 274,8
Secteur Tertiaire	12 780,6	13 523,4	14 708,1	15 584,5	16 590,2	17 041,4	18 389,3	20 016,2	21 675,1	23 832,1
Transports	2 729,9	2 859,4	3 004,8	2 894,7	3 039,9	3 071,8	4 040,8	4 289,0	4 554,9	4 989,4
Télécommunication	742,5	788,1	610,1	617,4	705,2	774,1	904,7	948,7	1 001,6	1 101,8
Commerce	3 803,1	4 207,7	4 947,3	5 547,9	5 603,8	6 154,2	6 059,9	6 723,0	7 233,2	7 889,8
Autres services	5 505,1	5 668,3	6 145,9	6 524,5	7 241,3	7 041,3	7 383,9	8 055,4	8 885,4	9 851,1
PIB Marchand en francs courants	23 204,4	24 497,7	25 913,6	27 600,1	29 797,2	30 694,8	33 843,2	37 547,5	40 085,1	43 711,9
PIB non marchand en francs courants	1 882,0	2 109,0	2 291,0	2 495,0	2 867,4	3 119,3	3 449,2	3 415,1	3 777,8	4 214,1
Services d'administration publique	1 760,3	1 972,6	2 142,9	2 333,7	2 685,8	2 778,0	3 080,8	3 050,4	3 374,4	3 764,1
Institutions sans but lucratif (ISBL)	121,7	136,4	148,1	161,3	181,6	341,3	368,4	364,7	403,5	450,1
PIB au coût des facteurs	25 086,4	26 606,7	28 204,6	30 095,1	32 664,6	33 814,1	37 292,4	40 962,7	43 862,9	47 926,0
Droits et taxes nets de subventions	2 000,0	2 080,0	2 287,0	2 411,0	2 714,4	2 463,8	3 074,5	3 276,1	4 431,0	4 816,4
TOTAL PIB offre au prix du marché	27 086,4	28 686,7	30 491,6	32 506,1	35 379,0	36 278,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Tableau 2.8 : PIB nominal du côté de la demande (milliards de FCFA)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Investissements en francs courants	6 382,0	6 683,0	6 681,0	7 303,0	7 845,9	7 380,7	8 500,1	9 860,6	11 175,9	12 198,1
Ménages	1 256,3	1 307,9	1 269,9	1 406,5	1 648,3	1 424,2	1 507,4	1 510,7	1 745,9	1 951,6
Sociétés financières et sociétés non financières	3 755,5	3 834,6	3 641,7	3 933,4	4 429,5	3 958,0	4 661,2	4 671,3	5 398,6	6 062,5
APU	1 350,0	1 519,0	1 746,0	1 929,0	1 734,8	1 962,0	2 293,2	3 640,4	3 987,2	4 136,8
ISBL	20,2	21,6	23,4	34,1	33,3	36,5	38,2	38,3	44,3	47,2
Consommation finale en francs courants	20 211,0	21 368,0	23 432,0	25 483,6	27 365,5	28 374,0	31 060,8	33 995,9	37 381,7	40 249,3
Ménages	17 679,0	18 538,0	20 301,0	22 217,6	23 534,8	24 266,8	26 754,0	29 509,9	32 720,7	35 220,6
APU	2 368,3	2 647,0	2 928,5	3 054,8	3 698,5	3 845,8	4 021,6	4 189,0	4 352,4	4 702,9
ISBL	163,7	183,0	202,5	211,2	132,2	261,4	285,2	297,0	308,6	325,8
Variation des stocks	-46,6	-29,3	-333,4	-69,5	-66,1	507,2	1 016,5	2 298,6	1 676,4	165,0
Demande externe nette	540,0	665,0	712,0	-211,0	233,7	16,1	-210,5	-1 916,3	-1 940,1	130,0
Exportations	7 409,0	7 155,0	7 775,0	7 377,0	8 017,1	7 616,0	9 000,3	10 735,6	10 986,6	13 182,1
Biens	7 006,0	6 656,0	7 228,0	6 758,0	7 366,2	7 230,2	8 522,5	10 181,0	10 382,4	12 431,1
Services non facteurs	403,0	499,0	547,0	619,0	650,9	385,8	477,8	554,6	604,2	751,1
Importations	6 869,0	6 490,0	7 063,0	7 588,0	7 783,4	7 599,9	9 210,8	12 651,9	12 926,7	13 052,1
Biens	6 016,0	5 411,0	5 572,0	6 241,0	6 163,8	6 426,8	7 870,9	10 971,0	10 843,8	10 683,0
Services non facteurs	853,0	1 079,0	1 491,0	1 347,0	1 619,6	1 173,1	1 339,9	1 680,8	2 083,0	2 369,1
TOTAL PIB DEMANDE	27 086,4	28 686,7	30 491,6	32 506,1	35 379,0	36 278,0	40 366,9	44 238,8	48 293,9	52 742,4

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Du côté de l'offre, la variation du PIB en franc courant est portée par l'ensemble des secteurs. En effet, sur la période 2021-2024, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire enregistrent des croissances moyennes annuelles respectives de 6,7%, 12,4% et 8,7% (cf. Tableau 2.9).

Tableau 2.9 : Variation du PIB en franc courant (offre, %)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Secteur Primaire	16,2	0,6	3,3	12,3	-4,4	10,7	6,3	12,3	0,1	7,9
Agriculture vivrière, élevage	-23,1	6,4	-2,3	18,2	5,6	14,8	5,3	19,5	6,6	8,5
Agriculture d'exportation	44,9	-0,1	6,0	10,4	-9,5	7,0	7,4	8,3	-4,2	7,4
Sylviculture	375,3	-22,4	9,7	5,5	2,2	-1,2	1,1	9,0	3,4	3,0
Pêche	-19,7	-13,8	-7,4	6,7	8,8	65,3	0,9	16,7	3,7	11,5
Secteur Secondaire	-13,6	9,6	1,1	2,9	23,2	-1,9	18,8	14,3	8,6	8,1
Extraction minière	15,8	1,9	6,1	-17,4	46,0	-5,4	7,8	49,9	7,3	8,2
Industries agro-alimentaires	6,7	21,7	0,7	1,0	9,1	-0,4	14,7	3,3	8,1	4,2
Produits pétroliers	-73,4	120,5	-35,8	97,3	71,6	-17,2	87,5	-18,0	1,3	19,3
Energie (gazeaulec)	-46,5	33,0	-16,1	63,4	24,0	-10,8	18,6	3,7	8,5	5,7
BTP	-28,5	-6,2	19,3	-4,3	21,7	-2,4	12,9	22,7	-1,9	3,8
Autres industries manufacturières	-2,8	0,8	-5,2	3,0	19,0	7,5	16,6	16,7	21,6	12,1
Secteur Tertiaire	4,4	5,8	8,8	6,0	6,5	2,7	7,9	8,8	8,3	10,0
Transports	-5,3	4,7	5,1	-3,7	5,0	1,1	31,5	6,1	6,2	9,5
Télécommunication	-29,9	6,1	-22,6	1,2	14,2	9,8	16,9	4,9	5,6	10,0
Commerce	4,6	10,6	17,6	12,1	1,0	9,8	-1,5	10,9	7,6	9,1
Autres services	17,9	3,0	8,4	6,2	11,0	-2,8	4,9	9,1	10,3	10,9
PIB Marchand	1,6	5,6	5,8	6,5	8,0	3,0	10,3	10,9	6,8	9,0
Services d'administration publique	9,7	12,1	8,6	8,9	15,1	3,4	10,9	-1,0	10,6	11,5
Institutions sans but lucratif (ISBL)	24,0	12,1	8,6	8,9	12,5	88,0	7,9	-1,0	10,6	11,5
PIB non marchand	10,5	12,1	8,6	8,9	14,9	8,8	10,6	-1,0	10,6	11,5
PIB au coût des facteurs	2,2	6,1	6,0	6,7	8,5	3,5	10,3	9,8	7,1	9,3
Droits et taxes nets de subventions	9,0	4,0	10,0	5,4	12,6	-9,2	24,8	6,6	35,3	8,7
TOTAL PIB OFFRE AU PRIX DU MARCHE	2,7	5,9	6,3	6,6	8,8	2,5	11,3	9,6	9,2	9,2

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Du côté de la demande, les variations du PIB en franc courant sont portées en moyenne annuelle sur la période 2021-2024 par l'investissement (13,4%) et la consommation finale (9,1%) (cf. Tableau 2.10).

Tableau 2.10 : Variation du PIB en francs courants (demande, %)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Investissements en Capital	10,3	4,7	0,0	9,3	7,4	-5,9	15,2	16,0	13,3	9,1
Ménages	28,3	4,1	-2,9	10,8	17,2	-13,6	5,8	0,2	15,6	11,8
Sociétés financières et sociétés non financières	35,0	2,1	-5,0	8,0	12,6	-10,6	17,8	0,2	15,6	12,3
APU	-32,5	12,5	14,9	10,5	-10,1	13,1	16,9	58,7	9,5	3,8
ISBL	-21,9	6,6	8,5	45,9	-2,5	9,7	4,7	0,2	15,6	6,6
Consommation finale	11,9	5,7	9,7	8,8	7,4	3,7	9,5	9,4	10,0	7,7
Ménages	12,0	4,9	9,5	9,4	5,9	3,1	10,2	10,3	10,9	7,6
APU	10,1	11,8	10,6	4,3	21,1	4,0	4,6	4,2	3,9	8,1
ISBL	24,4	11,8	10,6	4,3	-37,4	97,7	9,1	4,2	3,9	5,6
Demande externe nette	280,6	23,1	7,1	-129,6	-210,8	-93,1	-1409,7	810,3	1,2	-102,5
Exportations	8,3	-3,4	8,7	-5,1	8,7	-5,0	18,2	19,3	2,3	19,2
Biens	10,3	-5,0	8,6	-6,5	9,0	-1,8	17,9	19,5	2,0	19,0
Services non facteurs	-17,2	23,8	9,6	13,2	5,1	-40,7	23,9	16,1	8,9	24,2
Importations	2,5	-5,5	8,8	7,4	2,6	-2,4	21,2	37,4	2,2	1,0
Biens	5,6	-10,1	3,0	12,0	-1,2	4,3	22,5	39,4	-1,2	-1,5
Services non facteurs	-14,9	26,5	38,2	-9,7	20,2	-27,6	14,2	25,4	23,9	13,7
TOTAL PIB DEMANDE	2,7	5,9	6,3	6,6	8,8	2,5	11,3	9,6	9,2	9,2

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

La répartition du PIB nominal par secteur, présentée dans le Tableau 2.11, montre que du côté de l'offre, le PIB est tiré par l'ensemble de ses sous composantes sur la période 2015-2024.

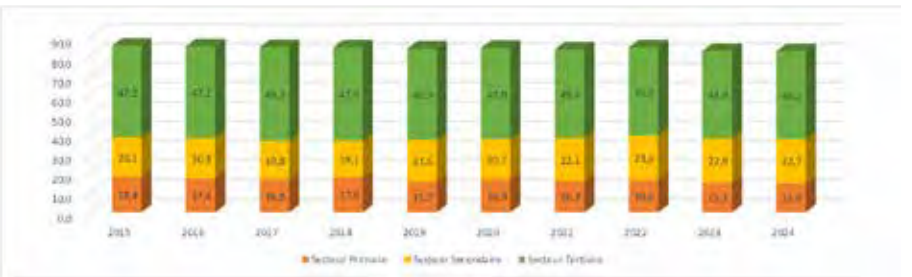
Tableau 2.11 : Répartition du PIB nominal par secteur (offre, %)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Secteur Primaire	18,4	17,4	16,9	17,9	15,7	16,9	16,2	16,6	15,2	15,0
Agriculture vivrière, élevage	5,1	5,2	4,7	5,3	5,1	5,7	5,4	5,9	5,8	5,7
Agriculture d'exportation	12,1	11,4	11,4	11,8	9,8	10,2	9,9	9,7	8,5	8,4
Sylviculture	0,6	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Pêche	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
Secteur Secondaire	20,1	20,8	19,8	19,1	21,6	20,7	22,1	23,0	22,9	22,7
Extraction minière	3,3	3,2	3,2	2,5	3,3	3,0	2,9	4,0	4,0	3,9
Industries agro-alimentaires	5,8	6,7	6,3	6,0	6,0	5,8	6,0	5,7	5,6	5,4
Produits pétroliers	0,5	1,0	0,6	1,1	1,7	1,4	2,3	1,7	1,6	1,7
Energie (Gazeaulec)	0,9	1,1	0,9	1,3	1,5	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3
BTP	4,5	4,0	4,5	4,0	4,5	4,3	4,3	4,9	4,4	4,2
Autres industries manufacturières	5,2	4,9	4,4	4,2	4,6	4,9	5,1	5,4	6,0	6,2
Secteur Tertiaire	47,2	47,1	48,2	47,9	46,9	47,0	45,6	45,2	44,9	45,2
Transports	10,1	10,0	9,9	8,9	8,6	8,5	10,0	9,7	9,4	9,5
Télécommunication	2,7	2,7	2,0	1,9	2,0	2,1	2,2	2,1	2,1	2,1
Commerce	14,0	14,7	16,2	17,1	15,8	17,0	15,0	15,2	15,0	15,0
Autres services	20,3	19,8	20,2	20,1	20,5	19,4	18,3	18,2	18,4	18,7
PIB Marchand	85,7	85,4	85,0	84,9	84,2	84,6	83,8	84,9	83,0	82,9
Services d'administration publique	6,5	6,9	7,0	7,2	7,6	7,7	7,6	6,9	7,0	7,1
Institutions sans but lucratif (ISBL)	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9
PIB non marchand	6,9	7,4	7,5	7,7	8,1	8,6	8,5	7,7	7,8	8,0
PIB au coût des facteurs	92,6	92,7	92,5	92,6	92,3	93,2	92,4	92,6	90,8	90,9
Droits et taxes nets de subventions	7,4	7,3	7,5	7,4	7,7	6,8	7,6	7,4	9,2	9,1
TOTAL PIB OFFRE AU PRIX DU MARCHE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

La répartition du PIB nominal par secteur d'activité est présentée par le Graphique 2.2. La baisse constatée de la contribution au PIB du secteur primaire au profit des secteurs secondaire et tertiaire met en évidence la transformation structurelle de l'économie ivoirienne.

Graphique 2.2 : Répartition du PIB nominal (%)



Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

Du côté de la demande, le Tableau 2.12 montre les contributions des composantes du PIB nominal. La part de l'investissement a progressé, passant de 21,1% en 2021 à

23,1% en 2024. Quant à la consommation finale, sa part oscille entre 76,3% et 77,4% sur ladite période.

Tableau 2.12 : Répartition du PIB nominal par composante (demande, %)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (real.)	2023 (prov.)	2024 (est.)
Investissements en Capital	23,6	23,3	21,9	22,5	22,2	20,3	21,1	22,3	23,1	23,1
Ménages	4,6	4,6	4,2	4,3	4,7	3,9	3,7	3,4	3,6	3,7
Sociétés financières et sociétés non financières	13,9	13,4	11,9	12,1	12,5	10,9	11,5	10,6	11,2	11,5
APU	5,0	5,3	5,7	5,9	4,9	5,4	5,7	8,2	8,3	7,8
ISBL	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Consommation finale	74,6	74,5	76,8	78,4	77,3	78,2	76,9	76,8	77,4	76,3
Ménages	65,3	64,6	66,6	68,3	66,5	66,9	66,3	66,7	67,8	66,8
APU	8,7	9,2	9,6	9,4	10,5	10,6	10,0	9,5	9,0	8,9
ISBL	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Variation des stocks	-0,2	-0,1	-1,1	-0,2	-0,2	1,4	2,5	5,2	3,5	0,5
Demande externe nette	2,0	2,3	2,3	-0,6	0,7	0,0	-0,5	-4,3	-4,0	0,1
Exportations	27,4	24,9	25,5	22,7	22,7	21,0	22,3	24,3	22,7	24,8
Biens	25,9	23,2	23,7	20,8	20,8	19,9	21,1	23,0	21,5	23,4
Services non facteurs	1,5	1,7	1,8	1,9	1,8	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4
Importations	25,4	22,6	23,2	23,3	22,0	20,9	22,8	28,6	26,8	24,7
Biens	22,2	18,9	18,3	19,2	17,4	17,7	19,5	24,8	22,5	20,3
Services non facteurs	3,1	3,8	4,9	4,1	4,6	3,2	3,3	3,8	4,3	4,5

Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

La croissance de l'investissement est portée par le secteur privé. Sa contribution oscille entre 63,0% et 73,0% sur la période 2021-2024. Le Graphique 2.3 présente la répartition de l'investissement selon les secteurs institutionnels.

Graphique 2.3 : Répartition de l'investissement (%)



Source : MEPD/DGE/DPPSE et ANStat, 2025

1.5. INVESTISSEMENTS AGRÉÉS

Sur la période 2015-2024, les investissements étrangers agréés par le Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI) ont 4 091 milliards de F CFA. L'afflux des investissements étrangers agréés est en hausse de 42% entre 2021 et 2023.

Le Tableau 2.13 montre que les secteurs de l'agro-alimentaire/agro-industrie (27%), du BTP (15%) du transport/entreposage (15%) et des télécommunications (11%) ont enregistré plus d'investissements.

Tableau 2.13 : Répartition des Investissements Etrangers agréés par secteur (millions de FCFA)

Secteurs d'activité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2015-2024*
Agriculture d'exportation	2 075	8 197	7 204	2 807	22	0	1 531	0	0	428	22 264,0
Agriculture vivrière, élevage	0	1 495	5 586	392,3	3509,1	1946,7	8 007	1 519	*-411,3	11 306,4	33 350,2
Agro-alimentaire / Agro-industrie	111 688	66 152	31 505	105 829	91 284	120 592	79 892	160 270	148 039	169 604,5	1 084 855,5
Autre industrie manufacturière	5 360	6 177	27 949	7 484	18 369	20 112	57 521	16 747	50 109,2	46 336	256 164,2
Autres services	21 263	21 662	22 250	15 445	1 075	5 347	21 770	22 483	5 195,2	4 731,8	141 222,0
BTP	143 228	165 857	50 568	47 927	20 046	48 754	11 555	59 850	71 757	7 234,5	626 776,5
Commerce	0	0	15				0	0			15,0
Education / Formation / Santé	216	1 628	2 386	4909,3	950,4	2703,1	2	210	925,4	701,1	14 631,3
Energie (gaz - eau)	0	24 599	8 546	70746	776	71749	36 216	11 697	16 047,7	21 338,2	261 714,7
Hôtellerie (Restauration - Hébergement)	14 269	20 559	5 786	19 494	1 063	17 942	32 513	16 994	4 744,6	17 459,5	150 824,1
Industrie chimique (Cosmétique - Pharmacie - Caoutchouc)	22 643	46 114	23 892	15 470	11 880	15 225	21 649	30 583	74 541	44 956,7	306 953,7
Industrie extractive	8 223	12 218	11 355	11 314	8 732	2 694	12 198	34 143	11 446,3	6 818,6	119 141,9
Pêche	767	0	168	318,3	0	0	0	0	0		1 253,3
Produits pétroliers	621	0	72				0	0	0	1 516,4	2 209,4
Sylviculture	0	0	1 709	87,6	0	0	0	0	0		1 796,6
Télécommunication	77 259	98 915	1 909	39 206	11 006	5 967	10 661	59 726	56 934,7	90 352	451 935,7
Transport / entreposage (manutention)	24 719	17 083	21 097	35 577	266 640	25 142	63 432	82 021	67 710,5	13 052,6	616 474,1
TOTAL Investissements Etrangers agréés	**432 331**	**490 656**	**221 997**	**377 006**	**435 353**	**338 174**	**356 947**	**496 243**	**507 039,3**	**435 836,3**	**4 091 582**

*Les montants négatifs constituent une réduction des investissements agréés indiqués dans les années antérieures
*Les données de 2024 sont provisoires

Source : CEPICI, 2024

Le Tableau 2.14 retrace l'origine de ces investissements étrangers agrées. Il ressort que la France (15%), le Maroc (9%) et le Liban (8%) figurent en tête du classement sur 71 pays investisseurs enregistrés sur la période.

Tableau 2.14 : Origine des Investissements agréés (millions de FCFA)

Pays d'origine	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2015-2024*
Afrique du sud	150	-169	0	1 790	0	0	0	0	0	0	1 771,0
Algérie	0	304	21	0	67	0	0	0	0	0	392,0
Allemagne	0	0	445	275	9	33 498	0	0	292,9	1 301,3	35 821,2
Argentine	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	15,0
Australie	0	300	261	0	38	0	0	0	0	0	599,0
Autriche	0	0	0	0	0	0	0	4 376	0	0	4 376,0
Azerbaïdjan	0	1 222	0	0	0	0	0	33	0	0	1 255,0
Bahamas	0	0	0	0	0	0	31 046	*-1 834	0	0	29 212,0
Belgique	4 358	104	898	1 635	0	0	1 417	*-14	2 374,5	378,3	11 150,8
Benin	549	408	1 223	2 028	503	47	26	8	518,8		5 310,8
Burkina Faso	67 886	3 792	18 016	5 031	5 274	1 709	9 895	25 163	112 926,1	4 824	254 516,1
Cameroun	149	648	875	17	0	9	1 475	491	2 877,5	9,5	6 551
Canada	1 971	0	-508	561	408	23 463	7 260	1 802	272,1	5 549,3	40 778,4
Chine	881	3 911	17 305	3 186	17 046	11 895	8 818	14 326	49 976,7	10 310,8	137 655,5
Chypre	0	0	0	7 576	-75	0	0	2 157	9 214,4	9 354,3	28 226,7
Colombie	0	0	0	0	1 044	0	5 002	1 945	0	0	7 991,0
Congo	198	1 702	811	139	0	0	0	0	0	0	2 850,0
Danemark	-1 271	0	0	0	776	0	0	0	0	0	-495,0

Pays d'origine	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2015-2024*
Egypte	0	0	0	0	0	1 073	0	0	0	67,5	1 140,5
Emirats Arabe Unis	0	0	3 019	1 833	1 668	0	725	9 757	10 724,3	2 256,1	29 982,4
Espagne	2 555	0	441	154	0	0	0	0	1 578,5		4 728,5
France	103 494	83 042	33 554	60 994	141 618	38 579	9 458	43 547	49 206,5	53 166,7	616 659,2
Gabon	0	0	7 691	25	-1	-928	0	0	0	0	6 787,0
Ghana	2 862	0	0	0	3 979	4 800	0	1 001	1 283,9	27,0	13 952,9
Gibraltar	0	0	2 150	0	0	0	0	0	0	0	2 150,0
Grande Bretagne	252	55 466	4 788	7 895	13 236	16 172	1 550	1 263	7 289,1	32 884,5	140 795,6
Guinée	1 102	2 435	0	35	1 997	52	2 911	0	0	988,4	9 520,4
Guinée Bissau	0	0	0	0	0	0	0	35	0	0	35,0
Hollande	1 622	0	5 119	433	126 468	1 057	45 390	14 727	4 144,9	4 207,7	203 168,6
Hongkong	867	6 037	6 362	15 694	1 171	19 800	17 599	10 838	11 906,7	7 174,8	97 449,5
Ile caraïbe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ile Maurice	59	47 693	19 954	4 571	19 275	4 034	766	67 131	29 861,7	132 834,6	326 179,3
Ile Seychelles	60	4 039	10 756	1 710	5 743	0	0	4 871	0	0	27 179,0
Ile Vierges Britanniques	2 587	310	4 798	0	0	0	43 805	0	15 600	0	67 100,0
Iles Cayman	0	0	0	6 174	0	0	62	0	2 022,0	-0,1	8 257,9
Iles de Man	0	0	2 689	0	2 874	0	0	0	0	0	5 563,0
Inde	2 753	7 554	1 348	3 088	350	2 221	2 880	18 014	1 878,1	27 450,5	67 536,6
Irak	435	0	50	0	0	0	0	0	0	0	485,0
Irlande	0	0	18	0	0	0	0	0	0	0	18,0
Israël	0	0	0	0	0	0	2 400	81	0	0	2 481,0
Italie	2 514	848	1 773	9 243	774	254	37	1 575	595,8	484,3	18 098,1
Kenya	0	0	5 965	0	510	0	0	0	0	0	6 475,0
Koweït	5 311	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 311,0
Liban	27 465	54 042	27 633	34 606	25 191	72 254	30 787	46 088	12 383,3	9 547,6	339 996,9
Liberia	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4,0
Luxembourg	3 893	0	7 675	6 586	6 290	3 919	23 165	15 136	2 302,5	0	68 966,5
Malaisie	362	0	0	0	0	0	0	0	806,1	133,5	1 301,6
Mali	30 516	12 145	7 722	14 462	3 279	7 583	24 620	31 578	11 111,2	22 837,9	165 854,1
Maroc	132 148	45 563	14 638	48 705	17 541	6 549	24 777	42 731	18 338	32 282,6	383 272,6
Mauritanie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	853,1	853,1
Monaco	0	0	0	0	0	0	0	0	144	0	144,0
Niger	0	0	0	0	179	7	166	0	2 324,2	920,2	3 596,4
Nigeria	1 544	68 889	158	13 608	2 339	925	0	328	168,0	0	87 959,0
Pakistan	0	318	0	0	0	0	0	0	0,0	0	318,0
Panama	0	4 211	0	0	0	0	4 998	0	4 394,9	0	13 603,9
Pologne	0	0	0	107	0	0	0	0	0,0	0	107,0
Portugal	2 335	317	-749	33 074	6 016	14 871	3 032	48	497,3	0	59 441,3
République Tchèque	350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350,0
Russie	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	1 819,1	1 819,1
Sénégal	4 255	33 560	2 452	6 015	1 150	5 634	2 070	25 728	14 029,7	4 636,8	99 530,5
Singapour	0	0	4 821	1 575	15 462	52 758	13 842	63 290	3 307,7	52 774,5	207 830,2
Soudan									41		41,0
Suisse	6 762	3 410	738	17 469	2 319	1 320	10 824	3 267	4 590,6	10 816	61 515,6

Pays d'origine	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2015-2024*
Tchad	0	0	0	0	0	4 169	0	0	0	0	4 169,0
Togo	-941	39 697	293	22 932	-3 722	0	0	3 761	48 296,7	590,3	110 907,0
Tunisie	6 074	3 305	2 629	8 477	663	3 203	14 130	6 006	3 034,6	3 904,8	51 426,4
Turquie	16 038	4 144	1 141	17 804	12 901	5 366	1 388	33 918	66 175,4	203,2	159 078,6
Ukraine	0	0	0	0	0	0	0	737	51,3		788,3
USA	0	1 394	2 999	15 730	993	1 833	9 224	333	498,3	1 246,8	34 251,1
Venezuela	186	0	21	0	0	0	1 402	0	0	0	1 609,0
Vietnam	0	0	0	1 769	0	48	0	2 001	0	0	3 818,0
TOTAL Investissements Etrangers agréés	432 331	490 656	221 997	377 006	435 353	338 174	356 947	496 243	507 039,3	435 836,2	4 091 582

*Les montants négatifs constituent une réduction des investissements agréés indiqués dans les années antérieures

*Les données de 2024 sont provisoires

Source : CEPICI, 2024

Par ailleurs, le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) a enregistré sur la période 2015-2024, un montant de 3 210 milliards de F CFA d'Investissements Nationaux agréés (cf. Tableau 2.14).

Tableau 2.15 : Investissements Nationaux agréés par le CEPICI par secteurs d'activité (millions de FCFA)

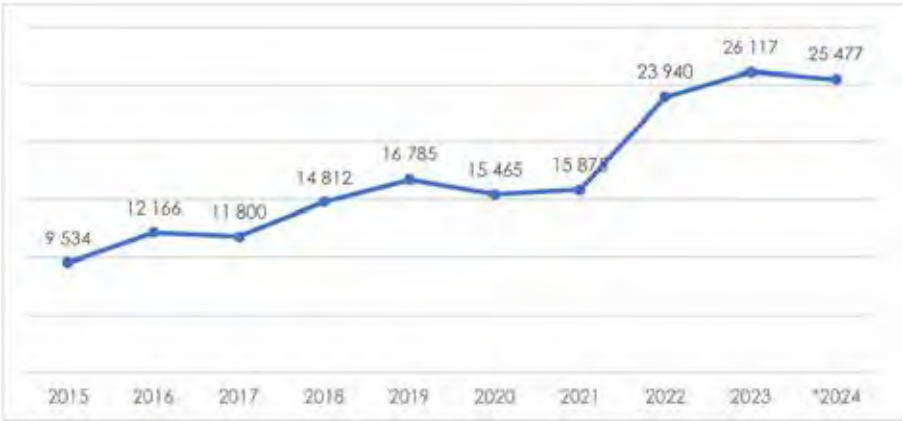
Secteurs d'activité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2015-2024*
Agriculture d'exportation	261	144	0	0	0	496	789	209	0	98	1 997
Agriculture vivrière, élevage	3 435	9 604	5 604	6 458	31 230	1 551	1 392	3 470	3 272,7	950,6	66 967,3
Agro-alimentaire / Agro-industrie	43 225	35 539	20 699	90 243	60 548	70 497	42 307	99 954	54 178,4	78 204,9	595 395,3
Autres industries manufacturières	11 000	1 669	7 882	5 108	4 283	3 300	12 659	1 810	2 472,6	5 184,2	55 367,8
Autres services	595	6 501	1 577	4 000	3 920	3 786	38 796	23 925	3 106,5	34 259,6	120 466,1
BTP	25 663	9 050	27 815	24 253	28 743	37 030	73 258	34 728	110 310,8	23 058,9	393 909,7
Education/ Formation / Santé	17 867	7 723	2 978	13 960	2 628	10 141	27 815	6 145	4 556,4	6 472,4	100 285,8
Energie (gaz - eau)	5 868	8 607	38 602	22 954	674	2 153	13 855	3 487	3 489,7	30 068,1	129 757,8
Hôtellerie (Restauration - Hébergement)	33 709	2 998	54 450	5 745	3 642	8 054	3 726	9 645	57 219,9	315,5	179 504,4
Industrie chimique (Cosmétique/ Pharmacie/ Caoutchoucs)	37 933	5 528	22 990	3 487	54 003	25 452	17 617	38 339	39 475,4	46 187,7	291 012,1
Industrie extractive	0	4 133	2 849	8 948	9 648	18 715	4 335	30 899	65 033,8	10 741,6	155 302,4
Pêche	502	0	0	394	0	0	0	0	0	0	896
Produits pétroliers	10 023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 023
Télécommunication	14 195	16 407	102	9 451	6 057	88	3 410	5 012	4 210	2 321,7	61 253,7
Transport / entreposage (manutention)	33 271	73 402	58 723	130 930	89 006	112 188	145 173	191 633	145 785,4	67 766,1	1 047 877,5
TOTAL Investissements Nationaux agréés	237 547	181 305	244 271	325 931	294 382	293 451	385 132	449 256	493 112	305 629	3 210 016

*Les données de 2024 sont provisoires

Source : CEPICI, 2024

En outre, le nombre d'entreprises créées enregistrées par an au Guichet Unique de Création d'Entreprises du CEPICI, poursuit sa remarquable croissance, passant de 23 940 en 2022 à 26 117 en 2023 établissant un nouveau record de création d'entreprises (cf. Graphique 2.4)

Graphique 2.4 : Nombre d'entreprises créées au guichet unique sur la période 2015-2024



*Les données de 2024 sont provisoires

Source : CEPICI, 2024

Avec les investissements agréés, il est à noter une bonne dynamique dans la création d'emplois. Cependant les effets de la pandémie (covid-19) peuvent être observés sur le nombre de création d'emplois sur la période 2021- 2023 (cf. Tableau 2.4)

Tableau 2.16 : Evolution des emplois générés par les investissements agréés de 2015 à 2024

Périodes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2015-2024*
Emplois générés par agrément à l'investissement	6 533	6 647	5 798	8 767	7 191	9 057	6 912	10 367	7 195	4 823	73 290

*Les données de 2024 sont provisoires

Source : CEPICI, 2024

CHAPITRE 2

FINANCES PUBLIQUES

Les Budgets, depuis 2018, s'inscrivent dans la dynamique de consolidation des acquis socio-économiques de la période post crise et poursuivent l'ambitieux programme d'investissement du Gouvernement dans les secteurs porteurs de croissance.

2.1. EXÉCUTION DU BUDGET DE L'ETAT

Le recouvrement des ressources budgétaires de l'Etat est passé de 5 139,7 milliards en 2015 à 11 831,2 milliards en 2023. La progression a été de 130,2%. Quant aux dépenses, l'évolution a été de 139,5% au cours de la même période (cf. Tableau 2.17).

Tableau 2.17 : Nature des ressources et des dépenses du budget (milliards de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ressources du Budget Général de l'Etat	**5139,7**	**5369,6**	**5977,1**	**5760,4**	**7368**	**7942,9**	**8382,3**	**10335,6**	**11831,2**
Ressources intérieures (hors comptes spéciaux)	**4567,4**	**4720**	**4057,4**	**3811,2**	**5025,7**	**5915,6**	**6369,8**	**7714,8**	**8157,9**
Recettes Budgétaires	**3296,7**	**3031,8**	**3228**	**3334,9**	**3584**	**3744,5**	**4369,8**	**4593,8**	**5203,9**
Recettes fiscales	2694,6	2935,3	3077,8	3203,3	3462	3637,8	4246,4	4468,2	5033,5
Recettes non fiscales	263,2	67,6	125,8	129,7	121,3	66,2	82	98,3	107,4
Produits financiers						40,5	39,6	25,5	51,5
Produits divers	305,6	1,8	1,3	1,9	0,7		1,9	1,8	11,5
Prises de participation	33,3	27	23,1						
Recettes de trésorerie	**1270,6**	**1688,3**	**829,5**	**476,4**	**1441,7**	**2171,1**	**2000**	**3121**	**2954,0**
Produits de cession des actifs						5,1		138,1	0
Ressources d'emprunts sur les marchés monétaire et financier	1270,6	1688,3	829,5	476,4	1441,7	2153,5	1966,9	2965,9	2940,5
Prêts rétrocédés						12,4	33,1	17	13,5
Ressources extérieures	**572,3**	**649,5**	**1919,6**	**1949,1**	**2342,3**	**2027,3**	**2012,5**	**2620,8**	**2615,8**
Recettes de financement des investissements	**241,8**	**352,6**	**374,4**	**438,7**	**527,3**	**367,1**	**589,8**	**1262,6**	**1525,3**
Emprunts projets	191,5	246,7	355,1	420,5	508,9	352,3	578,2	1252,5	1516,8
Dons projets	50,2	105,9	19,2	18,2	18,4	14,8	11,5	10,2	8,5
Recettes d'appui budgétaires	**330,6**	**296,9**	**412,7**	**395,3**	**414**	**1004,2**	**814,4**	**735,4**	**1090,5**
Emprunts programmes	174,6	133,3	252,3	211,1	252,1	906,8	722	542,3	978,3
Dons programmes	155,9	162,9	160,4	184,2	161,9	97,4	92,4	193,1	112,2
Recettes exceptionnelles	0,1	0,7	0,1	0	0				
Divers financement extérieur			**1132,6**	**1115,1**	**1401**	**656**	**608,4**	**622,7**	**0**
Ressources des comptes spéciaux du Trésor	**77,6**	**438,3**	**560,1**	**631,1**	**699,3**	**623,4**	**779,6**	**742,3**	**1057,6**
Dépenses de l'Etat hors CST	**4924,1**	**5439,5**	**6147,4**	**5883,9**	**7320,4**	**8054,9**	**8347,3**	**10416,1**	**11792,6**
Dette publique	**1318,3**	**1520,4**	**1973,4**	**1684,6**	**3065,6**	**2733,3**	**2344,5**	**3455,8**	**3642,7**
Dette extérieure	450,9	481,9	973,6	615,1	1633,8	1083,2	867	1327,6	1697,2
Dette intérieure	867,4	1038,5	999,8	1069,5	1431,8	1650,2	1477,5	2128,2	1945,5
Dépenses de fonctionnement	**2376,8**	**2466,1**	**2767,9**	**2762,9**	**2894,9**	**3552,4**	**3889,4**	**4101,9**	**4150,0**
Dépenses d'investissements	**1229**	**1452,9**	**1406,1**	**1436,3**	**1359,9**	**1769,2**	**2113,5**	**2858,4**	**2942,3**
Sur financement intérieur	766,7	1082,8	805,1	780	840,1	1108,9	1180	1287,2	1412,3
Sur financement extérieur	462,3	370,1	601	656,3	519,8	660,3	933,4	1571,3	1530,0
Dépenses des comptes spéciaux du trésor	**77,6**	**438,3**	**560,1**	**631,1**	**699,3**	**623,4**	**779,6**	**742,3**	**1057,6**

Source : MFB/DGBF, 2023

Le taux d'exécution du budget oscille entre 90,8% et 103,3% sur la période 2015-2023 (cf. Tableau 2.18).

Tableau 2.18 : Taux d'exécution du budget

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux (%) d'exécution du Budget de l'Etat	94 ,1%	93,80%	94,20%	93,70%	103,30%	90,80%	95,40%	99,70%	93,50%
Taux (%) d'exécution du Budget d'Investissements	78,60%	72,80%	78,70%	77,30%	66,70%	70,60%	81,50%	93,60%	83,60%
Taux (%) d'exécution du Budget de Fonctionnement	99,99%	99,00%	99,99%	99,40%	99,70%	99%	99,90%	96,10%	98,50%

Source : MFB/DGBF, 2023

2.1.1. DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses d'éducation sont passées respectivement de 926 837,3 millions en 2015 à 1 645 734,6 millions de FCFA en 2023, soit une évolution de 77,6% au cours de la période et une évolution moyenne annuelle de 6,6%. Quant aux dépenses de santé, elles ont eu une évolution de 166,3% et une évolution moyenne annuelle de 11,5% sur la même période (cf. Tableau 2.19).

Tableau 2.19 : Evolution des dépenses sociales (millions de FCFA)

Nature de dépenses	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DEPENSES EDUCATION	926 837,3	1 118 554,3	1 084 289,8	1 216 975,3	1 245 130,8	1 345 740,3	1 498 225,6	1 638 107,0	1 645 734,6
COURANTE	839 991,7	925 288,7	1 003 269,7	1 098 290,4	1 134 308,3	1 154 871,6	1 242 184,0	1 364 241,7	1 440 858,5
Investissement	86 845,6	193 265,6	81 020,1	100 772,1	88 828,7	169 650,9	229 857,1	241 265,3	172 276,2
Comptes spéciaux	0,0	0,0	0,0	17 912,8	21 993,8	21 217,8	26 184,5	32 600,0	32 600,0
DEPENSES SANTE	252 398,6	305 934,2	335 465,2	305 634,4	382 779,3	417 669,0	464 260,1	462 082,6	672 221,3
Courantes	184 597,3	200 311,5	213 601,1	232 020,6	255 492,8	242 012,0	275 562,3	309 928,1	352 942,1
Investissement	67 801,3	105 622,7	121 864,1	72 207,5	125 928,3	173 717,5	187 381,5	149 854,5	316 969,1
Comptes spéciaux	0,0	0,0	0,0	1 406,3	1 358,1	1 939,5	1 316,3	2 300,0	2 310,0
Total	**1 179 235,8**	**1 424 488,5**	**1 419 755,0**	**1 522 609,7**	**1 627 910,0**	**1 763 409,3**	**1 962 485,7**	**2 100 189,6**	**2 317 955,9**

Source : MBPE/DGBF, 2023

2.2. OPÉRATIONS FINANCIÈRES

2.2.1. QUELQUES DONNÉES DU TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT (TOFE)

Sur la période 2015-2022, les recouvrements intérieurs se sont améliorés. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du PND, l'Etat a engagé d'importants investissements publics qui ont impacté les soldes du TOFE (cf. Tableau 2.20).

Tableau 2.20 : Quelques données du TOFE (milliards FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes totales et Dons	3 916,8	4 176,6	4 523,4	4 764,1	5 158,4	5 289,2	6 140,2	6 684,4	7 837,2
Recettes totales	3 634,6	3 884,2	4 257,3	4 517,9	4 883,5	5 095,9	5 955,6	6 450,7	7 515,5
Dépenses Totales et Prêts Nets	4 469,8	5 014,6	5 521,8	5 708,3	5 943,9	7 255,1	8 102,0	9 666,3	10 351,3
Dépenses Primaires (hors intérêts & déch tox y/c Prêts nets)	4 159,1	4 633,5	5 138,3	5 274,1	5 423,0	6 591,3	7 317,5	8 696,0	9 260,0
Dépenses d'investissements	1 247,3	1 408,4	1 526,8	1 547,3	1 499,3	1 914,4	2 171,9	3 140,6	3 563,4
Solde budgétaire (base ordonnancement)	-553,0	-837,9	-998,3	-944,2	-784,5	-1 965,9	-1 961,8	-2 982,0	-2 514,1
En % du PIB	-2,04%	-2,9%	-3,3%	-2,93%	-2,3%	-5,6%	-4,9%	-6,8%	-5,2%
Solde Primaire de base	-68,1	-394,9	-281,4	-99,2	-17,5	-820,0	-429,5	-772,5	-68,5
En % du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,31%	-0,05%	-2,3%	-1,1%	-1,8%	-0,1%

Source : MFB/DGBF, 2023

2.2.2. FINANCEMENT

La Côte d'Ivoire a bénéficié d'appuis intérieurs et extérieurs qui ont permis d'avoir un financement net positif sur la période 2015-2022 (cf. Tableau 2.21).

Tableau 2.21 : Financement (milliards FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Financement net	538,9	832,6	993,7	9559	7966	1 9567	1 950,2	3 001,7	1 772,4
Financement intérieur	-240,1	383,6	-125,8	-3764	2507	7477	385,1	937,4	549,3
Financement extérieur	779,0	449,0	1119,5	1 3324	5459	1 2090	1 565,1	2 064,4	1 223,1

Source : MFB/DGBF, 2023

2.3. DETTE PUBLIQUE

La gestion de la dette publique de l'Etat de Côte d'Ivoire s'est considérablement améliorée ces dix dernières années. L'Etat de Côte d'Ivoire, à la faveur, des allègements et annulations de dettes intervenus au point d'achèvement de l'initiative PPTE, en juin 2012, s'est inscrit dans une dynamique d'endettement prudente et de gestion active de la dette publique, à travers des actions pertinentes mises en œuvre par le Gouvernement. Des réformes importantes ont été, ainsi, entreprises, afin d'encadrer les emprunts publics, conformément au règlement R09/UEMOA.

❖ **Au plan institutionnel et règlementaire**

L'Etat de Côte d'Ivoire dispose d'une loi organique portant politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique. Elle a été adoptée par les deux chambres du parlement (Assemblée Nationale et Sénat), le 6 juin 2024 ;

La création du Comité National de la Dette Publique (CNDP), Comité interministériel qui a pour mission de suivre et d'évaluer l'implémentation de la politique d'endettement ainsi que les objectifs de l'Etat en matière d'endettement et de gestion de la Dette ;

La mise en place d'une entité unique de gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat, organisée en front, middle et back office (Direction Générale des Financements). Placée sous la Tutelle du Ministre des Finances et du Budget, elle est la seule entité qui assure la négociation et la mobilisation des ressources de l'Etat ainsi que la gestion de la trésorerie et la dette publique.

❖ **Au plan de la gestion de la trésorerie et la dette publique**

La SDMT, l'AVD et le plan d'emprunt sont régulièrement réalisés, actualisés et validés par le Comité National de la Dette Publique. La SDMT est annexée à la loi des finances par le Gouvernement, en Côte d'Ivoire. La stratégie repose sur (i) une priorisation des ressources à caractère concessionnel et semi-concessionnel auprès des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, (ii) un financement en monnaie locale notamment via des émissions de titres du Trésor sur le marché régional, et contribuant au développement des marchés de capitaux domestiques, et (iii) un recours aux marchés internationaux obligataires et bancaires, lorsque les conditions sont favorables.

L'amélioration continue de la perception de la Côte d'Ivoire par les partenaires techniques et financiers et la qualité de la signature de l'Etat restent une priorité pour le Gouvernent. Les résultats sont perceptibles à travers les récents rapports des agences de notation du risque pays. La Côte d'Ivoire bénéficie d'une notation de Ba2 chez Moody's (perspective stable), de BB- chez Fitch ratings (perspective stable), et de BB+ chez Standard & Poor's (perspective stable). Avec ces notes, elle figure parmi les pays les mieux notés d'Afrique subsaharienne. En outre, depuis 2012, la Côte d'Ivoire maintient une classification du risque de surendettement à un niveau

« modéré » dans le cadre des analyses de viabilité de la dette (AVD) du FMI.

La diversification des sources et instruments de financements est aussi une réelle volonté de l'Etat, pour couvrir efficacement ses besoins financiers, à travers, notamment, la mobilisation de financements innovants complémentaire aux financements traditionnels.

Depuis son retour sur les marchés Eurobonds en 2014, la Côte d'Ivoire a construit un accès établi aux marchés de capitaux internationaux, ainsi qu'une base d'investisseurs diversifiée à la fois en Euro et en Dollar. La Côte d'Ivoire a ainsi réalisé avec succès huit (08) opérations d'Eurobond entre 2014 et janvier 2024. Le pays dispose également d'un document cadre ESG pour la mobilisation de ressources ESG (loan and bond).

Par ailleurs, la stratégie de financement de la Côte d'Ivoire s'accompagne d'une gestion proactive régulière du portefeuille de dette publique, en vue d'en optimiser le profil coût-risque. Cette stratégie repose notamment sur la réalisation d'opérations de gestion de passifs sur les marchés extérieurs et domestiques, et sur la mise en place de couvertures de change.

2.3.1. STOCK DE LA DETTE TOTALE

En raison de l'intensification des investissements publics inscrits aux différents Plans Nationaux de développement (PND), le stock de la dette publique, ressort à 27 782,6 milliards de FCFA à fin 2023, soit une augmentation de 12,1% par rapport à 2022. Ces financements en cours sur la période 2021-2025, nécessaire à la mise en œuvre du PND s'établissent à 59 000 milliards de FCFA et devraient être portés à environ 74% par le secteur privé. Cet encours représente 56,6% du PIB en 2022 en dessous du seuil communautaire de l'UEMOA de 70% du PIB nominal (cf. Tableau 2.22).

Tableau 2.22 : Situation de la dette totale (milliards de FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Stock dette totale	7 914,8	9 023,2	10 045,1	11 607,8	13 300,2	16 802,3	20 269,8	24 774,4	27 782,6
Stock dette extérieure	4 489,1	4 974,2	5 770,0	7 613,4	8 867,5	10 756,7	12 310,6	15 069,1	17 156,3
Stock dette intérieure	3 425,7	4 049,1	4 275,1	3 994,4	4 432,7	6 045,6	7 959,2	9 705,3	10 626,3
Ratio (%) de Totale Dette /PIB nominal	29,2%	31,5%	32,9%	35,7%	37,9%	46,3%	50,2%	56,6%	58,1%

Source : MFB/DGF, 2023 - (1)
PCD : Programme de Conversion de Dette en projets de développement avec l'Espagne

Le stock du C2D et du PCD en 2015 s'élève à 1 283,3 milliards de FCFA et à 548,2 milliards de FCFA en 2022 (cf. Tableau 2.23).

Tableau 2.23 : Situation du stock du C2D et du PCD (milliards de FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (prov)
C2D-France	1 283,3	1 080,1	965,1	811,3	696,4	824,6	747,9	548,2
PCD-Espagne	-	26,0	29,4	18,3	7,2	7,2	7,2	-
Encours total C2D et PCD	1 283,3	1 106,1	994,6	829,6	703,6	831,8	755,1	548,2

Source : MEF/DGF, 2023

A fin 2023, la composition par monnaie de la dette publique totale reste encore dominée par la dette libellée en franc CFA à hauteur de 45,0% contre 45,2% en

2022. La part de la dette exposée aux fluctuations de taux de change s'élève à 10,6%. Ainsi, l'Euro demeure la principale devise d'endettement extérieure de la Côte d'Ivoire 44,4%, suivi du Dollar US (6,7%). Le tableau 2.24 présente la situation de la dette selon les devises sur la période 2015 à 2023

Tableau 2.24 : Décomposition du stock de la dette selon les devises (milliards de FCFA)

Devises	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total	Valeur	% du total
XOF	4 149,1	52,4%	4 808,9	53,3%	5 121,7	51,0%	4 922,5	42,4%	5 418,7	40,7%	7 694,0	45,8%	9 511,0	46,9%	11 188,4	45,2%	12 510,1	45,0%
USD	3 036,9	38,4%	3 246,8	36,0%	3 375,5	33,6%	3 657,6	31,5%	3 132,8	23,6%	2 779,9	16,5%	2 322,0	11,5%	3 181,4	12,8%	1 861,4	6,7%
EURO	369,5	4,7%	384,2	4,3%	921,8	9,2%	2 379,4	20,5%	4 042,1	30,4%	5 545,3	33,0%	7 615,7	37,6%	9 533,7	38,5%	12 335,5	44,4%
AUTRES	359,3	4,5%	583,3	6,5%	626,1	6,2%	648,3	5,6%	706,6	5,3%	783,2	4,7%	821,1	4,1%	870,8	3,5%	1 075,6	3,9%
STOCK DETTE TOTALE	**7 914,8**	**100,0%**	**9 023,2**	**100,0%**	**10 045,1**	**100,0%**	**11 607,8**	**100,0%**	**13 300,2**	**100,0%**	**16 802,3**	**100,0%**	**20 269,8**	**100,0%**	**24 774,4**	**100,0%**	**27 782,6**	**100%**

Source : MFB/ DGF,2023

Graphique 2.5 : Décomposition du stock de la dette selon les devises



Source : MFB/ DGF,2023

Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de limiter l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de change conformément aux objectifs fixés par sa stratégie d'endettement. La part de la dette en devises hors l'Euro est passée de 42,9% à fin 2015 à 10,6% en 2023 (cf. Tableau 2.24 et Graphique 2.5).

2.3.2. SERVICE DE LA DETTE

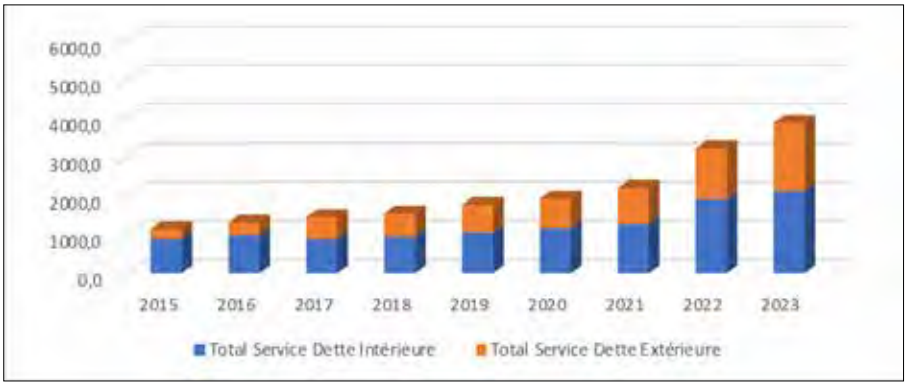
Le service de la dette publique s'élève à 3 879,1 milliards de FCFA à fin décembre 2023. Ce service comprend 2 123,6 milliards de FCFA de dette intérieure qui représente 54,7% du service total. Sur la période de 2015 à 2023, le service de la dette intérieure représente en moyenne à 62,8% du service total (cf. Tableau 2.25 et Graphique 2.6).

Tableau 2.25 : Total dette (milliards de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total Service Dette Intérieure	887,7	976,2	892,0	937,0	1046,4	1162,5	1 279,9	1 907,2	2 123,6
Capital	738,7	786,2	684,7	719,8	803,4	843,7	923,6	1 386,1	1 537,3
Intérêt	149,0	189,9	207,3	217,2	242,9	318,8	356,3	521,1	586,4
Total Service Dette Extérieure	264,0	333,0	556,2	610,2	722,9	763,8	924,4	1 318,0	1 755,5
Capital	111,7	156,1	363,2	372,5	409,4	336,5	449,0	780,5	1 022,1
Intérêt	152,2	177,0	193,1	237,8	313,5	427,3	475,4	537,6	733,4

Source : MFB/DGF, 2023

Graphique 2.6 : Service de la dette (milliards de FCFA)



Source : MFB/ DGF, 2023

Le service de la dette intérieure (cf. Graphique 2.6) reste essentiellement tributaire des échéances dues aux détenteurs de titres publics. En 2023, le service réglé au titre des valeurs mobilières représente 88,0% du service de la dette intérieure contre 87,3% à fin 2022. Le Tableau 2.26 et le Graphique 2.7 présentent l'évolution du service de la dette intérieur par type de créanciers de 2015 à 2023.

Tableau 2.26 : Service de la dette intérieure par type de créanciers (milliards de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total Dette Intérieure	887,7	976,2	892,0	937,0	1046,4	1162,5	1 279,9	1 907,2	2 123,6
BCEAO	38,2	39,8	38,1	37,2	30,6	9,2	8,3	6,8	6,7
Banques Commerciales et Assimilés	32,1	71,2	98,9	60,5	60,4	52,8	81,8	130,8	243,9
Valeurs Mobilières (Titres publics)	799,7	848,3	739,7	824,7	928,9	1045,6	1150,9	1 664,8	1 868,0
Autres	17,7	16,9	15,3	14,6	26,5	54,9	38,9	104,8	5,0

Source : MFB/ DGF, 2023

Graphique 2.7 : Service de la dette intérieure par type de créanciers de 2015 à 2023 (milliards de FCFA)



Source : MEF/ DGF, 2023

2.3.2.1. SERVICE DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Sur la période 2015-2023, le service de la dette extérieure est dominé par celui de la dette commerciale. Le Tableau 2.27 retrace l'évolution de la dette extérieure de 2015 à 2023.

Tableau 2.27 : Service de la dette extérieure totale (milliards de FCFA)

	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	valeur	% du total	valeur	% du total	valeur	% du total	valeur	% du total	valeur	% du total	valeur	% du total	valeur	% du total	valeur	% du total	valeur	%du total
Total service dette extérieure dont :	264,0	100,0%	333,0	100,0%	556,2	100,0%	610,2	100,0%	722,9	100,0%	763,8	100,0%	924,4	100,0%	1318,0	100,0%	1 755,5	100%
Multilatérale	64,0	24,2%	71,4	21,4%	104,1	18,7%	126,9	20,8%	144,6	20,0%	150,4	19,7%	194,4	21,0%	220,3	16,7%	392,5	22,4%
Bilatérale	67,0	25,4%	76,6	23,0%	226,5	40,7%	243,0	39,8%	266,3	36,8%	151,6	19,8%	139,7	15,1%	298,9	22,7%	332 ,3	18,9%
Commerciale	133,0	50,4%	185,0	55,6%	225,6	40,6%	240,3	39,4%	312,0	43,2%	461,9	60,5%	590,3	63,9%	798,8	60,6%	1 030,7	58,7%

Source : MFB/DGF, 2023

Le service dû au titre de la dette extérieure à fin 2023 a été totalement payé, y compris l'échéance C2D de 199,7 milliards de FCFA. La Figure 2.8 montre l'évolution du service de la dette extérieure de 2015 à 2023. Le Graphique 2.8 montre l'évolution du service de la dette extérieure de 2015 à 2022.

Graphique 2.8 : Service de la dette extérieure par type de créanciers de 2015 à 2023



Source : MFB/DGF, 2023

2.4. APPUIS EXTÉRIEURS

Les appuis extérieurs reçus entre 2015 et 2023 par la Côte d'Ivoire proviennent de diverses institutions à savoir le FMI, la BM, la BAD, l'AFD, l'UE, la BOAD et KFW. Le Tableau 2.28 présente la situation des appuis extérieurs.

Tableau 2.28 : Situation des appuis extérieurs (milliards de FCFA)

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Fonds Monétaire International (FMI)	80,9	58,4	154,5	154,4	157,0	686,2	495,0	0,0	602,2
Banque Mondiale (BM)	88,0	74,9	69,5	56,7	56,7	118,7	207,3	264,2	184,6
Banque Africaine de Développement (BAD)	6,8-	0	28,4	0	0	49,2	0	137,7	
Agence Française de Développement (AFD)	147,6	147,6	147,6	73,8	147,6	73,8	76,6	199,7	105,0
Union Européenne (UE)*		14,4	11	18	0	4,6	0	110,9	
Banque Ouest Africaine pour le Développement						22	0	0	
Allemagne (KFW)						26,1	19,6	29,5	
Autres (Japon,OFID)									87,0

Source : MFB/DGF, 2023

*Les appuis de l'UE sont des dons et non des prêts

SECTEUR MONÉTAIRE ET FINANCIER

La situation monétaire est caractérisée, sur la période récente, par une hausse continue de la masse monétaire, en lien avec une consolidation des créances intérieures tirées notamment par l'Administration Centrale. Les actifs extérieurs nets se sont, quant-à-eux, contractés, du fait du déficit du compte des transactions courantes de la balance des paiements et de la baisse nette des mobilisations de ressources extérieures de l'administration publique dans un environnement de durcissement des conditions financières internationales.

Quant au secteur bancaire de l'UMOA, il a enregistré, à l'instar des années précédentes, une amélioration de ses principaux indicateurs d'activité, confortant ainsi sa résilience et sa solidité. A fin décembre 2023, le paysage bancaire de la Côte d'Ivoire compte vingt-huit (28) banques et quatre (4) établissements financiers à caractère bancaire. L'activité bancaire dans l'Union reste dominée, à fin décembre 2023, par la place bancaire de la Côte d'Ivoire avec 33,7% de part de marché sur la base du total des actifs, suivie par celle du Sénégal (19,5%).

3.1. SITUATION MONÉTAIRE

La situation monétaire est caractérisée, depuis 2016, par une hausse continue de la masse monétaire portée par une consolidation des créances intérieures. Elle a aussi enregistré un repli des actifs extérieurs nets en 2022 et 2023. En particulier, entre 2022 et 2023, la masse monétaire a progressé de 3,3% (+561,4 milliards de FCFA) pour s'établir à 17 440,1 milliards de FCFA grâce à l'accroissement des créances intérieures. Cette augmentation se reflète dans les évolutions de la monnaie fiduciaire (+1,1%) et des dépôts (+4,0%), sous les effets des campagnes de sensibilisation sur la bancarisation et la densification du réseau de guichets automatiques bancaires (+1,7%) entre 2022 et 2023. Ces évolutions sont retracées dans le Tableau 2.29

Tableau 2.29 : Agrégats de monnaie (Encours en milliards de FCFA)

Libellés	- déc-16	- déc-17	- déc 2018	- déc 2019	- déc 2020	- déc 2021	- déc 2022	- déc 2023
Monnaie au sens large et ses composantes								
Circulation fiduciaire	2 273,4	2 301,0	2 439,9	2 692,3	3 289,1	3 721,1	3 973,3	4 019,0
Dépôts transférables	3 225,6	3 620,2	4 237,0	4 612,5	5 843,5	7 192,0	8 195,6	8 344,1
BCEAO	2,7	2,3	2,2	2,7	3	3,5	3,5	3,6
Banques	3 222,9	3 617,9	4 234,7	4 609,8	5 840,4	7 188,5	8 192,2	8 340,5
CCP et CNE	0	0	0	0	0	0	0	0
M1	5 499,0	5 921,3	6 676,9	7 304,8	9 132,5	10 913,1	12 168,9	12 363,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	2 353,9	2 653,6	3 046,8	3 465,3	3 910,0	4 574,3	4 709,7	5 077,0
BCEAO	0,3	2,2	0,6	1,5	1,2	0,6	0,7	0,7

Libellés	- déc-16	- déc-17	- déc 2018	- déc 2019	- déc 2020	- déc 2021	- déc 2022	- déc 2023
Banques	2 353,6	2 651,4	3 046,2	3 463,8	3 908,8	4 573,7	4 709,0	5 076,3
Masse monétaire (M2)	7 852,9	8 574,9	9 723,7	10 770,1	13 042,6	15 487,4	16 878,6	17 440,1
Actifs extérieurs nets	1 753,5	1 762,7	2 032,1	2 497,5	3 139,7	4 206,3	3 886,0	2 634,3
BCEAO	1 399,0	1 550,7	1 702,3	2 102,4	2 389,1	2 944,2	2 303,6	1 641,9
Banques	354,5	212,1	329,8	395,1	750,7	1 262,1	1 582,4	992,4
Créances intérieures	7 220,8	8 290,7	9 326,6	10 236,1	12 040,4	13 761,8	15 705,9	17 667,6
Créances nettes sur l'Administration Centrale	1 724,5	1 981,1	2 318,3	2 791,7	3 908,8	4 614,6	5 891,5	6 261,9
BCEAO	484,9	447,4	418,9	568,3	782,9	1 502,8	1 456,5	1 860,6
Banques	1 239,6	1 533,7	1 899,3	2 223,4	3 125,9	3 111,8	4 435,0	4 401,2
Créances sur l'économie	5 496,2	6 309,6	7 018,3	7 444,3	8 131,7	9 147,2	9 814,5	11 405,7
BCEAO	31,2	11	10,3	10,2	10,7	7,9	7,8	9,1
Banques	5 465,0	6 298,6	7 008,1	7 434,1	8 121,0	9 139,3	9 806,7	11 396,6
Passifs à caractère non monétaire	1 090,4	1 372,3	1 463,4	1 659,5	1 957,3	2 404,0	2 772,3	3 130,2
Autres postes nets	30,9	106,3	181,6	304	180,3	76,7	-59	-268,4
TOTAL des contreparties de M2	7 852,9	8 574,9	9 723,7	10 770,1	13 042,6	15 487,4	16 878,6	17 440,1

Source : BCEAO, 2024

S'agissant des actifs extérieurs nets, ils augmentent sur la période allant de 2016 à 2021, passant de 1.753,5 à 4.206,3 milliards de FCFA. En 2022, leur niveau décline à 3.886,0 milliards de FCFA, puis à 2.634,3 milliards de FCFA en 2023. L'évolution observée en 2023 résulte de la baisse des actifs extérieurs de la Banque Centrale (contraction de 661,7 milliards FCFA, 28,7% entre 2022 et 2023) et de ceux des banques commerciales (repli de 590,0 milliards de FCFA, 37,3% entre 2022 et 2023) (cf. Tableau 2.29).

La structure de la masse monétaire M2 demeure inchangée (cf graphique 2.9), avec une légère modification des proportions de ses composantes en 2023 par rapport à leur niveau en 2022. En effet, la structure de la masse monétaire reste dominée en 2023 par les dépôts transférables à 47,8% suivis des autres dépôts (29,1%) et de la circulation fiduciaire 23,0%.

La part de la circulation fiduciaire (pièces et billets en circulation) dans la masse monétaire M2 connait une baisse de 0,5 point de pourcentage en 2023 en lien avec le développement des paiements numériques.

Graphique 2.9 : Evolution de la structure de la masse monétaire M2 de 2020 à 2023



Source : MFB/DGTCP - BCEAO, 2024

La hausse de la masse monétaire M2 est entièrement imputable à la croissance du crédit intérieur dont les effets ont été atténués par la baisse des Actifs Extérieurs Nets (AEN). En effet, constitué du crédit à l'économie et des créances nettes sur l'Administration Centrale, le crédit intérieur s'est accru de 12,5% en 2023 par rapport à 2022.

Quant aux créances sur l'économie, elles se sont consolidées de 1.591,2 milliards à fin 2023 (+16,2%) par rapport à leur niveau de fin 2022. De même, les créances nettes sur l'Administration Centrale (y compris les concours du FMI) ont augmenté de 370,4 milliards (+6,3%) en 2023. (cf. Tableau 2.30).

Tableau 2.30 : Situation de la Banque Centrale (Encours en milliards de FCFA)

Libellés	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23
ACTIFS								
Actifs extérieurs nets (a-b)	1 399,0	1 550,7	1 702,3	2 102,4	2 389,1	2 944,2	2 303,6	1 641,9
Créances sur les non-résidents (a)	3 084,0	3 389,9	3 646,4	4 319,8	5 009,0	6 207,3	5 474,1	4 943,9
Engagements envers les non-résidents (b)	1 685,0	1 839,2	1 944,2	2 217,4	2 619,9	3 263,1	3 170,5	3 302,0
Créances sur les autres institutions de dépôt	1 185,7	1 050,4	1 184,1	1 322,2	1 709,3	1 581,8	2 546,1	2 049,4
Créances nettes sur l'administration centrale (c-d)	487,1	449,6	421,1	570,5	785,1	1 505,0	1 458,7	1 862,9
Créances sur l'administration centrale (c)	1 062,9	1 125,2	1 167,8	1 216,1	1 816,2	2 202,7	2 105,1	2 511,7
Engagements envers l'administration centrale (d)	575,8	675,6	746,7	645,6	1 031,1	697,7	646,4	648,8
Créances sur l'économie (e+f+g+h)	31,2	11	10,4	10,2	10,7	7,9	7,8	9,1
Créances sur les autres sociétés financières (e)	2,6	1,2	0,9	1,1	1	0	0	0,9
Créances sur les administrations d'Etats fédérés et locales (f)	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances sur les sociétés non-financières publiques (g)	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances sur le secteur privé (h)	28,7	9,8	9,4	9,1	9,7	7,9	7,8	8,2
PASSIFS								
Base monétaire (i+j+k)	3 047,8	3 016,1	3 281,8	4 004,1	4 890,3	6 034,7	6 312,9	5 553,2
Circulation fiduciaire (i)	2 499,5	2 521,0	2 670,9	2 979,8	3 620,1	4 063,0	4 362,1	4 387,6
Engagements envers les autres institutions de dépôt (j)	545,3	490,6	608	1 020,0	1 265,9	1 967,6	1 946,6	1 161,3
Engagements envers les autres secteurs (k)	3	4,5	2,9	4,2	4,3	4,1	4,1	4,3
Autres engagements envers autres institutions de dépôt	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire (l+m+n+o)	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large (l)	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large (m)	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large (n)	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres autres qu'actions exclues de la masse monétaire au sens large (o)	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de participation	22,3	28,9	2,5	0,3	1,6	1,7	1,7	1,6
Autres postes nets	33	16,8	9,5	0,9	2,3	2,6	1,7	8,4

Source : BCEAO, 2024

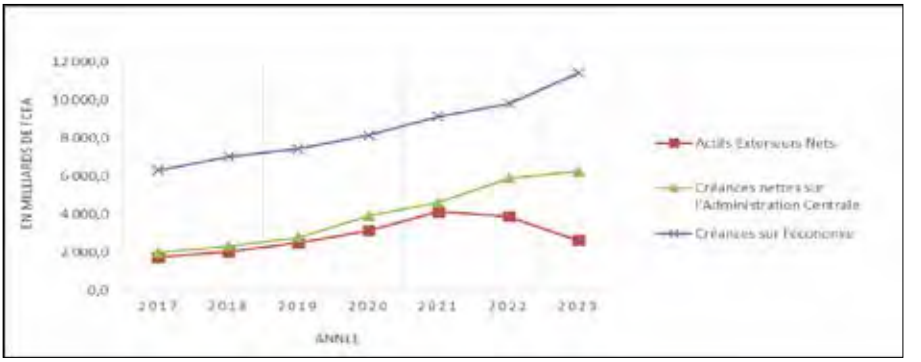
Les créances des banques sur le secteur privé (cf. Tableau 2.31) ont progressé de 16,3% entre 2022 et 2023, tirées par le dynamisme de l'activité économique.

Le crédit à l'économie et les créances nettes sur l'Administration Centrale se sont accrus respectivement de 16,2% et 6,3% par rapport l'année 2022 (cf graphique2).

L'évolution du crédit à l'économie se reflète principalement par la hausse des prêts aux sociétés non financières privées de 17,2% et aux ménages et ISBLSM de 13,5% par rapport à l'année 2022.

En ce qui concerne la croissance des créances nettes sur l'Administration Centrale, elle est essentiellement imputable à l'accroissement du concours du FMI à l'Etat de Côte d'Ivoire de 32,5% passant de 1251,5 milliards de FCFA en 2022 à 1658,1 milliards de FCFA en 2023.

Graphique 2.10 : Evolution des sources de création de la masse monétaire M2



Source : MFB/DGTCP - BCEAO, 2024

Inversement, les AEN ont baissé de 32,2% entre 2022 et 2023, après une baisse de 6,5% entre 2021 et 2022 (cf graphique 2.10) en lien avec le contexte économique mondial défavorable caractérisé par le durcissement des conditions monétaires.

Cette baisse des AEN se perçoit au niveau de la BCEAO (28,7%) ainsi qu'au niveau des autres institutions de dépôts (37,3%).

Au niveau de la BCEAO, cette baisse est due essentiellement à la baisse des avoirs officiels de réserves de 30,3% et à la hausse des crédits FMI de 28,8% en 2023 par rapport 2022.

En ce qui concerne les autres institutions de dépôts, la baisse des AEN s'explique par la hausse des dépôts de la clientèle non-résidente de 37,1% entre 2022 et 2023.

Tableau 2.31 : Situation des autres institutions de dépôt (Encours en milliards de FCFA)

Libellés	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22	déc-23
ACTIFS								
Actifs extérieurs nets	354,5	212,1	329,8	395,1	750,7	1 262,1	1 582,4	992,4
Créances sur les non-résidents	1 229,7	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0	2 249,2	2 758,8	2 625,5
Engagements envers les non-résidents	-875,2	-1 256,9	-950,6	-1 087,4	-862,3	-987,1	-1 176,3	-1 633,0
Créances sur la Banque Centrale	720,1	659,7	855,7	1 253,7	1 584,9	2 275,3	2 403,7	1 618,5
Numéraires	223,8	217,7	228,7	285,3	328,8	339,7	386,6	366,4
Dépôts	445,3	441,9	627	968,4	1 256,1	1 935,6	2 017,1	1252,1
Autres créances sur la banque centrale	50,9	0	0	0	0	0	0	0
Créances nettes sur l'administration centrale	1 239,6	1 533,7	1 899,3	2 223,4	3 125,9	3 111,8	4 435,0	4 401,2
Créances sur l'administration centrale	1 665,5	2 055,5	2 418,8	2 887,7	4 076,4	4 263,0	5 594,9	5 415,3
Engagements envers l'administration centrale	-425,8	-521,8	-519,5	-664,3	-950,5	-1 151,2	-1 159,9	-1 014,0
Créances sur l'économie	5 465,0	6 298,6	7 008,1	7 434,1	8 121,0	9 139,3	9 806,7	11 396,6
Créances sur les autres sociétés financières	110,6	126,6	181,8	182,4	218,8	228,1	164,2	269,7
Créances sur les administrations d'Etats fédérées et locales	0	0	1,4	11,7	3,7	3,4	3,7	3,4
Créances sur les sociétés non-financières publiques	314,3	312,0	568,8	510,4	444,3	440,2	421	399,1
Créances sur le secteur privé	5 040,1	5 860,0	6 256,1	6 729,6	7 454,1	8 467,6	9 217,7	10 724,3
PASSIFS								
Engagements envers la banque centrale	1 091,7	1 054,6	1 034,7	1 330,1	1 684,2	1 581,1	2 545,2	2 049,1
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	3 222,9	3 617,9	4 234,7	4 609,8	5 840,4	7 188,5	8 192,2	8 340,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	2 353,6	2 651,4	3 046,2	3 463,8	3 908,8	4 573,7	4 709,0	5076,3
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	267,3	284	352,8	384,4	513,2	566	738,3	776,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	12	9,9	2,6	1,3	1,1	0,5	0,1	0
Emprunts	141,4	167,1	142,2	147,9	117	226,5	202,9	216,9
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de participation	647,4	882,4	939,3	1 125,5	1 324,5	1 609,4	1 829,3	2 135,5
Autres postes nets	42,9	36,6	340,5	243,5	193,3	42,9	10,7	-185,6

Source : BCEAO, 2024

3.2. SECTEUR FINANCIER

Le secteur bancaire de la Côte d'Ivoire est en pleine expansion, grâce à la création de nouvelles agences et la diversification des produits bancaires.

La bourse, est également dynamique, en lien avec l'évolution des transactions commerciales, l'essor des services ainsi que le raffermissement des productions industrielle et agricole.

3.2.1. BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Le système bancaire ivoirien, à fin décembre 2023, est caractérisé par une aggravation de la situation de la trésorerie des établissements de crédit, qui ressort avec un déficit de 855,7 milliards de FCFA, après celui de 322,2 milliards de FCFA un an plus tôt (cf. Tableau 2.32). Cette insuffisance est comblée par les emprunts contractés auprès de la BCEAO, du marché interbancaire régional ainsi qu'auprès d'autres institutions financières situées en dehors de l'UMOA.

Tableau 2.32 : Evolution des emplois et ressources des banques (milliards de FCFA)

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL EMPLOIS (E)	8 323,7	9 590,0	10 611,0	11 798,0	14 078,9	15 623,3	18 374,9	19 923,4
E1 : Crédits Clientèle	5 436,9	6 283,5	7 056 ,9	7 780,0	8 702,3	9 712,9	11 036,9	12 095,0
E1.1 Crédits sains	5 284,8	6 041,8	6 369,7	7 561,2	8 447,5	9 409,0	10 759,4	11 757,6
E1.2 Crédits en souffrance	152,1	241,7	687,2	218,8	254,8	303,9	277,5	337,4
E2 : Autres emplois	2 886,9	3 306,5	3 554,1	4 018,1	5 376,5	5 910,1	7 338,0	7 828,4
TOTAL RESSOURCES (R)	7 684,9	8 858,8	9 872,6	11 247,7	13 655,1	16 178,3	18 052,7	19 067,7
R1 : Dépôts et emprunts	6 652,8	7 481,9	8 347,1	9 412,7	11 552,3	13 915,2	15 433,9	15 913,8
R2 : Fonds Propres nets	532,2	735,6	938,7	1 139,3	1 336,0	1 600,8	1 851,1	2 151,4
R3 : Divers	444,9	641,3	586,9	695,7	766,9	662,4	767,7	1 002,5
EXCEDENT (R-E)	-638,9	-731,1	-738,3	-550,3	-423,7	555,3	-322,2	-855,7

Source : BCEAO, 2024

L'activité des banques est marquée, en 2023, par un financement de l'économie de 12 095,0 milliards de FCFA, contre 11 036,9 milliards en 2022 (cf. Tableau 2.32).

L'encours des crédits recensés à la Centrale des risques est en hausse depuis 2015 (+7,7% en moyenne par an). Il est en majorité constitué de crédits à maturité courte. Ainsi, à fin décembre 2023, sa composition comprend 64,0% de crédits à court terme. Les parts des financements à moyen terme et à long terme ressortent respectivement à 30,5% et 5,5% (cf. Tableau 2.33).

Tableau 2.33 : Evolution des crédits déclarés à la Centrale des risques (milliards de FCFA)

Maturité	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Crédits court terme (< 2 ans)	2 315,6	2 140,5	2 220,0	1943,3	2 183,3	2374.1	2792,3	2855,6
Crédits moyen terme (2-10 ans)	753,7	776,5	721,3	862,1	855,0	804,6	1163,9	1362,3
Crédits long terme (> 10 ans)	60,7	88,0	81,3	83,3	84,7	101,7	236,1	243,6
TOTAL	**3 130,3**	**3 008**	**3 022,6**	**2 888,7**	**3 123,0**	**3280,4**	**4192,3**	**4461,5**

Source : BCEAO, 2024

Au 31 décembre 2023, le système bancaire ivoirien compte 32 établissements de crédit agrées. Cette évaluation résulte :

- Des agréments accordés AFG Bank Côte d'Ivoire (AFG Bank CI) et à la Société de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (SGPME) ;
- Au retrait d'agrément en qualité de banque de la Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI), induite par l'apport partiel de ses activités à AFG Bank Côte d'Ivoire.

Les établissements de crédit agréés se répartissent en 28 banques dont 2 succursales, 4 établissements financiers à caractère bancaire dont 2 succursales.

Sur la base des données collectées aux près desdits établissement, la répartition des indicateur caractéristiques du paysage bancaire se présentent comme suit :

Tableau 2.34 : Répartition des indicateurs caractéristiques du paysage bancaire

Total bilan (en milliards de FCFA)	Nombre d'établissements		Nombre de guichets	Nombre de GAB/DAB	Nombre d'agents
	Banque	Etablissement financier à caractère bancaire			
22 183	28	4	664	951	10 309

Source, BCEAO/DGTCP(DECFINEX), 2023

3.2.1.1. QUALITÉ DU PORTEFEUILLE

L'encours brut des créances en souffrance s'affiche à 805,505 milliards FCFA, composé à plus de 88% par les Créances Douteuses et Litigieuses (CDL), provisionnées à 70%.

De ce qui précède, les taux bruts et nets de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ressortent respectivement à 8% et 3% à fin décembre 2023 contre respectivement 8% et 2% un an plus tôt.

Il va sans dire qu'à fin décembre 2023, sur cent (100) dossiers de crédit financés par les banques, environ huit (8) font l'objet de contentieux comme l'année dernière et trois (3) sont irrécouvrables contre deux (2) en décembre 2022.

L'analyse de la qualité du portefeuille traduit ainsi une légère dégradation par rapport à l'année dernière.

3.2.1.2.RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

En Côte d'Ivoire, sur les 28 banques agréées, on ne compte que 2 succursales vis-à-vis desquelles le dispositif prudentiel n'est pas applicable.

Sur la période, la réforme Bâle II/III s'est traduite globalement par le respect des normes prudentielles par les établissements de crédit.

En effet, 23 établissements sur les 24 assujettis sur lesquels porte cette note sont en conformité vis-à-vis du ratio de solvabilité total à fin décembre 2023. Le seul cas d'infraction est observé principalement au niveau de la BHCI.

Le risque de concentration est en partie maîtrisé car 22 banques sur 24 respectent la norme relative à la division des risques. La norme limitant la prise de participation des banques dans les entités commerciales, fixée à 60% de leurs fonds propres, est respectée par l'ensemble des banques.

En effet, 23 établissements sur les 24 assujettis sur lesquels porte cette note sont en conformité vis-à-vis du ratio de solvabilité total à fin décembre 2023. Le seul cas d'infraction est observé principalement au niveau de la BHCI.

Le risque de concentration est en partie maîtrisé car 22 banques sur 24 respectent la norme relative à la division des risques. La norme limitant la prise de participation des banques dans les entités commerciales, fixée à 60% de leurs fonds propres, est respectée par l'ensemble des banques.

En revanche, une seule banque n'est pas conforme à la norme de plafonds fixée pour la détention des immobilisations hors exploitation (IHE), tandis que 2 ne respectent pas la norme de prêts aux dirigeants et aux principaux actionnaires, au personnel et aux commissaires aux comptes.

Au total, 22 banques sur 24 respectent l'intégralité des normes du dispositif prudentiel à fin décembre 2023 (tableau 2.35).

Tableau 2.35 : Récapitulatif de l'application du dispositif prudentiel

Code DISPRU	Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter	Nombre de banques respectant l'indicateur
	A. Normes de solvabilité		
RA001	Ratio de fonds propres CET 1 (%)	>=7,5%	23
RA002	Ratio de fonds propres de base T1 (%)	>=8,5%	23
RA003	Ratio de solvabilité total (%)	>=11,25%	23
	B. Norme de division des risques		
RA004	Norme de division des risques	<=35%	22
	C. Ratio de levier		
RA005	Ratio de levier	>=3%	24
	D. Autres normes prudentielles		
RA006	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	<=25%	24
RA007	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	<=15%	24
RA008	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	<=60%	24
RA009	Limite sur les immobilisations hors exploitation	<=15%	23
RA010	Limite sur le total des immobilisations et des participations	<=100%	22
RA011	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	<=20%	22

Source, BCEAO/DGTCP(DECFINEX), 2023

3.2.2. BUREAU DE CHANGE

De 95 agréments de bureaux de changes manuels en vigueur en 2015, la Côte d'Ivoire compte 135 agréments de bureaux de changes manuels en vigueur en 2023, soit une hausse de 42% (cf. Tableau 2.36).

Tableau 2.36 : Evolution des bureaux de change

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'agréments octroyés (1)	216	242	252	258	132	137	150	157	149
Nombre de bureaux de changes manuels agréés en activité	70	82	96	82	88	110	120	127	127
Nombre de bureaux de changes manuels agréés non en activité	25	39	35	24	26	23	20	24	08
Nombre de bureaux de changes manuels agréés puis fermés pour diverses raisons (2)	121	121	121	152	18	04	10	06	14
Nombre d'agréments de bureaux de changes manuels en vigueur (3) = (1) – (2)	95	121	131	106	114	133	140	151	135

Source, DGTCP, DECFINEX, 2023

3.2.3. BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES (BRVM)

En 2023, trente-cinq (35) des quarante-six (46) entreprises cotées à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) sont ivoiriennes. Ces entreprises cotées sont essentiellement concentrées (85%) dans les secteurs de l'industrie, des finances, de l'agriculture et de la distribution (cf. Tableau 2.37).

Tableau 2.37 : Sociétés cotées par secteur

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de sociétés cotées	39	43	45	45	46	46	46	46	46	47
Industrie	12	12	12	12	12	12	12	11	11	11
Services publics	4	4	4	4	4	4	4	5	5	5
Finances	9	12	14	14	15	15	15	15	15	15
Transports	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Agriculture	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Distribution	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Autres secteurs	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Nombre des sociétés ivoiriennes cotées	31	33	35	35	35	35	35	35	35	35
Nombre de lignes obligataires	36	41	37	44	59	82	94	110	113	156

Source : BRVM, 2023

La liste des entreprises cotées à la BRVM est présentée par le Tableau A2.2 (en annexe). En 2022, la BRVM enregistre trente-quatre (34) Sociétés de Gestion et d'Intermédiation dont quinze (15), soit 44%, sont ivoiriennes (cf. Tableau A2.3). Le marché des actions représente l'essentiel du volume et de la valeur des titres échangés. Le volume des titres échangés à la BRVM a cru et est passé de 113,2 millions en 2015 à 217,4 millions en 2017, soit une progression de 92% sur la période, avant de baisser continuellement pour s'établir à 63,9 millions de titres échangés en 2020. Les échanges ont connu une reprise entre 2021 et 2022, passant respectivement de 204,3 à 240,9 millions de titres échangé.

En valeur, ces titres échangés ont évolué en dent de scies, mais ont enregistré une baisse en moyenne annuelle de 0,6% sur la période 2015-2020, ensuite une hausse de plus 143,4% en 2021 par rapport à 2020 et une baisse de près de 11% entre 2021 et 2022 (cf. Tableau 2.38 et Graphique 2.11). En moyenne, ces titres échangés ont enregistré une baisse de 18,5% sur la période 2015-2022.

Tableau 2.38 : Volume de Valeurs échangées (nombre)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Volume - Nombre de titres échangés	113 202 718	193 954 632	217 431 577	122 723 825	79 352468	63 878 098	204 346 938	240 888 918	66 624 654	128 418 126
Marché des actions	106 636 553	183 841 388	214 072 962	117 288 187	74 642 223	53 676 011	164 194 138	211 220 382	61 248 234	95 058 110
Marché des obligations	6 566 165	10 113 244	3 358 615	5 435 638	4 710 245	10 202 087	40 152 800	29 668 536	5 376 420	33 360 016
Marché des droits	-	-	-							
Valeurs – Milliards de F CFA échangés	313	392	262	228	134	213	518	463	124	456
Marché des actions	259	292	229	174	88	113	117	168	76	176
Marché des obligations	54	100	33	53	46	100	402	295	48	280
Marché des droits (Valeur en millions de F CFA échangés)	-	-	-							

Source : BRVM, 2023 : Volume et valeur du marché des actions hors TSD y compris les droits

Graphique 2.11 : Volume et Valeurs échangés



Source : BRVM, 2023

De 2015 à 2020, la capitalisation boursière a cru de 14,8%. Cette croissance contraste avec un rétrécissement de 41,8% du marché des actions, passant de 7 500 milliards de FCFA en 2015 à 4 368 milliards de F CFA en 2020. Le marché obligataire a affiché une hausse de 283,2% sur la même période (cf. Tableau 2.39).

La capitalisation boursière a connu une hausse de 83,7% de 2020 à 2022, marqué par un accroissement du marché des actions (59,5%), passant de 4 368 milliards de F CFA en 2020 à 7 650 milliards de F CFA en 2022 et du marché obligataire (110,9%).

Tableau 2.39 : Evolution de la capitalisation boursière

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Capitalisation boursière en milliards de FCFA	9 079	10 215	9 806	8 274	8 973	10 419	13 332	16 487	18 269	20 609
Actions	7 500	7 706	6 836	4 845	4 741	4 368	6 085	7 560	7 967	10 077
Obligations	1 579	2 509	2 970	3 430	4 233	6 051	7 247	8 927	10 302	10 532
Variation de la capitalisation boursière (en %)	22	13	-4	-16	8	16	27	24		
Actions	19	3	-11	-29	2	-8	39	24	5	26
Obligations	39	59	18	15	23	43	20	19	15	2

Source : BRVM, 2023

Sur la période 2015-2020, l'indice BRVM Composite a enregistré une baisse de 52,3% contre 54,8% pour l'indice BRVM 10. Au plan sectoriel, les Indices Industrie (-79,3%) et Transport (75,1%) enregistrent les plus forts reculs (cf. Tableau 2.40). Le BRVM Composite a connu une hausse de 27,6% entre 2020 et 2022 tandis que le BRVM 10 a progressé de 11% sur la même période. Les plus forts reculs au plan sectoriel sont les indices Transport (-6,8%) et Services Publics (-1,3%).

Tableau 2.40 : Evolution des indices

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
BRVM Composite	304	292	243	172	159	145	202,28	203,22	214,15	276,02
Variation BRVM Composite (%)	18	-4	-17	-29	-8	-9	39	0.46	5,38	29
BRVM – 10	290	262	220	154	149	131	153,51	165,58		
Variation BRVM - 10 (%)	9	-10	-16	-30	-3	-12	17	8		
Indices sectoriels										
Indice Industrie	174	157	103	57	38	36	110,11	104,22	101,03	117,36
Variation de l'Indice Industrie (%)	8	-10	-34	-44	-34	-4	206	-5	-3	16
Indice Services Publics	818	791	706	495	495	410	448,85	489,20	531,47	763,98
Variation de l'Indice Services Publics (%)	16	-3	-11	-30	0	-17	9	9	7	44
Indice Transports	1525	1 32	1203	486	367	379	622,13	341,70	330,96	328,58
Variation de l'indice Transports (%)	26	-6	-16	-60	-25	3	64	-45	-3	-0,72
Indice Agriculture	174	217	183	127	86	87	243,31	283,56	161,56	197,07
Variation de l'indice Agriculture (%)	-28	25	-16	-30	-32	1	179	16	-43	21
Indice Distribution	579	601	340	268	253	226	407,43	358,54	328,21	335,28
Variation de l'indice Distribution (%)	95	4	-43	-21	-5	-11	80	-12	-8	2
Indice Autres Secteurs	651	432	222	210	302	345	900,73	1 172,19	1 110,49	649,46
Variation de l'indice Autres Secteurs (%)	55	-34	-49	-6	44	14	161	30	-5	-41
Indice Finances	107	98	88	67	61	60	77,13	75,51	86,42	101,75
Variation de l'Indice finances	15	-8	-10	-24	-9	-2	29	-2	14	18

Source : BRVM, 2023

L'évolution des ratios est résumée dans le Tableau 2.41.

Tableau 2.41 : Evolution des ratios

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Price earning ratio	23,46	24,25	17,29	11,62	10,3	10,03	13.70	7.96	10,60	10,92
Taux de Rendement (%)	3,37	3,57	5,38	7,27	10,11	8,75	6.01	7.51	8,44	8,97
Taux de rotation moyen (%)	12,88			2,32	1,37	1,78	1.40	0.97	0,09	0,06
Liquidité du Marché*		23,82	21,88	18,07	14,66	6,42		9.71	17,10	18,45

Source : BRVM, 2023

(*) : la BRVM calcule désormais la liquidité du marché rendant compte des efforts fournis pour améliorer la liquidité du marché. Formule : volume des titres échangés/flottant.

Le Tableau 2.42 présente les plus fortes hausses et les plus fortes baisses enregistrées sur le marché de la BRVM, ainsi que les titres les plus actifs en volumes et en valeurs sur la période 2015-2020.

Tableau 2.42 : Evolution des plus fortes hausses et plus fortes baisses

	2015		2016		2017		2018
	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %
	BERNABE CI	142,45%	TOTAL CI	21,21%	ECOBANK CI	48,40%	SETAO CI
Les cinq (05) plus fortes hausses en %	TRACTAFRIC MOTORS CI	139,64%	UNIWAX CI	10,20%	SOGB CI	27,27%	SODECI
	SERVAIR ABIDJAN CI	118,51%	SOGB CI	8,85%	CORIS BANK	16,14%	AIR LIQUIDE CI
	ONATEL BF	102,70%	SODE CI	8,28%	NSIA BANQUE CI	10,67%	NEI CEDA CI
	CFAO CI	97,38%	BOA SENEGAL	10,54%	SAPH CI	10,54%	BOA BF
	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %
	SAPH CI	-34,57%	SAFCA	-20,19%	VIVO ENERGY CI	-70,00%	BICICI
	UNILEVER CI	-32,43%	MOVIS CI	-19,83%	SUCRIVOIRE CI	-69,94%	TRACTAFRIC MOTORS CI
Les cinq (05) plus fortes baisses en %	PALM CI	-29,20%	SAPH CI	-14,86%	NEI-CEDA CI	-69,17%	SOLIBRA CI
	MOVIS CI	-25,49%	SMB CI	-14,86%	BOA CI	-64,75%	SERVAIR ABIDJAN CI
	SOGB CI	-19,75%	SICABLE CI	-12,68%			ETI TG
	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume
	ETI TG	97 227 246	ETI TG	21 738 413	ETI TG	199 710 176	ETI TG
Les cinq (05) titres les plus actifs en volume de titres échangés	SONATEL SN	3 181 162	SONATEL SN	114 675	SONATEL SN	3 836 314	ONATEL BF
	ONATEL BF	3 146 274	FILTISAC CI	102 378	ONATEL BF	1 139 025	SONATEL
	FILTISAC CI	600 657	TOTAL CI	59 837	BICICI	912 431	CIE CI
	PALM CI	441 519	PALM CI	47 881	VIVO ENERGY CI	908 437	NSIA BANQUE CI
	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur
	SONATEL SN	80 824 088 540	FILTISAC CI	2 944 380 285	SONATEL SN	91 486 624 325	SONATEL
Les cinq (05) titres les plus actifs en valeur de titres échangés	ONATEL BF	34 960 727 570	SONATEL SN	2 621 044 535	CORIS BANK	13 708 454 980	ONATEL BF
	FILTISAC CI	16 827 072 900	TOTAL CI	1 141 844 070	ECOBANK CI	10 325 602 105	ECOBANK CI
	SGBCI	14 803 763 945	BOA MALI	981 867 715	SGB CI	10 279 152 430	NSIA BANQUE CI
	TOTAL CI	11 796 428 075	SGB CI	696 631 040	ONATEL BF	9 906 000 215	SGBCI
	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %
	NEI CEDA CI	386,49%	SAFCA CI	55,81%	UNILEVER CI	66,60%	NEI CEDA CI
Les cinq (05) plus fortes hausses en %	SMB CI	155,91%	SETAO CI	44,12%	NEI CEDA CI	64,29%	SETAO CI
	CFAO CI	51,90%	TOTAL CI	25,46%	SICABLE CI	60,32%	ONATEL BF
	AIR LIQUIDE CI	25,00%	TOTAL SN	17,24%	CROWN SIEM	53,85%	SMB CI
	SAPH CI	19,22%	SOGB CI	12,91%	PALMCI	23,63%	BERNABE

	2019		2020		2021		2022	
%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%
3 099%	TRACTAFRIC MOTORS CI	3 817%	NESTLE CI	2 024%	SICOR	1 653%	ORAGROUP TOGO	1415%
1 179%	CROWN SIEM	3 087%	CORIS BANK BF	1 098%	SAFCA CI	620%	PALMCI	393%
1 174%	SAFCA CI	1 581%	ECOBANK CI	476%	UNILEVER CI	608%	UNILEVER CI	322%
686%	TOTAL SENEGAL	591%	SITAB	275%	ETI TG	471%	SAFCA CI	256%
501%	SMB CI	357%	SICOR	188%	CROWN SIEM	322%	ECOBANK COTE D'IVOIRE	239%
%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%
-80%	MOVIS CI	-96%	UNILEVER CI	-95%	CORIS BANK BF	-93%	CROWN SIEM	-75%
-72%	SICOR	-86%	TOTAL SENEGAL	-80%	TOTAL CI	-88%	BICICI	-75%
-59%	UNILEVER CI	-85%	ETI TG	-57%	ECOBANK CI	-78%	NEI CEDA CI	-50%
-56%	ONATEL BF	-83%	SAPH CI	-54%	SITAB	-59%	BERNABE	-46%
-53%	NESTLE CI	-77%	SGBCI	-42%	SOLIBRA CI	-34%	VIVO ENERGY CI	-44%
Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)
92 627 544	ETI TG	54 832 894	ETI TG	24 028 591	ETI TG	137 236 462	ETI TG	178 183 298
5 138 836	SONATEL	2 831 739	ECOBANK CI	3 894 367	SONATEL	3 726 069	ORAGROUP TOGO	6 613 849
2 884 281	TOTAL SENEGAL	2 366 089	SONATEL	3 799 046	ONATEL BF	2 343 299	ECOBANK COTE D'IVOIRE	2 994 896
1 219 547	TOTAL CI	1 546 414	TOTAL CI	2 990 465	SIB CI	1 363 089	SONATEL	2 538 244
1 057 087	SGBCI	964 903	CORIS BANK BF	1 833 381	CIE CI	1 276 135	PALMCI	1 907 690
Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)
60 394 236 695	SONATEL	46 598 678 580	SONATEL	48 465 730 665	SICOR	3 737%	ORAGROUP TOGO	1 479%
39 457 873 120	SGBCI	7 747 843 270	CORIS BANK INTERNATIONAL BURKINA FASO	13 990 007 430	NESTLE CI	1 404%	PALMCI	1 043%
12 061 797 835	TOTAL SENEGAL	3 876 045 510	ECOBANK CI	12 758 549 760	CROWN SIEM	1 308%	SAFCA CI	610%
8 829 668 595	ONATEL BF	3 200 116 365	ONATEL BF	4 827 649 585	SAFCA CI	1 273%	UNILEVER CI	500%
8 803 477 810	ECOBANK COTE D'IVOIRE	2 147 846 860	TOTAL CI	4 659 721 310	NEI CEDA CI	943%	ECOBANK COTE D'IVOIRE	333%
%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%
2495%	TOTAL SENEGAL	609%	CORIS BANK BF	1 121%	CORIS BANK BF	-92%	BICICI	-76%
744%	SERVAIR ABIDJAN CI	51%	NESTLE CI	737%	TOTAL CI	-86%	CROWN SIEM	-63%
298%	TOTAL CI	45%	ECOBANK CI	494%	ECOBANK CI	-76%	BOA MALI	-40%
90%	UNIWAX CI	24%	BICICI	157%	SERVAIR ABIDJAN CI	-13%	SICABLE CI	-37%
81%	SMB CI	22%	TOTAL CI	128%	BOA BF	-7%	FILTISAC CI	-35%

	2015		2016		2017		2018
	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %
	SAFCA CI	-98,03%	TRACTAFRIC MOTORS CI	-97,83%	SICOR CI	-55,11%	NESTLE CI
	CROWN SIEM	-97,91%	SMB CI	-87,18%	UNIWAX CI	-42,03%	BICICI
Les cinq (05) plus fortes baisses en %	SITAB	-97,63%	BERNABE CI	-70,83%	VIVO ENERGY CI	-25,00%	TRACTAFRIC M. CI
	TOTAL CI	-89,75%	SITAB CI	-67,03%	TRACTAFRIC MOTORS CI	-20,56%	CORIS BANK BF
	FILTISAC CI	-89,44%	AIR LIQUIDE CI	-65,42%	SONATEL SN	-18,99%	SAFCA CI
	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en valeur SONATEL
	ETI TOGO	92 625 434	ETI TOGO	54 832 894	ETI TOGO	24 028 591	ONATEL BF
Les cinq (05) titres les plus actifs en volume de titres échangés	ONATEL BF	5 135 341	SONATEL SN	2 831 739	ECOBANK COTE D'IVOIRE	3 894 367	ECOBANK CI
	SONATEL SN	2 849 317	TOTAL SN	2 366 089	SONATEL	3 799 046	NSIA BANQUE CI
	CIE CI	1 219 217	TOTAL CI	1 546 414	TOTAL CI	2 990 465	SGBCI
	NSIA BANQUE CI	1 057 087	SGB CI	964 903	CORIS BANK BF	1 833 381	Top 5 hausses en %
	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	NEI CEDA CI
	SONATEL SN	59 813 814 450	SONATEL SN	46 598 678 580	SONATEL SN	48 465 730 665	SETAO CI
Les cinq (05) titres les plus actifs en valeur de titres échangés	ONATEL BF	39 443 365 120	SGB CI	7 747 843 270	CORIS BANK BF	13 990 007 430	ONATEL BF
	ECOBANK COTE D'IVOIRE	12 009 117 425	TOTAL SN	3 876 045 510	ECOBANK COTE D'IVOIRE	12 758 549 760	SMB CI
	NSIA BANQUE CI	8 829 668 595	ONATEL BF	3 200 116 365	ONATEL BF	4 827 649 585	BERNABE
	SGB CI	8 794 801 860	ECOBANK COTE D'IVOIRE	2 147 846 860	TOTAL CI	4 659 721 310	Top 5 baisses en %

Source : BRVM, 2023

	2019		2020		2021		2022	
%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%
-89%	MOVIS CI	-97%	UNILEVER CI	-95%	SONATEL	48 948 901 895	SONATEL	37 739 264 590
-87%	UNILEVER CI	-93%	TOTAL SENEGAL	-83%	ONATEL BF	8 434 891 015	ORAGROUP TOGO	27 252 733 705
-85%	ONATEL BF	-92%	SAPH CI	-76%	SIB CI	4 831 922 845	PALMCI	20 005 408 060
-83%	NESTLE CI	-91%	ETI TG	-66%	SGBCI	4 229 241 695	ECOBANK COTE D'IVOIRE	13 357 297 125
-80%	NSIA BANQUE CI	-87%	NEI CEDA CI	-62%	BICICI	4 125 305 665	SIB CI	5 919 498 620
Valeur (FCFA)	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%
60 394 236 695	TRACTAFRIC MOTORS CI	3 817%	NESTLE CI	2 024%	SICOR	1 653%	ORAGROUP TOGO	1415%
39 457 873 120	CROWN SIEM	3 087%	CORIS BANK BF	1 098%	SAFCA CI	620%	PALMCI	393%
12 061 797 835	SAFCA CI	1 581%	ECOBANK CI	476%	UNILEVER CI	608%	UNILEVER CI	322%
8 829 668 595	TOTAL SENEGAL	591%	SITAB	275%	ETI TG	471%	SAFCA CI	256%
8 803 477 810	SMB CI	357%	SICOR	188%	CROWN SIEM	322%	ECOBANK COTE D'IVOIRE	239%
%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%
2495%	MOVIS CI	-96%	UNILEVER CI	-95%	CORIS BANK BF	-93%	CROWN SIEM	-75%
744%	SICOR	-86%	TOTAL SENEGAL	-80%	TOTAL CI	-88%	BICICI	-75%
298%	UNILEVER CI	-85%	ETI TG	-57%	ECOBANK CI	-78%	NEI CEDA CI	-50%
90%	ONATEL BF	-83%	SAPH CI	-54%	SITAB	-59%	BERNABE	-46%
81%	NESTLE CI	-77%	SGBCI	-42%	SOLIBRA CI	-34%	VIVO ENERGY CI	-44%
%	Top 5 en volume	Volume	Top 5 en volume	Volume	Top 5 en volume	Volume	Top 5 en volume	Volume

	2023		2024	
Les cinq (05) plus fortes hausses en %	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%
	BANK OF AFRICA CI	86,35	BICICI	86,92
	SMB CI	54,85	SAPH CI	76,17
	SAFCA CI	47,16	SUCRIVOIRE COTE D'IVOIRE	63,16
	SGBCI	38,3	ORANGE COTE D'IVOIRE	60,55
	ECOBANK COTE D'IVOIRE	37,51	SERVAIR ABIDJAN CI	42,86
Les cinq (05) plus fortes baisses en %	Top 5 baisses en %	%	Top 5 baisses en %	%
	SAPH CI	-52,95	SOLIBRA CI	-85,11
	BERNABE CI	-50	Bank Of Africa Burkina Faso	-56,52
	SUCRIVOIRE COTE D'IVOIRE	-48,65	BANK OF AFRICA NIGER	-52,23
	SICOR CI	-44,03	SETAO CI	-50
	SOGB CI	-42,33	SAFCA CI	-44,4
Les cinq (05) titres les plus actifs en volume de titres échangés	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)	Top 5 en volume	Volume (nb de titres)
	ETI TG	79 500 157	ETI TG	64 877 361
	SONATEL	2 432 916	SONATEL	2 980 895
	ORANGE COTE D'IVOIRE	1 800 482	ONATEL BF	1 980 784
	CORIS BANK INTERNATIONAL BURKINA FASO	1 273 832	CIE CI	1 859 389
	TOTAL CI	1 249 752	AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI	1 589 421
Les cinq (05) titres les plus actifs en valeur de titres échangés	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)	Top 5 en valeur	Valeur (FCFA)
	SONATEL	38 609 515 310	SONATEL	62 245 985 080
	ORANGE COTE D'IVOIRE	18 324 954 495	SGBCI	13 888 673 545
	CORIS BANK INTERNATIONAL BURKINA FASO	10 580 698 075	ORANGE COTE D'IVOIRE	9 252 542 585
	PALMCI	8 474 045 910	ECOBANK COTE D'IVOIRE	7 077 151 990
	ECOBANK COTE D'IVOIRE	7 240 468 220	NESTLE CI	5 853 210 470
	Top 5 hausses en %	%	Top 5 hausses en %	%

SECTEUR EXTÉRIEUR

Le secteur extérieur est caractérisé par plusieurs agrégats, dont le compte des transactions courantes et le solde global de la balance des paiements.

4.1. BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde du compte des transactions courantes se creuse depuis 2015. En l'occurrence, en 2023, ce compte (cf. Tableau 2.41) a enregistré un déficit de 3 944,4 milliards (-8,3% du PIB), après celui de 3 364,5 milliards de FCFA (-7,7% du PIB) en 2022. Cette évolution est imputable au creusement des déficits des services et du revenu primaire, malgré l'amélioration de la balance des biens (Tableau 2.43 et Tableau 2.44).

En 2023, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 1 191,9 milliards de F CFA (-2,5% du PIB), après un déficit de 304,9 milliards de FCFA (-0.7% du PIB) en 2022.

Tableau 2.43 : Balance des paiements

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Compte des transactions courantes	-119,1	-245,5	-609,2	-1268,9	-790,3	-1 136,4	-1 593,8	-3 364,5	-3 944,4
Biens et services	680,2	638,4	584,7	-54,8	533,2	329,0	22,0	-1 707,6	-1 940,1
Revenus primaires	-595	-637,8	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 851,1
Revenus secondaires	-204	-246,1	-300,1	-309,9	-337,8	-402,6	-375,1	-222, 8	-153 ,1
Compte de capital	156	110,9	111,8	84,7	105,3	100,4	91,6	39,2	112,6
Compte financier	-250	-87,4	-496,7	-1471,1	-1164,2	-1 641,8	-2 595,4	-3 024,1	-2 637,9
Erreurs et omissions	-39,1	-5,8	-2,9	-2,3	1,5	1,2	2,4	-3,6	1,99
Solde global (milliards de FCFA)	248,5	-53,1	-3,6	284,6	477,7	607,0	1 095,6	-304,9	-1 191,9
En pourcentage du PIB (%)	-0,6	-1,2	0,0	0,9	1,4	1,7	2,8	-0,7	-2,5

Source : BCEAO, 2024

La balance des biens et services s'est davantage dégradée en 2023, ressortant déficitaire de 1.940,1 milliards de FCFA, après le solde négatif de 1.707,6 milliards de FCFA en 2022, en raison de l'augmentation des importations de services techniques.

Tableau 2.44 : Biens et Services

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BIENS ET SERVICES	680,2	638,4	584,7	-54,8	533,2	329,0	22,0	-1 707,6	-1 940,1
Balance des biens	1874,0	1817,8	1959,3	1223,5	1846,4	1 716,5	1 693,2	670,3	1 062,3
Exportations de biens FOB dont :	6938,0	6449,3	6899,6	6619,6	7399,2	7 194,8	8 495,6	10 165,8	10 382,4
Intra-UEMOA	824,4	829,6	805	886,3	907,0	891,4	1072,2	1 727,8	1 606,1
Importations de biens FOB	-5064,0	-4631,5	-4940,3	-5396,2	-5552,8	-5 478,3	-6 802,4	-9 495,5	-9 320,1
Importations de biens CAF dont :	-5957,6	-5433,1	-5758,5	-6349,6	-6466,7	-6 453,0	-8 062,5	-10 715,7	-10 458,7
Intra-UEMOA	-225	224	244,3	205,5	233,7	240,1	297,4	129,2	223,9
Balance des services	-1193,9	-1179,5	-1374,6	-1278,3	-1313,2	-1 387,5	-1 671,2	-2 377,9	-3 002,5
Crédit	453	561,6	565,2	648,1	681,0	421,2	504,7	569,5	604,2
Dont voyage	94,6	224,8	230,6	246,3	262,8	95,6	140,7	209,0	243,5
Débit	-1646,8	-1741,1	-1939,8	-1926,3	-1994,1	-1 808,7	-2 175,9	-2 947,4	-3 606,6
Dont fret et assurances	-893,6	-742,7	-818,2	-885,9	-948,0	-974,7	-1 260,1	-1 557,3	-1 462,2

Source : BCEAO, 2024

En ce qui concerne le compte de capital, son solde a fluctué en fonction des dons projets reçus par l'Administration centrale. De façon globale, son niveau a peu varié par rapport à celui enregistré en 2016.

Tableau 2.45 : Compte de capital

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
b- Compte de capital (A+B)	156,4	110,9	111,8	84,7	105,3	100,4	91,6	39,2	112,6
A- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	0	0	0	-3,1	-2,3	-1,0	-0,9	-0,7	-4,7
B- Transferts de capital	156,4	115,5	111,8	87,8	107,5	101,4	92,5	39,9	117,3
- Administrations publiques	128,6	110,9	115,2	87,4	107,4	101,4	92,3	39,9	117,1
Remises de dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts de capital	128,6	106,2	115,2	87,4	107,4	101,4	92,3	39,9	117,1
- Autres secteurs	27,8	4,7	-3,4	0,3	0,1	0	0,2	0	0,2

Source : BCEAO, 2024

En 2023, la Côte d'Ivoire enregistre une entrée nette de capitaux étrangers moins importante que celle de l'année précédente. Cette baisse est due à la diminution des mobilisations de ressources financières extérieures de l'Administration centrale au titre des investissements de portefeuille et des autres investissements (cf. Tableau 2.46).

Tableau 2.46 : Compte financier

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Compte financier (1+2+3+4)	-250,3	-87,4	-496,7	-1 302,2	-1 164,2	-1 641,8	-2 595,4	-3 024,1	-2 637,9
1- Investissements directs	-283,8	-325,5	-173,6	-332,7	-433,4	-409,6	-614,0	-893,0	-1 214,9
2- Investissements de portefeuille	-574,2	-349,3	-783,6	-978,5	-9,6	-531,7	-751,5	-187,8	19,3
3- Dérivés financiers	0	0	-3	0	0,1	0	0,8	0	-3,1
4- Autres investissements	607,7	587,4	463,5	9	-721,4	-700,5	-1 230,7	-1 943,3	-1 439,2
Administrations publiques	-174,5	-53,6	-314,3	-339,2	-601,7	-988,1	-895,2	-2 455,1	-1 541,0
Tirages	422,5	351,3	594,7	641,5	886,5	1 219,1	1 233,8	3 549,8	2421,6
Variations des arriérés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rééchelonnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre financement exceptionnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres capitaux (autres participations sous forme d'acquisition nette d'actifs financiers)	17,2	28,1	9,8	12,1	7,8	9,2	17,6	116,0	27,0
Amortissements	-230,8	-269,7	-270,7	-290,2	277,0	221,8	321,0	847,50	907,7
Autres secteurs	782,2	640,9	777,7	348,2	-119,7	287,7	-335,5	511,9	101,8
Pour mémoire : financement exceptionnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variations des arriérés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rééchelonnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remise de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres (financement à rechercher)	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCEAO, 2024

4.2. COMMERCE EXTÉRIEUR

La valeur des exportations est passée de 6 404 milliards de F CFA en 2016 à 10 947 milliards de F CFA en 2023, soit une progression moyenne de 6,93%. Quant aux importations, la valeur est passée de 5 089 milliards de F CFA en 2016 à 10 881 milliards de F CFA en 2023, soit une progression moyenne de 9,97%. Globalement, sur la période 2016-2023, la balance commerciale de la Côte d'Ivoire est restée excédentaire. Cependant, ce n'est qu'en 2022 que cette balance a enregistré un déficit de 1 010 milliards FCFA. Concernant le taux de couverture, il est passé de 125,9% en 2016 à 100,6% en 2023 (cf. Tableau 2.47).

Tableau 2.47 : Solde commercial (milliards de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportations	6 404	7302	6 547	7 451	7 168	8 514	10 208	10 947
Importations	5 089	5594	6 107	6 143	6 113	7 782	11 218	10 881
Solde	1 316	1708	440	1307	1 055	731	-1010	66
Taux de couverture (%)	125,9	130,5	107,2	121,3	117,2	109,4	91	100,6

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

4.2.1. EXPORTATIONS DES BIENS

Les e Les exportations de biens sont dominées par les produits de l'agriculture industrielle et d'exportation. La valeur de ce groupe est passée de 2 912 milliards de F CFA en 2016 à 4 207 milliards de F CFA en 2023, soit une hausse moyenne de 4,71%. Cette hausse est en grande partie imputable à la fève de cacao qui représente

entre 48,0% et 62,4% du groupe. La valeur des exportations du cacao fèves est passée de 1 818 milliards de F CFA en 2016 à 2 019 milliards de F CFA en 2023, soit une hausse moyenne de 1,32% (cf. Tableau 2.48).

Le poids des exportations des produits de la première transformation à la valeur totale des exportations sur la période 2016-2023 oscille entre 16,68% et 21,64%. La valeur de ces produits est passée de 1 386 milliards de F CFA en 2016 à 2 179 milliards de F CFA en 2023, soit une hausse moyenne de 5,82% (cf. Tableau 2.48).

On note également une augmentation des exportations des produits manufacturés qui passent de 1 122 milliards de FCFA en 2016 à 2482 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse moyenne de 10,43%. Ce groupe de produits est fortement dominé par les exportations de produits pétroliers qui représentent entre 39,22% et 67,24% du groupe pour la même période (cf. Tableau 2.48).

Les exportations des produits miniers, fortement dominé par le binôme Or et pétrole brute, ont également augmenté passant de 831 milliards en 2016 à 1 820 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse moyenne de 10,29% (cf. Tableau 2.48).

Tableau 2.48 : Groupe de produits exportés (en milliards de FCFA)

Produits	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Agriculture Industrielle et d'Exportation	**2 912**	**3 434**	**3 180**	**3 504**	**3 519**	**4 168**	**4 090**	**4 207**
Cacao fèves	1 818	2 057	1 802	2 095	2 085	2 380	1 995	2 019
Autres	1 094	1 378	1 378	1 409	1 433	1 789	2 095	2 189
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	**27**	**32**	**25**	**28**	**32**	**34**	**45**	**50**
Conserves et Préparation Alimentaires	**115**	**104**	**93**	**92**	**102**	**110**	**160**	**114**
Produits de la première transformation	**1 386**	**1 309**	**1 208**	**1 243**	**1 368**	**1 548**	**1 871**	**2 179**
Cacao transformé	922	847	730	804	886	934	1 092	1 504
Autres	464	461	478	439	482	614	779	675
Produits manufacturés	**1 122**	**1 199**	**1 138**	**1 220**	**953**	**1 162**	**2 042**	**2 482**
Produits pétroliers	440	559	650	723	479	638	1 373	1 363
Autres	682	641	487	497	474	524	669	1 119
Exportations de biens excep. *	**0**	**337**	**-**	**103**		**144**	**185**	**184**
Produits miniers	**841**	**886**	**903**	**1 261**	**1 193**	**1 348**	**1 815**	**1 917**
Or	485	490	444	631	842	950	1 191	1 427
Pétrole brut	346	363	392	528	256	316	517	393
Autres	11	33	67	101	95	82	107	97
TOTAL	**6 404**	**7 302**	**6 547**	**7 451**	**7 168**	**8 514**	**10 208**	**11 131**

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Les principaux produits d'exportation sont le cacao, la noix de cajou et leurs dérivés et le pétrole (cf. Tableau 2.48). Sur la période 2016-2023, selon le tableau 2.48, il est à souligner qu'au niveau des principaux produits exportés :

- le cacao et ses transformations, avec 3 522 milliards de F CFA en 2023, représentent 31,65% du total des exportations. Il est à indiquer que les exportations de cacao fèves, avec un montant de 2 019 milliards de F CFA en 2023 contre 1 818 milliards de F CFA en 2016, affichent une hausse moyenne de 1,32% ;
- la noix de cajou présente une valeur passant de 470 milliards de F CFA en 2016 à 628 milliards de F CFA en 2023, soit une hausse en moyenne de 3,70% sur la période ;
- le pétrole affiche une valeur allant de 785 milliards de F CFA en 2016 à 1 755 milliards de F CFA en 2023 et la valeur maximale de 1 890 milliards de FCFA atteinte en 2019.

La valeur cumulée de ces trois produits est passée de 4 031 milliards de FCFA en 2016 à 6 034 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse moyenne de 5,17%.

Tableau 2.49 : Principaux produits d'exportation (milliards de FCFA)

Produits	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cacao fèves	1 818	2 057	1 802	2 095	2 085	2 380	1 995	2 019
Cacao transformé	922	847	730	804	886	934	1 092	1 504
TOTAL CACAO	**2740**	**2904**	**2 532**	**2 899**	**2 971**	**3 314**	**3 087**	**3 522**
Noix de cajou	470	607	586	428	488	520	508	628
Amande de cajou	36	41	53	39	37	76	106	128
TOTAL NOIX DE CAJOU	**506**	**647**	**639**	**467**	**525**	**597**	**614**	**756**
Pétrole brut	346	363	392	528	256	316	517	393
Produits pétroliers	440	559	650	723	479	638	1 373	1 363
TOTAL PETROLE	**785**	**922**	**1043**	**1 251**	**736**	**954**	**1 890**	**1 755**

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Le Graphique 2.12 met en évidence la part respective de chacun de ces produits dans le total des exportations.

Graphique 2.12 : Principaux produits d'exportation (milliards de FCFA)



Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Au niveau des échanges avec les partenaires, le Pays-Bas, premier client de la Côte d'Ivoire, importe essentiellement du cacao. En 2023, ce pays, avec 1 281 milliards de FCFA, a réalisé par rapport à 2016 une hausse moyenne de 7,01% (cf. Tableau 2.50).

Il est à noter la présence du Burkina Faso et du Mali comme pays africains au sein des 10 premiers pays clients de la Côte d'Ivoire en 2023. Dans l'ensemble, Les exportations vers le Burkina Faso et le Mali se sont nettement améliorées sur la période 2016-2023 : passant de 537 milliards de FCFA en 2016 à 1 445 milliards de FCFA en 2023, soit une hausse de 13,18% (cf. Tableau 2.50).

Tableau 2.50 : Principaux pays clients (milliards de FCFA)

Pays	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pays-bas	745	1075	749	796	715	736	886	1281
Suisse	294	316	238	351	463	461	823	1181
Mali	280	320	316	361	381	485	909	964
Malaisie	184	319	254	372	376	444	451	553
Vietnam	327	486	444	364	460	510	350	553
Burkina Faso	257	373	341	345	291	334	529	481
Chine	42	78	99	218	263	308	429	471
Etats-Unis	570	866	599	450	480	688	545	466
France	349	459	353	441	372	426	462	408
Allemagne	326	456	418	347	317	309	355	394

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

4.2.2. IMPORTATIONS DE BIENS

Sur la période 2016-2023, les importations par groupe de produits sont généralement dominées par les biens intermédiaires. Ce groupe se maintient dans une fourchette de 25,24% et 33,11% du total de la valeur des importations (cf. Tableau 2.49 et Graphique 2.11).

Les biens d'équipement sont passés de 22,99% de la valeur des importations totales en 2016 à 21,03% en 2023 pour une croissance moyenne de 8,75%. Relativement aux produits alimentaires, la valeur des importations est passée de 1 115 milliards de F CFA en 2016 à 1 964 milliards de F CFA en 2023, soit une croissance moyenne de 7,33% (cf. Tableau 2.49 et Graphique 2.11).

Tableau 2.51 : Groupes de produits importés (milliards de FCFA)

Produits	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Biens Intermédiaires	**1 494**	**1 412**	**1 920**	**2 020**	**1 925**	**2 232**	**3 387**	**3 603**
Pétrole brut	607	472	860	870	826	767	1 501	1 750
Autres	887	940	1060	1 150	1 099	1 465	1 886	1 853
Biens d'équipement	**1 170**	**1 027**	**1 135**	**1 165**	**1 196**	**1 479**	**2 067**	**2 289**
Machines mécaniques	416	407	460	460	467	583	752	779
Autres	754	620	675	704	729	896	1 315	1 510
Produits Alimentaires	**1 115**	**1 191**	**1 305**	**1 335**	**1 340**	**1 741**	**2 056**	**1 964**
Riz	309	329	385	354	317	406	505	438
Autres	806	862	920	981	1 022	1 335	1 551	1 526
Autres Biens de Consommation	**1 309**	**1 626**	**1 644**	**1 623**	**1 653**	**2 187**	**3 340**	**3 025**
Produits pétroliers autre que le pétrole brute	139	457	465	425	347	571	1 510	1 163
Autres	**1 170**	**1 169**	**1 179**	**1 197**	**1 306**	**1 615**	**1 829**	**1 862**
TOTAL	**5 087**	**5 257**	**6 005**	**6 143**	**6 113**	**7 639**	**10 850**	**10 881**

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Graphique 2.13 : Groupes de produits importés (milliards de FCFA)



Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Les principaux produits importés sur la période 2016-2023, sont le pétrole brut, les produits pétroliers, les machines mécaniques, le fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux, et le riz (cf. Tableau 2.51 et Tableau 2.52).

Tableau 2.52 : Principaux produits importés (milliards de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Importations dont :	**5 089**	**5 594**	**6 107**	**6 143**	**6 113**	**7 782**	**11 219**	**11 421**
Pétrole brut	607	472	860	870	826	767	1501	1 750
Produits pétroliers autre que le pétrole brut	139	457	465	425	347	571	1510	1 163
Machines mécaniques	416	407	460	460	467	583	752	779
Fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux	249	250	325	334	316	445	624	575
Riz	309	329	385	354	317	406	505	438
Poisson frais	228	265	294	306	330	413	459	508
Matières plastiques et ouvrage en ces matières	237	276	257	275	296	367	485	426
Machine électrique	228	189	254	284	312	308	412	394
Matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme	183	189	219	209	232	355	407	447
Produits pharmaceutiques	247	201	214	217	277	281	310	309
Véhicules de tourisme	154	166	168	140	152	249	246	261
Produits divers des industries chimiques	115	119	139	146	155	192	199	215
Produits chimiques	109	121	131	150	139	150	251	221
Blé tendre	86	96	99	107	115	138	209	162
Papiers et cartons	79	95	103	108	103	129	170	142
Matériaux de construction (clinker)	60	86	94	98	101	154	175	165
Engrais	65	56	44	86	71	133	159	219
Produits métalliques autres que fer, fonte, acier	78	77	118	102	85	109	129	154
Huiles essentielles et extrais végétaux	82	89	93	94	95	107	100	98
Matériels de transport navigation maritime	132	20	14	8	3	12	196	353

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Tableau 2.53 : Principaux produits importés (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Importations dont :	**13 039 967**	**14 163 697**	**15 246 173**	**15 114 486**	**16 775 459**	**18 960 032**	**19 126 461**	**21 055 579**
Pétrole brut	3 161 756	1 946 073	2 955 795	2 824 197	3 470 954	2 630 648	3 145 767	4 117 247
Produits pétroliers autre que le pétrole brut	483 128	1 412 070	1 208 805	1 136 423	1 176 910	1 433 660	2 263 583	2 274 435
Machines mécaniques	84 494	103 070	107 495	112 942	127 699	170 298	190 250	182 150
Fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux	468 271	449 750	481 216	510 843	591 943	707 536	650 014	653 868
Riz	1 281 287	1 342 027	1 496 849	1 342 109	1 113 046	1 443 039	1 561 779	1 307 376
Poisson frais	404 480	481 431	546 515	542 710	581 629	650 720	631 612	726 258
Matières plastiques et ouvrage en ces matières	288 868	329 873	308 324	368 451	420 130	407 760	457 884	509 026
Machine électrique	45 767	47 606	53 978	66 003	82 351	99 277	108 522	110 844
Matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme	84 575	95 099	89 958	81 237	87 196	134 890	125 773	141 255
Produits pharmaceutiques	13 929	14 265	15 401	16 196	17 699	18 763	22 363	20 926
Véhicules de tourisme	58 797	68 228	55 679	24 040	27 840	46 330	41 138	43 154
Produits divers des industries chimiques	74 444	78 658	85 087	89 843	105 656	110 697	89 722	121 842
Produits chimiques	201 166	205 519	214 323	257 856	264 573	280 076	328 923	340 212
Blé tendre	592 545	648 984	644 189	650 738	681 815	694 176	711 970	705 694
Papiers et cartons	144 063	180 831	178 218	181 839	195 235	218 276	217 457	203 446
Matériaux de construction (clinker)	2 095 349	3 030 147	3 140 790	3 071 359	3 671 795	4 786 267	3 999 398	4 577 352
Engrais	341 422	309 132	238 113	438 863	399 198	551 691	354 941	624 449
Produits métalliques autres que fer, fonte, acier	33 043	37 781	44 957	44 937	48 364	56 964	54 618	54 736
Huiles essentielles et extrais végétaux	33 202	33 821	37 486	33 396	37 104	42 473	36 426	36 128
Matériels de transport navigation maritime	22 402	4 528	6 863	1 159	1 683	4 182	41 550	100 054

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

La Chine est le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire avec 1 695,24 milliards de F CFA en 2023 contre 884,10 milliards de F CFA en 2016 avec des parts qui varient entre 13,97% et 17,37% sur la période de 2016 à 2023 (Cf. Tableau 2.54).

Le Nigéria est le deuxième fournisseur de la Côte d'Ivoire en 2023 avec 1 602,16 milliards de F CFA correspondant à une part de 14,72% et, la France le troisième avec 638,16 milliards de F CFA, soit une part de 5,86 en 2023. L'inde, les Etats-Unis, la Belgique occupent respectivement la quatrième, cinquième et sixième place et affichent des parts respectives de 5,47%, 4,10% et 5,61% en 2023.

Tableau 2.54 : Principaux pays fournisseurs (milliards de FCFA)

Pays	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chine	884	781	914	1 056	908	1 201	1 612	1 695
Nigeria	579	516	751	826	790	695	1 355	1 602
France	675	632	629	661	659	730	752	638
Inde	224	269	278	262	310	477	583	596
Etats-Unis	193	226	207	303	246	374	524	446
Belgique	117	156	131	91	124	268	511	393
Allemagne	165	189	180	164	181	237	233	351
Vietnam	77	80	101	166	176	164	287	229
Pays-bas	139	182	223	170	209	181	225	225
Turquie	77	100	103	173	189	224	285	190

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Les échanges commerciaux par zones économiques sont présentés dans les Tableaux 2.55 et 2.56. A ce niveau, l'Union Européenne (UE) est le premier partenaire commercial de la Côte d'Ivoire en termes d'échanges globaux. Ces échanges globaux sont passées de 4 106,4 milliards de FCFA en 2016 à 5 565,40 milliards de FCFA en 2023, soit une progression moyenne de 3,87%. Après l'UE, vient la CEDEAO avec des échanges globaux de 4 177,23 milliards de FCFA et l'UEMOA 2 040,69 milliards de FCFA en 2023. Les soldes commerciaux issus des échanges de la Côte d'Ivoire avec ces trois zones économiques sont excédentaires sur la période 2016-2023..

Tableau 2.55 : Echanges commerciaux par grandes zones économiques (millions de FCFA)

Zones		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
UE	Export	2 587 052	3 006 583	2 374 797	2 915 432	2 569 378	2 844 469	3 055 826	3 204 718
	Import	1 519 341	2 085 724	1 802 509	1 694 838	1 851 940	2 127 521	2 616 249	2 360 684
	Solde	1 067 712	920 860	572 288	1 220 595	717 439	716 948	439 577	844 034
UEMOA	Export	777 474	835 200	872 800	998 545	963 185	1 111 319	1 841 519	1 817 576
	Import	106 596	121 223	100 349	148 582	228 919	168 038	418 166	223 106
	Solde	670 878	713 976	772 451	849 963	734 269	943 280	1 423 353	1 594 469
CEDEAO	Export	1 259 180	1 307 795	1 234 706	1 276 734	1 222 463	1 423 998	2 480 160	2 202 080
	Import	699 099	693 191	912 060	1 051 025	1 125 929	1 002 137	1 901 702	1 975 157
	Solde	560 081	614 604	322 646	225 709	96 533	421 861	578 459	226 922
CEMAC	Export	62 332	52 849	69 780	60 177	51 731	54 203	108 702	126 662
	Import	19 409	10 101	11 437	3 533	4 266	2 223	6 559	6 749
	Solde	42 923	42 748	58 343	56 643	47 465	51 980	102 143	119 912
UMA	Export	74 908	54 482	56 297	65 660	46 340	66 695	85 634	74 167
	Import	188 023	203 567	247 883	268 189	258 182	327 515	390 259	432 612
	Solde	-113 115	-149 085	-191 585	-202 528	-211 841	-260 820	-304 625	- 358 445
UEBL	Export	244	138	306	14	51	11	26	368 551
	Import	5 625	3 386	3 352	4 336	4 422	4 258	2 349	397 701
	Solde	-5 381	-3 248	-3 046	-4 322	-4 377	-4 246	-7 064	- 29 150
ENSEMBLE	Export	4 761 191	5 257 047	4 608 688	5 316 562	4 853 148	5 500 696	10 109 454	7 793 753
	Import	2 538 093	3 117 191	3 077 590	3 170 503	3 473 661	3 631 693	9 124 777	5 396 010
	Solde	2 223 098	2 139 855	1 531 097	2 146 060	1 379 488	1 869 003	2 231 843	2 397 743
Taux de couverture (%)		**187,59**	**168,65**	**149,75**	**167,69**	**139,71**	**151,46**	**141,78**	**144,44**

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023

Tableau 2.56 : Echanges commerciaux par grandes zones économiques (tonnes)

Zones		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
UE	Export	3 113 562	3 452 847	3 199 068	4 516 704	3 820 154	3 994 641	3 740 199	3 459 512
	Import	3 321 937	4 581 199	3 591 776	3 084 890	3 637 165	3 392 387	3 160 497	3 002 789
UEMOA	Export	1 809 307	1 716 821	1 857 354	2 433 001	2 565 492	602 254	579 701	3 283 825
	Import	392 601	446 956	391 337	643 576	932 409	2 682 923	2 776 484	823 772
CEDEAO	Export	2 466 248	2 288 006	2 342 947	2 917 524	3 042 935	798 040	1 051 195	3 836 946
	Import	3 050 605	2 567 722	2 923 396	3 431 011	4 392 953	1 884 883	1 725 289	4 955 009
CEMAC	Export	112 022	66 383	119 856	92 243	77 388	3 158 975	3 523 357	171 581
	Import	77 004	28 306	26 807	9 700	15 389	3 464 497	4 316 127	12 766
UMA	Export	99 025	105 971	79 138	102 272	101 894	-305 522	-792 769	109 069
	Import	657 123	652 954	1 532 358	1 558 382	1 202 533	79 663	127 606	2 169 320
UEBL	Export	184	201	254	8	176	26	2 326	317 100
	Import	1 956	502	479	1537	3 130	2 349	9 390	603 940
ENSEMBLE	Export	7 600 348	7 630 228	7 598 617	10 061 752	9 608 049	10 109 454	7 574 166	11 178 033
	Import	7 501 225	8 287 639	8 466 154	8 729 096	10 183 580	9 124 777	5 342 324	11 567 596

Source : MCI - MBPE/DGD, 2023



PARTIE III :
AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



CHAPITRE 1

AGRICULTURE VÉGÉTALE

Le secteur agricole est l'un des piliers importants de l'économie ivoirienne. Il représente une part importante de la création de richesse (PIB) et des recettes d'exportations et contribue pour environ les deux tiers (2/3) des emplois et des revenus de la population.

La dynamique insufflée à ce secteur depuis les indépendances a permis à la Côte d'Ivoire d'avoir un secteur agricole performant et d'occuper une position de leader dans plusieurs domaines de production agricole :

- cacao : 1er producteur et 1er exportateur mondial
- noix de cajou : 1er producteur et exportateur mondial
- noix de cola : 1er producteur mondial
- bananes dessert : 1er producteur africain
- caoutchouc sec : 1er producteur africain
- mangue : 1er exportateur africain

Ces performances résultent d'une longue tradition d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et programmes agricoles pertinents dont le dernier en date est le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). A travers la première génération du PNIA (2012-2016), le Gouvernement a entrepris les actions suivantes :

- restaurer les facteurs de production ;
- renouer et attirer les investissements dans le secteur agricole ;
- faire des reformes de la gouvernance des filières.

Le **PNIA II** (2017-2025) d'un coût global de 11 905 milliards de FCFA consolide les acquis avec trois nouveaux objectifs stratégiques : la résilience climatique, la transformation structurelle et la croissance inclusive.

L'atteinte de ces objectifs repose sur la mise en œuvre de cinq principes clés: (i) le renforcement des structures de gouvernance relatives à la planification, à la programmation, et au suivi-évaluation des politiques et investissements du secteur, (ii) une plus grande intégration des besoins des entreprises, pour favoriser la participation privée et le développement de l'entrepreneuriat dans le secteur, (iii) une meilleure intégration verticale permettant une plus grande synergie entre les activités de recherche, de production, et de transformation, (iv) une meilleure intégration horizontale permettant davantage de coordination entre les secteurs agricole et connexes – domaine environnemental et social en particulier et (v) une meilleure intégration territoriale, pour une plus grande prise en compte des spécificités de chaque région de Côte d'ivoire.

En réponse au besoin de meilleure intégration territoriale, les Agro-Pôles (pôles agro-industriels) constituent un dispositif (parmi d'autres) pour mettre en œuvre les programmes du PNIA II.

L'agriculture ivoirienne est structurée principalement autour des cultures vivrières et des cultures de rentes.

1.1. CULTURES VIVRIÈRES

Les cultures vivrières peuvent être classées en trois catégories : les principales cultures vivrières, les cultures maraîchères et les cultures fruitières

1.1.1. PRINCIPES CULTURES VIVRIÈRES

En Côte d'Ivoire, les principales cultures vivrières sont : le riz, le maïs, l'igname, le manioc et la banane plantain (cf. Tableau 3.1).

Tableau 3.1 : Production des principales cultures vivrières

		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Riz (paddy)	Production (Tonne)	2 152 935	2 054 535	2 118 610	2 006 845	1 883 956	1 481 182	1 659 007	1 703 514	2 011 532
	Superficie cultivée (Ha)	918 494	875 353	861 897	805 644	ND	635 301	673 193	664 880	723 509
Maïs	Production (Tonne)	1 025 743	967 196	1 025 228	1 054 960	1 102 433	1 175 715	1 139 557	1 199 340	1 416 232
	Superficie cultivée (Ha)	511 047	344 126	438 100	450 805	ND	ND	ND	ND	ND
Igname	Production (Tonne)	6 649 927	6 894 514	7 148 096	7 391 131	7 450 467	7 654 617	7 589 804	7 786 121	7 471 685
	Superficie cultivée (Ha)	1 386 063	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Manioc	Production (Tonne)	5 087 164	4 547 924	5 366 549	5 608 044	5 877 230	6 443 565	6 302 334	6 804 130	8 248 246
	Superficie cultivée (Ha)	597 119	464 074	547 607	572 250	ND	ND	ND	ND	ND
Banane plantain	Production (Tonne)	1 739 107	1 809 269	1 882 262	1 955 670	2 029 986	2 082 812	2 030 593	2 109 288	2 311 655
	Superficie cultivée (Ha)	696 509	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : MEMINADERPV, 2023

Les principales cultures vivrières comme le riz, la banane plantain, l'igname, le manioc et le maïs ont vu leurs productions augmenter entre 2019 et 2023. Elles affichent respectivement des taux d'accroissement de 7%, 14%, 0,3% et 40%.

Outre ces principales cultures vivrières, la Côte d'Ivoire produit également d'autres spéculations, notamment le mil, le sorgho, l'arachide, la patate douce, le taro dont les productions suivent la tendance haussière observée pour les principales cultures vivrières (cf. Tableau3.2).

Tableau 3.2 : Autres cultures vivrières

		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mil	Production (tonne)	55 207	58 303	61 573	63 847	66 248	69 465	67 441	70 124	62 092
	Superficie cultivée (ha)	103 736	66 890	70 641	73 250	ND	ND	ND	ND	ND
Sorgho	Production (tonne)	55 071	59 069	63 357	65 661	68 132	72 186	70 155	73 345	65 356
	Superficie cultivée (ha)	116 123	79 559	85 334	88 437	ND	ND	ND	ND	ND
Arachide	Production (tonne)	178 769	190 079	202 103	209 516	217 600	227 571	233 890	243 390	277 072
	Superficie cultivée (ha)	132 000	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Patate douce	Production (tonne)	50 866	52 437	54 057	55 571	57 238	57 983	57 048	58 701	61 520
	Superficie cultivée (ha)	40 074	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Taro	Production (tonne)	78 360	80 710	83 072	85 298	87 857	89 163	87 738	90 363	89 384
	Superficie cultivée (ha)	97 670	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : MEMINADERPV, 2023

1.1.2. PRINCIPALES CULTURES MARAÎCHÈRES

Les principales cultures maraîchères produites en Côte d'Ivoire sont : l'aubergine, la tomate et le gombo (cf. Tableau.3.3).

Tableau 3.3 : Production des cultures maraîchères (tonne)

		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Aubergine	Production (tonne)	96 297	99 022	101 824	102 995	106 085	109 052	107 512	88 056	118 305
Tomate	Production (tonne)	36 824	38 154	39 532	44 078	45 400	47 283	46 628	48 059	53 546
Gombo	Production (tonne)	147 331	152 522	157 897	176 055	181 337	188 736	186 112	76 705	164 754

Source : MEMINADERPV, 2023

Sur la période 2018-2021, les principales cultures maraîchères connaissent une augmentation régulière de leur production. Ainsi, les productions de tomate, de gombo, et d'aubergine ont connu des hausses respectives de 6%, 6%, et 4%.

Cependant en 2022, les productions de gombo et d'aubergine ont fortement baissé respectivement de 18% et de 59% en raison de l'apparition de jassides (*Amrasca biguttula*) qui sont des insectes piqueurs suceurs du cotonnier en Afrique.

Entre 2022 et 2023, les productions de gombo et d'aubergine retrouvent leur niveau initial après la crise des « jassides », survenue en 2022, qui avait fortement détérioré les pieds de gombo et d'aubergine pour atteindre respectivement 115% et 34% d'augmentation. Quant à la production de tomate elle est en hausse de 11%.

1.1.3. PRINCIPALES CULTURES FRUITIÈRES

La mangue, la banane dessert et l'ananas constituent les principales cultures fruitières de la Côte d'Ivoire (cf. Tableau3.4).

Tableau 3.4 : Production et exportation des cultures fruitières

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mangue	Production (tonnes)	100 000	120 000	120 000	120 000	120 000	180 000	180 000	-
	Exportation (tonnes)	37 360	40 477	40 301	31 744	26 244	47 321	55 018	49 544
	Exportation (millions de FCFA)	12 271	13 817	14 709	14 009	12 510	16 763	18 673	17 053
Banane dessert (poyo)	Production (tonnes)	345 726	385 000	396 000	527 000	480 000	673 196	651 455	-
	Exportation (tonnes)	384 277	366 290	377 148	500 784	456 963	482 870	439 383	454 616
	Exportation (millions de FCFA)	83 390	88 057	96 819	98 794	92 280	111 248	106 451	123 097
Ananas	Production (tonnes)	38 889	40 000	45 000	40 000	40 000	54 000	54 000	-
	Exportation (tonnes)	25 429	26 140	26 458	27 000	23 500	30 917	32 403	23 051
	Exportation (millions de FCFA)	5 458	7 154	6 698	6 862	6 096	8 523	8 931	6 312

Source : OCAB, OBAMCI, DGD, 2023

Entre 2019 et 2023, la production de mangue a enregistré une hausse de 50%. Celle de l'ananas a augmenté de 25%. Quant à la banane dessert, sa production est également en hausse de 25%, grâce notamment à l'implantation de nouvelles sociétés en 2021.

Les principaux pays clients de la mangue, de la banane dessert et de l'ananas produits en Côte d'Ivoire sont présentés dans les Tableaux 3.5, 3.6, 3.7, 3.8, 3.9 et 3.10.

Tableau 3.5 : Exportations de mangue vers les principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Belgique	4 178	5 942	5 053	4 692	5 628	5 221	5 876	7 275
France	3 111	3 006	3 069	3 977	1 512	2 736	2 243	1 724
Pays-bas	2 454	1 315	2 599	2 483	1 860	3 097	2 863	2 212
Royaume-Uni	1 124	1 596	1 193	1 205	875	1 536	1 549	1 208
Ghana	311	651	681	664	959	1 217	1 422	1 206
Allemagne	202	254	211	79	85	823	2 047	836
Espagne	609	604	373	261	456	352	446	502
Suisse	53	0	331	92	27	657	755	486
Maroc	33	155	212	131	45	265	488	279
autres pays	196	294	987	424	1 063	858	983	1 325
Total	**12 271**	**13 817**	**14 709**	**14 009**	**12 510**	**16 763**	**18 673**	**17 053**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.6 : Exportations de mangue vers les principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Belgique	12 211	15 710	13 993	13 046	13 674	12 842	13 266	17 487
France	9 975	9 220	7 121	8 791	2 931	6 885	5 950	4 514
Pays-bas	7 173	3 745	5 631	5 962	4 088	7 593	7 654	6 233
Royaume-Uni	2 890	4 621	3 350	3 270	2 216	1 963	2 802	2 707
Ghana	2 766	4 198	4 288	5 000	5 273	8 993	9 602	8 340
Allemagne	301	651	270	179	196	639	1 105	714
Espagne	1 456	1 250	781	733	1 128	1 485	1 492	1 248
Suisse	182	2	520	149	26	841	532	137
Maroc	88	353	616	379	45	655	1 443	956
Autres pays	318	726	3 731	2 724	5 548	5 425	11 172	7 207
Total	**37 360**	**40 477**	**40 301**	**40 233**	**35 124**	**47 321**	**55 018**	**49 544**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.7 : Exportations de banane vers les principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	32 499	39 566	42 793	57 654	49 851	64 736	58 924	71 543
Belgique	25 473	19 081	19 418	14 609	17 131	16 337	13 324	16 445
Senegal	3 739	6 203	9 649	11 958	10 372	11 072	10 969	9 803
Royaume-Uni	9 822	14 814	10 282	5 183	3 129	5 387	8 953	9 907
Italie	1 708	1 192	1 865	2 012	5 183	6 188	7 024	6 515
Mali	1 317	1 477	2 385	2 750	3 394	4 279	3 879	4 209
Mauritanie	1 830	1 964	2 443	2 813	1 752	1 521	1 259	1 237
Espagne	3 692	2 171	1 685	966	902	847	691	2 538
Gambie	-	-	5 369	22	-	-	-	-
Niger	543	314	514	497	338	524	970	441
Allemagne	2 350	752	0	-	4	0	-	0
Burkina Faso	210	270	280	312	220	306	402	362
Maroc	10	80	131	3	2	7	-	3
Autres pays	196	174	7	15	1	44	58	95
Total	**83 390**	**88 057**	**96 819**	**98 794**	**92 280**	**111 248**	**106 451**	**123 097**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.8 : Exportations de banane vers les principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	140 908	153 566	177 900	242 967	209 921	236 167	217 051	228 044
Belgique	105 296	81 704	83 430	65 459	76 492	55 633	45 036	54 370
Senegal	14 962	21 491	27 360	36 193	36 115	37 438	32 160	25 324
Royaume-Uni	45 402	66 752	44 858	23 422	14 157	19 902	33 222	30 370
Italie	7 762	8 255	8 496	9 146	22 816	23 877	28 019	23 920
Mali	23 586	26 133	34 031	46 515	72 774	79 735	60 859	66 062
Mauritanie	7 833	7 515	8 591	10 152	6 868	5 537	3 665	4 276
Espagne	16 804	9 866	7 653	4 412	4 125	3 802	3 143	11 531
Gambie	-	-	89	67	-	-	-	-
Niger	2 464	1 965	3 391	4 485	4 022	6 069	5 190	1 852
Allemagne	10 672	3 419	0	-	20	0	-	0
Burkina Faso	7 951	12 666	7 760	6 710	10 061	14 616	10 868	8 443
Maroc	47	320	602	17	7	35	-	23
Autres pays	591	643	23	73	2	59	170	400
Total	**384 277**	**394 296**	**404 184**	**449 618**	**457 379**	**482 870**	**439 383**	**454 616**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.9 : Exportations d'ananas de la Côte d'Ivoire selon les principaux pays partenaires, 2016–2023 (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	2 046	2 682	2 244	3 037	2 521	3 145	3 126	1 999
Belgique	1 857	2 357	2 103	1 873	1 567	2 339	2 732	1 552
Maroc	233	622	861	712	544	655	524	287
Pays-bas	523	764	661	533	451	587	438	282
Royaume-Uni	372	380	464	349	374	113	586	343
Italie	213	236	235	150	52	205	81	20
Senegal	5	-	-	-	162	363	433	589
Suisse	0	1	1	0	32	299	454	631
Ghana	37	-	-	74	277	268	136	122
Mali	101	62	104	87	80	113	126	205
Autre pays	70	51	27	47	34	436	295	283
Total	**5 458**	**7 154**	**6 698**	**6 862**	**6 096**	**8 523**	**8 931**	**6 312**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.10 : Exportations d'ananas vers les principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	9 698	12 721	10 671	14 434	11 320	13 233	13 352	8 919
Belgique	9 022	11 068	10 258	9 258	7 427	10 160	11 474	6 749
Maroc	850	1 992	2 956	2 336	1 874	2 141	1 759	945
Pays-bas	1 844	2 330	2 150	1 979	1 450	1 573	1 169	739
Royaume-Uni	1 861	1 897	2 319	1 746	1 868	175	1 059	1 141
Italie	1 063	1 173	1 169	711	259	812	407	101
Senegal	35	-	-	-	581	1 235	1 446	1 889
Suisse	2	4	4	0	6	56	78	107
Ghana	161	-	-	550	427	66	28	29
Mali	674	527	715	650	625	1 146	1 205	1 743
Autre pays	219	232	228	400	226	320	425	690
Total	**25 429**	**31 944**	**30 469**	**32 064**	**26 063**	**30 917**	**32 403**	**23 051**

Source : DGD, 2023

1.2. CULTURES INDUSTRIELLES ET D'EXPORTATION

Les principales cultures industrielles d'exportation sont le cacao, le café, l'hévéa, le palmier à huile, le coton et l'anacarde, la canne à sucre, la noix de cola et la noix de coco.

1.2.1. CACAO ET CAFÉ

Le binôme café-cacao représente un pilier essentiel de l'économie ivoirienne. Conscient de son rôle prépondérant dans l'économie, le Gouvernement de Côte d'Ivoire a entrepris une série de réformes, avec notamment la mise en place du Conseil du Café-Cacao (CCC) comme seule structure de régulation de la filière depuis 2013. Les différentes initiatives mises en œuvre par le CCC et les autres parties prenantes (producteurs, exportateurs et industriels du chocolat) ont permis d'accroître considérablement la production du cacao qui est passée de 1 448 992 tonnes en 2013 à 2 358 840 tonnes en 2022, soit une hausse de 63% sur cette période.

Aussi, le dispositif de contrôle et de suivi, couplé à la formation aux bonnes pratiques agricoles a permis d'améliorer la qualité de façon significative. Ainsi, le cacao d'origine Côte d'Ivoire est commercialisé avec une meilleure prime d'origine. Le taux de cacao dégradé 1et 2 est passé de 81% à 94% entre 2015 et 2018.

Cependant entre 2022 et 2023, la production de cacao a fortement chuté de 22,74 %, atteignant 1 822 441 tonnes, en grande partie en raison de conditions climatiques défavorables qui ont impacté les récoltes.

1.2.1.1. CACAO

La production brute de cacao a enregistré une hausse de 6% entre 2019 et 2022. Il en est de même pour la production de cacao commercialisée (cf. Tableau 3.11).

Tableau 3.11 : Production de cacao (tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production brute	1 826 073	1 634 326	2 033 525	2 112 495	2 235 650	2 164 258	2 228 422	2 358 840	1 822 441
Production de cacao commercialisé	1 825 594	1 634 424	2 033 525	2 112 495	2 235 650	2 164 258	2 228 422	2 358 840	1 822441

Source : MEMINADERPV, CCC, 2023

La Côte d'Ivoire est désormais le premier broyeur mondial de fèves de cacao. Toutefois le taux de transformation locale reste relativement faible et se situe entre 24% et 34% sur la période 2015-2023 (cf. Tableau 3.12).

Tableau 3.12 : Transformation du cacao

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de cacao transformée(Tonne)	527 865	491 495	576 994	ND	ND	ND	534 821	636 886	790 800
% transformation*	29	30	28	ND	ND	ND	24	27	43

Source : CCC, 2023

*% transformation = Production de cacao transformée / Production de cacao commercialisé (en pourcentage)

Les volumes de fèves de cacao exportés ont baissé de 17% de 2021 à 2023, passant de 1 609 684 tonnes à 1 339 307 tonnes (cf. Tableau 3.14). La valeur des fèves exportées a également reculé de 5 %, en raison de la baisse des prix sur le marché international (cf. Tableau 3.13).

Tableau 3.13 : Exportations de cacao (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cacao fèves	1 818 438	2 056 926	1 801 704	2 094 868	2 085 475	2 379 508	1 994 875	2 018 736
Cacao transformé	921 691	847 467	730 130	804 384	885 830	934 178	1 091 975	1 503 720
Total	**2 740 129**	**2 904 393**	**2 531 834**	**2 899 252**	**2 971 305**	**3 313 686**	**3 086 850**	**3 522 456**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.14 : Exportations de cacao (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Cacao fèves	1 055 636	1 510 119	1 525 594	1 621 749	1 486 051	1 609 684	1 473 363	1 339 307
Cacao transformé	408 715	464 960	458 068	482 737	487 010	506 978	582 868	648 168
Total	**1 464 351**	**1 975 079**	**1 983 662**	**2 104 486**	**1 973 061**	**2 116 662**	**2 056 231**	**1 987 475**

Source : DGD, 2023

Le prix moyen bord-champ est resté stable à 825 FCFA de 2019 à 2021 avec un niveau record de 1000 FCFA en 2020(cf. Tableau 3.15). En 2022 et 2023, les prix sont passés respectivement de 900 F CFA à 1000 F CFA.

Tableau 3.15 : Prix d'achat de cacao

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Prix moyen d'achat bord-champ du kilogramme de cacao (FCFA)	850	1 000	750	750	825	1000	825	900	1000
Revenu distribué aux producteurs de cacao (millions de FCFA)	ND	1 652 000	1 730 000	ND	1 762 550	1 995 670	1 899 410	ND	

Source : MEMINADERPV, CCC, 2023

L'Europe et les Etats-Unis représentent les principales destinations du cacao (fève et transformé) de la Côte d'Ivoire (cf. Tableaux 3.16, 3.17, 3.18 et 3.19).

Tableau 3.16 : Exportations de cacao fève vers les principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pays-bas	415 376	460 220	470 960	513 000	428 348	439 113	455 929	469 922
Etats-Unis	404 777	439 165	304 651	255 843	287 514	425 494	243 640	185 738
Belgique	301 952	257 897	146 243	232 583	287 835	368 953	298 357	235 419
Allemagne	172 848	185 985	165 567	175 447	192 437	168 673	173 289	184 341
Malaisie	78 069	131 275	132 775	201 301	192 448	259 464	225 400	211 708
Turquie	75 977	99 127	76 257	79 391	134 844	97 153	81 192	121 932
Royaume-Uni	81 316	69 265	64 775	73 767	81 231	89 854	60 506	91 560
Indonesie	19 916	77 101	92 857	84 026	71 210	121 311	66 250	70 724
Canada	17 041	52 813	53 151	71 931	85 567	80 642	95 416	88 831
Italie	83 158	66 504	62 465	62 519	61 769	46 634	61 237	51 988
France	52 062	70 382	55 966	68 279	60 531	69 607	46 836	47 995
Espagne	41 601	56 493	40 143	47 391	68 828	63 144	64 711	79 829
Autres pays	74 347	90 699	135 896	229 392	132 913	149 466	122 113	178 749
Total	**1 818 438**	**2 056 926**	**1 801 704**	**2 094 868**	**2 085 475**	**2 379 508**	**1 994 875**	**2 018 736**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.17 : Exportations de cacao fève vers les principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pays-bas	238 783	344 766	395 664	395 200	299 512	330 393	335 482	309 448
Etats-Unis	239 001	307 448	259 325	195 900	205 797	260 906	180 113	121 999
Belgique	172 626	185 703	119 695	178 887	200 807	161 309	220 738	155 633
Allemagne	95 680	133 999	135 869	132 471	134 227	118 707	125 955	120 823
Malaisie	47 741	105 624	115 368	157 033	140 271	200 722	165 721	142 417
Turquie	47 134	74 405	67 348	63 764	99 037	70 289	59 885	81 131
Royaume-Uni	45 921	45 871	53 704	56 586	56 206	63 654	44 123	59 185
Indonesie	11 662	63 718	79 908	67 543	53 715	100 379	50 225	50 475
Canada	8 920	40 294	48 625	55 406	61 237	59 585	70 120	60 062
Italie	47 386	43 819	49 801	48 899	43 844	33 233	46 378	35 513
France	30 600	51 719	46 460	51 328	40 913	47 023	33 744	29 631
Espagne	24 734	40 144	34 886	36 912	50 124	47 162	48 300	52 583
Autres pays	45 447	72 608	118 941	181 820	100 362	116 322	92 578	120 405
Total	**1 055 636**	**1 510 119**	**1 525 594**	**1 621 749**	**1 486 051**	**1 609 684**	**1 473 363**	**1 339 307**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.18 : Exportations de cacao transformé vers les principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pays-bas	200 690	264 137	218 582	228 165	246 431	249 487	291 594	417 044
France	199 460	207 900	151 361	174 948	186 140	177 628	183 440	232 417
Etats-Unis	108 664	107 422	62 503	93 036	135 416	143 246	174 381	177 798
Espagne	49 828	54 091	33 588	32 691	31 526	47 910	56 652	86 174
Allemagne	99 053	78 999	60 569	58 775	61 352	69 818	83 332	131 460
Royaume-Uni	65 300	79 294	63 018	70 998	75 416	54 181	62 074	67 596
Mexique	37 316	35 820	27 332	21 518	26 780	38 640	56 891	58 709
Pologne	29 853	34 545	33 251	36 739	41 052	37 893	42 790	44 441
Estonie	34 790	32 875	20 313	27 247	20 078	31 620	38 371	47 126
Belgique	23 978	23 017	5 722	4 661	2 515	8 628	12 385	18 622
Canada	16 953	16 955	14 852	14 212	12 180	6 018	9 253	14 315
Indonesie	678	3 209	1 722	5 065	845	3 416	2 099	78 274
Autres pays	55 129	51 885	37 318	36 329	46 099	65 692	78 713	129 742
Total	**921 692**	**990 149**	**730 131**	**804 384**	**885 830**	**934 177**	**1 091 975**	**1 503 718**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.19 : Exportations de cacao transformé vers les principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pays-bas	77 933	145 457	127 523	134 227	134 982	133 133	146 480	166 638
France	88 503	109 049	88 883	97 003	95 893	86 604	93 036	105 338
Etats-Unis	49 639	58 613	43 797	65 430	78 924	83 248	101 131	90 717
Espagne	37 751	65 470	47 886	45 481	39 738	48 657	48 361	57 497
Allemagne	40 284	35 739	28 081	22 529	23 895	28 399	37 191	52 990
Royaume-Uni	18 202	26 274	27 739	29 353	28 124	19 243	24 548	26 913
Mexique	17 435	19 879	18 239	13 724	14 979	21 750	31 655	29 244
Pologne	14 135	19 478	21 765	21 859	22 553	19 751	22 805	20 684
Estonie	14 265	18 593	12 890	16 108	10 931	17 100	21 389	24 224
Belgique	15 573	13 705	3 215	2 440	1 304	3 302	4 326	6 942
Canada	9 390	10 820	9 839	8 448	6 436	3 105	4 932	6 508
Indonesie	300	2 220	1 900	3 820	696	2 464	1 891	1 065
Autres pays	25 304	28 608	26 311	22 314	28 555	40 222	45 122	59 410
Total	**408 715**	**553 906**	**458 068**	**482 737**	**487 010**	**506 978**	**582 868**	**648 168**

Source : DGD, 2023

1.2.1.2. CAFÉ

La production de café enregistre un repli de 36% entre 2019 et 2021 en raison (i) d'une mauvaise répartition des pluies au moment de la floraison des caféiers, (ii) de l'insuffisance de la fourniture des semences améliorées à cause des difficultés financières et (iii) du vieillissement du verger.

En 2022, la production a rebondi pour atteindre 95 519 tonnes, un niveau proche de celui de 2019 (cf. Tableau 3.20).

En 2023, le secteur du café en Côte d'Ivoire a subi des perturbations majeures, avec une production chutant de 50,87% par rapport à 2022. Cette baisse significative serait largement attribuée à des conditions climatiques défavorables, qui ont impacté la santé des cultures et la récolte. Il est important de noter que la production de café est cyclique, avec des fluctuations naturelles où une hausse de production peut être suivie d'une baisse liée à un repos végétatif.

Tableau 3.20 : Production et transformation du café

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de café commercialisé (tonnes)	126 658	105 601	33 590	123 949	95 204	82 356	61 312	95 519	46 932
Production de café transformé (tonnes)	19 199	12 087	9 768	ND	15 389	16 250	19 256	ND	15 795
Transformation (%)	15	11	29	ND	16	20	31	10	34

Source : CCC, 2023, MEMINADERPV 2023
*% transformation = Production de café transformée / Production de café commercialisé (en pourcentage)

Le volume des exportations de café vert enregistre une tendance à la baisse de 2019 à 2023. On est passé de 108 579 tonnes en 2019 à 34 105 tonnes en 2023, soit une baisse moyenne de 21%. Relativement au café transformé, on est passé d'un volume de 5 499 tonnes en 2019 à 6 399 tonnes en 2023, soit une croissance moyenne de 1,94%. (cf. Tableaux 3.21 et Tableau 3.22).

Tableau 3.21 : Exportations de café (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Café vert	67 343	41 546	76 601	95 088	51 739	20 405	59 220	37 627
Café transformé (soluble)	33 765	34 828	38 462	38 135	38 675	44 436	49 119	43 612

Source : DGD, 2023

Tableau 3.22 : Exportations de café (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Café vert	73 409	39 962	76 796	108 579	66 290	26 343	54 528	34 105
Café transformé (soluble)	4 594	4 539	5 499	5 812	6 350	7 208	7 432	6 399

Source : DGD, 2023

Le prix bord champ est resté stable à700 FCFA/kg entre 2019 et 2021, à l'exception de 2020 où il s'est établi à 550 FCFA/kg (cf. Tableau 3.23). En 2022, il est passé à 750 F CFA pour atteindre 900 F CFA en 2023.

Tableau 3.23 : Prix d'achat de café

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Prix moyen d'achat bord-champ du kilo-gramme de café (FCFA)	350	440	750	700	700	550	700	750	900
Revenu distribué aux producteurs de café (milliards de FCFA)	ND	70,752	25,192		66,60	57,60	36,40	66,979	36,845

Source : MEMINADER, CCC, 2023

Les principaux pays clients du café vert et du café soluble de la Côte d'Ivoire sont représentés dans les Tableaux 3.24, 3.25, 3.26 et 3.27.

Tableau 3.24 : Exportations de café vert à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	44 817	27 348	36 264	40 599	30 755	16 885	38 468	25 584
Espagne	6 411	8 702	15 772	8 833	8 347	592	8 092	7 015
Belgique	1 485	188	11 647	11 400	423	108	6 178	305
Italie	3 635	750	2 785	2 142	812	273	1 766	1 092
Inde	77	898	416	6 945	5 153	717	210	-
France	3 713	703	1 059	2 528	1 488	146	1 356	1 050
Portugal	1 194	1 103	2 328	1 897	496	266	963	210
Corée, République de (Corée du Sud)	4 359	4	0	0	0	0	0	-
Sénégal	86	19	2 994	2 377	1 066	1 201	0	-
Tunisie	0	0	0	3 102	715	0	692	1 499
Pays-Bas	0	0	0	5 008	0	0	0	-
Autres pays	1 564	1 832	3 290	10 257	2 484	217	1 494	872
Total	**67 341**	**41 546**	**76 555**	**95 088**	**51 739**	**20 405**	**59 220**	**37 627**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.25 : Exportations de café vert à destination des principaux pays clients(tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	48 237	24 996	36 198	44 363	38 109	21 373	34 749	22 020
Espagne	7 298	8 947	16 155	10 583	10 929	1 053	7 988	7 135
Belgique	1 741	308	10 941	13 481	557	184	5 257	268
Italie	3 871	750	2 649	2 297	972	328	1 484	1 033
Inde	91	1 086	775	8 431	7 151	1 145	289	-
France	4 211	814	987	3 091	1 983	192	1 394	923
Portugal	1 327	1 087	2 031	2 119	577	323	1 032	216
Corée, République de (Corée du Sud)	4 367	3	-	-	-	-	-	-
Sénégal	180	19	3 020	2 645	1 526	1 447	-	-
Tunisie	-	-	-	3 535	805	-	647	1 613
Pays-Bas	-	-	-	5 737	1	-	-	-
Autres pays	2 086	1 952	4 040	12 295	3 680	299	1 687	898
Total	**73 409**	**39 962**	**76 796**	**108 579**	**66 290**	**26 343**	**54 528**	**34 105**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.26 : Exportations de café soluble à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	8 505	9 430	11 381	11 915	10 565	11 968	11 639	13 040
Senegal	4 705	5 843	7 384	8 042	11 238	12 987	14 474	11 402
Nigeria	6 019	3 402	6 059	6 223	5 668	6 315	7 285	4 765
Mali	4 436	2 803	2 906	1 379	2 381	2 365	3 930	4 707
Niger	747	896	1 376	1 345	1 459	1 648	1 924	976
Gambie	2 012	2 482	1 293	1 190	855	1 272	851	1 649
Ghana	1 832	1 166	1 257	828	693	707	1 139	1 012
Cameroun	631	853	1 438	1 921	1 449	1 391	1 816	907
Mauritanie	1 116	1 847	1 849	1 982	649	1 093	1 433	924
Grece	777	2 857	184	-	51	-	-	-
Guinee	584	587	1 052	782	1 199	1 737	691	200
Benin	263	337	279	408	438	573	910	636
Gabon	294	634	693	487	458	467	871	900
Guinee-Bissau	559	452	538	425	439	782	396	360
Togo	175	548	209	542	534	349	734	1 095
Congo, Republique Democratique	420	263	186	161	-	246	309	430
Sierra Leone	109	177	166	127	86	178	75	121
Liberia	177	172	149	117	72	95	134	69
Guinee Equatoriale	75	-	-	75	138	84	118	98
Autres pays	330	79	61	188	303	178	387	321
Total	**33 765**	**34 828**	**38 462**	**38 135**	**38 675**	**44 436**	**49 119**	**43 612**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.27 : Principaux pays clients de café soluble (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	1 361	1 394	1 813	1 934	1 957	2 250	2 120	2 544
Senegal	701	773	976	1 146	1 715	2 040	2 288	1 665
Nigeria	774	393	706	782	823	927	1 033	656
Mali	336	209	325	178	356	370	295	324
Niger	124	152	256	237	283	337	359	186
Gambie	175	215	159	172	129	109	73	124
Ghana	362	200	203	129	118	134	188	148
Cameroun	108	161	284	431	359	345	464	197
Mauritanie	105	195	312	376	107	113	99	59
Grece	171	504	40	-	13	-	-	-
Guinee	85	75	102	76	118	176	56	26
Benin	24	31	37	58	71	91	89	65
Gabon	47	86	93	74	72	81	127	134
Guinee-Bissau	46	37	60	57	56	67	28	27
Togo	20	45	31	73	85	55	68	110
Congo, Republique Democratique	52	30	23	19	-	34	43	55
Sierra Leone	9	15	19	17	12	27	11	16
Liberia	16	14	17	16	11	14	19	9
Guinee Equatoriale	9	-	-	10	20	14	18	13
Autres pays	70	10	42	27	46	26	55	41
Total	**4 594**	**4 539**	**5 499**	**5 812**	**6 350**	**7 208**	**7 432**	**6 399**

Source : DGD, 2023

1.2.2. HÉVÉA

La production de caoutchouc a atteint 1 624 824 tonnes en 2023, son plus haut niveau, grâce aux actions de promotion du Fonds de Développement Hévéa (FDH), et à une bonne pluviométrie. Comparée à son niveau de 2019, cette production représente une augmentation de 108% (cf. Tableau 3.28).

Tableau 3.28 : Production de caoutchouc en poids sec

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Superficie (ha)	534 000	ND	ND	ND	701 481	703 696	722 502	ND	ND
Production (tonnes)	350 309	453 040	606 420	624 136	780 051	949 276	1 100 386	1 320 145	1 624 824

Source : MEMINADER, 2023

La production était transformée à 100% en produits semi-finis jusqu'en 2015. Depuis cette date, des opérateurs se sont installés comme acheteurs et exportateurs de caoutchouc fond de tasse (humide). Ces exportations de matières premières ont fait chuter le taux de transformation à 80%. Depuis 2016, les quantités de caoutchouc exportées sont supérieures à la production à cause des stocks constitués les années précédentes. Les volumes d'exportation d'hévéa ont enregistré une progression globale de 63% entre 2019 et 2022 (cf. Tableau 3.29).

Tableau 3.29 : Exportations de caoutchouc

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Valeur (en millions de FCFA)	326 551	488 810	418 347	531 005	597 241	853 209	1 159 120	1 244 065
Quantité (en tonne)	502 997	661 607	686 932	876 180	1 096 685	1 217 643	1 431 179	1 870 757

Source : DGD, 2023

Le portefeuille client reste globalement constant sur la même période. En 2022, il est essentiellement constitué de la Malaisie, de la Chine, des Etats-Unis, de l'inde et de l'Allemagne (cf. Tableau 3.30 et Tableau 3.31).

Tableau 3.30 : Exportations de caoutchouc à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Malaisie	68 107	120 171	92 570	158 319	167 962	166 944	209 592	308 679
Chine	18 616	17 873	29 145	79 599	121 924	159 851	246 442	357 326
Etats-Unis	37 124	43 826	43 368	41 189	44 557	84 847	98 364	71 502
Allemagne	38 697	53 061	34 187	34 707	37 253	58 000	70 861	43 878
Inde	11 981	17 367	25 590	19 626	30 349	58 712	128 602	63 853
Espagne	27 306	42 850	32 036	33 358	27 529	40 981	47 946	33 867
Belgique	20 342	32 720	31 705	30 852	28 686	45 859	55 924	32 514
Pologne	16 768	28 624	23 923	26 145	23 789	34 468	45 562	29 035
Turquie	4 503	5 066	6 664	11 079	14 025	37 104	39 625	33 847
Bresil	12 297	16 313	12 684	14 479	7 932	15 928	24 970	22 393
France	13 700	21 608	15 764	16 070	11 328	13 090	12 845	7 975
Italie	8 353	13 272	8 515	11 326	12 131	19 702	24 373	17 391
Autres pays	48 757	76 060	62 197	54 257	69 778	117 724	154 014	221 804
Total	**326 551**	**488 810**	**418 347**	**531 005**	**597 241**	**853 209**	**1 159 120**	**1 244 065**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.31 : Exportations de caoutchouc à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Malaisie	142 062	270 637	230 729	369 554	446 625	357 379	392 283	636 859
Chine	27 275	18 288	42 113	111 647	198 090	209 589	288 883	489 727
Etats-Unis	51 303	46 890	58 661	54 941	61 352	97 980	103 000	90 488
Allemagne	54 190	56 900	46 963	46 255	52 043	69 487	76 265	55 771
Inde	17 257	18 708	35 684	27 896	44 111	72 477	119 369	87 324
Espagne	38 238	45 970	43 717	45 350	37 759	48 477	51 272	42 187
Belgique	27 619	34 252	42 719	39 917	40 345	54 014	59 926	41 389
Pologne	23 509	27 707	32 828	34 756	33 614	41 139	49 112	36 852
Turquie	6 129	5 604	9 827	15 301	20 031	45 362	44 798	47 045
Bresil	17 116	17 721	17 297	19 051	11 076	19 016	26 755	27 793
France	18 472	22 788	20 112	20 875	14 712	15 233	13 096	9 374
Italie	11 577	14 077	11 491	14 893	16 672	23 183	25 604	21 486
Autres pays	68 250	82 065	94 790	75 744	120 253	164 306	180 818	284 463
Total	**502 997**	**661 607**	**686 932**	**876 180**	**1 096 685**	**1 217 643**	**1 431 179**	**1 870 757**

Source : DGD, 2023

1.2.3. PALMIER À HUILE

La production nationale des régimes de palme est entièrement transformée surplace en huile brute par 44 unités de première transformation. Une deuxième transformation est faite au niveau local par des industriels notamment, SANIA, ADAM AFRIQUE (UOC), COSAV. Les produits dérivés de cette deuxième transformation sont vendus à 75% sur le marché national et 25% sur le marché sous régional (zone UEMOA).

Afin d'assurer la pérennité de la culture du palmier à huile, des mesures sont mises en œuvre pour l'amélioration de la compétitivité du secteur. Il s'agit de :

- la mise à disposition des plants améliorés aux producteurs sur la base d'un mécanisme de subvention ;

- la mise en place du mécanisme de financement des engrais en faveur des producteurs de régimes de palme ;
- du financement des infrastructures sociales de base (écoles, forages, centres de santé etc.).

Ces initiatives ont permis d'accroitre la production de régime de 14% entre 2019 et 2023, passant de 2 486 704 tonnes à 2 828 862 tonnes. Dans la même veine, la production de l'huile de palme a augmenté de10% entre 2019 et 2021 et a chuté de 10% en 2022 (cf. Tableau 3.32). Entre 2022 et 2023, la production de l'huile de palme a augmenté de 3,9%.

Tableau 3.32 : Production de régime et d'huile de palme (tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de régime	1 961 574	2 018 679	1 997 261	2 130 842	2 486 704	2 346 698	2 762 606	2 762 750	2 828 862
Production d'huile de palme brute	457 962	453 248	432 787	472 450	544 630	514 491	601 291	541 530	562 466

Source : CHPH, 2023

Le volume d'huile de palme exporté a augmenté d'environ 59% entre 2019 et 2022. Dans le même temps, la valeur de ces exportations s'est accrue de 167% grâce au renchérissement du prix de l'huile. On constate une chute du volume et de la valeur de l'huile de palme de 2022 à 2023 passant respectivement de 448 569 tonnes à 277 719 tonnes, soit une baisse de 38% et de 314 947 millions de FCFA à 180 197 millions de FCFA, soit une baisse de 43%. (cf. Tableau 3.33).

Tableau 3.33 : Exportation de l'huile de palme (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Valeur (en millions de FCFA)	103 941	93 612	104 816	118 095	122 851	195 916	314 947	180 197
Quantité (en tonne)	212 985	171 930	226 610	281 227	227 734	307 619	448 569	277 719

Source : DGD, 2023

Les principales destinations de l'huile de palme produit en Côte d'Ivoire sont les pays de la zone CEDEAO, principalement le Mali, le Burkina Faso, le Nigeria, le Ghana et le Niger (cf. Tableau 3.34 et Tableau 3.35).

Tableau 3.34 : Exportations d'huile de palme à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	35 653	29 027	32 205	34 450	50 488	43 946	45 044	48 489
Burkina Faso	32 088	24 067	21 959	22 920	32 232	26 078	49 986	31 458
Ghana	3 751	7 425	13 606	18 006	8 540	28 090	48 355	19 415
Nigeria	2 788	12 346	16 009	13 383	125	2 238	29 169	9 699
Niger	778	4 027	12 617	11 923	15 752	19 638	8 194	2 202
Senegal	11 873	7 087	957	4 815	2 735	8 137	8 965	140
Espagne	9 896	621	1 017	4 596	3 451	16 649	4 896	5 390
Kenya	-	-	-	-	-	118	34 194	11 993
Pays-bas	225	631	1 882	1 039	3 085	13 841	17 043	547
Inde	-	-	-	-	-	19 261	10 765	0
Cameroun	-	-	62	0	-	5 977	5 563	25 592
Maroc	-	1 190	0	0	1	3 561	18 448	3 469
Italie	1	1	722	2 485	2 174	1 072	6 452	1 330
Malaisie	-	-	-	-	-	-	13 258	0
Congo, Republique Democratique	4 372	5 724	-	-	-	-	-	-
Autres pays	2 517	1 466	3 778	4 478	4 267	7 308	14 614	20 472
Total	**103 941**	**93 612**	**104 816**	**118 095**	**122 851**	**195 916**	**314 947**	**180 197**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.35 : Exportations d'huile de palme à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	63 048	44 767	57 207	65 357	86 311	61 114	46 951	60 146
Burkina Faso	60 532	41 444	43 258	43 582	54 246	34 086	50 178	37 928
Ghana	7 704	14 666	33 337	47 124	13 499	46 805	132 501	29 705
Nigeria	7 202	27 985	43 813	45 442	471,25	7 055	36 427	16 307
Niger	2 553	8 634	26 288	27 621	30 621	30 614	14 233	3 857
Senegal	26 846	0	2 309	12 076	7 876	14 000	10 610	196
Espagne	26 926	1 231	3 543	16 577	9 630	27 174	6 229	10 484
Kenya	0		0	0	0	212,86	42 441	26 101
Pays-bas	483	1 328	5 331	2 874	8 114	25 358	22 216	1 134
Inde	0		0	0	0	30 001	11 868	0
Cameroun	0	0	89	0	0	10 958	6 314	45 283
Maroc	0		0	0	2,036	6 439	22 068	6 107
Italie	2	1	2 518	8 854	6 775	1 700	8 620	2 489
Malaisie	0		0	0	0	0	19 596	0
Congo, Republique Democratique	11 000		-	-	0	0	0	-
Autres pays	6 688	31 874	8 916	11 720	10 188	12 103	18 315	37 983
Total	**212 985**	**171 930**	**226 610**	**281 227**	**227 734**	**307 619**	**448 569**	**277 719**

Source : DGD, 2023

1.2.4. COTON ET ANACARDE

Le coton et l'anacarde sont deux (02) spéculations essentiellement exploitées dans le Nord et le Centre du pays, avec en plus pour l'anacarde, une importante présence à l'Est. Le coton est une culture annuelle exploitée en Côte d'Ivoire bien avant l'indépendance et qui, dès le départ a eu un schéma d'organisation très élaboré. En revanche, l'organisation de la filière anacarde est beaucoup plus récente du fait de l'intérêt économique plus tardif de l'anacardier, introduit initialement comme couvert végétal pour la reforestation du Nord.

1.2.4.1. COTON

La filière coton ivoirienne a enregistré en 2021 une production de 539 623 tonnes de coton graine. Cette production confirme la tendance haussière observée depuis 2019. En effet, sur la période 2019-2021, la production de coton graine s'est accrue de 10%. Cependant la campagne 2022-2023 a été marquée par l'apparition de jassides dans le bassin cotonnier, entraînant une chute drastique de la production de 56% (cf. Tableau 3.36).

Tableau 3.36 : Production de coton

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Nombre de producteurs	113 532	95 105	88 522	103 336	117 766	132 268	131 515	131 515	106 011
Superficie cultivée (ha)	402 014	343 414	327 334	392 165	408 526	444 870	475 634	410 683	392 696
Production de coton graine (tonnes)	310 177	328 090	412 646	468 983	490 442	559 483	539 623	236 628	347 922
Production de coton fibre (tonnes)	133 376	140 041	171 383	204 099	213 367	237 708	225 387	115 799	

Source : MEMINADERPV, 2023

Au titre de la campagne 2023-2024, la filière coton a enregistré une production de 347 922 tonnes de coton graine, sur une superficie de 392 692 hectares, pour un

rendement moyen de 886 kg/ha. Cette production connait une hausse de 47% par rapport à la campagne 2022-2023.

Cette hausse de la production et du rendement traduit la résilience de la filière coton et la reprise de la dynamique positive de la production, qui a été durement affectée par les jassides qui avaient décimé des parcelles entières et occasionné des abandons de superficies.

Les revenus bruts des producteurs s'élèvent à 105,397 milliards de F CFA, contre 72,804 milliards de F CFA en 2022-2023, soit une augmentation de 45% du fait de la reprise de la production.

En termes de perspectives, les leçons tirées des campagnes de mise en œuvre de la réforme de la filière permettent de poursuivre et de mieux orienter les actions pour consolider la croissance de la production.

En plus de la fibre de coton, la Côte d'Ivoire exporte du tourteau et de la graine de coton (cf. Tableau 3.37 et Tableau 3.38).

Tableau 3.37 : Exportation de coton (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Coton masse (fibre)	114 191	120 133	158 795	211 876	164 870	236 387	233 178	123 455
Tourteaux de coton	1 065	608	3 804	ND	ND	ND	ND	5 198
Graines de coton	4 122	9 264	10 767	13 792	14 815	14 804	75	0

Source : DGD, 2023

Tableau 3.38 : Exportation de coton (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Coton masse (fibre)	139 343	137 722	165 433	211 567	187 124	258 249	220 430	92 672
Tourteaux de coton	12 135	8 401	40 674	ND	ND	ND	ND	46 248
Graines de coton	72 584	108 200	117 420	260 683	164 930	130 196	700	0

Source : DGD, 2023

En termes de destination, le Bangladesh, le Vietnam et la Malaisie sont les trois (03) principaux clients du coton ivoirien (cf. Tableau 3.39 et Tableau 3.40).

Tableau 3.39 : Exportations de coton fibre à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bangladesh	13 809	27 779	48 115	70 401	52 101	46 509	79 851	40 330
Pakistan	6 387	24 644	7 712	13 803	42 414	104 970	91 416	68 311
Vietnam	15 634	15 307	28 548	23 868	18 812	30 609	13 210	7 413
Malaisie	34 189	15 654	25 386	10 679	12 722	8 297	-	564
Inde	9 937	10 281	3 748	45 759	4 253	1 092	17 156	1 305
Indonesie	14 155	8 797	15 745	10 285	8 948	13 444	5 801	929
Chine	1 980	3 044	12 135	20 515	11 459	10 454	-	174
Turquie	5 730	4 069	4 398	1 689	2 211	12 525	12 349	252
Thailande	5 182	2 803	2 758	1 759	2 155	983	4 744	0
Italie	2 776	3 335	3 211	1 176	623	594	1 714	0
Singapour	37	-	4 184	4 480	1 012	-	-	-
Portugal	1 840	489	1 030	292	920	1 897	2 078	393
Autres pays	2 535	3 931	1 825	7 168	7 240	5 012	4 858	3 784
Total	**114 191**	**120 133**	**158 795**	**211 876**	**164 870**	**236 387**	**233 178**	**123 455**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.40 : Exportations de coton fibre à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bangladesh	16 543	31 717	49 557	69 447	56 670	52 106	77 645	31 740
Pakistan	7 554	27 889	8 458	15 512	51 558	110 688	85 454	49 959
Vietnam	19 173	17 713	29 993	23 830	20 941	34 008	12 696	5 257
Malaisie	41 763	17 868	26 331	10 882	13 824	9 236	-	499
Inde	12 026	11 785	3 896	44 134	4 578	1 345	15 129	750
Indonesie	17 254	10 179	16 347	10 538	10 980	14 731	6 322	933
Chine	2 394	3 371	12 313	20 265	12 663	12 303	-	174
Turquie	7 461	4 624	4 628	1 852	2 707	13 760	11 877	241
Thailande	6 282	3 150	2 837	1 708	2 412	1 083	4 254	0
Italie	3 419	4 109	3 613	1 382	749	665	1 445	0
Singapour	47	-	4 477	4 299	993	-	-	-
Portugal	2 312	693	1 094	400	998	2 146	1 573	385
Autres pays	3 114	4 623	1 887	7 315	8 051	6 177	4 033	2 735
Total	**139 343**	**137 722**	**165 433**	**211 567**	**187 124**	**258 249**	**220 430**	**92 672**

Source : DGD, 2023

Le tourteau de coton produit en Côte d'Ivoire est essentiellement exporté vers les pays de la CEDEAO dont le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal (cf. Tableaux 3.41, 3.42, 3.43 et 3.44).

Tableau 3.41 : Exportations de tourteau de coton à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	627	257	1 470	807	1 308	1 986	1 776	62
Mali	332	220	1 946	233	596	2 172	2 773	1 567
Senegal	80	81	242	680	532	2 128	4 091	2 401
Mauritanie	19	29	125	4	92	506	2 982	997
Guinee	-	-	22	-	149	332	262	149
Autres pays	7	20	-	-	5	0	-	24
Total	**1 065**	**608**	**3 804**	**1 723**	**2 681**	**7 125**	**11 884**	**5 198**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.42 : Exportations de tourteau de coton à destination des principaux pays clients(tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	5 880	2 973	12 412	7 539	13 389	18 359	16 523	607
Mali	3 318	3 135	22 280	3 534	5 211	24 800	20 261	10 757
Senegal	2 372	1 185	3 948	7 863	8 608	25 990	45 602	23 848
Mauritanie	525	590	1 914	60	915	6 222	30 750	10 055
Guinee	-	-	120	-	836	1 680	1 075	780
Autres pays	40	517	-	-	49	1	-	200
Total	**12 135**	**8 401**	**40 674**	**18 997**	**29 008**	**77 051**	**114 211**	**46 248**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.43 : Exportations de graines de coton à destination des principaux pays clients(millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	3 829	9 118	10 046	11 469	12 774	13 827	75	0
Burkina Faso	43	83	457	2 020	1 573	760	0	0
Sénégal	45	57	260	282	464	215	0	0
Autres pays	205	6	4	22	5	2	0	0
Total	**4 122**	**9 264**	**10 767**	**13 792**	**14 815**	**14 804**	**75**	**0**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.44 : Exportations de graines de coton à destination des principaux pays clients(tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	68 989	105 759	108 617	128 638	142 292	121 644	700	0
Burkina Faso	679	1 606	5 499	128 672	17 409	6 667	0	0
Sénégal	1 301	795	3 262	3 147	5 185	1 885	0	0
Autres pays	1 615	41	41	226	44	1	0	0
Total	72 584	108 200	117 420	260 683	164 930	130 196	700	0

Source : DGD, 2023

1.2.4.2. ANACARDE

La culture de l'anacardier est en plein essor depuis une vingtaine d'années. Elle est devenue la principale culture de rente dans la zone de savane, loin devant le coton. Depuis 2015, la Côte d'Ivoire est devenue le premier pays producteur mondial de noix de cajou, passant de 702 510 tonnes à 1 225 935 tonnes en 2023, soit une hausse de 75%.

Cependant le taux de transformation reste faible (cf. Tableau 3.45).

Tableau 3.45 : Production de noix de cajou

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de producteurs	330 000	350 000	350 000	400 000	400 000	420 000	441 000	443 205	445 421
Superficie cultivée (ha)	1 350 000	1 350 000	1 350 000	1 356 750	1 363 534	1 400 000	1 407 000	1 414 035	1 421 105
Production de noix de cajou (tonne)	702 510	649 587	711 236	761 317	634 631	848 700	968 676	1 028 172	1 225 935
Taux de transformation	ND	ND	6,27%	9%	9,06%	12,15%	14,13%	21,79%	21,69%

Source : MEMINADER, 2023

En volume, les exportations de noix de cajou ont augmenté de 47% entre 2019 et 2023. Celles des amandes ont fortement augmenté (+229%), grâce aux efforts de promotion de la transformation locale de cajou (cf. Tableau 3.46 et Tableau 3.47).

Tableau 3.46 : Exportations de noix de cajou (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Noix de cajou (avec coque)	469 546	606 501	585 678	428 166	487 683	520 403	507 812	628 386
Amande de cajou	36 204	40 764	53 196	38 884	36 937	76 408	106 422	127 793

Source : DGD, 2023

Tableau 3.47 : Exportations de noix de cajou (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Noix de cajou (avec coque)	614 394	624 151	654 327	609 073	691 289	849 892	778 678	973 829
Amande de cajou	8 182	8 141	9 736	11 223	13 513	28 263	35 268	47 450

Source : DGD, 2023

Le Vietnam, l'inde et le Brésil représentent les trois (03) principales destinations de la noix de cajou produite en Côte d'Ivoire (cf. Tableau 3.48 et 3.49).

Tableau 3.48 : Exportations de noix de cajou à destination des principaux pays clients de noix de cajou (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Vietnam	296 962	425 273	386 382	318 265	408 459	449 857	310 655	502 267
Inde	158 823	147 760	186 332	101 438	77 829	66 148	182 938	123 833
Brésil	8 168	22 708	5 682	3 577	0	0	9 908	0
Autres pays	5 594	10 759	7 282	4 885	1 395	4 398	4 311	2 287
Total	**469 546**	**606 501**	**585 678**	**428 166**	**487 683**	**520 403**	**507 812**	**628 386**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.49 : Exportations de noix de cajou à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Vietnam	385 874	437 356	433 137	450 044	580 714	738 597	474 181	779 416
Inde	210 797	154 156	205 595	147 093	108 631	108 004	283 541	191 228
Brésil	10 310	21 836	6 497	5 000	0	0	14 913	0
Autres pays	7 412	10 802	9 099	6 935	1 945	3 291	6 043	3 185
Total	**614 394**	**624 151**	**654 327**	**609 073**	**691 289**	**849 892**	**778 678**	**973 829**

Source : DGD, 2023

L'amande de cajou ivoirienne est essentiellement exportée vers le Vietnam, les Etats-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie. Les volumes d'exportations vers les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie ont fortement augmenté depuis 2022 (cf. Tableau 3.50 et Tableau 3.51).

Tableau 3.50 : Exportations d'amande de cajou à destination des principaux pays clients d'Amande de cajou (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Vietnam	11 864	25 249	26 142	13 125	10 248	16 494	12 126	12 203
Etats-Unis	10 481	6 885	13 577	7 548	7 550	17 346	19 792	17 857
Pays-bas	7 270	3 902	4 024	1 972	2 476	7 190	18 138	21 457
Allemagne	2 638	2 763	2 344	2 616	3 329	6 438	12 123	13 926
Italie	2 555	1 096	1 176	1 255	3 386	5 560	6 296	7 359
Belgique	69	378	2 391	2 221	4 017	6 305	5 313	7 196
Autres Pays	1 326	492	3 542	10 148	5 931	17 074	32 634	47 795
Total	**36 204**	**40 764**	**53 196**	**38 884**	**36 937**	**76 408**	**106 422**	**127 793**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.51 : Exportations d'amande de cajou à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Vietnam	2 602	5 300	4 667	4 064	4 254	6 234	4 504	5 147
Etats-Unis	2 119	1 249	2 226	1 858	2 493	5 813	6 271	6 262
Pays-bas	1 518	789	548	449	781	2 002	4 679	6 412
Allemagne	635	445	318	586	826	1 853	3 135	4 202
Italie	859	206	175	302	1 192	2 368	2 402	3 144
Belgique	16	64	445	664	1 538	2 355	1 626	2 302
Autres Pays	435	88	1 358	3 299	2 429	7 638	12 650	19 981
Total	**8 182**	**8 141**	**9 736**	**11 223**	**13 513**	**28 263**	**35 268**	**47 450**

Source : DGD, 2023

1.2.5. CANNE À SUCRE

En Côte d'Ivoire, la production de sucre est assurée par les sociétés SUCAF-CI et SUCRIVOIRE, toutes deux issues de la privatisation de l'ex-SODESUCRE. La capacité de production combinée de ces deux sociétés est de 223 000 tonnes de sucre par an. Sur la période 2015-2018, la production moyenne de sucre raffiné s'est établie à 191 183 tonnes (cf. Tableau 3.52).

Tableau 3.52 : Production de sucre raffiné

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de sucre raffinée industrielle (tonnes)	190 152,7	196 156,0	194 404,2	184 017,3	ND	ND	ND	ND	ND

Source : ANStat, 2023

Les exportations de sucre ont fortement baissé entre 2019 et 2023 (cf. Tableau 3.53).

Tableau 3.53 : Exportations de sucre

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Valeur (millions de FCFA)	12 042	2 558	6 758	3 719	261	168	433	196
Quantité (tonnes)	22 507	4 335	12 299	6 475	241	182	401	195

Source : DGD, 2023

Le sucre produit en Côte d'Ivoire est principalement vendu au Burkina Faso, au Niger, au Benin et au Togo (cf. Tableau 3.54 et Tableau 3.55).

Tableau 3.54 : Exportations de sucre à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	11 903	2 276	6 526	3 310	1	-	69	-
Niger	58	94	120	235	223	116	163	112
Togo	21	98	19	38	-	4	54	-
Nigeria	8	-	12	98	-	22	0	16
Autres pays	52	90	83	38	37	26	146	68
Total	**12 042**	**2 558**	**6 758**	**3 719**	**261**	**168**	**433**	**196**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.55 : Exportations de sucre à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	22 364	4 091	12 064	6 071	1	-	62	-
Niger	58	126	116	188	187	118	130	83
Togo	11	35	10	25	-	2	34	-
Nigeria	12	-	25	145	-	30	0	25
Autres pays	62	83	84	46	53	32	175	87
Total	**22 507**	**4 335**	**12 299**	**6 475**	**241**	**182**	**401**	**195**

Source : DGD, 2023

La Côte d'Ivoire importe, au besoin, du sucre pour couvrir sa consommation nationale. Ces importations se sont chiffrées à 100 940 tonnes en 2023 et proviennent du Brésil, de la Thaïlande, du Guatemala et de la Colombie (cf. Tableau 3.56 et Tableau 3.57).

Tableau 3.56 : Importations de sucre (millions de FCFA)

PAYS FOURNISSEURS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Brésil	5 177	11 168	4 734	3 054	6 637	14 226	14 862	18 183
Thaïlande	4 405	9 065	1 375	1 400	2 030	4 845	12 644	0
Guatemala	-	-	1 399	1 385	747	-	6 440	2 382
Inde						270	4 968	21 722
France					514		649	0
Autres pays	1	335	674	4 345	1 504	1 081	22	2 078

Source : DGD, 2023

Tableau 3.57 : Importations de sucre (tonnes)

PAYS FOURNISSEURS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Brésil	16 000	40 388	19 610	12 000	25 102	47 265	34 780	38 852
Thaïlande	14 000	29 000	6 000	6 000	7 500	17 000	36 000	0
Guatemala	-	-	6 000	6 000	3 000	-	14 748	6 000
Inde						962	13 000	52 000
France					1 920		1 344	0
Autres pays	0	1 250	3 000	18 474	5 563	3 070	26	4 088

Source : DGD, 2023

1.2.6. NOIX DE COLA

La Côte d'Ivoire est la première exportatrice mondiale de noix de cola avec seulement 8,57% de la production nationale exportée en 2017. La production a connu une baisse de 21,73% entre 2015 et 2017, passant de 260 000 tonnes à 203 500 tonnes (cf. Tableau 3.58). Les volumes exportés ont augmenté de 10,15 % entre 2020 et 2022 passant de 26 539 tonnes à 29 234 tonnes, puis ont baissé entre 2022 et 2023. D'un volume de 29 234 tonnes en 2022, on est passé à 22 998 tonnes en 2023, soit une baisse d'environ 21%.

Tableau 3.58 : Production et exportations de noix de cola

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production (tonnes)	208 675	203 500	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Exportations (tonnes)	16 593	17 449	14 480	23 309	23 121	26 539	29 234	22 998
Exportations (millions de FCFA)	1 031	1 089	980	1 454	1 375	1 584	1 821	1 488

Source : MEMINADER, DGD, 2023

Les pays de la zone CEDEAO (Burkina Faso, Nigeria, Mali et le Sénégal) sont les principales destinations de la noix de cola produite en Côte d'Ivoire (cf. Tableau 3.59 et Tableau 3.60).

Tableau 3.59 : Exportations de noix de cola à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	174	251	285	409	589	748	568	568
Nigeria	392	444	225	413	121	260	677	345
Mali	188	177	185	197	197	207	239	294
Senegal	115	52	70	102	115	96	116	103
France	29	40	117	50	67	74	44	82
Niger	53	39	22	139	104	25	38	8
Ghana	21	23	29	71	121	125	87	41
Etats-Unis	25	31	33	51	26	19	22	15
Gabon	7	7	4	6	16	5	3	3
Belgique	5	9	0	8	2	0	1	1
Autres pays	22	15	10	7	17	25	27	28
Total	**1 031**	**1 089**	**980**	**1 454**	**1 375**	**1 584**	**1 821**	**1 488**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.60 : Exportations de noix de cola à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	2 867	4 103	4 720	6 794		10 488		9 297
Nigeria	6 580	7 478	3 787	6 910		2 362		5 728
Mali	3 163	2 965	3 084	3 310		3 857		4 693
Senegal	1 912	870	1 174	1 707		1 974		1 657
France	152	206	152	139		173		135
Niger	887	673	363	2 354		1 635		109
Ghana	350	390	477	1 180		2 081		691
Etats-Unis	352	480	496	732		354		197
Gabon	120	113	66	104		115		53
Belgique	6	11	1	10		2		10
Autres pays	204	160	160	70		79		427
Total	**16 593**	**17 449**	**14 480**	**23 309**		**23 121**		**22 998**

Source : DGD, 2023

1.2.7. NOIX DE COCO

La production de noix de coco a connu une baisse de 0,94%, passant de 38 338 tonnes en 2015 à 37 978 tonnes en 2017. Les exportations représentent à peine 18,34% de la production nationale (cf. Tableau 3.61).

Tableau 3.61 : Exportations de noix de coco

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de noix de coco (tonnes)	34 012	37 978	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Exportations de noix de coprah (tonne)	113	176	90	307	44	362	48	292
Exportations de noix de coprah (millions de FCFA)	4	20	9	32	8	41	6	36
Exportations de noix de coco (tonne)	34 012	37 978	42 545	45 071	41 750	42 650	40 229	36 429
Exportations de noix de coco (millions de FCFA)	5 688	6 966	7 714	6 273	6 730	8 844	7 375	6 289

Source : DGD, 2023

Le Burkina-Faso et le Sénégal sont les principaux pays clients de la production ivoirienne de coprah en 2023 (cf. Tableau 3.62 et Tableau 3.63).

Tableau 3.62 : Exportations de coprah à destination des principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso		19				1	2	5
Chine				23	8	4		
Senegal			1			6	3	25
Turquie			7	10				
Autres pays	4	1	1	-	-	30	1	6
Total	**4**	**20**	**9**	**32**	**8**	**41**	**6**	**36**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.63 : Tableau 3.63: Exportations de coprah à destination des principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso		137				37	31	42
Chine				180	44	28		
Senegal			10			187	17	190
Turquie			80	126				
Autres pays	113	40	1	0	0	110	-	60
Total	**113**	**176**	**90**	**307**	**44**	**362**	**48**	**292**

Source : DGD, 2023

1.2.8. FILIÈRE RIZ

Les Tableaux 3.64 et 3.65 présentent les exportations et importations de riz en valeur et en volume de la Côte d'Ivoire sur la période 2016-2023. Sur cette même période, sont aussi présentés dans les Tableaux 3.65 et 3.66 en valeur et en volume, les importations de riz des pays fournisseurs de la Côte d'Ivoire.

On note une hausse du volume des importations de 2020 à 2022, passant respectivement de 1 113 046 tonnes à 1 561 779 tonnes, soit une hausse de 40%. Ensuite, le volume d'importations est passé de 1 561 779 tonnes en 2022 pour s'établir à 1 307 376 tonnes en 2023. Ce qui correspond à une baisse de 16% (cf. Tableau 3.64).

Les trois principaux pays fournisseurs de la Côte d'Ivoire en riz sont le Vietnam, l'Inde et la Thaïlande.

En 2023, ces trois pays ont exporté vers la Côte d'Ivoire un volume total de 1 144 118 tonnes de riz correspondant à plus de 87,5% du total des importations (cf. Tableau 4.51).

Tableau 3.64 : Exportation et importation de riz (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation de riz	6 182	5 210	2 863	5 190	8 134	7 764	9 998	6 354
Importation de Riz	309 420	328 901	385 033	354 160	317 451	405 882	504 929	437 907

Source : DGD, 2023

Tableau 3.65 : Exportation et importation de riz (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation de riz	24 569	31 257	11 371	18 832	30 010	27 635	31 334	21 705
Importation de Riz	1 281 287	1 342 027	1 496 849	1 342 109	1 113 046	1 443 039	1 561 779	1 307 376

Source : DGD, 2023

Tableau 3.66 : Pays fournisseurs de riz (millions de FCFA)

PAYS FOURNISSEURS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Vietnam	64 454	66 833	86 834	153 289	154 998	118 795	241 826	190 534
Inde	71156	68 523	70 621	70 039	102 752	157 275	204 644	171 091
Thaïlande	117209	104 636	83 758	33 123	26198	52 670	11 236	21 265
Chine	6157	60 076	88 426	56 482	15 983	31 974	7 809	15 646
Pakistan	31305	11 304	22 277	24 285	12 992	26 732	28 891	34 578
Myanmar	8161	15 288	30 600	15 345	2 219	6 374	7 977	2 380
Etats-Unis	7955	1 678	1 830	914	1 174	11 143	811	573
Japon	2441	7	3	8	11	2	11	4
Cambodge	16	8	22	335	780	654	796	1 705
Espagne	119	144	250	233	4	9	-	1
Autres pays	447	403	412	106	340	253	929	130
Total	**309 420**	**328 901**	**385 033**	**354 160**	**317 451**	**405 882**	**504 929**	**437 907**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.67 : Pays fournisseurs de riz (tonnes)

PAYS FOURNISSEURS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Vietnam	212 890	225 324	244 334	497 628	488 513	349 763	656 142	489 703
Inde	326 422	285 541	281 749	277 895	405 691	615 776	701 027	594 647
Thaïlande	479 025	419 785	297 309	104 762	83 496	170 030	37 125	59 767
Chine	30 240	276 012	418 229	277 372	70 000	132 607	30 042	45 203
Pakistan	153 074	53 883	102 528	104 382	47 854	95 981	101 480	100 336
Myanmar	40 075	75 674	146 545	74 339	11 113	26 422	28 221	8 113
Etats-Unis	29427	3 784	3 774	3 256	2 629	49 224	1 849	1 321
Japon	8 309	13	7	23	14	11	26	28
Cambodge	48	25	113	1 350	2 940	2 440	3 283	7 539
Espagne	436	459	820	769	2	29	-	1
Autres pays	1 341	1 527	1 442	334	793	755	2584	718
Total	**1 281 287**	**1 342 027**	**1 496 849**	**1 342 109**	**1 113 046**	**1 443 039**	**1 561 779**	**1 307 376**

Source : DGD, 2023

CHAPITRE 2

PRODUCTION ANIMALE ET HALIEUTIQUE

L'économie ivoirienne présente des déficits chroniques en matière de disponibilité en protéines animales et halieutiques, avec pour conséquence des importations régulières de viandes et abats, de poissons, de lait et de produits laitiers ainsi que de produits d'origine animale et halieutique. Ces importations massives sont sources d'importantes sorties de devises évaluées à plus de 400 milliards de FCFA par an. Afin de faire face aux contraintes liées à ces déficits, le gouvernement ivoirien à travers le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques a adopté la Politique Nationale de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA 2022-2026), dont le coût de mise en œuvre est estimé à plus de 1 049 milliards de FCFA.

Cette Politique se donne pour objectif de garantir la sécurité alimentaire en matière de protéine animales de qualité et la création d'emplois en améliorant :

(i) la gouvernance du secteur,
(ii) la productivité et la compétitivité des filières animales et halieutiques respectueuses de l'environnement et
(iii) les moyens d'existence des acteurs.

Ces objectifs stratégiques sont déclinés au travers de cinq (5) stratégies nationales de développement sous sectorielles qui indiquent les détails des mesures réglementaires, incitations publiques et investissements publics et/ou privés nécessaires à l'atteinte des résultats visés.

Les cinq (5) stratégies nationales suscitées sont :

- la Stratégie Nationale de Promotion et de Coordination des initiatives dans les secteurs des ressources animales et halieutiques (SNPC) ;
- la Stratégie Nationale de Développement des Productions Animales (SNPA) ;
- la Stratégie Nationale de Gestion Durable de la Pêche (SNGP) ;
- la Stratégie Nationale de Développement de l'Aquaculture (SNDA) ;
- la Stratégie Nationale de Renforcement de la Santé Publique Vétérinaire (SNRSPV).

2.1. ELEVAGE

L'élevage en Côte d'Ivoire est constitué essentiellement de cinq (5) filières : gros ruminant, petit ruminant, avicole, porcine et laitière. Les filières gros ruminants et petits ruminants sont basées respectivement sur l'élevage des bovins et des ovins/caprins. L'élevage de ces ruminants est basé en majorité sur un système traditionnel, de type extensif, sédentaire ou semi-transhumant.

Le cheptel de ruminants (bovins, ovins et caprins) en 2023 est estimé à 9 302 103 têtes soit une croissance de 20% par rapport à 2020 où il était estimé à 7 751 938 têtes. Cette hausse est imputable à l'augmentation que connaissent ces différents cheptels.

En effet, le cheptel bovin ivoirien est en hausse de 6% sur la période 2020-2023, passant de 1 750 915 têtes à 1 865 763têtes (cf. Tableau 3.42). Tout comme le cheptel bovin, les petits ruminants (ovins et caprins) connaissent une augmentation de plus de 24% sur la même période.

Il en est de même pour le cheptel porcin, qui connaît une hausse de 5,6% sur la période 2020-2023.

L'aviculture n'est pas en reste. Elle connaît également une progression considérable de son cheptel, passant de 83 822 029 têtes en 2020 à 118 803 008 têtes en 2023, soit une hausse de 42%. Cette amélioration s'explique par le développement de l'aviculture moderne qui représente 70% en 2023, et moins de 40% en 2010 où la production était dominée par l'aviculture traditionnelle. Cette modernisation est marquée notamment par une forte augmentation du nombre de couvoirs qui est passé de 06 à 41 entre 2013 et 2023 ainsi que par l'augmentation de leurs capacités respectives (cf. Tableau 3.68).

Tableau 3.68 : Evolution du cheptel national par espèce (nombre de têtes)

ESPÈCES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bovins	1 611 494	1 639 287	1 667 080	1 694 873	1 722 666	1 750 915	1 806 045	1 835 661	1 865 763
Ovins	1 858 551	1 939 435	2 020 319	2 101 203	2 182 087	2 343 855	2437 692	2 437 692	2 535 285
Caprins	1 989 848	2 323 312	2 656 776	2 990 240	3 323 704	3 657 168	3 990 632	4 563 406	4 901 055
Porcins	389 733	403 797	417 861	421 330	431 389	439 409	447 429	455 626	464 006
Dont :									
Porc traditionnel	289 528	293 405	297 282	295 800	301 716	305 593	309 470	313 396	317 372
Porc Moderne	100 205	110 392	120 579	125 530	129 673	133 816	137 959	142 230	146 634
Volaille	57 462 084	72 641 428	71 462 754	76 397 324	84 659 606	92 835 062	111 227 444	125 602 691	118 803 007
Dont :									
Volaille traditionnelle	27 097 844	27 910 780	28 748 103	29 610 546	30 498 863	31 413 828	32 356 243	33 326 930	35 356 540
Volaille moderne	30 364 240	44 730 648	42 714 651	46 786 778	54 160 743	61 421 234	78 871 201	92 275 761	83 446 467
Dont Pondeuses	4 333 796	4 584 588	4 835 781	5 037 534	5 001 918	4949 158	6 569 507	5777 701	6 222 860

Source : MIRAH, 2024

Une partie de ce cheptel est abattue pour la consommation nationale. Au titre des bovins, l'effectif abattu est passé de 206 720 têtes en 2020 à 220 279 têtes en 2023, soit une progression d'environ 7% (cf. Tableau 3.69).

Tableau 3.69 : Nombre de têtes abattues

ESPÈCES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bovins	191 811	193 379	196 714	200 050	203 385	206 720	210 110	216 725	220 279
Ovins	515 523	538 980	562 436	585 893	609 349	632 805	656 262	679 718	706 931
Caprins	447 224	537 259	627 294	717 330	807 365	897 400	987 435	1 077 471	1 175 715
Porcins	238 905	248 871	258 837	268 803	271 628	278 285	283 718	289 151	294 711
Dont :									
Porcs traditionnels	171 391	173 717	176 043	178 369	177 480	181 030	183 356	185 682	188 038
Porcs Modernes	67 514	75 154	82 794	90 434	94 148	97 255	100 362	103 469	106 673
Volaille	43 750 783	57 064 539	55 652 060	59 782 230	68 735 539	48 178 117	63 148 060	73 637 875	99 415 617
Dont :									
Volailles traditionnelles	20 323 383	20 933 085	21 561 077	22 207 910	22 874 147	23 560 371	24 267 182	24 995 198	25 745 054
Volailles modernes	23 427 400	36 131 454	34 090 983	37 574 320	45 861 392	48 178 117	63 148 060	73 637 875	73 670 563

Source : MIRAH, 2024

L'évolution du cheptel bovin a impacté positivement la production nationale en viande et abats de bovins qui est passée de 34 170 tonnes en 2020 à 36 412 tonnes

en 2023, soit un accroissement de 7 % (cf. Tableau 3.70). La même tendance est observée pour les petits ruminants avec une production de viande qui est passée de 25 474 tonnes en 2020 à 30 655 tonnes en 2023, soit une croissance de 21%.

Tableau 3.70 : Production de viande et abats des élevages nationaux (tonnes)

ESPÈCES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bovins	31 649	31 908	32 458	33 008	33 558	34 170	34 731	35 824	36 412
Ovins	11 213	11 723	12 233	12 743	13 253	13 763	14 274	14 784	15 312
Caprins	5 836	7 011	8 186	9 361	10 536	11 711	12 886	14 060	15 343
Porcins	9 590	10 189	10 788	11 387	11 620	12 551	12 853	13 156	13 466
Dont :									
Porcs traditionnels	4 885	4 951	5 017	5 084	5 058	5 159	5 225	5 291	5 359
Porcs Modernes	4 706	5 238	5 771	6 303	6 562	7 391	7 627	7 863	8 107
Volaille	46 811	62 616	60 745	65 520	74 136	94 153	115 474	132 023	132 249
Dont :									
Volailles traditionnelles	18 698	19 258	19 836	20 431	21 044	21 675	22 325	22 995	28423
Volailles modernes	28 113	43 358	40 909	45 089	53 092	72 478	93 149	109 028	103 826
Dont Pondeuses	4 820	5 099	5 378	5 603	5 563	8 100	9 379	9 185	6 904

Source : MIRAH, 2024

La production nationale d'œufs a progressé de 32% (cf. Tableau 3.71), passant de 82 687 tonnes en 2020 à 109 274 tonnes en 2023. Cette croissance s'explique notamment par l'augmentation du nombre de couvoirs industriels, la professionnalisation du secteur avicole moderne et la mise en place importante de pondeuses entre 2020 et 2023. Toutefois, il est enregistré une légère baisse de 2% de la production d'œufs en 2022.

Tableau 3.71: Autres productions des élevages nationaux

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Œufs frais de consommation (tonne)	57 206	60 517	63 832	66 025	66 025	75 091	86 717	76 266	87 705
Poussins chair (nombre de têtes)	26 030 444	40 146 060	37 878 870	41 749 244	49 158 825	46 719 514	61 827 971	76 937 411	77 010 458
Poussins pontes (nombre de têtes)	4 333 796	4 584 588	4 835 781	5 037 534	5 001 918	5 688 687	6 569 507	5 777 701	6 550 379

Sources : MIRAH/ 2024

Malgré la croissance observée des cheptels, la Côte d'Ivoire importe pour combler son déficit en protéines animales. Il faut par ailleurs noter que les importations de petits ruminants proviennent essentiellement des pays sahéliens (Mali, Burkina Faso et Niger).

La contribution nationale à la demande de viande bovine est de 30% en 2020 contre 25% en 2023 (cf. Tableau 3.72). Cette tendance se justifie notamment par la hausse des importations de produits bovins en 2023 face à une production nationale relativement stable.

Tableau 3.72: Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) de bovin

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production nationale (tonne)	31 649	31 908	32 458	33 008	33 558	34 170	34 731	35 824	36 412
Importation vif (nombre de têtes)	120 828	125 440	155 865	ND	132 562	119 297	125 721	249 502	264 092
Importation vif (en tonne)	19 973	20 735	25 764	ND	21 290	19 719	20 781	39 723	43 654
Importation produits congelés (tonne)	49 027	49 045	63 997	ND	43 416	61 450	63 254	68 539	68 116
Consommation (tonne)	100 649	101 688	122 219	ND	98 264	115 339	118 766	144 086	148 183
Couverture nationale en bovin (%)	31	31	27	ND	34	30	30	25	25

Source : MIRAH, 2024

Au niveau des petits ruminants (ovins et caprins) (cf. Tableau 3.73), le taux de couverture des besoins en consommation des populations s'est maintenu à hauteur de 70% en 2020 et en 2023. Le déficit a essentiellement été comblé par les importations d'ovins et caprins vifs qui ont augmenté de 72%, face à une faible importation de produits congelés estimée à 2755 tonnes en 2023.

Tableau 3.73 : Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) d'ovins et de caprins

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production nationale (tonne carcasse)	17 049	18 734	20 419	22 104	23 789	25 475	27 160	28 845	30 635
Importation vif (nombres de têtes)	199 127	249 744	254 454	ND	248 613	156 357	240 454	301 031	269 287
Importation vif (en tonne)	7 796	9 777	9 962	ND	9733	6 124	9414	11 785	10 543
Importation produits congelés (tonne)	1 766	2 364	507	ND	297	4 851	4 994	5411	2 755
Consommation (tonne)	26 611	30 876	34 008	ND	33819	36 450	41 568	46 011	43 933
% couverture nationale en petit ruminant (%)	64	61	69	ND	70	70	65	62	70

Source : MIRAH, 2024

Les bilans de production-importation-consommation de porcins, de volailles, d'œufs, et de produits laitiers sont présentés dans les Tableaux 3.74 ; 3.75 ; 3.76 ; 3.77 et 3.78.

Tableau 3.74 : Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) de porcin

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production nationale (tonne)	9 590	10 189	10 788	11 387	11 620	12 556	12 853	13 155	13 464
Importation produits congelés (tonne)	56 858	51 743	94 081	ND	67 627	93 792	96 545	104 612	123 266
Consommation (tonne)	66 449	61 933	105 538	ND	79 247	106 348	109 398	117 767	136 730
Couverture nationale en viande porcine (%)	14	16	11	ND	15	12	12	11	10

Source : MIRAH, 2024

Tableau 3.75 : Bilan production-importation-consommation (disponibilité apparente) de volaille

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production nationale (tonne carcasse)	51 630	67 715	66 124	71 123	79 699	94 153	115 474	132 023	132 698
Importation de volaille traditionnelle (nombre de têtes)	28 678	105 575	138 022	ND	-	ND	ND	ND	ND
Importation de volaille traditionnelle (en tonne)	26	97	127	ND	-				
Importation produits congelés (tonne)	813	625	ND	458	789	709	620	275	367
Consommation (tonne)	52 470	68 437	ND	ND	80 488	94 862	116 094	132 298	133 065
Couverture nationale en volaille (%)	98	99	ND	ND	99	99	99	99	99

Sources : MIRAH, 2024

Tableau 3.76 : Production-importation-consommation (disponibilité apparente) d'œufs

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production nationale (tonne)	57 206	60 517	63 832	66 495	66 025	75 091	86 717	76 266	87 705
Consommation (tonne)	57 206	60 517	63 832	66 495	66 025	75 091	86 717	76 266	87 705
Contribution nationale (%)	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : MIRAH, 2024

2.2. PÊCHE ET AQUACULTURE

La pêche en Côte d'Ivoire est pratiquée de manière industrielle et artisanale. La production de la pêche a connu une croissance de plus de 7% entre 2020 et 2023 en passant de 76 223 tonnes à 83 575 tonnes. Cette production est fournie essentiellement par la pêche artisanale, dont les produits représentent environ 80% du volume total.

La production de la pêche artisanale n'a quasiment pas évolué sur la période 2020-2023, passant de 65 789 tonnes à 65 831 tonnes. La pêche industrielle en revanche a connu une augmentation de 48% sur la période 2020-2023 (cf. Tableau 3.75).

Tableau 3.75 : Production de la pêche (tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de la pêche artisanale	79 339	81 757	70 251	74 316	73 223	65 789	78 676	61 367	**65 831**
Production de la pêche industrielle	19 211	22 476	20 997	31 212	31 996	10 434	13 689	17 508	**17 744**
Total	**98 550**	**104 233**	**91 248**	**105 528**	**105 219**	**76 223**	**92 365**	**78 875**	**83 575**

Source : MIRAH/DAP, 2023

L'aquaculture ivoirienne est axée principalement sur la pisciculture des tilapias, et accessoirement sur celle des silures et des mâchoirons. La production de l'aquaculture a connu une hausse sur la période 2020-2023, avec une production moyenne de 8 467 tonnes en 2023, contre 4 500 tonnes en 2020. Cette production représente 9% de la production nationale des ressources halieutiques en 2023. Avec la faible production des produits halieutiques, la Côte d'Ivoire a recours aux importations de produits de pêche pour satisfaire la demande nationale (conserves de poissons, crustacés, poissons congelés, saumons et thons).

L'importation de produits de pêche est passée de 609 597 tonnes en 2019 à 807 482 tonnes en 2023 (cf. Tableau 3.76), soit une progression globale de 32,46% sur la

période. Cette augmentation s'explique par la hausse de l'importation de poissons congelés qui représentent en moyenne environ 90% des produits de pêche importés.

Tableau 3.76 : Importation des produits de pêche (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total	438 010	523 301	627 080	609 597	662 427	729 548	713 217	807 482
Importation des conserves de poissons	866	622	1923	2282	1763	4157	3547	4 073
Importation de crustacés	322	428	380	501	486	494	428	306
Importation de poissons congelés	404133	481289	546293	542297	581487	650010	631465	726 144
Importation de saumons	5	10	4	4	5	2	6	1
Importation de thons	32684	40952	78480	64513	78686	74885	77771	76 958

Source : DGD, 2023

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire est le premier exportateur de produits de pêche, notamment de thons congelés et ses conserves. Cependant, les exportations de thons congelés et des conserves de thon connaissent une baisse (cf. Tableau 3.77)

Tableau 3.77 : Exportation des produits de pêche (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation des conserves de thon	40	27	17	14	9	2	3	2
Exportation d'autres produits halieutiques*	389 300	405 876	483 081	ND	ND	ND	ND	ND

Source : DGD, 2023, *Autres produits halieutiques : mollusques, crustacés, poissons dérivés

Tableau 3.78 : Production de pêche détaillée (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Pêche industrielle	**22 476**	**20 997**	**31 212**	**31 996**	**10 434**	**13 689**	**17 303**	**15 410**
Chalutier	8 417	6 688	17 645	18 709	5 741	7 185	7 320	7 686
Sardinier	14 059	14 309	13 567	9 897	3 610	4 513	6 871	7 489
Palangrier				3 390	1 083	1 991	3 112	234
Pêche semi-industrielle								**2 335**
Pêche artisanale	**81 757**	**70 251**	**74 316**	**73 223**	**65 789**	**78 676**	**61 367**	**65 831**
Maritime	41 320	35 285	42 474	46 039	39 819	43 615	38 219	39 904
Continentale	40 437	34 966	31 842	27 184	25 970	35 061	23 148	25 926
Aquaculture	**4 500**	**4 500**	**4 500**	**4 500**	**4 500**	**6 300**	**7 056**	**8 467**
Total production	**108 733**	**95 748**	**110 028**	**109 719**	**80 723**	**98 665**	**85 727**	**92 042**

Source : MIRAH, 2024

CHAPITRE 3

ACTIVITÉS FORESTIÈRES

3.1. EXPLOITATION FORESTIÈRE

La superficie exploitée dans le domaine rural est restée presque constante depuis 2015 (plus de 11 millions d'hectares) de même que le nombre de périmètres exploités. En revanche, le nombre d'exploitants forestiers agréés qui a enregistré une croissance entre 2015 et 2023, a connu une légère baisse en 2024. (cf. Tableau 3.79).

Tableau 3.79 : Superficie des forêts et nombre des exploitants

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de périmètres exploités	300	295	309	288	300	293	320	332	312	323
Nombre d'exploitants en activité dans le domaine rural	99	123	124	128	128	131	136	134	139	127
Superficie exploitée dans le domaine rural (hectare)	11 804 242	11 623 096	12 128 581	11 280 433	11 280433,17	11 107249,69	12 195 191,93	11 456 110,01	11 662 719,86	12 163 615,240

Source : MINEF, 2024

Le volume de bois exploité connait une baisse de 46% en passant de 1 204 222,5 m^3 en 2016 à 651 513,4 m^3 en 2019 et une hausse de 2019 à 2024 en passant de 651 513,4 m^3 à 1 248 195,256 m^3 dans les forêts non classées. L'exploitation forestière est faite à plus de 80% dans le domaine rural (cf. Tableau 3.80). La baisse du volume de bois exploité sur la période 2016-2019 pourrait s'expliquer par la mesure d'interdiction d'exportation des bois en grumes. La hausse qui en a suivi se justifierait, d'une part, par la mise à niveau des unités d'exploitation forestière afin de s'adapter à la nouvelle mesure et d'autre part, par l'augmentation du nombre d'usines de transformation de bois d'œuvre.

Tableau 3.80 : Volume d'essences (forêts) exploité (m^3)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Domaine rural	1 062 511	1 204 222,5	835 034,4	810 522,1	651 513,4	1 072 872,79	1 270 530,716	1 241 758,459	1190 702,432	1 248 195,256
Forêts classées	100 303	77 287	141 047	176 551	136 374	149 261	248 226,4	21944,094	231567,340	274392,120
Volume Total Exploité	1 162 814	1 281 509,5	976 081,4	987 073,1	787 887,4	1 222 133,79	1518 757,116	1263 702,553	1 422 269,772	1 522 587,376

Source : MINEF, 2024

D'une manière générale, le montant des taxes forestières (TAS, TVBG et TIG) varie environ entre 2 100 000 000FCFA et 2 800 000 000 FCFA. (cf. Tableau 3.81).

Tableau 3.81 : Taxes sur les exploitations forestières (en millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe d'Attribution et de Superficie (TAS)	816	830	726	748	752	835	909	891	895	811
Taxes d'abattage/Taxe sur la vente des bois en grumes (TVBG) payées	1 218	1342	1 152	1 018	1 093	989	1 419	1 553	930	1 415
Taxe d'Intérêt Général (TIG)	486	495	308	407	407	392	424	448	437	384
Total des taxes (TAS, TVBG et TIG)	2 520	2 667	2 186	2 173	2 252	2 216	2 752	2 892	2 262	2 610

Source : MINEF, 2024

3.2. TRANSFORMATION DU BOIS

En Côte d'Ivoire, la transformation du bois est assurée par 120 usines en activité en 2024. Ce nombre a connu une baisse de 2019 à 2020 passant de 122 à 102, avant de remonter pour atteindre 114 en 2021, puis 133 en 2023. Ces usines exercent dans 42 villes ou localités depuis 2021 (cf. Tableau 3.82).

Tableau 3.82 : Données générales sur les industries forestières

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre total d'usines en activité	122	127	133	137	122	102	114	120	133	120
Nombre de villes	40	41	47	42	39	40	42	42	42	42

Source : MINEF, 2024

En 2024, les usines en activité sont constituées de 150 ateliers, contre 130 en 2015. Il s'agit d'ateliers de première transformation composés d'ateliers de sciage, de déroulage et de tranchage (cf. Tableau 3.83).

Tableau 3.83 : Nombre d'ateliers de première transformation dans les usines

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Sciage	96	106	106	112	72	97	101	104	99	107
Déroulage	28	28	28	31	26	29	35	36	39	36
Tranchage	06	06	06	03	02	04	04	04	6	07
Total	**130**	**140**	**140**	**146**	**100**	**130**	**140**	**144**	**144**	**150**

Source : MINEF, 2024

Vente de bois

Les ventes de bois s'effectuent aussi bien sur le marché local que sur les marchés sous régionaux et internationaux. Les ventes locales sont constituées de la consommation nationale de produits issus du bois transformé.

D'une manière générale, le volume de bois vendu localement enregistre une hausse continue de 2015 à 2024, passant de 138 880,52 m³ à 337 186,166 m³. (Cf. Tableau 3.84).

Tableau 3.84 : vente locale du bois

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Volume vendu (en m³)	138 880,52	167 019,8	168 020,80	345 184,172	180 719,25	254 985,86	275 813,916	308 889,31	314 948,205	337 186,166

Source : MINEF, 2024

Quant aux volumes de bois à l'export, celles se rapportant à l'exportation des bois transformés enregistrent une baisse, passant de 277 642,383 m3 en 2021 à 172 707,825 m3 en 2022. Une reprise est observée entre 2022 et 2024, atteignant 252 853,2 m³ (cf. Tableau 3.85). La baisse du volume de bois exporté a entrainé la baisse de la valeur desdites exportations qui passe de 48 632 millions de FCFA en 2021 à 43 390 millions de FCFA en 2022, avant de remonter à 64 845 millions en 2023cf. Tableau 3.86.

Tableau 3.85 : Exportation de bois volume (m³)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bois en grumes (m³)	102 387,63	39 980,25	0	0	0	0	0	0	0	0
Bois transformé (m³)	637 341,342	338 566,187	242 468,679	283 432,602	284 831,474	240 065,254	277 642,383	172 707,825	227 230,492	252 853,2

Source : MINEF-DGD, 2024

La baisse des exportations de bois est en lien direct avec la baisse des exportations de bois transformé représentant plus de 99% desdites exportations. La poursuite de la baisse de l'exportation de bois de grume a abouti à la non-exportation de bois de grume en 2022. Cet amenuisement des activités d'exportation de bois de grume s'explique principalement par l'interdiction d'exporter le bois de grume en vigueur depuis 2016 (cf. Tableau 3.86).

Tableau 3.86 : Exportation de bois en Valeurs FOB (FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bois en grumes	0	0	0	0	0	0	0	0
Bois transformé	70 314	47 342	57 906	49 688	40 634	48 632	43 390	64 845

Source : MINEF, DGD 2023

Les droits et taxes liés aux exportations enregistrent une baisse progressive depuis 2015 (cf. Tableau 3.87).

Tableau 3.87 : Droits et taxes de bois exportés

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Droits et taxes (en millions de FCFA)	1 860	1 386	941	1 003	933	811	932	783	626

Source : MINEF, DGD 2023

Au niveau des destinations du bois transformé, les cinq principaux clients de la Cote d'ivoire en 2023 sont : l'Inde avec une part de (14,8%), l'Italie (12,8%), l'Espagne (7,4%), Mali (6,9%) et le Sénégal (5,8%). (cf. Tableau 3.88).

Tableau 3.88 : PExportations de bois transformé versles principaux pays clients (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Italie	14 376	9 765	8 991	9 870	7 489	7 486	11 136	8 309
Sénégal	9 724	9 646	7 775	0	5 956	4 070	3 169	3 754
Espagne	5 008	5 175	0	0	3 508	4 701	6 704	4 809
Belgique	4 334	3 609	0	4 230	3 673	3 942	133	2 803
Mali	4 074	3 722	4 238	0	5 002	3 487	873	4 501
Burkina Faso	3 295	3 565	3 936	0	3 299	1 944	728	2 778
Inde	2 353	0	3 849	4 511	4 005	2 793	3 658	9 591
Vietnam	0	578	869	1460	6 738	216	0	134
Roumanie	3 060	3 003	0	0	2 025	2 459	3 334	2 224
Mauritanie	1 683	2 127	2 616	2 155	2 044	1 001	1 172	1 384
Royaume-Uni	0	0	2 328	2 005	1 254	1 116	1 362	1 776
Niger	2 010	2 044	1 956	2 228	2 536	2 106	1 849	1 707
France	0	2 412	1 902	0	1 632	1 094	810	1 136
Autres pays	27 175	57 364	48 177	42 499	11 536	7 150	9 920	19 938
Total	**77 092**	**103 010**	**86 637**	**68 958**	**60 697**	**43 565**	**44 848**	**64 844**

Source : DGD, 2023

Tableau 3.89 : Exportations de bois transformé vers les principaux pays clients (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Italie	26 740	18 740	16 622	18 109	14 132	11 580	2 074	11 462
Sénégal	38 155	38 482	30 324	0	27 682	20 172	37 214	12 995
Espagne	8 450	8 274	10 873	0	5 878		3 348	6 802
Belgique	13 835	12 540	13 881	12 349	9 423		488	3 757
Mali	19 457	16 622	19 671	0	18 707	NC	NC	15 740
Burkina Faso	14 836	15 877	19 253	0	21 155	NC	NC	16 796
Inde	8 653	0	19 653	25 184	24 137		12 058	38 936
Vietnam	0	2127	3 746	7 144	28 011		0	350
Roumanie	5 237	5 402	0	0	3 905		3 538	3 074
Mauritanie	14 866	14 091	15 121	14 638	14 127		30 237	10 740
Royaume-Uni	0	3 481	0	3 420	2 024		649	2 175
Niger	11 186	11 960	11 565	13 330	14 979	NC	NC	10 448
France	0	3 628	2 756	0	2 008	1 126	659	1 158
Autres pays	56 264	139 820	128 281	120 179	24 963	25 350	21 610	36 956
Total	**217 679**	**278 504**	**291 746**	**214 353**	**211 131**	**58 228**	**111 875**	**171 389**

Source : DGD, 2023

CHAPITRE 4

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

4.1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT INTERNATIONAL DE LA CÔTE D'IVOIRE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Depuis l'indépendance, la volonté politique de l'Etat de Côte d'Ivoire s'est traduite par la prise de plusieurs textes réglementaires sur l'environnement dont deux parmi les premiers sont les suivants :

- le décret n°60-355 du 02 novembre 1960 portant création du Comité National de la Protection de la Nature ;
- le décret n°64-415 du 04 novembre 1964 portant réorganisation du Comité National de la Protection de la Nature.

Le législateur, ayant pris conscience du droit inaliénable de chaque citoyen ivoirien à un environnement sain, a adopté le 3 octobre 1996, le Code de l'Environnement. Ce droit a été réaffirmé par la constitution ivoirienne de 2016 en son article 19 qui dispose que « le droit à un environnement sain est reconnu à tous », et en son article 28 que « la protection de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie sont un devoir pour la communauté et pour chaque personne physique ou morale ».

En outre, la gestion des problèmes environnementaux va au-delà de la seule frontière nationale. Les émissions de gaz à effet de serre, la pollution de l'air et de l'eau, la perte de biodiversité entraînent des répercussions qui se propagent à l'échelle mondiale. Ainsi, la coopération internationale s'avère essentielle pour aborder ces problèmes de manière efficace.

Ainsi, la Côte d'Ivoire a démontré un certain niveau d'engagement en ratifiant plusieurs traités et conventions internationaux sur l'environnement. Cela reflète sa reconnaissance des défis environnementaux mondiaux et son désir de participer aux efforts internationaux pour les aborder.

Le Tableau 3.90 présente les conventions internationales liées à l'environnement auxquelles la Côte d'Ivoire a adhéré, ainsi que les dates de signature, d'adoption et de ratification correspondantes.

Tableau 3.90 : Conventions et accords dans le domaine de l'environnement

N°	Convention/Accords Multilatéraux d'Environnement	Date de signature/adoption de la Convention/AME	Date de ratification par la Côte d'Ivoire
1	Convention concernant l'Emploi de la Céruse dans la Peinture	Adoptée le 25 octobre 1921 à Genève	Adhésion le 21 octobre 1952
2	Conventions sur le Criquet Migrateur Africain	Signée le 25 mai 1962 à Kano (Nigéria)	Ratifiée par le décret n°63-23 du 05 -02-1962
3	Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphériques et sous l'eau	Adopté le 05 août 1963 Moscou (Russie)	Ratifiée par le décret n°65-02 du 08 janvier 1965
4	Convention Internationale pour la Prévention de la Pollution des eaux de la mer par les Hydrocarbures	Adoptée le 12 mai 1954 à Londres	Adhésion le 17 juin 1967

N°	Convention/Accords Multilatéraux d'Environnement	Date de signature/adoption de la Convention/AME	Date de ratification par la Côte d'Ivoire
5	Amendement à la Convention Internationale pour la Prévention de la Pollution des eaux par les Hydrocarbures, concernant la Disposition des soutes et les Limites à la grandeur des soutes	Adopté le 15 octobre 1971 à Londres	Adhésion le 18 mai 1972
6	Traité interdisant de placer les Armes Nucléaires et d'autres Armes de Destructions massive sur le fonds des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol	Adopté le 11 février 1971 à Londres-Moscou et Washington	Adhésion le 18 mai 1972
7	Convention concernant la Protection du Patrimoine Mondial Culturel et Naturel	Adoptée le 23 novembre 1972 à Paris	Adhésion le 21 novembre 1977
8	Convention Internationale sur la Responsabilité Civile pour les Dommages dus à la Pollution par les Hydrocarbures	Signée le 29 novembre 1969 à Bruxelles (Belgique).	Adhésion le 28 mai 1979
9	Convention portant création de l'Autorité du Bassin du Niger	Signée le 21 novembre 1980 à Faranah (Niger)	Approuvée par la loi n° 81-1050 du 08 décembre 1981
10	Protocole relatif au Fonds de Développement du Bassin du Niger	Signée le 21 novembre 1980 à Faranah	Approuvé par la loi n°81-1051 du 08 décembre 1981
11	Convention relative à la coopération en matière de Protection et de Mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et du Protocole relatif à la Coopération en matière de lutte contre la Pollution en cas de situation critique	Adoptée le 23 mars 1981 à Abidjan (Côte d'Ivoire)	Ratifiée par le décret n °82-14 du 08 janvier 1982
12	Conventions des Nations Unies sur le Droit de la Mer	Adoptée le 10 décembre 1982 à Montego-Bay (Jamaïque)	Ratifiée par le décret n°84-94 du 15 février 1984
13	Convention Internationale sur l'Intervention en haute mer en cas d'Accident ou pouvant entrainer une pollution par les Hydrocarbures	Adoptée le 29 novembre 1969 à Bruxelles	Adhésion le 16 juillet 1986
14	Convention sur la prévention de la Pollution des mers résultant de l'Immersion des déchets et d'autres matières	Adoptée le 13 novembre 1972 à Londres	Ratifiée par le décret n°87-774 du 28 juillet 1987
15	Convention Internationale pour la Prévention de la Pollution par la Navires, (y compris le Protocole du 17 juillet 1978)	Adoptée le 02 novembre 1973 à Londres	Ratifiée par le décret n°87-777 du 28 juillet 1987
16	Convention pour la Protection de la couche d'Ozone	Signée le 23 mars 1985 à Vienne (Autriche).	Ratifiée par le décret n°92-854 du 30 novembre 1992
17	Protocole de Montréal relatif à des Substances qui appauvrissent la Couche d'Ozone,	Adopté le 16septembre 1987 à Montréal.	Ratifiée par le décret n°92-854 du 30 novembre 1992
18	Amendement au Protocole de Montréal relatif à des Substances qui appauvrissent le Couche d'Ozone	Signé le 29 juin 1990 à Londres	Ratifiée par le décret n°93-867 du 26 octobre 1993
19	Convention sur l'Interdiction d'importer en Afrique des Déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements Transfrontaliers et la gestion des Déchets dangereux produits en Afrique	Signée le 31 janvier 1991 à Bamako (Mali)	Ratifiée par le décret n°94-330 du 09 juin 1994
20	Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau	Adoptée le 02 février 1971 à Ramsar	Ratifiée par le décret n°94-450 du 25 aout 1994
21	Convention sur le Contrôle des Mouvements Transfrontaliers des déchets dangereux et de leur élimination	Adoptée le 22 mars 1989 à Bâle (Suisse)	Ratifiée par le décret n°94-327 du 09 juin 1994
22	Convention sur le Commerce International des espèces de Faune et de Flore sauvages menacées d'extinction	Adoptée le 03 mars 1973 à Washington	Ratifiée par le décret n° 94-448 du 25 août 1994
23	Convention sur les Changements Climatiques	Adoptée le 07 mai 1992 à New York.	Ratifiée par le décret n°94-616 du 14 novembre 1994

N°	Convention/Accords Multilatéraux d'Environnement	Date de signature/adoption de la Convention/AME	Date de ratification par la Côte d'Ivoire
24	Convention sur la Diversité Biologique	Signé le 05 juin 1992 à Rio de Janeiro (Brésil).	Ratifiée par le décret n°94-614 du 14 novembre 1994
25	Convention sur la Convention des Espèces migratrices appartenant à la Faune sauvage	Adoptée le 23 juin 1979 à Bonn (Allemagne).	Ratifiée 18 avril 1996
26	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Sécheresse dans les pays gravement touchés par la Sécheresse et/ou la Désertification en particulier en Afrique	Adoptée le 17 juin 1994 à Paris	Ratifiée par le décret n°97-258 du 02 mai 1997
27	Convention Internationale sur la Conversation des thonidés de l'Atlantique	Adoptée le 14 mai 1966 à Rio de Janeiro	Ratifié par le décret N°2000-588 du 17 aout 2000
28	Amendement de Copenhague du 25 novembre 1992 au Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.	Amendé le 25 novembre 1992, Copenhague (	Décret d'adhésion n°2003-119 du 08 mai 2003
29	Convention sur la Procédure de Consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains Produits Chimiques et Pesticides Dangereux qui font l'objet d'un Commerce International	Signée le 11 septembre 1998 à Rotterdam (Pays Bas).	Ratifiée par le décret n°2003-227 du 10 juillet 2003
30	Convention sur les polluants Organiques Persistants (POPS)	Adoptée le 23 mai 2001 à Stockholm (Suède).	Ratifiée par le décret n°2003-228 du 10 juillet 2003
31	Amendement du paragraphe 2 de l'Article 10 de la Convention Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique,	Adopté en juin 1992 à Madrid (Espagne)	Ratifié par le décret 2004-639 du09 décembre 2004
32	Convention sur la Protection du patrimoine cultuel subaquatique	Adoptée le 02 novembre 2001 à Paris	Dossier transmis au Secrétariat Général du Gouvernement par lettre n°29 du 05 janvier 2005
33	Convention internationale sur le Prévention, la Lutte et la Coopération en matière de Pollution par les Hydrocarbures (OPRC)	Adoptée le 30 novembre 1990 à Londres (Angleterre).	Approuvée par la loi n°2006-229du 28 MAI 2006
34	Accord sur la conservation des Oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique Eurasie	Adopté en novembre 1999 au Cap (Afrique du Sud).	Approuvée par la loi n°2006-229 du 28 juillet 2006
35	Protocole relatif à la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	Signé le 11 décembre 1997 à Kyoto (Japon).	Ratifiée le 10avril 2007
36	Protocole sur la Prévention des Biotechnologies relatif à la Convention sur la Diversité Biologique	Signée le 29 janvier 2000 à Cartagena	Approuvée par la loi n°2007-496 du 31 Mai 2007
37	Convention Internationale pour la Réglementation de la chasse baleinière	Signée le 02 décembre 1964 à Washington (Etats Unis d'Amérique)	Approuvée par la loi n°2008-384 du 24 décembre 2008
38	Convention portant statut du Fleuve Volta et création de l'Autorité du Bassin de la Volta,	Signée le 19 janvier 2007 à Ouagadougou	Dossier transmis au SG du Gouvernement par lettre n°2111 du 21 juillet 2009
39	Protocole modifiant la Convention Internationale de 1969 sur la Responsabilité Civile pour les Dommages dus à la Pollution par les Hydrocarbures	Protocole modifiant la Convention Internationale de 1969 sur la Responsabilité Civile pour les Dommages dus à la Pollution par les Hydrocarbures	Protocole modifiant la Convention Internationale de 1969 sur la Responsabilité Civile pour les Dommages dus à la Pollution par les Hydrocarbures
40	Protocole modifiant la Convention Internationale de 1971 portant création d'un Fonds International d'Indemnisation pour les Dommages dus à la Pollution par les Hydrocarbures	Signé le 27 novembre 1992 0 Londres	Procédure de ratification engagée

Source : MINEDD 2023

Les points clés de ces accords et traités pour la Côte d'Ivoire se présentent comme suit :

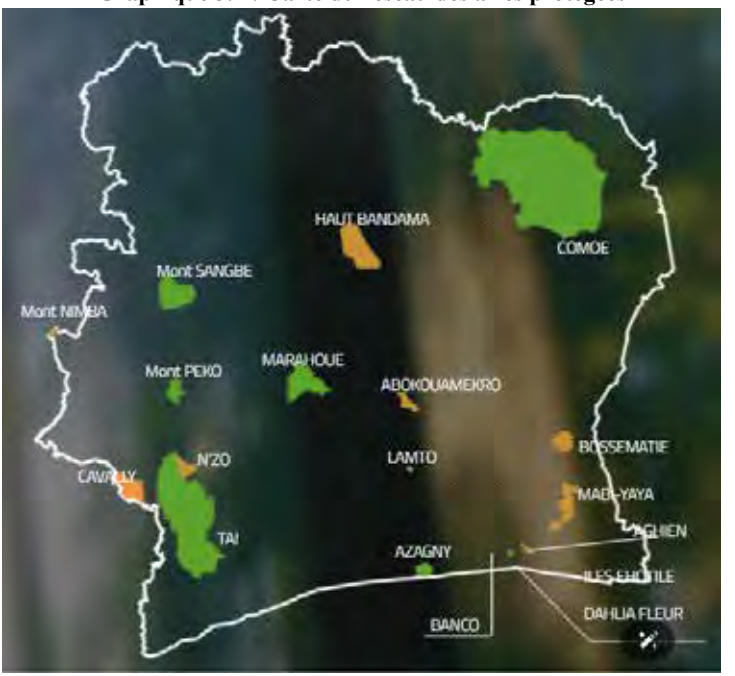
1. **Engagement envers la protection de l'environnement** : Les nombreuses conventions que la Côte d'Ivoire a signées et ratifiées démontrent un engagement significatif envers la protection de l'environnement. Ces accords couvrent une gamme diversifiée de domaines, allant de la gestion des produits chimiques dangereux à la conservation de la biodiversité en passant par la prévention de la pollution maritime.
2. **Diversité des enjeux environnementaux** : Les conventions traitent d'une variété d'enjeux environnementaux, y compris la pollution chimique, la biodiversité, la pollution marine, le changement climatique, la protection des espèces en danger, la gestion des déchets dangereux, la désertification, et d'autres. Cela reflète la prise de conscience par la Côte d'Ivoire de la complexité et de l'interconnexion des problèmes environnementaux mondiaux.
3. **Intégration des normes internationales** : L'adhésion aux conventions internationales indique que la Côte d'Ivoire reconnaît la nécessité d'aligner ses politiques et réglementations environnementales sur les normes mondiales. Cela peut renforcer la crédibilité du pays sur la scène internationale et favoriser la coopération avec d'autres pays.
4. **Mesures concrètes de conservation et de prévention** : La ratification de conventions spécifiques, telles que la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPS) et la Convention de Rotterdam sur les produits chimiques dangereux, reflète l'engagement de la Côte d'Ivoire à prendre des mesures concrètes pour réduire les risques liés à l'utilisation de produits chimiques dangereux et à préserver la santé humaine et environnementale.
5. **Importance des ressources naturelles et marines** : Les conventions sur la protection des eaux marines, la réglementation de la chasse baleinière et la conservation des thonidés soulignent l'importance des ressources marines pour la Côte d'Ivoire. En tant que pays côtier, la gestion durable de ces ressources revêt une grande importance économique et environnementale.
6. **Intégration des préoccupations mondiales** : La ratification de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris montre la contribution de la Côte d'Ivoire aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique. Ces engagements sont cruciaux pour la réalisation des objectifs de développement durable et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
7. **Renforcement de la coopération régionale et mondiale** : La participation à des conventions régionales et mondiales renforce la collaboration de la Côte d'Ivoire avec d'autres pays et régions. Cela peut favoriser l'échange de connaissances, le partage de meilleures pratiques et l'accès à des ressources techniques et financières pour faire face aux défis environnementaux communs.

En somme, l'adhésion de la Côte d'Ivoire à ces conventions témoigne de son engagement envers la protection de l'environnement, la promotion du développement durable et la coopération internationale pour faire face aux problèmes environnementaux mondiaux. Cela démontre également la reconnaissance de l'importance de la gestion durable des ressources naturelles pour le bien-être des générations actuelles et futures.

4.2. RÉSEAU DES AIRES PROTÉGÉES

En 2017, la Côte d'Ivoire disposait d'un réseau de huit (8) parcs nationaux et dix (10) réserves naturelles. A la faveur de la nouvelle politique forestière, ce réseau s'est élargi à partir de 2019 avec la création de deux nouvelles réserves à savoir les réserves naturelles de Mabi-Yaya et d'Aghien. La Réserve de Mabi-Yaya est née du renforcement du statut de protection de portions des forêts classées de Mabi et de Yaya. Le réseau s'est encore agrandi avec la création de la Réserve naturelle de Bossématié en 2022 et de la Réserve naturelle du Cavally en 2023. Le surclassement des ex-forêts classées de Bossématié et du Cavally vise à renforcer le réseau national d'aires protégées en élevant le statut de protection de certaines forêts classées bien conservées au rang de Réserves naturelles, affranchies de droits d'usage et consacrées à la conservation de la biodiversité nationale.

Graphique 3.1 : Carte du réseau des aires protégées



Source : MINEDD/OPIR 2024

A ce jour, la Côte d'Ivoire dispose de dix-huit (18) aires protégées qui couvrent une superficie de deux millions deux cent quarante-sept mille huit cent quarante-six virgule soixante-sept (2 247 846,67) hectares, soit environ 6,97 % du territoire national. Ces aires protégées hébergent près de 90 % des espèces de mammifères et d'oiseaux connues dans la région (dont plusieurs endémiques). Elles renferment la majeure partie du couvert végétal naturel subsistant sur le territoire ivoirien.

Certains sites du réseau bénéficient d'une reconnaissance mondiale du fait de leur spécificité. Le réseau comprend en effet trois sites du Patrimoine mondial de l'humanité (Parcs nationaux de la Comoé et de Taï, Réserve Intégrale du Mont Nimba), deux Réserves de Biosphère (Parcs nationaux de Taï et de la Comoé) et deux Sites Ramsar (Parcs nationaux d'Azagny et des îles Ehotilé).

En termes de pourcentage de surfaces placées sous statut de parcs et réserves, par rapport à la superficie du territoire national, la Côte d'Ivoire est classée parmi les

premiers pays africains francophones. Sur soixante-deux sites d'intérêt international existant en Afrique subsaharienne (Patrimoine mondial, Biosphère et Ramsar), la Côte d'Ivoire se situe, avec ses six sites, nettement au-dessus de la moyenne pour l'Afrique centrale, occidentale et orientale (qui est d'un peu moins de deux sites d'intérêt international par pays).

Tableau 3.91 : Répartition phytogéographique des Aires Protégées

Ecosystèmes	Aires protégées
Forêts denses humides	Parc national de Taï, Parc national du Banco, Réserve naturelle du N'Zo, Réserve naturelle de Mabi Yaya, Réserve partielle naturelle d'Aghien, Réserve naturelle de Daliafleur, Réserve naturelle de Bossématié
Mangroves et Savanes côtières	Parc national d'Azagny, Parc national des Iles Ehotilé
Forêts semi décidues de la mosaïque forêts savanes	Réserve Scientifique de Lamto, Réserve de Faune d'Abokouamékro, Parc national de la Marahoué, Parc national de Comoé, Réserve de Faune et de Flore du Haut Bandama
Montagnes	Parc national du Mont Péko, Parc national du Mont Sangbé, Réserve naturelle Intégrale du Mont Nimba

Source : MINEDD/OIPR 2023

Les superficies, les emplacements et les dates de création des divers parcs nationaux (pour une superficie totale de 1 913 056,67 hectares) ainsi que des réserves naturelles (pour une superficie totale de 334 790 hectares) sont détaillés dans les sections suivantes.

Judicieusement répartis dans la plupart des zones phytogéographiques du pays, à l'exception du milieu marin, les parcs nationaux et réserves naturelles sont un échantillon représentatif des écosystèmes du pays.

4.2.1.PARCS NATIONAUX

Le Tableau 3.92 récapitule l'ensemble des huit (08) parcs nationaux de la Côte d'Ivoire dont la gestion est sous le contrôle de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR).

Tableau 3.92 : Parcs nationaux de la Côte d'Ivoire

Nom du parc	District	Année de création	Surface (ha)
Parc national du Banco	Abidjan	1953	3438
Parc national de la Comoé	Savanes, Zanzan	1963	1148756
Parc national de la Marahoué	Sassandra-Marahoué	1968	101000
Parc national du Mont Péko	Montagnes	1968	34000
Parc national de Taï	Montagnes	1972	508186
Parc national des îles Ehotilé	Comoé	1974	722
Parc national du Mont Sangbé	Montagnes	1975	97554,37
Parc national d'Azagny	Lagunes	1981	19400
Total Général			1 913 056,37

Source : MINEDD/OIPR 2023

Les caractéristiques et enjeux écologiques des huit (08) parcs nationaux se présentent comme suit :

1. **Parc national du Banco :** situé en plein cœur d'Abidjan en bordure de l'autoroute

du Nord, le parc national du Banco est un exemple de forêt primaire, avec des espèces de bois devenues rares : acajous, framirés, avodirés, niangons. Les enjeux écologiques rattachés à ce parc sont : (i) protéger la nappe phréatique du terminal continental pour l'approvisionnement en eau potable de la ville d'Abidjan ; (ii) valoriser le potentiel touristique et (iii) protéger la diversité biologique.

2. **Parc national de la Comoé :** s'étend près de la frontière nord-est de la Côte d'Ivoire. Il comprend des paysages variés, notamment des savanes, des prairies et des étendues de forêt tropicale, assez rares dans le nord. Il est traversé par le long fleuve Comoé et peuplé de chimpanzés, éléphants, céphalophes, grandes et petites antilopes, hippopotames, crocodiles nains, outardes de Deham et calaos à casques jaunes. Ce parc national, inscrit au patrimoine de l'Unesco, est une réserve de biosphère qui possède de hauts points d'observation. Les enjeux écologiques rattachés à ce parc sont : (i) conserver le milieu naturel et la biodiversité et (ii) valoriser le potentiel écotouristique.
3. **Parc national du Mont Péko :** situé à l'ouest de la Côte d'Ivoire, il tire son nom du mont Péko qui culmine à 833 m. Il est renommé pour sa végétation, flore de montagne et forêt primaire. Les enjeux écologiques rattachés à ce parc sont : (i) conservé la biodiversité, (ii) valoriser le potentiel touristique et (iii) contribuer à l'éducation environnementale et touristique.
4. **Parc national de la Marahoué :** situé à 350 km au nord-ouest d'Abidjan, à proximité de l'axe routier Bouaflé-Daloa. Créé en 1968, il occupe une superficie de 101 000 hectares et il se caractérise par la grande diversité de sa faune et de sa flore. Les enjeux écologiques rattaché à ce parc sont : (i) conserver le milieu naturel et la biodiversité et (ii) valoriser les potentialités touristiques.
5. **Parc national de Taï :** situé à l'ouest, à proximité de la Guinée et du Liberia, il est situé autour du mont Niénokoué et renferme l'une des dernières forêts primaires d'Afrique. Les enjeux écologiques rattaché à ce parc sont (i) conserver la diversité biologique avec la participation des populations riveraines et (ii) Améliorer la connaissance des écosystèmes du parc, leur fonctionnement et leur équilibre par la recherche.
6. **Parc national des Iles Ehotilés** : avec ses 6 îles (Assokomonobaha, Balouaté, Meha, Nyamouan, Elouamin et l'île sacrée Bosson Assoun), il comporte environ 3000 espèces aquatiques et 35 familles de plus de cent oiseaux. Les enjeux écologiques rattaché à ce parc sont : (i) conserver la diversité biologique et (ii) valoriser le potentiel touristique.
7. **Parc national du Mont Sangbé :** situé en zone montagneuse (14 sommets de plus de 1 000 m dans les monts du Toura) ; il est giboyeux et abrite une flore particulière. Ce parc est couvert d'une flore très dense. Les enjeux écologiques liés à ce parc sont : (i) conserver la biodiversité, (ii) valoriser le potentiel touristique et (iii) contribuer à l'éducation environnementale et culturelle.
8. **Parc national d'Azagny :** il est situé à 130 km d'Abidjan, dans la sous-préfecture de Grand-Lahou et à l'embouchure du fleuve Bandama. Cette réserve naturelle est classée site Ramsar en 1996. Elle est essentiellement constituée de savane marécageuse avec des palmiers, où l'on peut apercevoir des troupeaux d'éléphants et de buffles. Les enjeux écologiques liés à ce parc sont : (i) conserver la diversité biologique et (ii) valoriser le potentiel touristique.

4.2.2. RÉSERVES NATURELLES

Le Tableau 3.95 récapitule l'ensemble des dix (10) réserves naturelles de la Côte d'Ivoire dont la gestion est sous le contrôle de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR).

Tableau 3.93 : Réserves naturelles de la Côte d'Ivoire

Nom de la réserve	District	Année de création	Superficie approximative (ha)
Réserve naturelle intégrale du Mont Nimba	Tonkpi	1944	5092,62
Réserve scientifique de Lamto	Agnéby-Tiassa	1968	2617
Réserve partielle de faune du N'Zo	Nawa	1972	27830
Réserve de Faune et de Flore du Haut Bandama	Hambol, Béré, Poro	1973	122162
Réserve d'Aboukouamékro	Bélier	1993	20430
Réserve naturelle de Dahliafleur	Lagunes	2004	148,37
Réserve naturelle de Mabi-Yaya	La Mé	2019	61282
Réserve naturelle partielle d'Aghien	Abidjan	2020	5675
Réserve naturelle de Bossématié	Indénié Djuablin	2022	21960
Réserve naturelle du Cavally	Moyen Cavally	2023	67 593
Total Général			334 789,99

Source : MINEDD/OIPR 2024

Les caractéristiques des dix (10) réserves naturelles se présentent comme suit :

1. **Réserve naturelle intégrale du Mont Nimba :** Le massif du Mont Nimba, inscrit dans la dorsale guinéenne qui assure le prolongement du Fouta-Djalon, marque les frontières entre le Libéria, la Guinée et la Côte d'Ivoire plus précisément dans les dix-huit montagnes dans le département de Danané. Les sommets les plus élevés sont situés en Guinée et seul le Mont Richars Mollard, qui culmine à 1 752 m forme un pivot à la limite de la Côte d'Ivoire. La Réserve intégrale du Mont Nimba est inscrite au Patrimoine mondial depuis 1981 pour la partie guinéenne et 1982 en ce qui concerne la Côte d'Ivoire. Elle possède plusieurs atouts : la présence d'espèces rares endémiques (crapauds vivipares) et insectes semi-aquatiques ; une richesse floristique exceptionnelle (forêts, savanes et végétations d'altitude) ; un véritable château d'eau donnant naissance à plus de 50 cours d'eau. Les enjeux écologiques de cette réserve sont : (i) sauvegarder un échantillon d'écosystème de montagne ; (ii) assurer une meilleure conservation de la biodiversité du Massif du Mont Nimba notamment l'espèce de crapaud vivipare ; et (iii) contribuer à l'éducation environnementale et scientifique.
2. **Réserve Scientifique de Lamto :** Elle est située à la pointe sud du V Baoulé, dans le département de Taabo. Elle abrite la Station d'Ecologie de Lamto. Depuis 1961, elle accueille de multiples programmes de recherche dans le but de connaitre la structure et le fonctionnement d'un Ecosystème de savane tropicale. La Réserve Scientifique de Lamto abrite une station géophysique et une station écologique. Le terrain de 2 617 ha accueillant la station a été mis à la disposition de l'Université nationale de Côte d'Ivoire par arrêté n°857 AGRI/DOM du 12/07/1968. Les enjeux écologiques de cette réserve sont : (i) la conservation de la diversité biologique ; (ii) la Recherche scientifique ; et (iii) la Valorisation touristique.

3. **Réserve partielle de Faune de N'Zo :** Elle prolonge le Parc national de Taï vers le nord, jusqu'à la branche occidentale du lac de Buyo qui occupe une partie de l'ancien bassin de la rivière N'ZO (le lit de cette rivière dessinait, autrefois, la limite nord de la réserve). Elle a été créée par le décret N° 72-545 du 28 août 1972, sa superficie actuelle est estimée à 27.830 hectares. La Réserve du N'ZO est recouverte d'une forêt dense humide sempervirente. Les enjeux écologiques de cette réserve sont (i) conserver et favoriser la propagation de la faune ; et (ii) valoriser le potentiel touristique.
4. **Réserve de Faune et de Flore du Haut Bandama :** Créée en 1973, elle est située entre les régions du Hambol, Béré et du Poro. Plus précisément dans les départements de Katiola, Niankaramadougou, Korhogo et Mankono. Elle couvre une superficie de 122 162 ha. L'enjeu de cette réserve est de conserver la forêt sèche et la forêt galerie du fleuve Bandama et la savane soudanaise.
5. **Réserve de Faune d'Abokouamékro** : Initialement appelée « Parc animalier d'Abokouamékro », cette aire protégée couvre une superficie totale de 20 430 ha dont 7 230 ha aménagés pour les visites touristiques. Sa particularité est que sa faune provient des parcs nationaux de Côte d'Ivoire et d'Afrique du Sud pour le tourisme de vision. Elle abrite des buffles, des bubales, des antilopes, des buffons et de nombreuses autres espèces animales. L'élevage d'animaux sauvages y est pratiqué. La Réserve de Faune d'Abokouamékro constitue l'un des maillons essentiels du développement touristique de la Région des Lacs. L'enjeu écologique est de : (i) conserver et favoriser la propagation de la faune ; et (ii) valoriser le potentiel touristique.
6. **Réserve naturelle de Dahliafleur** : Etendue sur une superficie de 148 hectares, la réserve naturelle partielle de Dahlia fleurs a été créée le 14 octobre 2004. Accès facile par l'ancienne route de Bingerville qui la borde. Sa situation périurbaine peut susciter des randonnées journalières et le relief peu accidenté, facilite les randonnées pédestres. L'enjeu est de : (i) conserver la diversité biologique ; et (ii) valoriser le potentiel touristique.
7. **Réserve naturelle de Mabi Yaya** : La Réserve Naturelle de Mabi-Yaya (RNMY) est née de la fusion de deux forêts classées anciennement sous la responsabilité de la SODEFOR. Ce sont l'ex-Forêt classée de Mabi d'une superficie de 59 614 ha et l'ex-Forêt classée de Yaya d'une surface de 23 873 ha. Elle est traversée dans sa partie Nord-ouest par la rivière Mabi et s'étend le long du fleuve Comoé dans sa partie Est jusqu'à la rivière Kossan au Sud-ouest. L'enjeu est de conserver le milieu naturel et la biodiversité.
8. **Réserve Naturelle Partielle d'Aghien** : Située dans le District Autonome d'Abidjan et à cheval sur les sous-préfectures de Bingerville au Sud et de Brofodoumé au Nord, la Réserve naturelle partielle d'Aghien est le dernier né des parcs et réserves en Côte d'Ivoire. Avec une forme polygonale de 366 sommets, la Réserve naturelle partielle d'Aghien couvre une superficie de 5.675 ha prenant en compte une partie de terre ferme autour de la lagune Aghien et la lagune elle-même désignée ici sous le nom du Lac d'Aghien. L'enjeu est de (i) conserver la diversité biologique ; et de (ii) valoriser le potentiel touristique.
9. **Réserve naturelle de Bossématié :** Couverte d'une mosaïque d'îlots de forêts de différents stades et d'espèces végétales caractéristiques ; c'est un véritable réservoir de biodiversité. Sa faune, particulièrement riche est rehaussée par la présence de grands mammifères et de primates (éléphant, chimpanzé, buffle, guibs, céphalophes etc.) Aussi la Reserve a en son sein un arboretum aménagé, un mirador construit, une retenue d'eau aménagée pour les éléphants, tout ceci lui donne d'être un site idéal pour les randonnées pédestres. La diversité de

végétations est favorable à la recherche scientifique. 91 ha de forêt bien conservée ; 08 ha de forêt secondaire ; 15 espèces de mammifères ; 69 espèces d'oiseaux inventoriés. La réserve est située dans une région à fort potentiel touristique. Les enjeux écologiques rattachées à cette sont en lien avec la conservation de la biodiversité (ZIB), le refuge des éléphants au Sud-Est de la Côte d'Ivoire. En outre c'est un des derniers massifs forestiers du Sud-Est de la Côte d'Ivoire situé à proximité des aires protégées du Ghana offrant les possibilités d'établissement de corridors.

Réserve Naturelle du Cavally : le dernier né des aires protégées de Côte d'Ivoire, le réseau des aires protégées enregistre un nouveau membre, la Réserve naturelle de Cavally (RNC). D'une superficie de 67 593 ha. Cette ancienne forêt classée est devenue réserve naturelle depuis le 13 septembre 2023. La RNC est située dans le département de Taï et plus précisément dans les sous-préfectures de Zagné et Taï. la ville de Taï est à 8 km au sud-est de la réserve, tandis que celle de Zagné est à 14 km au nord-est du site. Un plan d'urgence pour la prise en main rapide a été élaboré et une première mission d'envergure de reconnaissance des lieux a été engagée par la Direction de Zone Sud-ouest de l'OIPR, désormais en charge de ce site.

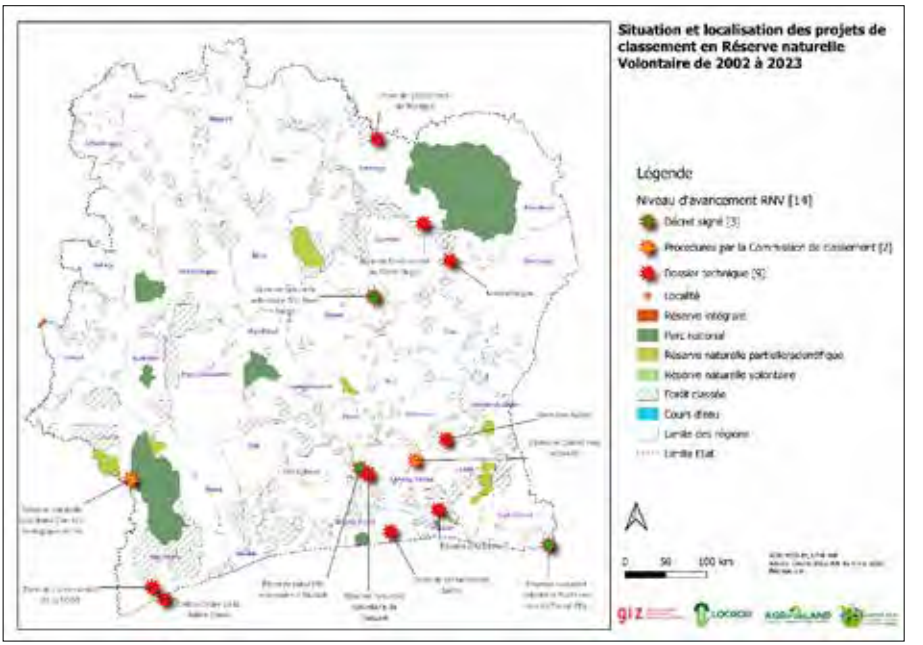
4.2.2.1. RÉSEAU DES RÉSERVES NATURELLES VOLONTAIRES

La Réserve Naturelle Volontaire (RNV) est une aire protégée créée et gérée par des collectivités, des entités privées ou des communautés sur leurs propres terrains. Définie par la loi n° 2002-102, elle vise à préserver les écosystèmes, les espèces et le patrimoine culturel tout en promouvant le développement durable et la lutte contre la pauvreté, notamment en milieu rural. Indépendantes des autorités gouvernementales, les RNV permettent une gestion locale autonome, souvent appuyée par des bénévoles ou employés locaux. En Côte d'Ivoire, elles concilient conservation de la biodiversité, développement économique et valorisation des cultures locales.

4.2.2.1.1. SITUATION DES RNV EN CÔTE D'IVOIRE

Plusieurs demandes de classement de RNV ont été introduites au niveau de la Direction de la Protection de la Nature (DPN) du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique (MINEDDTE). Ces demandes, émanant de différentes régions, ont à ce jour différents niveaux d'avancement de traitement des dossiers et soulignent l'intérêt croissant pour la création de réserves naturelles gérées de manière volontaire.

Figure 3.1 : Localisation et niveau de traitement des demandes de classement des RNV enregistrées par la DPN de 2002 à ce jour



Source : MINEDD/OPIR 2024

À ce jour, seulement quatre (04) Réserves Naturelles Volontaires (RNV) et une (01) Aire Marine Protégée (AMP) disposent de documents officiels de création. Ce nombre limité souligne également le potentiel d'expansion du réseau des RNV et la nécessité de soutenir davantage d'initiatives de conservation à l'avenir.

4.2.2.1.2. INVENTAIRE DES RNV CRÉÉES

1. **La Réserve Naturelle Volontaire du N'Zi River Lodge :** située à N'Dokro dans la sous-préfecture de Brobo (Centre de la Côte d'Ivoire), à 45 km au Nord-Est de la ville de Bouaké sur l'axe routier Bouaké - Satama Sokoro, la RNV N'Zi River Lodge est une initiative de la société N'Zi River Lodge fondée par M. Louis Diakité depuis les années 2000. La parcelle est limitée (i) au nord-est par le village d'Akroukouadiokro, (ii) à l'est, par la forêt classée de Besseboka, (iii) au sud, par la forêt classée de Mafa et (iv) à l'ouest et au nord-ouest, par le domaine foncier du village N'Dénou.

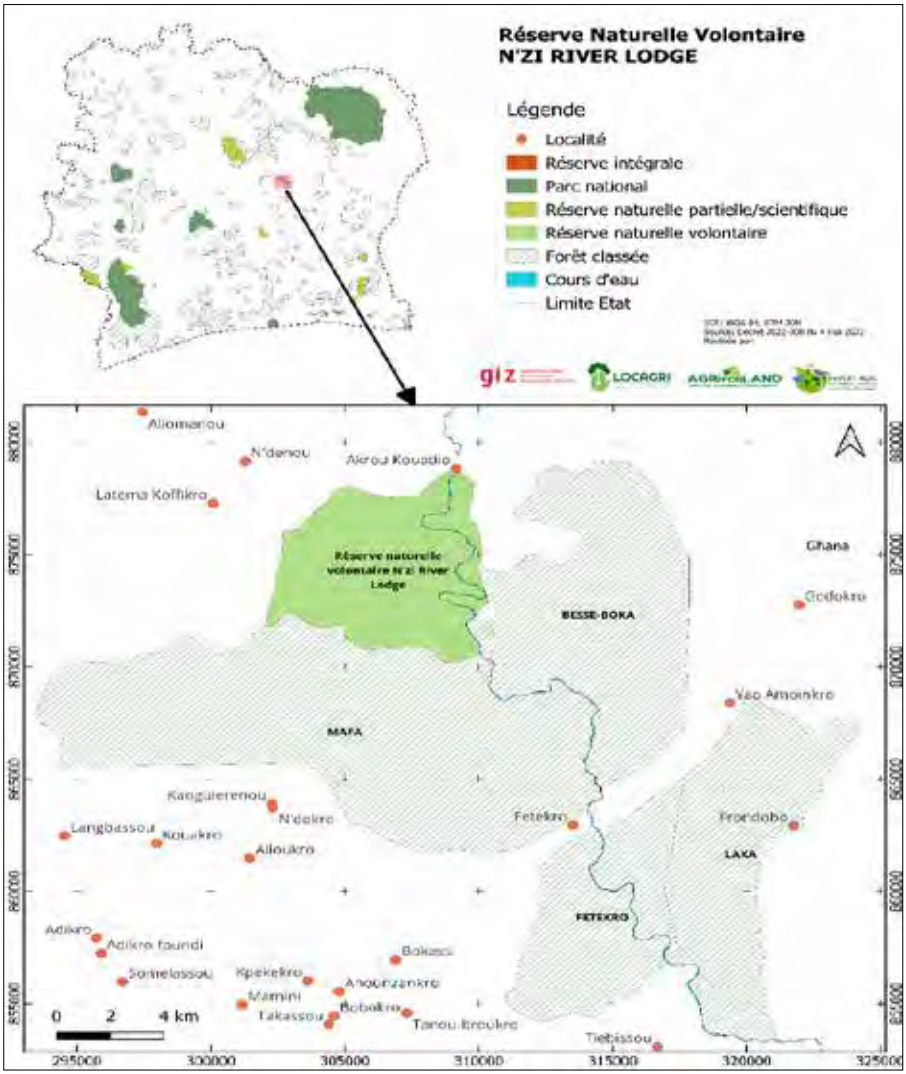
Ayant obtenu le statut de RNV par décret n° 2018-511 du 30 mai 2018 avec une superficie de 3662 ha, la RNV N'Zi River Lodge a pour objectif la conservation in situ de la diversité biologique, l'écotourisme, l'éducation et la recherche scientifique. Traversée par la rivière N'Zi, la réserve s'inscrit dans le bassin versant de ladite rivière et présente une hydrographie assez dense. Les activités écotouristiques sont basées sur la découverte de la nature (randonnée, escalade de mont, balades à vélo, balade à cheval, balade en canoë. Toutefois, la principale activité est le safari de vision basé principalement sur les grands mammifères (Rhinocéros blanc, Eléphant, Buffle, Cobe de Buffon, Cobe Defassa, Bubale, Phacochère, etc.).

Ainsi, tout acte de chasse, de poursuite, de capture et de provocation des animaux ; toute exploitation forestière, agricole ou minière quelle qu'en soit la nature sont strictement interdits sauf par l'entremise ou sous la direction ou le contrôle de

l'autorité chargée de sa gestion dans les conditions fixées par la réglementation.

Dans le cadre du développement de l'activité écotouristique, le gestionnaire de la RNV N'Zi River Lodge a signé une convention de partenariat avec la SODEFOR en décembre 2016 pour le développement de l'écotourisme dans les quatre forêts classées adjacentes à la RNV. Ces forêts classées comprennent la Mafa (13 400 ha), Bessé-Boka (7 600 ha), Laka (5 800 ha) et Fetekro (2 900 ha). Ensemble, ces forêts classées et la RNV N'Zi River Lodge forment un réseau propice au développement de l'écotourisme, visant à rendre la gestion de ces zones plus rentable et à promouvoir la conservation environnementale.

Figure 3.2 : Situation de la RNV N'Zi River Lodge

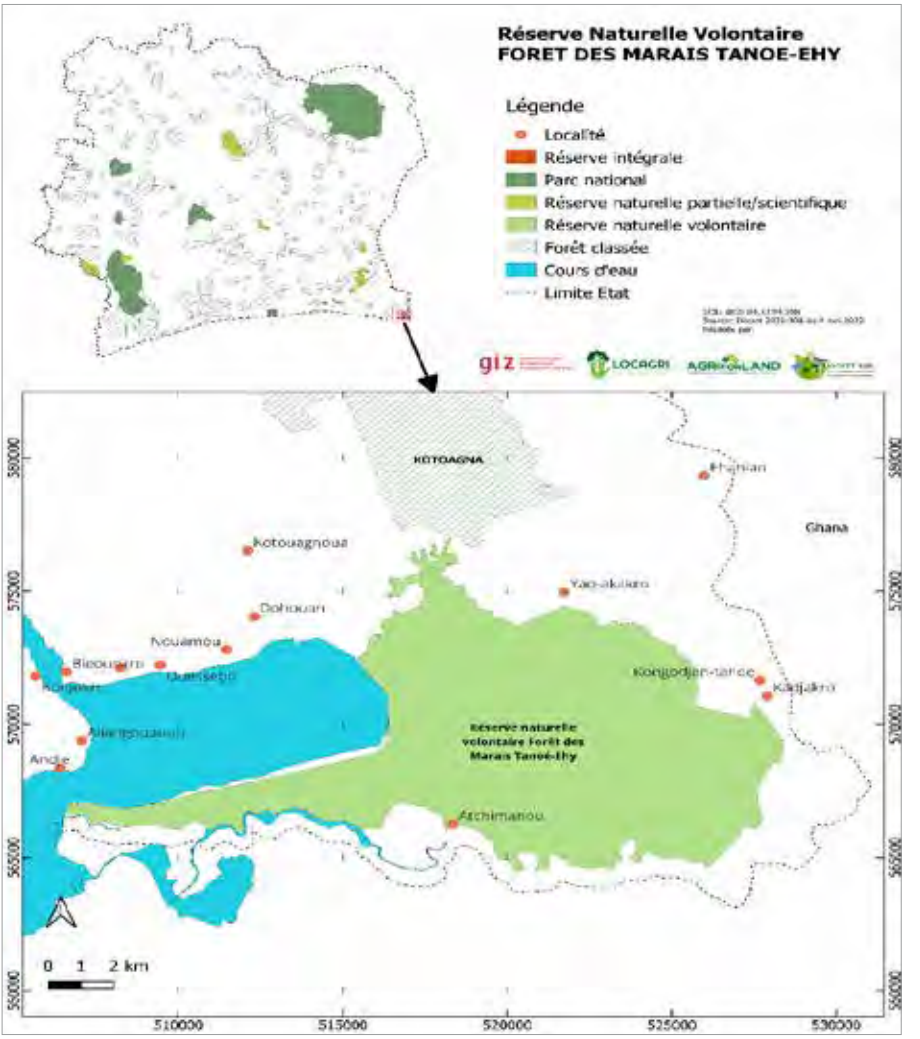


Source : MINEDD/OPIR 2024

2. La Réserve Naturelle Volontaire de la Forêt des Marais Tanoé-Ehy (FMTE) : La Forêt des Marais Tanoé-Ehy (FMTE) est une forêt marécageuse de 12 000 ha située à 70 km d'Abidjan au sud-est de la Côte d'Ivoire. C'est le seul espace naturel de la région à pouvoir offrir une aussi grande superficie. Dans cette région, le fleuve Tanoé fait office de frontière naturelle entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. Elle fait partie du hotspot des « Forêts Guinéennes d'Afrique de l'Ouest » désigné par la conservation internationale. Les onze villages de la zone du projet sont dans les circonscriptions administratives de Noé (Saykro, Kongodjan-Tanoé, Kadjakro, Ehania-Tanoé, Yao-Akakro), Tiapoum (Atchimanou, Allangouanou, Andjé) et Nouamou (Nouamou, Dohouan, Kotoagnoan) dépendant elles-mêmes de la Préfecture de Tiapoum.

En décembre 2021, la FMTE obtient le statut de **RNV** et le décret est publié au Journal officiel en mars 2022 (décret n°2021-920 du 22 décembre 2021). Cette décision est le résultat d'actions diverses, d'activisme et de plaidoyer menés par les différents acteurs, notamment les communautés vivant autour de la FMTE.

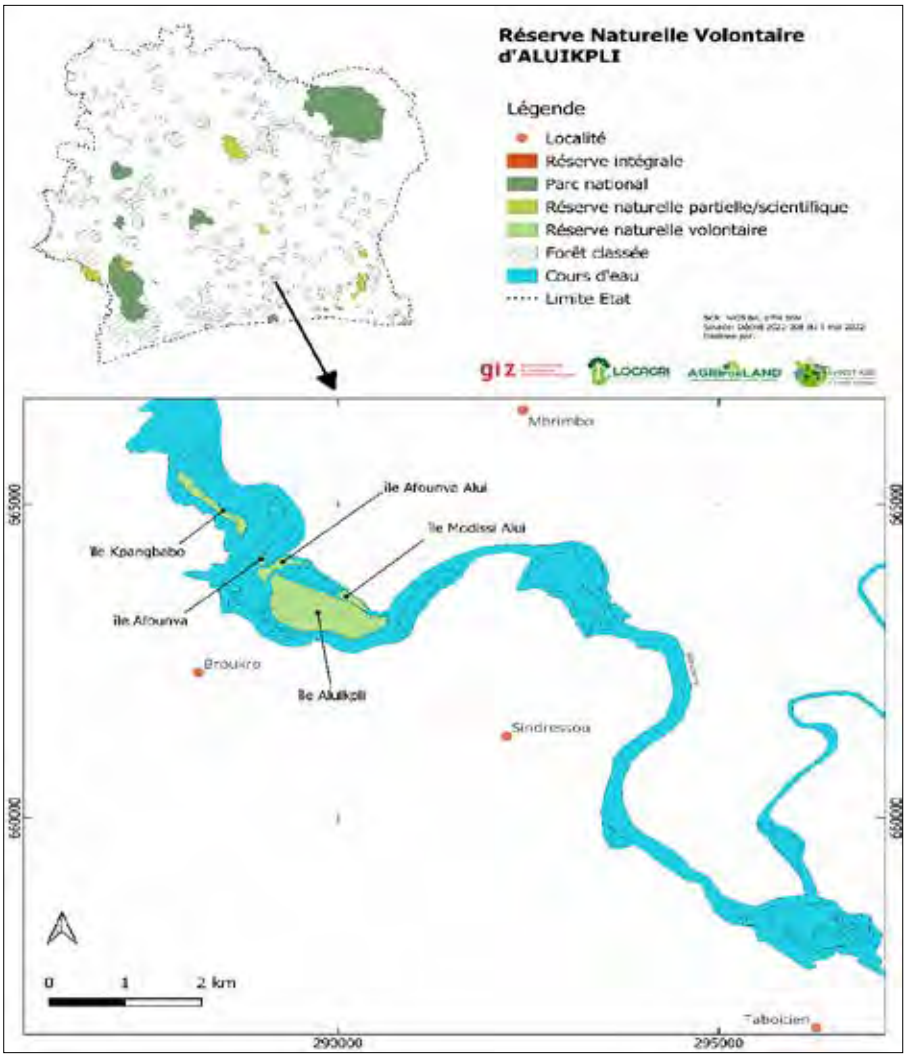
Figure 3.3 : Carte de situation de la RNV FMTE



Source : MINEDD/OPIR 2024

3. **La Réserve Naturelle Volontaire d'Aluikpli : la RNV d'Aluikpi est composée de cinq îles (Afounva, Aluikpli, Kpangbabo, Afounva Alui et Modissi Alui) situées sur le fleuve Bandama dans le département de Tiassalé, à quelques kilomètres de la ville de Tiassalé et à 130 km d'Abidjan (Figure 5).** Créée par décret n°2022-308 du 4 mai 2022, elle a pour objectif la conservation in situ de la diversité biologique, en vue de favoriser le développement de l'écotourisme, de l'éducation et de la recherche scientifique L'histoire de sa création évoque la volonté et l'engagement des communautés locale notamment de Monsieur Brou Paul dit Capitaine Brou, fils du département, de préserver un échantillon représentatif de la forêt de la région pour les générations futures. Avec une superficie totale de 111 ha, elle est constituée essentiellement de forêt. Elle est gérée par les communautés des 4 villages périphériques (M'Brimbo, Broukro, Taboitien et Sindéressou) réunies chacune en Association. Un projet de fédération des quatre associations est en cours.

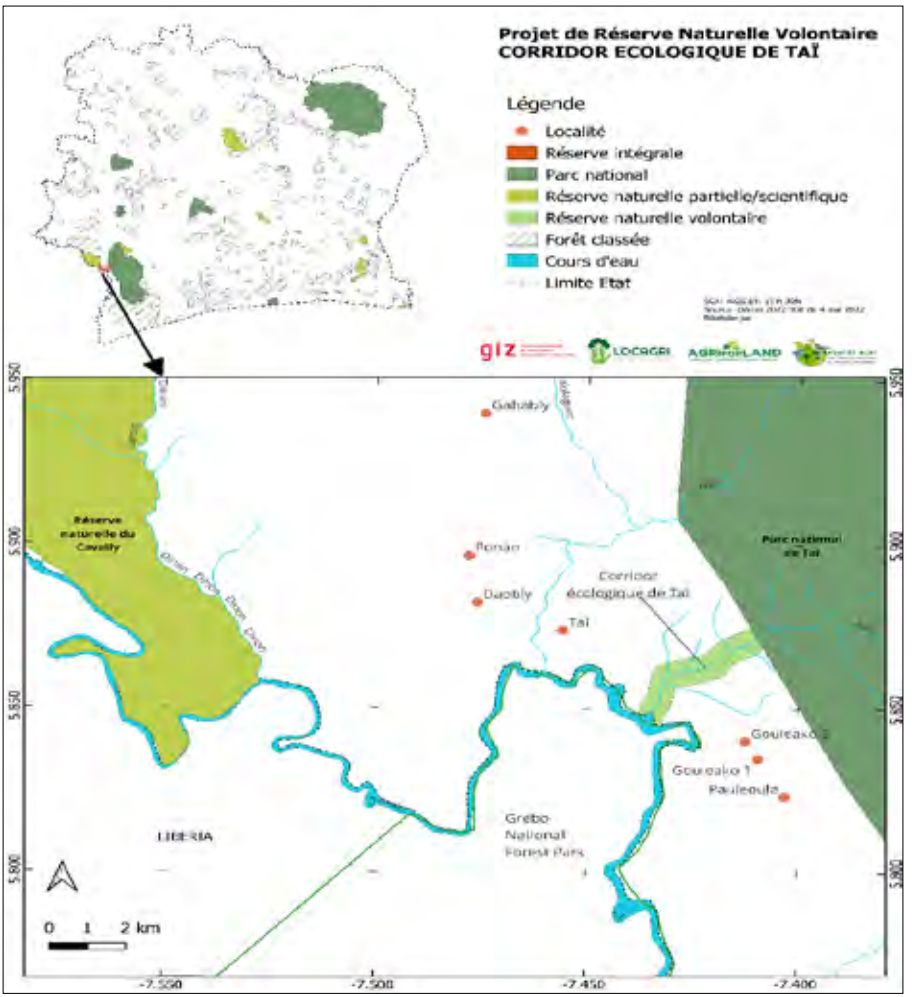
Figure 3.4 : Carte de situation de RNV Aluikpli



Source : MINEDD/OPIR 2024

4. **Réserve Naturelle Volontaire « Corridor Écologique de Taï » :** entre le Parc national de Taï et le parc national de Grebo-Krahn a été initié par les Gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Liberia afin de renforcer la connectivité écologique entre ces deux parcs et contribuer à la préservation des espèces animales et végétales de ces massifs forestiers. D'une superficie d'environ 240 ha (long de 4 km et large de 450 m) suivant le cours de la rivière Saro, à Taï. Le corridor sert d'habitat à de nombreuses espèces emblématiques et menacées, telles que : les éléphants de forêt, les pangolins géants, les chimpanzés, etc. Le statut de « réserve naturelle volontaire » implique une gestion basée sur la collaboration avec les communautés locales, favorisant à une conservation participative à la création d'activités génératrices de revenus durables pour les populations (écotourisme, agroforesterie).

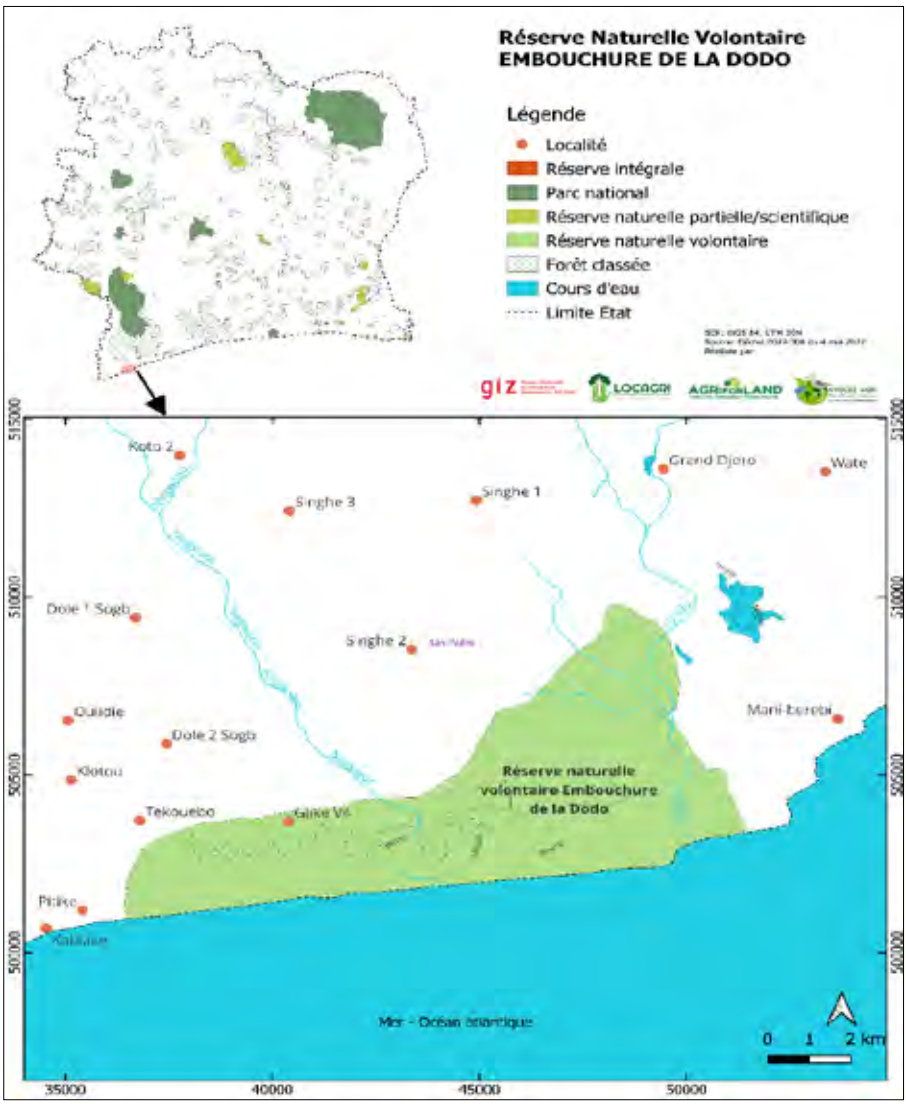
Figure 3.5 : Situation de la RNV du Corridor Ecologique de Taï



Source : MINEDD/OPIR 2024

5. **Aire Marine Protégée (AMP) de Grand-Béréby :** la Côte d'Ivoire a créé sa première Aire Marine Protégée à Grand-Béréby, dans le Sud-Ouest du pays, en décembre 2020. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale de protection de la biodiversité marine et de lutte contre la dégradation des écosystèmes côtiers. Située à 378 km d'Abidjan, dans la région de San Pedro, elle s'étend sur 2 600 km² et inclut des villages comme Roc, Mani, Kablaké, et Dahoua. Elle a pour objectif de : Protéger les tortues marines (tortue verte, luth et olivâtre), dont le site est un lieu majeur de ponte à l'échelle mondiale ; Préserver les mangroves, les récifs coralliens et les espèces marines menacées (pangolins, chimpanzés, buffles) ; Renforcer la résilience face à la pollution marine, au braconnage et à la déforestation côtière

Figure 3.6 : Carte de situation de l'Embouchure de la Dodo



Source : MINEDD/OPIR 2024

4.2.2.1.3. AUTRES INTENTIONS DE CLASSEMENT

Plusieurs autres intentions de classement de RNV ont été manifestées par divers promoteurs. Cependant, en raison de diverses difficultés, telles que des problèmes fonciers, financiers et techniques, le processus de constitution du dossier technique n'a pas encore abouti à une demande formelle devant aboutir à leur création officielle.

Tableau 3.94 : Situation des demandes de classement de RNV

N°	Intitulés	Année de demande	Requérant (collectivité, privé, communauté, autre)	Etape du processus *1. Initial (requête de classement) 2. Dossier technique 3. Commission de classement 4. Décret signé*	Difficultés particulières
1	RNV Tiassalé	Pas encore de demande mais accord de principe des communautés	Communauté de Nianda, Kanga-Nianzè, Taboitien et Niamoué	Sensibilisation des communautés villageoises pour obtenir leurs adhésions Accords des communautés pour la poursuite du processus de classement	Attente de financement Ivoire Hydro Energy (IHE)
2	SOGB (Grand-béréby)	2014	Privé	Dossier technique et Elaboration de la Commission de classement	Bail emphytéotique (accord du MEMINADERPV)
3	SAPH (Toupah-Ousrou)	Pas encore de demande mais accord de principe	Privé	Accord de principe de la Société et visite du site par la DPN	Bail emphytéotique (en cours de discussions avec le MEMINADERPV)
4	Domaine Kabié Affery	2021	Privé	Demande de classement et visite du site par la DPN	Cout élevé pour la constitution du dossier technique
5	Rêverie d'Anyama		Privé	Dossier technique	Coût élevé pour la constitution du dossier technique et zone située dans le domaine urbain
6	Mont Tingui (Dabakala)	Pas encore de demande mais accord de principe des communautés pour se faire accompagner par l'OIPR	Communauté villageoise de AGEREF Mont Tingui	Accord de principe des communautés	En attente de financement pour la constitution du dossier technique de classement
7	Warigué (Ferké et Kong)	2023	Communauté villageoise de AGEREF Warigué	Avis favorable du MINEDDTE à la demande de classement	En attente de financement de la GIZ pour la constitution du dossier technique de classement
8	Domaine Daniel Yapi KOUASSI (Rubinho)	2020	Privé (Daniel Yapi KOUASSI)	Arrêté de la commission de classement disponible Dossier technique disponible	En attente de l'organisation de la dernière réunion de la commission de classement pour approbation.
9	Massadougou (Sandégué)	2021	Mutuelle de Massadougou	Avis favorable du MINEDDTE à la demande de classement	En attente de financement pour la constitution du dossier technique de classement
10	Dieribanduan (Lolobo) Béoumi	2023	Mutuelle de Dieribanduan	Demande de classement	En attente de financement pour la constitution du dossier technique de classement

Source : MINEDD/OPIR 2024

Cette synthèse met en évidence les efforts continus visant à étendre le réseau des Réserves Naturelles Volontaires (RNV), tout en soulignant l'importance de soutenir ces initiatives pour la conservation de la biodiversité et la protection des écosystèmes fragiles.

Le processus de création et de gestion des RNV en Côte d'Ivoire repose sur un cadre institutionnel bien défini, dirigé par le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique (MINEDDTE), à travers sa Direction de la Protection de la Nature (DPN). En application du Décret N° 2023-968 du 6 décembre 2023, organisant le MINEDDTE, la DPN est chargée de promouvoir la création des RNV et d'assurer un suivi rigoureux des activités qui en découlent.

Les collectivités territoriales, telles que les régions et les communes, jouent un rôle clé dans la préservation des RNV, en mobilisant des ressources et en coordonnant les efforts à l'échelle locale. Par ailleurs, les acteurs non-étatiques apportent une contribution essentielle à ces initiatives. Parmi eux, les communautés villageoises jouent un rôle actif, tandis que le secteur privé (notamment les personnes morales) et les organisations de la société civile (OSC) complètent la diversité des parties prenantes engagées dans ces projets de conservation.

Enfin, la société civile, regroupant les organisations non gouvernementales (ONG), les associations environnementales et les groupes de défense des droits, joue un rôle primordial dans la promotion de la conservation et de la gestion durable des RNV. Leur implication renforce la sensibilisation, favorise la mobilisation des ressources et garantit une approche inclusive dans la protection de l'environnement.

4.3. LUTTES CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRES PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les résultats des inventaires montrent que la Côte d'Ivoire qui séquestrait le carbone estimé à -63 748,351 Gg eq. CO2 en 1990, a réduit sa capacité de séquestration de carbone en 2020, estimée à -16 762,926 Gg eq. CO2, soit une réduction de 73,7% par rapport à l'année de référence 1990.

Les émissions nettes totales estimées à 51 535,157 Gg eq. CO2 en 2020 sont cinq (05) fois supérieures au niveau de l'année de référence 1990. Cette situation de passage du statut de puits au statut de source s'explique par les effets combinés de la déforestation (surtout conversion des forêts en terres cultivées), de la dégradation des forêts et autres affectations des terres (due à la collecte de bois rond commercial et de bois énergie), ainsi que de l'augmentation des émissions de GES, surtout dans les secteurs énergie et agriculture.

Le secteur majoritaire en termes d'émissions/absorptions de la Côte d'Ivoire est le secteur de l'Agriculture, la Foresterie et Autres Affectations des Terres (AFAT), qui représente 65,19% des émissions nettes totales en 2020, suivi par le secteur de l'Energie avec 25,77% des émissions, puis le secteur des Déchets (7,69%), et enfin celui des PIUP avec 1,35%. (cf. tableau 3.95)

En ce qui concerne le secteur de l'AFAT, l'identification des axes prioritaires pour l'atténuation s'est effectuée sur la base des options de la Stratégie Nationale REDD+ (2017) et de la Stratégie Nationale de Préservation, de Réhabilitation et d'Extension des Forêts (SPREF, 2019), ainsi que du PNIA II. La SPREF complète et précise les modalités de mise en œuvre de la SN-REDD+ dans le secteur forestier.

Tableau 3.95 : Récapitulatif des émissions de gaz à effet de serre (1990 à 2020) (Gg eqCO_2)

Année		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Emissions Totales de GES		**10 306,153**	**11 187,105**	**12 585,935**	**14 228,394**	**14 052,837**	**16 257,911**	**16 940,267**	**19 638,998**	**22 009,029**	**23 055,147**	**28 998,356**
1	ENERGIE	3 842,135	3 994,777	3 999,478	3 987,757	4 048,536	4 316,257	4 865,039	5 750,680	6 391,118	7 922,399	7 670,833
2	PIUP	8,249	8,443	8,651	8,859	8,683	8,507	8,331	8,149	7,977	7,775	63,426
3	AFAT	5 611,814	6 086,860	7 280,114	8 767,748	8 388,885	10 199,299	10 217,574	11 922,393	13 549,845	12 973,227	19 022,015
4	DECHETS	843,954	1 097,025	1 297,692	1 464,030	1 606,732	1 733,849	1 849,323	1 957,775	2 060,089	2 151,746	2 242,082

Année		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Emissions Totales de GES		**28 998,356**	**27 613,599**	**25 656,404**	**25 818,326**	**27 946,984**	**26 649,509**	**29 102,896**	**30 267,295**	**32 416,810**	**31 554,064**	**33 713,378**
1	ENERGIE	7 670,833	7 559,354	7 670,909	6 483,069	7 320,964	7 855,663	7 522,763	7 538,018	8 312,841	7 755,984	8 197,470
2	PIUP	63,426	113,551	156,989	202,882	243,502	437,448	457,253	473,433	477,568	484,622	513,869
3	AFAT	19 022,015	17 609,097	15 406,636	16 621,419	17 795,319	15 690,278	18 376,466	19 428,320	20 717,040	20 324,044	21 930,323
4	DECHETS	2 242,082	2 331,597	2 421,870	2 510,957	2 587,198	2 666,119	2 746,414	2 827,524	2 909,360	2 989,414	3 071,717

Année		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Emissions Totales de GES		**33 713,378**	**33 858,557**	**40 770,379**	**40 569,781**	**43 855,531**	**42 907,394**	**43 651,048**	**44 317,470**	**46 307,855**	**52 584,270**	**51 535,157**
1	ENERGIE	8 197,470	8 164,197	10 239,414	11 293,546	11 858,388	12 262,634	11 743,759	12 752,449	12 187,893	13 136,776	13 280,701
2	PIUP	513,869	542,799	719,211	710,084	708,997	651,306	640,670	638,239	663,448	676,051	696,099
3	AFAT	21 930,323	21 997,978	26 576,374	25 248,098	27 886,198	26 499,814	27 679,623	27 245,908	29 681,199	34 901,324	33 593,308
4	DECHETS	3 071,717	3 153,583	3 235,379	3 318,053	3 401,949	3 493,639	3 586,996	3 680,874	3 775,315	3 870,119	3 965,050

Source : MINEDDTE/DLCC, 2024

Globalement, nous constatons une hausse des émissions entre 1990 et 2020, tous les secteurs d'activités pris en compte. Toutefois, il faut noter une légère baisse des émissions entre 2019 et 2020. On retient que le secteur AFAT a subi une augmentation importante de ses émissions de CO_2. Cela est dû à une dégradation continue du couvert végétal. La réduction du taux d'absorption de carbone observée est principalement imputable aux effets combinés de la dégradation des forêts et des prairies, de la conversion des terres forestières en terres cultivées (déforestation), de la conversion des prairies en terres cultivées, ainsi que de l'accroissement de la biomasse due à la croissance des arbres.

Tableau 3.96 : Émissions de CO^2 par unité de valeur ajoutée

	Secteur/Année	2016	2017	2018	2019	2020
Emission de CO2 dans les secteurs suivants (en Tonnes)	Energie	8 117 045,84	8 696 283,72	8 155 977,29	8 843 643,15	9 063 020,11
	Déchets	3 586 995,78	3 680 874,25	3 775 315,42	3 870 119,39	3 965 049,98
	Transports	3 626 713,26	4 056 164,84	4 031 915,57	4 293 132,65	4 217 680,70
	Agriculture et Forêts	27 679 623,06	27 245 907,79	29 681 198,92	34 901 324,20	33 593 307,92
	Production industrielles et unités de productions	640 669,68	638 239,36	663 447,64	676 050,61	696 098,68

Source : MINEDDTE, DGEDDTE 2024

PARTIE IV :
INDUSTRIE ET BTP



CHAPITRE 1

INDUSTRIE

La Côte d'Ivoire dispose d'un tissu industriel parmi les plus développés de la zone CEDEAO. L'industrie ivoirienne représente 16,30% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2020 et concerne, entre autres, l'agroalimentaire, l'extraction, la production d'électricité et d'eau potable, l'activité métallurgique, la fabrication de matériaux minéraux, la chimie, la transformation de caoutchouc et du plastique et le raffinage pétrolier.

Les performances du secteur industriel résultent de la mise en œuvre de la nouvelle politique industrielle ivoirienne basée sur la forte contribution du secteur privé, l'utilisation des avantages comparatifs et l'appui ciblé de l'Etat en matière d'accompagnement. Cette politique place l'industrie du pays dans une dynamique de croissance afin d'atteindre l'objectif de la part du secteur dans le PIB à hauteur de 25% (Cible PND 2021-2025).

Par ailleurs, compte tenu de l'importance du secteur industriel dans le développement socio-économique de notre pays, le Gouvernement a placé ce secteur au cœur de la transformation structurelle de l'économie en consacrant le pilier 1 du PND 2021-2025 à « **l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement des Grappes** ». Ainsi, sept (7) clusters ou grappes industriel(le)s dans les domaines prioritaires, ont été identifiés. Il s'agit des clusters : (1) Agro-industrie, (2) Chimie et plasturgie, (3) Matériaux de construction, d'ameublement et d'équipements, (4) Fabrication de pièces détachées, assemblage de véhicules de spécialité, (5) Industrie pharmaceutique, (6) Textile (vestimentaire et d'ameublement) et (7) Accessoires et Emballage.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces clusters, le Gouvernement à travers le Ministère en charge de l'Industrie, a réalisé à fin 2022 les actions suivantes :

1. l'aménagement d'une zone industrielle à Bonoua dédiée au développement de l'Agro-industrie qui permet l'implantation de plusieurs entreprises alimentaires (Production de l'eau, de boisson, emballages alimentaires, etc.) ;
2. l'aménagement d'une aire (59 ha) dédiée au développement des matériaux de construction notamment le ciment dans la zone industrielle de PK 24 (Akoupé Zeudji) avec près de trois quarts (¾) des unités industrielles de production de ciment installées dans cette zone ;
3. la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'une zone franche textile à Bouaké ;
4. la réalisation des études pour la mise en œuvre des grappes : « Coton-textile et habillement » et « industrie automobile et montage » dont les recommandations et mesures à prendre seront proposées au Gouvernement ;
5. la réalisation des études pour les cinq autres grappes industrielles (Agro-industrie, emballage, matériaux de construction, chimie plasturgie et industrie pharmaceutique).

1.1. INDICATEURS DE SUIVI DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

En Côte d'Ivoire, l'indice Harmonisé de la production industrielle est l'instrument statistique qui permet de mesurer et d'apprécier, à court terme, l'évolution de la production en volume des biens et services industriels des unités de production résidentes. L'IHPI actuel de la Côte d'Ivoire a été rénové conformément aux dernières recommandations internationales des Nations Unies avec l'appui technique de l'Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT). La refonte de l'IHPI a été réalisée dans le cadre du Programme Statistique Régional de l'UEMOA (PSR 2015-2020) qui a également suscité la mise en place d'un indice de prix de production de l'Industrie (IPPI) et d'un Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) dans l'Industrie. Ces indicateurs viennent renforcer le diagnostic conjoncturel et améliorent le suivi de l'activité industrielle en Côte d'Ivoire.

En effet, l'IPPI est un indicateur de court terme qui permet de mesurer la dynamique d'évolution des prix de transaction des biens et services industriels départ usine. Il sert également de déflateur aux productions en valeur afin d'obtenir des productions en volume nécessaires à l'élaboration de l'IHPI rénové ; tandis que l'ICA Industrie est un indicateur macroéconomique qui permet d'évaluer à une période bien définie, l'évolution des ventes de ces produits industriels.

L'année 2015 a été retenue pour servir de nouvelle année de base de l'IHPI rénové, ainsi que de l'IPPI et de l'ICA Industrie. Ces indicateurs conjoncturels sont produits à un rythme mensuel et sont publiés soixante (60) jours après la fin du mois sous revue.

Sur la base de l'année 2015, les branches d'activités les plus importantes du tissu industriel Ivoirien sont :

« Fabrication de produits alimentaires » (33,81%), « Extraction d'hydrocarbures » (11,82%), « Production et distribution d'électricité » (10,98%), « Métallurgie » (5,96%), « Fabrication de matériaux minéraux » (5,14%), « Extraction de minerais métalliques » (4,57%), « Raffinage pétrolier, cokéfaction » (3,67%), « Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (3,23%), « Fabrication d'ouvrages en métaux » (2,53%), « Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles» (2,41%), et « Fabrication de produits chimiques » (2,33%).

1.1.1. INDICE HARMONISÉ DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI) RÉNOVÉ

A la fin de l'année 2023, l'IHPI de la Côte d'Ivoire se situe à 150,1 points après avoir atteint 124,1 points en 2020, 131,7 points en 2021 et 141,4 points en 2022, selon le Tableau 4.1.

Tableau 4.1 : Indice Harmonisé de Production Industrielle rénové par division de la NAEMA rev1 (année de base 2015)

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
06	Extraction d'hydrocarbures	1 182,1	100,0	129,5	109,5	102,9	114,6	100,7	95,9	102,1	113,3
07	Extraction de minerais métalliques	457,0	100,0	106,8	107,7	108,7	143,0	166,2	177,3	200,5	217,6
08	Autres activités extractives	29,2	100,0	100,9	109,7	157,9	275,1	238,4	274,9	415,0	471,5
09	Activités de soutien aux industries extractives	29,6	100,0	108,6	125,9	122,4	113,0	77,8	68,0	64,0	71,2
10	Fabrication de produits alimentaires	3 381,4	100,0	105,0	124,7	134,8	146,7	139,9	131,5	141,7	146,2
11	Fabrication de boissons	154,2	100,0	101,3	115,8	131,9	141,1	152,0	179,0	130,2	164,1

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
12	Fabrication de produits à base de tabac	61,3	100,0	79,7	103,6	123,9	163,2	177,4	194,5	229,7	233,9
13	Activités de fabrication de textiles	85,6	100,0	101,3	102,6	108,1	107,0	100,8	115,8	163,9	120,5
14	Fabrication d'articles d'habillement	71,4	100,0	100,2	84,9	86,6	88,2	84,4	136,7	157,9	28,7
15	Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	33,8	100,0	119,6	106,3	76,9	86,0	79,7	73,7	73,2	66,6
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	240,5	100,0	112,5	105,4	112,2	129,5	124,6	155,1	120,7	123,2
17	Fabrication du papier et du carton	82,6	100,0	103,7	83,0	83,5	96,5	94,1	99,3	114,5	120,3
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	106,0	100,0	92,2	96,5	101,6	116,1	115,1	135,9	157,6	217,0
19	Raffinage pétrolier, cokéfaction	366,6	100,0	96,0	95,9	108,1	129,9	121,9	140,5	157,5	175,6
20	Fabrication de produits chimiques	233,1	100,0	95,7	104,3	108,5	109,6	116,2	143,6	162,4	189,6
21	Fabrication de produits pharmaceutiques	27,3	100,0	81,3	104,4	75,7	75,2	109,5	122,2	142,5	132,4
22	Travail du caoutchouc et du plastique	96,8	100,0	106,3	99,0	101,6	104,7	113,9	119,3	121,8	133,8
23	Fabrication de matériaux minéraux	513,9	100,0	129,4	135,5	143,1	148,6	141,5	149,7	164,6	165,1
24	Métallurgie	596,2	100,0	92,1	94,0	117,8	116,8	156,9	158,0	151,2	111,0
25	Fabrication d'ouvrages en métaux	253,0	100,0	94,2	108,2	108,3	101,8	108,1	128,1	153,9	131,9
27	Fabrication d'équipements électriques	12,0	100,0	86,9	106,1	107,5	117,4	125,3	140,0	128,9	166,4
29	Construction de véhicules automobiles	5,2	100,0	153,8	273,3	245,1	328,1	176,4	205,8	217,2	207,9
30	Fabrication d'autres matériels de transport	0,7	100,0	171,9	260,4	49,5	44,7	30,0	39,6	27,7	26,3
31	Fabrication de meubles et matelas	191,8	100,0	111,1	116,1	87,4	88,1	100,9	119,2	117,5	98,8
32	Autres industries manufacturières	130,4	100,0	94,4	92,4	95,8	107,4	104,4	129,3	136,1	158,6
33	Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	322,7	100,0	110,7	99,9	101,1	98,6	73,8	88,4	66,7	68,6
35	Production et distribution d'électricité et de gaz,	1 098,2	100,0	116,7	114,7	115,0	123,0	130,0	132,9	141,1	154,7
36	Captage, traitement et distribution d'eau	180,7	100,0	105,2	108,0	112,7	122,1	129,7	134,9	138,5	141,1
37	Collecte et traitement des eaux usées	6,3	100,0	103,9	133,4	146,4	160,5	150,5	136,9	124,4	113,1
38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	50,3	100,0	105,1	111,3	115,6	127,5	132,7	142,2	144,5	155,8
TOTAL INDUSTRIES		**10 000,0**	**100,0**	**108,9**	**110,7**	**113,6**	**125,3**	**124,1**	**131,7**	**141,4**	**150,1**

Source : Agence Nationale de la Statistique (ANStat) 2023

NAEMA rev1 : Nomenclature d'activités des Etats Membres d'AFRISTAT, révision 1

1.1.2. INDICE DES PRIX DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE (IPPI)

Selon le Tableau 4.2, à fin 2022, l'IPPI se situe à 122,9 points après avoir atteint 101,0 points en 2020, 111,1 points en 2021 et 123,4 points en 2022.

Tableau 4.2 : Indice des Prix de Production par type d'industries de la NAEMA rev1 (année de base 2015)

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDERATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
05-09	Industries extractives	**1 698,0**	100,0	92,1	107,6	119,7	116,5	101,2	110,7	123,6	124,6
10-33	Industries manufacturières	**6 966,5**	100,0	100,6	101,7	98,4	98,5	98,6	111,0	124,4	122,8
35-36	Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	**1 278,9**	100,0	100,0	100,0	100,0	99,4	99,4	99,4	99,4	102,4
37-39	**Industries environnementales**	**56,6**	**100,0**	**100,0**	**102,5**	**140,9**	**198,5**	**198,5**	**198,5**	**198,5**	**198,5**
	TOTAL INDUSTRIES	**10 000,0**	**100,0**	**99,1**	**104,0**	**105,4**	**105,0**	**101,0**	**111,1**	**123,4**	**122,9**

Source : Agence Nationale de la Statistique (ANStat) 2023

1.1.3. INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES (ICA) DANS L'INDUSTRIE

Au cours de l'année 2023, l'ICA Industrie se situe à 177,9 points après avoir atteint 116,4 points en 2020, 136,1 points en 2021 et 167,3 points en 2022 (cf. Tableau 4.3).

Tableau 4.3 : Indice du chiffre d'affaires par type d'industries de la NAEMA rev1 (année de base 2015)

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDERATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
05-09	Industries extractives	**1 698,0**	100,0	109,5	113,0	116,7	137,6	113,4	128,6	166,8	190,0
10-33	Industries manufacturières	**6 966,5**	100,0	102,0	107,6	106,3	109,9	113,9	138,1	168,4	172,4
35-36	Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	**1 278,9**	100,0	115,5	114,2	115,3	122,9	129,9	133,1	140,8	158,1
37-39	**Industries environnementales**	**56,6**	100,0	105,0	113,7	164,3	256,5	264,8	283,0	287,0	308,6
	TOTAL INDUSTRIES	**10 000,0**	100,0	105,1	109,7	110,2	119,4	116,4	136,1	167,3	177,9

Source : Agence Nationale de la Statistique (ANStat) 2023

1.2. EVOLUTION DES INDICATEURS

1.2.1. EVOLUTION DE L'INDICE HARMONISÉ DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

D'une manière générale, l'industrie ivoirienne reste performante sur la période 2015-2023, avec une progression globale de 50,1%. En effet, la production industrielle est restée constamment en hausse entre 2015 et 2019, avec une croissance globalement de 25,3% sur la période. En outre, les effets néfastes de la Covid 19 ont entrainé une légère baisse de 0,9% du volume de la production industrielle en 2020 avant d'observer des hausses respectives de 6,2% en 2021, 7,4% en 2022 et 6,2% en 2023, comparativement aux années précédentes (cf. Tableaux 4.4).

L'embellie des activités de production industrielle observée depuis l'année 2015 résulte de la performance des branches « Fabrication de produits alimentaires » (46,2%), « Production et distribution d'électricité » (54,7%), « Extraction de minerais métalliques » (117,6%), « Fabrication de matériaux minéraux » (65,1%), « Raffinage pétrolier, cokéfaction » (75,6%),

« Fabrication de produits chimiques » (89,6%) et « Extraction d'hydrocarbures » (13,3%). Cependant, les branches « Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (-31,4%), « Fabrication d'articles d'habillement» (-71,3%) et « Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures » (-33,4%) observent une chute de leurs productions entre 2015 et 2023.

Tableau 4.4 : Evolution annuelle de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
06	Extraction d'hydrocarbures	1 182,1	29,5	-15,4	-6,0	11,4	-12,2	-4,7	6,5	11,0
07	Extraction de minerais métalliques	457,0	6,8	0,9	0,9	31,6	16,2	6,7	13,1	8,5
08	Autres activités extractives	29,2	0,9	8,7	44,0	74,2	-13,3	15,3	50,9	13,6
09	Activités de soutien aux industries extractives	29,6	8,6	15,9	-2,8	-7,7	-31,1	-12,7	-5,8	11,3
10	Fabrication de produits alimentaires	3 381,4	5,0	18,7	8,1	8,8	-4,6	-6,0	7,8	3,2
11	Fabrication de boissons	154,2	1,3	14,4	13,9	7,0	7,7	17,8	-27,3	26,0
12	Fabrication de produits à base de tabac	61,3	-20,3	30,0	19,6	31,7	8,7	9,6	18,1	1,8
13	Activités de fabrication de textiles	85,6	1,3	1,3	5,3	-1,0	-5,8	14,9	41,5	-26,5
14	Fabrication d'articles d'habillement	71,4	0,2	-15,3	2,1	1,8	-4,3	62,0	15,5	-81,8
15	Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	33,8	19,6	-11,1	-27,6	11,8	-7,4	-7,5	-0,7	-9,0
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	240,5	12,5	-6,3	6,4	15,5	-3,8	24,5	-22,2	2,1
17	Fabrication du papier et du carton	82,6	3,7	-19,9	0,5	15,6	-2,4	5,5	15,3	5,1
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	106,0	-7,8	4,6	5,3	14,2	-0,9	18,1	16,0	37,7
19	Raffinage pétrolier, cokéfaction	366,6	-4,0	-0,2	12,7	20,2	-6,2	15,3	12,1	11,5
20	Fabrication de produits chimiques	233,1	-4,3	8,9	4,1	1,0	6,0	23,6	13,1	16,7
21	Fabrication de produits pharmaceutiques	27,3	-18,7	28,4	-27,5	-0,6	45,5	11,7	16,6	-7,1
22	Travail du caoutchouc et du plastique	96,8	6,3	-6,8	2,6	3,0	8,8	4,8	2,1	9,9
23	Fabrication de matériaux minéraux	513,9	29,4	4,8	5,6	3,9	-4,8	5,8	10,0	0,3
24	Métallurgie	596,2	-7,9	2,0	25,3	-0,9	34,3	0,7	-4,3	-26,6
25	Fabrication d'ouvrages en métaux	253,0	-5,8	14,9	0,1	-6,1	6,2	18,5	20,1	-14,3
27	Fabrication d'équipements électriques	12,0	-13,1	22,0	1,3	9,3	6,7	11,7	-7,9	29,1
29	Construction de véhicules automobiles	5,2	53,8	77,7	-10,3	33,9	-46,2	16,7	5,5	-4,3
30	Fabrication d'autres matériels de transport	0,7	71,9	51,5	-81,0	-9,6	-32,8	31,7	-29,9	-5,1
31	Fabrication de meubles et matelas	191,8	11,1	4,5	-24,7	0,8	14,5	18,1	-1,4	-15,9
32	Autres industries manufacturières	130,4	-5,6	-2,0	3,7	12,1	-2,8	23,9	5,3	16,5
33	Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	322,7	10,7	-9,8	1,2	-2,5	-25,2	19,8	-24,5	2,8
35	Production et distribution d'électricité et de gaz,	1 098,2	16,7	-1,7	0,3	6,9	5,7	2,2	6,2	9,6
36	Captage, traitement et distribution d'eau	180,7	5,2	2,6	4,4	8,3	6,2	4,0	2,6	1,9
37	Collecte et traitement des eaux usées	6,3	3,9	28,4	9,7	9,7	-6,2	-9,1	-9,1	-9,1
38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	50,3	5,1	5,9	3,8	10,3	4,1	7,2	1,6	7,8
	TOTAL INDUSTRIES	**10 000,0**	**8,9**	**1,7**	**2,7**	**10,2**	**-0,9**	**6,2**	**7,4**	**6,2**

Source : ANStat, 2023

1.2.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX DE PRODUCTION

Dans l'ensemble, les prix de production de l'industrie ont enregistré une hausse globale de 22,9% entre 2015 et 2023. Cette forte hausse des prix départ usine, pratiqués par les unités industrielles du pays, est tirée principalement par les industries manufacturières (+22,8%) et les industries extractives (+24,6%). Cependant, au cours des années 2016 et 2020, ces prix de productions ont observé des baisses respectives de 0,9% en 2016 et de 3,8% en 2020, avant d'augmenter considérablement de 10,0% en 2021 et de 11,1% en 2022 en référence aux années précédentes (cf. Tableau 4.5). Par ailleurs, on observe une contraction des prix en 2023 par rapport à 2022 de 0,4%.

Tableau 4.5 : Evolution annuelle de l'Indice des Prix de Production par type d'industries

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
05-09	Industries extractives	**1 698,0**	-7,9	16,8	11,2	-2,6	-13,1	9,3	11,7	0,8
10-33	Industries manufacturières	**6 966,5**	0,6	1,0	-3,3	0,2	0,1	12,6	12,0	-1,3
35-36	Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	**1 278,9**	0,0	0,0	0,0	-0,6	0,0	0,0	0,0	3,0
37-39	Industries environnementales	**56,6**	0,0	2,5	37,4	40,9	0,0	0,0	0,0	0,0
	TOTAL INDUSTRIES	**10 000,0**	**-0,9**	**4,9**	**1,4**	**-0,4**	**-3,8**	**10,0**	**11,1**	-0,4

Source : Agence Nationale de la Statistique (ANStat) 2023

1.2.3. EVOLUTION DE L'INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires dans le secteur industriel a globalement augmenté de 79,9% en 2023 par rapport à l'année 2015. Cette forte hausse est la résultante de la dynamique des transactions enregistrées au niveau des industries manufacturières (72,4 %), des industries extractives (90,0%) et des industries de production d'électricité et d'eau potable (40,8%).

L'ICA Industrie est en constante progression sur la période 2015-2019, avant de se contracter en 2020 de 2,5% à la suite de la chute du chiffre d'affaires des industries extractives (-17,5%) suscitée par l'avènement de la pandémie à covid-19. On observe une relance de la croissance des ventes des produits industriels en 2021, puis une évolution en glissement annuelle positive en 2022 et 2023, respectivement de 22,9% et 6,3% (Cf. Tableau 4.6).

Tableau 4.6 : Evolution annuelle de l'Indice du chiffre d'affaires par type d'industries

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
05-09	Industries extractives	**1 698,0**	9,5	3,1	3,3	17,9	-17,5	13,4	29,7	13,9
10-33	Industries manufacturières	**6 966,5**	2,0	5,5	-1,3	3,4	3,6	21,3	21,9	2,4
35-36	Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	**1 278,9**	15,5	-1,2	0,9	6,6	5,8	2,5	5,8	12,3
37-39	Industries environnementales	**56,6**	5,0	8,4	44,4	56,1	3,3	6,8	1,4	7,5
	TOTAL INDUSTRIES	**10 000,0**	**5,1**	**4,4**	**0,5**	**8,4**	**-2,5**	**16,9**	**22,9**	6,3

Source : Agence Nationale de la Statistique (ANStat) 2023

CHAPITRE 2

MINES

L'objectif du Gouvernement de faire du secteur minier un pilier essentiel de la croissance économique repose sur l'importance du potentiel minier de la Côte d'Ivoire. En effet, plus des deux tiers (2/3) du territoire ivoirien sont couverts par des formations géologiques réputées riches en minéralisations aurifères. Le potentiel minier est diversifié avec l'or, le diamant, le manganèse, le nickel, la bauxite, le fer, le colombo-tantalite, le phosphate, le lithium, le cuivre- nickel-cobalt, le chrome, l'ilménite, etc. Afin de mettre en valeur ce potentiel, un nouveau Code minier plus attractif et plus compétitif a été adopté en mars 2014 (Loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier). Il a permis d'accélérer la recherche et l'exploitation minières.

L'objectif du Gouvernement est de passer à une contribution des mines (hors pétrole et gaz) d'environ 6% d'ici 2025.

De 2016 à 2022, les actions prioritaires suivantes ont été mises en œuvre :

- un Système de Cadastre Minier (SCM) moderne et transparent a été mis en place en 2017 permettant d'améliorer l'ensemble du processus d'octroi et de suivi des autorisations et titres miniers pour une gestion plus efficiente et efficace des dossiers de demande ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur à travers le programme national de rationalisation de l'orpaillage qui a permis de 2014 à 2022 : (i) l'installation de 100 comités techniques locaux, chargés du suivi de la mise en œuvre du projet au plan local ; (ii) le recensement de 1083 sites d'orpaillage illicite entre 2014 et 2017 ; (iii) le démantèlement de plus de 2141 sites illicites ; (iv) l'octroi de 234 autorisations d'exploitation artisanale et semi-industrielle de l'or en cours de validité au 31 décembre 2022 ;
- la mise en service de la Brigade de Répression des Infractions au Code Minier (BRICM) à partir du 26 décembre 2018 qui a permis d'intensifier la lutte à travers l'interpellation et l'assignation en justice des contrevenants ;
- un projet d'encadrement et d'insertion des artisans miniers dénommé « projet chantier-école » a été initié à fin 2018. Ce projet dont la finalité est de professionnaliser l'activité minière à petite échelle a démarré en 2019 par une phase-pilote, avec l'ouverture du 1er chantier-école à Bozi, dans le Département de Bouaflé. Au 31 décembre 2021, la Côte d'Ivoire compte 12 chantiers-écoles de la petite mine pour une capacité de formation d'au moins 1 000 artisans miniers par an ;
- l'actualisation des cartes géologiques, à travers deux projets à savoir : (i) le projet d'édification de l'infrastructure géologique et de mise en place d'un système d'informations géo-scientifique, et (ii) le projet de construction du laboratoire national d'analyses et d'études géologiques.

La bonne dynamique du secteur s'observe également à travers l'accroissement des recettes fiscales et le nombre d'emplois créés dans le secteur. Ainsi, les recettes fiscales générées par l'activité minière se sont accrues en passant de 33,96 milliards de francs CFA en 2016 à 314 milliards de francs CFA en 2022. De même, le nombre d'emplois directs induits par le secteur minier est passé de 8 291 en 2016 à 20 762 en 2022, soit une hausse de 150,41%.

2.1. EXPLORATION MINIÈRE

L'intensification de l'exploration minière se poursuit. Aussi, au 31 décembre 2022, on dénombre 175 permis de recherche actifs contre 159 en 2016, soit un taux de croissance de 10,06%. Cependant, au cours de l'année 2022, onze (11) nouveaux permis de recherche ont été attribués et quatorze (14) permis de recherche ont été retirés du cadastre minier ; ce qui porte à cent soixante-quinze (175) le nombre de permis de recherche en cours de validité au 31 décembre 2022, contre cent quatre-vingt-cinq (185) en 2021.

Avec une part de 85,14% de permis de recherche actifs, l'or reste la substance la plus recherchée. En plus de l'or, les permis de recherche actifs portent également sur le manganèse, le cuivre-nickel-cobalt, la bauxite, la colombo-tantalite, le diamant, le fer, le chrome et l'ilménite.

De 2015 à 2022, un montant total de 1 654,174 milliards de francs CFA a été investi dans les activités minières. Ces investissements ont trait essentiellement à l'exploration et l'exploitation minières, la construction de mines et de carrières, et aux achats de matériels miniers et de carrières (cf. Tableau 4.7).

Tableau 4.7 : Valeur des investissements réalisés dans le secteur minier

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Investissements réalisés en milliards de F CFA	77	105	121	268	136	303	197	447

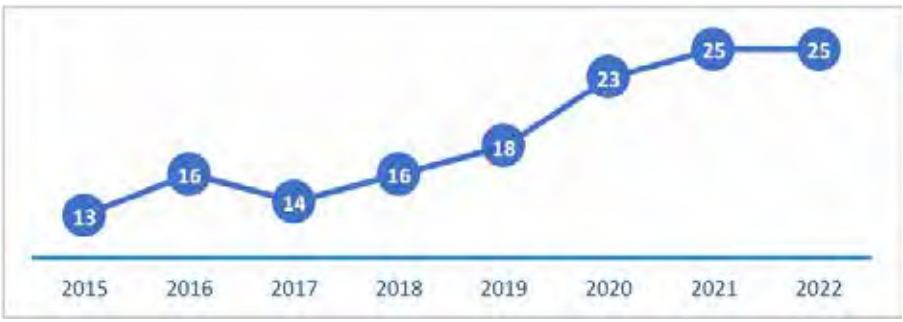
Source : DGMG, 2022

2.2. EXPLORATION DE SUBSTANCES DE MINES

2.2.1. PERMIS D'EXPLOITATION MINIÈRE

Au titre de l'exploitation minière industrielle, aucun nouveau permis d'exploitation n'a été accordé ni retiré. Aussi, le nombre de permis d'exploitation en cours de validité est de vingt-cinq (25) (cf. Graphique 4.1) dont quatre (4) en cours de renouvellement. Les vingt-cinq (25) permis d'exploitation sont répartis comme suit : quatorze (14) pour l'or, quatre (4) pour le manganèse, quatre (4) pour l'eau minérale, un (1) pour la colombo-tantalite, un (1) pour la bauxite et un (1) pour le nickel latéritique..

Graphique 4.1 : Evolution du nombre de permis d'exploitation minière industrielle



Source : Ministère des Mines et de la Géologie, DGMG 2022

Au titre de l'exploitation minière semi-industrielle et artisanale : (i) au cours de l'année 2022, quarante-trois (43) nouvelles autorisations d'exploitation minière semi-industrielle ont été délivrées. Douze (12) ont été retirées du cadastre minier ; ce qui porte à cent cinquante-cinq (155) le nombre d'autorisations d'exploitation

minière semi-industrielle en cours de validité contre cent-vingt-neuf (129) en 2021. Ces autorisations se répartissent comme suit : cent quarante-cinq (145) autorisations d'exploitation semi-industrielle pour l'or, quatre (4) autorisations d'exploitation semi-industrielle pour le diamant, quatre (4) autorisations d'exploitation semi-industrielle pour la colombo-tantalite, deux (2) autorisations d'exploitation semi-industrielle pour le manganèse.

(ii) Par ailleurs, trente-neuf (39) nouvelles autorisations d'exploitation minière artisanale ont été accordées. Six (6) autorisations d'exploitation minière artisanale arrivées à expiration, ont été retirées du cadastre minier, ce qui porte à quatre-vingt-douze (92), le nombre d'autorisations d'exploitation minière artisanale en cours de validité, contre cinquante-sept (57) en 2021. Ces autorisations se répartissent comme suit : quatre-vingt-neuf (89) autorisations d'exploitation artisanale pour l'or, trois (3) autorisations d'exploitation artisanale pour le diamant.

2.2.2. PRODUCTION D'OR

La production minière en Côte d'Ivoire est dominée par l'or. Le potentiel aurifère national est estimé à 600 tonnes localisé au Nord, au Centre, à l'Ouest et au Sud-Est du pays. Au total huit (8) mines d'or sont en exploitation en 2022 : la mine d'Ity, la mine de Bonikro, la mine de Tongon, la mine d'Hiré, la mine d'Agbaou, la mine de Sissingué, la mine de Yaouré et la mine de Daapleu.

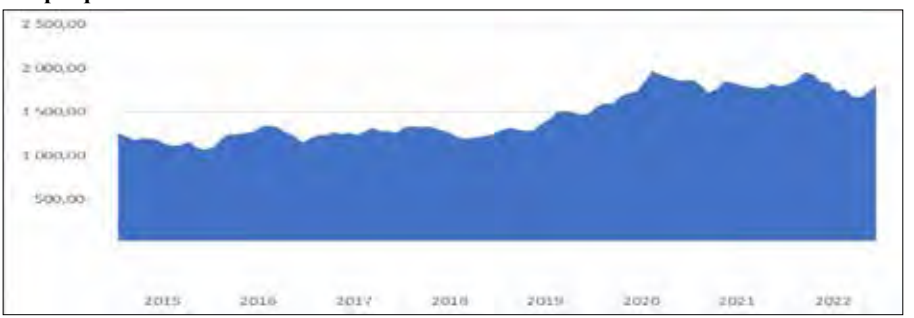
La production a connu une progression régulière de 2015 à 2022, passant de 23,54 tonnes à 48,32 tonnes, soit une hausse globale de 105,24% sur la période 2015-2022 et une augmentation de 15,43% par rapport à 2021 (cf. Tableau 4.8). Le maintien de la tendance haussière de la production aurifère est essentiellement dû aux effets combinés de la bonne tenue du cours (cf. Graphique 4.2) de l'or et du renforcement des mesures de contrôle des exploitations minières.

Tableau 4.8 : Production et exportation d'or

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production (tonnes)	23,54	25,05	25,395	24,488	32,478	38,523	41,86	48,32
Exportation (tonnes)	22	23	25	24	23,52	24,85	30	ND
Exportation (millions de FCFA)	446953	482 086	489 931	444 110	622771,309	80930,596	ND	ND

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) 2022

Graphique 4.2 : Evolution du cours international de l'once d'or de 2015 à 2022



Source : https ://www.indexmundi.com

2.2.3. PRODUCTION DE MANGANÈSE

Le potentiel de la Côte d'Ivoire en manganèse est estimé à 12 millions de tonnes. Depuis 2017, quatre (4) mines sont en exploitation : la mine de Lozoua exploitée par

la Compagnie Minière du Littoral, la mine de Bondoukou exploitée par la Société Bondoukou Manganèse du groupe TAURIAN, la mine de Ziémougoula exploitée par la Société Ivoire Manganèse Mine et la mine de Lagnonkaha exploitée par la Société Shilo Manganèse.

La production du manganèse en Côte d'Ivoire a suivi une augmentation de 2016 à 2022. Elle est passée de 207 045 tonnes en 2016 à 929 705,42 tonnes en 2022 (cf. Tableau 4.9), soit une hausse globale de 349% sur la période 2016-2022 et une baisse de 3,28% en 2022 par rapport à 2021.

L'augmentation de la production sur la période 2016 à 2020 (207 045 contre 1 325 525 tonnes) est consécutive à la hausse des cours internationaux du manganèse à partir de 2016, à la mise en service des unités d'enrichissement des mines de Lauzoua (CML) ainsi qu'à l'entrée en production de la mine de Lagnonkaha (Shilo Manganèse) qui a connu un démarrage effectif en 2017.

La production affiche une tendance baissière depuis 2021 à la suite de la baisse du cours du manganèse à l'international au dernier trimestre 2021 et de l'arrêt momentané des activités de la Société Ivoire Mine Manganèse SA depuis fin 2021.

Tableau 4.9 : Production et exportation de manganèse

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production (tonnes)	281 453	207 045	511 868	791 911	1 181803,635	1 325 525,55	961 267,23	929 705,42
Exportation (tonnes)	235 797	326 386	636 081	1 031 505	1 243 045,05	1 286 607,82	548 950	N/D

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, DGMG 2022

2.2.4. PRODUCTION DE DIAMANT

L Les ressources en diamant de la Côte d'Ivoire sont estimées à 11 millions de carats et localisées à Bobi (Centre Ouest) et Tortiya (Nord). La production diamantifère en Côte d'Ivoire provient de l'exploitation artisanale réalisée par les sociétés coopératives encadrées par la Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI) et les artisans installés en dehors des parcelles de la SODEMI, dans le Département de Séguéla notamment.

La production de diamant a repris en 2015 avec une production de 9 249 carats, après la levée de l'embargo des Nations Unies sur les exportations de diamants ivoiriens en 2014. Cette production a connu une hausse en 2016, s'établissant à 16 292 carats. Elle a ensuite chuté à 7 361 carats en 2017 et s'est établie à 3 968,88 carats en 2022 (cf. Tableau 4.10). La tendance baissière de la production diamantifère s'explique par les limites de l'exploitation artisanale et de l'épuisement des réserves exploitables par cette méthode. Dans l'optique de la redynamisation du secteur, l'identification des nouveaux sites est en cours de finalisation dans les zones diamantifères du pays. A ce titre, quatre (4) permis de recherche pour le diamant ont été accordés à la SODEMI, dont trois (3) ont fait l'objet d'un premier renouvellement. Ceci laisse augurer d'un lendemain meilleur pour la production diamantifère ivoirienne.

Tableau 4.10 : Production et exportation de diamant

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production de diamant (Carats)	9 249	16 292	7 361	5 678	3 989	4 012	4 121,89	3 968,88
Exportations de diamant (carats)	13 937	21 724	11 156	5 290,50	3 490,59	1 872,45	5 093,93	N/D

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, DGMG 2022

2.2.5. PRODUCTION DE NICKEL

La Côte d'Ivoire a un potentiel en Nickel latéritique estimé à 260 millions de tonnes et localisé à Sipilou (Ouest), Foungbesso (Nord-Ouest). La Compagnie Minière Du Bafing (CMB) de Foungbesso-Moyango dans les départements de Biankouma est la seule société qui exploite le Nickel à ce jour.

L'exploitation du nickel a débuté en 2017 avec une production de 379 800 tonnes et a connu une augmentation continue jusqu'en 2022 pour atteindre 1 840 795,6 tonnes (cf. Tableau 4.11), soit une hausse globale de 384,67% sur la période 2015-2022 et une augmentation de 4,34% par rapport à 2021.

Tableau 4.11 : Production et exportation de Nickel

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production (tonnes)	-	-	379 800	889 585	660 144	1 347 975	1 764 150	1 840 795,6
Exportation (tonnes)	-	-	0	0	978 439,2	434 686,6	1 515 952	N/D

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, 2022

2.3. CARRIÈRES (GRANITE, POUZZOLANE ET SABLE)

2.3.1. GRANITE

La substance granite fait partie de la famille des matériaux concassés. Selon le Tableau 4.12, la production du granite a suivi une progression régulière de 2015 à 2022 passant de 3 291 326,94 à 14 675 013 tonnes, soit une hausse de 345,87% sur la période 2015-2022 et une baisse de 0,57% par rapport à 2021..

Tableau 4.12 : Production de granite(tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production commerciale	3 209 126,94	3431275,5	5998346,75	5 868 062	6 553 648	8 088 578	N/D	N/D
Production non commerciale	-	-	-	-	3 326 839	3 646 252	N/D	N/D
Production	3 209 127	3 431 276	5 998 347	5 868 062	9 880 487	11 734 830	14 775 519	14 675 013

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, 2022

2.3.2. SABLE

La production du sable, plus ou moins stable entre 2015 et 2017, a connu une baisse considérable en 2018 allant de 955 706,50 à 368 179 tonnes, soit une forte baisse de 259,57%. Cependant, elle a connu un rebond passant de 1 177 433 tonnes en 2019 à 2 306 882 tonnes en 2022 (cf. Tableau 4.13), soit une production moyenne sur la période 2015-2022 de 1 187 592 tonnes.

Tableau 4.13 : Production de sable

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production commerciale	930 909	873 161	955 706,5	368 179	656 933	875 817	N/D	N/D
Production non commerciale					520 500	355 362	N/D	N/D
Production	930 909	873 161	955 707	368 179	1 177 433	1 231 179	1 910 962	2 306 882

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, 2022

2.3.3. POUZZOLANE

La production de la pouzzolane démarrée en 2019 a progressé de 126 577 tonnes en 2019 à 314 016 tonnes en 2022, soit une hausse de 148% sur la période 2019-2022 et une augmentation de 20.72% par rapport à 2021.

2.4. PAYS IMPORTATEURS DES RESSOURCES MINIÈRES IVOIRIENNES

2.4.1. OR

Sur la période 2018-2022, les principaux pays importateurs de l'or brut produit en Côte d'Ivoire sont par ordre d'importance : la Suisse, l'Afrique du Sud et l'Australie (cf. Tableau 4.14 et Tableau 4.15).

Tableau 4.14 : Pays clients d'or de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Suisse	268 439	292 534	269 610	233 316	346 273	459 929	456 438	816 539
Afrique du Sud	175 260	179 212	218 383	157 412	231 004	287 523	204 218	223 774
Australie	-	-	-	-	-	81 497	271 333	121 829
Autre pays	3 254	13 070	1 939	53 382	54 000	13 244	17 661	28 698
Total	**446 953**	**484 816**	**489 931**	**444 110**	**631 277**	**842 193**	**949 650**	**1 190 841**

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, DGMG 2022

Tableau 4.15 : Pays clients d'or de la Côte d'Ivoire (tonnes)

PAYS CLIENTS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Suisse	13	13	12	12	18	23	24	35
Afrique du Sud	10	10	13	9	11	12	9	8
Australie	-	-	-	-	-	3	9	4
Autre pays	0	1	0	3	3	1	1	1
Total	22	23	25	24	32	39	44	48

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, DGMG 2022

2.4.2. MANGANÈSE

Sur la période 2016-2022, les principaux pays clients du manganèse produit en Côte d'Ivoire sont par ordre d'importance : la Chine, les Emirats Arabes Unis et l'Inde (cf. Tableau 4.16 et Tableau 4.17).

Tableau 4.16 : Pays clients de manganèse de la Côte d'Ivoire (millions FCFA)

Pays clients	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chine	7 011	5 679	11 438	40 947	54 044	51 228	31 792	40 779
Inde	2 576	1 955	6 379	8 604	6 432	2 544	5 448	6 574
Emirats Arabes Unis	-	-	12 338	7 493	8 980	13 047	4 282	-
Estonie	28	-	-	-	-	-	-	2 400
Autre pays	2 270	-	-	63	4 891	0	159	2 249
Total	11 885	7 634	30 155	57 106	74 346	66 819	41 681	52 003

Source : DGD, 2023

Tableau 4.17 : Pays clients de manganèse de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chine	144 326	296 385	208 013	654 745	876 460	979 223	693 286	770 712
Inde	51 956	30 001	125 068	144 559	94 691	45 118	109 943	115 858
Emirats Arabes Unis	-	-	303 000	230 000	211 376	324 500	100 000	-
Estonie	470	-	-	-	-	-	-	50 000
Autre pays	39 045	-	-	2 200	115 681	0	1 679	49 002
Total	235 797	326 386	636 081	1 031 505	1 298 207	1 348 841	904 908	985 573

Source : DGD, 2021

PÉTROLE BRUT ET GAZ NATUREL

3.1. PÉTROLE

Le Tableau 4.18 présente le nombre des sociétés pétrolières, champs pétroliers et permis d'exploration sur la période 2015-2023.

Tableau 4.18 : Sociétés pétrolières, champs pétroliers et permis d'exploration

ELÉMENTS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de sociétés pétrolières	15	10	12	10	11	9	8	6	9
Nombre de champs pétroliers en exploitation	5	8	8	8	8	8	8	8	6
Nombre de permis d'exploration en cours	25	16	21	24	28	14	9	9	16

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie /DGH/Petroci, 2023

Il ressort dudit tableau que le nombre de sociétés pétrolières est passé de quinze (15) en 2015 à neuf (09) en 2023 du fait du retrait de certaines sociétés dont les permis étaient arrivés à échéance. Celui des champs pétroliers en exploitation est passé de cinq (05) en 2015 à six (06) en 2023. Par ailleurs, le nombre de permis d'exploration est passé de vingt-cinq (25) en 2015 à seize (16) en 2023, soit une baisse de 36% liée aux rendus des blocs par certains opérateurs pétroliers. Au titre de l'année 2023, il y a eu huit (08) blocs attribués contre trois (03) blocs attribués en 2022.

3.1.1. SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES EN 2023

Les sociétés exerçant des activités dans le domaine du pétrole brut en Côte d'Ivoire en 2023 sont : PETROCI CI-11, CNR International, FOXTROT, ENI, TOTAL E&P, TULLOW CI Onshore Ltd, DRAGON OIL, MURPHY et PETROCI HOLDING. Parmi ces sociétés, seules PETROCI CI-11, CNR International, FOXTROT et ENI sont en production.

3.1.2. CHAMPS PÉTROLIERS EN EXPLOITATION EN 2023

La liste des champs pétroliers en exploitation 2023 se présente comme suit : Espoir, Baobab, Foxtrot, Marlin, Manta, Mahi, Baleine, Lion et Panthère.

Tableau 4.19 : La liste des champs pétroliers en exploitation 2023

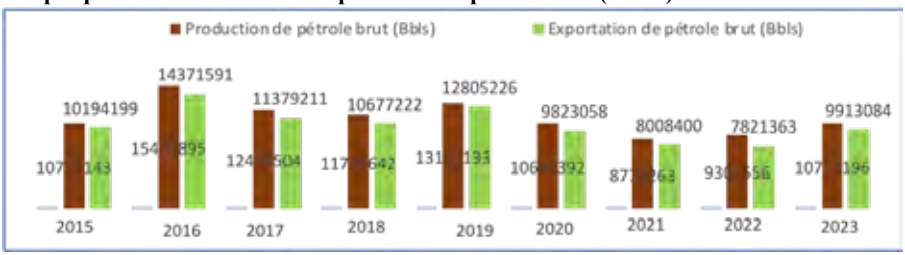
N°	Blocs	Champs	Opérateurs	Date de signature CPP	Superficie du bloc(Km²)
1	CI-11	Lion et Panthère	PETROCI CI-11	27 juin 92	77
2	CI-27	Espoir	FOXTROT International	14 déc. 94	584
3	CI-26	Foxtrot, Marlin, Manta, Mahi	CNR International	20 déc. 95	235
4	CI-40	Baobab	CNR International	9 avr. 98	175
5	CI-101	Baleine	Eni Côte d'Ivoire Ltd	22 mars 17	1 565
6	CI-802	Baleine	Eni Côte d'Ivoire Ltd	13 juillet 21	654,81

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie /DGH/Petroci, 2023

3.1.3. PRODUCTION ET EXPORTATION DE PÉTROLE BRUTE

La production de pétrole brut a augmenté de 43,7% de 2015 à 2016 en raison de la contribution des puits réalisés sur les champs Baobab et Marlin au cours des campagnes de 2015 à 2017. En 2017, la production a baissé de 19,35%, puis de 5,27% en 2018. Ces variations résultent de la déplétion naturelle des champs et des arrêts de maintenances. Suite à la mise en production des puits forés pendant la phase 4 de développement (2018-2019) du champ Baobab du bloc CI-40 et aux travaux effectués sur le bloc CI-11, la production de pétrole brut a connu une hausse de 11,96% en 2019 par rapport à celle de 2018. En raison de la déplétion naturelle des champs, la production de pétrole brut a enregistré une baisse moyenne de 19,34% sur la période de 2019 à 2020 puis 17,56% en 2021. En 2023, la production de pétrole brut de la Côte d'Ivoire est de 10 752 196 barils, soit 29 481 barils par jour. Cette production est en hausse de 15,61% par rapport aux résultats obtenus en 2022 du fait de la mise en production du gisement Baleine depuis le 27 août 2023. La production annuelle a connu une hausse de 15,61% par rapport à 2022. Les exportations en 2023 (cf. Graphique 4.3) portent sur les productions de pétrole brut des blocs CI-26, CI-40, CI-101 et CI-802 opérés par CNR International et ENI Côte d'Ivoire LTd.

Graphique 4.3 : Production et exportation de pétrole brut (barils)



Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie /DGH/Petroci, 2023

3.1.4. REVENUS PÉTROLIERS

La valorisation de la production est fonction des cours du pétrole brut et du dollar. Entre 2015 et 2016, il est noté une hausse de 13,54% des revenus en lien avec la hausse de la production. Entre 2016 et 2017, l'on note également une hausse de 2,24% des revenus contrairement à la baisse de la production. Cette situation résulte de la remontée des cours du baril qui étaient en moyenne de 53 Dollar ($US) en 2017 contre 42 Dollar ($US) en 2016. Cette même tendance s'est poursuivie sur la période de 2017 à 2018. Il y a eu une croissance des revenus de 25,06% liée au cours du baril qui s'est apprécié sur la période, passant de 53 dollars ($US) à 71 dollars ($US). Cette croissance a connu un ralentissement pour s'établir à 2,79% sur la période 2018-2019. Au titre de l'année 2020, l'on note une régression des revenus pétroliers de 48,53% par rapport à ceux obtenus en 2019. Cette évolution découle non seulement de la baisse de la production mais également de la variation du prix moyen pondéré de valorisation du pétrole brut qui est passé de $US 64,415 /baril en 2019 à $US 41,105/baril en 2020. Toutefois, de 2021 à 2022, les revenus du Pétrole brut ont subi une hausse annuelle moyenne de 45,4% sur la période 2020-2022 (cf. Tableau 4.19). Cette évolution des revenus est due à l'augmentation des cours du baril moyens passant de 67,04 Dollar ($US) en 2021 à 99,50 Dollar ($US) en 2022 contre 41,10 Dollar ($US) en 2020. Les exportations de pétrole brut ont suivi les mêmes tendances que les productions. D'une manière générale, la part de l'Etat de Côte d'Ivoire s'élève en moyenne annuellement à 9,74% des revenus de pétrole brut sur la période 2015-2023.

Tableau 4.20: Production et exportation de pétrole brut (barils)

ELÉMENTS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Revenus Pétrole Brut (USD)	571 536 042	646 694 022	661 159 086	826 818 846	849 902 049	437 451 365	588 188 997	925 363 445	875 216 018
Part Etat (USD)	23 319 382	29 211 142	55 997 002	79 059 243	67 109 841	32 865 945	50 523 042	175 135 330	157 834 652
Part Etat (%)	**4,1**	**4,5**	**8,5**	**9,6**	**7,9**	**7,5**	**8,6**	**18,9**	**18,03**

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie/Petroci, 2023

3.1.5. GAZ NATUREL

La production et la consommation de gaz naturel ont connu une baisse sur la période 2015-2018 passant de 78 597 562 MMBTU en 2015 à 69 091 228 MMBTU en 2018. Toutefois, la production du gaz naturel a connu une augmentation annuelle moyenne de 6,3% sur la période 2019- 2023 (cf. Tableaux 4.20 et Tableau 4.21).

Tableau 4.21 : Production de gaz naturel

GAZ NATUREL	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de gaz naturel (MMBTU)	78 597 562	84 630 719	76 086 924	69 091 228	73 790 603	76 369 439	83 814 254	90 320 092	93 685 809
Production de gaz naturel (millions US $)	449,175	454,145	477,401	408,357	402,950	385,781	397,366	539,250	599,803

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie /DGH/Petroci, 2023

Cet accroissement est dû aux bonnes performances des puits des blocs CI-27 et CI-40. La mise en production en août 2023 du gisement Baleine (bloc CI-101& CI-802) a également contribué à la hausse générale de la production de gaz naturel. Entre 2017 et 2018, la production de gaz naturel est passée de 76 086 924 MMBTU à 69 091 228 MMBTU, enregistrant ainsi une baisse de 9,2%. Cette variation résulte des fuites constatées sur le riser reliant le puits C2 du satellite panthère à la plateforme de production « Gulftide » de Petroci CI-11 et de la déplétion naturelle du champ, d'où la nécessité d'effectuer la phase 4 du développement de ce champ.

De 2019 à 2023, la production s'est accrue continuellement du fait de l'augmentation de la demande de gaz naturel. La hausse de 2023 est essentiellement due à la mise en production, de nouveaux puits à gaz avec le gisement Baleine, en vue de répondre aux sollicitations de plus en plus croissantes du secteur de l'électricité et aussi aux bonnes performances des puits des blocs CI-11 et CI-40.

Tableau 4.22 : Consommation locale de gaz naturel

GAZ NATUREL	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production de gaz naturel (MMBTU)	78 597 562	84 630 719	76 086 924	69 091 228	73 790 603	76 369 439	83 814 254	90 320 092,34	96 685 809,00
Production de gaz naturel (millions US $)	449,175	454,145	477,401	408,357	402,950	385,781	397,366	539,250	599,803

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie /DGH/Petroci, 2023

PRODUITS PÉTROLIERS

4.1. PRODUCTION DE PRODUITS PÉTROLIERS

Le pétrole brut étranger raffiné par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) est constitué en 2024 du Forcados, du Bonga, du CJ Blend, du Escravos, du Egina, du Bonny, du Napo, du Okoro et du Apiay. Ils proviennent du Nigéria et de l'Equateur. Selon le Tableau 4.23, le raffinage du pétrole brut étranger a baissé de 28,51% entre 2016 et 2017. Cette baisse est due à l'indisponibilité de l'hydrocraqueur DHC durant ladite année. Cela a entraîné une réduction du traitement de brut lourd. En 2018, le traitement de pétrole brut étranger a connu une hausse de 32,20% par rapport à 2017, suite à la mise en marche de l'hydrocraqueur mais elle a ralenti en 2019, pour s'établir à 21,83%. En 2020, on note une régression de 13,04% (par rapport à 2019) du fait de la baisse de l'allure de production des unités due aux faibles marges de raffinage. La faiblesse du niveau des marges à l'export a conduit la SIR à se concentrer sur le marché intérieur. Ceci a amené la SIR à augmenter l'utilisation de bruts ivoiriens légers qui génèrent assez de produit léger dont le super en forte croissance. Cependant, en 2022, le raffinage du pétrole brut étranger connaît une baisse de 13,40% par rapport à 2021 du fait de l'indisponibilité de l'hydrocraqueur DHC durant cette année. Toutefois, en 2023, le pétrole étranger raffiné connait une hausse de son volume de 24,98% par rapport à 2022 du fait de l'augmentation des marges de raffinage.

Tableau 4.23 : Raffinage de pétrole brut (tonne métriques)

QUANTITÉ DE PÉTROLE RAFFINÉE	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Quantité de pétrole brut étranger raffiné	2 556 271	1 827 406	2 415 824	2 943 040	2 559 170	3 007 683	2 604 441	3 254 931
Quantité de pétrole brut ivoirien raffiné	155 586	155 816	114 256	108 165	109 893	89 418	109 312	89 641
Total	**2 711 857**	**1 983 222**	**2 530 080**	**3 051 205**	**2 669 063**	**3 097 101**	**2 713 753**	**3 344 572**

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie/Annuaire DGH 2024, SIR 2024

Les produits pétroliers dérivant du raffinage de la SIR et la SMB (Société Multinationale de Bitume) sont : le gaz butane, le super carburant, l'essence ordinaire, le gasoil, le kérosène-pétrole/jet, le DDO, le HVO, le bitume et le fuel oil. La production des produits pétroliers, à travers le raffinage du pétrole par la SIR est déclinée dans le Tableau 4.24.

Tableau 4.24 : Production de produits pétroliers (tonne métrique)

PRODUITS PÉTROLIERS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Gaz butane	15 945	9 379	18 448	21 980	21 777	13 347	11 861	4 761
Super carburant	692 554	887 389	987 106	1 081 338	1 189 961	1 287 358	1 557 777	1 712 118
Essence ordinaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	1 236 670	1 199 558	1 240 951	1 382 706	1 316 083	1 648 336	1 883 252	2 097 524
Kérosène-pétrole/jet	633 619	293 130	359 273	551 830	235 805	267 746	332 321	438 469
DDO	11 160	19 670	18 693	28 549	25 525	16 766	30 462	19 495
HVO	31 324	471 573	477 190	289 251	224 079	344 017	145 244	228 803
Bitume	236 493	174 939	225 400	165 546	228 000	204 000	289 883	292 900
Fuel oil	274 317	174 396	155 822	414 645	407 586	339 753	311 811	345 394

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie /DGH/SIR 2023

Selon les données du Tableau 4.24, dans l'ensemble, la production des produits pétroliers a progressé. Ainsi, la production de Super a augmenté continuellement de 2016 à 2023 passant de 692 554 TM à 1 712 118 TM, soit une croissance moyenne annuelle de 11,97%. Cette situation résulte (i) de la forte demande de ce produit suite à l'uniformisation du prix du Super et du Gasoil ; (ii) le rajeunissement du parc automobile de la Côte d'Ivoire avec des véhicules roulant de plus en plus au Super.

La SIR ne produit plus de l'Essence ordinaire destiné à l'exportation depuis 2016 à cause des marges qui étaient faibles. De 2016 à 2017, la production de Gasoil a connu une baisse de 3%. Cette baisse de la production dérive de la faible consommation de ce produit au profit de la consommation de Super. En effet, le prix du Super a été ramené au même niveau que celui du gasoil. Contrairement à la production de 2017, à partir de 2018 elle a enregistré une hausse de 11,24%, pour avoir une croissance annuelle de 9,61% jusqu'à 2023.

Pour le kérosène/jet, l'on note une croissance de 22,56% en 2018, 53,60% en 2019, une baisse de 57,27% en 2020, pour reprendre une croissance annuelle de 33,74% jusqu'à 2023.

En outre, l'arrêt de l'hydrocraqueur a eu pour incidence d'accroître les productions de DDO et HVO en 2017. Toutefois, cet arrêt a entraîné la baisse de la production du Fuel oil en 2017. Sur la période allant de 2018 à 2023, les productions de DDO, HVO, Fuel oil et du gaz butane ont enregistré des variations en dents de scie. Quant à la production du gasoil, elle a enregistré une hausse de 3,54% entre 2017 et 2018, 11,42% sur l'année 2019, une baisse de 4,82% en 2020 et une augmentation continue de 2021 à 2023 affichant successivement une hausse de 25,25% en 2021, de 14,25% en 2022 et de 11,37% en 2023.

La production de bitume enregistre une baisse de 26% de 2016 à 2017. Cette production a connu une évolution en dents de scie sur la période 2018 à 2021 avec une hausse de 28,84% en 2018 suivie d'une baisse de 25,55% en 2019 et d'une remontée à 33,73% en 2020 puis d'une baisse de 11,76% en 2021 pour finalement adopter une croissance continue de 42,09% en 2022 et 1,04% en 2023.

4.2. CONSOMMATION DE PRODUITS PÉTROLIERS

La consommation nationale de produits pétroliers liquides est passée en 2015, de 1 589 194 à 3 055 074 m3 à 15°C en 2022 (cf. Tableau 4.25), soit une croissance moyenne annuelle de 9,8%. La consommation de Gasoil enregistre une faible croissance moyenne annuelle (soit 6,2%) par rapport à celle du Super carburant (soit 16,3%) de 2015 à 2022. En effet, le Super Carburant tend à remplacer le Gasoil du fait de la baisse de son prix. Cette situation provient de la forte demande de ce produit dont le prix a été aligné sur celui du gasoil.

Tableau 4.25 : Consommation locale de produits pétroliers liquides (m^3 à 15°C)

Produits pétroliers liquides	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Gas-oil	1 098 151	1 125 391	1 180 738	1 239 029	1 226 506	1 447 540	1 608 595	1 682 944
Carburéacteur (Kérosène-pétrole/ jet)	8 924	8 146	9 687	10 367	9 882	15 756	13 438	10 728
Pétrole lampant	16 423	27 380	20 552	6 837	6 199	7 408	7 118	13 503
Super carburant	625 727	802 095	929 667	1 037 616	1 093 735	1 322 121	1 410 451	1 421 628
DDO	7 930	6 127	5 885	6 509	6 540	6 352	2 719	10 950
Fuel oil	21 779	15 930	17 256	17 800	19 611	19 563	12 752	14 193
Total produits pétroliers liquides	**1 778 934**	**1 985 069**	**2 163 785**	**2 318 158**	**2 362 473**	**2 818 740**	**3 055 074**	**3 153 946**

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie, Annuaire DGH 2024

La forte consommation du Jet en 2018 de 18,92% par rapport à 2017, résulte du regain d'activités intérieures de la compagnie Air Côte d'Ivoire en 2018. Cependant, cette tendance s'est poursuivie faiblement en 2019 avec un taux de 7,02% par rapport à 2018 avant d'enregistrer un recul de 4,68% en 2020. Cette situation est liée au quasi-arrêt du trafic aérien national suite aux mesures gouvernementales de protection de la population contre la pandémie du Covid-19, notamment le confinement. En 2021, la consommation du jet a augmenté de 59,44% par rapport à 2020 suite à la reprise du trafic aérien post-Covid19. Toutefois, la consommation du jet en 2023 a été en baisse de 31,91% par rapport à 2021 avec 14,71% en 2022 due aux faibles trafics aériens dans la zone Ouest-Africaine, notamment au Mali et au Burkina Faso.

La consommation de DDO enregistre une hausse de 10,28% en 2016 et une baisse continue de 22,74% en 2017 et de 3,95% en 2018. Elle a augmenté faiblement de 0,48% en 2019 avant de baisser de 2,87% en 2021. En 2023, la consommation de DDO a augmenté considérablement par rapport à 2022. La consommation du fuel oil a enregistré une hausse de 4,52% en 2016, puis s'est effondrée à -26,86% en 2017. Cette situation s'explique principalement par la réduction de l'utilisation de ce produit dans les usines au profit du gaz naturel et du gaz butane. La légère remontée de 8,32% constatée sur l'année 2018, s'est réduite à 3,15% en 2019 pour remonter à 10,17% en 2020. Toutefois elle a baissé de 0,24% en 2021 puis de 34,82% en 2022. En 2023, la consommation est passée de 12752 à 14193 soit une hausse de 11,30%.

Tableau 4.26 : Consommation locale du bitume (tonne métrique)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bitume	243 875	236 493	174 939	225 400	165 546	221 385	203 622	302 955	292 900

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie /DGH/ SMB 2023

La consommation de bitume (cf. Tableau 4.26) est liée aux besoins du secteur de Travaux Publics qui en est l'unique demandeur. Cette consommation a enregistré une baisse de 28,11% de 2015 à 2016. De 2016 à 2017, la demande du secteur des travaux publics est restée stable. De 2018 à 2020, la demande de bitume a augmenté de 44,31%. Cette progression de la demande en bitume dénote de l'importance des projets de construction des routes en Côte d'Ivoire.

Tableau 4.27 : Consommation nationale de gaz butane en tonne métrique (TM) de 2015 à 2023

Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total gaz butane	**241 887**	**268 884**	**319 473**	**372 095**	**393 220**	**443 991**	**514 444**	**573 774**	**658 337**
Gaz butane en B6	136 990	169 349	209 968	264 152	289 547	339 184	397 313	459 055	521 093
Gaz butane en B12	60 636	59 956	61 595	63 114	60 203	59 465	56 980	55 670	67 635

Source : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Annuaire DGH 2023

La consommation nationale du Gaz butane, reconstituée à partir des ventes des marketeurs, est estimée à 658 337 TM. La commercialisation est faite sous plusieurs types de conditionnement. La consommation du gaz butane en 2023 est dominée par les emballages de 6 kilogrammes (B6) et de 12,5 kilogrammes (B12), représentant respectivement 79,15% et 10,27% de la consommation nationale. Ces deux (02) emballages sont principalement destinés aux ménages et représentent 89,42% de la consommation nationale du gaz butane.

D'une manière générale, la consommation du gaz butane a connu une croissance moyenne annuelle de 14,06% passant de 241 887 TM en 2015 à 658 337 TM en 2023 (cf. Tableau 4.27). En 2016, l'on note une hausse moins importante de 11,16%. En 2017, la consommation du gaz butane a connu un net regain. La hausse enregistrée s'élève à 18,81% par rapport à 2016. Cette progression de la consommation en gaz butane résulte des politiques de subvention et d'uniformisation des prix de ce produit sur l'ensemble

du territoire national. En effet, par ces politiques, l'Etat encourage les ménages à la consommation du gaz butane au détriment des combustibles ligneux que sont le bois de chauffe et le charbon de bois. Cette croissance de la consommation s'est poursuivie de 2018 à 2023 avec un taux de croissance moyenne annuelle de 12,51%.

Tableau 4.28: Consommation locale de produits pétroliers (millions de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Consommation de gaz butane	53 227	51 642	71 004	68 007	79 803	98 989	11 111	11 945	5724,722
Consommation de super carburant	162 062	175 327	250 054	346 719	361 992	277 106	463 968	828 702	796535,951
Consommation de gasoil	353 919	303 284	369 909	452 281	467 902	334 546	503 934	854 638	871218,106
Consommation de kérosène-pétrole/jet	15 425	51 201	64 917	78 969	73 236	28 568	45 786	103 699	123140,405
Consommation de DDO	3 652	3 549	4 514	5 483	5 048	5 360	4 814	2 897	6043,448
Consommation de HVO	0	0	416	199	1 109	3 934	31 475	18 034	
Consommation de fuel oil	5 881	6 221	5 157	6 462	6 756	5 360	5 845	6 811	6231,122

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGH/SIR, 2023

La consommation de Gaz butane en valeur enregistre une baisse de 3% en 2016 par opposition à la demande. Cette situation résulte de la baisse des cours internationaux observée en 2016. La valorisation est en lien avec la consommation entre 2016 et 2017.

La valorisation de la consommation du super est en progression de 8% en 2016 (175 327 millions de FCFA) et 43% en 2017 (250 054 millions de FCFA) (cf. Tableau 4.28). Cette situation provient de la faiblesse des niveaux de prix en 2016 par rapport à 2017 où il est observé une amélioration des marges de raffinage.

La valorisation de la consommation du Gasoil est en régression de 18% en 2016 et en progression de 28% en 2017. Cette situation résulte de la faiblesse des niveaux de prix en 2016 par rapport à 2017 où une amélioration des marges de raffinage est observée.

La valeur de la consommation kérosène augmente significativement en 2017, en lien avec la consommation due au regain d'activité de la compagnie Air Côte d'Ivoire (cf. Tableau 4.28).

Le DDO a enregistré une progression en valeur de 8% en 2016 et 43% en 2017. Cette situation est due à la faiblesse des niveaux de prix en 2016 par rapport à 2017 où il est observé une amélioration des marges de raffinage. La valorisation de la consommation du fuel oil enregistre une baisse de 10% en 2016 du fait de la faiblesse des marges observées cette année. La baisse n'a été que de 3% à la suite de l'amélioration des marges constatée en 2017.

4.3. EXPORTATION DES PRODUITS PÉTROLIERS

Les exportations de gaz butane ont baissé de 69% en 2016 et 12% en 2017 afin de satisfaire la demande nationale en forte croissance (cf. Tableau 4.29). Les exportations du Super ont baissé en 2016 de 40% du fait de la faiblesse des marges de raffinage à l'exportation. En 2017, la remontée des marges a amené la SIR à accroître sa production de nouveau. La production d'essence est exclusivement destinée à l'exportation car ne répondant pas aux spécifications de la Côte d'Ivoire. Les exportations sont donc tributaires des besoins extérieurs.

Tableau 4.29 : Exportation des produits pétroliers (tonnes métriques)

PRODUITS PÉTROLIERS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Gaz butane	818	718	0	0	0	0	0	0
Super carburant	230 367	309 449	288 788	295 504	355 028	295 348	502 344	634 848
Essence ordinaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Gasoil	255 866	179 875	183 890	245 138	246 169	319 693	475 698	535 315
Kérosène-pétrole/jet	468 205	97 802	179 514	366 155	161 924	145 465	174 295	244 772
DDO	0	5 000	2000	11 150	10 600	8 600	13 350	17 800
HVO	31 324	484 151	505 800	289 251	188 645	263 228	110 244	230 864
Bitume	186 859	148 966	134 300	119 699	107 000	127 800	168 200	90 400
Fuel oil	239 969	159 676	115 120	401 856	379 805	322 009	227 049	341 849

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGH/Annuaire DGH 2023

Les exportations en Gasoil augmentent de 25% en 2016 pour satisfaire les besoins des clients étrangers mais baissent de 30% en 2017 suite à l'arrêt de l'hydrocraqueur qui a induit la baisse de production. De 2018 à 2023, les exportations du gasoil augmentent en moyenne annuelle de 14,57% suite à la demande croissante des clients étrangers.

La faiblesse du niveau des marges à l'export a conduit la SIR à se déconnecter du marché des exportations en 2016. En 2017, l'arrêt de l'hydrocraqueur a accentué la réduction de l'exportation du kérosène/jet dont la production a été réduite significativement.

La consommation mondiale du DDO tend à se réduire au détriment d'autres combustibles jugés plus propres. Les exportations de HVO ont significativement augmenté en 2017 dû au fait que le marché national n'en avait besoin et que la SIR s'est retrouvée avec une forte quantité de ce produit à cause de l'arrêt de l'hydrocraqueur qui l'utilise comme charge.

Le volume de bitume exporté en 2017 a baissé de 20% résultant de la concurrence internationale. Les exportations du fuel oil ont baissé en liaison avec la baisse de la production..

Tableau 4.30 : Exportation des produits pétroliers (millions de FCFA)

PRODUITS PÉTROLIERS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Super carburant	95 507	69 341	108 582	115 532	112 174	95 027	11 111	11 945	353 158
Essence ordinaire	11 438	0	0	0	0	0	463 968	828 702	0
Gasoil	62 335	57 224	54 596	67 252	87 494	53 125	503 934	854 638	270 098
Kérosène-pétrole/jet	244 272	119 526	32 620	72 746	136 882	40 332	45 786	103 699	136 899
DDO	2 281	0	1 398	685	3 618	2 253	4 814	2 897	8 811
HVO	21 980	6 264	107 177	141 924	76 154	32 932	31 475	18 034	80 538
Fuel oil	49 172	37 441	30 920	28 671	100 420	69 560	5 845	6 811	117 811

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGH/Petroci, 2023

La valorisation des exportations de Gasoil a baissé de 8% en 2016 du fait de la faiblesse des marges à l'exportation et de 5% en 2017 du fait de la baisse des exportations. Les variations des valeurs des quantités exportées des différents produits identifiés dans le Tableau 4.30 sont liées aux cours des prix du marché international.

Graphique 4.4 : Réseau de distribution des produits pétroliers (nombre de stations-services)



Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGH/Petroci, 2023

Le nombre de stations-service est passé de 703 stations-service sur le territoire national en 2015 à 1 446 en 2023 (cf. Graphique 4.4), soit une progression annuelle moyenne de 9,47% , représentant en moyenne 83 stations-services installées par an. Cela résulte du dynamisme de ce secteur qui vise à couvrir le territoire national.

CHAPITRE 5

ÉLECTRICITÉ ET EAU

5.1. PUISSANCES ÉLECTRIQUES INSTALLÉES (MW)

Les puissances électriques installées connaissent une augmentation due à la mise à niveau en 2019 des turbines de AZITO. La puissance électrique installée de AZITO de 441 MW en 2018 passe à 471 MW en 2019. La puissance installée totale s'établit donc à 2 229 MW depuis 2019 (cf. Tableau 4.31).

Tableau 4.31 : Puissances électriques installées (MW)

		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Puissance totale (MW)		1924	1924	2199	2199	2229	2 229
Hydraulique		604	604	879	879	879	879
		31,39%	31,39%	39,97%	39,97%	39,43%	39,43%
	Mise en service						
Ayamé 1	1959	20	20	20	20	20	20
Ayamé 2	1965	30	30	30	30	30	30
Kossou	1972	174	174	174	174	174	174
Taabo	1979	210	210	210	210	210	210
Buyo	1980	165	165	165	165	165	165
Fayé	1983	5	5	5	5	5	5
Soubré	2017			275	275	275	275
Thermique		1320	1320	1320	1 320	1 350	1 350
		68,61%	68,61%	60,03%	60,03%	60,57%	60,57%
Vridi Gaz	1984	100	100	100	100	100	100
CIPREL	1995	569	569	569	569	569	569
Azito	1997	441	441	441	441	471	471
Aggreko	2010	210	210	210	210	210	210

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGE, 2020

5.1.1. PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La production totale d'électricité a connu une hausse de plus de 12% passant de 9 996,9 Gwh en 2018 à 11 212,4 Gwh en 2020 (cf. Tableau 4.32). L'hydraulique enregistre une hausse de production allant de 2962,0 Gwh en 2018 à 3 480,5 Gwh en 2019. Cette hausse est liée à la production du barrage de Soubré qui a augmenté de 21%. Aussi chaque année, depuis 2018 la production thermique augmente. Cependant, de 2019 à 2020, l'hydraulique se rétracte en raison de la baisse de la production du barrage de Soubré

Tableau 4.32 : Production d'électricité (Gwh)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production totale en Gwh (1+2)	**8 605,80**	**10 077,90**	**9948,2**	**9 996,90**	**10 613,10**	**11 212,40**	**11 427**	**12 148**
1. Réseau Interconnecté (GWh)	8 607	10 080	9 951	10 004	10 620	11 220	11 420	12 145
1.1 Hydraulique	1352,3	1528,6	2047,2	2 962,00	3 480,50	3 377,30	2 627	2 864
	15,71%	15,17%	20,58%	29,63%	32,79%	30,12%	23%	24%
Ayamé 1	63,4	75,2	73,8	101,7	117,4	83	N/D	N/D
Ayamé 2	99,9	111,5	103	114,8	110,9	101,9	N/D	N/D
Kossou	53,9	56,1	84,2	87,8	200,9	235,3	N/D	N/D
Taabo	389,7	453,9	405,2	610,4	781,8	804,7	N/D	N/D
Buyo	738,5	823,9	749,6	729,8	664,8	673,5	N/D	N/D
Fayé	6,9	7,9	0,9	-	-	-	N/D	N/D
Soubré	-	-	630,5	1 317,50	1 604,80	1 478,90	N/D	N/D
1.2 Thermique	7254,2	8550,98	7903,47	7042	7139,9	7842,4	8 793	9 281
	84,29%	84,83%	79,42%	70,37%	67,21%	69,88%	77%	76%
Vridi Gaz	295,4	236,9	185	111,6	80,2	207,8	N/D	N/D
CIPREL	2519,3	3567,6	3267,4	3 018,20	3 281,60	3 477,10	N/D	N/D
Azito	2743,8	3057,2	3128	2 889,10	2 804,80	3 201,50	N/D	N/D
Aggreko	1685	1679,9	1313,2	1 008,90	958,7	941,4	N/D	N/D
2. Centrales isolées	7,1	7,68	7,37	7,1	7,3	7,3	7	3
C. Isolée classique	3,6	1,7	2,5	7,1	7,3	7,3	N/D	N/D
C. Isolée automatique	3,5	5,98	4,87	-	-	-	N/D	N/D

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGE, 2022

Par ailleurs, le barrage de Fayé est indisponible depuis mai 2017 suite à une inondation de la centrale.

5.1.2. COMBUSTIBLES POUR LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

Les combustibles présentés dans le Tableau ci-après sont utilisés pour produire l'électricité en Côte d'Ivoire.

Tableau 4.33 : Quantité de combustibles pour la production d'électricité

COMBUSTIBLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
HVO (tonnes)	120 475,63	20 788,6	123,2	669,1	3 107,6	11 019,5		
DDO (103 litres)	1 840,36	1 344,9	898,7	363,3	291,57	574,4		
Gasoil (103 litres)	3 390,6	2 724,0	2 491,8	2 500,3	2 511,2	2 066,3		
Gaz naturel (106 m3)	1 914,41	2 083,2	1 929,9	1 775,7	1 754,2	1 876,2		
Valeur combustible (millions de FCFA)	299 771,82	255 482,1	262 301,7	209 316,0	197 994,8	217 097,5		
HVO	61 241,84	7 447,2	44,0	218,3	1 109,4	3 934,0		
DDO	778,02	574,3	381,7	154,0	123,6	243,6		
Gasoil	1 969,96	1 360,0	1 408,5	1 413,0	1 396,8	1 173,4		
Gaz naturel	235 782,00	246 100,6	260 467,4	207 530,7	195 364,9	211 746,5		

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGE, 2020

Selon le Tableau 4.33, l'utilisation de HVO connait une forte augmentation chaque année sur la période 2018-2020 pour pallier le déficit de gaz naturel en raison de la demande croissante des clients.

5.1.3. VENTE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE À L'EXTÉRIEUR

La faible hausse des quantités d'énergie électrique vendues à l'extérieur de 2018 à 2019 (cf. Tableau 4.34), est justifiée par la baisse de la demande du Ghana et de la Communauté Electrique du Bénin.

Tableau 4.34 : Quantités vendues d'énergie électrique

VENTE	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Quantité en GWh								
Ghana	227	575	242	141	127	58	43	36
Togo-Bénin	13	222	73	0	0	0	0	0
Burkina Faso	382	571	583	561	506	489	412	281
Mali	248	281	340	444	609	768	411	497
Libéria	2	7	9	10	13	18	21	26
CLSG(1)	0	0	0	0	0	0	1,4	134
TOTAL	**872**	**1656**	**1247**	**1156**	**1255**	**1333**	**888**	**974**

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGE, 2022

(1) Achat d'électricité

5.1.4. CONSOMMATION ET VENTE NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ

Les données du Tableau 4.35 indiquent une tendance haussière de la consommation nationale d'électricité, passant de 6 950,0 GWh en 2018 à 8 113,8 GWh en 2020, soit un taux de croissance annuel moyen de 8%, essentiellement liée aux besoins des ménages et de l'industrie en croissance.

Tableau 4.35 : Vente d'électricité au niveau national

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Consommation nationale (GWh)								
Total (GWh)	5 898,52	6 444,0	6 630,2	6 950,0	7 639,0	8 113,8	8 838	9 611
Basse Tension (BT) (GWh)	3 160,87	3 538,0	3 576,4	3 803,0	4 145,0	4 417,7	4 855	5 256
Moyenne et Haute tension (MT et HT) (GWh)	2 737,66	2 906,0	3 053,8	3 147,0	3 494,0	3 696,1	3 983	4 354
Vente nationale (millions de FCFA)								
Total (millions de FCFA)	482 586,2	536 902,0	553 590,8	592 755,9	641 907,9	685 021,3	N/D	N/D
Basse Tension (BT) (millions de FCFA)	277 440,19	313 773,0	315 746,7	342 048,0	347 007,9	392 814,6	N/D	N/D
Moyenne et haute Tension (MT et HT) (millions de FCFA)	205 146,00	223 129,0	237 844,1	250 707,9	274 900,0	292 206,7	N/D	N/D

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGE, 2020

5.1.5. INDICATEURS DE L'ÉLECTRICITÉ EN CÔTE D'IVOIRE

Le Tableau 4.36 présente l'évolution des indicateurs de l'électricité en Côte d'Ivoire. En effet, la couverture en électricité s'améliore au fil des années grâce aux investissements dans les ouvrages de transport et de distribution couplée avec les actions de lutte contre la fraude. Un plus grand accès à l'électricité et davantage de localités électrifiées par le biais de la poursuite de la mise en œuvre du Programme National d'électrification rurale (PRONER) ainsi que la mise en œuvre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT).

Tableau 4.36 : Evolution des indicateurs de l'électricité

Indicateurs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Rendement Global (%)	78,78%	80,30%	78,95%	77,8%	80,8%	80,2%		
Nombre annuel de localités électrifiées	3 497	4 194	4 614	4 940	5 859	6 781		
Taux d'accès à l'électricité (1)	79%	80%	81%	89,5%	94,8%	97,9%		
Taux annuel de couverture (2)	41,1%	49,3%	54,2%	58,0%	68,8%	79,6%		
Nombre annuel d'abonnés	1 432 779	1 631 443	1 897 826	2 196 725	2 538 154	2 915 688		
Basse Tension (BT)	1 428 317	1 626 653	1 892 711	2 191 290	2 532 418	2 909 633		
Moyenne et Haute Tension (MT et HT)	4 462	4 790	5 115	5 435	5 736	6 055		
Temps moyens de coupure (heure)	85 :28	27 :43	23 :50	22 :20	18 :34	16 :22		
Potentiel hydroélectrique de la Côte d'Ivoire (MW)	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500		

Source : Ministère du Pétrole et de l'Energie/DGE, 2020
(1) Taux d'accès à l'électricité est le nombre de populations vivant dans les zones électrifiées rapporté à la population totale
(2) Taux annuel de couverture est le nombre de localités électrifiées rapporté au nombre total de localités

5.2. EAU

5.2.1. EXTRACTION DE L'EAU MINÉRALE

Les principales entreprises productrices d'eau minérale locale sont la SOLIBRA (eau minérale AWA), la Continental Beverage Company (eau minérale OLGANE) et la CIPREM-CI-SDTM (eau minérale CELESTE). Les quantités d'eau minérale exportées connaissent des variations diverses de 2015 à 2018 comme le montre le Graphique 4.5. En outre, les principaux pays vers lesquels sont exportées ces quantités d'eau, sur la période 2015-2018, sont le Burkina Faso, le Sénégal et le Liberia (cf. Tableau A4.3 et Tableau A4.4).

Graphique 4.5 : Exportation de l'eau minérale



Source : DGD, 2023

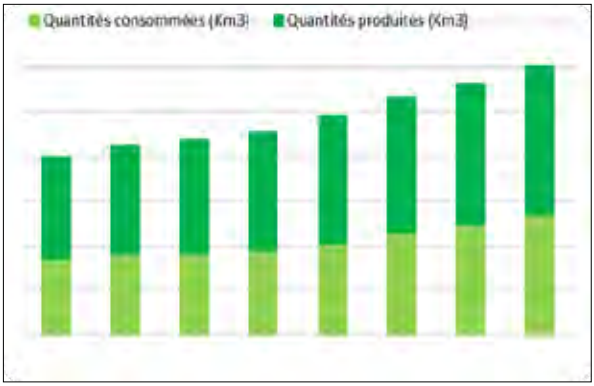
5.2.2. PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

5.2.2.1. PRODUCTION DE L'EAU POTABLE

La Côte d'Ivoire dispose de ressources abondantes en eau. Le volume d'eau mobilisable est d'environ 77 milliards de m3/an dont près de 39 milliards de m3 d'eau de surface et environ 38 milliards de m3 d'eau souterraine. Le bassin sédimentaire, dont les réserves sont estimées à 13 milliards de m3 constitue un atout majeur pour le secteur.

La quasi-totalité des 31 chefs-lieux de Région sont alimentés en eau potable à partir de 36 barrages et/ou seuils de retenue d'eau construits sur les cours d'eau.

Graphique 4.6 : Capacité de production et consommation de l'eau potable



Source : Ministère de l'Hydraulique / ONEP, 2022

Sur le Graphique 4.6, une augmentation de la capacité de production est constatée en milieu urbain. Elle est passée de 227 416 km³ en 2015 à 343 118 km³ en 2022, soit une hausse de 33,72%.

5.2.2.2. DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

La distribution de l'eau potable est assurée par la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) dont le nombre d'abonnés est évalué à 1 902 607 en 2022 contre 852 662 en 2015 (cf. Tableau 4.37), correspondant à une augmentation de 123,14%. Cette augmentation du nombre d'abonnés est due à la politique sociale du Gouvernement en matière d'eau potable qui vise à donner l'eau à toute la population à travers le programme « Eau pour tous ». Ce programme s'est traduit par la subvention du coût du branchement à l'eau potable en milieu urbain. En outre, sur la même période 2015-2022, le volume d'eau annuel distribué est passé de 227 416 à 332 496, soit une progression de 46,21%.

Tableau 4.37 : Capacité de production et consommation de l'eau potable

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production d'eau potable (km³)	227 416	242 393	251 121	263 558	285 096	302 814	314 536	332 496
Nombre annuel d'abonnés	852 662	937 183	1 028 930	1 155 719	1 255 030	1 453 974	1 673 010	1 902 607
Nombre d'abonnés à Abidjan	403 605	434 242	473 347	534 920	583 597	698 239	831 099	974 203
Nombre d'abonnés à l'intérieur du pays	449 057	502 941	555 583	620 799	671 433	755 735	841 911	928 404

Source : Ministère de l'Hydraulique / ONEP, 2022

La production en 2022 a augmenté de 105,08 millions de m3 (+46,21%) comparée à 2015. Cette évolution est due à :

- l'évolution de la demande ;
- la sécurisation de l'alimentation électrique des forages et de certaines usines par des groupes électrogènes ;
- la mise en service de nouvelles usines ;
- la mise en service d'unités de traitement compactes dont dix (10) unités de 1000 m3/h, pour la seule année 2022. Ceci a été réalisé pour le renforcement de la production de dix (10) villes ;
- fonctionnement en année pleine d'usines mises en service au cours de l'année 2022.

5.2.2.3. INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Depuis 2012, le Gouvernement a réalisé d'importants investissements dans le secteur en vue d'améliorer l'accès des populations à l'eau potable. Ces investissements ont été de 142 246 millions de FCFA en 2015, 60 088 millions de FCFA en 2016, 79 935 millions de FCFA en 2017, 82 151 millions de FCFA en 2018, 269 557 millions de FCFA en 2019, 253 075 millions de FCFA en 2020, 220 085 millions de FCFA en 2021 et 242 847 millions de FCFA en 2022.

5.2.2.4. QUELQUES STATISTIQUES SUR L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL

En milieu rural, l'accès des populations à l'eau potable est assuré à partir de forages équipés de pompes à motricité humaine, des bornes fontaines et de l'Hydraulique Villageoise Améliorée (cf. Tableau 4.38).

Tableau 4.38 : Statistiques sur l'eau potable en milieu rural

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de forages réalisés en milieu semi- rural	337	359	379	388	407	438	476	479
Nombre d'installations de stations d'eau en milieu semi-rural	1 011	1 077	1 137	1 164	407	438	476	479
Capacité de production (m3/j) des forages en milieu semi-rural	13 480	14 360	15 160	15 520	40 700	43 800	47 600	47 900
Capacité de production (m3/j) des pompes Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) en milieu semi-rural	13 480	14 360	15 160	15 520	40 700	43 800	47 600	47 900
Capacité de production (m3/j) des pompes HV en milieu rural	143 522	146 874	152 662	154 510	122 521	124 593	125 398	126 812
Taux de couverture en eau potable en milieu semi-rural (%)	13	14	15	16	35	38,29	41,61	41,81
Taux de couverture en eau potable en milieu rural (%)	70	71,2	74	74,3	64,10	64,90	65,30	66,07
Taux de couverture en eau potable en milieu urbain (%)	70	73,4	77	82	72	75	76	77
Nombre de pompes HV en milieu rural	19 822	20 221	20 910	21 030	17 503	17 799	17 914	18 116
Population concernée par HV	10 251 600	10 491 600	10 904 400	11 036 400	11 367 492	11 708 516	12 059 772	12 421 565

Source : Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité / ONEP, 2022

AGRO-INDUSTRIES ET AUTRES INDUSTRIES IVOIRIENNES

6.1. INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

6.1.1. MINOTERIE

La minoterie ou meunerie est l'établissement où l'on transforme les céréales notamment le blé, en farine. Le marché ivoirien de la farine de blé est animé par quatre (04) opérateurs qui sont : les Grands Moulins, les Moulins de Côte d'Ivoire (LMCI), les Moulins Modernes de Côte d'Ivoire (MMCI) et la Société des Entreprises Meunières de l'Afrique de l'Ouest (SEMAO). Ces quatre (04) opérateurs fournissent l'essentiel de la production de la farine de blé dont une partie est destinée à l'exportation (cf. Tableau 4.38).

Tableau 4.39 : Production et exportation de la farine de blé

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production (tonnes)	474 493	505 057	507 671	506 684	580 909	585 252	674 792	674 792
Exportation (tonnes)	37 876	41 625	42 393	42 623	57 073	13 322	7 539	1 887
Exportation (millions de FCFA)	9 337	10 505	10 790	10 870	13 974	3 601	2 269	472

Source : ANStat, 2023, DGD, 2023

Les pays clients de la Côte d'Ivoire sont, entre autres, le Burkina Faso, le Niger, le Bénin, le Liberia, le Ghana, etc. Les Tableaux 4.39 et Tableau 4.40 présentent respectivement en valeur et en volume sur la période 2016-2023, le montant des exportations de farine de blé en direction desdits clients.

Tableau 4.40 : Exportations de farine de blé (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	8 880	9 443	10 023	10 298	11 283	2 820	847	426
Niger	165	628	568	257	2 323	666	378	-
Ghana	115	103	0	65	9	27	982	36
Liberia	-	187	166	220	345	82	0	-
Bénin	63	25	16	-	-	-	-	-
Autres pays	114	119	16	30	14	5	61	9
Total	**9 337**	**10 505**	**10 790**	**10 870**	**13 974**	**3 601**	**2 269**	**472**

Source : DGD, 2023

Tableau 4.41 : Exportations de farine de blé (en tonne)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	35 666	36 930	39 370	40 205	45 381	10 655	3 859	1 767
Niger	730	2 703	2 282	1 080	10 277	2 240	1 040	-
Ghana	720	630	1	360	36	100	2 482	107
Liberia	-	731	656	917	1 365	320	1	-
Benin	260	105	70	-	-	-	-	-
Autres pays	500	525	14	61	15	6	158	13
Total	**37 876**	**41 625**	**42 393**	**42 623**	**57 073**	**13 322**	**7 539**	**1 887**

Source : DGD, 2023

6.1.2. INDUSTRIE ET BOISSONS

Sur la base des données disponibles, l'industrie de boissons a produit plus de bières que de boissons gazeuses (cf. Tableau 4.41) de 2016 à 2023. Mais depuis 2018, la Côte d'Ivoire n'a pas exporté de boisson gazeuse (cf. Tableau 4.43).

Tableau 4.42 : Exportation de boissons (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation de bières	569	8	4	94	341	349	205	643
Exportation de boissons gazeuses	1 939	1 767	0	0	0	0	0	0

Source : DGD, 2023

Tableau 4.43 : Exportation de boissons (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation de bières	651	31	38	582	1 562	2 078	982	3 333
Exportation de boissons gazeuses	4 121	3 976	0	0	0	0	0	0

Source : DGD, 2023

Les pays clients de bières sont, entre autres, le Liberia, la Guinée et d'autres pays (cf. Tableau 4.44 et Tableau 4.45).

Tableau 4.44 : Pays clients de bière (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Libéria	-	7	2	87	291	342	197	616
Burkina Faso	563	-	1	-	-	-	-	-
Guinee					25			14
Autres pays	6	1	1	7	25	7	8	13
Total	**569**	**8**	**4**	**94**	**341**	**349**	**205**	**643**

Source : DGD, 2023

Tableau 4.45 : Pays clients de bière (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Libéria	1	-	29	11	572	1 509	2 069	3 264
Burkina Faso	-	643	-	26	-	-	-	-
Guinee					25			48
Autres pays	41	8	2	1	10	52	9	22
Total	**44**	**651**	**31**	**38**	**582**	**1 562**	**2 078**	**3 333**

Source : DGD, 2023

Tableau 4.46 : Pays clients de boissons gazeuses (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	883	1 559	-	-	-	-	-	28
Ghana	959	56	-	-	-	-	-	-
Mali	22	33	-	-	-	-	-	4
Togo	5	47	-	-	-	-	-	13
Sénégal	14	17	-	-	-	-	-	16
Liberia	-	29	-	-	-	-	-	124
Autres pays	57	25	-	-	-	-	-	86
Total	1 939	1 767	-	-	-	-	-	271

Source : DGD, 2023

Tableau 4.47 : Pays clients de boissons gazeuses (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	1 656	2 936	-	-	-	-	-	51
Ghana	2 133	323	-	-	-	-	-	-
Mali	183	284	-	-	-	-	-	-
Togo	32	255	-	-	-	-	-	25
Senegal	48	38	-	-	-	-	-	15
Liberia	-	111	-	-	-	-	-	621
Autres pays	68	28	-	-	-	-	-	147
Total	**4 121**	**3 976**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**859**

Source : DGD, 2023

6.1.3. INDUSTRIE LAITIÈRE

L'approvisionnement du marché ivoirien en produits laitiers est presque entièrement dépendant des importations (cf. Tableau 4.52 et Tableau 4.53). Les fournisseurs de la Côte d'Ivoire en lait et produits laitiers sont présentés dans les Tableaux 4.54 et 4.55.

Tableau 4.52 : Importation de lait et produits laitiers (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Lait en poudre	27 671	27 488	24 166	25 921	30 407	44 541	46 496	43 568
Lait concentré sucré	4 227	7 102	4 606	6 317	8 082	7 464	10 696	10 837
Lait concentré non sucré	23 444	20 386	19 560	19 604	22 325	37 077	35 800	32 731
Lactosérum	986	1 329	1 300	1 073	908	1 009	2 345	1 219
Fromage	3 580	3 359	3 359	3 831	4 004	3 837	4 851	4 678
Beurre	1 782	2 613	2 223	1 920	2 079	2 208	2 771	1 957
Huile de beurre et matière grasse de base	1 207	3 510	2 901	1 926	2 383	2 194	2 778	1 345
Lait non concentré non sucré	1 544	1 633	1 474	1 800	2 104	2 642	3 800	3 121
Yaourt et lait caillé	501	495	455	437	560	896	1 915	1 142

Source : DGD, 2023

Tableau 4.53 : Importation de lait et produits laitiers (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Lait en poudre	17 920	14 860	14 350	13 612	16 065	22 917	18 752	18 231
Lait concentré sucré	3 136	4 966	3 857	4 031	4 415	4 111	4 456	5 033
Lait concentré non sucré	14 784	9 894	10 493	9 581	11 649	18 806	14 297	13 199
Lactosérum	1 839	2 026	2 472	1 658	1 551	1 495	3 159	2 152
Fromage	1 104	1 078	1 237	1 520	1 562	1 587	1 734	1 726
Beurre	618	796	583	499	619	708	755	556
Huile de beurre et matière grasse de base	519	966	771	537	797	741	687	476
Lait non concentré non sucré	2 257	2 437	1 982	2 375	2 911	4 072	4 958	4 019
Yaourt et lait caillé	245	298	246	228	639	1 238	2 508	1 559

Source : DGD, 2023

Tableau 4.54 : Principaux pays fournisseurs de lait et produits laitiers (millions de FCFA)

PAYS FOURNISSEURS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	11 272	12 315	9 164	13 004	12 939	14 014	17 090	12 037
Pays-Bas	6 601	7 260	9 108	10 523	10 881	17 912	19 970	16 703
Nouvelle-Zélande	6 487	8 875	8 420	7 644	6 495	6 401	11 101	12 279
Irlande	7 740	9 089	5 577	3 799	6 916	10 107	4 067	8 124
Maroc	708	1 167	2 068	4 045	7 896	10 336	10 009	9 105
Belgique	1 917	4 617	3 623	3 289	3 917	5 284	4 657	4 248
Ghana	190	171	913	1 990	2 261	5 363	1 710	1 466
Malaisie	2 601	110	1 031	1 311	1 486	1 332	702	234
Allemagne	438	652	462	472	452	495	1 569	771
Espagne	237	111	606	911	626	495	328	436
Turquie	219	114	555	494	448	80	1 382	276
Brésil	853	1 093	20	356	241	401	135	30
Autres pays	4 227	3 175	2 772	2 270	2 628	2 580	15 146	14 620
Total	**42 638**	**47 656**	**44 300**	**49 752**	**56 946**	**74 400**	**87 731**	**80 328**

Source : DGD, 2023

Tableau 4.55 : Principaux pays fournisseurs de lait et produits laitiers (tonnes)

PAYS FOURNISSEURS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	7 184	6 954	5 434	7 060	6 393	6 817	8 253	5 473
Pays-bas	3 738	3 321	3 751	3 862	4 736	8 374	6 241	5 810
Nouvelle-Zelande	3 993	3 852	4 085	3 567	2 753	2 858	3 449	4 510
Irlande	4 825	4 737	3 211	2 057	3 597	5 069	1 536	4 250
Maroc	258	379	763	1 290	2 370	2 929	2 683	2 348
Belgique	959	2 440	1 901	1 465	1 810	2 225	2 140	2 132
Ghana	177	129	725	1 101	1 833	4 025	2 226	2 081
Malaisie	2 022	278	1 130	947	1 542	1 725	738	537
Allemagne	745	1 057	858	854	900	791	1 551	721
Espagne	152	60	198	226	199	522	421	428
Turquie	53	45	156	116	195	169	1 142	96
Bresil	220	281	4	81	59	85	28	8
Autre pays	2 198	1 765	2 384	1 403	2 184	2 326	7 911	7 018
Total	**26 304**	**25 017**	**24 596**	**23 948**	**28 510**	**37 829**	**38 291**	**35 412**

Source : DGD, 2023

6.1.4. INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DES FRUITS EN JUS

Depuis 1980, l'industrie de la transformation des fruits en jus est contrôlée par le groupe ATOU Ivorio et les filiales de groupes français dont Selectima, Compagnie fruitière et la Société agricole Kablan-Joubin qui traitent localement le conditionnement et la transformation de fruits en jus, avant de les exporter vers l'Europe. L'arrivée des sociétés comme TRAFULE, Africa Foodies Industries, du groupe sénégalais Agro-Industrie Côte d'Ivoire (AGROCI) à partir de 2020 a rehaussé la capacité de production nationale à 120,17 milliers d'hectolitres par an.

Ce secteur est marqué par l'abondance et la disponibilité de la matière première, notamment la banane dessert (1er producteur africain), la Banane plantain (6ème producteur africain), le Cola (1er producteur africain), l'Ananas et la Mangue (1er exportateur africain de fruits vers l'Europe). En ce qui concerne la mangue, avec une production de 150 000 tonnes, la Côte d'Ivoire occupe le 1er rang au niveau africain et 3ème rang au niveau mondial.

Pour améliorer la transformation des fruits et légumes, le Gouvernement a adopté des mesures d'incitation à la transformation de produits agricoles en 2022 (Ordonnance n°2022-536 du 13 juillet 2022 instituant des mesures fiscales incitatives spécifiques aux investissements réalisés dans les secteurs de la production et de la transformation agricoles).

Plus spécifiquement, en ce qui concerne la mangue, avec une production nationale de 180 000 tonnes en 2023, la transformation en mangues séchées est passée respectivement de 89 tonnes en 2017 à 593 tonnes en 2023, soit une croissance moyenne annuelle de 66%. La mangue séchée est le principal axe de valorisation de la mangue en Côte d'Ivoire car elle représente 67% du volume total de mangues transformées. En 2023, la Côte d'Ivoire occupe le 1er rang au niveau africain et 3ème rang au niveau Mondial en matière de transformation de la mangue.

6.1.5. INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DU THON

Avec ses trois (3) usines de conserves de thon et d'épices, la Société de Conserveries de Côte d'Ivoire (SCODI), et la société Pêche et Froid de Côte d'Ivoire (PFCI) détenues par le groupe ThunnusOverseas, ainsi que l'usine de l'italien NuovaCastelli, Abidjan s'impose comme l'un des plus grands exportateurs de thon en conserves d'Afrique. La filière est parmi les cinq (5) premières richesses d'exportation du pays avec plus de 80,023 milliards de Francs CFA (122,0 millions d'euros) de chiffre d'affaires annuel en 2016 et 97 milliards de francs CFA (près de 150 millions d'euros) en 2017 loin devant celui de l'industrie laitière.

6.1.6. INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DE L'HUILE DE PALME BRUTE

L''intégralité de la production d'huile de palme est transformée en Côte d'Ivoire, et ce, sur toute la chaîne de valeur. Les principales entreprises du secteur sont PALMCI, SIFCA, SAPH. Autour d'elles, gravitent d'autres unités industrielles et des petits producteurs agricoles d'huile de palme. Cependant, il reste un potentiel dans la fabrication de produits beaucoup plus élaborés. La production d'huile de palme brute est passée de 447,2 tonnes en 2015 à 495,98 milliers tonnes en 2024, avec une croissance moyenne 1,16 % par an et un pic de 601,3 mille tonnes en 2021.

Tableau 4. 56 : Evolution des quantités d'huile de palme brute produite (en milliers de tonnes)

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Huile de Palme brute	447,2	453,2	482	513,9	535,4	514,5	601,3	541,5	562,5	495,98

Source : MCI - Conseil Hévéa-Palmier à huile, 2024

6.1.7. INDUSTRIE DES OLÉAGINEUX

Depuis le retrait d'Unilever du secteur des oléagineux, en 2009, le groupe SIFCA, à travers ses filiales PALMCI et SANIA a récupéré la production nationale d'huile alimentaire. Ces filiales sont présentes depuis l'exploitation des plantations de palmier à huile, la transformation d'huile de palme brute en huile de palme raffinée, jusqu'à la commercialisation des produits issus du raffinage. L'achat de l'huile de palme brute de PALMCI est exclusivement réservé à SANIA qui s'est dotée de la plus grande raffinerie d'Afrique, avec une capacité de traitement de 1500 tonnes par jour d'huile raffinée. SANIA commercialise environ 250 000 tonnes d'huile raffinée sous les marques DINOR, PALME D'OR et DORA, et de la margarine sous les marques SAINT AVE et DELICIA. Par ailleurs, depuis 2017, la société SARCI (Société Africaine de Raffinerie en Côte d'Ivoire) s'est installée dans ce secteur avec des produits allant de l'huile alimentaire à la savonnerie. Pour l'instant, elle produit environ 200

tonnes par jour pour le petit conditionnement et a une capacité annuelle de 100 000 tonnes. L'ensemble des entreprises du secteur produit annuellement en moyenne 350 000 tonnes d'huile raffinée pour une capacité installée d'environ 650 000 tonnes par an. Ce secteur est fortement marqué par la disponibilité de l'huile de palme brute qui constitue le principal intrant. La société SARCI (Société Africaine de Raffina en Côte d'Ivoire) s'est installée dans ce secteur avec des produits allant de l'huile alimentaire à la savonnerie. Pour l'instant, elle a produit 200 tonnes par jour pour le petit conditionnement et a une capacité annuelle de 100 000 tonnes.

La production nationale d'huile de palme raffinée est passée 3 320 000 Hl en 2015 à 4 641 000 Hl en 2023 selon les statistiques de l'ANStat, soit une hausse de 39,8%.

Tableau 4. 57 : Evolution de la production nationale d'huile de palme raffinée

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Huile de palme raffinée (En milliers HL)	3 320	3 634	3 321	6 077	4 918	4 032	3 321	3 632	4 641

Source : MCI – ANStat, 2024

6.1.8. INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DE L'ANACARDE

La filière anacarde en Côte d'Ivoire est aujourd'hui une des plus importantes filières agro-industrielles de par le positionnement du pays au niveau mondial en termes de production (1er producteur mondial) mais surtout de par son poids dans l'économie nationale (2ème produit agricole d'exportation) et dans le développement global des régions de production (le Nord et le Centre).

La transformation locale est en plein essor avec plusieurs initiatives d'installation d'unités enregistrées ces dernières années. Ainsi, la Côte d'Ivoire dispose de plus d'une trentaine d'unités de transformation opérationnelle d'une capacité nominale de 450 000 tonnes/an. La dizaine de projets d'installation d'unités en cours devrait contribuer à l'accroissement de la capacité nationale, et à terme permettre d'atteindre l'objectif de 50% de transformation de la production de noix brutes de cajou.

Le volume de noix de cajou transformées localement est passé de 37 696 tonnes de noix brutes représentant 6,7% de la production nationale en 2014 à 344 028 tonnes en 2024, soit environ 36% de la production nationale.

Alors qu'en 2016, un seul opérateur contrôlait plus de 80% de la transformation locale, en 2024, ce sont trente-neuf (39) unités de transformation qui se partagent le volume transformé. Les exportations d'amandes touchent une cinquantaine de pays sur tous les continents. Cette performance permet à la Côte d'Ivoire d'être désormais le 2ème fournisseur mondial d'amandes de cajou après le Vietnam, en plus d'être le 3ème pays transformateur mondial de noix de cajou.

Cette performance observée est due, entre autres, aux mesures prises par le Gouvernement : (i) la mise en œuvre des mesures incitatives spécifiques à la transformation prises par le Gouvernement (Ordonnance n°2019-587 du 03 juillet 2019 instituant des mesures fiscales incitatives spécifiques aux investissements réalisés dans le secteur de la transformation agricole (ANACARDE) et (ii) l'aménagement de zones industrielles dédiées au secteur.

Ainsi, sur la base d'un engagement à créer de la valeur ajoutée à travers la signature d'une convention Etat-Transformateur de l'anacarde, certaines entreprises du secteur bénéficient des avantages spécifiques. En effet, trente-cinq (35) conventions avec les entreprises du secteur ont été signées. Ce sont, entre autres : OLAM IVOIRE, STNC, INC, SITA, NOVAREA, CILAGRI CAJOU, AAI, AISA, FMA, KIYO, NORD CAJOU, ICN, TROPIC CAJOU, QUANG THIEN IMEX, CAJOU, CASA, CI CAOU, ANACARDJES et CAPRO.

Tableau 4.58 : Principaux indicateurs de transformation de l'anacarde

Indicateurs	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Quantités transformées (T)	44 628	68 515	57 466	103 101	136 854	224 036	265 863	344 028
Taux de Transformation locale (%)	6,27%	9,00%	9,06%	12,15%	14,13%	21,79%	21,69%	36,42%
Exportations amandes de cajou (T)	8 197	9 263	11 531	14 485	30 022	36 808	50 200	72 984

Source : MCI – Conseil Coton Anacarde, 2024

6.1.9. INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DU CACAO

En 2023, le secteur compte 11 entreprises actives avec 13 unités industrielles, sans tenir compte des projets en cours de finalisation. Ainsi, sur la période 2017 à 2023, la capacité globale de broyage des unités installées est passée de 730 000 tonnes à 972 040 tonnes, soit une croissance de 33,2%. Cette capacité devrait être portée à 1 112 040 tonnes en 2024, avec l'achèvement des travaux de construction des usines de TRANSCAO et JB COCOA à Abidjan, les travaux d'extension de TRANSCAO SEWEKE, Atlantique COCOA CORPORATION et la réhabilitation de l'ex-usine SUCSO par la SITC à San-Pedro. Ces principaux projets industriels en cours portent en effet sur une capacité installée de 140 000 tonnes. En 2024, six (6) projets d'unités industrielles sont en cours d'installation pour une capacité de 365 460 tonnes. Ces projets devraient permettre de porter la capacité de transformation des usines de cacao à 1 337 500 tonnes en 2026.

La capacité totale de broyage disponible en Côte d'Ivoire est estimée à 972 000 tonnes en 2024, avec un taux d'utilisation de plus de 85% des capacités installées (cf. tableau 4.59), plaçant ainsi la Côte d'Ivoire au rang de premier broyeur de cacao au monde (Conseil Café Cacao 2022).

Tableau 4.59 : Production et capacité installée des unités industrielles de production de cacao transformé

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Production (milliers de tonnes)	576,99	559,24	604,98	596,39	619,53	704,33	786,77	739,03
Capacité installée (milliers de tonnes / an)	730	730	800	850	880	972	972	972
Taux de transformation	28,57%	28,47%	27,41%	27,66%	26,37%	31,26%	38,51%	42%

Source : MCI – Conseil Café Cacao, 2024

L'objectif du Gouvernement en matière d'industrialisation a pour finalité l'accroissement de la proportion de fèves de cacao transformées en passant de 30% en moyenne par an à plus de 50% par an à long terme. Toute chose qui devrait accroître la valeur ajoutée des fèves de cacao produites en Côte d'Ivoire.

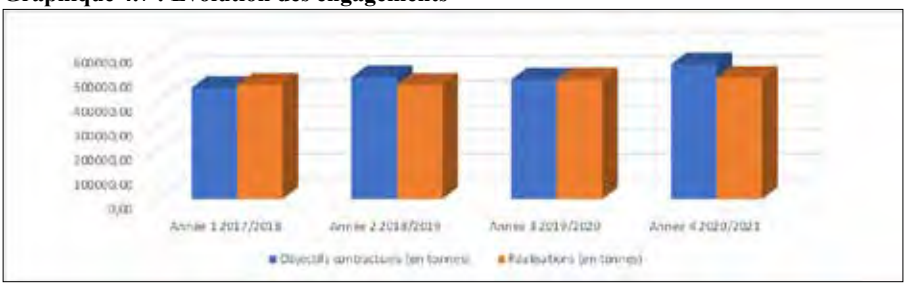
Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement a institué en 2020 un Droit Unique de Sortie (DUS) différencié réduit en tenant compte du degré de transformation de la fève (Ordonnance n°2020-09 du 08 janvier 2020 portant réduction du droit unique de sortie applicable aux produits des entreprises de transformation de cacao).

Par ailleurs au cours de la période 2017-2022, des engagements contractuels ont été signés entre l'Etat et dix (10) entreprises à transformer localement ou à augmenter les quantités de fèves de cacao transformées pour bénéficier du DUS différencié. Ce sont : CARGILL COCOA (capacité engagée : 120 000 tonnes), CONDICAF (62 000 tonnes), FORAGRI (15 000 tonnes), IVOIRY COCOA PRODUCT (ICP) (25 000 tonnes), SACO (190 000 tonnes), TAFI (4 000 tonnes), OLAM COCOA PROCESSING (150 000 tonnes), PLOT (15 000 tonnes) et CCB (32 000 tonnes). Les résultats enregistrés de l'évaluation de ces engagements sont présentés sur le Graphique 4.7.

Les principaux acteurs du secteur sont SACO (groupe Barry Callebaut, 27%), Olam (22%), CARGILL (17%), Cémoi (10%), Ivory Cocoa Product (3,5%), Choco-Ivoire (3,5%), et autres (17%).

Les volumes de fèves transformées sont passés de 576 994 tonnes en 2017 à 790 800 tonnes en 2023, soit une progression de 6,2% en moyenne par an. Quant au taux de transformation, il progresse au regard de l'objectif 2030. Il est passé de 28,6% en 2017 à 42% en 2024. Le volume de fèves transformées et exportées est passé de 576 994 tonnes en 2016-2017 à 786 769 tonnes en 2022-2023 avant d'observer un léger repli de 6,07% pour se situer à 739 027 tonnes à la fin de la campagne 2023-2024, suite à la baisse prononcée de la production de 23,68%. Le taux de transformation en 2023-2024 s'affiche à 42%.

Graphique 4.7 : Evolution des engagements



Source : CCC, 2023

6.1.10. INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DU CAFÉ

Le secteur de la transformation des cerises de café robusta en café soluble est dominé par l'entreprise NESTLE et le Groupe Carré d'or avec une capacité installée chacune de 9 000 tonnes par an. En 2023, le secteur de la torréfaction du café compte 32 torréfacteurs identifiés. Le volume du café transformé est passé de 12 037 tonnes en 2017 à 15 560 tonnes en 2024. Le taux de transformation est de 15% en 2023-2024.

Concernant le café, les capacités de torréfaction évoluent faiblement depuis plusieurs années. En vue de booster la transformation du café estimée à 9 768 tonnes en 2016, soit 18% de la production nationale, l'Etat met en œuvre une politique de relance de la filière comprenant, entre autres :

- l'amélioration de la production et de la qualité du café robusta et la valorisation des spécificités du café, notamment le café terroir et le café robusta
- la mise en place du système de traçabilité à travers la caractérisation de la qualité du produit, la transformation et la consommation interne ;
- la création de la plateforme de partenariat entre le secteur public et privé (PPPP) avec un groupe consacré au café ;
- la mise en œuvre du projet café terroir pour la valorisation des spécificités du café (terroir et robusta) par l'existence des différents types de cafés robusta en fonction des terroirs en Côte d'Ivoire.

Tableau 4. 60 : Indicateurs de Transformation du café

Campagnes	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Quantité transformée (Tonnes)	12 037	13 263	15 003	17 680	16 975	19 854	15 726	15 560
Taux de transformation (%)	21	18	12	18	34	29	29	15

Source : MCI - Conseil Café-Cacao, 2024

6.1.11. INDUSTRIE DU SUCRE

L'industrie du sucre en Côte d'Ivoire est dominée par deux (2) géants du secteur : SUCRIVOIRE avec deux (2) unités de production de sucre (Zuénoula et Borotou- Koro) pour une capacité installée de plus de 100 000 tonnes de sucre par an et SUCAF-CI du groupe SOMDIAA avec deux (2) unités de production du sucre (Ferké 1 et Ferké 2) pour une capacité installée de 105 000 tonnes de sucre par an.

Les activités de ces entreprises portent à la fois sur la culture irriguée de la canne à sucre, la production et commercialisation de sucre (sucre blond, raffiné, morceaux) et petits conditionnements.

En 2020, la consommation de sucre en Côte d'Ivoire s'est établie à 250 000 tonnes alors que la production n'est que de 222 000 tonnes (cf. Tableau 4.61), soit un taux de couverture des besoins de 89%. Les deux acteurs locaux disposent ainsi de licences d'importations exclusives afin de couvrir l'écart entre l'offre et la demande.

A côté de ces deux (2) entreprises, gravite un ensemble d'entreprises industrielles utilisant le sucre comme intrant dans leur production. En vue de garantir l'approvisionnement en sucre à ces entreprises et aux ménages, l'Etat a mis en place un mécanisme d'importation du sucre à leur profit. L'estimation des besoins supplémentaires en sucre est de 56 388 tonnes de sucre blanc dont 28 194 tonnes qui ont fait l'objet d'importation pour l'année 2022. Ce besoin est de 27 000 tonnes en 2020 et 44 000 tonnes en 2021 selon les estimations du Comité mis en place pour le suivi du mécanisme d'importation.

La production locale est de 203 720,6 tonnes en 2023 contre 196 160 tonnes en 2015. La couverture du besoin national est passée de 70% en 2016 à 83% en 2023 pour un besoin estimé à 240 000 tonnes en 2023.

L'objectif du Gouvernement est de faire en sorte que ces deux unités permettent au pays d'être autosuffisant en sucre. Par conséquent, l'Etat a conclu des contrats-plan avec les sucriers portant sur l'accroissement de la production nationale.

Tableau 4.61 : Production et capacité installée des unités industrielles de production du sucre

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Production (milliers de tonnes)	196,16	190,34	184,02	186,93	190,23	222,19	187,69	199,44	203,72
Capacité installée (milliers de tonnes)	205	205	205	205	205	205	205	205	205

Source : MCI - ANStat, 2023

6.2. AUTRES INDUSTRIES

Le ciment, les tôles et bacs, le bitume, les câbles et fils électriques, le sable et gravier et le béton sont entre autres, les matériaux utilisés dans les BTP. Le niveau d'utilisation de ces matériaux reflète ainsi l'état de la production des BTP initiés aussi bien par les gros chantiers de l'Etat que par les promotions immobilières et les entrepreneurs privés.

L'évolution des BTP a été impulsée ces dernières années par la mise en œuvre des grands chantiers de l'Etat (le troisième pont d'Abidjan ou Pont Henri Konan Bédié, du quatrième pont reliant les communes de Yopougon et du Plateau, le Pont Alassane Ouattara et les projets d'infrastructures routières, le programme de logements sociaux) et les nombreux projets privés. Ainsi, des groupes internationaux du secteur de la construction tels que Colas, Bouygues, Bolloré ou ArabContractors ont fait leur retour sur le territoire ivoirien pour accompagner efficacement la réalisation de projets structurants.

Les données des autres industries concernent essentiellement l'industrie plastique et chimique, l'industrie du caoutchouc naturel, l'industrie du ciment et l'industrie du coton/textile.

6.2.1. INDUSTRIE DU PLASTIQUE ET CHIMIQUE

Les produits issus de ce secteur se classent dans diverses catégories des biens intermédiaires aux biens de consommation et sont destinés au marché national ainsi qu'à l'exportation. Il s'agit plus précisément de produits agrochimiques (par exemple les engrais et les pesticides), de produits cosmétiques (par exemple les parfums et les crèmes), de traitement de caoutchouc humidifié, et de produits en plastique (par exemple, les chaussures, chaises et tables). Dans la plupart des cas, les matières premières utilisées sont importées. Les entreprises principales sont AF-ChemSofaco, Callivoire, Polychimie, Stepc, Ghandour, 2CI, Najibco, SAI, Copaci, Africhim, Sadofoss, Saprochim, Themis et Socida.

6.2.2. PAYS CLIENTS DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE PLASTIQUE ET CHIMIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Un focus a été réalisé sur les exportations en quantité (cf. Tableau 4.58) et en valeur (cf. Tableau 4.59) des produits de l'industrie plastique et chimique.

Tableau 4.58 : Exportations des produits de l'industrie plastique et chimique (tonnes)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation du secteur de l'industrie plastique et chimique dont	200 346	208 315	156 247	191 212	204 354	217 169	268 911	319 959
Produits phytosanitaires	1 677	2 301	1 920	1 778	2 028	1 849	2 171	2 125
Produits cosmétiques	217 820	231 013	246 085	235 696	246 916	265 747	261 376	260 598
Savonnerie	123 286	134 663	139 873	141 354	142 500	156 763	150 521	150 639
Engrais	34 362	37 405	34 791	77 961	77 601	87 272	127 887	183 197
Colle	1,14	0,84	0,49	-	1	0	0,16	-
Peinture et laques	6 562	7 905	6 101	6 385	8 673	10 360	10 625	11 476
Teintures textiles	7	16	10	10	31	7	5	2
Médicaments (produits pharmaceutiques)	298	241	247	829	736	390	221	340

Source : DGD, 2023

Tableau 4.59 : Exportations des produits de l'industrie plastique et chimique (millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation du secteur de l'industrie plastique et chimique dont	167 681	186 509	132 527	132 182	135 140	148 092	204 118	216 220
Produits phytosanitaires (1)	5 187	15 436	17 747	17 362	17 578	10 250	12 639	18 066
Produits cosmétiques (2)	179 215	194 129	197 482	180 682	196 462	212 637	238 394	251 577
Savonnerie (3)	61 262	66 059	59 620	55 619	57 888	67 309	74 608	77 306
Engrais (4)	8 591	8 536	3 842	14 863	15 152	21 321	37 844	48 208
Colle (5)	1,49	0,92	0,71	-	0,69	0,01	0,03	-
Peinture et laques (6)	4 000	5 053	2 919	2 347	1 808	3 214	4 171	6 838
Teintures textiles (7)	16	29	30	25	47	9	19	7
Médicaments (produits pharmaceutiques) (8)	2 736	2 439	2 236	1 731	2 241	2 124	4 545	2 350

Source : DGD, 2023

(1). Cf. Tableau A4.5 et Tableau A4.6 pour les principaux pays clients de Produits Phytosanitaires
(2). Cf. Tableau A4.7 et Tableau A4.8 pour les principaux pays clients de Produits Cosmétiques
(3). Cf. Tableau A4.9 et Tableau A4.10 pour les principaux pays clients de Savonnerie
(4). Cf. Tableau A4.11 et Tableau A4.12 pour les principaux pays clients d'Engrais
(5). Cf. Tableau A4.13 et Tableau A4.14 pour les principaux pays clients deColle
(6). Cf. Tableau A4.15 et Tableau A4.16 pour les principaux pays clients de Peinture et Laques
(7). Cf. Tableau A4.17 et Tableau A4.18 pour les principaux pays clients de Teintures Textiles
(8). Cf. Tableau A4.19 et Tableau A4.20 pour les principaux pays clients de Produits Pharmaceutiques

Les exportations des produits plastiques et chimiques ont enregistré une hausse continue en valeur et en quantité sur la période de 2019 à 2023. En effet, les valeurs et les quantités exportées sont passées de 2019 à 2023 respectivement de 132 182 à 216 220 millions de FCFA et de 191 212 à 319 959 tonnes (cf. Tableau 4.58 et 4.59).

En outre, les exportations des principaux produits plastiques et chimiques restent considérablement tournées vers le continent africain. Les pays de la CEDEAO (Burkina Faso, Ghana, Niger, Nigéria, Mali, Togo, Sénégal) constituent des destinations incontournables. Au niveau de l'Europe, la France, les Pays-Bas et l'Allemagne occupent une place de choix dans ces exportations de ces produits.

6.2.3. INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC NATUREL

L'objectif du Gouvernement est de consolider les acquis et amorcer une nouvelle phase de développement de la filière. Pour ce faire, il s'agira d'assurer la première transformation de la totalité de la production de 1 500 000 tonnes de caoutchouc naturel à l'horizon 2025, et parvenir à la deuxième transformation, afin de générer davantage de valeur ajoutée.

Ainsi, en vue d'accroître le taux de transformation de l'hévéa en caoutchouc naturel et de renforcer les investissements et la compétitivité du secteur, le Gouvernement a signé, en juin 2020, douze (12) conventions spécifiques avec les usiniers de la filière caoutchouc. Ce sont : SAPH (capacité engagée en 2021 : 220 000 tonnes), CCP (85 000 tonnes), IDH (37 900 tonnes), EXAT (38 000 tonnes), SAIC (40 000 tonnes), ASAF (69 840 tonnes), SITH (B&L) (25 000 tonnes), MCK (48 000 tonnes), CIH (72 000 tonnes), LLC (40 000 tonnes), CTCI (29 000 tonnes) et STTPA. A travers ces conventions, ces entreprises s'engagent à augmenter leur volume global de caoutchouc naturel transformé d'au moins 400 000 tonnes sur une période de 4 ans (2020 à 2023), conformément à l'objectif fixé par l'Etat. En 2022, un deuxième groupe de trois usiniers a adhéré à la convention portant le nombre de signataires des conventions Etat-usinier de l'hévéa à 15. Les demandes d'un troisième groupe de 13 usiniers et investisseurs ont été examinées au mois de septembre 2022 et ont été validées par le Comité pour signature par les Ministres, portant ainsi le nombre de conventions à 28.

Ces engagements pris par les sociétés en termes de projets d'investissement ainsi que d'augmentation de l'utilisation des capacités installées se présentent comme suit :

- l'accroissement global des capacités installées de transformation de 461 120 tonnes de caoutchouc sec supplémentaires à la fin de la période de 4 ans (2019-2023) ;
- l'utilisation des capacités de transformation installées de 80% en moyenne sur la période ;
- l'augmentation des volumes de produit transformé de 426 097 tonnes de caoutchouc sec usiné supplémentaire sur la même période contre l'objectif du Gouvernement qui est d'au moins 400 000 tonnes.

L'accroissement en cours des capacités avec les 28 conventions entre l'Etat et les Transformateurs de caoutchouc naturel permettent de projeter une augmentation des capacités de 960 000 tonnes par an entre 2019 et 2025.

L'Etat a pris également des mesures incitatives spécifiques pour la transformation de l'hévéa à travers l'ordonnance n°2019-826 du 09 octobre 2019 instituant des mesures fiscales incitatives spécifiques aux investissements réalisés dans le secteur de la transformation de l'hévéa.

Le taux de la 1ère transformation de caoutchouc sec en caoutchouc granulé est à 92,7% en 2024 contre 79,29% en 2023. Le taux de la 2ème Transformation est de 2%.

En fin d'année 2024, on dénombre respectivement :

- 47 unités de transformation opérationnelles, capables de produire 1 800 000 tonnes de caoutchouc techniquement spécifié ;
- 46 projets d'installation de nouvelles usines ou d'extension des capacités existantes sont en cours. D'ici 2027, ils devraient porter le potentiel de production de caoutchouc techniquement spécifié à 3 194 000 tonnes par an.

Tableau 4.64 : Capacité installée et transformation d'hévéa

Désignations	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Capacités installées (Tonnes de latex sec /An)	595 120	678 700	704 000	739 200	1 160 740	1 372 800	1 372 800	1 372 800	2 279 000
Quantité transformée (Tonnes Caoutchouc granulé)	453 040	471 002	504 852	573 222	659 741	861 206	1 053 284	1 288 386	1 563 396
Taux de transformation	100%	77,67%	80,89%	73,49%	69,04%	78,26%	79,79%	79,29%	92,70%

Source : MCI – Conseil Hévéa Palmier à Huile, 2024

6.2.4. INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DU COTON EN TEXTILE

Cette filière comprend la production agricole de coton graine, l'égrenage, la filature/tissage, l'ennoblissement, la confection et la trituration.

L'activité d'égrenage est en effet tenue par six (6) sociétés cotonnières ou d'égrenages situées majoritairement dans le centre et le nord du pays. Celles-ci exploitent quinze (14) usines d'égrenage dont treize (13) fonctionnelles d'une capacité totale de 655 000 tonnes par an en 2020. Ce sont : la société IVOIRE COTON qui elle dispose de quatre (04) usines (Boundiali 1 et 2, Dianra et M'Bengué), la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC) qui dispose de trois (03) usines (Korhogo 1, 2 et 3), la Nouvelle Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles (Nouvelle CIDT) qui dispose dans ses actifs de trois (03) usines d'égrenage (Bouaké, Mankono et Séguéla), la Société d'Exploitation de Coton d'Olam (SECO-OLAM) qui dispose également d'une (01) usine (Ouangolodougou), la Société Industrielle Cotonnière des Savanes (SICOSA) qui dispose d'une (01) usine située à Korhogo et la société Global Cotton (GLC) qui dispose aussi d'une (01) usine à Bouaké.

Pour la filature ou tissage, la capacité installée des unités de filature/tissage de Côte d'Ivoire est en 2020 de 26 000 tonnes par an. Elle est détenue par trois (3) entreprises installées à Bouaké, Dimbokro et Agboville. Ce sont : Filature Tissage de Gonfreville (FTG) et UTEXI-CI qui dispose de deux (02) usines (Dimbokro et Agboville).

Deux entreprises officient dans l'activité d'ennoblissement et sont localisées à Bouaké et Abidjan pour une capacité totale de 35 millions de mètres de tissus par an en 2020. Ce sont : TEX-CI localisée à Bouaké et UNIWAX localisée à Abidjan, zone industrielle de Yopougon.

La filière trituration ivoirienne compte trois unités modernes, une unité moyenne et de petites unités semi-artisanales de trituration de la graine de coton, d'une capacité totale installée de 660 000 tonnes de graines de coton. Ce sont : OLHEOL à Bouaké, COTRAF à Korhogo et à Abidjan, HCI (Huilerie de Côte d'Ivoire) à Bouaké, l'Association des Petites et Moyennes Unités de Trituration (APMUT) et l'Association des Industries de trituration et de transformation des produits agricoles de Côte d'Ivoire (AITTPACI).

Enfin, le secteur de la confection est majoritairement composé de plus de 50 000 artisans du textile et de la mode.

L'objectif du Gouvernement est d'atteindre à l'horizon 2025, des taux de transformation de 100% pour la graine de coton et 40% pour la fibre de coton contre 26,84% en 2020 pour la graine de coton et 11,49% pour la fibre de coton. Il convient de noter que pour le coton graine, toute la production est transformée par les unités d'égrenage.

Par ailleurs, l'Etat a assuré chaque année la coordination des négociations entre les acteurs de la filière coton/textile pour garantir l'approvisionnement des usiniers (filateurs et triturateurs) à des volumes adéquats en matières premières (coton fibre et graines de coton) par les égreneurs. Ainsi, pour la campagne 2020-2021, environ 105 000 tonnes de production de graines (soit 50% de la production) a été réservée aux triturateurs locaux. Sur ce volume, 99 936 tonnes de graines de coton ont été livrées aux triturateurs, soit 95% des prévisions. En 2022, les concertations ont porté sur un volume de 105 000 tonnes de graines de coton réservé aux triturateurs. Pour la campagne 2022-2023, la quasi-totalité de la production de graines a été réservée aux triturateurs en raison de la faible production de graines de coton (302 500 tonnes) et de la capacité élevée de trituration installée.

Tableau 4. 65 : Evolution de la production du coton et de la transformation des graines de coton

CAMPAGNES	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Production de graines de coton (Tonnes)	153 614	164 000	206 323	231 663	229 131	280 903	233 738	236 183	347 922
Livraison de graine de coton à l'industrie locale de trituration (tonnes)	46 585	44 100	60 500	34 708	61 511	99 936	105 000	236 183	347 922

Source : MCI – Conseil Coton Anacarde, 2024

6.2.5. CIMENT ET AUTRES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

6.2.5.1. CIMENT

La capacité nominale de production du ciment installée est de 17 800 000 tonnes en 2022 contre 2 400 000 tonnes en 2011, soit une hausse de 642% sur la période. Le nombre d'unités industrielles en activité à ce jour est de douze (12) unités opérationnelles. Les perspectives d'évolution de la capacité devraient atteindre plus de 20 000 000 de tonnes de ciment d'ici à fin 2023 avec l'entrée en production d'une nouvelle unité de production (DANGOTE) d'une capacité d'environ 3 000 000 de tonnes.

Quant à la production, elle est quasi consommée au niveau local. La consommation est passée de 3 050 000 tonnes en 2015 à 6 800 000 tonnes en 2022, soit une hausse de production de 123% sur la période 2015-2022. On note ainsi une situation de surcapacité de production (cf. Graphique 4.8). Par ailleurs, l'évolution des emplois directs du secteur est passée de plus de 1 575 emplois en 2019, 2 000 en 2020 et à environ 2 400 en 2022.

Graphique 4.8 : Evolution de la capacité de production et la consommation du ciment

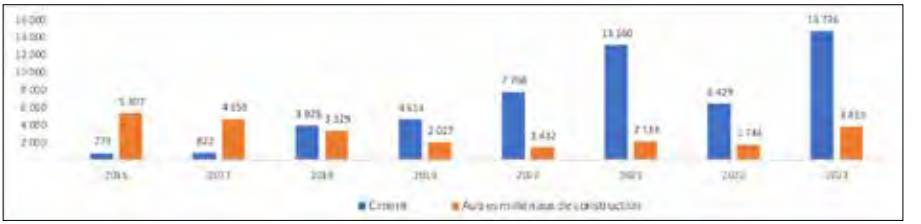


Source : MCI / DPCI, 2023

Contrairement à l'évolution vertigineuse des capacités de production de ciment présentée supra, le niveau de consommation du ciment n'a pas connu la même évolution. Le gap entre les capacités installées et la demande du marché a fait chuter drastiquement le taux moyen d'utilisation des capacités installées des cimenteries. De plus de 80% en 2015, le taux d'utilisation est passé à une moyenne comprise entre 30 et 45% en 2020 et en 2022. Ce taux se situe à 42% en 2023 et a atteint 35% à fin 2024 avec l'installation des deux derniers projets entrés en production.

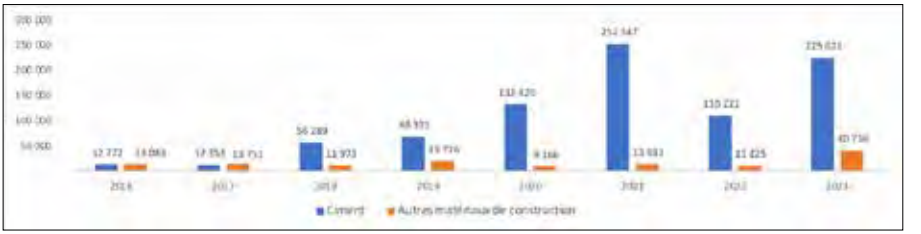
Les Graphiques 4.9 et 4.10 révèlent que les exportations des matériaux de construction (ciment et autres matériaux) connaissent une croissance exponentielle à partir des deux dernières années en quantité comme en valeur, marquée par les demandes locales et sous régionale de plus en plus fortes.

Graphique 4.9 : Exportation de ciments et autres matériaux de construction (millions de FCFA)



Source : DGD, 2023

Graphique 4.10 : Exportation de ciments et autres matériaux de construction (tonnes)



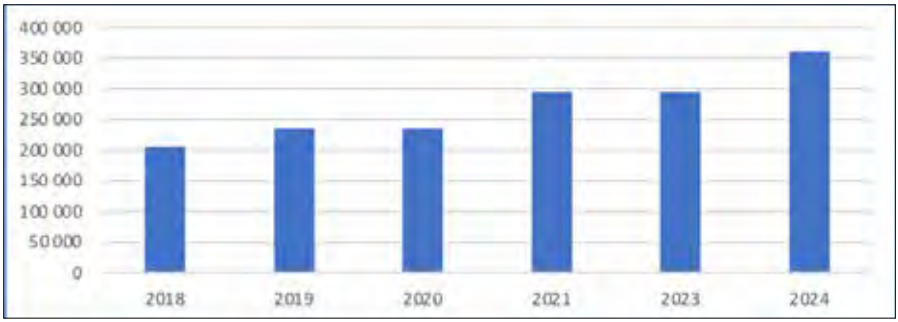
Source : DGD, 2023

6.2.5.2. L'ACIÉRIE ET UNITÉS DE TRANSFORMATION D'ALUMINIUM ET DE PLOMB

La transformation de la ferraille en Côte d'Ivoire est assurée par cinq (5) unités industrielles, à savoir :

- Les Aciéries de Côte d'Ivoire du groupe Eurofind (avec une capacité de 145 000 tonnes/an),
- King Ivoire Sarl détenue par des capitaux indiens (pour une capacité de 60 000 tonnes/an),
- SOCIFAB avec une capacité installée de 30 000 T/an,
- Xin Hao Min Métal avec une capacité de 60 000T/an.
- CIFEAC, détenue par des capitaux indiens avec une capacité de 66 000T/an.

Graphique 4.11 : Evolution de la capacité installée des unités de transformation de la ferraille

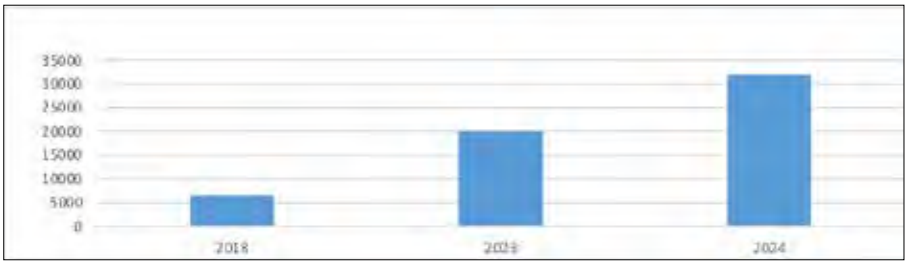


Source : MCI, 2024

Relativement au plomb et à l'aluminium, la capacité installée des unités de production d'aluminium est passée de 6 500 T/an en 2018 à 20.000 T/an en 2023 puis à 32.000 T/an en 2024. Les unités de valorisation des déchets d'aluminium sont passées d'une unité en 2018 à quatre (04) unités en 2024.

En ce qui concerne le recyclage des déchets de batteries, deux unités (BATRIBOT et FRUGALE) sont installées avec une capacité installée estimée à 25.800 Tonnes/an.

Graphique 4.12 : Evolution de la capacité installée des unités de transformation de déchets d'aluminium



Source : MCI, 2024

6.3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET NORMALISATION

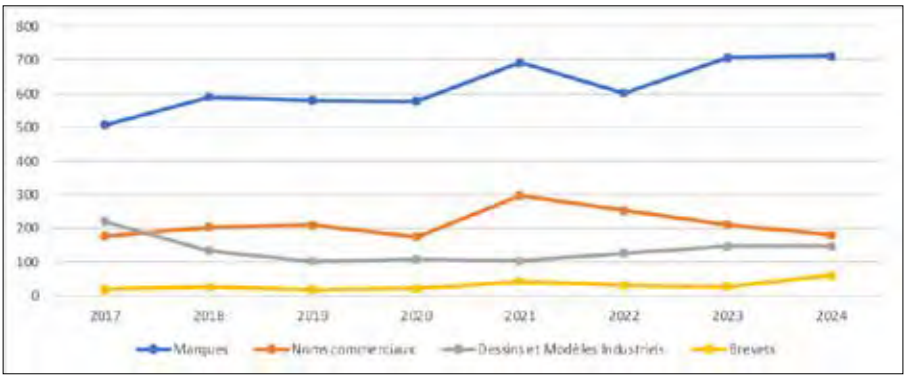
6.3.1. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En Côte d'Ivoire, le système national de la Propriété Intellectuelle est géré par l'Office Ivoirien de la Propriété intellectuelle, en abrégé O.I.P.I qui est un Etablissement Public National créé par Décret n°2005-112 du 24 février 2005. Cette structure mise sous la tutelle du Ministère en charge de l'Industrie a pour mission l'enregistrement des principaux titres de propriété intellectuelle que sont : les Marques, les Noms commerciaux, les Dessins et Modèles Industriels (DMI) et les Brevets.

Ainsi, par rapport à 2021, le nombre total de dépôts de 2022 a baissé de 10,82% et en 2023 une hausse de 7,79%. La même tendance est observée au niveau de tous les titres à l'exception des dessins et modèles industriels qui ont enregistré une augmentation de 17,3% (cf. Graphique 4.11).

Au regard de l'évolution des dépôts durant les huit (8) dernières années, on constate des tendances haussières de 2017 à 2024 des dépôts des principaux titres de propriété intellectuelle à l'exception des DMI. Ces tendances haussières dénotent une nette évolution de la création « intellectuelles » ou « immatérielles » ivoirienne, notamment celle qui concerne la propriété industrielle, plaçant ainsi le pays en bonne position en la matière au niveau africain selon les statistiques de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI).

Graphique 4.13 : Evolution des dépôts de titres de 2017 à 2024



Source : OIPI, 2024

6.3.2. CONFORMITÉ DES PRODUITS IVOIRIENS AUX NORMES NATIONALES RENDUES D'APPLICATION OBLIGATOIRE

A travers le décret n°2020-389 du 15 Avril 2020 portant modification des annexes au décret n° 2016-1152 du 28 Décembre 2016 rendant certaines normes d'application obligatoire, la Côte d'Ivoire a adopté 1079 normes rendues d'application obligatoire dans certains domaines d'activités économiques (Alimentation, Chimie, Sécurité informatique, Transport).

Le suivi de la mise en œuvre de certaines normes relève des services compétents du Ministère en charge de l'Industrie, notamment CODINORM, l'Organisme National de Normalisation et de Certification.

Ainsi, CODINORM délivre aux entreprises des certificats de conformité d'une durée de six (6) mois à trois (3) ans et des attestations de conformité d'une durée de trois (3) mois renouvelables.

Le tableau ci-dessous présente la situation de la délivrance de ces documents. En substance, l'on peut retenir que les entreprises en Côte d'Ivoire sont plus enclines à l'obtention des attestations de conformité que des certificats de conformité. La délivrance des attestations de conformité est en nette progression de 2017 à 2023. Elle passe de 795 à 2 186 attestations délivrées, soit une hausse de 174,49%.

Quant à la délivrance des certificats de conformité, elle passe de 8 à 209 sur la période 2018 à 2023. Cela dénote que les entreprises ont commencé à l'adopter comme instrument de conformité aux normes.

Par ailleurs, le nombre d'entreprises en convention de travail avec CODINORM ne cesse d'augmenter. Il passe de 55 entreprises en 2016 à 805 en 2023, soit une hausse de 1 363,63% (cf. Tableau 4.66).

Tableau 4.66 : Evolution de la délivrance de certificats et attestions de conformité

Année	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de certificats de conformité	-	-	8	3	48	89	112	209
Nombre d'attestations de conformité	795	1021	1205	1462	1621	1630	1746	2186
Nombre de nouveaux produits certifiés	7	3	7	6	12	5	3	-
Nombre d'entreprises en convention	55	72	108	142	183	216	308	805

Source : CODINORM, 2024

6.4. BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS (BTP)

L'indicateur avancé des BTP est un indicateur de court terme qui permet d'apprécier l'évolution des travaux de construction. Il traduit le rythme de consommation des principaux matériaux de construction (ciment, bitume, tôle, fils et câbles électriques, béton, gravier et sable de lagunes) (cf. Tableau 4.61) régulièrement utilisés sur les chantiers.

Tableau 4.67 : Bâtiments et Travaux Publics

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Indicateur avancé des BTP	260,9	270,9	287,8	331,7	370,9	391,1	395,6	489,4	559,0
Taux de croissance annuel (en%)	25,6	3,8	6,2	15,3	11,8	5,5	1,1	23,7	14,2

Source : ANStat, 2023

Dans la dynamique de relance économique, l'indicateur avancé de BTP connaît une forte croissance de 25,6% en 2015 par rapport à l'année 2014. Les travaux de BTP ont ensuite enregistré un ralentissement du rythme de croissance en 2016 (1,6%) et 2017 (6,2%), comparativement aux années précédentes en lien avec la fin de certains grands chantiers. Cependant, une reprise dynamique des activités de construction a été constatée en 2018 (11,8%) et en 2019 (11,8%) et dans une moindre mesure en 2020 (5,5%). Les activités de BTP ont par la suite enregistré une croissance relativement faible de 1,1% en 2021 en lien avec le ralentissement des principaux chantiers d'infrastructures. En 2022, l'accélération des travaux routiers, la construction de nouveaux ponts et des stades ont notamment permis d'enregistrer une hausse significative de 23,7% des activités de construction, comparativement à l'année 2021. En 2023, on observe une croissance forte de 14,2%, toutefois en deçà de la croissance observée en 2022 en raison de la finalisation des grands travaux initiés par le gouvernement.

6.5. CONSTRUCTION ET LOGEMENTS

6.5.1. PRODUCTION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME PRÉSIDENTIEL DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES (PPLSE)

Les besoins en milieu urbain en matière de logement en Côte d'Ivoire sont estimés à environ **800 000 logements** avec un déficit annuel de plus de 40 000 unités. Cette pénurie de logements touche toutes les catégories sociales et est particulièrement importante pour les ménages à faibles revenus. Ce déficit de l'offre et les coûts prohibitifs des loyers avec leurs corollaires de conditionnalités freinent l'accès à un logement décent et favorisent ainsi la détérioration du cadre de vie.

Pour résorber ce déficit en logement et mettre à la disposition des populations une offre abondante, diversifiée et abordable de logements décents, l'Etat de Côte d'Ivoire a mis en place le Programme Présidentiel de Construction de Logements Sociaux et Economiques (PPLSE) en 2012 avec pour objectif initial 60 000 logements sur la période 2012-2015, porté à 150 000 logements comme objectif à atteindre à l'horizon 2030, dont 60% de logements sociaux et économiques, et 40% de logements de standing.

Plusieurs sites ont été mobilisés dans le cadre du Programme Présidentiel de construction de Logements Sociaux et Economiques (PPLSE). A ce jour, ce programme se développe sur 22 sites répartis sur toute l'étendue du territoire à savoir : Bingerville (52 ha), Koumassi (3 ha), Bassam (80 ha), Songon Kassemblé (439 ha) , Songon Abadjin Nampé (40 ha), Yopougon Cité ADO (20 ha), Anyama (65 ha), Anyama Akoupé Zeudji (33ha), Songon Ayéwahi (97 ha), Toumodi (5 ha), Attécoubé (25 ha), Korhogo (5 ha), Anonkoua Kouté (17 ha), Attiégouakro (15 ha), Alépé Ahoué (300 ha), Daoukro (18 ha), Bassam Yaou (155 ha), Dimbokro (5 ha), Bassam Mondoukou (300 ha), Touba (5 ha), Mafia (256 ha), Jacqueville Akrou (116 ha).

Pour réaliser la construction des logements, l'Etat a fait le choix de recourir à la Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI), et à des entreprises privées. A cet effet, environ **123 programmes immobiliers, 263 promoteurs et agents immobiliers** ont été agréés. Cependant, une réforme initiée par les autorités en charge du logement social et économique, a abouti à la création de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) en remplacement de la SICOGI. Celle-ci a pour mission de poursuivre la mise en œuvre de la politique nationale de l'habitat en favorisant l'accès aux logements par des acquisitions ou des locations compétitives à tous les ménages et à l'entretien du cadre de vie. L'ANAH est un instrument technique chargé d'assurer notamment la coordination et la supervision des activités des promoteurs immobiliers privés agréés dans le cadre du Programme Présidentiel de construction de Logements Sociaux et Economiques (PPLSE).

Dans le cadre de la première phase du programme, il était prévu un total de 61 263 logements dont 92% pour le Grand Abidjan au regard de la pression démographique que connaît cette zone (cf. Tableau 4.62).

Tableau 4.62 : Logements prévus par type dans le cadre de la première phase du PPLSE

NOMBRE DE LOGEMENTS PRÉVUS			
	SOCIAUX-ÉCONOMIQUES	STANDING	Total
Grand Abidjan	45 343	11 137	56 480 (92 %)
Intérieur du pays	4 371	412	4 783 (8%)
Total	**49 714**	**11 549**	**61 263**

Source : MCLU (DGPI), 2024

Jusqu'à fin 2024, environ **44 000 logements** ont été implantés dont **19 000** achevés et livrés dans le cadre du Programme Présidentiel de construction de Logements Sociaux et Economiques et autres programmes immobiliers (cf. Tableau 4.63).

Tableau 4.63 : Nombre de logements implantés dans le cadre du PPLSE dans le Grand Abidjan à fin 2024

Sites	Nombre de logements prévus	Nombre de logements livrés	Nombre de logements implantés
BINGERVILLE	15 387	2 798	6 214
GRAND-BASSAM	5 116	3 351	4 323
CITE ADO	2 172	652	652
SONGON	15 811	3 696	9 339
AUTRES SITES	32 309	4 040	14 633
TOTAL SITES PPLSE[1]	70 795	14 537	35 161
SITES PHLS[2]	4 292	1 167	2 591
SITES FSH[3]	359	243	338
SITES SETAM[4] (TEBC[5])	4 895	2 248	4 893
SITES ANAH[6]	1 979	593	1471
TOTAL	**82 320**	**18 788**	**44 454**

Source : MCLU (Direction du Logement et des Grands Programmes Immobiliers, ANAH, SALA, Rapport BNETD) 2024

Pour rendre ces logements habitables, le Gouvernement ivoirien a également engagé des travaux de Voiries et Réseaux Divers (VRD) sur les principaux sites. Le taux d'avancement global des travaux est à 92%. Les travaux restants concernent principalement la construction des stations d'épuration des eaux usées, la finalisation de l'amenée de l'électricité à Songon. Les taux d'avancement physique des VRD primaires sur les principaux sites :

- Songon-Kassemblé : 92% ;
- Bingerville : 97% ;
- Bassam – Modeste : 81% ;
- Cité ADO Yopougon : 99% ;
- SICOGI-Azito Yopougon : 99% ;
- Yamoussoukro : 83% ;
- Toumodi : 30% ;
- Touba : 40% ;
- Adzopé 70%.

Afin d'atteindre plus efficacement la cible réelle (ménages à faibles revenus et/ou intermédiaires, notamment les personnes éprouvant des difficultés d'accès, dans les conditions normales, à un logement décent), le Gouvernement a lancé en 2022, le Programme d'Urgence de 25 000 logements sociaux et économiques, à Abidjan intramuros et à l'intérieur du Pays.

Ainsi, il est projeté la construction de 20.000 logements en immeubles R+9 à Abidjan et 5.000 en immeuble R+4, à l'intérieur du pays (Yamoussoukro, Bouaké, San Pédro et Korhogo), avec une répartition de 50% en location-vente, 50% en location simple.

[1] Programme Présidentiel de construction de Logements Economiques et Sociaux
[2] Programme Hors Logements Sociaux
[3] Fonds de Soutien à l'Habitat
[4] Service de Terrains Aménagés
[5] Terrains Equipés à Bas Coûts
[6] Agence Nationale de l'Habitat

Une phase pilote de 6 800 logements sur 7 sites identifiés a permis de démarrer le programme. A ce jour :

Une phase pilote de 6 800 logements sur 7 sites identifiés a permis de démarrer le programme. A ce jour :

- Le projet de construction de 800 logements à la Cité Policière-BAE de Yopougon a démarré et la cérémonie officielle de lancement des travaux s'est tenue le 04 juillet 2024 ;
- Le Projet de construction de 1.160 appartements sur le site de PK 24 a démarré et la cérémonie officielle de lancement des travaux s'est tenue le 12 Aout 2024.

Le coût global du Programme est estimé à 500 milliards de FCFA. Pour la mise en œuvre du programme d'urgence, l'Etat a sollicité l'appui des grandes Institutions financières notamment la BADEA, la BOAD, le Fonds d'Abu Dhabi, la BAD, la BID.

Environ 120 milliards ont été mobilisés :

- 43 milliards FCFA mobilisés auprès de la BADEA ;
- 40 milliards FCFA mobilisés auprès de la BOAD ;
- 30 milliards FCFA mobilisés auprès du Fonds d'Abu Dhabi.

6.5.2. EVOLUTION DES DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Dans le cadre des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires, le Gouvernement a pris des mesures en vue de mieux réglementer le secteur de la construction et d'accélérer la délivrance du Permis de Construire. Ainsi, le Guichet Unique du Permis de Construire a été mis en place en 2016, réunissant sur un même site, tous les acteurs intervenants dans le traitement du permis de construire. Le Tableau 4.64 donne l'évolution des demandes de permis de construire ainsi que le nombre de permis de construire délivrés sur la période 2015-2024.

Tableau 4.64: Production de permis de construire à Abidjan à fin 2024

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de demande de permis de construire	170	1 265	2 107	1878	1 806	1 644	1938	2531	2 429	2 604
Permis ministériel délivrés	117	359	263	312	762	627	574	749	1 004	914
Permis municipaux délivrés	0	484	847	852	502	761	818	1 088	1 068	1 296
Total des permis de construire délivrés	117	843	1 110	1 230	1 264	1 388	1 392	1 837	2 072	2 210

Source : MCLU (SCPA/GUPC),2021

6.5.3. EVOLUTION DES DEMANDES D'ACD

La réforme de l'Arrêté de Concession Définitive (ACD) intervenue en 2013 dans le domaine foncier urbain, fait de lui l'unique titre de propriété. Le Tableau 4.65 donne des indications sur l'évolution des demandes d'ACD.

Tableau 4.65: Production des ACD de 2015 à 2023

Année	2015		2016		2017		2018		2019	
	Dmd ACD	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*
Abidjan	10 440	6 497	12 941	9 921	11 824	2 208	13 901	3 994	13 279	6 657
Intérieur du pays	18 241	5 374	16 713	7 422	18 951	5 611	16 381	7 383	15 823	9 402
Total	28 681	11 871	29 654	17 343	30 775	7 819	30 282	11 377	29 102	16 059

Année	2020		2021		2022		2023		2024	
	Dmd ACD	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*	*Dmd ACD*	*ACD signés*
Abidjan	16 091	17 019	16 750	11 103	*14 026*	*12 200*	10 080	8 895	16 127	10 015
Intérieur du pays	12 248	11 554	24 268	17 021	23158	*21 427*	23823	25 565	36 395	24 728
Total	28 339	28 573	41 018	28 124	37 184	33 627	33 903	34 460	52 522	34 743

Source : MCLU (SCPA/GUF) 2023

6.5.4. PRINCIPALES RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE FONCIER ET D'URBANISME

Dans sa volonté de maitriser de façon durable l'urbanisation, l'Etat s'engage à : renforcer le cadre législatif et réglementaire du secteur du foncier urbain, améliorer le fonctionnement de l'administration en matière de traitement des actes du foncier urbain et à renforcer la planification urbaine. Il s'agira d'orienter l'évolution de nos agglomérations urbaines en prenant appui sur le concept de ville durable, afin d'offrir de meilleures conditions de vie aux populations urbaines (en termes de mobilité, de logements, de services urbains de base, d'équipements publics, de sécurité, d'espaces naturels, de loisirs etc.). Les interventions de l'Etat devraient contribuer à promouvoir une meilleure structuration spatiale et à moderniser la gestion de l'urbanisme et du foncier en Côte d'Ivoire.

A fin 2024, l'on a enregistré les principaux résultats suivants :

- l'adoption du Code de l'Urbanisme et du Domaine Foncier Urbain ;
- la réalisation du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan (SDUGA) ;
- la réalisation du Schéma Directeur d'Urbanisme de Yamoussoukro intégrant le département d'Attiégouakro ;
- la réalisation du Schéma Directeur d'Urbanisme de détail de la ville de Bouaké ;
- la réalisation du Schéma Directeur d'Urbanisme de détail de la ville de San-Pédro ;
- la réalisation du plan d'urbanisme de détail de l'unité urbaine n°6 du SDUGA (Treichville, Koumassi, Port-Bouët) ;
- la réalisation de plans d'urbanisme directeur de 80 chefs-lieux de départements, avec un taux d'avancement de 60% ;
- l'achèvement du Projet de Simplification et de transformation du foncier urbain dans le Grand Abidjan avec la création d'un de Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain (SIGFU). La mise en œuvre de ce projet devrait réduire considérablement les délais de délivrance de l'ACD et augmenter les capacités de production annuelle de l'ACD ;
- l'instauration de l'Attestation de Droit d'Usage coutumier, entrée en vigueur le 1er juillet 2024 ;
- la Délimitation des Territoires Villageois du Grand Abidjan (189 villages) : 87 villages délimités à fin 2024 ;
- la mise en œuvre du Projet de redressement /régularisation des lotissements irréguliers des villes de Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre du Projet d'Adressage de la Ville d'Abidjan (PADA) (80% de taux d'avancement) :
    - 295 128 unités d'occupation ont fait l'objet d'enquêtes ;
    - 278 305 unités d'occupation ont fait l'objet de pochage ;
    - plus de 12 000 noms portant sur les boulevards, avenus et rues ont été approuvés ;

- le système d'adressage est effectif dans la zone 1 (Port-Bouët, Marcory, Koumassi et Treichville) et la zone 2 (Plateau, Adjamé, Attécoubé Est).
- La mise en œuvre du projet d'adressage des villes de l'intérieur du pays :
    - Yamoussoukro : 25 589 unités d'occupation ont été enquêtées, soit 92% du total prévu ; 14 410 unités d'occupation ont été pochées, soit 35% réalisées ; 1 115 voies ont été identifiées ;
    - Korhogo : 8 726 unités d'occupation enquêtées, soit un taux de réalisation de 20%.

6.5.5. PRINCIPALES RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION, D'ARCHITECTURE ET DE MAINTENANCE

Le Ministère en charge de la construction assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des grands projets de construction de l'Etat, le contrôle administratif des constructions, la gestion et la protection du cadre bâti dans le périmètre urbain. Les interventions du Gouvernement, à terme, devraient participer à l'amélioration de l'environnement des affaires par la réglementation du secteur de la construction. A fin 2024, les principaux résultats enregistrés sont les suivants :

- la réhabilitation de l'immeuble Postel 2001 ;
- la réhabilitation des tours A et B de la cité administrative du Plateau ;
- la réhabilitation de l'immeuble ex-EECI de Bouaké ;
- la réhabilitation complète du palais des hôtes à Cocody qui permettra de recevoir les chefs d'Etat et personnalités de très haut de passage en Côte d'Ivoire ;
- la réhabilitation de l'immeuble SEBROKO avec un taux de réalisation de 90% ;
- la réhabilitation de la Tour C avec un taux de réalisation de 60% ;
- la construction du bâtiment de la DECO au Plateau ;
- la construction de l'Esplanade de la Présidence de la République ;
- la construction du bâtiment devant abriter les services du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité en face de la cathédrale à Abidjan Plateau ;
- la construction du Centre de Production des Actes du Projet de Simplification et de Transformation Digitale du Foncier Urbain (SIGFU) à la cité administrative Abidjan Plateau ;
- la construction de la tour F à la cité administrative du Plateau avec un taux d'avancement physique de 70% ;
- la construction de 3 bâtiments à usage de bureaux pour la brigade de Cocody et les antennes de Yopougon Est et Ouest, avec un taux de réalisation global de 68%.

PARTIE V :
ÉQUIPEMENTS ET SERVICES



CHAPITRE 1

SERVICE FINANCIER

Le développement économique est étroitement lié à celui du secteur financier. En effet, la bonne tenue des activités des entreprises financières soutient la croissance et la stabilité économiques ainsi que la réduction de la pauvreté.

1.1. BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Au 31 décembre 2023, le système bancaire de la Côte d'Ivoire est composé de trente-deux (32) établissements de crédit, à savoir vingt-huit (28) banques et quatre (04) établissements financiers à caractère bancaire. Le nombre d'établissements de crédit est en hausse par rapport à fin décembre 2022, avec des agréments octroyés à une (01) nouvelle banque et à deux (02) établissements financiers à caractère bancaire. Toutefois, l'agrément a été retiré à un (01) établissement de crédit. Le réseau bancaire qui en découle compte 664 agences opérationnelles déclarées à fin décembre 2023, contre 606 en 2016 (Cf. Tableau 5.1).

Tableau 5.1 : Nombre d'établissements de crédit et d'agences

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'établissements de crédit	**29**	**30**	**29**	**29**	**30**	**30**	**30**	**32**
Banques	27	28	27	27	28	28	28	28
Etablissements financiers	02	02	02	02	02	02	02	04
Nombre d'agences	**606**	**636**	**622**	**642**	**651**	**659**	**664**	**664**

Source : BCEAO, 2024

L'activité bancaire ivoirienne est structurellement déficitaire, caractérisée, sur la période 2016-2023, par des trésoreries négatives, à l'exception de l'année 2021. La trésorerie négative de 855,7 milliards de FCFA à fin décembre 2023 traduit une dégradation par rapport à l'année précédente (Cf. Tableau 5.2).

Tableau 5.2 : Evolution des emplois et ressources des banques (milliards de FCFA)

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL EMPLOIS (E)	8 323,7	9 590,0	10 611,0	11 798,0	14 078,9	15 623,3	18 374,9	19 923,4
E1 : Crédits Clientèle	5 436,9	6 283,5	7 056,9	7 780,0	8 702,3	9 712,9	11 036,9	12 095,0
E1.1 Crédits sains	5 284,8	6 044,3	6 816,8	7 561,2	8 447,5	9 409,0	10 759,4	11 757,6
E1.2 Crédits en souffrance	152,1	239,2	240,1	218,8	254,8	303,9	277,5	337,4
E2 : Autres emplois	2 886,9	3 306,5	3 554,1	4 018,1	5 376,5	5 910,1	7 338,0	7 828,4
TOTAL RESSOURCES (R)	7 684,9	8 858,8	9 872,6	11 247,7	13 655,1	16 178,3	18 052,7	19 067,7
R1 : Dépôts et emprunts	6 652,8	7 481,9	8 347,1	9 412,7	11 552,3	13 915,2	15 433,9	15 913,8
R2 : Fonds Propres nets	532,2	735,6	938,7	1 139,3	1 336,0	1 600,8	1 851,1	2 151,4
R3 : Divers	444,9	641,3	586,9	695,7	766,9	662,4	767,7	1 002,5
EXCEDENT (R-E)	-638,9	-731,1	-738,3	-550,3	-423,7	555,3	-322,2	-855,7

Source : BCEAO, 2024

Il ressort de la structure du portefeuille de crédits que l'encours des crédits déclarés à la Centrale des risques en 2023 est composé à 64,0% de crédits à court terme, contre 66,6% en 2022. Les parts des financements à moyen terme et à long terme ressortent respectivement à 30,5% et 5,5% en 2023, contre 27,8% et 5,6% en 2022 (Cf. Tableau 5.3).

Tableau 5.3 : Evolution des crédits déclarés à la Centrale des risques, en fonction des échéances (milliards de FCFA)

Maturité	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Crédits court terme (< 2 ans)	2 315,6	2 140,5	2 220,0	1 943,3	2 183,3	2 374.1	2 792,3	2 855,6
Crédits moyen terme (2-10 ans)	753,7	776,5	721,3	862,1	855,0	804,6	1 163,9	1 362,3
Crédits long terme (> 10 ans)	60,7	88	81,3	83,3	84,7	101,7	236,1	243,6
TOTAL	**3 130,3**	**3 008**	**3 022,6**	**2 888,7**	**3 123,0**	**3 280,4**	**4 192,3**	**4 461,5**

Source : BCEAO, 2024

1.1.1. QUALITÉ DU PORTEFEUILLE

A fin décembre 2023, le total des crédits bruts à l'économie s'établit à 12 686,6 milliards de FCFA contre 6 700,7 milliards en 2017, soit une hausse de 89,3% (Cf. Tableau 5.4). De même, la qualité du portefeuille de crédit s'améliore entre 2017 et 2023, avec un taux brut de dégradation ressortant à 7,30% à fin décembre 2023, contre 9,8% en 2017. Le Tableau 5.4 donne une évolution du portefeuille des banques.

Tableau 5.4 : Evolution du portefeuille des banques (milliards de FCFA)

INDICATEURS	31 DEC 17	31 DEC 18	31 DEC 19	31 DEC 2020	31 DEC 2021	31 DEC 2022	31 DEC 2023
Crédits sains	6 044,3	6 816,8	7 561,2	8 447,5	9 409,0	10 759,4	11 757,6
Court terme	3 287,7	3 560,4	3 713,5	4 437,5	4 967,9	5 182,2	5 411,3
Moyen terme	2 383,9	2 950,9	3 385,2	3 520,2	3 826,4	4 877,7	5 637,9
Long terme	285,6	2 001,7	284,6	305,7	389,4	429,1	443,3
Crédits de location financement	87,1	91,0	170,8	176,4	209,8	241,7	260,1
Affacturage	-	12,8	7,2	7,8	15,5	28,6	4,9
Crédits en souffrance nettes	239,2	240,0	218,8	254,8	303,9	337,4	277,5
Créances restructurées	128,7	61,3	-	-	-	-	-
Créances douteuses et litigieuses	110,5	625,9	-	-			
Total crédits nets à l'économie	6 283,5	7 056,8	7 779,9	8 702,3	9 712,9	11 036,9	12 095,0
Dépréciations	417,2	447,2	492,8	561,0	609,0	631,0	591,6
Créances en souffrance brutes	656,4	687,2	711,6	815,8	912,9	908,5	929,0
Total crédits brut à l'économie	6 700,7	7 504,0	8 272,8	9 263,3	10 321,9	11 667,9	12 686,6
Taux brut de dégradation du portefeuille	9,80%	9,16%	8,60%	8,81%	8,8%	7,80%	7,30%

Source : BCEAO, 2024

1.1.2. RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Les banques assujetties au contrôle prudentiel sont passées de 25 en 2019 à 28 en 2023.

Le nombre d'infractions des banques à la réglementation prudentielle est retracé dans le Tableau 5.5. Dans l'ensemble, les infractions au dispositif prudentiel sont commises par une faible proportion de banque en 2023, en amélioration par rapport à l'année précédente.

Tableau 5.5 : Etat des infractions des banques à la réglementation prudentielle

NORMES PRUDENTIELLES	31 déc. 19	31 déc. 20	31 déc. 21	31 déc. 22	31 déc. 23
Nombre de banques assujetties*	25	26	27	26	28
1. 1- Ratio de fonds propres CET 1	4	4	2	2	2
2. 2- Ratio de fonds propres de base T1	4	4	2	2	2
3. 3 - Ratio de solvabilité total	4	4	3	2	2
Nombre de division risques ≤ 25%	5	6	6	5	5
Ratio de levier ≥ 3%	3	3	2	2	2
1. Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	1	2	1	1	1
2. Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	0	0	0	1	1
3. Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	0	1	0	1	1
4. Limite sur les immobilisations hors exploitation	3	3	1	2	2
5. Limite sur le total des immobilisations et des participations	3	2	3	2	2
6. Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	3	2	2	3	3

Source : BCEAO, 2024

* Les succursales d'établissements de crédit ne sont pas « directement » assujetties au dispositif prudentiel

1.1.3. INCLUSION FINANCIÈRE

La Côte d'Ivoire est confrontée à de faibles taux de bancarisation, cependant, elle enregistre des progrès continus au fil du temps. En 2023, le taux de bancarisation élargi, calculé par la BCEAO sur la base de la population âgée de plus de 15 ans, est ressorti à 43,65% tandis que le taux de bancarisation strict s'établit à 31,23%.

Toutefois, la Côte d'Ivoire enregistre une bonne progression des indicateurs de l'inclusion financière, sur ces dix (10) dernières années. En effet, l'avènement du mobile money et l'expansion des activités des institutions de microfinance contribuent à améliorer l'inclusion financière.

Le tableau suivant montre l'évolution des principaux indicateurs d'inclusion financière de la Côte d'Ivoire, sur la période allant de 2018 à 2023.

Tableau 5.6 : Evolution des principaux indicateurs d'inclusion financière de la Côte d'Ivoire de 2018 à 2023

INDICATEURS	2018	2019	2020	2021	2022	2023
INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS						
Taux global de pénétration démographique des services financiers (TGPSFd) (= Nombre total de points de services financiers / population adulte) *10.000	60	115	118	156	209	225
Taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg) (= Nombre total de points de services financiers / superficie totale) *1.000 km²	293	574	627	856	1 176	1 295
INDICATEURS D'UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS						
Taux de bancarisation strict (TBS) (= Nombre de personnes physiques titulaires de comptes de dépôt ou de crédit dans les banques, les services postaux, les caisses d'épargne et le Trésor / population adulte)	17,79%	19,08%	20,47%	26,11%	29,83%	31,23%

INDICATEURS	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de bancarisation élargi (TBE) (= Nombre de personnes physiques titulaires de comptes de dépôt ou de crédit dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor et les SFD / population adulte)	28,79%	30,79%	32,58%	37,92%	43,48%	43,65%
Taux d'utilisation des services de microfinance (TUSM) (= Nombre de personnes physiques titulaires de comptes dans les institutions de microfinance / population adulte)	10,99%	11,72%	12,11%	12,51%	13,65%	12,42%
Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (base comptes actifs - TUSME) (= Nombre de personnes physiques titulaires de comptes actifs auprès des EME, des banques émettrices de monnaie électronique et d'autres institutions financières / population adulte)	49,48%	61,04%	64,92%	77,42%	79,47%	81,33%
Taux global d'utilisation des services financiers (base comptes actifs, corrigé de la multibancarité - TGUSF) (= Nombre total de particuliers titulaires de comptes actifs au niveau des banques, de la Poste, des caisses nationales d'épargne, du Trésor, des SFD et des EME / population adulte)	67,07%	78,70%	79,10%	82,20%	83,55%	84,68%

Source : BCEAO 2024

Le taux global de pénétration démographique des services financiers (TGPSFd), calculé sur la base de la population adulte[1], a augmenté de 16 points entre 2022 et 2023. En effet, le TGPSFd est de 225 points de services pour 10 000 adultes en décembre 2023, contre 209 points de services pour 10 000 adultes en décembre 2022.

Le taux global de pénétration géographique des services financiers (TGPSFg) enregistre une augmentation de 119 points, en passant de 1 176 points de services sur 1 000 km^2 en 2022 à 1 295 points de services sur 1.000 km2 en 2023.

Le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) (ou taux d'inclusion financière), corrigé de la multibancarité, ressort à 84,68 % en 2023, contre 83,55 % en 2022, soit une hausse de 1,13 point.

Il ressort de ces résultats que la monnaie électronique a contribué de manière significative à la progression de l'utilisation des services financiers en Côte d'Ivoire. En effet, le taux d'utilisation des services de monnaie électronique (base comptes actifs) s'est situé à 81,33 % en 2023, contribuant, à lui seul, pour plus de la moitié, à la formation du taux d'inclusion financière (TGUSF).

Afin d'améliorer l'inclusion financière des populations ivoiriennes, le Gouvernement a adopté, le 15 mai 2019, une Stratégie Nationale d'inclusion Financière (SNIF). Cette Stratégie vise principalement à assurer, aux populations les plus vulnérables du pays, un accès responsable aux produits et services financiers offerts par des institutions financières formelles. Les personnes ciblées par la SNIF sont principalement les femmes, les jeunes, les populations rurales, les promoteurs de Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les acteurs du secteur informel.

Le plan d'actions de la SNIF repose sur cinq (5) axes stratégiques à savoir, (i) l'amélioration de l'accès aux services financiers des populations vulnérables et exclues, (ii) la promotion de la finance numérique, (iii) la protection des clients et l'éducation financière, (iv) la mise en place d'une réglementation évolutive adaptée et d'une supervision plus efficace ainsi que (v) l'élaboration d'un cadre fiscal et de politiques favorables à l'inclusion financière.

1.2. ASSURANCE

Les différents marchés des assurances en Côte d'Ivoire sont régis par un code communautaire unique des assurances.

1.2.1. ACTEURS DU MARCHÉ

Le secteur des assurances est organisé autour des principaux acteurs que sont : les sociétés d'assurances, les sociétés de réassurance, les intermédiaires d'assurances (courtiers et agents d'assurances) ainsi que les organismes particuliers auxquels s'ajoutent les régulateurs que sont la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) et le Ministère chargé des Finances.

Le marché ivoirien compte en fin 2023 trente-cinq (35) sociétés d'assurances dont douze (12) sociétés Vie et vingt-trois (23) sociétés Non-Vie ou Incendie, Accidents et Risques Divers (IARD), trois cent quarante-deux (342) courtiers d'assurance agréés, onze (11) compagnies de réassurance ou bureaux de représentation des compagnies de réassurance.

Le marché compte également quatre (04) organismes particuliers d'assurances, à savoir le Bureau National de la Carte brune CEDEAO, le Pool TPV, le Fonds de Garantie Automobile (FGA) et la Médiation de l'Assurance.

Deux (02) associations professionnelles représentent la profession ; il s'agit de l'Association des Sociétés d'Assurance de Côte d'Ivoire (ASA-CI) et l'Association Nationale des Courtiers d'Assurance et de Réassurance de Côte d'Ivoire (ANCARCI). Le Tableau 5.7 donne un aperçu de l'évolution des différents acteurs du secteur au cours des neuf (09) derniers exercices.

Tableau 5.7 : Évolution des acteurs du marché ivoirien des assurances de 2015 à 2023

INDICATEURS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre total de sociétés du marché	27	31	32	33	32	32	33	34	35
dont sociétés d'assurance Vie	10	12	12	*12*	12	*12*	*12*	*12*	*12*
dont sociétés d'assurance Non-Vie	17	19	20	*21*	20	*20*	*21*	*22*	*23*
Nombre de courtiers	149	194	194	285	315	334	290	318	342
Nombre d'agents généraux	52	54	54	58	42	35	-	-	87
Nombre d'agents mandataires	848	769	715	588	703	631	-	-	702
Nombre de sociétés de réassurances	7	7	8	12	12	11	11	11	11

Source : DGTCP/Direction des Assurances, 2023

1.2.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du marché ivoirien des assurances, en constante croissance, est passé à 601,514 milliards de FCFA en 2023 contre 281,719 milliards de FCFA en 2015, soit une croissance de 113,52%. Aussi, le marché ivoirien représente plus de 30% du marché de l'espace CIMA depuis 2018, ce qui lui confère le titre de premier marché de cet espace sur la période de référence. Le Tableau 5.8 présente l'évolution du chiffre d'affaires, du taux de pénétration et de la part de la Côte d'Ivoire dans l'espace CIMA de 2015 à 2022.

Tableau 5.8 : Évolution du chiffre d'affaires du marché ivoirien des assurances (en millions de FCFA)

INDICATEURS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Chiffre d'affaires des sociétés Vie	119 876	132 774	150 486	155 060	170 258	183 502	205 064	223 136	252 502
Chiffre d'affaires des sociétés Non-Vie	161 843	175 414	184 737	205 465	223 698	231 015	257 954	302 523	349 012
Total Chiffre d'affaires	**281 719**	**308 188**	**335 223**	**360 525**	**393 956**	**414 517**	**463 018**	**525 659**	**601 514**
Contribution au PIB (Taux de Pénétration)	1,44 %	1,47 %	1,56 %	1,57 %	1,57 %	1,58 %	1,58 %	1,59 %	1,30 %
Part de la Côte d'Ivoire dans le chiffre d'affaires de la CIMA	27,47 %	28,02 %	28,09 %	30,04 %	30,04 %	30,28 %	30,28 %	30,34 %	31 %*

Source : DGTCP/Direction des Assurances, 2023

(*) La part de la Côte d'Ivoire dans le chiffre d'affaires de la CIMA est estimée sur la base des données de l'exercice 2022.

Les chiffres d'affaires des sociétés Vie et Non-Vie sont en hausse continue sur la période 2015-2023. En termes de répartition du chiffre d'affaires par branche, la branche « Epargne et capitalisation » domine le marché des sociétés Vie avec une part de 58,26%, suivie des branches « Grande branche » et « Collectives » avec respectivement 26,36% et 14,65% de part de marché.

En ce qui concerne les sociétés Non-Vie, le marché est dominé par les branches « Automobile », « Accidents corporels & maladie » et « Incendie & autres risques Dommages aux Biens (DAB) », avec respectivement 31,7%, 29,3% et 18,6% (Cf. Tableau 5.9 et Tableau 5.10).

Tableau 5.9 : Répartition du chiffre d'affaires par branche des sociétés Vie (en millions de FCFA)

Branches Vie	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
Grande branche	28 690	27 249	32 245	33 338	37 620	43 448	48 437	53 084	66 546
Collectives	15 653	19 552	19 572	21 676	39 655	25 114	28 555	31 239	36 984
Complémentaires	144	386	444	497	542	588	652	625	1 172
Epargne & Capitalisation	74 710	85 322	97 555	98 807	92 001	113 760	126 931	137 340	147 113
Acceptations	680	265	670	742	441	592	489	848	686
Total	**119 876**	**132 774**	**150 486**	**155 060**	**170 258**	**183 502**	**205 064**	**223 136**	**252 502**

Source : DGTCP/Direction des Assurances, 2023

Tableau 5.10 : Répartition du chiffre d'affaires des sociétés Non-Vie par branche (en millions de CFA)

Branches Non-vie	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2023
Accidents corporels & maladie	45 053	47 913	54 456	66 638	71 229	72 254	76 709	91 876	102 154
Automobile	54 050	62 319	64 340	69 107	72 960	77 607	81 867	102 858	110 613
Incendie & autres risques DAB	30 432	31 432	34 118	32 473	36 981	38 750	51 629	51 429	64 798
RC générale	5 170	6 330	6 031	7 065	7 921	8 346	9 407	12 101	12 650
Transports	18 060	17 490	17 292	20 113	23 103	21 469	24 494	27 227	33 158
Autres risques directs dommages	6 925	8 279	8 354	9 168	10 408	11 000	12 170	15 126	23 582
Acceptations	2 153	1 652	147	902	1 095	1 590	1 678	1 906	2 057
Total	**161 843**	**175 414**	**184 737**	**205 465**	**223 698**	**231 015**	**257 954**	**302 523**	**349 012**

Source : DGTCP/Direction des Assurances, 2023

1.2.3. CONTRIBUTION DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

La contribution du secteur des assurances dans l'économie nationale est perçue à travers, d'une part les actifs détenus par les compagnies d'assurance, et d'autre part la prise en charge effective des sinistres, c'est-à-dire les prestations payées aux assurés et aux bénéficiaires de contrats d'assurance et de capitalisation.

Sur la période 2017-2023, les actifs détenus par les compagnies d'assurances (valeurs mobilières, droits réels immobiliers, trésoreries détenues par les banques, arriérés de primes et autres actifs) connaissent une hausse continue. Ces actifs passent d'une valeur de 757,09 milliards de FCFA en 2017 à 1 199,26 milliards de FCFA en 2023.

Par ailleurs, le montant total des engagements réglementés, constitués en grande partie des provisions techniques (provisions pour sinistre à payer des sociétés Non-Vie et provisions mathématiques des sociétés Vie), est en hausse continue, passant de 726,95 milliards de FCFA en 2017 à 1143,29 milliards de FCFA en 2023. Cette tendance haussière continue est également observée pour le montant total des actifs admis en couvertures des engagements réglementés, ainsi que les prestations payées à la clientèle qui passent de 173,5 milliards de FCFA en 2017 à 293,215 milliards de FCFA en 2023. Les prestations payées aux souscripteurs/assurés et aux bénéficiaires de contrats d'assurances et de capitalisation permettent aux agents économiques de renouveler leurs outils de production.

Le Tableau 5.11 suivant retrace les principaux résultats du marché de 2017 à 2023.

Le montant des prestations payées à la clientèle en 2023 s'élève à 293,22 milliards de FCFA contre 301,63 milliards de FCFA au 31 décembre 2022, soit une baisse de 2,79%.

Tableau 5.11: Évolution des principaux résultats du marché ivoirien des assurances 2017 à 2023 (en millions de FCFA)

INDICATEURS	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total des Engagements Réglementés (ER) (1)	726 951	758 781	777 217	796 100	820 614	842 329	1 143 290
Total des actifs admis en couvertures des ER (2)	757 090	803 881	897 395	927 195	992 513	1 065 291	1 199 261
- valeurs mobilières	338 187	371 117	401 053	405 890	431 610	454 066	646 986
dont valeurs d'Etat	*137 007*	*172 975*	*191 163*	*193 457*	217 941	235 645	353 578
- Droits réels immobiliers	107 708	112 147	108 622	115 460	118 259	120 458	144 371
- Dépôts en banques	234 209	239 841	271 767	284 110	303 295	328 171	335 615
- Arriérés de primes	31 038	34 204	36 155	37 797	40 373	42 669	50 981
dont admis en représentation	*2 360*	*3 261*	*3 112*	*3 253*	3 667	3 821	3 065
- Autres actifs	74 625	77 515	112 840	118 482	139 984	172 050	69 224
Taux de couverture des ER (2/1)	104%	106%	115%	116%	121%	126%	105%
Total du Bilan	1 007 933	1 005 323	1 088 746	1 143 184	1 192 872	1 263 031	1 552 147
Résultat au Bilan	20 448	17 838	38 400	40 320	54 769	83 268	18 324
Les Prestations payées	173 505	190 873	230 076	240 543	268 685	301 633	293 215

Source : DGTCP/DIRECTION DES ASSURANCES, 2023

1.3. MICROFINANCE

1.3.1. PRINCIPAUX ACTEURS ET LEURS POIDS DANS LE SECTEUR

Bien que constitué de quarante-six (46) Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au 31 décembre 2023 l'essentiel des activités du secteur de la microfinance est assuré par dix-huit (18) institutions, hors Caisses affiliées qui totalisent plus de 90,0% des actifs du secteur. Ces institutions, dites de grande taille, sont visées par l'article 44 de l'ordonnance n°2011-367 du 03 novembre 2011 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés. Il s'agit des SFD dont l'encours d'épargne et/ou de crédit sont supérieurs à 2 milliards de FCFA sur deux années consécutives. Elles sont composées de onze (11) SFD de type Société Anonyme dont trois (03) détiennent à elles seules près de 62,3% de la clientèle des SFD en 2023.

1.3.2.POIDS DES GRANDS RÉSEAUX

Au 31 décembre 2023, trois (03) réseaux mutualistes du secteur de la microfinance totalisent en tout cent soixante-deux (162) points de service, soit 35,5% des points de services en activité. Ces réseaux représentent, par ailleurs, 46% de la clientèle, 24,4% de l'épargne, 10,1% du portefeuille brut de crédit et 15,2% des actifs nets du secteur ; ce qui montre la concentration dans ce secteur et l'importance systémique de ces réseaux que les régulateurs surveillent avec attention.

Le déficit de fonds propres au niveau de deux (02) de ces réseaux mutualistes impacte considérablement le secteur de la microfinance qui demeure globalement sous-capitalisé, à hauteur de 6,9 % du total actif, pour une norme de 15 % minimum.

1.3.3. EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA MICROFINANCE

Les principaux indicateurs gardent leur tendance haussière (Cf. Tableau 5.12) :

- le nombre de membres ou clients passe de 2 210 787 en 2022 à 2 306 175 à fin décembre 2023, soit une hausse de 4,31 % sur la période ;
- l'encours des dépôts est passé de 493, 8 milliards de FCFA à 555, 9 milliards de FCFA, en hausse de 12,6 % par rapport à 2022 ;
- l'encours des crédits, est évalué à 605,9 milliards de FCFA en 2023 contre 520, 7 milliards de FCFA en 2022, soit une hausse de 16,4 %.

Les années 2020 à 2022 ont été marquées par la pandémie de la COVID-19 qui a ralenti considérablement les activités économiques de manière générale. Toutefois, le secteur de la microfinance a été résilient. En effet, les mesures de mitigation mises en place par le gouvernement pour freiner la pandémie ont contribué à accélérer la digitalisation des services offerts par les SFD.

En matière de financement de l'économie, le secteur d'activité qui bénéficie le plus d'appuis financiers est le secteur commerce/hôtellerie qui concentre plus de la moitié des crédits accordés par les SFD sur la période 2015-2022. Le financement des autres secteurs reste modeste.

Tableau 5.12 : Principaux indicateurs du secteur de la microfinance

RUBRIQUE	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Nombre d'IMF agrées (Hors caisses affiliées)	62	54	51	50	48	46	46	47	46
Nombre de points de services des IMF	327	346	407	413	414	415	414	425	452
Nombre de membres ou clients	1 009 440	1 198 303	1 241 202	1 703 978	1 844 129	2 050 269	2 216 528	2 210 787	2 306 175
Encours (millions de FCFA) des Dépôts	183 809,3	218 335,5	254 735,4	285 631,2	333 060,8	368 332,8	437 554,8	493 835,1	555 942,4
Encours (millions de FCFA) des Crédits	134 571,1	197 938,3	265 855,4	303 479,5	360 604,6	392 296,1	442 478,7	520 720,8	605 924,4
Montant (millions de FCFA) des crédits décaissés sur la période	174 227,0	242 125,9	364 304,8	372 219,0	392 308,0	411 007,7	482 354,3	666 472,0	746 018,0
Nombre de crédits décaissés sur la période	326 063	374 640	391 724	407 158	464 264	414 016	413 589	443 816	457 274
Répartition sectorielle de l'intervention des IMF (en %)									
Agriculture, Sylviculture, Pêche	3,30	5,30	4,50	4,98	5,62	9,5	9,3	ND	ND
Industrie extractive	0,00	0,10	0,10	0,28	0,05	0,2	0,2	ND	ND
Industrie manufacturière	3,00	2,30	1,00	0,99	1,41	0,5	0,8	ND	ND
BTP	0,40	0,40	1,00	3,05	4,61	4,6	3,7	ND	ND
Commerce/Hôtellerie	59,50	58,70	59,40	53,49	52,47	53,0	52,6	ND	ND
Électricité/ Gaz/ Eau	0,10	0,00	0,00	0,52	0,09	0,0	0,1	ND	ND
Transport/Entrepôts/ Communication	2,20	3,20	5,80	4,56	2,99	3,4	5,9	ND	ND
Assurances services aux entreprises	0,00	5,70	4,40	2,07	1,90	3,1	3,2	ND	ND
Immobilier	4,20	3,40	2,60	2,81	4,10	2,7	2,5	ND	ND
Autres secteurs (dont crédits à la consommation)	27,30	20,80	21,30	27,24	26,75	22,8	21,8	ND	ND

Source : DGTCP /DSFD, 2024.

(*) : Données provisoires

D'autres indicateurs du secteur de la microfinance, depuis décembre 2022, sont retracées dans le tableau ci-après.

Tableau 5.13 : Autres Indicateurs des SFI

Indicateurs	31 déc. 2022	31 mars 2023	30 juin 2023	30 sept. 2023	31 déc. 2023	31 mars 2024	30 juin 2024	30 sept. 2024
Nombre d'institutions agréées	47	47	47	47	46	46	46	46
Nombre de points de services	425	425	431	436	461	456	456	456
Nombres de membres ou clients (en milliers)	2 474	2 506	2 528	2 277	2 306	2 340	2 406	2 401
Encours des dépôts (en milliards de FCFA)	493,8	508,6	534,5	551,4	555,9	552,8	570,0	581,0
Encours des crédits (en milliards de FCFA)	520,7	515,0	539,2	584,3	605,9	579,0	579,0	606,8
Encours des créances en souffrance (en milliards de FCFA)	56,7	52,2	59,0	67,6	63,9	62,2	68,2	72,1
Portefeuille à risque à plus de 90 jours (%)(norme : < = 3%)	7,5	10,1	10,9	11,6	10,5	10,7	12,8	12,50

Source : BCEAO, 2024.

1.3.4. QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DES SFD

Le portefeuille de crédits du secteur demeure dégradé sur la période 2015-2023 (Cf. Tableau 5.14).

Tableau 5.14 : Evolution de la qualité du portefeuille

INDICATEURS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*
Portefeuille à risque à 90 jours (%) (norme : 3% max)	8,9	7,2	8,5	13,4	10,3	15,3	12,3	9,7	10,5
Fonds propres (en milliards de FCFA)	-12,3	7,8	30,7	31,6	40,0	46,2	48,2	46,9	58,7

Source : DGTCP/DSFD, 2023

(*) : Données provisoires

1.4. SERVICES FINANCIERS MOBILES

Les activités d'émission de monnaie électronique ont débuté au début des années 2010. En 2018, le nombre d'opérateurs d'émission de monnaie électronique est de quatre (04). Ce nombre s'est accru pour atteindre vingt (20) en 2023, dont six (06) Emetteurs de Monnaie Electronique, un (01) Système Financier Décentralisé, douze (12) banques et le Trésor Public de Côte d'Ivoire.

Les activités financières numériques de ces opérateurs ont également progressé sur la période 2015-2021, notamment avec le nombre de comptes ouverts de monnaie électronique passant de 23,59 millions entre 2015 et 2018, à 81,18 millions en 2023 dont 22,76 millions de comptes actifs.

En ce qui concerne l'acceptation des paiements électroniques, le nombre de commerces étaient inscrits pour effectuer des transactions numériques est passé de 85 293 en 2019 à 1 131 590 en 2023. Le volume des transactions a ainsi cru de 198,7%, passant de 642 068 886 (soit 10 775,0 milliards de FCFA en valeur) en 2019, à 1 918 024 400 (soit 43 523,5 milliards de FCFA en valeur) en 2023 (Cf. Tableau 5.15).

Tableau 5. 15 : Evolution des services financiers par téléphone mobile

INDICATEURS	2015 – 2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre total de comptes de monnaie électronique ouverts	23 587 375	30 192 888	27 723 973	45 639 262	50 959 550	81 176 085
Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	8 088 108	12 249 993	14 800 306	20 813 673	19 021 124	22 759 521
Nombre de commerces inscrits pour effectuer des transactions (paiement marchand)	7 394	85 293	333 549	709 956	1 000 267	1 131 590
Nombre total de transactions (avec code et sans code)	569 437 702	642 068 886	687 156 652	1 144 444 303	1 512 863 037	1 918 024 400
Valeur totale des transactions avec code et sans code (en millions de FCFA)	26 954	10 775 014	13 936 870	21 502 942	32 280 491	43 523 453

Source : BCEAO, Rapports annuels sur les services financiers numériques dans l'UEMOA, 2018 à 2023

CHAPITRE 2

INFRASTRUCTURES ET SERVICES DE TRANSPORT

Des infrastructures efficaces donnent de la cohérence au système de production, réduisent les écarts d'opportunités entre les villes et les campagnes et permettent une meilleure distribution des richesses entre les différentes strates de la société et entre les zones urbaines et rurales.

2.1. RÉSEAU ROUTIER

Le réseau routier est constitué de deux (02) types de routes : les routes revêtues et les routes non revêtues sur un linéaire de réseau classé de plus de 82 000 km. Sur la période 2015 à fin décembre 2024, les actions du gouvernement ont contribué à réhabiliter et à renforcer les routes existantes en état de dégradation très avancé et ayant atteint ou dépassé leur durée de vie. A ce titre, ce sont environ 2 000 km de routes existantes qui ont été rénovées sur la période.

L'Etat s'est également engagé à développer de nouvelles routes dans plusieurs régions du pays. Au total, c'est un linéaire de près de 1 300 km de routes interurbaines et 680 km de voiries qui ont été aménagées.

Le réseau routier se décompose en décembre 2024 comme suit :

- routes nationales : 8 105 km ;
- autoroute : 397 km ;
- routes en terre classées : 74 055 km ;
- pistes rurales : 200 000 km.

Le Tableau 5.16 donne un aperçu du réseau routier ivoirien.

Tableau 5.16: Evolution du réseau routier ivoirien (km)

TYPES DE ROUTE	2002-2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Fin juillet)	2024
Routes nationales	6514	6514	6692	6734	6749	6816	7255	7308	7494	7541	7541	8105
Autoroutes	142	230	247	247	247	247	247	247	247	283	370	397
Routes en terre	75 486	75 486	75 308	75 266	75 241	75 184	74 745	74 692	74 505	74459	74 459	74 055
Pistes rurales (vocation essentiellement agricole)	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000

Source : Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier, 2024

2.2. TRANSPORT URBAIN

Les services de transport urbain en Côte d'Ivoire sont assurés principalement par des entreprises privées et la SOTRA, société d'économie mixte dont l'Etat détient 60,13% du capital en 2022, qui desservent les communes et la périphérie des villes.

En particulier, le transport urbain à Abidjan est assuré notamment à travers des minibus « gbaka », des véhicules de 5 places y compris le chauffeur (taxis horokilométriques et « woro-woro ») et de façon plus structurée, les bus de la SOTRA.

Les services de la SOTRA se sont considérablement améliorés à partir de l'année 2018 grâce au renforcement du parc automobile et à l'ouverture de nouvelles lignes pour

répondre au besoin croissant des populations. Ainsi, le nombre de lignes d'autobus a connu une augmentation de 67,47%, passant de 83 lignes en 2015 à 139 lignes en 2024. Il s'agit notamment de nouvelles lignes d'autobus mis en service par la SOTRA pour rallier directement les différentes communes d'Abidjan.

Par ailleurs, dans le cadre de l'implémentation de réseaux de transport urbain structurés dans les grandes villes de l'intérieur du pays, la SOTRA s'est déployée dans les villes de Bassam en août 2020, de Bouaké en septembre 2021, de Yamoussoukro en décembre 2022, de Korhogo et de San-Pedro en décembre 2023.

A cet effet, le parc total moyen d'autobus de la SOTRA connaît une hausse de 100,6 % passant de 1 022 en 2015 à 2 050 en 2024. En ce qui concerne le parc total disponible, il est passé de 488 en 2015 à 1 398 en 2024, soit une hausse de 186,48 %.

Le nombre de passagers transportés connaît aussi une hausse de 185,03 %, passant de 103,64 millions en 2015 à 295,41 millions en 2024.

En ce qui concerne le transport lagunaire, le nombre de passagers transportés est passé de 5,33 millions en 2015 à 9,5 millions en 2024, soit une hausse de 78,99 % (Cf. Tableau 5.17).

Tableau 5.17 : Parc auto et activités de la SOTRA

INDICATEURS		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023)	2024
Chiffre d'affaire (millions FCFA) annuel de la SOTRA		23 991	22 348	23 465	29 448	33 897	37813	47977	49 396	52 100	56 500
Résultat net (millions FCFA) de la SOTRA		-335	1 292	-1 660	772	1 302	4877	3038	-2 594	-1 600	2 600
Effectif employés		2 873	2 929	3 050	3 412	4 320	5624	6200	6 769	7 437	
Nombre de lignes	Autobus	83	88	96	96	121	112	117	137	139	139
	Bateaux bus	8	3	3	3	3	3	3	3	3	3
	Total	**91**	**91**	**99**	**99**	**124**	**115**	**120**	**140**	**142**	**142**
Parc Total moyen de la SOTRA	Autobus	1022	628	861	756	1151	1161	1557	1784	2036	2050
	Bateaux bus	27	27	27	27	27	27	27	14	14	14
	Total	**1049**	**655**	**888**	**783**	**1178**	**1188**	**1584**	**1798**	**2050**	**2064**
Parc disponible de la SOTRA	Autobus	488	390	482	618	840	1044	1432	1375	1560	1398
	Bateaux bus	7	13	10	9	7	6	5	6	5	5
	Total	**495**	**403**	**492**	**627**	**847**	**1050**	**1437**	**1381**	**1565**	**1 403**
Courses réalisées par la SOTRA (En Milliers)	Autobus	799	682	1 554	2020	2697	3052	3918	3 734	3 928	
	Bateaux bus	86	151	119	123	98	88	78	83	80	
	Total	**885**	**833**	**1 673**	**2 143**	**2 795**	**3 140**	**3 996**	**3 817**	4 008	
Kilométrage réalisé par la SOTRA (En Milliers)	Autobus	19 094	15 163	21 025	30 899	38 494	47 154	67 316	61 161	66 817	
	Bateaux bus	174	294	247	224	177	182	137	390	273	
	Total	**19 268**	**15 457**	**21 272**	**31 123**	**38 671**	**47 336**	**67 453**	**61 551**	67 090	
Passagers transportés par la SOTRA (En Milliers)	Autobus	103 639	77 322	81 197	123 306	201 910	233 863	253 039	287 232	293 585	295 407
	Bateaux bus	5334	7 396	5 921	5 911	5 268	4 506	7 389	9 200	11 579	9 535
	Total	**108 973**	**84 718**	**87 118**	**129 217**	**207 178**	**238 369**	**260 428**	**296 432**	**305 164**	**304 942**

Source : Ministère des Transports/SOTRA, 2024

En ce qui concerne le transport lagunaire, il était assuré depuis les années 80 par la Société des Transports Abidjanais (SOTRA) et par des embarcations artisanales « pinasses » privées à Abidjan. Cependant, depuis 2015, pour renforcer le transport urbain, le Gouvernement a décidé la levée de l'exclusivité d'exploitation du plan d'eau lagunaire que détenait la SOTRA.

Ainsi, l'Etat a établi des conventions de concession avec deux nouvelles entreprises de transport lagunaire à savoir la Société de Transport Lagunaire (STL) et la Compagnie

Ivoirienne de Transport Lagunaire (CITRANS). Le démarrage effectif des activités de ces deux nouvelles structures en 2017, a permis au transport lagunaire de prendre un nouvel essor dans le transport à Abidjan. Ainsi, le trafic de passagers transportés par ces trois structures est passé de 8,4 millions en 2017 à 12,05 millions en 2024, soit un accroissement moyen annuel de 5,3%.

Quant aux pinasses, le trafic est passé de 15,9 millions de passagers en 2020 à 50,45 millions en 2024, ce qui leur confère une part de marché de 63% sur la période 2017-2024 (Cf. Tableau 5.18).

Tableau 5.18 : Trafic de passagers par voie lagunairee

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Opérateurs conventionnés (SOTRA, STL, CITRANS)	5 334 000	7 396 000	8 401 474	11 430 435	12 544 297	11 024 842	15 781 847	16 724 782	17 153 010	12 050 465*
Pinasses	-		13 558 998	14 724 000	15 384 212	15 889 002	15 989 392	16 089 392	35 206 085	50 466 893
Total	**5 334 000**	**7 396 000**	**21 960 472**	**26 154 435**	**27 928 509**	**26 913 844**	**31 771 239**	**32 814 174**	**52 359 095**	**62 517 358**

Source : Ministère des Transports/DGAM, 2024

- NB : Les données de 2015 et 2016 ne concernent que la SOTRA ;
- STL et CITRANS ont démarré leurs activités respectivement en avril et octobre 2017.

* Les données 2024 des opérateurs conventionnés ne concernent que la SOTRA et STL étant entendu que CITRANS est en cessation d'activités depuis février 2024.

2.3. INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

La voie ferrée qui relie Abidjan à Ouagadougou sur 1 156 km a été construite au temps de la colonisation. Dès 1960, la République de Côte d'Ivoire et la République de Haute Volta (actuelle Burkina Faso) ont créé la Régie des Chemins de Fer Abidjan-Niger (RAN), chargée de la gestion des voies ferrées. La RAN avait pour objectif le désenclavement de l'ex-Haute-Volta (Burkina Faso), du Niger et du Mali, en facilitant le transport des marchandises et des personnes. L'axe a été prolongé de 104 km jusqu'à Kaya dans les années 1980. En 1995, la restructuration décidée par les autorités gouvernementales Ivoiro-burkinabé pour pallier le déficit croissant de l'activité ferroviaire et assurer la pérennité et le développement du secteur a conduit à la privatisation de l'exploitation du service public de transport ferroviaire sur la ligne Abidjan-Ouagadougou-Kaya. Cette nouvelle restructuration a abouti à la signature d'une convention de concession entre :

- une Autorité Concédante représentée par les deux (02) Etats, à savoir la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Chaque Etat agit au travers d'une société de patrimoine, en l'occurrence la Société Ivoirienne de Gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF) pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire ;
- un Concessionnaire exploitant unique, SITARAIL, chargé de l'exploitation du transport ferroviaire.

En Côte d'Ivoire, en plus de la ville d'Abidjan, le train desserre les villes suivantes : Agboville, Dimbokro, Bouaké, Katiola, Ferkessédougou et Ouangolodougou.

En raison de la Covid-19, le transport de passagers a été suspendu depuis 2020. Le Tableau 5.19 donne une vue du patrimoine ferroviaire et transport par voie ferroviaire.

Tableau 5.19: Patrimoine ferroviaire et transport par voie ferroviaire

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Longueur de voies ferrées (km)	1 260 (dont 639 en CI)	1 260 (dont 639 en CI)	1 260 (dont 639 en CI)	1 260 (dont 639 en CI)	1 260 (dont 639 en CI	1 260 (dont 639 en CI	1 260 (dont 639 en CI	1 260 (dont 639 en CI	1 260 (dont 639 en CI	1 260 (dont 639 en CI
Nombre de wagon voyageurs	22	22	22	22	16	15	14	14	14	14
Nombre de wagons marchandises	1 003	1 003	1 014	1 111	943	996	1 002		951	949
Nombre de locomotives	25	24	23	24	29	27	25	24	23	22
Tonnages (T)	797 808	806 622	799 680	936 626	1 016 209	983 154	993 599	886 815	738 274	795 286
Voyageurs transportés (U)	168 410	157 812	138 593	118 076	107 800	suspendu	ND	ND	ND	ND

Source : Ministère des Transports/Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF), 2024

2.4. TRANSPORT MARITIME

Le transport maritime en Côte d'Ivoire est assuré par les deux (02) ports que sont le Port d'Abidjan (PA) et le Port de San-Pedro (PSP).

2.4.1. PORT AUTONOME D'ABIDJAN (PAA)

Fonctionnel depuis 1950, le Port d'Abidjan est la principale porte d'entrée des marchandises en Côte d'Ivoire.

Il est le port le plus important de la sous-région en termes de capacité d'accueil, de trafic et de transit pour les pays de l'hinterland. Pour maintenir son rôle de leader, le Port Autonome d'Abidjan a entrepris des travaux de modernisation et des actions commerciales en direction des armateurs, des chargeurs, des traders, des opérateurs de l'hinterland, etc. Ces efforts ont permis de renforcer le niveau des trafics qui s'établit comme suit :

- le trafic global du PAA est passé de 21,9 millions de tonnes en 2015 à 34,7 millions de tonnes en 2023, soit une hausse de 58,3% ;
- le trafic des navires est passé de 2 988 navires (entrés) en 2015 à 2 482 navires (entrés) en 2023, soit une régression de 16,9%, ce qui s'explique par le regroupement des armateurs par le système de slotage des navires (économie d'échelle), en vue de rentabiliser leurs escales ;
- le trafic des produits pétroliers (sans le transbordement) est passé de 6,7 millions de tonnes en 2015 à 8,4 millions de tonnes en 2023, soit une hausse de 25,6% ;
- le trafic des marchandises générales (sans le transbordement) est passé, quant à lui, de 13,3 millions de tonnes en 2015 à 21,3 millions de tonnes en 2023, soit une hausse de 60,0% ;
- le trafic des produits de pêche (sans le transbordement) est passé de 481,1 mille tonnes en 2015 à 822,4 mille tonnes en 2023, soit une hausse de 70,9%.

Le Tableau 5.20 donne quelques détails du trafic des marchandises au PAA.

Tableau 5.20: Trafics d'escales et de marchandises du PAA

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR %
2023/2015											
Trafic total de navires entrés du PA (en nombre)	**2 988**	**2 738**	**2 612**	**2 517**	**2 539**	**2 321**	**2 331**	**2 268**	**2 482**	**1 237**	**-16,9**
Trafic global du PA par sens (en tonne)	21 926 247	21 734 476	22 556 809	24 177 261	25 738 345	25 350 923	28 313 869	28 669 102	34 704 000	19 449 564	58,3
Importations	15 259 887	14 951 906	15 427 876	16 434 564	16 991 505	17 364 532	20 662 559	20 968 563	24 297 510	13 236 521	59,2
Exportations	**6 666 360**	**6 782 570**	**7 128 933**	**7 742 697**	**8 746 840**	**7 986 390**	**7 651 310**	**7 700 539**	**10 406 490**	**6 213 043**	**56,1**
Trafic global du PA (*) par catégorie de produits (en tonne)	20 475 615	20 286 121	21 358 828	23 604 748	25 143 175	24 851 699	27 843 788	28 290 693	30 513 980	15 473 260	49,0
Produits Pétroliers	6 675 433	6 293 206	5 810 935	6 935 632	7 660 756	6 317 367	6 717 875	7 250 829	8 387 140	4 619 281	25,6
Dont Pétrole brut off-shore	1 260 546	1 991 603	1 604 126	1 533 848	1 933 200	1 388 096	1 155 687	1 124 886	1 518 761	930 729	20,5
Marchandises Générales	13 319 104	13 471 130	14 957 103	16 036 034	16 839 191	17 898 618	20 385 808	20 269 984	21 304 486	10 472 384	60,0
Produits de Pêche	481 078	521 784	590 790	633 082	643 228	635 713	740 106	769 880	822 354	381 595	70,9

Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

N.B : (*) Données sans transbordement

Les importations de marchandises générales au niveau du PAA connaissent une dynamique de croissance avec un taux de 55,9% sur la période 2015-2023. Celles-ci sont tirées principalement par les importations de (i) « clinker, gypse et laitiers », (ii) « riz en vrac et conditionné », (iii) « blé », (iv) « engrais et matières pour fabrication d'engrais » et (v) « sucre, sel, glucose et mélasse ». Le Tableau 5.21 présente de manière détaillée le volume d'importation d'un ensemble de marchandises sur la période 2015-2023.

Tableau 5.21: Evolution du trafic de marchandises générales importées hors transbordement du PAA

Étiquettes de lignes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023 / 2015
Import	**9 695 784**	**10 077 413**	**10 948 222**	**11 073 949**	**11 477 219**	**12 371 442**	**14 887 933**	**14 476 936**	**15 117 675**	**7 568 927**	**55,9**
CLINKERS, GYPSE ET LAITIERS EN GRANULES	2 760 394	2 897 247	3 505 208	4 065 555	4 129 400	4 922 008	6 305 259	5 255 450	6 187 418	3 010 974	124,1
RIZ VRAC,SAC ET CONDITIONNE	1 437 406	1 567 764	1 695 778	1 697 512	1 572 827	1 158 380	1 502 870	2 314 431	1 786 172	943 501	24,3
BLE	679 179	731 636	764 447	712 780	691 058	773 857	887 359	859 712	930 259	477 268	37,0
ENGRAIS ET MAT. PREM.POUR FABRICAT. D'ENGRAIS	529 795	506 120	548 187	307 016	575 858	511 246	414 590	381 217	711 522	278 640	34,3
SUCRE, SEL,GLUCOSE ET MELASSE	373 086	364 061	531 024	410 522	480 738	434 982	528 646	558 313	490 835	267 591	31,6
PRODUITS CHIM. ET MAT. PREM.CHIM.P.INDUST. LOCALES	309 393	331 834	344 196	360 511	357 068	387 975	433 855	468 742	447 983	246 896	44,8
EMBALLAGES (MET. PAPIERS, BOUTEILLES…)	200 571	193 612	251 778	243 557	249 744	248 416	278 344	303 360	270 150	149 305	34,7
BOBINES DE TOLE, FIL MACHINE	240 261	205 414	211 797	268 902	242 507	325 049	283 679	301 571	277 598	118 811	15,5
CARREAUX DE CERAMIQUE	179 589	219 740	211 752	200 892	235 612	172 776	189 402	171 334	149 872	76 395	-16,5
MATIERES PLASTIQUES	173 632	167 913	195 209	168 699	223 518	247 639	243 909	291 996	335 732	159 272	93,4
HUILE DE PALME EN VRAC	201 296	165 145	115 309	228 491	175 120	148 414	116 692	144 456	86 913	31 848	-56,8
FRUITS, LEGUMES ET TUBERCULES	167 347	154 675	195 197	202 504	172 583	243 058	272 206	301 386	211 935	81 188	26,6

Étiquettes de lignes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023 / 2015
CHARCUTERIES FRAICHES	112 240	110 051	116 312	134 910	131 061	155 407	181 471	201 506	216 036	108 655	92,5
RESINES SYNTHETIQUES	57 005	64 893	68 848	73 459	79 557	82 398	82 230	88 494	85 831	41 697	50,6
HUILES COMESTIBLES CONDITIONNEES	42 480	54 121	52 684	54 042	67 616	106 146	110 553	68 022	122 152	50 482	187,6
MALT EN SAC	43 837	53 827	76 166	67 006	61 203	150 685	200 822	153 859	61 159	26 937	39,5
INSECTICIDES AGRICOLES	43 610	49 333	58 327	60 882	60 344	68 125	76 039	55 088	85 792	67 603	96,7
PRODUITS LAITIERS, ŒUFS	58 137	45 864	51 710	51 785	58 934	52 803	68 645	59 076	56 775	32 986	-2,3
CHARPENTES METALLIQUES	35 575	41 537	51 351	54 001	56 890	59 178	30 389	10 839	5 349	3 797	-85,0
CHAUX, PLATRE IMPORT	31 301	29 777	33 741	39 234	44 212	41 242	45 025	55 505	61 122	24 448	95,3
CAMIONS	53 121	49 615	48 935	57 769	45 648	52 280	70 193	61 170	67 904	27 805	27,8
PAPETERIE DIVERSE	34 554	34 773	41 640	43 794	43 795	47 885	66 234	44 455	51 842	23 057	50,0
FILS DE FER EN ROULEAUX	18 807	65 585	39 968	15 793	40 804	70 902	153 649	46 018	34 052	46 674	81,1
MACHINES-OUTILS	26 346	34 867	41 570	33 144	38 764	41 880	38 499	52 919	46 963	25 196	78,3
CONCENTRES DE TOMATES	37 021	38 517	35 859	28 793	35 345	32 511	45 429	27 665	31 242	22 221	-15,6
ENGINS TRAVAUX PUBLICS	29 881	20 140	21 586	33 860	32 780	42 028	52 105	44 046	51 372	23 937	71,9
COUSCOUS (SEMOULE DE BLE)	2 013	4 065	25 259	45 168	32 690	26 209	12 637	10 348	12 871	9 657	539,5
MAIS	54 505	12 846	22 153	56 422	32 363	87 558	112 142	97 759	21 424	18 410	-60,7
PNEUMATIQUES	25 521	24 215	27 872	27 471	32 100	33 995	36 559	41 607	43 731	21 867	71,3
VEHICULES DE TOURISME	61 042	67 351	72 582	55 484	31 492	35 946	60 821	55 207	58 964	23 599	-3,4
AUTRES MARCHANDISES	1 676 837	1 770 875	1 491 776	1 273 991	1 445 588	1 610 463	1 987 679	1 951 386	2 116 706	1 128 211	26,2

Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

Les exportations de marchandises générales connaissent une hausse de 70,7% sur la période 2015-2023. Elles sont dominées par le cacao en fèves, la noix de cajou, le caoutchouc, le coton (fibre, égrené et graine), la banane fraîche et le minerai de manganèse (Cf. Tableau 5.22).

Tableau 5.22 : Evolution du trafic de marchandises générales exportées hors transbordement du PAA

Étiquettes de lignes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023/ 2015
Export	**3 623 321**	**3 393 718**	**4 008 881**	**4 962 085**	**5 361 972**	**5 527 177**	**5 497 875**	**5 793 049**	**6 186 811**	**2 903 457**	**70,7**
CACAO EN FEVES	617 017	502 150	665 443	685 797	673 906	646 466	635 456	626 031	703 920	338 927	14,1
NOIX DE CAJOU	666 155	617 893	625 092	659 919	635 182	702 503	880 824	825 737	1 078 375	505 612	61,9
COTON FIBRE, EGRENE ET GRAINE	343 062	255 789	265 450	272 190	301 069	241 019	294 381	270 671	176 528	111 649	-48,5
BANANE FRAICHE	304 126	354 304	370 014	379 556	428 936	398 548	399 398	389 417	399 755	173 791	31,4
MINERAIS DE MANGANESE	266 667	208 614	520 427	961 307	1 271 503	1 227 006	920 273	971 875	923 209	277 189	246,2
CAOUTCHOUC BRUT ET LATEX	243 864	326 047	481 621	493 829	668 082	916 454	924 914	1 196 682	1 351 270	585 736	454,1
CACAO DERIVE	267 362	235 897	265 566	272 797	290 720	301 391	295 998	372 060	350 410	158 637	31,1
BOIS EN GRUMES (CFA/M3)	94 143	56 471	21 800	5 495	45,015	184,255	120,983	42,12	154,71	0	-99,8
ZINC	139 807	157 195	137 239	140 858	42 001	25	26 296	23	0	0	-100,0
BOIS DEBITES (CFA/M3)	82 990	79 288	84 682	95 320	96 069	87 299	106 249	100 067	89 194	42 574	7,5
HUILE DE PALME EN VRAC	80 689	18 211	30 886	46 980	61 568	35 597	81 286	122 523	79 895	55 254	-1,0
SON (ISSUES DE CEREALES EXPORT)	60 645	71 204	83 694	83 993	83 300	88 977	54 873	51 008	63 810	20 853	5,2

Étiquettes de lignes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023/ 2015
CAFE EN GRAINS	56 079	60 844	32 947	69 265	101 917	64 538	26 218	50 865	32 517	35 195	-42,0
CONSERVE DE THON	39 653	36 078	36 222	33 348	25 675	26 598	19 173	29 111	25 373	8 105	-36,0
FRUITS, LEGUMES ET TUBERCULES	35 898	47 861	48 880	53 223	56 523	48 078	54 871	61 717	53 425	58 010	48,8
GRAINS ET BEURRE DE KARITE	42 549	46 888	18 717	37 803	79 090	74 888	59 569	37 569	64 569	32 248	51,7
NOIX DE COCO	31 182	27 836	32 440	36 856	35 851	42 154	36 995	28 952	21 918	9 743	-29,7
ANANAS FRAIS	27 027	23 802	30 217	28 385	31 103	26 293	30 407	31 729	21 099	8 510	-21,9
TOURTEAUX (PALMISTES)	21 969	23 244	31 580	35 040	34 452	35 670	30 473	34 964	46 113	20 289	109,9
SESAME	23 159	14 642	8 869	11 981	3 865	20 361	15 694	3 589	7 207	10 558	-68,9
PRODUITS DE BEAUTE	13 642	13 904	16 820	19 031	18 468	15 378	21 365	26 098	30 661	12 241	124,8
SAVON/MENAGE & TOILETTE A L'EXP	9 271	10 725	8 009	8 912	16 294	14 051	10 140	13 331	8 754	6 555	-5,6
PRODUITS CHIM. ET MAT.PREM. CHIM.P.INDUST. LOCALES	9 419	8 229	11 225	4 104	7 573	5 056	4 693	5 236	2 042	877	-78,3
EMBALLAGES (MET. PAPIERS, BOUTEILLES…)	8 242	8 183	8 898	9 596	14 231	9 649	8 038	14 056	13 281	4 761	61,1
DECHETS DIVERS POUR FABRICATION D'EMBALLAGE	6 875	9 276	10 536	8 565	6 122	4 833	8 521	6 786	9 821	5 641	42,8
MATERIEL DE FORAGE	9 090	12 311	6 688	3 018	2 746	1 551	1 881	3 478	5 951	864	-34,5
HUILES DE PALMISTE	3 053	19 576	8 640	7 609	4 352	7 989	4 637	8 040	3 573	1 754	17,0
HUILES COMESTIBLES CONDITIONNEES	4 811	17 129	3 973	539,849	7 334	2 673	5 930	11 117	1 187	7 864	-75,3
BAUXITE	0	0	0	0	0	71 552	0	0	172 681	269 691	-
NICKEL	0	0	0	195 052	0	0	230 830	194 697	171 199	0	-
AUTRES MARCHANDISES	114 874	130 130	142 305	301 717	363 996	410 393	308 369	305 578	278 924	140 327	142,8
TOTAL TRAFIC	**13 319 105**	**13 471 130**	**14 957 103**	**16 036 034**	**16 839 191**	**17 898 618**	**20 385 808**	**20 269 984**	**21 304 486**	**10 472 384**	**126,7**

Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

Le trafic national au niveau du PA enregistre une hausse de 52,1% sur la période 2015-2023, passant de 18,2 millions de tonnes en 2015 à 27,6 millions de tonnes en 2023. Le trafic de transbordement a également enregistré une hausse de 188,8% pour une plus-value de 2,7 millions de tonnes par rapport à fin 2015, de même que le trafic de transit qui enregistre une hausse de 25,0% sur la période 2015-2023. Le trafic global et des produits pétroliers hors transbordement du PA de 2015 à 2023 est donné par les Tableaux 5.23 et 5.24 et le Graphique 5.1.

Tableau 5.23: Trafic global par destination (tonne)

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023/ 2015
TOTAL TRAFIC	**21 926 247**	**21 734 476**	**22 556 809**	**24 177 261**	**25 738 345**	**25 350 923**	**28 313 869**	**28 669 102**	**34 704 000**	**19 449 564**	**58,3**
National	**18 158 565**	**18 319 006**	**19 332 609**	**21 962 847**	**23 105 376**	**22 479 406**	**24 908 065**	**25 217 361**	**27 616 893**	**13 999 648**	**52,1**
- Produits Pétroliers	*6 643 903*	*6 285 773*	*5 801 498*	*6 926 324*	*7 645 456*	*6 304 047*	*6 702 987*	*7 237 991*	*8 372 276*	*4 611 376*	*26,0*
- Marchandises Générales	*11 034 519*	*11 512 607*	*12 940 868*	*14 403 959*	*14 817 471*	*15 542 318*	*17 471 975*	*17 215 426*	*18 432 721*	*9 015 690*	*67,0*
- Produits de Pêche	*480 143*	*520 625*	*590 243*	*632 564*	*642 449*	*633 041*	*733 103*	*763 944*	*811 897*	*372 582*	*69,1*

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023/ 2015
Transbordement	**1 450 632**	**1 448 356**	**1 197 981**	**572 513**	**595 170**	**499 224**	**470 080**	**378 409**	**4 190 020**	**3 976 304**	**188,8**
- Produits Pétroliers	*907 176*	*886 888*	*601 510*	*55 448*	162 718	-	-	-	-	-	-
- Marchandises Générales	*283 839*	*250 359*	*334 382*	*220 065*	179 109	-	-	-	-	-	-
- Produits de Pêche	*259 617*	*311 109*	*262 089*	*297 000*	253 344	-	-	-	-	-	-
Transit	**2 317 050**	**1 967 115**	**2 026 220**	**1 641 901**	**2 037 799**	**2 372 293**	**2 935 724**	**3 073 332**	**2 897 087**	**1 473 612**	**25,0**
- Produits Pétroliers	*31 530*	*7 433*	*9 437*	*9 308*	*15 299*	*13 320*	*14 888*	*12 839*	*14 865*	*7 905*	*-52,9*
- Marchandises Générales	*2 284 585*	*1 958 523*	*2 016 235*	*1 632 075*	*2 021 721*	*2 356 300*	*2 913 833*	*3 054 558*	*2 871 765*	*1 456 694*	*25,7*
- Produits de Pêche	935	1 159	*546,775*	*518*	*779*	*2 672*	*7 002*	*5 936*	*10 457*	*9 013*	*1018,4*
**** Pays sans littoral***	***2 310 143***	***1 925 661***	***1 981 644***	***1 629 062***	***2 036 807***	***2 367 858***	***2 935 096***	***3 068 762***	***2 886 607***	***1 464 602***	***25,0***
- Burkina Faso	*1 426 372*	*1 196 487*	*1 154 388*	*1 090 726*	*1 244 682*	*1 642 017*	*2 243 059*	*2 371 353*	*2 214 648*	*1 033 005*	*55,3*
- Mali	*838 666*	*710 285*	*821 149*	*537 028*	*790 176*	*722 247*	*688 408*	*697 095*	*671 953*	*431 281*	*-19,9*
- Niger	*45 105*	*18 888*	*6 107*	*1 308*	*1 949*	*3 595*	*3 628*	*314*	*6*	*316*	*-100,0*
**** Pays côtiers***	***6 907***	***41 455***	***44 575***	***12 802***	***992***	***4 434***	***627,941***	***4 571***	***10 480***	***9 011***	***51,7***

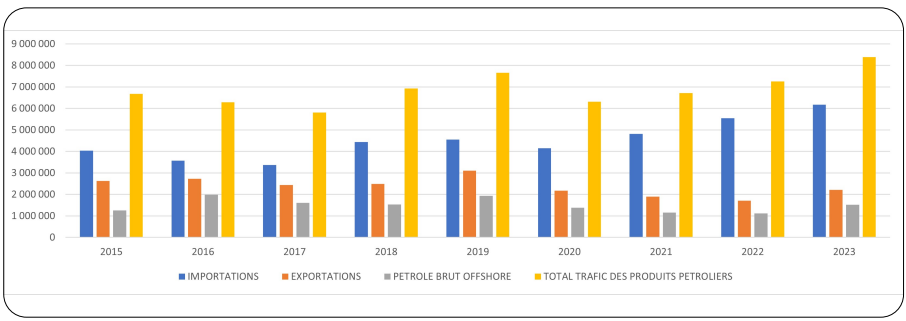
Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

Tableau 5.24 : Trafic PA des produits pétroliers hors transbordement du PAA (en tonne)

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023/ 2015
IMPORTATIONS	4 042 282	3 569 107	3 370 579	4 442 182	4 558 910	4 144 345	4 819 011	5 546 360	6 177 413	3 266 721	52,8
EXPORTATIONS	2 633 151	2 724 100	2 440 356	2 493 450	3 101 846	2 173 022	1 898 864	1 704 469	2 209 727	1 352 560	-16,1
PETROLE BRUT OFFSHORE	*1 260 546*	*1 991 603*	*1 604 126*	*1 533 848*	*1 933 200*	*1 388 096*	*1 155 687*	*1 124 886*	*1 518 761*	*930 729*	*20,5*
TOTAL TRAFIC DES PRODUITS PETROLIERS	6 675 433	6 293 207	5 810 935	6 935 632	7 660 756	6 317 367	6 717 875	7 250 829	8 387 140	4 619 281	25,6

Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

Graphique 5.1 : Evolution du trafic des produits Pétroliers du PAA (en tonne)



Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

Le trafic total des conteneurs en tonne affiche une hausse de 128,0% par rapport à 2015 avec 5,98 millions de tonnes contre 13,64 millions de tonnes en 2023. Au niveau

des conteneurs pleins transbordés, il est observé une hausse de 1 188,4% avec 314,6 mille tonnes en 2015 contre 4,1 millions de tonnes en 2023 (Cf. Tableau 5.25).

Tableau 5.25: Trafic total des conteneurs (tonne)

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023/ 2015
Trafic total de conteneurs en tonne	**5 983 646**	**6 149 402**	**6 794 897**	**7 010 061**	**7 532 453**	**8 102 939**	**8 515 382**	**8 868 123**	**13 642 884**	**8 945 149**	**128,0**
Pleins Non Transbordés	5 669 082	5 873 913	6 464 718	6 785 994	7 362 231	7 857 096	8 308 053	8 705 084	9 589 914	5 033 520	69,2
Pleins Transbordés	314 564	275 490	330 178	224 067	170 222	245 843	207 330	163 040	4 052 970	3 911 629	1 188,4

Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

Le trafic des conteneurs (en TEU) présente une croissance de 93,2% en 2023 avec 1,2 million TEU contre 640,9 mille TEU en 2015 (Cf. Tableau 5.26).

Tableau 5.26: Trafic total des conteneurs (en TEU)

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	A FIN JUIN 2024	VAR % 2023/ 2015
Trafic total de conteneurs en TEU	**640 863**	**635 647**	**663 601**	**674 624**	**730 827**	**760 149**	**787 314**	**840 426**	**1 238 195**	**750 444**	**93,2**
Vides non transbordés	177 664	175 628	167 307	163 683	192 377	183 895	163 229	193 529	313 937	161 511	76,7
Pleins non transbordés	423 476	429 949	475 480	492 796	525 233	557 871	607 194	632 794	677 720	348 169	60,0
Vides et Pleins transbordés	39 723	30 070	20 814	18 145	13 217	18 383	16 891	14 103	246 538	240 764	520,6

Source : Ministère des Transports/PAA, 2024

2.4.2. PORT AUTONOME DE SAN PÉDRO (PASP)

Le Port de San Pedro est l'une des principales infrastructures économiques construites après l'indépendance de la Cote d'Ivoire. La construction du Port de San Pedro faisait partie du programme de développement intégré initié dans les années 60 par le gouvernement ivoirien pour, notamment :

- réduire les disparités régionales en créant un pôle de développement au Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire ;
- servir de Port de Transit pour les régions limitrophes sans littoral (Mali, Guinée forestière, Est du Libéria).

Situé à 350 km à l'ouest d'Abidjan, le PASP exerce l'ensemble des fonctions portuaires y compris les opérations d'exploitation, de services aux navires, d'entretien, du renouvellement et de l'extension des infrastructures portuaires.

On observe qu'entre 2018 et 2023, le trafic global de marchandises a enregistré une hausse de 72%. Cette bonne performance est attribuée à l'augmentation des produits minéraliers nationaux et en transit (nickel, manganèse et fer), ainsi qu'aux produits cimentiers et aux engrais. Cette croissance a été favorisée par les travaux de dragage du chenal d'accès à [-16] mètres et du cercle d'évitage à [-15] mètres, permettant l'entrée de grands navires au Terminal Industriel Polyvalent (TIPSP). Cependant, on note sur la même période un repli de 52 % du trafic de transbordement, en raison de la réorganisation de certains itinéraires sur la Côte Ouest africaine (Cf. Tableau 5.27).

Tableau 5.27: Trafic de marchandises au PSP (tonnes)

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Total Marchandise	4 851 390	4 612 105	4 530 649	4 081 163	5 065 655	4 755 833	6 114 810	6 241 503	7 023 763
Importations	594 691	750 273	905 409	1 024 163	1 028 528	1 016 474	1 874 017	1 223 534	1 228 814
Exportations	1 390 614	1 814 830	1 992 069	2 042 077	2 958 005	2 950 920	3 401 581	3 929 308	4 243 703
Dont café/ cacao	828 534	791 729	1 036 876	1 010 228	1 135 963	1 062 204	1 141 635	1 094 720	1 015 422
Transbordement	2 866 085	2 046 802	1 633 271	1 014 174	1 050 152	788 439	839 212	752 927	483 928

Source : Ministère des Transports/PASP, 2023

Les marchandises importées connaissent une croissance sur la période 2018-2023 et ont atteint 1 228 814 tonnes en 2023, soit un accroissement de 22% au cours de ces cinq dernières années. Cette performance a été induite essentiellement par :

- le trafic d'engrais, qui est passé de 4 290 tonnes en 2018 à 88 236 tonnes en 2023, soit une hausse de 95%. Ce résultat s'explique par les solutions d'entreposage et logistiques mises en place pour les principaux chargeurs, notamment grâce aux travaux d'aménagement et d'équipement du Poste 4, initialement dédié au ciment, permettant ainsi un traitement rapide des navires transportant des engrais ;
- l'augmentation de 88 % des divers produits importés, comprenant la chaux, des machines et outils, ainsi que des produits phytosanitaires destinés aux plantations de l'arrière-pays ;
- le passage d'équipements lourds pour l'achèvement des travaux du barrage de Soubré, des barres d'aciers métallique, des tubes de charpentes pour le montage d'unité de production et de bien d'autres entrepôts en zone portuaire (cf. Tableau 5.28).

Tableau 5.28 : Evolution du trafic de marchandises générales importées du PSP (tonnes)

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits cimentiers	256 200	313 026	490 525	686 429	621 208	632 044	1 321 994	589 271	545 867
Produits alimentaires	111 916	72 512	68 832	44 363	42 946	49 533	61 255	40 296	51 075
Engrais	28 032	13 902	7 440	4 290	40 612	43 786	161 508	145 681	88 236
Divers Import	195 246	350 506	338 491	289 736	323 762	291 111	329 260	448 286	543 636
Total importations	594 691	750 273	905 409	1 024 912	1 028 528	1 016 474	1 874 017	1 223 534	1 228 814

Source : Ministère des Transports/PASP, 2023

Sur la période 2018-2023, les marchandises exportées ont enregistré une hausse annuelle continue. En 2023, le total des marchandises exportées s'est chiffré à 4 243 703 tonnes, soit une augmentation de 107 % par rapport à 2018. Cette progression est principalement due à la performance soutenue des trafics café/cacao et caoutchouc (+160 %), ainsi qu'à l'émergence de nouveaux trafics, notamment les minerais (fer, nickel, manganèse) expédiés depuis le Port de San Pedro, qui ont vu leur volume passer de 192 212 tonnes en 2018 à 2 090 797 tonnes en 2023.

Depuis 2017, le trafic café-cacao se maintient au-delà des 1 000 000 de tonnes. Cette réussite est le résultat des actions menées conjointement par le PASP, le Conseil Café-Cacao et la Douane de San Pedro, dans le cadre de l'animation du Comité Local de suivi pour la facilitation des exportations de café et de cacao au port de San Pedro. La baisse des cours internationaux du cacao, depuis la campagne 2016/2017, ainsi que la crise sanitaire mondiale de 2020, n'ont pas eu d'impact significatif sur le trafic portuaire de cette filière.

Malgré la faiblesse des cours du caoutchouc, ce produit s'exporte mieux par le Port de San Pedro. La tendance haussière de 160 % observée entre 2018 et 2023

s'explique par le développement rapide de la culture de l'hévéa dans la région du Sud-Ouest. (Cf. Tableau 5.29).

Tableau 5.29 : Evolution du trafic de marchandises générales exportées du PSP (tonnes)

RUBRIQUES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Bois et dérivés	109 400	95 498	60 185	51 498	49 182	51 054	55 719	36 974	22 574
Café/Cacao	828 534	791 729	1 036 876	1 010 228	1 135 963	1 062 204	1 141 635	1 094 720	1 015 422
Caoutchouc	194 373	207 758	226 412	216 465	234 295	263 349	326 636	379 053	564 560
Palme et dérivés	160 531	216 154	170 018	169 420	169 355	148 063	176 068	201 599	154 193
Noix de cajou	15 147	20 735	15 376	25 007	13 944	15 673	13 378	19 251	46 830
Coton	56 084	92 020	78 565	94 900	103 315	81 687	106 134	123 845	37 931
Minerais	0	0	0	194 212	990 134	1 081 369	1 298 473	1 837 895	2 090 797
Produits divers à l'exportation	5 727	390 936	404 637	280 347	290 817	247 521	283 538	292 500	311 396
Total exportations	1 373 796	1 814 830	1 992 069	2 042 077	2 958 005	2 950 920	3 401 581	3 929 308	4 243 703

Source : Ministère des Transports, PASP, 2023

2.5. TRANSPORT AÉRIEN

La Côte d'Ivoire dispose d'un aéroport international, l'Aéroport Félix HOUPHOUËT BOIGNY (FHB) situé à Abidjan, qui accueille des vols nationaux et internationaux. Au 31 décembre 2024, 27 compagnies internationales desservent le pays.

Par ailleurs, le pays compte six (06) aéroports nationaux (San-Pedro, Bouaké, Man, Korhogo, Odienné et Yamoussoukro) qui sont desservis par la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire.

Le trafic de passagers à l'aéroport d'Abidjan s'est accru, passant de 1,6 millions en 2015 à 2,3 millions en 2019, grâce aux travaux de réhabilitation, de modernisation et de développement. Cependant, du fait des conséquences de la Covid-19, ce trafic a baissé à 935 130 en 2020. Une reprise progressive est observée depuis 2021 avec le trafic global de passagers qui a atteint 2,5 millions en 2024, dont 770 915 par vol intérieur (Cf. Tableau 5.30).

Tableau 5.30 : Trafic de passagers à l'aéroport international Félix Houphouët Boigny

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic de passagers	1 572 753	1 829 049	2 069 366	2 187 868	2 271 700	935 130	1 647 832	2 091 355	2 331 91	2 535 451

Source : Ministère des Transports /AERIA, 2023

En ce qui concerne le trafic de vol intérieur, l'aéroport de San Pedro enregistre le plus de passagers commerciaux, malgré sa fermeture temporaire en 2017 avec un trafic moyen annuel de 56 525 passagers, suivi de celui de Korhogo, Bouaké, Man, Odienné et Yamoussoukro sur la période 2015-2024.

Tableau 5.31: Trafic des passagers commerciaux

VILLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAUX PAR AÉRODROME
Bouaké	5 068	23 143	7 786	7 918	10 023	5 352	9 532	10 835	11 049	14 680	105 386
Korhogo	2 853	17 341	19 559	24 123	28 616	17 981	28 462	27 318	20 355	30 930	217 538
Man	587	5 924	5 137	8 762	11 322	6 601	10 441	9 258	8 096	7 081	73 209
Odienné	579	6 619	4 259	4 473	6 008	3 308	5 460	6 247	6 395	6 278	49 626
San Pedro	22 498	35 309	21 543	269 514	40 814	25 587	47 278	47 867	30 688	24 147	565 245
Yamoussoukro	-	-	-	-	-	-	-	1257	648	1 647	3 552
Total	31 585	88 336	58 284	314 790	96 783	58 829	101 173	102 782	77 231	84 763	1 014 556

Source : Ministère des Transports/SODEXAM 2024

Sur la période 2015-2024, les mouvements commerciaux sont plus intensifs à l'aéroport de San Pedro comparativement aux autres aéroports avec une moyenne annuelle de 1 005 mouvements. Ces mouvements ne sont toutefois pas négligeables au niveau des autres aéroports actifs du pays (Cf. Tableau 5.32).

Tableau 5.32 : Trafic des mouvements commerciaux

VILLES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAUX PAR AÉRODROME
Bouaké	522	1548	381	516	645	310	530	623	668	859	6 602
Korhogo	178	1056	666	790	1000	883	1 292	1 061	789	1 217	8 932
Man	72	637	137	374	432	302	420	378	368	448	3 568
Odienné	52	323	135	282	371	254	348	340	336	330	2 771
San Pedro	1573	1368	664	903	1073	693	1048	1049	860	823	10 054
Yamoussoukro	-	-	-	-	-	-	-	500	470	433	1 403
Total	2397	4932	1983	2865	3521	2442	3638	3951	3 491	4 110	33 330

Source : Ministère des Transports/SODEXAM 2024

2.6. GRANDS PROJETS

2.6.1. GRANDS PROJETS RÉALISÉS

Sur la période de 2015 à fin décembre 2024, plus de cent (100) projets majeurs de routes et d'ouvrages d'art ont été réalisés d'une valeur d'environ 2 700 milliards de FCFA. Ces projets sont financés par diverses sources, notamment en Partenariat Public Privé (PPP), le Trésor Public de Côte d'Ivoire, le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), les Banques de développement, les Organisations sous régionales ainsi que les banques commerciales et d'autres Partenaires Techniques et Financiers.

A ces projets s'ajoutent les projets de voiries dans le Grand Abidjan et les villes de l'intérieur sur la même période pour un investissement d'environ 689 milliards de FCFA.

Ces projets sont regroupés en projets de routes/ ponts, échangeurs et voiries. Ils sont consignés dans les tableaux 5.33 et 5.34.

Tableau 5.33 : Projets de grands travaux de routes et ouvrages

NUMEROTATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
PROJETS ACHEVES		**3 396,7112**	**2 713 457 928 200**		
	ROUTES NEUVES	**1 330,1**	**1 062 497 126 668**		
Projet 1	Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan - Grand-Bassam	28,7	63 500 000 000	2 015	EXIMBANK CHINE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 2	Aménagement et bitumage de la route Boundiali-Tengréla-Frontière Mali (Bolona-Tengrela-Frontière Mali)	42,5	15 100 431 433	2 016	BOAD/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 3	Aménagement et bitumage de la route Adzopé - Yakassé Attobrou	25	18 644 000 000	2 018	BOAD/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 4	Aménagement et bitumage de la route Korhogo - Karakoro	15	18 000 000 000	2 017	SOGB
Projet 5	Aménagement et bitumage de la route Tieningboué-Mankono	56	28 096 043 511	2 019	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 6	Aménagement et bitumage de la route Agboville-Rubino- Cechi	61	38 112 750 000	2 020	EXIMBANK CHINE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 7	Aménagement et bitumage de la route Boundiali-Odienné	135	81 267 092 496	2 020	BID / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 8	Aménagement et bitumage de la route Tiébissou-Didiévi	41	18 750 000 000	2 019	BOAD-BIDC / ETAT DE COTE D'IVOIRE

NUMERO-TATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
Projet 9	Aménagement et bitumage de la route Bouna -Doropo - Frontière Burkina	91	50 073 000 000	2 020	BADEA/FSD/FKDEA/BOAD/ ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 10	Aménagement et bitumage de la route Kani-Fadiadougou	25,5	10 474 759 027	2 019	BAD/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 11	Aménagement et bitumage de la route Danané - Frontière Guinée	47	19 930 000 000	2 020	BAD/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 12	Aménagement et bitumage de la route Odienné-Gbéléban-Frontière Guinée	72	40 577 800 000	2 020	EXIMBANK CHINE/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 13	Aménagement et bitumage de la route Ferké-Niassan-Kong	121	74 050 578 226	2 020	SOGB
Projet 14	Aménagement et bitumage de la route Divo-Guitry-Côtière	76	54 363 122 981	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 15	Aménagement et bitumage de la route Fadiadougou-Boundiali	110	45 765 845 396	2 021	BAD/UEMOA/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 16	Aménagement et bitumage de l'autoroute Yamoussoukro - Bouaké (Section 1 : Yamoussoukro-Tiébissou)	36,5	80 911 480 302	2 022	BID/ ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 17	Aménagement et bitumage de l'autoroute Yamouss2 :kro - Bouaké (Section 2: Tiébissou-Bouaké)	96	175 699 860 183	2 023	EXIMBANK CHINE/ETAT
Projet 18	Aménagement et bitumage de la route Tiapoum-Carrefour route Aboisso/Noé	30	46 287 396 095	2 022	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 19	Aménagement et bitumage de la route Agnibilekro-Takikro-Frontière Ghana	33	22 973 063 065	2 023	UKEF
Projet 20	Aménagement et bitumage de la route Prikro-Koffi Amonkro-Jonction Bitume	25,9	11 231 207 764	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 21	Aménagement et bitumage de la route Man-Gbonné	10	6 000 000 000	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 22	Aménagement et bitumage de la traversée de Bingerville et son prolongement jusqu'à Eloka et Ebra	30	43 001 742 619	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 23	Aménagement et bitumage de la route Boniérédougou-Niéméné	15	7 534 938 812	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 24	Aménagement et bitumage de la route Didiévi-Kouakou Koffikro - N'Gouanlatè	25	16 552 028 409	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 25	Aménagement et bitumage de la route Bouaflé-Sinfra	53	50 803 031 637	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 26	Aménagement et bitumage de la route Toumodi-Angoda	12,5	10 083 000 000	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 27	Aménagement et bitumage de la route Angoda-Attiegouakro	16,5	14 713 954 712	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
	ROUTES RENFORCEES	**2 057,97**	**1 059 416 628 412**		
Projet 1	Renforcement de l'Autoroute Singrobo-Yamoussoukro (lot 3 et plus)	44	12 277 409 109	2 018	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 2	Renforcement de la route Pont Comoé-Abengourou - Agnibilekrou	87,5	32 000 000 000	2 016	UNION EUROPEENNE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 3	Renforcement de la route Adzopé-Akoupé-Comoé	78,5	23 100 000 000	2 017	C2D
Projet 4	Renforcement de la route Akoupé -Kotobi - Bongouanou	58	29 368 830 000	2 019	C2D
Projet 5	Renforcement de la route Aboisso - Noé (ft Ghana)	60	31 500 000 000	2 018	BANQUE MONDIALE/ ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 6	Renforcement de la route N'Zikro - Aboisso	25	4 568 049 087	2 018	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 7	Renforcement de la route Ferké - Ouangolo	46	19 400 000 000	2 017	C2D

NUMERO-TATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
Projet 8	Renforcement de la route Grand Bassam - N'Zikro	45	7 778 632 432	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 9	Renforcement de la route Bouaké - Katiola - Niakara - Ferké : Section Kanawolo - Ferké	95,2	57 657 416 244	2 020	C2D
Projet 10	Renforcement de la route Bouaké - Katiola - Niakara - Ferké : Section Bouaké-Kanawolo	124,7	86 662 088 345	2 021	C2D
Projet 11	Renforcement de la route Autoroute du Nord (Pk 109) - N'Douci-Divo-Gagnoa	167	61 979 353 996	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 12	Renforcement de la route Thomasset-Agboville	39,7	38 644 007 984	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 13	Renforcement de la route Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa	137	101 830 880 993	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 14	Renforcement de la route Daloa-Duekoué-Man- Danané - Zouan Hounien	303	130 991 839 899	2 023	ICBC/ ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 15	Renforcement de la route Agnibilekro-Bondoukou	133	52 363 158 418	2 023	UKEF
Projet 16	Renforcement de la route Daoukro-Koffi Amonkro	44	18 617 468 338	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 17	Renforcement des routes Divo - Hiré et Oumé - Gagnoa	100	20 326 174 016	2 021	FER
Projet 18	Renforcement de l'autoroute A3 à Taabo	18,87	8 479 720 288	2 022	FER
Projet 19	Renforcement de la côtière : section carrefour Jacqueville - Dabou-Grand Lahou	93	60 411 849 265	2 023	STANDARD CHARTERED bank
Projet 20	Renforcement de la côtière : section Grand Lahou - Fresco	80	56 138 354 156	2 023	DEUTSCH BANK
Projet 21	Renforcement de la côtière : section Fresco - Sassandra - San Pedro	128,1	99 936 079 860	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 22	Renforcement de la route Dimbokro-Bocanda-Ananda	98	64 505 920 327	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 23	Renforcement de la côtière : section San Pedro-Grand Béréby	52,4	40 879 395 655	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
	PONTS	**8,6412**	**591 544 173 120**		
Projet 1	Pont Philippe Grégoire Yacé (Jacqueville)	0,608	20 300 000 000	2 015	BOAD/BADEA/FSD/F-OPEP/ ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 2	Passerelle 1 voix express de Bassam	-	800 000 000	2 015	EXIMBANK CHINE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 3	Passerelle 2 voix express de Bassam	-	800 000 000	2 015	EXIMBANK CHINE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 4	Passerelle 3 voix express de Bassam	-	800 000 000	2 015	EXIMBANK CHINE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 5	Passerelle de Moossou	-	800 000 000	2 015	EXIMBANK CHINE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 6	Passerelle de VITIB	-	700 000 000	2 015	EXIMBANK CHINE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 7	Pont de Béoumi	0,243	9 000 000 000	2 015	C2D
Projet 8	Pont de Bassawa	0,152	5 500 000 000	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 9	Pont de Gbéleban	0,136	3 200 000 000	2 015	FER
Projet 10	Pont Alassane Ouattara (Bouaflé)	0,12	8 500 000 000	2 015	BOAD / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 11	Pont 8ème et 9ème tranche à Cocody Angré (Pont du Chu d'Angré)	0,11	3 440 000 000	2 016	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 12	Pont de Bettié	0,189	7 797 000 000	2 017	C2D

NUMERO-TATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
Projet 13	Pont de Dioulatiédougou	0,06	1 050 000 000	2 017	FER
Projet 14	Pont d'Aboisso	0,062	1 200 000 000	2 018	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 15	Pont de Noé	0,134	4 100 000 000	2 018	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 16	Pont de N'Dènou	0,034	777 000 000	2 019	C2D-RPE
Projet 17	Pont sur la rivière Bagoué	0,095	1 000 000 000	2 019	BID / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 18	Pont sur le Kan	0,075	700 000 000	2 019	BOAD-BIDC
Projet 19	Pont de Yaka	0,062	700 000 000	2 019	BAD / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 20	Pont de Kongolo	0,0342	991 988 919	2 020	C2D+RPE
Projet 21	Echangeur de l'amitié Ivoiro - Japonnaise	0,6	26 224 650 000	2 019	JICA / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 22	Pont de Bambalouma	0,0684	1 682 212 095	2 019	C2D+RPE
Projet 23	Pont de Bodokro	0,0342	989 929 182	2 020	C2D+RPE
Projet 24	Pont de Douagué	0,0342	914 308 283	2 020	C2D+RPE
Projet 25	Pont de Kouroukoro	0,0684	1 708 488 705	2 020	C2D+RPE
Projet 26	Pont de Guintéguela	0,095	2 812 951 994	2 020	FER
Projet 27	Pont de Sokouraba	0,102	2 236 512 669	2 020	C2D+RPE
Projet 28	Pont de Bassahoa	0,0342	705 514 692	2 020	C2D+RPE
Projet 29	Pont de Nébo	0,0684	1 618 245 244	2 020	C2D+RPE
Projet 30	Pont de Gragbazo	0,068	1 171 190 031	2 020	C2D+RPE
Projet 31	Pont de Kélindjan	0,1	2 812 951 994	2 021	FER
Projet 32	Pont de Attiekoi	0,04	1 069 923 208	2 021	C2D+RPE
Projet 33	Rehabilitation du Pont HB	0,55	41 776 376 900	2 022	C2D
Projet 34	Pont Offa 2 - Anno	0,045	2 151 673 524	2 022	Banque ING Belgique
Projet 35	Pont BA de Konédougou (Akoungbou)	-	1 200 000 000	2 023	FER
Projet 36	Fly over (Echangeur) de MACCACI	0,24	13 529 257 681	2 023	Banque ING Belgique
Projet 37	Tunnel d'Abobo		77 000 000 000	2 023	
Projet 38	Pont de Guiglo	0,11	7 932 095 372	2 023	UKEF
Projet 39	Pont de Bassibayekou-Badiepa-Ouragahio	0,0456	2 180 362 504	2 023	Banque ING Belgique
Projet 40	Pont du bac Semien sur le Sassandra	0,18	11 020 719 542	2 023	UKEF
Projet 41	Pont d'Aniassué	0,18	9 906 597 706	2 023	UKEF
Projet 42	Pont de Briboré-Doumbaro	0,086	4 112 087 179	2 023	Banque ING Belgique
Projet 43	Pont de Koliakro-Attanou	0,0456	2 180 362 504	2 023	Banque ING Belgique
Projet 44	Pont de katiola-Dabakala	0,0578	2 763 705 104	2 023	Banque ING Belgique
Projet 45	Pont de Napié-Karakoro	0,0342	1 635 271 878	2 023	Banque ING Belgique
Projet 46	Pont de San-Pedro	0,09	4 500 000 000	2 023	UKEF
Projet 47	Pont de Cocody (5ème pont)	1,35	105 000 000 000	2 023	BID / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 48	Pont de fraternité matin sur l'indénié	-	28 555 000 000	2 023	BID / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 49	Pont sur le boulevard lagunaire à l'indénié	-		2 023	BID / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 50	2 Ponts courbe dans le Giratoire de l'indénié	-		2 023	BID / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 51	4ème pont et ses 3 échangeurs (Liaison Yopougon - Adjamé)	1,4	124 403 919 001	2 024	BAD / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 52	Pont de Vonkoro	0,21	11 948 877 209	2 024	UKEF
Projet 53	Echangeur SOLIBRA - phase 2	0,59	23 645 000 000	2 024	JICA

Source : AGEROUTE 2024

Tableau 5.34 : Projets de voirie réalisés

NUMEROTATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
PROJETS ACHEVES		**689,401**	**689 877 662 148**		
	ABIDJAN	**201,489**	**277 791 904 543**		
Projet 1	Bitumage de voie d'accès aux villages (Aboboté et Bocabo) et renforcement de voie dans la commune d'Abobo	7,2	5 287 459 708	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 2	Réhabilitation de la route PK 18-N'Dotré	2	1 557 860 096	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 3	Bitumage des voies CIE Dokui - CSUAC Abobo sud Anador - COOPEC d'Abobo et Pharmacie Abobté - Anador	2,3	2 317 873 107	2 015	C2D
Projet 4	Aménagement et bitumage de la route ABOBO-AKEÏKOI	2,6	1 403 368 986	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 5	Réhabilitation des voies Pharmacie Matenin - carrefour plaque II - Cash Ivoire - Gare Sotra - Camp commando Abobo	3,3	928 120 711	2 015	C2D
Projet 6	Réhabilitation de la voie d'accès à HMA	1,2	299 117 209	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 7	Réhabilitation de la voie principale de Bingerville	5,5	1 576 679 061	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 8	Elargissement de la voie Latrillle-Pont 7ème et 9ème tranche et le bitumage en 2,00x1 voie vers l'hôpital d'Angré	3,3	8 563 343 417	2 016	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 9	Prolongement et redressement du boulevard de France - Travaux de prolongement du boulevard de France redressé sur le tronçon carrefour jacques prévert-mittérand -				
Travaux de construction d'un ouvrage de traversée des entreprises du pont henrie konan bedié sur le boulevard de France redressé	4,6	27 038 016 332	2 016	ETAT DE COTE D'IVOIRE	
Projet 10	Bitumage de la voie d'accès de Saint Viateur à partir de la Riviera Palmeraie dans la commune de Cocody	3,9	4 298 512 240	2 015	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 11	Aménagement Eglise de la Destinée - Carrefour Ste Famille -Renforcement Giratoire CNPS - Giratoire Rosiers Palmeraie;				
Aménagement Giratoire Rosier – Giratoire Saint Viateur	3,629	3 336 632 468	2 018	ETAT DE COTE D'IVOIRE	
Projet 12	Bitumage de la voie d'accès au village de M'Badon	3,7	2 819 360 851	2 016	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 13	Bitumage des voies contiguës à la voie d'accès au village de M'Badon	5,3	3 396 928 901	2 016	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 14	Travaux de voirie de Palmeraie et de Bonoumin	7,7	3 876 280 996	2 016	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 15	Travaux d'aménagement et de bitumage de la voie Mahou-Voie du ZOO	1,2	1 182 852 654	2 016	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE

NUMEROTATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
Projet 16	Réhabilitation de la voie d'accès à l'ouvrage de l'hôtel du golf et à la résidence du Président de la République	0,5	215 544 444	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 17	Aménagement et bitumage de la voirie d'Akouédo	1,5	853 441 676	2 016	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 18	Aménagement et bitumage de la voirie d'Akouédo	3,5	2 493 045 846	2 016	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 19	Renforcement, réhabilitation et réparation de surface sur la voirie bitumée dans les communes d'Adjamé et de Marcory	4,8	1 054 478 798	2 016	C2D
Projet 20	Renforcement du Boulevard Lagunaire Est et ses deux principaux accès	12,9	12 663 136 656	2 015	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 21	Réhabilitation de la voie du port d'Abidjan	8,2	1 820 366 611	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 22	Aménagement de la liaison Ananeraie - Niangon Nord	2,2	1 663 050 950	2 019	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 23	Réhabilitation de routes supportant des lignes de transport collectifs à Abidjan-Réhabilitation de la voie dépôt SOTRA - pont Andokoi (1,5 km) et point critique carrefour zone industrielle-Réhabilitation point de retournement Cité verte et route Complexe sportif SELMER - St André (0,75 km)	2,7	714 644 744	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 24	Réhabilitation de voiries bitumées à Yopougon (St André – Pétro Ivoire – Lubafrique – Cité Verte, 16ème Arrondissement – Pont SIDECI et points critiques)	8,8	979 832 990	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 25	Bitumage de la voie d'accès au village de Kouté	3	1 291 914 665	2 015	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 26	Bitumage de la voie d'accès au centre de santé de Niangon	1,2	1 370 482 418	2 015	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 27	Aménagement et bitumage de la route de la cité SIR	6	6 467 195 653	2 019	FER
Projet 28	Aménagement et bitumage de la route de la cité SIR vers CHU Angré	4,6	15 395 126 615	2 021	FER
Projet 29	Elargissement de la route d'Abatta	5,4	8 000 000 000	2 021	FER
Projet 30	Prolongement du boulevard Latrille	7,3	13 721 830 339	2 022	BAD/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 31	Travaux d'urgence de voirie dans le District d'Abidjan-phase 6	8,71	7 569 600 917	2 022	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 32	Sortie Est d'Abidjan	23	47 126 283 046	2 023	BAD / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 33	Sortie Ouest d'Abidjan	19	52 764 809 527	2 023	BAD / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 34	Elargissement en 2x2 voies du Rond-point Jacques Prévert-Ambassade de Chine-Carrefour M'Badon-Hôtel Ivoire Golf Club - Ambassade des USA	9	22 699 550 059	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 35	Voirie au PAA	6	4 446 125 715	2 024	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 36	**Voirie au PAA**	**4**	**4 499 036 137**	2 024	**BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE**
Projet 37	Voies d'accès au centre d'entraînement de la FIF	1,75	2 100 000 000	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE

NUMEROTATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
	VILLES DE L'INTERIEUR	487,912	412 085 757 605		
Projet 1	San-Pedro	12,08	9 700 000 000	2015-2018	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 2	Soubré	7,3	2 718 435 840	2 015	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 3	Abengourou	8,4	4 100 000 000	2 019	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 4	Daloa	4,7	2 998 566 299	2 019	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 5	Agboville	5	1 508 087 324	2 015	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 6	Akoupé	3,5	1 746 417 230	2 019	C2D
Projet 7	Aboisso	3	1 257 468 952	2 018	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 8	Bongouanou	3	1 499 510 624	2 019	C2D
Projet 9	Bouna, Bouko, Doropo	8	2 731 084 779	2 019	BADEA/FSD/FKDEA/BOAD
Projet 10	Tieningoué	3,607	2 398 886 185	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 11	Noé	4,2	6 568 245 667	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 12	Yamoussoukro	41,3	32 497 615 004	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 13	Kouto	3,78	1 891 908 513	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 14	Sakassou	4,56	1 600 000 000	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 15	Divo	7,4	6 359 303 890	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 16	Adzopé	5,6	3 100 000 000	2 020	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 17	Sinématiali, Gbon, Kouto et Kolia	17,23	14 119 708 919	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 18	Korhogo	16,3	16 045 201 179	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 19	Ouangolodougou	7,2	6 486 769 971	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 20	Bouna	2,75	3 221 317 208	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 21	Bondoukou	5,4	2 965 077 824	2 022	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 22	Mankono	5,265	3 574 383 493	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 23	Yakassé-Attobrou	3	2 100 000 000	2 020	BOAD /ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 24	Danané	5	3 200 000 000	2 020	BAD / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 25	Maféré	2,28	1 606 230 443	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 26	Bouaké	14	10 000 000 000	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 27	Man	11,84	10 000 000 000	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 28	Dabou	10,86	4 100 000 000	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 29	Toumodi	5,11	2 100 000 000	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 30	Ayamé	2,7	1 600 000 000	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 31	Bocanda	2,68	2 100 000 000	2 020	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 32	Bonoua	2,9	2 100 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 33	Sakassou	6,04	1 600 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 34	Aboisso	3	3 200 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 35	Abli (Toumodi)	2,13	2 100 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 36	Diabo	2,86	1 500 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 37	Botro	2,64	1 500 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 38	Krinjabo	1,86	1 500 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 39	Tieningoué	1,8	1 400 000 000	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 40	San Pedro (Rue Balmer)	2,14	3 051 394 241	2 021	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 41	Tiebissou, Didievi	6,4	3 464 640 788	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 42	Bingerville	8,12	8 312 043 271	2 021	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 43	Korhogo	3,35	2 749 397 074	2 022	ETAT DE COTE D'IVOIRE

NUMEROTATION	INTITULE	LINEAIRE (km)	COUT DES TRAVAUX (FCFA)	ANNEE D'ACHEVEMENT	FINANCEMENT
Projet 44	Lataha	3,28	1 450 000 000	2 022	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 45	Fresco	3,99	2 500 000 000	2 022	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 46	Badikaha	10	10 609 641 831	2 022	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 47	Bouaké (Traversé de la A3 en 2x2 voies)	8,7	10 897 987 610	2 023	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 48	San Pedro (Rue des grumiers et du rond-point CHR carrefour CARGILL)	5,8	7 084 930 719	2 023	BANQUE MONDIALE / ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 49	Élargissement du Boulevard de Marseille	10,2	25 784 183 638	2 023	BOAD /ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 50	Béoumi	2,04	1 600 000 000	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 51	Voirie de la Mé (Adzopé, etc.)	21	13 451 880 337	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 52	Agboville	5,57	3 600 000 000	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 53	Adiaké, phase 1	2,52	2 600 000 000	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 54	Adiaké, phase 2	2,8	1 500 000 000	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 55	Adiaké, phase 3	1,03	911 102 198	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 56	San Pedro	9,59	19 788 715 307	2 023	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 57	Bondoukou et Soko	7,69	3 138 004 392	2 024	BAD/ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 58	Séguéla	11,13	11 979 505 334	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 59	Yamoussoukro-phase 2	86	66 224 930 452	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 60	Yamoussoukro (contour Hôtel parlementaire)	1,1	1 429 024 551	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 61	Divo (traversée de Divo en 2x2 voies)	7,53	12 478 078 566	2 024	ETAT DE COTE D'IVOIRE
Projet 62	Man	3,56	2 708 448 071	2 024	FER
Projet 63	Aménagement en 2x2 voies de l'accès principal à la ville de San Pedro et Dédoublement du Pont	4,1	13 977 629 881	2 024	UKEF

Source : AGEROUTE 2024

2.6.2. GRANDS PROJETS EN COURS DE RÉALISATION

Les grands projets en cours de réalisation concernent la réhabilitation d'infrastructures, la construction de routes neuves, de ponts et d'échangeurs. Ce sont ainsi vingt et un (21) projets d'une valeur totale de 1 478,934 milliards de FCFA (Cf. Tableau 5.35 et Tableau 5.36).

Tableau 5.35 : Projets de grands travaux de routes et voiries en cours de réalisation

INTITULÉ DU PROJET	PÉRIODE	DESCRIPTION	SOURCES ETAT DE FINANCEMENT	COÛT TOTAL (MILLIARDS DE FCFA)
Travaux de bitumage de la route Kabala - Salonkourani	Mars 2020 – Octobre 2022	Bitumage de 34,6 Km de route neuve dont 29,242 Km de la route Kabala - Salonkourani et 5,339 Km de la bretelle Somokoro - Dabadougou Mafélé	BDC ETAT DE COTE D'IVOIRE	22,45
Travaux aménagement et de bitumage de la route Bouaké - Satama sokoro (61 km), de 9 km de voirie à Satama Sokoro et 20 km pour la bretelle de Satama Sokoro	2024	Aménagement et bitumage de la route Bouaké - Satama Sokoro: 61 km ; Aménagement et bitumage de 9 km de voirie à Satama Sokoro; Aménagement et bitumage de la bretelle Satama Sokoro - Satama Sokoura: 20 km ; Aménagement et bitumage des aires de repos de Bouaké - Satama Sokoro ;	ETAT DE COTE D'IVOIRE	72,84

INTITULÉ DU PROJET	PÉRIODE	DESCRIPTION	SOURCES ETAT DE FINANCEMENT	COÛT TOTAL (MILLIARDS DE FCFA)
Travaux d'aménagement et de revêtement de la route Bondoukou - Soko- frontière du Ghana	2024-2025	Bitumage de 11 km de route réliant Bondoukou à Soko ; Aménagement de voiries à Bondoukou et Soko ; Travaux sur pistes rurales ; Aménagements connexes :logements, construction et réhabilitation d'écoles et autres services.	BAD	9,06
Travaux de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo - Korhogo	2022-2025	Renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo – Korhogo longue de 81 km ; Aménagement en 2x2 voies de la traversée de Korhogo.	BOAD	73,7
Travaux d'aménagement et de bitumage de la route N'golodougou - Kong	2021 au 2024	Aménagement et bitumage de la route N'Golodougou-Kong (66 km) et 1 km de voirie à N'Golodougou	ETAT DE COTE D'IVOIRE	58, 02
Aménagement de la route Tabou - Prollo	Février 2023 - Février 2024	Programme d'Aménagement de Routes et Facilitation du Transport au sein de l'Union du Fleuve Mano ; Routes transfrontalières Côte d'Ivoire – Guinée – Mali – Liberia : (28 km)	Prêt BAD FAD Initial FAD Additionnel FAT	11,381
Aménagement de la route Blolequin-Toulepleu-Frontière Libéria	2023 - 2025	Programme d'Aménagement de Routes et Facilitation du Transport au sein de l'Union du Fleuve Mano ; Routes transfrontalières Côte d'Ivoire – Guinée – Mali – Liberia: (65 km)	Prêt BAD FAD Initial FAD Additionnel FAT	27,171
Aménagement et bitumage de la route Yakassé - Attobrou-Bettié (42 km)	2021-2025	Régions : Mé, Indénié-Djuablin	BOAD	40,748
Aménagement et bitumage de la route Zuénoula – Daloa (83 km)	Août 2021 - Juillet 2024	Régions ; Marahoué, Haut Sassandra	ETAT DE COTE D'IVOIRE	72,035
Aménagement et bitumage de la route Zuénoula - Gohitafla - Béoumi et la bretelle Agbaou – Kounahiri (100 km)	Juillet 2021- Juillet 2024	Régions : Marahoué, Gbêkê	ETAT DE COTE D'IVOIRE	104,098
Travaux de bitumage de la route Touba - Ouaninou – Saoula (46 km)	Juillet 2021 - Décembre 2023	Région du Bafing	ETAT DE COTE D'IVOIRE	30,551
Aménagement et bitumage de la route Séguéla – Touba (126 km)	Août 2021 - Février 2025	Régions : Worodougou,	ETAT DE COTE D'IVOIRE	104,706
Aménagement et bitumage de la route Niellé - M'Bengue-Kouto (112 km) et bretelle Baya – Toungoli (6 km)	Février 2022 - Janvier 2024	Régions : Poro, Bagoué	ETAT DE COTE D'IVOIRE	98,183
Travaux de construction de la route Céchi – Anoumanba – M'batto	Avril 2022 - Octobre 2024	Régions : Agneby, Moronou	ETAT DE COTE D'IVOIRE	37,828
Travaux de bitumage de la route de Tioroniaradougou-Guiembe-Dikodougou - Boron (85 km)	Août 2022 - Février 2025	Région du Poro	ETAT DE COTE D'IVOIRE	98,404

INTITULÉ DU PROJET	PÉRIODE	DESCRIPTION	SOURCES ETAT DE FINANCEMENT	COÛT TOTAL (MILLIARDS DE FCFA)
PTUA/Travaux d'aménagement de la voie de contournement de la ville d'Abidjan ou projet Y 4 (26,6 Km)	2020 - 2025	Section 1-1 (14 Km) : Boulevard de France redressé - Route d'Alépé y compris 9 ouvrages d'art dont 2 échangeurs (48,607 milliards) ; Section 1- 2 (12 Km): Route d'Alépé – Stade d'Ebimpé y compris 13 ouvrages d'art dont 3 échangeurs (42,568 milliards)	BAD ETAT	91,175
Travaux d'Aménagement et bitumage de la route Petit Nassian – Kafolo –Tehini – Bouna -Vonkoro-frontière Ghana y compris voirie de Kong : Section Petit Nassian – Kafolo –Téhini et 05 km de voiries	2023-2026	Bitumage de 119 km de route reliant Petit Nassian à Téhini ; Bitumage de 5 km de voiries urbaines	BOAD	68,6
Travaux de renforcement de la route Korhogo - Boundiali (98 Km)	2023-2025	Renforcement de 98 km de route de Korhogo à Boundiali	BOAD BICICI	50
Travaux d'aménagement et de bitumage en 2x2 voies de la route Grand-Bassam-carrefour Assouindé (le long du canal) y compris la construction d'un fly-Over et 2 passerelles	2021-2025	Construction et aménagement de 30 km en 2x2 voies de la route Grand-Bassam-carrefour Assouindé (le long du canal) ; Construction d'un fly-over	ETAT DE COTE D'IVOIRE	68,8
Travaux de renforcement de la route Issia-Daloa	2023-2026	Renforcement de 57 km de route entre Issia et Daloa ; Aménagement de 27 km de voiries	ETAT DE COTE D'IVOIRE	61,3

Source : Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier, 2024

Tableau 5.36 : Grands Projets d'œuvre d'art en cours de réalisation

INTITULÉ DU PROJET	PÉRIODE	DESCRIPTION	SOURCES DE FINANCEMENT	COÛT TOTAL (MILLIARDS DE FCFA)
Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA) : trois échangeurs sur le boulevard Mitterand	Juin 2023 – Mars 2026	District d'Abidjan	BAD FEM JICA	75
PACOGA/Travaux d'aménagement du carrefour AKWABA- Phase prioritaire	2021-2025	District d'Abidjan	BM	27,5
Travaux d'aménagement du rond-point d'Abobo	Août 2021 - Août 2025	Abidjan	ETAT DE COTE D'IVOIRE	83,191
Construction de 04 échangeurs à Abidjan et de 15 ouvrages d'art à tablier métalliques en Côte d'Ivoire	Août 2020 - Juillet 2025	Abidjan Régions : Savanes, Lagunes, Comoé, Gôh-Djiboua, Lacs, Vallée du Bandama, Bas-Sassandra	ETAT DE COTE D'IVOIRE	85,27

Source : Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier, 2025

CHAPITRE 3

COMMUNICATION ET ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

3.1. INFORMATIONS ET MÉDIA

En Côte d'Ivoire, le secteur de la communication audiovisuelle est régi par la loi n°2017-868 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la communication audiovisuelle, telle que modifiée par la loi n° 2022-979 du 20 décembre 2022.

La Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) est l'Autorité Administrative Indépendante chargée de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la communication audiovisuelle. Elle est investie de plusieurs missions et dotée de pouvoirs.

En ce qui concerne la presse écrite, le Conseil National de la Presse (CNP), organisme chargé de la régulation, est érigé en Autorité Nationale de la Presse (ANP). Elle assure ses missions aux termes de la loi n°2017- 867 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la presse, et sanctionne les infractions commises par les médias contrevenant à ce régime.

A la faveur de la libéralisation de l'espace audiovisuel et de la Télévision Numérique Terrestre (TNT), le paysage audiovisuel ivoirien s'est davantage enrichi en diversité et en qualité avec de nombreuses stations émettant en modulation de fréquences (FM) et en mode satellitaire. Il compte fin 2022 :

- pour les télévisions : (04) Télévisions de service public, (04) Télévisions privées commerciales diffusées en clair sur le réseau TNT, (06) Télévisions privées de droit ivoirien exploitées par satellite, (01) Opérateur de Multiplex TNT payant, (536) chaînes et (75) radios diffusées par les (02) principaux opérateurs de réseaux de distribution de services de radiodiffusion sonore et de télévision par satellite et/ou par câble sur (07) au total, (02) distributeurs de services télévisuels sur les réseaux mobiles ;
- pour les radios : (03) Radiodiffusions sonores de Service public, (01) Radiodiffusion sonore institutionnelle, (05) Radiodiffusions sonores non nationales, (07) Radiodiffusions sonores privées commerciales, (281) Radiodiffusions sonores privées non commerciales, soit au total (297) Radios ;
- pour les services de médias audiovisuels en ligne : (194) services de médias audiovisuels en ligne.

3.1.1. DONNÉES SUR LES MÉDIAS PRIVÉS DE PRESSE ÉCRITE

En 2018, l'ANP a enregistré la présence, sur le marché, de soixante-dix-sept (77) publications éditées par soixante-sept (67) entreprises de presse. Ces publications se composent comme suit : 22 quotidiens, 29 hebdomadaires et bihebdomadaires et 26 mensuels et autres périodicités (cf. Tableaux 5.37, 5.38 et 5.39). Cela correspond à une légère baisse par rapport au nombre des publications de l'année 2017, évalué à 84 journaux. Par ailleurs, pour l'année 2018, l'ANP a enregistré onze (11) nouvelles publications, dont deux (02) quotidiens, quatre (04) hebdomadaires et cinq (05) mensuels et autres périodicités

Tableau 5.37 : Liste des quotidiens

QUOTIDIENS : 22			
1	FRATERNITE MATIN	12	LE NOUVEAU REVEIL
2	GENERATIONS NOUVELLES	13	LE QUOTIDIEN D'ABIDJAN
3	INTELLIGENT D'ABIDJAN	14	LE NOUVEAU COURRIER
4	LA GAZETTE D'ABIDJAN	15	LE MANDAT
5	LA VOIE ORIGINALE	16	LE TEMPS
6	LE BELIER INTREPIDE	17	LE RASSEMBLEMENT
7	LE JOUR PLUS	18	LG INFOS
8	L'EXPRESSION	19	NOTRE VOIE
9	L'INTER	20	NORD – SUD QUOTIDIEN
10	LE SPORT	21	SUPERSPORT
11	LE PATRIOTE	22	SOIR INFO

Source : Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique (MICEN), mars 2023

Les quotidiens d'informations générales se sont enrichis de deux (02) nouveaux titres : Le Rassemblement et Générations Nouvelles (cf. Tableau 5.37).

Tableau 5.38 : Liste des hebdomadaires et bihebdomadaires

HEBDOMADAIRES ET BIHEBDOMADAIRES : 29			
1	ABIDJAN SPORTS	16	LE CENTRISTE
2	AUJOURD'HUI HEBDO	17	L'ESSOR IVOIRIEN
3	ALLO POLICE !	18	L'ELEPHANT DECHAÎNE
4	ASEC MIMOSAS	19	LES AIGLONS
5	GBICH !	20	LE SURSAUT HEBDO
6	GO MAGAZINE	21	LES SENTINELLES D'ABIDJAN
7	ISLAM INFO	22	LE FACTUEL
8	MOUSSO D'AFRIQUE	23	LE NOUVEAU NAVIRE
9	NECROLOGIE CI	24	LE MONDE CHRETIEN
10	JALO	25	LE PARDON
11	L'ARC-EN-CIEL	26	LA TRIBUNE AGRICOLE
12	LA TRIBUNE DE L'ECONOMIE	27	TRANSPORT HEBDO
13	LE JOURNAL DE L'ECONOMIE	28	VIP MAG BIHEBDOMADAIRE
14	L'ECOLE	29	LE DEMOCRATE MAG
15	L'HERITAGE		

Source : Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique (MICEN), mars 2023

Quatre (04) publications ont enrichi le paysage des hebdomadaires : Le Centriste, Les Sentinelles d'Abidjan, La Tribune Agricole et L'Ecole (cf. Tableau 5.38).

Tableau 5.39 : Liste des mensuels et autres périodiques

MENSUELS ET AUTRES PÉRIODIQUES : 26			
1	ABIDJAN PLANET	14	LE KILIMANDJARO
2	ALLO SERVICE LE MAG	15	L'APOCALYPSE
3	BAAB	16	LA RETRIATE ACTIVE
4	BLAMO'O bimestriel	17	LA SYNTHESE
5	BABI MANS	18	LE CODIVOIRIEN
6	ÇA ROULE	19	LIFE
7	CORDON BLEU	20	PLANETE OKAPI
8	DIET& CO	21	PLANETE J'AIME LIRE

MENSUELS ET AUTRES PÉRIODIQUES : 26			
9	EMERGENCE ECONOMIQUE	22	PME MAGAZINE
10	ESPRIT	23	PME-PMI MAGAZINE
11	ENVIRONNEMENT MAG	24	TYCOON
12	HABITAT MAG	25	STRAT'MARQUES bimestriel
13	IRH MAGAZINE	26	ZAOULI

Source : Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique (MICEN), mars 2023

Pour les mensuels, ce sont cinq (05) nouvelles parutions qui ont vu le jour : Allo Service le Mag, Kilimandjaro, La Retraite Active, Diet&Co et Habitat Mag.

3.1.2. PRESSE AUDIOVISUELLE (RADIO ET TÉLÉVISION)

De 2015 à 2023, il y a eu une augmentation significative du nombre de radios de proximités. En 2023, il est dénombré en tout 297 radios hétéroclites (cf. Tableau 5.39).

Tableau 5.40: Statistiques des médias audio-visuels 2023

TYPE DE RADIOS	NOMBRE
6 distributeurs de bouquets de télévision satellites	CANAL+ CI, STARTIMES MEDIA CI SA, DSTV, TNT SAT AFRICA, TV-COM, SAT IVOIRE.
2 opérateurs de multiplexe payant	Bouquet EASY TV et Bouquet Classic de Startimes (ce dernier ayant arrêté ses activités).
4 télévisions commerciales	NCI, LIFE TV, 7info, A+ Ivoire.
4 télévisions de service public	RTI 1, RTI 2, La 3, RTI Bouaké.
14 télévisions privées non commerciales diffusées par satellite	Télévision Al Bayane, NTV, Ivoire TV Music, Ecclesia TV, LMTV, Benie TV, TV Chandelier, EMU-CI Télévision, Télé Fontaine Vie, Reflet TV, Miracle TV (MTV+), Sud 1ère, Business 24, Diapo New TV.
3 radios de service public	Radio Côte d'Ivoire, Fréquence 2, RTI Bouaké
5 radios non nationales	BBC, RFI, AFRICA Radio, VOA, Radio MED1.
7 radios privées commerciales	HIT Radio, TRACE FM, NOSTALGIE, LIFE Radio, ONE Radio, JAM FM, Radio Jeunes.
1 radio institutionnelle	Radio de la Paix (ex-ONUCI FM).
Autres radios	281radiodiffusions sonores privées non commerciales, comprenant des radios écoles (10), radios de proximité (239), radios rurales locales (7) et radios confessionnelles (25).
Médias en ligne	194 médias audiovisuels en ligne déclarés auprès de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA).
Services de distribution de bouquets	3 opérateurs exploitant des services de distribution de bouquets de télévision par câble et/ou satellite.

Source : Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique (MICEN), mars 2023

3.1.3. ASSOCIATIONS DE JOURNALISTES

Les journalistes sont réunis au sein de plusieurs associations, notamment :

- l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) ;
- le Syndicat National des Agents de la Presse Privée de Côte d'Ivoire (SYNAPPCI) ;
- l'Union des Journalistes Culturels de Côte d'Ivoire (UJOCCI) ;
- le Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELCI) ;
- l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF), section Côte d'Ivoire ;
- le Réseau des Femmes Journalistes de Côte d'Ivoire (REFJCI) ;
- l'Organisation des Journalistes Professionnels de Côte d'Ivoire (OJPCI).

3.1.4. AGENCES DE COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

En mars 2023, les sociétés agréées par le Conseil Supérieur de la Publicité (CSP) pour exercer les activités d'Agence-Conseil en Communication, d'Agence-Conseil en Marketing, d'Editeur et de Régisseur en Publicité étaient au nombre de 288 réparties comme suit dans le Tableau 5.41.

Tableau 5.40 : Nombre d'agences de communication en mars 2023

TYPE D'AGENCES DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITÉ	NOMBRE
AGENCES-CONSEILS EN COMMUNICATION	84
AGENCES-CONSEILS EN EVENEMENTIEL ET RELATIONS PUBLIQUES	01
AGENCES-CONSEIL(S) INTEGREE(S) : MEDIAS & RELATIONS PUBLIQUES	01
AGENCE(S)-CONSEIL(S) EN MEDIA	03
AGENCE(S)-CONSEIL(S) INTERACTIVE (S)	02
AGENCE(S)-CONSEIL(S) EN MARKETING DIRECT ET PROMOTION DES VENTES	01
EDITEURS/REGISSEURS EN PUBLICITE	195
COURTIER EN PUBLICITE	01
TOTAL	288

Source : Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique (MICEN), mars 2023

3.2. TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications et des TIC, à l'instar des autres infrastructures, joue un rôle crucial dans le développement économique et social de la Côte d'Ivoire. Au troisième trimestre 2024, les données relatives à la télécommunication révèlent qu'elle a :

- généré un chiffre d'affaires estimé à 21,93 milliards de FCFA pour la téléphonie fixe et 243, 47 milliards de FCFA pour la téléphonie mobile ;
- créé 2 438 emplois directs dans la téléphonie mobile.

Pour le troisième trimestre 2024, le marché de la téléphonie mobile est dominant avec un chiffre d'affaires de 243, 474 milliards de F CFA contre celui de la téléphonie fixe qui s'élève à 21,933 milliards de F CFA. Le taux de couverture du territoire national moyen est de 83% et le taux de couverture moyen de la population qui est de 94%. Ainsi, du réseau de téléphone fixe à la téléphonie mobile, en passant par l'internet et le système informatique, les télécommunications se développent rapidement avec une forte croissance économique du fait de son utilisation par l'ensemble de la population. Cette forte croissance des télécoms/TIC s'explique par le renforcement des dispositions juridiques ainsi que des capacités institutionnelles des structures en charge de la gestion des télécoms, à savoir :

- l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences Radioélectriques (AIGF) qui est chargée de la planification, de l'attribution et du contrôle des fréquences ;
- l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC (ANSUT) qui s'occupe d'assurer la mise en œuvre des programmes de service universel pour le compte de l'Etat et de gérer des opérations d'investissement financées par l'Etat dans le domaine des Télécommunications/TIC ;
- l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) qui assure la mission de régulation du secteur des télécommunications/TIC.

3.2.1. TÉLÉPHONIE FIXE

Deux (02) compagnies se partagent le marché de la téléphonie fixe, à savoir : Orange-Côte d'Ivoire (OCI) et MTN Côte d'Ivoire.

Au troisième trimestre 2024, il y a 244 249 abonnés à la téléphonie fixe, dont 97,21% Orange-Côte d'Ivoire Telecom (OCIT) et 2,79% MTN Côte d'Ivoire. Malgré sa domination, l'OCIT a revu sa politique d'investissement dans la téléphonie fixe à la baisse. En effet, pour un investissement de 6, 797 milliards de F CFA en 2023, elle est passée au 30 septembre 2024 à 4,804 milliards de F CFA (soit une baisse de 29,32%). Cette tendance s'explique par la migration des utilisateurs du fixe qui est désormais plus utilisé par les entreprises que les ménages. De plus, la fibre optique proposée par les opérateurs offre un package qui inclut le téléphone fixe.

Les Tableaux 5.42, 5.43, 5.44 et 5.45 renseignent sur les statistiques dans la téléphonie fixe, en l'occurrence le nombre d'abonnés, les investissements réalisés, les chiffres d'affaires réalisés et la part de marché des opérateurs.

Tableau 5.42 : Nombre d'abonnés à la téléphonie fixe

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
OCIT	264 270	277 730	298 840	293 422	264 873	255 227	254 745	254 042	236 925	237 428
MTN FIXE	12 978	11 378	6 722	8 976	6 851	8 559	10 638	9 266	7 462	6 821
Total	**277 248**	**289 108**	**305 562**	**302 398**	**271 724**	**263 786**	**265 383**	**263 308**	**244 387**	**244 249**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Tableau 5.43 : Investissements réalisés dans la téléphonie fixe (FCFA)

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
OCIT	11 424 381 100	27 165 887 063	22 747 665 807	16 138 242 222	20 194 573 823	41 969 124 844	3 322 635 569	8 300 651 032	6 797 331 949	4 804 550 931
MTN FIXE	1 515 830 000	926 353 806	949 685 741	2 620 818 266	2 343 799 531	0	0	0	0	-
Total	**12 940 211 000**	**28 092 240 869**	**23 697 351 548**	**18 759 060 488**	**22 538 373 354**	**41 969 124 844**	**3 322 635 569**	**8 300 651 032**	**6 797 331 949**	**4 804 550 931**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Tableau 5.44 : Chiffres d'affaires réalisés dans la téléphonie fixe (FCFA)

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
OCIT	181 990 718 000	186 243 433 000	68 202 904 330	66 260 244 345	60 836 422 556	56 706 063 374	13 468 613 657	14 065 130 702	12 525 818 854	15 712 547 970
MTN FIXE	412 355 000	10 267 908 000	13 408 717 219	14 195 945 673	14 439 072 799	13 577 750 916	4 618 140 259	4 741 692 252	4 601 795 949	6 220 723 175
Total	**182 403 073 000**	**196 511 341 000**	**81 611 621 549**	**80 456 190 018**	**75 275 495 355**	**70 283 814 290**	**18 086 753 916**	**18 806 822 954**	**17 127 614 803**	**21 933 271 145**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Tableau 5.45 : Part (%)de marché des opérateurs de la téléphonie fixe

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
OCIT	95,32	96,70	96	97	97	96,8	96	96,5	96,4	97,21
MTN FIXE	4,68	3,30	4	3	3	3,2	4	3,5	3,6	2,79
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

3.2.2. TÉLÉPHONIE MOBILE

Avec 58 709 728 abonnés au premier trimestre 2024, le marché de la téléphonie mobile est en pleine expansion grâce, notamment à des services innovants et à des prix compétitifs générés par une importante concurrence entre opérateurs. Depuis 2016, à la suite d'une décision du gouvernement retirant l'agrément à GREEN et COMIUM, le marché de la téléphonie mobile est partagé entre ORANGE, MTN, et

MOOV. Au premier trimestre 2024, la téléphonie mobile reste dominée par ORANGE avec 30 896 370 abonnés sur un total enregistré pour les trois compagnies de 58 709 728 (soit 52,26%).

Par ailleurs, sur la même période (2024) parmi les abonnés à la téléphonie mobile, il a été dénombré 18 679 295 détenteurs de comptes mobile money. La domination de la compagnie OCIT est une fois encore relevée avec 15 388 504 comptes pour OCIT, Moov 3 290 791 comptes, le compte de MTN n'ayant pas été communiqué.

Concernant la téléphonie prépayée, le nombre d'abonnés, sur la même période reste dominé par ORANGE suivi de MTN et MOOV.

Pour le nombre d'abonnés à la téléphonie prépayée et post-payée, plus de 99% des abonnés sont des prépayés et moins de 1% sont post-payés. Par ailleurs, les opérateurs KOZ et GREEN ne sont plus sur le marché ivoirien.

Les données statistiques dans le secteur de téléphonie mobile sont détaillées dans les Tableaux 5.46, 5.47, 5.48 et 5.49.

Tableau 5.46 : Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
ORANGE	10 798 183	12 406 555	13 120 645	13 847 621	15 488 694	16 048 870	-	21 519 743	26 072 930	30 896 370
MTN	8 130 003	9 059 773	10 893 061	11 313 855	12 913 408	13 996 388	-	16 643 003	17 268 756	16 066 716
MOOV	5 408 048	5 984 922	7 733 527	8 646 374	8 974 501	10 049 988	-	10 843 673	10 259 793	11 746 642
KOZ	710 592	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GREEN	360 784	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	**25 407 610**	**27 451 250**	**31 747 233**	**33 807 850**	**37 376 603**	**40 095 246**		**49 006 419**	**53 601 479**	**58 709 728**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Tableau 5.47 : Nombre d'abonnés à la téléphonie prépayée

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ORANGE	10 737 730	12 331 482	13 037 631	13 748 856	15 394 213	15 976 493	-	-	-	30 803 219
MTN	8 120 567	9 050 367	10 871 870	11 299 907	12 885 022	13 961 235	-	-	-	-
MOOV	5 405 352	5 944 722	7 676 200	8 593 344	8 921 583	10 000 025	-	-	-	11 704 087
KOZ	710 399	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GREEN	359 308	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	25 333 356	27 326 571	31 585 701	33 642 107	37 200 818	39 937 753	-	-	-	-

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Tableau 5.48 : Nombre de comptes mobile money

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
ORANGE	4 344 351	5 187 984	5 778 449	7 152 794	8 792 070	9 847 106	10 705 256	12 371 697	13 831 261	15388504
MTN	3 786 338	1 731 813	3 187 069	4 874 774	6 968 905	8 563 327	-	10 025 511	8 462 199	-
MOOV	326 424	539 789	1 067 444	1 414 422	1 760 133	1 954 703	2 728 040	2 346 233	2 877 367	3290791
KOZ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GREEN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	8 457 113	7 459 586	10 032 962	13 441 990	17 521 108	20 367 136	-	24 743 441	25 170 827	-

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Tableau 5.49 : Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile post-payés

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
ORANGE	60 453	75 073	83 014	98 765	94 481	72 377	-	-	-	93151
MTN	9 436	9 406	21 191	13 948	28 386	35 153	-	-	-	-
MOOV	2 696	40 200	57 327	53 030	52 918	49 963	-	-	-	42555
Total	72 585	124 679	161 532	165 743	175 785	157 493	-	-	-	-

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

La détention d'une part importante de marché s'accompagne d'un investissement conséquent dans le secteur avec pour objectif de fidéliser les abonnés et de rester compétitif. Depuis 2015, MTN réalise des investissements plus importants comparativement aux autres opérateurs de téléphonies. Cependant, depuis mars 2023, OCIT a pris l'avantage des investissements, notamment ceux relatifs à la fibre optique et au passage à la 5G, avec un montant de plus de 22 milliards de FC FA sur un total cumulé pour les trois compagnies de 29 milliards (soit 76% des investissements). Au premier trimestre 2024, MOOV est en tête avec un investissement de 17 milliards sur un total 34 milliards (soit 50% des investissements). Le Tableau 5.50 présente le montant des investissements réalisés par les différents opérateurs téléphoniques.

Tableau 5.50: Investissements réalisés par les opérateurs de téléphonie mobile (FCFA)

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019
ORANGE	32 451 241 000	50 681 744 000	40 431 593 107	72 850 637 348	60 126 606 681
MTN	33 132 437 000	189 124 255 000	13 455 524 099	53 899 484 637	34 786 571 321
MOOV	21 975 631 000	11 661 626 000	6 574 578 416	28 644 357 839	24 935 690 089
KOZ	273 256 000	-	-	-	-
GREEN	107 805 000	-	-	-	-
Total	**87 940 371 000**	**251 467 625 000**	**60 461 695 622**	**155 394 479 824**	**119 884 868 091**

COMPAGNIES	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
ORANGE	45 986 092 987	8 825 711 365	21 692 593 007	22 971 655 470	10 012 045 264
MTN	34 602 412 539	12 976 000 533	22 064 529 833	3 021 920 097	7 098 064 287
MOOV	23 116 667 338	14 107 450 766	13 928 776 684	3 264 874 799	17 011 243 843
KOZ	-				
GREEN	-				
Total	**103 705 172 864**	**35 909 162 664**	**57 685 899 524**	**29 258 450 366**	**34 111 269 843**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Au regard de la compétitivité mise en évidence par le chiffre d'affaires, le Tableau 5.51 montre que ORANGE enregistre une plus-value considérable avec un chiffre d'affaires de 119,28 milliards de F CFA sur 243,47 milliards, soit 49% du total de chiffre d'affaires des trois compagnies réunies.

Tableau 5.51: Chiffres d'affaires réalisés par les opérateurs de téléphonie mobile (FCFA)

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
ORANGE	417 653 498 000	446 113 129 000	117 841 510 338	448 030 023 109	386 051 214 214	429 015 917 839	125 536 538 342	118 442 246 722	117 847 243 358	119 281 467 700
MTN	284 652 092 000	277 482 911 000	72 285 317 513	278 441 842 807	225 664 433 691	279 950 887 505	76 606 937 823	81 664 632 893	77 511 390 388	68 051 284 542
MOOV	121 073 648 000	148 678 306 000	49 149 669 168	194 365 771 796	179 988 936 990	193 225 397 388	51 564 524 029	54 484 524 257	53 828 625 215	56 141 968 561
KOZ	20 788 911 000	-	-	-	-	-				-
GREEN	7 607 209 000	-	-	-	-	-				-
Total	**851 775 358 000**	**872 274 346 000**	**239 276 497 019**	**920 837 637 712**	**791 704 584 895**	**902 192 202 732**	**253 708 000 194**	**254 591 403 872**	**249 187 258 961**	**243 474 720 803**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Les opérateurs téléphoniques créent l'emploi et restent un vrai canal pourvoyeur d'emplois avec un nombre de 2 438 emplois directs créés en septembre 2024 contre 2 310 en 2015. ORANGE détient le plus grand nombre d'emplois dans le domaine de la téléphonie mobile avec 1 587 emplois directs relevés en septembre 2024, soit 65 % de part du marché (cf. Tableau 5.52).

Tableau 5.52 : Nombre d'emplois directs dans la téléphonie mobile

COMPAGNIES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
ORANGE	648	625	1 370	1 472	1 491	1 538	1 510	1 541	1 565	1 587
MTN	736	744	682	699	675	655	650	683	570	506
MOOV	387	361	351	375	360	351	346	348	353	345
KOZ	331	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GREEN	208	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	**2 310**	**1 730**	**2 403**	**2 546**	**2527**	**2 544**	**2 506**	**2 572**	**2 488**	**2 438**

Source Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

D'une manière générale, de 2015 à septembre 2024, le taux de couverture du territoire national n'a pas connu de variation majeure. Il est estimé à 83%. Le taux de couverture de la population n'a pas aussi connu de réelles variations durant cette période entre les opérateurs. Il est aussi estimé à 90% (cf. Tableau 5.53).

Tableau 5.53 : Taux de couverture par le réseau mobile

	OPÉRATEUR	TAUX DE COUVERTURE DU TERRITOIRE PAR LE RÉSEAU MOBILE(%)	TAUX DE COUVERTURE DE LA POPULATION PAR LE RÉSEAU MOBILE (%)
2015	Orange	83	97,90
	MTN	79,60	94,70
	Moov	66,30	92,20
2016	Orange	83	97,90
	MTN	80,20	95,10
	Moov	66,30	92,20
2017	Orange	83	59,70
	MTN	80,50	82,80
	Moov	67,50	33,10
2018	Orange	83	59,70
	MTN	80,50	82,80
	Moov	67,50	33,10
2019	Orange	83,30	94,10
	MTN	80,70	91,10
	Moov	67,50	92,60
2020	Orange	83,30	94,10
	MTN	80,70	91,10
	Moov	67,50	92,60
2021	Orange	83,51	94,92
	MTN	-	-
	Moov	72,70	92,70
2022	Orange	84,29	95,20
	MTN	-	-
	Moov	78,77	93,01
2023	Orange	84,29	95,20
	MTN	82,78	93,41
	Moov	78,77	93,01
Sep 2024	Orange	84,29	95,20
	MTN	82,78	93,41
	Moov	78,77	93,01

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

3.2.3. INTERNET

Le nombre d'abonnés internet connaît un accroissement considérable passant de 8 712 626 abonnés en 2015 à 32 508 233 en septembre 2024, soit 23 795 607 nouveaux abonnés sur la période de 2015 à septembre 2024 pour un taux d'accroissement de 273,12%. En septembre 2024, l'internet est dominé par la connexion mobile (99,92%) via la technologie 3G et 4G (cf. Tableau 5.54).

Tableau 5.54 : Nombre d'abonnés à internet haut débit par type de téléphonie

OPTION INTERNET	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
Internet fixe	110 456	137 141	143 973	169 727	218 847	261 692	336 268	331 931	424 902	461 920
Internet mobile	8 602 170	10 353 891	13 095 386	13 428 112	17 021 159	19 651 407	21 784 106	25 732 691	29 171 602	32 012 746
Total	**8 712 626**	**10 491 032**	**13 239 359**	**13 597 839**	**17 240 006**	**19 913 099**	**22 120 374**	**26 064 622**	**29 596 504**	**32 508 233**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Dans le domaine de l'internet, il est distingué deux (02) catégories d'opérateurs (fixe et mobile). Le nombre d'opérateurs fixe est passé de sept (07) avec 110 456 abonnés en 2015 à cinq (05) opérateurs pour 461 920 abonnés en 2024. Sur la période 2017 à septembre 2024, AVISO connaît une croissance (218%) du nombre d'abonnés tandis que les deux autres opérateurs MTN et VIPNET connaissent une baisse respectivement de 97,86% et 83,70%. De 2020 à septembre 2024, la croissance d'AVISO devenu Orange est continuelle avec plus 13 millions d'abonnés.

En termes de nombre d'abonnés, le secteur de l'internet mobile est dominé par l'opérateur ORANGE depuis 2019. Le Tableau 5.55 établit le nombre d'abonnés par opérateur d'internet.

Tableau 5.55 : Nombre d'abonnés internet par opérateur

OPTION INTERNET	OPÉRATEURS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
Internet fixe	MTN	44 584	51 126	2 395	603	675	614	NC	1 559	1 633	954
	AVISO	57 912	77 169	132 451	167 523	216 752	259 978	329 808	NC	NC	421 097
	VIPNET	2 240	2 255	2 022	1601	1420	1 100	911	749	722	365
	ALINK TELECOM	119	49	-	-	-	-	-	-	-	-
	YOOMEE	5 601	6 542	NC	-	-	-	-	-	-	-
	KONNECT AFRICA	-	-	-	-	-	-	603	757	862	764
	VGA	-	-	-	-	-	-	4 318	13 935	17 409	39 504
	Total	110 456	137 141	-	169 727	218 847	261 692	336 268	-	-	461 920
Internet mobile	ORANGE	3 820 272	3 183 483	4 185 668	4 797 302	8 795 842	9 294 795	9 605 830	10 202 103	10 561 769	13 835 992
	MTN	3 133 713	5 480 757	6 465 924	6 214 928	5 127 294	6 340 381	7 681 672	10 025 242	10 591 470	11 483 240
	MOOV	1 647 977	1 689 651	2 443 794	2 415 882	3 098 023	4 016 231	4 496 604	5 505 346	5 636 127	6 693 514
	KOZ	208	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	8 602 170	10 353 891	13 095 386	13 428 112	17 021 159	19 651 407	21 784 106	25 732 691	26 789 366	32 012 746
Total général		**8 712 626**	**10 491 032**	**13 232 254**	**13 597 839**	**17 240 006**	**19 913 099**	**22 120 374**	**25 753 550**	**26 815 333**	**32 474 666**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

Il est à préciser qu'au niveau des fournisseurs d'accès à internet, YOOMEE, ALINK TELECOM n'existent plus. AVISO est devenu ORANGE.

De 2015 à 2024, le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès internet a doublé. Il passe de 72,2 milliards de FCFA en 2015 à 141,18 milliards de FCFA en septembre 2024 (cf. Tableau 5.56).

Tableau 5.56 : Chiffres d'affaires réalisés par opérateur (FCFA)

OPTION INTERNET	OPÉRATEURS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
Internet fixe	MTN	15 404 272 000	6 346 946 000	22 807 785 787	4 347 411 841	3 872 022 444	4 010 775 528	1 079 925 841	1 077 452 159	1 062 031 966	1 120 300 685
	AVISO (ORANGE)	15 911 910 000	19 760 362 000	4 845 856 366	26 440 949 249	29 257 642 432	36 080 022 497	11 968 704 617	14 260 045 914	13 776 479 271	17 374 248 959
	MOOV	-	-	-	-	-	-	16 667 499	108 678 161	156 873 930	-
	VIPNET	2 636 485 000	2 946 800 000	2 283 077 092	2 327 960 666	2 205 145 839	2 093 529 868	448 209 556	541 907 317	1 230 016 307	650 684 905
	ALINK TELECOM	150 683 000	58 209 000	-	-	-	-	-	-	-	-
	YOOMEE	751 337 000	918 416 000	992 502 877	-	-	-	-	-	-	-
	KONNECT AFRICA	-	-	-	-	-	-	32 798 744 167	42 424 041	48 758 497	146 316 123
	GVA	-	-	-	-	-	-	368 953	240 096 000	833 721 347	1 712 047 770
	Total	34 854 687 000	30 030 733 000	30 929 222 122	33 116 321 756	35 334 810 715	42 184 327 893	13 713 675 210	16 270 603 592	17 107 881 318	21 003 598 442
Internet mobile	ORANGE	23 110 696 000	36 064 706 000	43 354 113 569	49 878 472 064	74 047 405 886	120 997 251 712	45 192 742 654	51 381 444 231	52 293 543 266	65 016 280 289
	MTN	10 172 425 000	11 491 516 000	25 081 265 087	31 107 946 440	37 611 818 975	50 601 730 987	20 332 316 443	25 298 326 647	25 457 419 101	2 633 539 3107
	MOOV	3 931 895 000	8 073 237 000	18 569 091 766	25 683 455 854	34 451 752 291	44 885 702 180	16 178 637 166	21 386 404 134	21 999 158 166	28 826 352 453
	GREEN	128 415 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	KOZ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	37 343 431 000	55 629 459 000	87 004 470 422	106 669 874 358	146 110 977 150	216 484 684 879	81 703 696 263	98 066 175 012	99 750 120 533	120178025849
Total général		**72 198 118 000**	**85 660 192 000**	**117 933 692 544**	**139 786 196 114**	**181 445 787 865**	**258 669 012 772**	**95 417 371 473**	**114 336 778 604**	**116 858 001 851**	**141 181 624 291**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

L'investissement a connu une croissance annuelle et est passé de 945,8 millions de FCFA en 2015 à 3 241,27 millions de FCFA en septembre 2024 soit une augmentation de 2 895,47 millions de FCFA (cf. Tableau 5.57).

Tableau 5.57 : Investissements réalisés dans l'internet fixe (FCFA)

OPÉRATEURS INTERNET	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Sep 2024
MTN INTERNET FIXE	459 914 000	274 161 000	539 670 667	-	-	257 331 801	45 248 443	-	-	1 401 283 711
AVISO (ORANGE)	26 595 000	253 613 000	488 065 237	234 048 608	317 643 292	467 983 010	1 766 371 308	3 125 948 326	-	-
VIPNET	448 977 000	213 450 000	179 136 484	303 553 043	274 048 222	284 235 595	77 056 401	19 869 982	-	82 023 363
ALINK TELECOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
YOOMEE	10 275 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KONNECT AFRICA							-	-	-	-
MOOV							-	-	-	-
GVA							-	1 012 141 651	-	1 757 964 760
Total	**945 761 000**	**741 224 000**	**1 206 872 388**	**537 601 651**	**591 691 514**	**1 009 550 406**	**1 888 678 173**	**4 157 961 981**	**-**	**3 241 271 834**

Source : Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), septembre 2024

3.2.4. PERSPECTIVES

En termes de perspectives, le Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation se donnera les moyens d'achever :

- le projet de finalisation et d'opérationnalisation des 5000 km de fibre optique du Réseau National Haut Débit (RNHD) ou Backbone dont la mise en œuvre est en cours et devrait atteindre un taux de réalisation de 95% à la fin de l'année 2024 ;
- le projet de Plateforme d'interopérabilité et la qualité de service des réseaux mobiles dont la désignation d'un Chef de Projet et l'identification d'un partenaire technique local sont effectifs depuis 2023 ;
- le projet de Solutions Numériques pour le Désenclavement des Zones Rurales et l'e-Agriculture (PSNDEA) avec 40 sites sur les 160 sites construits et mis en service. Les 120 autres sites (pylônes) sont en cours de construction dont 76 pylônes sont totalement montés (Taux de réalisation : 45%). A termes, les 160 sites permettront de couvrir les 175 localités ciblées ;

- le projet de couverture des réseaux de télécommunication dans les localités rurales et aux frontières dans lequel les six (06) villes retenues pour la CAN 2023 devront être couvertes par la 5 G et 97,5% de la population ivoirienne devra être couverte par un réseau mobile.

CHAPITRE 4

TOURISME

L'industrie touristique se présente comme l'une des industries les plus dynamiques et résilientes. En tant qu'activité transversale incluant l'hébergement, la restauration, le voyage, les loisirs, les activités culturelles…, le tourisme occupe une place importante dans l'économie mondiale. Selon l'Organisation des Nations Unies pour le Tourisme (ONU Tourisme), le secteur du tourisme a généré 10 % des emplois dans le monde en 2023 et les recettes du tourisme international ont atteint 1 400 milliards de dollars US pour la même année. En 2019, le secteur du tourisme en Côte d'Ivoire contribuait à hauteur de 7,9% à la formation du PIB. Le pays dispose d'atouts majeurs pour devenir une véritable niche de création de richesses et de la lutte contre la pauvreté. C'est à cette fin que le Gouvernement a adopté en 2018 la stratégie de développement du tourisme dénommée «Sublime Côte d'Ivoire».

4.1. POLITIQUE TOURISTIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

La vision affichée à travers la stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » est de faire du secteur touristique, l'un des principaux pôles de développement économique du pays. Il s'agit tout particulièrement de positionner la Côte d'Ivoire au rang de 5ème puissance touristique africaine avec plus de cinq millions (5 000 000) de visiteurs internationaux et 10% de contribution au PIB. Les finalités assignées à cette stratégie sont :

- Développer un moteur de croissance du PIB ;
- Créer un réservoir d'emplois directs et indirects ;
- Favoriser le développement territorial hors d'Abidjan ;
- Accroître le volume des investissements dans le secteur.

4.2. ÉVOLUTION DES FLUX DE TOURISTES EN CÔTE D'IVOIRE

Le flux du tourisme est la résultante du flux de tourisme interne et du flux de tourisme international récepteur. Le tourisme international récepteur quant à lui se définit comme l'ensemble des activités déployées par les visiteurs internationaux sur le territoire visité tandis que le tourisme interne est l'ensemble des activités touristiques déployées par les populations résidentes pendant leurs voyages à l'intérieur des frontières du pays.

Le flux du tourisme international récepteur a connu une croissance moyenne de l'ordre de 9,48% de 2015 à 2019 en Côte d'Ivoire. Les visiteurs internationaux enregistrés aux principaux postes frontaliers sont passés de 1 441 000 en 2015 à 2 070 159 en 2019. Cependant, cette tendance a été interrompue par une chute brutale due à la pandémie de la COVID-19. En effet, Le tourisme récepteur a enregistré son plus bas niveau de flux en 2020 (284 109 visiteurs).

La mise en œuvre de la stratégie Sublime Côte d'Ivoire et les actions initiées par le Gouvernement dans le cadre de la relance post-crise ont permis de renouer avec la croissance de l'industrie du voyage dans notre pays. Ainsi, à partir de 2022, le flux de visiteurs internationaux a connu une augmentation passant de 742 028 touristes à 1 657 126 touristes en 2023. Soit un taux de croissance de 123,32% sur la période. Cette tendance haussière s'est poursuivie et a permis d'enregistrer plus de 2 500 000 touristes en 2024. (Voir le tableau 5.58)

Tableau 5.58 : Flux de touristes internationaux

TYPES DE FRONTIÈRES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Flux aéroport	537 000	632 165	719 599	752 317	789 983	284 109	575 819	742 028	842 069	918 599
Flux frontière terrestre par voie routière	866 000	916 785	1 290 688	1 153 251	1 220 140	V. Fermée*	V. Fermée	V. Fermée	815 057	1 600 000
Flux frontière terrestre par voie ferroviaire	38 000	34 299	50 975	59 131	60 036	V. Fermée	V. Fermée	V. Fermée	V. Fermée	V. Fermée
Arrivées de touristes par voie maritime	-	-	-	-	-	-	-	-	39 041	44 897
Total	**1 441 000**	**1 583 249**	**1 800 262**	**1 964 699**	**2 070 159**	**284 109**	**575 879**	**742 028**	**1 657 126**	**2 563 496**

Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

* frontières fermées piur cause de COVID - 19

A l'instar du tourisme international, le flux du tourisme interne a été négativement impacté par la crise sanitaire liée au coronavirus. L'embellie observée sur le secteur avant cette crise a été fortement contrariée à partir de 2020 en raison des mesures restrictives sur les voyages. Le taux de croissance moyen du flux touristique est estimé à -50,34% sur la période de 2019 à 2020 (cf. Tableau 59). A partir de l'année 2022, le flux du tourisme interne a connu une forte augmentation passant de 1 305 000 en 2022 à 3 232 910 voyageurs en 2024. Soit un taux de croissance de 57,4% confirmant ainsi une reprise de l'activité touristique et de loisirs.

Tableau 5.59 : Flux du tourisme interne

MODE DE TRANSPORT	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Voie Aérienne	20 100	21 297	22 494	23 691	24 141	12 071	14 886	77 088	77 231	84 790
Voie Routière	1 643 175	1 741 038	1 838 899	1 936 762	1 973 561	986 780	1 216 996	1 228 161	1 146 209	2 198 000
Voie Ferroviaire	11 725	12 423	13 121	13 819	14 082	V. Fermée	V. Fermée	V. Fermée	V. Fermée	V. Fermée
Déplacements de Résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	826 716	950 120
Total	**1 675 000**	**1 774 758**	**1 874 515**	**1 974 273**	**2 011 784**	**998 851**	**1 231 882**	**1 305 000**	**2 050 156**	**3 232 910**

Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

4.3. FLUX DU TOURISME INTÉRIEUR (INTERNATIONAL + INTERNE)

En 2024, le tourisme ivoirien a franchi le cap des 5 000 000 de visiteurs. En effet, ce sont précisément 5 796 406 visiteurs enregistrés au titre du tourisme intérieur en 2024 contre 3 746 323 de visiteurs en 2023. Soit, une augmentation de près de 54,74 %.

Tableau 5.60 : Flux du tourisme intérieur

MODE DE TRANSPORT	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Tourisme International Récepteur	1 441 000	1 583 249	1 800 262	1 964 699	2 070 159	284 109	575 819	742 028	1 696 167	2 563 496
Tourisme Interne	1 675 000	1 774 758	1 874 515	1 974 273	2 011 784	998 851	1 231 882	1 305 249	2 050 156	3 232 910
Total Tourisme Intérieur	**3 116 000**	**3 358 007**	**3 674 777**	**3 938 872**	**4 081 943**	**1 282 960**	**1 807 701**	**2 047 277**	**3 746 323**	**5 796 406**

Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

4.4. CAPACITÉS D'ACCUEIL

En 2024, la capacité d'accueil en hébergement de la Côte d'Ivoire est estimée à 6 050 hôtels avec 86 845 chambres générant 178 923 places-lits (cf. Tableau 5.61). Sur la période 2022-2024, près de 1 443 nouveaux établissements hôteliers ont été construits sur le territoire national. Soit une augmentation moyenne de 481 hôtels par an. A ce titre, on peut citer les projets réalisés tels que L'HÔTEL AITCHI, NOVOTEL ADAGIO, HÔTEL LE PALMIER, etc…

Tableau 5.61 : Evolution de la Capacité d'Accueil en Hébergement

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'hôtels	2 041	2 384	2 531	2 610	3 320	3 708	4 394	4 607	4 828	6 050
Nombre de chambres	34 102	38 000	39 030	40 748	49 536	53 117	64 875	69 571	73 788	86 845
Nombre de lits	68 204	76 000	78 060	81 496	99 072	106 234	-	123 174	137 254	178 923

Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

La branche hébergement a totalisé 2 228 595 nuitées vendues en 2023 et un taux moyen d'occupation des chambres de 61,11%. La durée moyenne nationale de séjour est de 2,7 jours. Le tableau ci-après présente les indicateurs par région touristique.

Tableau 5.62 : Répartition des réceptifs hôteliers par direction régionale touristique en 2023

DIRECTIONS REGIONALES	NOMBRE D'ETABLISSEMENTS HOTELIERS	NOMBRE DE CHAMBRES	NOMBRE DE LITS	NOMBRE DE NUITEES	TAUX MOYEN D'OCCUPATION	DUREE MOYENNE DE SEJOUR
Abidjan Sud	430	15 886	15 886	5 798 390	66,2	4
Abidjan Nord	1 155	49 356	49 356	44 644	21	3
Grand-Bassam	64	1 177	2 354	93 780	22	2
Yamoussoukro	71	990	1 980	150 830	41.75	3
Abengourou	297	4 411	4 411	270 027	18	3
Bouaké	557	8 397	8 421	1 179 062	31	2
Séguéla	465	7 356	14 712	359 970	52	2
Daloa	219	3 529	7 048	628 728	44,67	2,27
Bondoukou	103	902	1827	353 433	53	3
Korhogo	21	423	443	2 393	38	2
Man	205	3654	6078	2 507 272	79	4
Odiénné	22	320	640	20 038	12	2
San Pedro	584	11518	23 998	304 752	33	2
TOTAL	**4 828**	**73 788**	**137 254**	**2 228 595**	**61,13%**	**2,7**

Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2023

Le graphique ci-dessous décrit l'évolution du taux d'occupation des établissements d'hébergements en Côte d'ivoire entre 2018 et 2024. On note une baisse du taux de fréquentation qui est passé de 60,36% en 2019 à 36,30% en 2020 puis 34,17% en 2022. A partir de 2023, le taux de fréquentation des établissements a renoué avec la croissance pour s'établir à 76,33% en 2024.

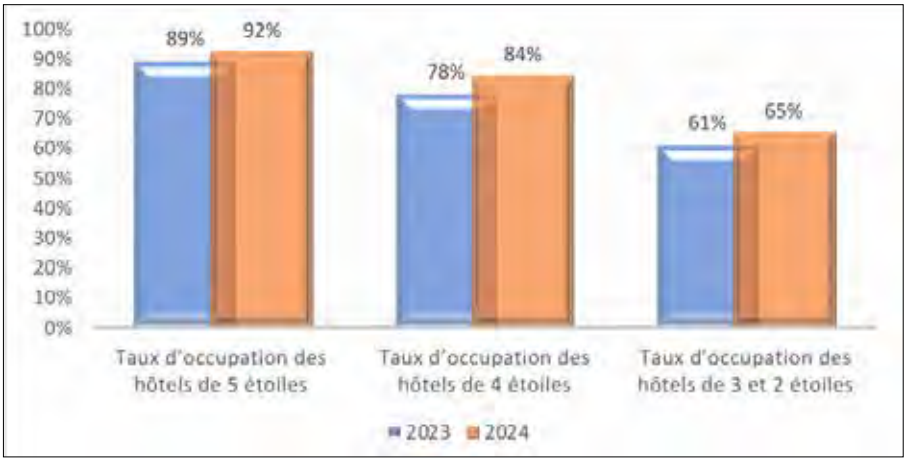
Graphique 5.2 : Taux d'occupation (T.O) des hôtels en Côte d'Ivoire



Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des taux d'occupation tous standings confondus entre 2023 et 2024. D'une manière générale, les hôtels 5 étoiles enregistrent le plus fort taux d'occupation (92% contre 89% en 2023). Sur la période 2023-2024, on observe une augmentation des taux d'occupation de toutes les catégories d'hôtels. Notamment, une augmentation de 1,03% pour les 5 étoiles, de 1,07% pour les hôtels de 4 étoiles et enfin 1,06% pour les hôtels de 3 et 2 étoiles.

Graphique 5.3 : Répartition du taux d'occupation par standing hôtel



Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

4.5. EMPLOIS GÉNÉRÉS DANS LE SECTEUR

En 2024, les emplois générés par le secteur touristique et ludique ivoirien s'élèvent à 200 000 emplois contre 170 320 emplois en 2023. Soit une augmentation de 29 680 nouveaux emplois. Cette tendance est en cohérence avec la vision du secteur qui ambitionne de créer environ 600 000 emplois à l'horizon 2030.

Graphique 5.4 : Evolution des Emplois générés dans le secteur



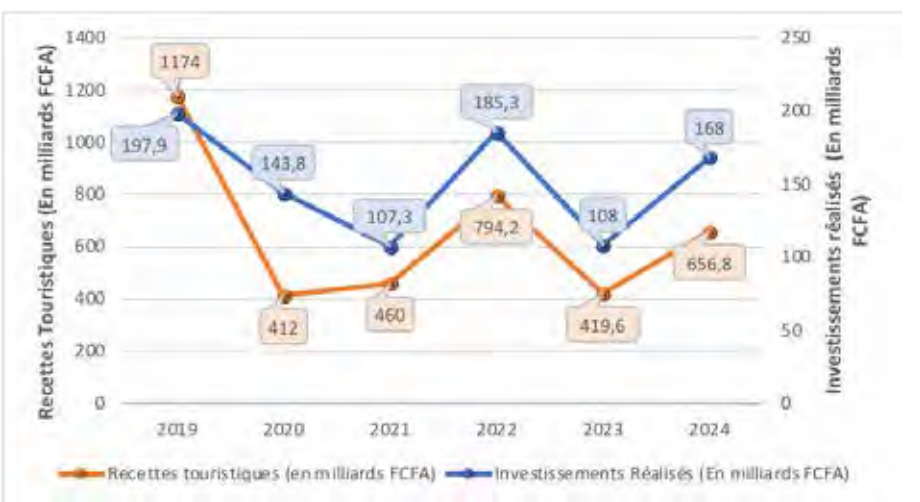
Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

4.6. DONNÉES MACRO-ÉCONOMIQUES DU SECTEUR

❖ Évolution des recettes touristiques et investissements réalisées

L'examen des investissements sur la période 2019-2021 montre que les investissements sont passés de 197,91 milliards en 2019 à 107,33 milliards FCFA en 2021. Soit une baisse de l'ordre de -45,77%. Mais à partir de 2022, l'on note une relance des investissements dans le secteur, justifiée par la construction et la réhabilitation de nombreux établissements d'hébergement et de restauration réalisées à la faveur de la CAN 2023. De même, l'évolution des recettes touristiques et ludiques sur la période, a observé la même tendance que celle des investissements. En effet, les recettes touristiques étaient estimées à 412 milliards en 2020, alors qu'elles s'établissaient à 1 174 milliards FCFA en 2019. Soit une baisse de -60,82% (cf. graphique 5.5).

Graphique 5.5 : Évolution des recettes touristiques et des investissements réalisés (milliards FCFA)

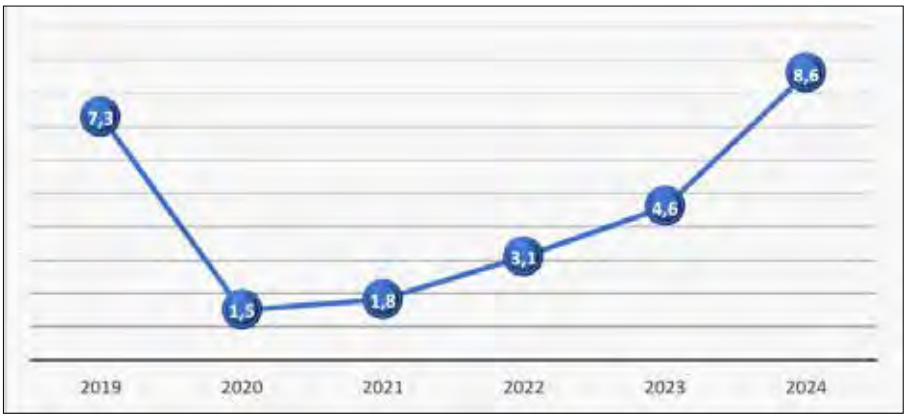


Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

❖ Évolution de la contribution du secteur tourisme au PIB (%)

La contribution du tourisme au produit intérieur brut (PIB) de la Côte d'Ivoire, en 2019, s'élevait à 7,3%. Cependant, la crise sanitaire à coronavirus a entraîné une chute de la contribution du secteur à 1,5% en 2020. Toutefois, à partir de 2022, la reprise des activités du secteur est venue bonifier un tant soit peu la part du secteur du tourisme à la formation du PIB et la porter à 3,1%. Cette relance a été soutenue et s'est traduite par des contributions respectives du secteur de l'ordre de 4,6% en 2023 et 8,6% en 2024.

Graphique 5.6 : Évolution de la contribution du secteur tourisme au PIB (%)



Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

4.7. AUTRES INDUSTRIES TOURISTIQUES

En 2024, le nombre total d'établissements et espaces répertoriés et exerçant dans le secteur de la restauration, des agences de voyages et des loisirs en Côte d'Ivoire s'élève à 8 960, contre 8 397 en 2023. Soit une augmentation de 563 nouveaux établissements et une croissance moyenne de 6,70 % (cf. Tableau 5.63).

Spécifiquement, la branche de la restauration a connu une évolution en termes du nombre d'établissements. En effet, alors qu'en 2019, le nombre de restaurants était estimé à 3 976, il s'établit à 4 422 en 2023. Soit un taux de croissance de l'ordre de 11,22%. En ce qui concerne les agences de voyages, leur nombre a évolué de 520 agences en 2018 à 646 en 2021. A partir de cette date, une mesure administrative est venue suspendre la délivrance de nouvelles autorisations d'exercice en vue d'assainir le sous-secteur des agences de voyages.

Tableau 5.63 : Autres industries touristiques

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Restaurants	3 000	3 040	3 040	3 758	3 976	4 053	4 343	4 395	4 422	4 805
Agences de voyages	478	376	475	520	520	582	646	646	647	648
Etablissements de Loisirs	-	-	-	-	-	-	38	1 354	3 328	3 438
Déclaration de séjours	-	-	-	-	-	-	-	-	62	69
Total	**3 478**	**3 416**	**3 515**	**4 278**	**4 496**	**4 925**	**4 989**	**6 395**	**8 397**	**8 960**

Source : Ministère du Tourisme-DPSP, 2024

4.8. PARCS NATIONAUX ET RÉSERVES

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire dispose d'une offre touristique très variée. Le Tableau 5.63 présente l'essentiel des sites touristiques de la Côte d'Ivoire.

Tableau 5.64 : Principaux sites touristiques

DPTS/ DISTRICTS	SITES ET PATRIMOINES TOURISTIQUES
Région de San Pedro	Magnifiques plages et sites lagunaires : Baie de Taki et Monogaga, Digboué (San Pedro), Baie des sirènes (Grand Béréby), Plage de Tahoulou (Tabou) avec des possibilités de sport nautique et lacustre, pêche sportive.
Région de la Nawa (Soubré)	Chutes fantastiques de la Nawa et grandes plantations de cacao, Barrage de Soubré.
Région de l'Agnéby- Tiassa (Agboville)	Iles aux crocodiles et aux escargots, Sculpteurs traditionnels de Bodo, Mystérieuses roches mégalithiques d'Ahouakro, Parties de pêche sur le fleuve Bandama (Tiassalé), Le barrage hydroélectrique de Taabo.
	Riche patrimoine culturel (Agboville) avec ses vieilles maisons coloniales et son Eglise des années 1930.
Région du Haut-Sassandra (Daloa)	Singes sacrés de Gbétitapia, Danseurs d'Issia, Centre artisanal de Daloa
District Autonome de Yamoussoukro	Basilique Notre Dame de la Paix ; Fondation Felix Houphouët Boigny avec son auditorium de 4000 places ; Lac aux crocodiles ; Hôtel le Président avec son terrain de golf de 18 trous ; Grandes écoles de renommée internationale Institut National Polytechnique Félix Houphouet Boigny (INPHB) ; Tisserands traditionnels de Kondeyaokro; Parc animalier d'Abokouamékro.
District Autonome d'Abidjan	Musée des civilisations de Côte d'Ivoire ; Parc National du Banco ;
	Centre Artisanal de la Ville d'Abidjan (CAVA) ; Baie des milliardaires (Ile Boulay) ;
	Palais du Gouverneur, Musée Charles Combes et Jardin botanique (Bingerville). La réserve naturelle de Dahlia fleur à Bingerville. Parc des Expositions d'Abidjan (Port-Bouët, route de l'aéroport).
Région du Sud-Comoé	Grand Bassam : Patrimoine de l'UNESCO avec maisons coloniales datant des années 30, Belles plages, Musée des costumes, Village artisanal, Village des pêcheurs d'Azuretti et Ancien comptoir Apollonien spécialisé dans la traite négrière appelé Moossou ;
	Assinie : Magnifiques rivages à l'Est de l'embouchure du fleuve Comoé, Nombreux hôtels sur le cordon littoral entre mer et lagune
Région des Grands Ponts	Grand Lahou : Ancien comptoir français sur le littoral près de l'embouchure du fleuve Bandama avec quelques maisons coloniales, Centre de formation à la mécanisation agricole. Grandes plantations de palmier à huile ;
	Jacqueville : Ancien comptoir du peuple lagunaire « Alladjan », Village lacustre sur pilotis de Tiagba, le Pont de Jacqueville.
Région de la Marahoué	Parc National de la Marahoué (1 000 000 hectares) ; Danses du Zaouli.
Région du Tonkpi	Man : Ville des 18 montagnes, Danse des échassiers et celle des acrobates au poignard, Parade des masques et la passionnante initiation des hommes panthères, Cascade, Pont de lianes de Zadepleu.
	Biankouma : Forgerons de Yo, les Poissons sacrés de Silakoro, le Mont Zaala, le Fromager de Goana avec ses 20 mètres de diamètre
Région de l'Indnié-Djuablin	Palais Royal, Musée d'arts traditionnels, Fête annuelle de l'igname
Région du Poro	Danse initiatique du Poro, Boloye, communément appelé danse des hommes panthères et le N'goron (danse des jeunes filles), Tisserands de Waraniéné et peintres de Fakaha, Forgerons de Koni, Tanniers de Torgokaha, Potiers de Sinematiali, Belles Mosquées anciennes
Région du Gbekè	Bouaké : Carnaval, Marché de gros, Cathédrale, Mosquées, Nombreux ateliers d'artisans, Potières de Tano Sakassou
Région du Hambol	Katiola : Potières de la ville dotées d'une maîtrise et d'une connaissance de l'art céramique et de la population

DPTS/ DISTRICTS	SITES ET PATRIMOINES TOURISTIQUES
Région du Bounkani	Parc National de la Comoé (1 150 000 ha et pistes carrossables) ;
	Potières de Motiamo ;
	Crocodiles et singes sacrés avec le Python « APPAÊ » à Krebio-Domiambra ; Mosquée et le doigt du chef venant de la Mecque de Bondo-Dioula
Région du Gontougo	Singes sacrés de SOKO, Mosquées de Bondoukou, Poissons sacrés de Gbokoré
Région du Tchologo	Mosquée de Samory Touré de Kong

Source : Ministère du Tourisme–DPSP, 2024

Plusieurs parcs nationaux constituent des sites touristiques car ils restent très diversifiés de par leur étendue et composition (cf. Tableau 5.66).

Tableau 5.65 : Principaux parcs nationaux et réserves

PARCS	DESCRIPTION
Parc National de la Comoé	Créé en 1968, il couvre 1 150 000 hectares. Il occupe près du quart de la zone forestière du pays et est l'une des plus grandes aires protégées d'Afrique.
Parc National de Taï	D'une superficie de 350 000 (hectares), il est prolongé au nord par la réserve de faune du N'Zo (70 000 hectares) et est surtout axé sur la préservation de la forêt primaire.
Parc National de la Marahoué	Il s'étend sur 100 000 hectares.
Parc National du Mont Peko	Il couvre 34 000 hectares et est surtout réputé pour sa végétation : flore de montagne et forêt primaire.
Parc National d'Azagny	Situé au bord de l'océan à l'embouchure du Bandama sur 30 000 hectares, il est essentiellement constitué de savane marécageuse avec des palmiers, où l'on peut apercevoir des troupeaux d'éléphants et de buffles.
Parc National du Mont Sangbé	D'une superficie de 95 000 hectares, il est entièrement situé en zone montagneuse (14 sommets de plus de 1 000 m dans les monts Toura). Il est giboyeux et abrite une flore particulière.
Parc National du Banco	Situé aux portes d'Abidjan, il s'étend sur 3 000 hectares et est un exemple de forêt primaire avec des acajous, framirés, avodirés, niangon, espèces devenues très rares.
Parc National des Iles Ehotilés	C'est un parc marin créé en 1974 et situé sur la lagune Aby à l'Est d'Abidjan. Il présente un intérêt particulier pour les recherches historiques et archéologiques.
RESERVES	Localités et superficies en hectares
Réserve de faune du N'zo	Guiglo, 27 830
Réserve de faune d'ABOKOUAMEKRO	Yamoussoukro, 20 430
Réserve de faune du HAUT BANDAMA	Katiola, 122 167
Réserve scientifique de LAMTO	Toumodi/Tiassalé, 2 617
Réserve naturelle partielle de DAHLIA FLEUR	Abidjan-Bingerville, 148
Réserve intégrale du Mont NIMBA	Danané, 5 092

Source : Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), 2019

PARTIE VI : DEVELOPPEMENT SOCIAL



CHAPITRE 1

VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN

Conscient du rôle important que jouent les ressources humaines dans l'initiation et la conduite de tout processus de développement, le Gouvernement ivoirien fait du secteur éducation-formation, un axe majeur du Plan National de Développement (PND). Dans cette dynamique, il entreprend des réformes et réalise d'importants investissements en vue d'améliorer la qualité du système éducatif à tous les niveaux (préscolaire, primaire, secondaire général, technique et professionnel et supérieur).

Au titre des réformes

Les principales initiatives concernent :

- l'institutionnalisation de l'école obligatoire pour tout enfant de 6 à 16 ans par la loi n°2015-635 du 17 septembre 2015 portant modification de la loi n°95-639 du 7 septembre 1995 relative à l'enseignement et à sa constitutionnalisation en 2016 ;
- la digitalisation du processus d'orientation en classes de sixième et de seconde ;
- l'adoption en 2016 d'un Plan Stratégique de la Réforme (PSR 2016 – 2020) du Sous-secteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;
- la mise en place de l'École de la Deuxième Chance (EDC) et de l'Académie des Talents ;
- la mise en place du Comité Paritaire de Pilotage du Partenariat en matière de Formation Professionnelle et Technique par le décret n°2016-1101 du 07 décembre 2016 ;
- l'institutionnalisation de l'assurance qualité à travers la création d'une Direction Générale en charge de la Qualité et des Évaluations (DGQE) par le décret n°2018-945 du 18 décembre 2018 ;
- l'institutionnalisation de la Formation Professionnelle par Apprentissage par le décret n°2019-118 du 06 février 2019 ;
- l'adoption par le Gouvernement le 18 décembre 2019 de la Politique Nationale de l'Enseignement Supérieur (PNES) pour la période 2019-2025 ;
- le renforcement du financement de la Recherche et de l'Innovation à travers la création du Fonds pour la Science, la Technologie et l'innovation (FONSTI) ;
- la mise en place de Comités Sectoriels de Dialogue Social dans les trois ministères en charge de l'Éducation-Formation en vue de garantir un climat apaisé dans le secteur par l'arrêté n°969/MESRS/CAB du 22 mars 2023 portant nomination des membres du Comité Sectoriel de Dialogue Social du MESRS.
- l'adoption par le Gouvernement le 03 mai 2023 des 42 réformes issues des recommandations des États Généraux de l'Éducation Nationale (EGENA) ;la promulgation de la loi n°2023-429 du 22 mai 2023 relative à l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation ;
- le renforcement de la mise en œuvre du système Licence-Master-Doctorat (LMD) à travers la réforme des écoles doctorales par la prise du décret n° 2023-660 du 12 juillet 2023 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des Ecoles Doctorales en Côte d'Ivoire.

Au titre des investissements

L'Etat ivoirien consacre une grande part de ses ressources au secteur éducation-formation depuis son accession à l'indépendance. Ces dépenses concernent les dépenses des ministères en charge de l'éducation nationale, l'alphabétisation, l'enseignement supérieur, l'enseignement technique, la formation professionnelle et

les activités d'éducation-formation réalisées par les autres ministères. On observe ainsi, une augmentation continuelle des dépenses globales de ce secteur. En effet, les dépenses publiques consacrées au secteur de l'éducation-formation sont passées de 1 009,312 milliards de F CFA en 2015 à 1 709,619 milliards de F CFA en 2022, soit un accroissement annuel moyen de 7,5% sur la période (cf. Tableau 6.1). Ces efforts ont permis d'une part, d'améliorer la gouvernance, l'accès et la qualité du secteur éducation-formation et d'autre part, de promouvoir l'alphabétisation. Pour l'année 2023, il est prévu des dépenses d'un montant de 1 686,839 milliards de FCFA pour ce secteur.

Tableau 6.1 : Evolution des dépenses du secteur éducation-formation (en milliards de FCFA)

EDUCATION	2 015 (réal)	2 016 (réal)	2 017 (réal)	2 018 (réal)	2 019 (réal)	2 020 (réal)	2 021 (réal)	2 022 (réal)	2 023 (prév)
Administration générale	26,20	32,80	35,00	26,90	34,30	60,30	119,00	106,50	104,80
Education préscolaire et enseignement primaire	399,70	531,10	480,20	528,00	530,60	598,90	587,50	630,70	658,70
Alphabétisation	0,30	0,60	0,50	0,40	0,50	0,40	0,60	0,50	0,70
Secondaire général, technique et professionnel	320,90	359,90	357,30	407,80	450,30	447,90	509,90	579,30	640,60
Enseignement supérieur et recherche scientifique	215,71	241,02	239,89	233,34	231,36	356,44	339,91	392,62	282,04
Programme Présidentiel d'Urgence / Volet Education	46,50	43,50							
Total	**1 009,312**	**1 208,915**	**1 112,887**	**1 196,440**	**1 247,059**	**1 463,943**	**1 556,905**	**1 709,619**	**1 686,839**

Source DPPSE, DGBF, 2023

Toutes ces actions traduisent la volonté du Gouvernement ivoirien de faire de la qualité des ressources humaines, un pilier essentiel de la marche du pays vers l'émergence.

1.1. PRÉSCOLAIRE

L'enseignement préscolaire est la porte d'entrée du système éducatif. L'âge légal de fréquentation du préscolaire se situe entre 3 et 5 ans. Organisé en trois (03) sections (petite, moyenne et grande), la durée du cycle préscolaire est de trois (3) ans.

L'enseignement préscolaire est reconnu pour son influence majeure sur la performance future des enfants à l'école. En effet, l'enseignement préscolaire est un lieu de vie essentiel pour l'acquisition des connaissances de base et l'apprentissage des compétences comportementales.

L'enseignement préscolaire est assuré à la fois par des structures publiques, privées et communautaires (cf. Tableau 6.2).

Tableau 6.2 : Nombre d'écoles et de salles de classes du préscolaire par statut et par milieu

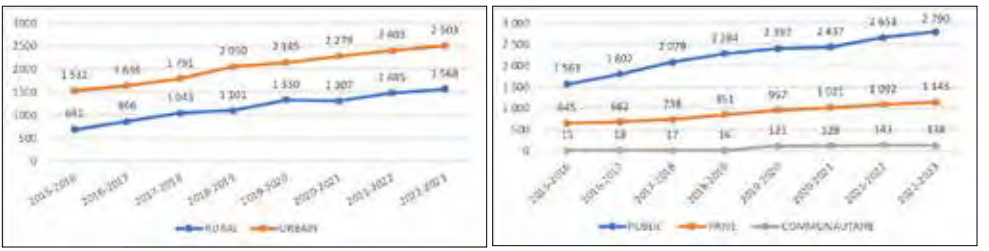
		2015-2016		2016-2017		2017-2018		2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022		2022-2023	
		ECOLES	CLASSES	ECOLES	CLASSES	ECOLES	CLASSES	ECOLES	CLASSES	ECOLES	CLASSES	ECOLES	CLASSES	ECOLES	CLASSES	ECOLES	CLASSES
STATUT	PUBLIC	1 563	3 572	1 802	3 973	2 079	4 445	2 284	4 823	2 397	4 796	2 437	5 074	2 653	5 474	2 790	5 742
	PRIVE	645	1 678	682	1 886	738	1 943	851	2 186	957	2 259	1 021	2 563	1 092	2 701	1 143	2 819
	COMMU-NAUTAIRE	15	40	18	33	17	33	16	33	121	230	128	262	143	274	138	266
MILIEU	RURAL	691	1 352	866	1 582	1 043	1 832	1 101	1 886	1 330	2 146	1 307	2 084	1 485	2 460	1 568	2 576
	URBAIN	1 532	3 938	1 636	4 310	1 791	4 589	2 050	5 156	2 145	5 139	2 279	5 428	2 403	5 989	2 503	6 251
ENSEMBLE		2 223	5290	2 502	5 892	2 834	6 421	3 151	7 042	3 475	7 285	3 586	7 899	3 888	8 449	4 071	8 827

Source : MENA, 2023

Il ressort du tableau 6.2 qu'en termes d'infrastructures, l'enseignement préscolaire est dominé en 2023 par le secteur public avec plus de 68,53% des écoles et 65,05% des salles de classe. On constate également pour la même année que le milieu urbain renferme plus d'infrastructures (61,48% des écoles et 70,82% des salles de classe) que le milieu rural (38,52% des écoles et 29,18% des salles de classe).

Toutefois, on note une forte croissance du nombre d'infrastructures sur la période 2015-2023. Cette situation s'explique par la volonté du Gouvernement d'adjoindre à chaque école primaire, la grande section du préscolaire. Cette politique a permis une croissance globale de 83,13%, soit un accroissement annuel moyen de 9,03% au niveau des écoles et une croissance globale de 66,86%, soit un accroissement annuel moyen de 7,59% au niveau des salles de classe sur la période 2015-2023. Cette évolution est mise en évidence par le graphique 6.1.

Graphique 6.1 : Evolution du nombre d'écoles préscolaires selon le statut et le milieu de 2015 à 2023



Source : MENA, 2023

Le tableau 6.3 montre qu'à l'image des infrastructures, l'effectif des élèves connaît une nette progression, passant de 161 696 élèves en 2015-2016 à 263 451 élèves au titre de l'année scolaire 2022-2023, soit un accroissement global de 62,93% et un accroissement annuel moyen de 7,23% sur la période. Cette évolution de l'effectif des élèves est la résultante du succès de la politique de préscolarisation grâce notamment aux nombreuses campagnes de sensibilisation.

Tableau 6.3: Effectif d'élèves dans les écoles publiques du préscolaire

	GARÇONS		FILLES		Total
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
2015 - 2016	80 811	49,98	80 885	50,02	161 696
2016 - 2017	86 893	49,86	87 371	50,14	174 264
2017 - 2018	89 767	49,80	90 409	50,20	180 176
2018 - 2019	93 241	49,60	94 906	50,40	188 147
2019 - 2020	118 921	49,00	125 436	51,00	244 357
2020 - 2021	118 219	48,00	127 004	52,00	245 223
2021 - 2022	122 891	47,70	134 742	52,30	257 633
2022 - 2023	130 281	49,45	133 170	50,55	263 451

Source : MENA, 2023

Il est également observé une augmentation de l'effectif des enseignants du préscolaire. De 7 045 enseignants dénombrés en 2015 les effectifs d'enseignants sont à 11 280 en 2023 (cf. Tableau 6.4), soit un accroissement global de 60,11% sur la période 2015-2023 et un accroissement annuel moyen de 6,96%. En 2022-2023, 67,23% de ces enseignants sont au public, 3,63% au privé et 29,14% dans les écoles communautaires.

Tableau 6.4 : Effectif d'enseignants au préscolaire

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Public	4 908	5 486	6 220	6 822	6 916	6 614	7 024	7 583
Privé	2 089	2 070	2 249	2 666	2 913	3 102	3 245	410
Communautaire	48	48	46	45	407	450	447	3 287
Total	**7 045**	**7 604**	**8 515**	**9 533**	**10 236**	**10 166**	**10 716**	**11 280**

Source : MENA, 2023

Les efforts du Gouvernement ont permis d'améliorer le taux brut de scolarisation au préscolaire. De 8,20% en 2015-2016, ce taux est passé à 11,19% en 2022-2023 (cf. Tableau 6.5). Cependant, la couverture reste encore faible car les effectifs ne représentent qu'environ 11% des enfants concernés.

Tableau 6.5 : Taux Brut de Scolarisation au préscolaire (%)

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	7,09	8,4	8,7	9	10	9,8	9,5	10,73
Filles	8,5	9,1	9,4	9,8	11,1	11	11,2	11,68
Ensemble	8,2	8,8	9	9,4	10,5	10	10,3	11,19

Source : MENA, 2023

1.2. PRIMAIRE

Le primaire est la seconde phase de l'enseignement de premier degré. Le cycle primaire est subdivisé en trois (03) cours (préparatoire : CP1 et CP2, élémentaire : CE1 et CE2 et moyen : CM1 et CM2). Il accueille, selon les normes en vigueur, les enfants de 6 à 11 ans. Le cursus scolaire du primaire dure six (06) ans.

L'enseignement primaire est assuré à la fois par des structures publiques, privées et communautaires. Il ressort du tableau 6.6 que sur la période 2015-2023, les infrastructures scolaires du primaire ont connu une hausse grâce aux importants investissements de l'Etat de Côte d'Ivoire et aux efforts des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Avec 15 547 écoles et 84 730 salles de classe en 2015, le primaire compte 19 470 écoles et 105 004 salles de classe au titre de l'année scolaire 2022-2023, soient un accroissement annuel moyen 3,27% du nombre d'écoles et un accroissement annuel moyen de 3,11% des capacités d'accueil en termes de salles de classes.

En outre, les établissements publics, privés et communautaires représentent respectivement 79,10%, 17,62% et 3,28% de l'ensemble des écoles du pays en 2022-2023.

Tableau 6.6 : Nombre d'écoles et de salles de classes du primaire

	2015 - 2016		2016 - 2017		2017 - 2018		2018 - 2019		2019 - 2020		2020 - 2021		2021 - 2022		2022 - 2023	
Ecoles et classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes
Public	12 537	68 660	13 195	74 874	13 784	77 261	14 246	77 629	14 613	78 523	14 874	79 073	15 163	81 067	15 401	82 126
Privé	1 962	13 032	2 128	13 619	2 201	14 731	2 481	15 950	2 806	17 618	3 137	19 274	3 276	19 946	3 431	21 077
Communautaire	1 048	3 038	1 001	2 477	972	2 775	888	2 287	839	2 197	746	2 020	693	1 924	638	1 801

Source : MENA, 2023

A l'instar des infrastructures l'évolution de l'effectif des élèves au primaire a suivi une tendance haussière. En effet, sur la période 2015-2023, l'effectif est passé de 3 617 219 élèves à 4 273 069 élèves (cf. Tableau 6.7). L'accroissement de l'effectif des élèves sur la période indiquée est plus accentué chez les filles (22,02% contre 14,66% chez les garçons). Dans le même temps, on observe un accroissement annuel moyen de 2,88% de l'effectif des filles et de 1,97% pour celui des garçons. Cette embellie au niveau de la scolarisation des filles est la conséquence de plusieurs actions dont

l'école obligatoire et les campagnes de sensibilisation en faveur de la scolarisation de la jeune fille.

Tableau 6.7 : Effectif d'élèves dans les écoles du primaire selon le sexe

ANNEE SCOLAIRE	GARÇONS		FILLES		TOTAL
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
2015-2016	1 912 203	52,96	1 705 016	47,14	3 617 219
2016-2017	1 979 050	52,46	1 793 086	47,54	3 772 136
2017-2018	2 031 834	52,10	1 868 388	47,90	3 900 222
2018-2019	2 071 585	51,74	1 932 299	48,26	4 003 884
2019-2020	2 119 318	51,67	1 982 112	48,33	4 101 430
2020-2021	2 110 267	51,43	1 992 558	48,57	4 102 825
2021-2022	2 183 699	51,35	2 068 804	48,65	4 252 503
2022-2023	2 192 614	51,31	2 080 455	48,69	4 273 069

Source : MENA, 2023

L'une des principales mesures d'accompagnement de la mise en œuvre de l'école obligatoire en Côte d'Ivoire est la politique de recrutement massif d'enseignants dans le primaire public. En lien avec ladite politique, le tableau 6.8 révèle que l'effectif des enseignants dans le primaire public est passé de 70 324 en 2015 à 82 715 en 2023, soit plus de 78,40% de l'ensemble des enseignants pour cette dernière année. Sur la période 2015-2023, on note un accroissement global de 17,62% de l'effectif des enseignants du public, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,35%.

Tableau 6.8 : Effectif des enseignants au Primaire

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Public	70 324	72 648	76 375	78 196	81 424	79 364	80 134	82 715
Privé	12 929	13 768	14 362	15 905	17 520	18 995	19 703	21 080
Communautaire	1 856	2 340	2 520	2 154	2 141	1 904	1 833	1 707
Total	**85 109**	**88 756**	**93 257**	**96 255**	**101 085**	**100 263**	**101 670**	**105 502**

Source : MENA, 2023

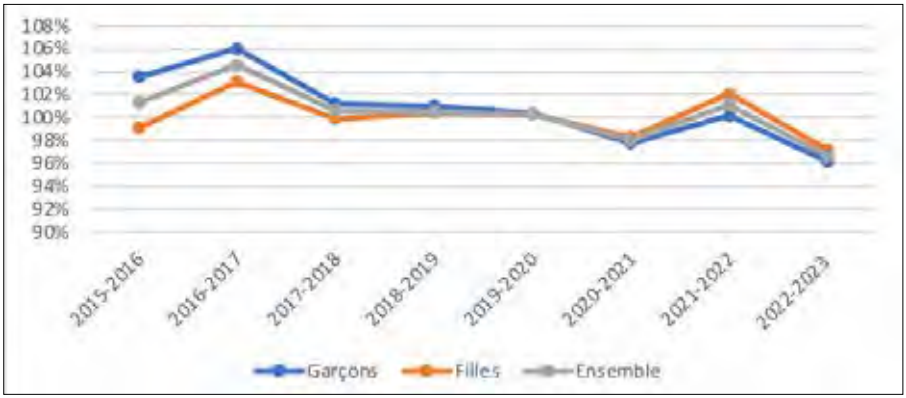
Les constructions de salles de classes et la politique de scolarisation obligatoire ont permis d'obtenir des Taux Bruts de Scolarisation (TBS) élevés tant chez les filles que chez les garçons depuis 2015, passant la barre des 100% pendant plusieurs années avant de chuter à 98% en 2021, puis de remonter la pente en 2022 en passant à 101,08% et de connaître à nouveau une chute en 2023 avec un taux situé à 96,63% (cf. Tableau 6.9 et Graphique 6.2).

Tableau 6.9 : Taux Brut de Scolarisation (TBS) selon le sexe dans le primaire (%)

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	103,50	106,00	101,20	101	100,34	97,76	100,16	96,14
Filles	99,10	103,10	99,90	100,40	100,27	98,29	102,07	97,14
Total	**101,30**	**104,60**	**100,60**	**100,50**	**100,30**	**98**	**101,08**	**96,63**

Source : MENA, 2023

Graphique 6.2 : Evolution du TBS selon le sexe dans le primaire



Source : MENA, 2023

En outre, le Taux Net de Scolarisation (TNS) est en progression sur la période 2015-2023 aussi bien au niveau des filles que des garçons. Il est passé de 87,8% en 2015-2016 à 94,24% en 2022-2023, soit un bond de 6,44 points de pourcentage sur la période 2015-2023 (cf. Tableau 6.10).

Tableau 6.10 : Taux Net de Scolarisation (%)

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	89,3	91,90	91,80	92	92,01	92,8	93,11	93,58
Filles	86,2	90,10	90,10	90,8	90,96	91,3	92,08	94,94
Total	**87,8**	**91,00**	**91,06**	**91,3**	**91,5**	**92,1**	**92,61**	**94,24**

Source : MENA, 2023

Le taux d'achèvement du cycle primaire enregistre également une amélioration sur la période 2015-2023, passant de 69,1% en 2015-2016 à 78,61% au titre de l'année 2022-2023, soit un bond de 9,51 points de pourcentage (cf. Tableau 6.11). Cette performance est observée aussi bien chez les filles que chez les garçons.

Tableau 6.11 : Taux d'Achèvement du cycle primaire (%)

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	73,10	78,40	**80,20**	**81,2%**	**81,8%**	**82,5%**	**76,19**	**76,59**
Filles	64,70	71,60	75,00	79,80%	82,50%	85,0%	80,03	80,77
Total	**69,10**	**76,10**	**77,70**	**80,5%**	**82,1%**	**83,7%**	**78,04**	**78,61**

Source : MENA, 2023

Le Taux Brut d'Admission au CP1 connaît une baisse sur la période 2015-2023 en passant de 113,34% à 100 ,18%, soit une chute de 13,16 points de pourcentage (cf. Tableau 6.12). Cette chute est observée aussi bien chez les filles que chez les garçons.

Tableau 6.12 : Taux Brut d'Admission au CP1 (%)

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2919	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	113,38	108,60	100,90	101	102,40	102,58	103,41	99,82
Filles	113,30	109,30	99,90	101,30	99,97	101,24	101,48	100,57
Total	**113,34**	**109,00**	**100,40**	**101,10**	**101,22**	**101,9**	**102,48**	**100,18**

Source : MENA, 2023

En considérant seulement les nouveaux inscrits de six (06) ans au CP1, le taux net d'admission est en évolution sur la période 2015-2023, passant de 71,40% à 75,09%, soit une hausse de 3,69 points de pourcentage (cf. Tableau 6.13). Cette hausse est observée tant chez les filles que chez les garçons.

Tableau 6.13 : Taux Net d'Admission au CP1 (%)

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	72,90	73,10	73,20	74	73,35	74,15	74,45	74,77
Filles	69,80	70,50	70,90	71,90	73,84	74,40	74,95	75,42
Total	**71,40**	**71,80**	**72,10**	**73,20**	**73,59**	**74,3**	**74,69**	**75,09**

Source : MENA, 2023

Il ressort du tableau 6.14 que les réussites à l'examen du CEPE/Entrée en sixième sont restés constamment au-dessus du taux de 80% sur la période 2016-2019 avant de chuter fortement au terme de l'année scolaire 2020-2021 où le taux a été de 52,44%. Rappelons qu'en raison de la crise sanitaire de la COVID-19, il n'y pas eu d'examen du CEPE en 2020. Toutefois, au titre des années scolaires 2021-2022 et 2022-2023, on observe à nouveau une hausse du taux de réussite à cet examen avec un taux de 71,28% au titre de l'année scolaire 2022-2023. En comparant les taux selon le sexe, les valeurs indiquent des prises de dessus alternées avec des écarts insignifiants dans l'ensemble.

Tableau 6.14 : Evolution du taux de réussite au CEPE de 2016 à 2023

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	83,67%	81,28%	83,42%	83,91%	RAS	51,85%	64,05	71
Filles	82,92%	80,62%	83,74%	85,15%	RAS	53,06%	65,49	71,57
Total	**83,33%**	**80,98%**	**83,57%**	**84,51%**	**RAS**	**52,44%**	**64,76%**	**71,28**

Source : MENA, 2023

Pour maintenir les enfants dans le cursus scolaire, l'une des mesures prises par l'Etat ivoirien est la construction des cantines scolaires au primaire. Ainsi, le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires, a construit plusieurs cantines scolaires dans le primaire et assure leur fonctionnement (cf. Tableau 6.15).

Tableau 6.15 : Cantines scolaires dans le primaire

	2015	2016	2017	2018
Donateur Gouvernement ivoirien				
Nombre total de cantines gouvernementales	3763	4610	4787	4787
Nombre total de rationnaires bénéficiaires des cantines scolaires	650 955	732 943	805 884	851 443
Nombre de jours de fonctionnement	32 jours de fonctionnement	18 jours de fonctionnement des cantines sur 120 j d'écoles		
Allocation budgétaire des Cantines scolaires (F CFA)	4 211 208 269	2 567 505 000	2 578 000 000	2 528 772 097
Donateur Programme Alimentaire Mondial				
Nombre total de can- tines prises en charge par le Programme Alimentaire Mondial	1637	613	613	613
Nombre total de rationnaires bénéficiaires des cantines scolaires	462 510	125 000	125 000	125 000
Nombre de jours de fonctionnement	80 joursde fonctionnement	120 jours de fonctionnement des cantines sur 120j d'écoles		

Source : MENETFP /rapports annuels de Suivi-Evaluation, notifications budgétaires, 2018

1.3. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Le secondaire comprend l'enseignement général et l'enseignement technique et professionnel.

1.3.1. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GÉNÉRAL

L'enseignement secondaire général comprend deux (02) cycles : premier et second cycles. L'accès au premier cycle (de la 6ème à la 3ème) est conditionné par une barre d'admission de 85/170 à l'examen du Certificat d'Etude Primaire Elémentaire (CEPE) et à l'entrée en sixième. La durée normale du cycle est de quatre (04) ans.

L'accès au second cycle (de la seconde à la terminale) est conditionné par une moyenne d'orientation dont la barre est fixée par la Commission Nationale d'Orientation (CNO) chaque année en fonction des capacités d'accueil des structures éducatives et des performances scolaires de l'élève. Le second cycle est structuré en deux (02) grandes séries : les séries scientifiques (C et D) et les séries littéraires (A1 et A2). La durée de ce cycle de formation est de trois (03) ans.

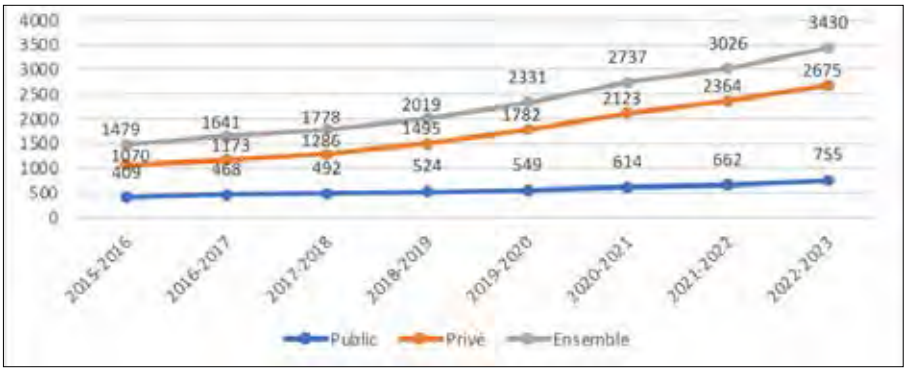
Le tableau 6.16 indique que le nombre d'infrastructures scolaires dans le secondaire général a connu une importante progression, quoique cet ordre d'enseignement reste dominé par le privé qui représente 71,5% des salles de classes en 2023. Aussi, le nombre d'écoles est passé de 1 479 en 2015-2016 à 3 430 en 2022-2023. Spécifiquement, le secteur public est passé de 409 écoles en 2015-2016 à 755 en 2022-2023, soient un accroissement global de 84,6% et un accroissement annuel moyen de 9,15%. Au niveau des salles de classe, le public est passé de 9902 en 2015-2016 à 15386 en 2022-2023, soient un accroissement global de 55,38% et une progression annuelle moyenne de 6,50%. Cette évolution (cf. Graphique 6.3) résulte notamment des investissements conséquents de l'Etat pour rendre l'enseignement secondaire accessible à un grand nombre d'élèves à travers notamment la politique de construction des collèges de proximité.

Tableau 6.16 : Nombre d'écoles et de salles de classes dans le secondaire général

	2015 - 2016		2016 - 2017		2017 - 2018		2018 - 2019		2019 - 2020		2020 - 2021		2021 - 2022		2022 - 2023	
Ecoles et classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes	Ecoles	Classes
Public	409	9 902	468	10 421	492	11 167	524	11 566	549	12 265	614	13 281	662	14 211	755	15 386
Privé	1 070	18 455	1 173	19 567	1 286	22 196	1 495	25 511	1 782	27 871	2 123	31 764	2 364	35 365	2 675	38 604
Total	**1 479**	**28 357**	**1 641**	**29 988**	**1 778**	**33 363**	**2 019**	**37 077**	**2 331**	**40 136**	**2 737**	**45 045**	**3 026**	**49 576**	**3 430**	**53 990**

Source : MENA, 2023

Graphique 6.3 : Evolution du nombre d'établissements secondaires selon le statut



Source : MENA, 2023

L'augmentation des infrastructures a entrainé celle de l'effectif des élèves même si l'on observe une chute en 2021-2022 avant de connaître à nouveau une hausse en 2022-2023 (cf. Tableau 6.17). L'on est passé de 1 621 874 élèves dans le secondaire général en 2015-2016 à 2 430 391 en 2022-2023 dont 52,11% de garçons au cours de cette dernière année. Ainsi, sur la période 2015-2023, l'enseignement secondaire général enregistre un taux annuel moyen d'accroissement de **5,95%** de son effectif d'élèves.

Tableau 6.17 : Répartition des élèves par sexe au secondaire général

	GARÇONS		FILLES		Total
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
2015-2016	949 729	58,56	672 145	41,44	1 621 874
2016-2017	1 033 523	57,70	757 660	42,30	1 791 183
2017-2018	1 092 910	56,81	830 853	43,19	1 923 763
2018-2019	1 182 014	56,01	928 485	43,09	2 110 499
2019-2020	1 244 454	54,94	1 020 515	45,06	2 264 969
2020-2021	1 313 896	53,94	1 122 118	46,06	2 436 014
2021-2022	1 271 047	53,15	1 120 363	46,85	2 391 410
2022-2023	1 266 379	52,11	1 164 012	47,89	2 430 391

Source : MENA, 2023

L'augmentation des effectifs d'élèves reste également valable dans les établissements publics sur la période 2015-2021avant de connaître une chute au cours des années scolaires 2021-2022 et 2022-2023 avec une légère dominance des garçons (51,44% contre 48,56% de filles en 2023) (cf. Tableau 6.18). Ainsi, le secteur public a connu un accroissement annuel moyen de 2,08% de son effectif sur la période 2015-2023.

Tableau 6.18 : Effectif d'élèves dans les établissements publics du secondaire général

	GARÇONS		FILLES		Total
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
2015-2016	478 485	60,43	313 321	39,57	791 806
2016-2017	534 563	59,46	364 310	40,53	898 973
2017 2018	560 398	57,91	407 319	42,09	967 717
2018-2019	589 300	56,80	448 290	43,20	1 037 590
2019-2020	601 702	55,48	482 887	44,52	1 084 589
2020-2021	596 606	53,98	508 599	46,02	1 105 205
2021-2022	536 189	52,72	480 911	47,28	1 017 100
2022-2023	470 344	51,44	444 059	48,56	914 403

Source : MENA, 2023

Il est à relever également que les effectifs d'élèves dans les établissements privés du secondaire général ont fortement augmenté et de façon continue sur la période 2015-2023 passant de 830 068 en 2015-2016 à 1 515 988 en 2022-2023 (cf. Tableau 6.19). Au cours de cette dernière année, l'on note 47,49% de filles contre 52,51% de garçons. Ainsi, le privé a connu un accroissement annuel moyen de 8,99% de son effectif sur la période 2015-2023.

Tableau 6.19 : Effectif d'élèves dans les établissements privés du Secondaire Général

	GARÇONS		FILLES		TOTAL
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
2015-2016	471 244	56,77	358 824	43,23	830 068
2016-2017	498 960	55,92	393 350	44,08	892 310
2017-2018	532 512	55,70	423 534	44,30	956 046
2018-2019	592 714	55,24	480 195	44,76	1 072 909
2019-2020	642 752	54,45	537 628	45,55	1 180 380
2020-2021	717 290	53,90	613 519	46,10	1 330 809
2021-2022	734 858	53,47	639 452	46,53	1 374 310
2022-2023	796 035	52,51	719 953	47,49	1 515 988

Source : MENA, 2023

L'effectif des enseignants au secondaire général a connu un accroissement annuel moyen de 5,85% sur la période 2015-2023, en passant de 53 537 en 2015-2016 à 79 785 en 2022-2023 (cf. Tableau 6.20). Spécifiquement, le secteur public est passé de 23 052 enseignants en 2015-2016 à 28 276 en 2022-2023, soit un accroissement annuel moyen de 2,96%. En 2022-2023, le secteur privé comptait 64,56% des enseignants du secondaire général contre 35,44%de ceux du public.

Tableau 6.20 : Effectif des enseignants au Secondaire Général

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Public	23 052	26 243	28 022	21 727	26 769	27 339	28 272	28 276
Privé	29 981	32 133	31 334	39 611	44 477	43 888	50 683	51 509
Total	53 537	58 376	59 356	61 338	71 246	71 227	78 955	79 785

Source : MENA, 2023

Les actions menées par l'Etat de Côte d'Ivoire dans cet ordre d'enseignement, notamment la construction d'écoles et de salles de classes, de collèges de proximité, la réforme des approches pédagogiques et les différentes réformes aux examens ont permis d'enregistrer des avancées notables. Ces avancées sont illustrées par l'amélioration des taux brut de scolarisation, d'admission et d'achèvement (TBS, TBA et TAS) (cf. Tableau 6.21).

Tableau 6.21 : Taux brut de scolarisation, d'admission et d'achèvement du secondaire Général (%)

			2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
1er cycle	Filles	TBA	55,3	60,80	63,30	71,2	71,6	82,90	49,8	66,09
		TBS	51,00	56,60	61,40	66,3	69,7	74,00	75,0	66,86
		TAS	35,40	42,70	49,20	52,8	57,2	57,50	67,3	70,67
	Garçons	TBA	66,80	70,32	70,20	76,6	75,40	83,80	49,3	64,48
		TBS	65,30	69,90	71,50	74	75,30	77,30	77,3	66,15
		TAS	47,30	55,50	59,40	60,41	63,60	63,70	70,6	71,16
2nd cycle	Filles	TBA	23,00	21,90	30,40	28,2	31,9	33,80	29,2	19,80
		TBS	24,30	23,60	30,30	31,4	34,2	36,00	37,1	28,84
		TAS	18,90	19,80	24,40	25,2	32,6	32,70	34,2	36,04
	Garçons	TBA	31,60	30,60	39,30	34,20	36,5	37,60	33,9	22,55
		TBS	34,00	32,90	39,20	40	41,10	41,40	43,8	32,46
		TAS	25,10	26,90	30,70	31,43	39,50	39,90	39,8	40,03

Source : MENA, 2023

Au premier cycle, le TBA a connu une forte croissance sur la période 2015-2021 avant de connaître une chute drastique en 2022 et de croître à nouveau en 2023. Au titre de l'année scolaire 2022-2023, le TBA des filles au premier cycle (66,48%) est légèrement supérieur à celui des garçons (64,48%) (cf. Tableau 6.22).

Au second, cycle, le TBA a globalement connu une croissance sur la période 2015-2021 avant de chuter à partir de 2022. Au titre de l'année scolaire 2022-2023, le TBA des filles au second cycle (19,80%) est plus bas que celui des garçons (22,55%) (cf. Tableau 6.22).

Tableau 6.22 : Taux Brut d'Admission (TBA) du secondaire Général (%)

			2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
1er cycle	Filles	TBA	55,30	60,80	63,30	71,2	71,6	82,9	49,8	66,09
	Garçons	TBA	66,80	70,32	70,20	76,6%	75,40%	83,8	49,3	64,48
2nd cycle	Filles	TBA	23,00	21,90	30,40	28,2	31,9	33,8	29,2	19,80
	Garçons	TBA	31,60	30,60	39,30	34,20%	36,5	37,60	33,9	22,55

Source : MENA, 2023

Au premier cycle, le TBS a globalement connu une croissance rapide sur la période 2015-2022 avant de connaître une chute non négligeable en 2023. Au titre de l'année scolaire 2022-2023, le TBS des filles au premier cycle (66,86%) est pratiquement égal à celui des garçons (66,15%) (cf. Tableau 6.23).

Au second cycle, on observe également la même allure de l'évolution du TBS que dans le premier cycle. En 2022-2023, le TBS des filles (28,84%) est inférieur à celui des garçons (32,46%) (cf. Tableau 6.23).

Tableau 6.23 : Taux Brut de Scolarisation (TBS) du secondaire général (%)

			2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
1er cycle	Filles	TBS	51,00	56,60	61,40	66,3	69,7	74	75,0	66,86
	Garçons	TBS	65,30	69,90	71,50	74	75,30	77,3	77,3	66,15
2nd cycle	Filles	TBS	24,30	23,60	30,30	31,4	34,2	36	37,10	28,84
	Garçons	TBS	34,00	32,90	39,20	40	41,10	41,40	43,8	32,46

Source : MENA, 2023

Le taux d'achèvement au secondaire a globalement connu une croissance rapide sur la période 2015-2023 aussi bien au premier cycle qu'au second cycle. En 2022-2023, le TAS des filles au premier cycle (70,67%) est légèrement inférieur à celui des garçons (71,16%) (cf. Tableau 6.24). Par contre, au second cycle, le TAS des filles est nettement inférieur (36,04%) à celui des garçons (40,03%) (cf. Tableau 6.24).

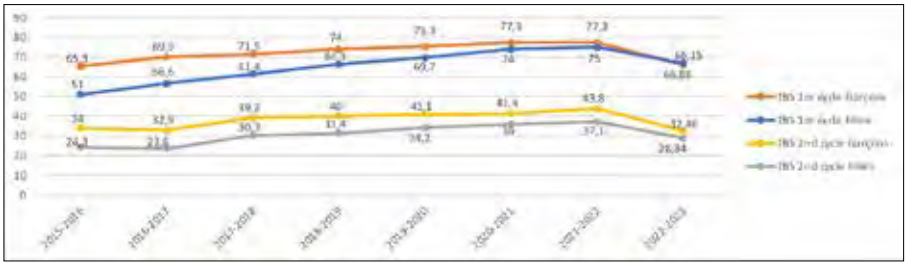
Tableau 6.24 : Taux d'Achèvement (TAS) au secondaire général (%)

			2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
1er cycle	Filles	TAS	35,40	42,70	49,20	52,8	57,2	57,5	67,30	70,67
	Garçons	TAS	47,30	55,50	59,40	63,7	63,60	63,7	70,60	71,16
2nd cycle	Filles	TAS	18,90	19,80	24,40	25,2	32,6	32,7	34,20	36,04
	Garçons	TAS	25,10	26,90	30,70	31,43	39,50	39,9	39,80	40,03

Source : MENA, 2023

L'évolution du TBS dans le secondaire est fournie par le Graphique 6.4.

Graphique 6.4 : Evolution du TBS (%) dans le 1er et le 2e cycle du secondaire



Source : MENA, 2023

Il ressort du tableau 6.25 que le taux de réussite au BEPC est resté quasi constant sur la période 2016-2018 en oscillant autour de 60%. Par la suite, on observe une chute continue sur la période 2019-2022 avec le niveau le plus bas en 2022 (28,89%). En 2023, on observe une remontée de pente avec un taux de 31,47%. En comparant les taux de réussite selon le sexe, on remarque des prises de dessus alternées avec des écarts faibles pour la plupart des années.

Tableau 6.25 : Evolution du taux de réussite au BEPC de 2016 à 2023

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	59,57%	59,85%	59,54%	56,18%	52,94%	41,28%	29,80%	32,99%
Filles	58,50%	60,30%	60,87%	58,66%	53,44%	41,25%	27,92%	29,95%
Total	59,11%	60,08%	60,14%	57,31%	53,17%	41,27%	28,89%	31,47%

Source : MENA, 2023

Le tableau 6.26 montre que le taux de réussite au BAC croît de 2016 à 2018 en passant de 42,38% à 46,09%, puis décroît à partir de 2019 pour se situer à 29,24% en 2021, enfin il remonte la pente à partir de 2022 pour atteindre 32,09% en 2023. En comparant les taux de réussite selon le sexe, on observe des prises de dessus alternées avec des écarts parfois faibles ou importants.

Tableau 6.26 : Evolution du taux de réussite au BAC de 2016 à 2023

	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Garçons	42,87%	44,56%	43,94%	40,12%	39,39%	29,61%	30,56%	33,13%
Filles	41,78%	45,50%	48,75%	42,63%	40,94%	28,79%	31,03%	30,94%
Total	42,38%	44,97%	46,09%	41,23%	40,08%	29,24%	30,78%	32,09%

Source : MENA, 2023

1.3.2. ALPHABÉTISATION

Les centres d'alphabétisation ont pour rôle de lutter contre l'analphabétisme en apprenant à écrire, à lire, à compter et à calculer aux personnes analphabètes.

On observe une évolution en dents de scie du nombre de centre d'alphabétisation sur la période 2015-2023 (cf. Tableau 6.27). Indépendamment du sexe, le nombre d'apprenants dans ces centres a chuté sur la même période passant chez les personnes de sexe masculin de 31 649 à 18 627 et chez les personnes de sexe féminin de 43 626 à 36 778 (cf. Tableau 6.27), soient des chutes respectives de 41,15% et 15,70% des effectifs.

Tableau 6.27 : Nombre de centres d'alphabétisation et effectifs d'apprenants par sexe

Années		2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Centres		2 828	2 065	2 275	2 198	2 422	2 245	2 519	2 618
Apprenants	Masculin	31649	24 448	24 518	21803	21379	18 767	21286	18 627
	Féminin	43 626	32 851	34 593	34 224	35 607	30 675	37 353	36 778

Source : MENA, 2023

1.3.3. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Conscient de l'importance cruciale des ressources humaines dans le démarrage et la gestion de tout processus de développement, le Gouvernement ivoirien place le secteur éducation-formation au cœur du Plan National de Développement (PND). Dans ce cadre, il met en œuvre des réformes et réalise des investissements considérables afin d'améliorer la qualité de son système éducatif à tous les niveaux : préscolaire, primaire, secondaire général, technique et professionnel, ainsi que l'enseignement supérieur.

En ce qui concerne l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnelle (EFTP), qui joue un rôle clé en proposant des solutions innovantes et adaptées en matière d'offres de formation et d'employabilité des jeunes, des investissements importants ont été déployés pour répondre à ces défis. Les missions assignées à ce secteur sont les suivantes :

- Répondre à la demande en formation des populations pour leur insertion dans la vie active et favoriser leur promotion socioprofessionnelle ;
- Satisfaire les besoins des entreprises en personnel qualifié afin d'améliorer leur performance et leur compétitivité.

Une vision sectorielle accompagne ces missions : r**epenser et revaloriser l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'apprentissage pour soutenir le développement socio-économique et contribuer à l'émergence rapide de la Côte d'Ivoire**.

Dans cette optique, le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA) déploie à travers deux programmes majeurs, des stratégies qui visent à revaloriser et repositionner l'EFTP.

Il s'agit de l'Académie des Talents (ACT) et de l'École de la 2ème Chance (E2C).

1.3.3.1. L'ACADÉMIE DES TALENTS (ACT)

L'ACT est un concept innovant qui vise à faire du dispositif de l'ETFPA, un laboratoire de développement des talents et repose sur des actions permettant de renforcer la capacité d'accueil de l'ETFPA et d'améliorer les rendements interne et externe de ce dispositif. Ce programme vise à l'horizon 2030 à aboutir à un taux d'insertion de 80% pour les diplômés de l'ETFP et améliorer la proportion des effectifs de l'ETFP dans le secondaire de 6,2% à ce jour à 15% d'ici 2030.

Deux objectifs guident ce programme :

Objectif 1 : Améliorer l'accès

Pour améliorer l'accès à l'éducation technique et professionnelle, l'ACT met en place les actions suivantes :

- Construction, réhabilitation et équipement d'établissements: renforcer l'infrastructure existante et en créer de nouvelles pour accueillir plus d'élèves.
- Création de nouveaux parcours de formation professionnelle au secondaire:

introduire de nouveaux programmes adaptés aux besoins du marché.
- Création de passerelles entre les ordres : faciliter la transition entre différents niveaux d'enseignement.
- Amélioration de l'environnement d'études pour les apprenants, notamment les jeunes filles: créer un environnement éducatif inclusif et sécurisé pour tous les élèves.
- Ouverture de filières post-secondaires: offrir des opportunités de formation continue après le secondaire.

Objectif 2 : Améliorer la qualité

Pour garantir une éducation de qualité, l'ACT se concentre sur les initiatives suivantes :

- Rénovation pédagogique des curricula en collaboration avec le secteur productif: adapter les programmes d'études pour répondre aux besoins des industries et du marché du travail.
- Renforcement des capacités des personnels: Former et développer les compétences des enseignants et du personnel éducatif.
- Encadrement des établissements privés: assurer la qualité et l'efficacité des institutions privées offrant des formations techniques et professionnelles.
- Acquisition d'équipement: améliorer le plateau technique de la structure de formation des encadreurs, équiper les établissements et les apprenants en matériels didactiques et pédagogiques.
- Intégration des outils numériques dans les enseignements: moderniser l'enseignement en incorporant des technologies numériques.
- Accompagnement des politiques industrielles: soutenir les initiatives industrielles pour aligner la formation avec les besoins économiques.

L'Académie des Talents représente un engagement fort envers l'amélioration de l'éducation technique et professionnelle, visant à fournir aux étudiants les compétences et les opportunités nécessaires pour réussir dans un marché du travail en constante évolution.

1.3.3.2. L'ECOLE DE LA 2NDE CHANCE (E2C)

L'École de la 2ème Chance (E2C) est un programme conçu pour répondre aux besoins des personnes déscolarisées, sans emploi ou mal insérées, en leur offrant une formation professionnelle visant une insertion professionnelle durable. L'objectif principal de ce programme est de former et d'insérer 1 million de personnes via des formations de courte durée. L'E2C propose un ensemble d'actions ciblées pour répondre aux besoins spécifiques de ces individus et leur assurer une insertion professionnelle durable.

Objectifs et Actions

- Déploiement de l'apprentissage: promouvoir l'apprentissage comme une voie privilégiée pour l'acquisition de compétences pratiques et théoriques.
- Construction et équipement d'infrastructures d'apprentissage: créer des environnements de formation pratiques où les apprenants peuvent acquérir des compétences directement sur le terrain(Garage-écoles, ateliers d'apprentissage, chantier-école, unités mobiles de formation, centre de formation d'apprentis).
- Délivrance de CQP et CQM: offrir des Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) et des Certificats de Qualification aux Métiers (CQM) pour officialiser les compétences acquises.
- Appui à la professionnalisation des métiers: soutenir et encourager la professionnalisation des métiers par des formations spécifiques et adaptées.

- Validation des Acquis de l'Expérience (VAE): reconnaître les compétences et les connaissances acquises par l'expérience professionnelle en délivrant des certifications officielles.
- Réalisation de projets de formation/insertion émanant du secteur productif: collaborer avec le secteur productif pour développer.

En combinant ces actions, l'École de la 2ème Chance (E2C) s'engage à offrir des solutions concrètes et efficaces pour l'insertion professionnelle des personnes déscolarisées, sans emploi ou mal insérées, contribuant ainsi au développement économique et social.

En outre, pour soutenir ces programmes, une loi et plusieurs décrets ont été adoptés pour améliorer l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnelle (EFTP), parmi lesquels :

- Loi N°2022-795 du 13 octobre 2022 d'orientation de l'enseignement et la formation techniques et professionnels,
- Décret N°2023-667 du 12 juillet 2023 relatif au certificat de qualification professionnelle,
- Décret N°2023-668 du 12 juillet 2023 instituant l'Approche par Compétence dans l'enseignement technique et la formation professionnelle,
- Décret N°2023-773 du 23 septembre 2023 relatif à la formation par alternance sous statut scolaire dans l'enseignement et la formation technique et professionnelle,
- Décret N°2023-774 du 28 septembre 2023 fixant les modalités de création, d'organisation de fonctionnement de centre de partenariat pour le développement des compétences, dénommé CENTRE PC,
- Décret N°2023-776 du 28 septembre 2023 relatif à la validation des acquis de l'expérience en matière de formation professionnelle.

D'autres décrets seront proposés en 2024 pour compléter le dispositif de format.

1.3.3.3. AU TITRE DES INVESTISSEMENTS

L'Etat ivoirien consacre une grande part de ses ressources au secteur éducation-formation. Ces dépenses concernent les dépenses des ministères en charge de l'éducation nationale, l'alphabétisation, l'enseignement supérieur, l'enseignement technique, la formation professionnelle et les activités d'éducation-formation réalisées par les autres ministères. On observe une augmentation continuelle des dépenses globales de ce secteur en Côte d'Ivoire. En effet, les dépenses publiques consacrées au secteur de l'éducation-formation sont passées de 1285,38 milliards de F CFA en 2018 à 1674,47 milliards de F CFA en 2023, soit un accroissement annuel moyen de 4,3% sur la période (cf. Tableau 6.28). Ces efforts ont permis d'une part, d'améliorer la gouvernance, l'accès et la qualité du secteur éducation-formation et d'autre part, de promouvoir l'alphabétisation.

Tableau 6.28 : Evolution des dépenses du secteur éducation-formation

EDUCATION	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Budget EFTP (en milliard de CFA)	55,13	62,41	114,24	137,79	167,26	171,99	127,37
Budget global education-formation (en milliard de CFA)	1285,38	1340,93	1329,02	1258	1514,73	1674,47	1648,58
Part de l'EFTP/Budget global education-formation (%)	4,29	4,65	8,6	10,95	11,04	10,27	7,74

Source : Loi des finances

Toutes ces actions traduisent la volonté du Gouvernement Ivoirien de faire de la qualité des ressources humaines, un pilier essentiel de sa marche vers l'émergence.

1.3.3.4. STATISTIQUES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP)

L'enseignement technique et la formation professionnelle reste dominé par le secteur privé qui représente 87,82% des établissements et 65,02% des effectifs d'élèves au cours de l'année scolaire 2023-2024. Pour les différents secteurs d'activité, le secteur primaire n'a pas compté d'apprenants en 2024 tandis que le tertiaire représente 65% des apprenants.

Concernant les programmes de formation dans le système de l'ETFP, 101 diplômes couvrent 13 branches professionnelles (Agriculture, Foresterie, Ressources Animales et Halieutiques, Banque, Assurance & micro crédit, Bâtiment et Travaux Publics, Commerce et Réparation Automobiles, Hôtellerie - Tourisme – Restauration, Industrie Agro–Alimentaire (IAA), Industries Mécanique et Electrique, Industries de Procès, Mines et Extraction, Sanitaire et Social, Textile, Habillement, Cuir et Peaux, TIC, Medias et Transport et Logistique Télécommunications).

1.3.3.4.1. EVOLUTION DES EFFECTIFS DE L'ETFP

Le Taux de Croissance Moyen Annuel (TCMA) de la population de la Côte d'Ivoire estimé à 2,5% de 2014 à 2021, engendre d'importants besoins en matière de scolarisation. Mis en lien avec les effectifs scolaires, la Côte d'Ivoire a enregistré une augmentation du nombre d'apprenants tant au niveau secondaire technique que de la formation professionnelle. Entre 2014 et 2023, le taux d'accroissement moyen annuel (TCMA) des effectifs de la formation professionnelle est de 4,83% et 2,7% pour le secondaire technique.

Le tableau ci-dessous permet de constater l'évolution du nombre d'apprenants dans les deux ordres de formations.

Tableau 6.29 : Évolution des Effectifs en Enseignement Technique et Formation Professionnelle (2014-2023)

Années scolaires	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024
Secondaire Technique	50 259	55 577	43 904	46 153	50 875	56 747	67 034	72 852	65904
Public	3 320	2 993	2 545	2 664	3 029	3 250	2 848	2360	2224
Privé	46 939	52 584	41 359	43 489	47 846	53 497	64 186	70492	63680
Formation Professionnelle	55 104	51 483	54 557	60 829	63 291	65 668	82 865	84 232	82949
Public	37 447	36 188	36 517	33 165	32 186	35 181	32 801	52403	49830
Privé	17 657	15 295	18 040	27 664	31 105	30 487	50 064	31829	33119

Source : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) ; Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA), 2024

Au regard du tableau ci-dessus, on observe que les deux dernières années scolaires (2022-23 et 2023-24) ont vu une diminution des effectifs dans l'enseignement technique de 9,5% et dans la formation professionnelle de 1,5%. Le tableau suivant donne un aperçu de l'évolution de la part des candidats issus de l'ETFP dans le baccalauréat national entre 2020 et 2024.

Tableau 6.30 : Évolution des Candidats au Bac Technique (2020-2024) et part de l'EFTP dans le secondaire

Années scolaires	2020 - 2021	2021- 2022	2022 - 2023	2023 - 2024
Nombre de candidats BAC Technique	22 570	28 339	32 831	30 195
%candidat technique au BAC sur l'ensemble des candidats	7,28	8,71	9,47	8,79

Source : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) ; Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA), 2024

On constate une augmentation progressive du nombre de candidats au Bac Technique entre 2020 et 2023 puis une diminution sur la période 2023 à 2024.

L'ensemble des diminutions constatées concerne principalement la formation initiale, tandis que d'autres types de formations, portées par l'E2C, ont été dispensées pour répondre aux besoins du marché de l'emploi.

1.3.3.4.2. RÉSULTATS DES EXAMENS

Tableau 6.31 : Evolution des résultats scolaires sur la période 2019-2023

RUBRIQUE	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de réussite nationale au BAC Technique (%)	50,79	32,71	28,66	30,78	32,96	61,82
Taux de réussite nationale au CAP (%)	84,28	86,18	78,83	66,20	75,50	71,11
Taux de réussite nationale au BT (%)	82,82	81,82	61,82	37,50	52,00	79,8
Taux de réussite nationale au BEP (%)	43,48	51,92	20,00	37,50	33,30	100
Taux de réussite nationale au BP (%)	97,62	69,19	87,31	33,60	77,90	55,34

Source : Matrice CLOE, 2024

L'analyse des taux de réussite nationale aux examens de l'ETFP (BAC Technique, CAP, BT, BEP, BP) de 2019 à 2024 révèle des évolutions contrastées. Le taux de réussite au BAC Technique, après une baisse progressive de 50,79% en 2019 à 28,66% en 2021, a connu une reprise à partir de 2022 pour atteindre 32,96% en 2023, et 61,82% en 2024.

Pour le CAP, bien que les taux aient été relativement élevés, une baisse a été observée en 2022 (66,20% contre 78,83% en 2021), mais une reprise a eu lieu en 2023 (75,50%).

En revanche, le BT a connu une forte diminution de 82,82% en 2019 à 37,50% en 2022, avant de remonter à 52,00% en 2023 pour atteindre79,8% en 2024.

Le BEP a montré une variabilité considérable, avec une chute en 2021 à 20%, suivie d'une reprise en 2022 et 2023. En 2024, un taux de 100% a été atteint.

Enfin, le BP a présenté une tendance volatile avec des pics et des creux, notamment une baisse marquée en 2022 (33,60%), suivie d'une remontée en 2023 (77,90%), avant de redescendre à 55,34% en 2024.

1.3.3.5. FORMATION PROFESSIONNELLE AU SUPÉRIEUR

La formation professionnelle au supérieur est assurée exclusivement par le public (Lycées professionnels (LP), Lycées Professionnels Sectoriels (LPS), Lycées Professionnels Commerciaux (LPC) et Lycées Techniques (LT)). Le nombre d'établissements publics formant au BTS est passé de 14 établissements en 2015-2016 à 17 établissements sur la période 2021-2022.

Tableau 6.32 : Nombre d'établissements de la formation professionnelle formant au BTS

STATUT D'ÉTABLISSEMENT	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2022-2024
Public	14	14	15	15	15	17	16	16
Privé	00	00	00	00	00	00	00	00
Total	**14**	**14**	**15**	**15**	**15**	**17**	**16**	**14**

Source : METFPA, 2024

Tableau 6.33 : Effectifs des étudiants préparant le BTS selon le sexe

Année	2017 - 2018		2018 - 2019		2019 - 2020		2020 - 2021		2021 - 2022		2022 - 2023		2023 - 2024	
SEXE	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%
Filles	4 017	53,97	3 523	51,94	2 848	52 ,27	4 785	49,83	4 785	58,25	4 917	53,81	4 922	54,64
Garçons	3 426	46,03	3 260	48,06	2 600	47,73	3 430	50,17	3 430	41,75	4 220	46,18	4086	45,35
Total	**7 443**	**100**	**6 783**	**100**	**5 448**	**100**	**8 215**	**100**	**8 215**	**100**	**9 137**	**100**	**9 008**	**100**

Source : METFPA, 2024

L'effectif des étudiants est passé de 7 443 en 2017-2018 à 9 008 en 2023-2024. Sur ces deux périodes, Il est relevé une prédominance des filles de 2017-2018 à 2023-2024 à l'exception de 2020-2021 où il est noté une légère prédominance des garçons (cf. Tableau 6.33).

1.3.3.6. RAPPORT APPRENANT/ENSEIGNANT DANS L'ETFP

L'indice de parité entre les sexes mesure l'équilibre entre le nombre d'apprenants de sexe féminin et masculin. Un indice de 1 indique une parité parfaite. Cet indice au sein du Ministère se situe en moyenne autour de 0,96 ce qui démontre les efforts menés par le Ministère en matière de promotion du genre.

Tableau 6.34 : Indice de Parité entre les sexes dans l'EFTP

RUBRIQUE	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024
Indice de Parité entre les sexes dans l'ETFP	0,96	0,96	0,95	0,91	1,04	0,91	0,91
Nombre de filles de l'enseignement technique	21045	22355	24426	27486	33460	36493	34529
Nombre de garçons de l'enseignement technique	22859	23798	26449	29261	33574	36359	31375
Nombre d'Élèves filles de la Formation Professionnelle	27308	30136	31320	30767	42928	32399	36416
Nombre d'Élèves garçons de la Formation Professionnelle	27249	30693	31971	34689	39737	39017	46533

Source : Matrice CLOE, 2024

Le ratio apprenant/enseignant mesure le nombre moyen d'apprenants par enseignant. Cet indicateur est crucial pour évaluer la charge de travail des enseignants et la qualité potentielle de l'enseignement. Globalement, ce ratio a connu des fluctuations importantes au cours de la période 2017-2023. Après une forte augmentation en 2021 situant cet indicateur à 19 apprenants pour 1 enseignant, il a subi une baisse les deux années suivantes situant l'indicateur pour l'année 2022-2023 à environ 11 apprenants pour 1 enseignant, ce qui montre les efforts entrepris par le Ministère pour améliorer les conditions d'enseignement.

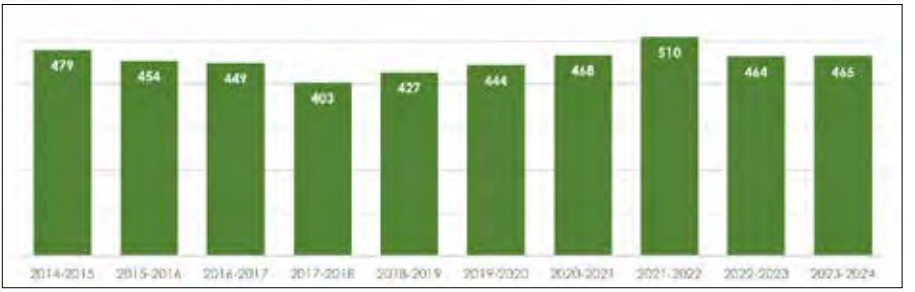
Tableau 6.35 : Ratio Apprenant/Enseignant dans l'EFTP

RUBRIQUE	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2023 - 2024
Ratio Apprenant/Enseignant	15,06	16,52	15,09	19,00	11,30	10,80	10,41
Nombre d'apprenant de l'EFTP	98461	106982	114166	122415	149899	157084	148853
Nombre Total d'Enseignants de l'EFTP	6540	6475	7564	6433	13264	14542	14299

Source : Matrice CLOE, 2024

Le nombre d'apprenants pour 100 000 habitants permet d'évaluer la proportion de la population qui a accès à l'enseignement technique ou la formation professionnelle. Un nombre élevé d'apprenants pour 100 000 habitants peut indiquer une bonne accessibilité à l'éducation.

Graphique 6.5 : Évolution du nombre d'apprenants pour 100 000 habitants



Source : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) ; Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA), 2024

Cet indicateur est en moyenne de 456,3 sur la période 2015-2024et se situe à 465 apprenants pour 100 000 habitants en 2023-24 ; il a en effet connu une augmentation de 1 point par rapport à l'année précédente.

1.3.3.7. EFFICACITÉ EXTERNE DE L'ETFP

En 2016-2017, une enquête a été menée auprès de 8 777 diplômés dont 3 581 filles (40,8%) des établissements publics de la formation professionnelle. En 2017-2018, le nombre d'enquêtés a augmenté de 6% passant à 9 328 dont 3 492 filles (37%), avec une absence de titulaire du Brevet professionnel (BP) et du Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) parmi les enquêtés. Les diplômés enquêtés sont soit sur le marché de l'emploi, soit toujours aux études. En 2017-2018, 71% (6 621) des enquêtés se retrouvent sur le marché du travail contre 73% (6 389) en 2016-2017. Le nombre d'insérés sur le marché du travail a connu une hausse de 166% passant de 922 à 2 453. Ainsi, le taux d'insertion a énormément évolué passant de 14,40% en 2016-2017 à 37,05% en 2017-2018 (cf. Tableau 6.35 et Tableau 6.36).

Tableau 6.36 : Insertion des diplômés 2016 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme selon le sexe

DIPLOME	INSÉRÉS			SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL			TAUX D'INSERTION (%)		
	F	M	TOTAL	F	M	TOTAL	F	M	TOTAL
BEP	0		0	5	0	5	0,0		0,0
BP	2	20	22	13	87	100	15,4	23,0	22,0
BT	193	319	512	1 464	2 264	3 728	13,2	14,1	13,7
CAP	123	265	388	963	1 590	2 553	12,8	16,7	15,2
CQP		0	0	0	3	3		0,0	0,0
Ensemble	**318**	**604**	**922**	**2 445**	**3 944**	**6 389**	**13,0**	**15,3**	**14,4**

Source : DPS / DAIP / Enquête Statistique 2016-2017

Tableau 6.37 : Taux d'insertion des diplômés 2017 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme.

DIPLÔME	INSÉRÉS	MARCHÉ DU TRAVAIL	TAUX D'INSERTION (%)
BEP	2	12	16,67
BT	1 472	3 941	37,35
CAP	979	2 668	36,69
Ensemble	**2 453**	**6 621**	**37,05**

Source : DAIP / Enquête Insertion 2018

Le nombre d'insérés sur le marché d'emploi a connu une baisse passant de 37,05% à 32,36%. Plus spécifiquement, les taux d'insertion des diplômés ont connu une baisse

à l'exception des diplômés du BEP qui est passé à plus du triple du taux de l'année précedente (cf. Tableau 6.38 et Tableau 6.37).

Tableau 6.38 : Taux d'insertion des diplômés 2018 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme.

DIPLÔME	INSERES	MARCHE DU TRAVAIL	TAUX D'INSERTION (%)
BEP	34	59	57,63
BT	1 176	3 648	32,24
CAP	833	2 606	31,96
Ensemble	**2 043**	**6 313**	**32,36**

Source : DAIP / Enquête Insertion 2019

Contrairement à 2018, les taux d'insérés des diplômés de 2020 sur le marché de l'emploi ont augmenté à l'exception des diplomés du BEP qui affichent un taux d'insertion de 25% (cf. Tableau 6.39).

Tableau 6.39 : Taux d'insertion des diplômés 2020 des établissements publics de la formation professionnelle par diplôme

DIPLÔME	INSERES	MARCHE DU TRAVAIL	TAUX D'INSERTION (%)
BEP	1	4	25,00
BT	905	1 270	71,26
BP	9	10	90,00
CAP	893	1 240	72,02
Ensemble	**1 808**	**2 524**	**71,63**

Source : DAIP / Enquête Insertion 2021.

NB : Les données du taux d'insertion des diplômés 2019 sont absentes car l'enquête n'a pas été réalisée en 2020.

Sur le marché de l'emploi, les insérés sont répartis en trois (03) catégories : les diplômés en auto- emploi, ceux travaillant en entreprise et ceux en stage. La situation d'emploi la plus fréquente se révèle être les stages. En effet, la proportion de diplômés effectuant des stages témoigne d'une évolution marquée, avec une augmentation passant de 36,98% en 2016-2017 à 73,18% en 2018-2019 et une baisse à 54,70% en 2020-2021. Les diplômés en stage sont suivis par les diplômés travaillant en entreprises privées, dont le taux était le plus élevé en 2017, mais a ensuite connu un déclin, passant de 48,81% en 2017 à 18,11% en 2019 et une légère augmentation à 25,33% en 2021 (cf. Tableau 6.40).

Tableau 6.40 : Réparation des diplômés selon l'emploi (%)

SITUATION D'EMPLOI	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021
Auto emploi	9,76	8,11	7,44	-	16,81
Entreprise privée	48,81	20,91	18,11	-	25,33
Fonction publique	4,45	2,36	1,27	-	3,15
Stage	36,98	68,61	73,18	-	54,70

Source : METFPA, 2023.

NB : Les données du taux d'insertion des diplômés selon l'emploi en 2019-2020 sont absentes car l'enquête n'a pas été réalisée en 2020.

Les insérés sont plus nombreux dans le secteur secondaire que les autres secteurs d'activité, soit en moyenne 60,98%. Cependant, le taux d'insertion dans ce secteur a décliné, passant de 69,31% en 2017 à 57,66% en 2019 (cf. Tableau 6.41).

Tableau 6.41 : Répartition des diplômés insérés selon le secteur d'activité (%)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Primaire / agricole	0,33	0,20	1,02
Secondaire / industriel	69,31	60,62	57,66
Tertiaire / services	30,37	39,18	41,31

Source : METFPA, 2023

1.4. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'offre de service de l'Enseignement Supérieur est assurée par 547 établissements au titre de l'année académique 2022-2023 contre 287 en 2015-2016 (cf. Tableau 6.41), soit une augmentation d'environ 90,6% du nombre d'établissements de formation post BAC sur la période 2015-2023. Cette augmentation s'explique, entre autres, par le développement du secteur privé de l'Enseignement Supérieur et l'accélération de la mise en œuvre du Programme de Décentralisation des Universités (PDU).

Tableau 6.41 : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur par type et statut sur la période 2016-2023

TYPE ÉTABLISSEMENT	STATUT ÉTABLISSEMENT	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
UNIVERSITÉ	publique	7	7	7	7	7	8	8	8
	privée	29	30	33	34	40	40	45	52
	Total	**34**	**37**	**40**	**41**	**47**	**48**	**53**	**60**
GRANDE ÉCOLE	Publique	48	35	35	35	35	35	35	37
	Privée	205	217	226	280	318	341	393	450
	Total	**253**	**252**	**261**	**315**	**353**	**376**	**428**	**487**
Total		**287**	**289**	**301**	**356**	**400**	**424**	**481**	**547**

Source : MESRS/DP, annuaires 2015 à 2021 et DPPD-PAP 2023-2025

L'effectif total d'étudiant est passé de 203 555 à 317 636 de 2016 à 2023, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 5,72% sur la période (cf. Tableau 6.42). Les filles représentent 45,84% de l'effectif global des étudiants en 2023. Elles sont plus représentatives dans les universités et grandes écoles privées avec une parité relative, soit 98 filles pour 100 garçons. Au niveau des universités et des grandes écoles publiques, la proportion des étudiantes est respectivement de 31,27% et 25,05%.

Tableau 6.42 : Nombre d'étudiants par type et statut d'établissements

TYPE ETBLT	STATUT ETBLT	ANNÉE ACADÉMIQUE																							
		2015-2016			2016-2017			2017-2018			2018-2019			2019-2020			2020-2021			2021-2022			2022-2023		
		F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M
Université	Publique	26 819	54 081	80 900	35 793	67 006	102 799	39 601	69 783	109 384	41 062	67 756	108 818	40 693	63 778	104 471	42 733	68 788	111 521	35 936	58 366	94 302	37 798	61 521	99 319
	Privée	5 471	5 320	10 791	6 431	6 078	12 509	7 278	7 115	14 393	10 418	9 903	20 321	11 211	10 742	21 953	14 981	15 923	30 904	15 470	16 621	32 091	17 904	18 259	36 163
	Total	32 290	59 401	91 691	42 224	73 084	115 308	46 879	76 898	123 777	51 480	77 659	129 139	51 904	74 520	126 424	57 714	84 711	142 425	51 406	74 987	126 393	55 702	79 780	135 482
Grande école	Publique	13 033	17 499	30 532	10 049	15 529	25 578	11 652	18 236	29 888	10 297	18 761	29 058	9 535	17 081	26 616	20 427	22 867	43 279	35 155	43 085	78 240	39 002	40 555	79 557
	Privée	37 566	43 766	81 332	37 667	40 392	78 059	39 587	42 650	82 237	45 002	46 221	91 223	50 357	50 425	100 782	42 688	45 474	88 162	42 812	46 165	88 977	50 899	51 698	102 597
	Total	50 599	61 265	111 864	47 716	55 921	103 637	51 239	60 886	112 125	55 299	64 982	120 281	59 892	67 506	127 398	63 115	68 326	131 441	77 967	89 250	167 217	89 901	92 253	182 154
Total		82 889	120 666	203 555	89 940	129 005	218 945	98 118	137 784	235 902	106 779	142 641	249 420	111 796	142 026	253 822	120 829	153 037	273 866	129 373	164 237	293 610	145 603	172 033	317 636

Source : MESRS, 2024

L'ouverture de trois nouvelles universités à Abidjan, Man et San Pedro vient renforcer l'offre publique du système de l'Enseignement Supérieur. Ainsi, le nombre d'universités publiques est passé de 5 à 8 entre 2015 et 2023.

Au titre de l'année académique 2022-2023, les universités publiques ont accueilli 99 319 étudiants sur 317 636 (cf. Tableau 6.42, Tableau 6.43, Graphique 6.5 et Graphique A6.4 en annexe 6), soit 31,26% de la population estudiantine. Le taux d'accroissement annuel moyen de l'effectif des étudiants des universités publiques sur la période 2016-

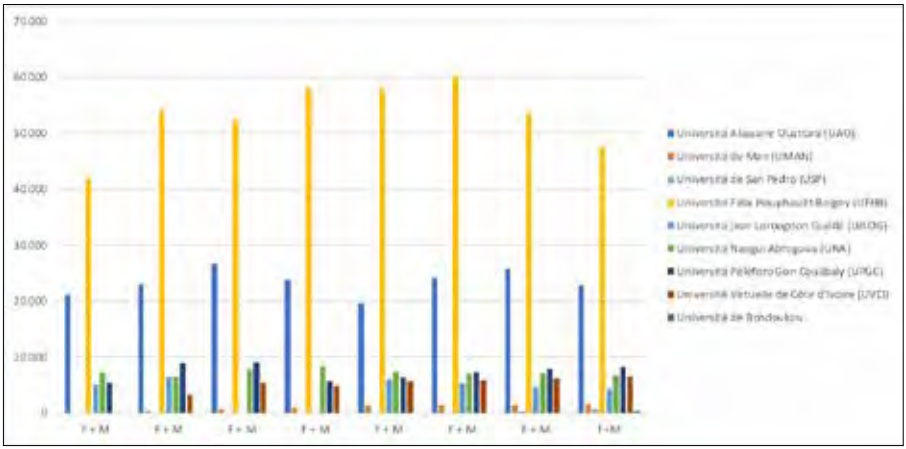
2023 est de 5%. L'Université Félix Houphouët-Boigny reste l'université qui accueille près de la moitié des étudiants des universités publiques (47,89%) suivie de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (23,01%), en 2022-2023.

Tableau 6.43 : Effectifs étudiants des universités publiques de 2016 à 2023

NOM UNIVERSITÉ	ANNÉE ACADÉMIQUE																							
	2015-2016			2016-2017			2017-2018			2018-2019			2019-2020			2020-2021			2021-2022			2022-2023		
	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M
Université Alassane Ouattara (UAO)	6 315	14 859	21 174	7 041	15 990	23 031	8 679	18 112	26 791	8 803	15 028	23 831	8 105	11 486	19 591	10 016	14 146	24 162	9 409	13 250	22 659	9 610	13 246	22 856
Université de Man (UMAN)	0	0	0	54	337	391	123	620	743	182	830	1 012	293	1 102	1 395	296	1 138	1 434	287	1 060	1 347	337	1 257	1 594
Université de San Pedro (USP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	110	228	338	274	497	771
Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)	15 435	26 501	41 936	21 801	32 249	54 050	21 915	30 583	52 498	23 722	34 296	58 018	23 645	34 323	57 968	23 978	36 210	60 188	18 487	28 670	47 157	18 880	28 683	47 563
Université jean Lorougnon Guédé (UJLOG)	1 363	3 787	5 150	1 648	4 860	6 508	1 948	5 017	6 965	2 112	4 925	7 037	2 106	3951	6 057	1 707	3 672	5 379	1 234	2 879	4 113	1 347	3 078	4 425
Université Nangui Abrogoua (UNA)	2 076	5 151	7 227	1 834	4 647	6 481	2 376	5 469	7 845	2 753	5 588	8 341	2 527	4 914	7 441	2 399	4 663	7 062	2 173	4 064	6 237	2 398	4 330	6 728
Université Péléforo Gon Coulibaly (UPGC)	1 630	3 783	5 413	2 648	6 358	9 006	2 976	6 123	9 099	2 098	3 640	5 738	2 305	4 040	6 345	2 528	4 852	7 380	2 551	4 431	6 982	2 662	5 604	8 266
Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI)	0	0	0	767	2 565	3 332	1 584	3 859	5 443	1 392	3 449	4 841	1 712	3 962	5 674	1 809	4 107	5 916	1 685	3 784	5 469	2 137	4 545	6 682
Université de Bondoukou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	186	248	434
Total université publique	**26 819**	**54 081**	**80 900**	**35 793**	**67 006**	**102 799**	**39 601**	**69 783**	**109 384**	**41 062**	**67 756**	**108 818**	**40 693**	**63 778**	**104 471**	**42 733**	**68 788**	**111 521**	**35 936**	**58 366**	**94 302**	**37 831**	**61 488**	**99 319**

Source : MESRS, 2024

Graphique 6.5 : Effectifs étudiants des universités publiques



Source : MESRS, 2024

Le nombre d'étudiants formés à l'ENS et à l'INP-HB est passé de 5 439 en 2016 à 13 592 en 2023 (cf. Tableau 6.44 et Graphique 6.6), soit un taux moyen annuel d'accroissement de 12,13% sur la période. Cette forte croissance des effectifs de ces deux prestigieux établissements de formation de l'élite nationale est la résultante des importants travaux de réhabilitation et d'équipement initiés par le Gouvernement.

Au niveau de l'ENS, l'augmentation de 207% des effectifs a contribué à améliorer (i) la mise en œuvre de la Politique de Scolarisation Obligatoire et (ii) la qualité de l'offre d'éducation en Côte d'Ivoire.

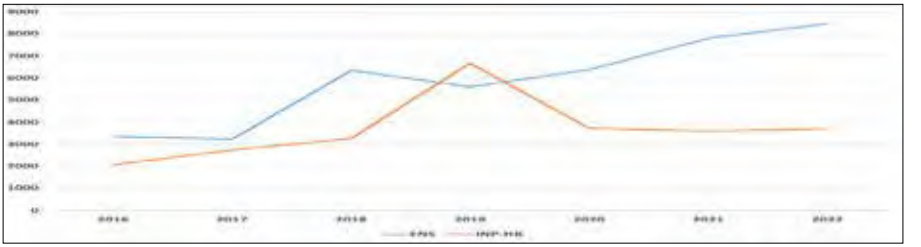
En ce qui concerne l'accès des filles à l'ENS et à l'INP-HB, on note que leur proportion a connu une très nette évolution même si elle reste encore faible (14,25% en 2016 ; 24,88% en 2019 et 29,87% en 2023).

Tableau 6.44 : Effectifs étudiants des grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS de 2016 à 2023

NOM UNIVERSITÉ	ANNÉE ACADÉMIQUE																							
	2015-2016			2016-2017			2017-2018			2018-2019			2019-2020			2020-2021			2021-2022			2022-2023		
	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M
ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (ENS)	572	2 785	3 357	537	2 706	3 243	1 511	4 861	6 372	1 426	4 200	5 626	1 683	4 693	6 376	2 218	5 604	7 822	2 559	5 917	8 476	2 996	6 969	9 965
INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY (INP-HB)	203	1 879	2 082	634	2 108	2 742	777	2 491	3 268	1 642	5 063	6 705	1 012	2 738	3 750	1 047	2 551	3 598	963	2 479	3 442	1 065	2 562	3 627
Total	**775**	**4 664**	**5 439**	**1 171**	**4 814**	**5 985**	**2 288**	**7 352**	**9 640**	**3 068**	**9 263**	**12 331**	**2 695**	**7 431**	**10 126**	**3 265**	**8 155**	**11 420**	**3 586**	**8 623**	**12 209**	**4 061**	**9 531**	**13 592**

Source : MESRS, 2024

Graphique 6.6 : Effectifs étudiants des grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS



Source : MESRS, 2024

Au cours de la période 2020-2023, la répartition des étudiants selon la Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE) montre que le domaine de formation « Commerce, Administration et Droit » accueille le plus grand nombre d'étudiants, soit entre 35,76% (2023) et 40,90% (2020) de l'ensemble de l'effectif (cf. Tableau 6.45).

En ce qui concerne le développement des domaines des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (STIM), les actions initiées par le Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur ont permis d'accroître la représentation des étudiants dans lesdits domaines. En effet, sur les trois années 2020, 2021 et 2022, la proportion d'étudiants inscrits dans les domaines des STIM est passée de 28,14% à 35,74%, soit une augmentation de 7,6 points de pourcentage.

Les Tableaux A6.1, A6.2, A6.3 et A6.4 et le Graphique A6.4 en annexe 6 donnent de plus amples détails sur les domaines d'études et les statuts des établissements. Les autres répartitions des étudiants en fonction des structures d'accueil sont fournies par le Graphique A6.4 en annexe 6.

Tableau 6.45 : Répartition des étudiants des universités et des grandes écoles par domaine d'étude de la CITE et par sexe de 2020 à 2023

DOMAINE DE FORMATION	2019-2020				2020-2021				2021-2022				2022-2023			
	F	M	F+M	PROPOR-TION	F	M	F+M	PROPOR-TION	F	M	F+M	PROPOR-TION	F	M	F+M	PROPOR-TION
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET HALIEUTIQUE ET SCIENCES VETERINAIRES	2 156	5246	7402	2,92%	2730	5869	8599	3,14%	2743	7369	10112	3,44%	3356	8570	11926	3,75%
COMMERCE, ADMINISTRATION ET DROIT	58 967	44 852	103 819	40,90%	58 675	52 187	110 862	40,48%	58 872	47 252	106 124	36,14%	64 198	49 391	113 589	35,76%
EDUCATION	2 699	6 021	8 720	3,44%	4 242	7 143	11 385	4,16%	3 019	7 185	10 204	3,48%	4 346	9 448	13 794	4,34%
INGENIERIE, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET CONSTRUCTION	5 481	17 022	22 503	8,87%	3 497	11 824	15 321	5,59%	7 821	21 671	29 492	10,04%	7 283	20 543	27 826	8,76%
LETTRES ET ARTS	14 682	19 034	33 716	13,28%	14 118	20 495	34 613	12,64%	13 679	18 513	32 192	10,96%	13 515	18 740	32 255	10,15%
PROGRAMMES ET CERTIFICATIONS GENERIQUES	20	20	40	0,02%	8	1	9	0,00%	0	0	0	0,00%	8	9	17	0,01%
SANTE ET PROTECTION SOCIALE	3 309	5 291	8 600	3,39%	11 862	9 686	21 548	7,87%	15 228	12 774	28 002	9,54%	24 186	16 842	41 028	12,92%
SCIENCES NATURELLES, MATHEMATIQUES ET STATISTIQUES	3 947	11 727	15 674	6,18%	4 554	13 065	17 619	6,43%	4 784	14 052	18 836	6,42%	5 142	14 731	19 873	6,27%
SCIENCES SOCIALES, JOURNALISME ET INFORMATION	9 356	14 916	24 272	9,56%	10 014	15 847	25 861	9,44%	10 428	16 446	26 874	9,15%	9 662	14 524	24 186	7,61%
SERVICES	6 390	5 450	11 840	4,66%	5 710	4 825	10 535	3,85%	7 300	5 978	13 278	4,52%	9 021	6 358	15 379	4,84%
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	4 789	12 447	17 236	6,79%	5 419	12 095	17 514	6,40%	5 114	13 382	18 496	6,30%	5 166	12 597	17 763	5,59%
Total général	**111 796**	**142 026**	**253 822**	**100,00%**	**120 829**	**153 037**	**273 866**	**100,00%**	**128 988**	**164 622**	**293 610**	**100,00%**	**145 883**	**171 753**	**317 636**	**100,00%**

Source : MESRS, 2024

L'encadrement pédagogique des étudiants dans les universités et grandes écoles a été assuré par 26 402 enseignants en 2023 contre 17 551 en 2016 (cf. Tableau 6.46) avec respectivement 2971 et 2 078 femmes. Les femmes représentent 11,25% de l'effectif global des enseignants en 2023).

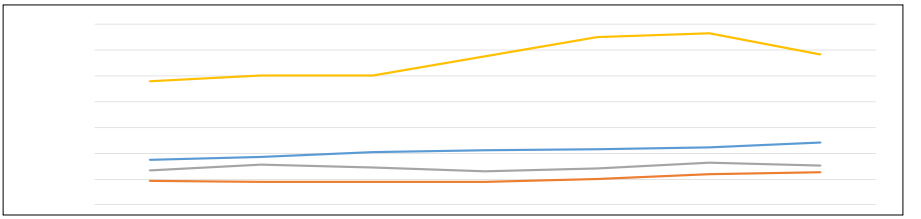
Au titre de la période 2016-2023, on observe un taux d'accroissement global de l'effectif des enseignants de l'ordre de 50,4%. En ce qui concerne les universités publiques, le nombre des enseignants-chercheurs est passé de 3 455 en 2016 à 4 844 en 2023, soit un taux d'accroissement sur la période de 40,20%. Le Graphique 6.7 présente l'évolution des effectifs des enseignants en fonction du type et du statut des établissements.

Tableau 6.46 : Évolution des effectifs des enseignants des universités et grandes écoles par type et statut d'établissements

TYPE ET STATUT ETABLISSEMENT	EFFECTIFS ENSEIGNANTS																							
	2015-2016			2016-2017			2017-2018			2018-2019			2019-2020			2020-2021			2021-2022			2022-2023		
	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M	F	M	F+M
UNIVERSITE PUBLIQUE	600	2855	3455	641	3063	3704	723	3357	4080	782	3469	4251	813	3516	4329	849	3643	4492	872	3858	4730	857	3987	4844
UNIVERSITE PRIVEE	194	1635	1829	175	1607	1782	175	1607	1782	192	1563	1755	199	1837	2036	231	2123	2354	258	2591	2849	358	3516	3874
TOTAL UNIVERSITE	**794**	**4490**	**5284**	**816**	**4670**	**5486**	**898**	**4964**	**5862**	**974**	**5032**	**6006**	**1012**	**5353**	**6365**	**1080**	**5766**	**6846**	**1130**	**6449**	**7579**	**1215**	**7503**	**8718**
GRANDE ECOLE PUBLIQUE	611	2038	2649	640	2509	3149	582	2331	2913	472	2146	2618	488	2321	2809	610	2683	3293	704	2893	3597	751	2879	3630
GRANDE ECOLE PRIVEE	673	8945	9618	693	9338	10031	693	9338	10031	812	10706	11518	897	12086	12983	881	12398	13279	913	12662	13575	1005	13049	14054
TOTAL GRANDE ECOLE	**1284**	**10983**	**12267**	**1333**	**11847**	**13180**	**1275**	**11669**	**12944**	**1284**	**12852**	**14136**	**1385**	**14407**	**15792**	**1491**	**15081**	**16572**	**1617**	**15555**	**17172**	**1756**	**15928**	**17684**
TOTAL GÉNÉRAL	**2078**	**15473**	**17551**	**2149**	**16517**	**18666**	**2173**	**16633**	**18806**	**2258**	**17884**	**20142**	**2397**	**19760**	**22157**	**2571**	**20847**	**23418**	**2747**	**22004**	**24751**	**2971**	**23431**	**26402**

Source : MESRS, 2024

Graphique 6.7 : Évolution des effectifs des enseignants par type et statut des établissements



Source : MESRS, 2024

Les universités et grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS comptent 5 319 enseignants en 2023 contre 3 998 en 2016 (cf. Tableau 6.47). L'UFHB enregistre la plus grande part du personnel enseignant avec comme proportion 50,68% en 2016 puis 46,57% en 2019 et 41,41% en 2023.

Tableau 6.47 : Effectifs des enseignants-chercheurs des universités et grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS par type et statut

STATUT ETABLISSEMENT	ANNÉE ACADÉMIQUE																							
	2015-2016			2016-2017			2017-2018			2018-2019			2019-2020			2020-2021			2021-2022			2022-2023		
UNIVERSITÉS PUBLIQUES SOUS TUTELLE DU MESRS	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**
Université Alassane Ouattara (Uao)	71	537	608	70	545	615	82	590	672	101	658	759	99	640	739	115	696	811	133	741	874	126	819	945
Université De Man (Uman)	0	0	0	7	29	36	9	57	66	8	44	52	10	60	70	11	60	71	13	58	71	9	70	79
Université de San Pedro (USP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	84	97	15	99	114
Université Félix Houphouët-Boigny (Ufhb)	410	1 616	2026	437	1 635	2072	482	1 782	2264	477	1 741	2218	513	1 828	2341	522	1 848	2370	482	1 757	2239	496	1 707	2203
Université Jean Lorougnon Guédé (Ujlog)	29	238	267	30	295	325	39	278	317	55	345	400	55	345	400	55	345	400	67	411	478	57	414	471
Université Nangui Abrogoua (Una)	50	218	268	44	160	204	57	253	310	65	290	355	56	250	306	56	250	306	62	286	348	64	287	351
Université Péléforo Gon Coulibaly (Upgc)	40	246	286	52	377	429	53	375	428	75	369	444	77	361	438	87	412	499	93	460	553	79	495	574
Université Virtuelle De Côte D'ivoire (Uvci)	0	0	0	1	22	23	1	22	23	1	22	23	3	32	35	3	32	35	6	56	62	6	66	72
UBDK																						4	24	28
Total Université Publique Sous Tutelle Du Mesrs	600	2 855	3455	641	3 063	3704	723	3 357	4080	782	3 469	4251	813	3 516	4329	849	3 643	4492	869	3 853	4 722	856	3 981	4 837
GRANDES ÉCOLES PUBLIQUES SOUS TUTELLE DU MESRS	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**	**F**	**M**	**F+M**
École Normale Supérieure (Ens)	23	127	150	22	125	147	22	125	147	20	137	157	22	122	144	22	122	144	29	138	167	20	148	168
Institut National Polytechnique Félix Houphouët- Boigny (Inp-Hb)	31	362	393	31	362	393	32	368	400	25	330	355	26	351	377	23	291	314	24	290	314	11	303	314
Total Grande École Publique Sous Tutelle Du Mesrs	54	489	543	53	487	540	54	493	547	45	467	512	48	473	521	45	413	458	53	428	481	31	451	482
TOTAL UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES	**654**	**3 344**	**3 998**	**694**	**3 550**	**4 244**	**777**	**3 850**	**4 627**	**827**	**3 936**	**4 763**	**861**	**3 989**	**4 850**	**894**	**4 056**	**4 950**	**922**	**4 281**	**5 203**	**887**	**4 432**	**5 319**

Source : MESRS, 2024

Le ratio étudiants/enseignants-chercheurs s'est relativement amélioré entre 2016 et 2023. Il est passé de 26 étudiants encadrés par enseignant-chercheur en 2017 à 21 en 2023 du fait de l'augmentation significative des postes budgétaires en recrutement des enseignants- chercheurs (cf. Tableau 6.48).

En 2023, le déficit d'enseignants-chercheurs a été fortement ressenti à l'ENS. En ce qui concerne l'UVCI, le Ratio étudiants/enseignants-chercheurs paraît très élevé (100) du fait du modèle pédagogique de l'institution basée sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Tableau 6.48 : Ratio étudiants/enseignants-chercheurs des universités et grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS par type et statut

TYPE ET STATUT ÉTABLISSEMENT	NOM ÉTABLISSEMENT	ANNÉE ACADÉMIQUE							
		2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Universités publiques sous tutelle du MESRS	Université Alassane Ouattara (UAO)	35	37	40	31	27	30	26	24
	Université de Man (UMAN)		11	11	19	20	20	19	20
	Université de San Pedro (USP)							4	7
	Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)	21	26	23	26	25	25	21	22
	Université Jean Lorougnon Guédé (UJLOG)	19	20	22	18	15	14	9	9
	Université Nangui Abrogoua (UNA)	27	32	25	23	24	23	18	19
	Université Péléforo Gon Coulibaly (UPGC)	19	21	21	13	14	15	13	14
	Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI)		145	237	210	162	169	88	93
	Université de Bondoukou	0	0	0	0	0	0	0	16
	Total universités publiques sous tutelle du MESRS	23	28	27	26	24	25	20	13
Grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS	Ecole Normale Supérieure (ENS)	22	22	43	36	44	54	51	59
	Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB)	5	7	8	19	10	11	11	12
	Total grandes écoles publiques sous tutelle du MESRS	10	11	18	24	19	25	25	28
Total		**22**	**26**	**26**	**25**	**24**	**25**	**20**	**21**

Source : MESRS, 2024

1.5. PERFORMANCES AUX EXAMENS DU BTS

Le taux d'admissibilité au BTS, toutes filières confondues, se situe en moyenne à 50,27% sur la période 2018-2023. Cependant, on note une forte baisse de ce taux passant de 56,8% en 2017-2018 à 40,97% en 2022-2023 (cf. Tableau 6.49 et Tableau A6.5 en annexe 6), soit une perte de 15,83 points. Cette situation s'explique par les initiatives du Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur en vue de lutter contre la fraude aux examens à grand tirage. Les Tableaux 6.50 et 6.51 donnent respectivement l'évolution du nombre des admissibles aux examens du BTS et la situation des œuvres universitaires.

Tableau 6.49 : Évolution du taux d'admissibilité aux examens du BTS

INDICATEUR	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Taux d'admissibilité au BTS	57,50%	70,50%	56,80%	58,70%	52,30%	46,80%	46,05%	40,97%
Dont filières tertiaires	61,80%	69,44%	58,70%	57,80%	49,81%	44,42%	40,83%	38,27%
Dont filières industrielles	45,80%	72,72%	51,95%	60,70%	59,11%	53,13%	57,87%	48,18%

Source : MESRS, 2024

Tableau 6.50 : Évolution du nombre des admissibles aux examens du BTS

INDICATEUR	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Nombre d'admissibles au BTS	26 542	34 626	25 027	32 535	25 995	25 525	26 832	21 720
Dont filières tertiaires	*20 876*	*22 943*	*18 548*	*22 489*	*18 120*	*17 594*	*16 513*	*13 338*
Dont filières industrielles	*5 666*	*11 683*	*6 479*	*10 046*	*7 875*	*7 931*	*10 319*	*8 382*

Source : MESRS, 2024

Tableau 6.51 : Œuvres universitaires

INDICATEUR	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'étudiants ayant obtenu une bourse ou un secours financier.	31 953	39 005	48 302	24 571	48 511	56 859	84 502
Nombre de lits disponibles dans les résidences universitaires.	11 498	15 613	16 157	16 157	14 533	14 533	17 046
dont proportion de lits attribués aux filles	*ND*	*37,36%*	*36,71%*	*30,51%*	*38,07%*	*39,36%*	*37,64%*
Nombre moyen annuel de repas servis par étudiant des universités publiques par les restaurants universitaires publics.	51	70	77	61	100	99	145

Source : MESRS, 2024

CHAPITRE 2

EMPLOI, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, ACTION SOCIALE ET GENRE

2.1. POLITIQUE DE L'EMPLOI

Pour traiter de manière efficace la question de l'emploi, plusieurs mesures ont été prises, notamment la mise en place d'un cadre institutionnel cohérent de l'emploi assorti de structures opérationnelles pour sa mise en œuvre, l'adhésion aux traités internationaux, la ratification des conventions, la mise en œuvre des directives internationales sur l'emploi, la prise de textes règlementaires et l'élaboration des politiques d'emploi (directs et indirects). Par ailleurs, les différentes politiques nationales de l'emploi élaborées entre 2012 et 2021 tout comme les différents documents de stratégie ont abouti à l'élaboration de plusieurs programmes d'insertion et à l'adoption de mesures fiscales incitatives (cf. Tableau A6.6 en annexe 6) qui ont concouru à l'amélioration de l'employabilité notamment des jeunes et des populations vulnérables.

2.1.1. EMPLOIS DANS LE SECTEUR MODERNE

Entre 2015 et 2023, l'emploi dans le secteur moderne connaît certes des évolutions irrégulières mais reste globalement en hausse. Entre 2022 et 2023, les nouvelles immatriculations ont connu une hausse globale de 21,4%. Toutefois, si la tendance est confirmée au niveau du secteur privé (hausse de 42,7%) l'on note une baisse des immatriculations au niveau secteur public (46,6%).

Entre janvier 2024 et octobre 2024, l'on enregistre 102 614 nouvelles immatriculations, soit 83 519 au niveau de la CNPS (81,4%) et 19 095 au niveau du fichier de la solde (18,6%).

Entre 2015 et octobre 2024, le total des emplois formels enregistrés s'élève à 1 074 943 dont 905 269 nouvelles immatriculations à la CNPS soit 84,2% et 169 674 fonctionnaires et agents de l'Etat intégrés au fichier de la Solde soit 15,8%. Ces proportions confirment une fois de plus que le secteur privé demeure le principal pourvoyeur d'emploi.

En moyenne, le secteur privé a procédé à l'immatriculation de 10 731 travailleurs par mois en 2023 contre une moyenne de 1 272 fonctionnaires intégrés au fichier de la solde. (cf. Tableau 6.53).

Tableau 6.53 : Evolution de l'emploi dans le secteur moderne

SECTEURS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Jan-Oct 2024	TOTAL
Secteur Privé	79 629	76 072	83 764	89 041	83 625	94 297	96 302	90 246	128 774	83 519	905 269
Secteur Public	17 313	10 123	11 946	12 031	11 125	23 847	20 531	28 403	15 260	19 095	169 674
Total	**96 942**	**86 195**	**95 710**	**101 072**	**94 750**	**118 144**	**116 833**	**118 649**	**144 034**	**102 614**	**1 074 943**

Source : CNPS et CGRAE, Calcul DGE, octobre 2024

2.1.2. EMPLOIS CRÉÉS PAR PROGRAMMES SPÉCIAUX

Entre 2012 et 2018, plusieurs programmes d'emplois ont été exécutés dans le cadre de la formation et de l'embauche des jeunes. Ces programmes ont bénéficié à **106 121 jeunes**.

L'effectif total sur la période 2019-2024, des bénéficiaires des dispositifs d'accompagnement des jeunes est de **577 235 personnes**. Il prend en compte l'effectif total des bénéficiaires des dispositifs d'insertion professionnelle et d'emploi des jeunes conduits par le MPJIPSC, ainsi que les programmes du service civique (cf. Tableau 6.54).

Tableau 6. 54: Récapitulatif des effectifs des principaux programmes d'insertion professionnelle et d'emploi des jeunes

PROGRAMMES	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES	**590**	**430**	**7120**	**3227**	**9 695**	**6 536**	**1 880**	**5 761**	**56 784**	**21 893**	**102 549**
FORMATION DE RECONVERSION ET DE REQUALIFICATION (FRR))	-	-	-	1.313	2 426	1 929	420	1 506	39 430	9 383	55 094
APPRENTISSAGE ET CHANTIERS ECOLE	590	430	7.120	1.114	4 138	4 607	1 413	2 720	11 854	10 215	34 947
PERMIS DE CONDUIRE	-	-	-	800	3 131	-	47	1 535	5 500	2 295	12 508
PROGRAMME DE MISE EN STAGE	**285**	**5097**	**6348**	**8590**	**7 409**	**7 502**	**7 810**	**7 222**	**31 690**	**38 506**	**100 139**
STAGE DE QUALIFICATION	285	106	484	5.643	4.249	3 255	3 257	3 696	10 200	8 329	32 986
STAGE ECOLE		4 991	5 864	2 947	3 160	4 247	4 553	3 526	10. 00	8 944	34 730
STAGE D'IMMERSION									11 190	21 233	32 423
PROGRAMME THIMO	**247**	**1 625**	**4 204**	**6 034**	**5 260**	**6 000**	**300**	**5 595**	**13 200**	**13 202**	**43 557**
THIMO	247	1 625	4 204	6 034	5 260	6 000	300	5 595	13 200	13 202	43 557
PROGRAMME ENTREPRENARIAT DES JEUNES	**2873**	**26528**	**5863**	**4892**	**18 921**	**86 793**	**61 247**	**24 502**	**54 271**	**37 108**	**282 842**
ACTIVITE GENERATRICE DE REVENUS	94	20 335	5 846	4 434	18 257	9 113	1 600	17 834	23 612	19 402	89 818
MICROS ET PETITES ENTREPRISES ET PROJETS STRUCTURANTS	2 779	6 193	17	458	664	35	89	668	6 159	3033	10 648
ASSOCIATIONS VILLAGEOISES D'EPARGNE ET DE CREDIT (AVEC)									10 900	10 673	21 573
SUBVENTIONS AUX ACTEURS DU SECTEUR INFORMEL (FASI)					-	77 645	59 558	6 000	13 600	4 000	160 803
TOTAL	**3 995**	**33 680**	**23 535**	**22 743**	**41 285**	**106 831**	**71 237**	**43 080**	**155 945**	**110 709**	**529 087**

Source : MPJIPSC ; 2024

Tableau 6. 55: Récapitulatif des effectifs des principaux programmes du service civique

PROGRAMMES	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL (2019-2024)
SERVICE CIVIQUE D'ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT (SCAD)	368	338	618	202	251	1 452	2 300	3 752
SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)			216	1 000	70	7 106	1 716	8 822
VOLONTARIAT		634		309	2 328	32 808	850	12 209
BENEVOLAT					1 149	21 449	2 054	23 365
TOTAL	**368**	**972**	**834**	**1 511**	**3 798**	**62 815**	**6 920**	**48 148**

Source : MPJIPSC ; 2024

2.1.3. EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le personnel de l'administration publique civile est composé de fonctionnaires (292856 en 2023 contre 187 780 en 2015), de contractuels (586 en 2023 contre 1 026 en 2015) et des gens de maison (3005 en 2023 contre 2 663 en 2015) (cf. Tableau 6.56). Sur la période 2015-2023, il est relevé un accroissement annuel moyen de 5,7% de l'effectif du personnel de l'Administration publique civile de la Côte d'Ivoire.

Tableau 6.56 : Répartition des Fonctionnaires et Agents de l'Etat par statut et par sexe

STATUT	SEXE	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023	
		EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%
Fonctionnaires	Homme	129 779	67,78	141 136	67,12	140 867	66,62	145 503	68,1	149 471	67,20	159 361	63,52	162 255	63,06	168776	62.10	179088	60.41
	Femme	58 001	30,29	66 137	31,45	67 690	32,01	65 786	30,79	69 966	31,46	88 493	35,27	91 933	35,73	99531	36.62	113768	38.38
	Total	187780	98,07	207 273	98,57	208 557	98,64	211 289	98,89	219 437	98,65	247854	98,80	254188	98,79	268307	98.72	292856	98.79
Contractuels	Homme	813	0,42	79	0,04	78	0,04	20	0,009	20	0,01	52	0,02	45	0,02	279	0.10	455	0.15
	Femme	213	0,11	41	0,02	42	0,02	3	0,001	2	0,00	28	0,01	30	0,01	101	0.04	131	0.04
	Total	1 026	0,54	120	0,06	120	0,06	23	0,01	22	0,01	80	0,03	75	0,03	380	0.14	586	0.20
Gens	Homme	2 066	1,08	2176	1,03	2111	1,00	1 730	0.81	2 209	0,99	2 183	0,87	2 198	0,85	2207	0.81	2097	0.71
de maison	Femme	597	0,31	657	0,31	648	0,31	616	0,29	749	0,34	757	0,30	831	0,32	893	0.33	908	0.31
	Total	2 663	1,39	2 883	1,37	2 759	1,30	2 346	1,1	2 958	1,33	2940	1,17	3029	1,18	3100	1.14	3005	1.01
ENSEMBLE		191 469	100,00	210 276	100,00	211 436	100,00	213 658	100,00	222 417	100,00	250874	100,00	257292	100,00	271787	100.00	296447	100.00

Sources : Solde Calcul MEMFPMA, 2023

L'administration publique civile ivoirienne compte au total 296 447 agents en 2023 contre 191 469 en 2015 (cf. Tableau 6.57). La répartition du personnel selon le sexe montre qu'en 2023, les femmes représentent un peu plus du tiers du personnel avec 38,73% contre 61,27% pour les hommes. Selon la tranche d'âge, un peu plus de huit fonctionnaires sur dix (82,61%) ont moins de 50 ans.

Tableau 6.57 : Répartition des Fonctionnaires par groupe d'âge selon le sexe

	TRANCHE D'ÂGE	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Femme	moins de 35 ans	17 510	20 376	18 864	23 033	23 892	25 308	23 754	25336	30848
	35-49	28 634	33 432	36 636	41 544	46 119	51 226	55 920	62606	70825
	50 ans et plus	11 857	12 329	12 190	12022	11867	11 959	12 259	12583	13135
	Total	58 001	66 137	67 690	76 599	81 878	88 493	91 933	100525	114808
Homme	moins de 35 ans	29 784	31 343	27 489	30407	30198	30 549	28 243	29572	32856
	35-49	67 059	74 055	76 998	81702	86997	92 096	96 839	104096	110378
	50 ans et plus	32 936	35 738	36 380	36057	36277	36 716	37 173	37594	38407
	Total	129 779	141 136	140 867	148 166	153 472	159 361	162 255	171262	181641
Ensemble	moins de 35 ans	47 294	31 343	27 489	53440	54090	55 857	51 997	54 908	63 704
	35-49	95 693	74 055	76 998	123246	133116	143 322	152 759	166 702	181 202
	50 ans et plus	44 793	35 738	36 380	48079	48144	48 675	49 432	50 177	51 541
	Total	187 780	207 296	208 557	224 765	235 350	247 854	254 188	271 787	296 447

Source : MEMFPMA, 2023

En 2023, sur un total de 297 190 fonctionnaires, 168 964 fonctionnaires représentant 56,85%, appartiennent à la famille de l'Education-Formation et 14,56% à la famille santé (43 287 agents). Ainsi, près des trois quarts (71,42%) des fonctionnaires appartiennent à ces deux familles d'emplois (cf. Tableau 6.58). La représentation graphique de la répartition des fonctionnaires selon le sexe et le secteur de l'emploi est faite en 2016 et 2023 (cf. Graphique 6.8), celle relative à 2018 et 2019 est faite en Annexe 6 (cf. Graphique A6.5).

Tableau 6.58 : Répartition des Fonctionnaires par sexe selon la famille d'emploi

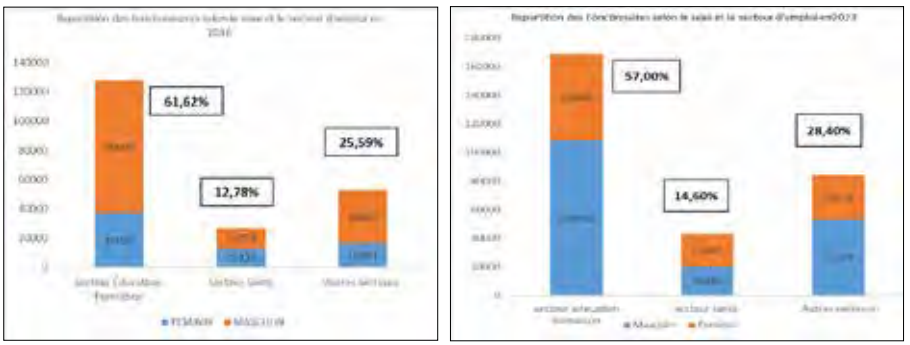
	2016			2017			2018			2019		
FAMILLE D'EMPLOI	**SEXE**		**TOTAL**	**SEXE**		**TOTAL**	**SEXE**		**Total**	**SEXE**		**Total**
	F	**M**		**F**	**M**		**F**	**M**		**F**	**M**	
Administratif, juridique et diplomatique	9 136	13 114	22 250	9 076	12 935	22 011	8 557	10 117	18 674	8 676	10 345	19 021
Affaires sociales	1191	798	1 989	1 181	803	1 984	836	754	1 590	857	766	1 623
Arts et lettres	684	1060	1 744	713	1 069	1 782	748	1 059	1 807	799	1 093	1 892
Corps préfectoral	140	710	850	138	685	823	134	691	825	132	671	803
Économie et finances	2 555	7 308	9 863	2 631	7 264	9 895	3 971	8 855	12 826	4 323	9 086	13 409
Éducation formation	37 036	90 694	127 730	36 705	89 376	126 081	44 163	96569	140 732	46 924	99 490	146 414
Santé	12 720	13 779	26 499	14 452	15 039	29 491	16 041	15 712	31753	17839	16 886	34725
Scientifique et technique	2 675	13673	16 348	2 794	13 696	16 490	2 144	14 396	16 540	2 323	15 122	17 445
Non fonctionnaires	2	21	23	2	18	20	5	13	18	5	13	18
EFFECTIF TOTAL	**66 139**	**141 157**	**207 273**	**67 692**	**140 885**	**208 577**	**76 599**	**148 166**	**224 765**	**81 878**	**153 472**	**235 350**

	2020			2021			2022			2023		
FAMILLE D'EMPLOI	**SEXE**		**Total**	**SEXE**		**Total**	**SEXE**		**Total**	**SEXE**		**Total**
	F	**M**		**F**	**M**		**F**	**M**		**F**	**M**	
Administratif, juridique et diplomatique	9 476	11 304	20 780	10 487	12 038	22 525	12205	13048	25253	15180	16862	32042
Affaires sociales	2 277	2 698	4 975	2 337	2 740	5 077	2509	3081	5590	2661	3236	5897
Arts et lettres	882	1 154	2 036	958	1 205	2 163	1039	1212	2251	1127	1257	2384
Corps préfectoral	161	720	881	160	686	846	156	635	791	150	593	743
Économie et finances	5 036	9 622	14 658	5846	10 230	16 076	7119	11069	18188	8072	11544	19616
Éducation formation	48 899	99 452	148 351	49 062	98 493	147 555	52794	103151	155945	60868	108096	168964
Santé	19 027	17 691	36 718	19991	18 548	38 539	20323	18249	38572	23 007	20 280	43 287
Scientifique et technique	21 762	34 411	56 173	23 083	36 863	59 946	24464	38465	62929	26899	40645	67544
Non fonctionnaires	0	0	0	0	0	0	83	222	305	-	-	-
EFFECTIF TOTAL	**88 493**	**159 361**	**247 854**	**91 933**	**162 255**	**254 188**	**120692**	**189132**	**309824**	**114957**	**182233**	**297190**

Source : MEMFPMA, 2023

La famille d'emploi scientifique et technique prend en compte le secteur santé.

Graphique 6.8 : Répartition des fonctionnaires selon le sexe et le secteur d'emploi en 2016 et en 2023



Source : MEMFPMA, 2023

2.1.4. ACTIVITÉS DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Il y a une progression constante du nombre de conflits de travail enregistrés. Le nombre de conflits traités est passé de 2 181 en 2015 à 10 717 en 2022 (cf. Tableau 6.59), soit une augmentation de 391,38%. Par ailleurs, les cas de conflits sont traités avec efficacité et célérité, ce qui explique cette hausse du taux de résolution qui est passé de 56% en 2015 à 62,02% en 2022.

Tableau 6.59 : Conflits individuels de travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de conflits individuels de travail	2 181	5 279	7 660	7 940	14 281	14 291	11831	10717
Nombre de conflits individuels de travail réglés	1 221	3 069	3 068	4 436	6 766	7 493	6 415	6 647
Taux de résolution des conflits individuels de travail (%)	56%	58%	40%	56%	47%	52%	54,22%	62,02%

Source : MEPS, 2023

Le constat est le même pour les conflits collectifs. Ainsi, le nombre de conflits collectifs traitéspar l'Inspection du Travail est passé de 24 en 2015 à 139 en 2022(cf. Tableau 6.60). Les conflits collectifs jouent sur la vie de l'entreprise parce qu'ils surviennent dans la relation de travail et engagent l'ensemble des travailleurs, sinon une partie. Les positions sont moins fermes parce que la relation de travail doit se poursuivre après le conflit et l'entreprise ne doit pas être mise en péril. L'Inspection du Travail agit dans ce cas pour sauver les intérêts de toutes les parties.

Tableau 6.60 : Conflits collectifs de travail

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de conflits collectifs de travail	24	67	147	102	141	137	268	139
Nombre de conflits collectifs de travail réglés	21	53	128	80	109	78	207	109
Taux de résolution des conflits collectifs de travail	87,5%	79%	87%	78%	79%	57%	77,23%	78,42%

Source : Source : MEPS, 2023

L'Inspection du Travail a un rôle de contrôle de l'application de la législation du Travail. De 596 contrôles effectués en 2015, le chiffre est passé à 1779 contrôles en 2022 (cf. Tableau 6.61). Cette activité permet de déceler les défaillances dans l'application des dispositions sociales et de collecter des informations sur la vie des entreprises. L'on a enregistré une hausse des déclarations d'entreprises passant de 128 en 2015 à 875 en 2019 avant de connaitre une baisse en 2020 avec 291 déclarations. Cette baisse est certainement liée à la crise de la Covid-19 survenue en 2020 et qui a eu un impact négatif sur la plupart des activités des entreprises. Le nombre de déclarations s'est nettement amélioré passant de 298 en 2021 à 337 en 2022. Toutefois, ce nombre demeure faible et ne reflète pas le taux de création des entreprises en Côte d'Ivoire.

Tableau 6.61 : Gestion quotidienne

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de contrôles d'entreprises	596	413	1 398	2 332	2 674	1 900	3177	1779
Déclaration d'entreprises	128	273	493	694	875	291	298	337

Source : MEPS, 2023

2.2. MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET INNOVATION DU SERVICE PUBLIC

La modernisation de l´Administration publique voulue par le Gouvernement ivoirien consiste à bâtir une administration moderne, efficace et compétitive. Il s'agit notamment, d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers, de faciliter leurs accès à l'information, de rapprocher les services publics des usagers et de renforcer leur confiance à l'égard de l'Administration publique.

La modernisation de l'Administration constitue un choix stratégique du Gouvernement pour accompagner tous les chantiers économiques, politiques et institutionnels initiés en Côte d'Ivoire. L'objectif visé par cette politique est de tirer profit des avantages offerts par les Technologies de l'Information et de la Communication afin d'améliorer la réactivité et la qualité des services offerts par l'administration publique aux populations.

Quatre principaux chantiers de modernisation de l'administration publique ci-dessous ont été initiés depuis 2017 :

❖ **la maison du citoyen**

Ce projet consiste à offrir aux usagers du service public un guichet unique en vue de leur permettre d'effectuer leurs démarches administratives dans un cadre offrant des services publics intégrés.

L'objectif visé par le Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public à travers cette initiative est de rapprocher le service public des populations et de faciliter la production des documents administratifs à l'effet d'en réduire les délais de délivrance et les coûts induits.

Dans ce cadre, une Communication en Conseil des Ministres sur la « Maison du Citoyen » a été adoptée le 08 juillet 2020. Concomitamment, le Ministère a mobilisé les partenaires publics et privés pour la réalisation du projet. Ces discussions, notamment celles avec la POSTE-CI, ont abouti à la signature d'une convention, le 11 août 2020, et à l'ouverture de la première Maison du Citoyen au sein de l'agence de la POSTE-CI à Yamoussoukro, le 18 août 2020.

❖ **la Politique Nationale de l'Informatisation**

La Politique Nationale de l'Informatisation a pour but de mettre à la disposition de la Côte d'Ivoire, un document de politique qui la dote de système, de mécanismes et d'outils d'une bonne gouvernance électronique, afin de bâtir une administration publique moderne, modèle, efficiente, transparente et orientée citoyen.

Dans le cadre de la validation de cette politique, un atelier interministériel a été organisé les 7, 8 et 9 septembre 2020.

La Politique Nationale d'Informatisation de l'administration se décline en six (6) domaines d'engagement et d'orientations politiques :

- cadre institutionnel, législatif, règlementaire et gouvernance des systèmes d'information ;
- processus, procédures et méthodes ;
- technologies et innovations ;
- sécurité et cyber sécurité ;
- ressources humaines et conduite de changement ;
- gouvernance économique et financière. Le document finalisé a été soumis en Conseil des Ministres pour adoption.

Le Cadre institutionnel de mise en œuvre de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration comprend un Comité de pilotage présidé par le Premier Ministre et un Comité Technique présidé par le ministre en charge de la Modernisation de l'Administration.

❖ observatoire du Service Public

Au cours de l'évaluation à mi-parcours du PND 2016-2020, il a été relevé une absence de dispositif opérationnel permettant de rapprocher l'Administration publique de l'usager-client afin de faciliter leurs interactions. Dans cette optique, le décret n°2017-83 du 08 février 2017 a créé l'Observatoire du Service Public (OSEP). Puis, il a été reformé par le décret n°2019-1100 du 18 septembre 2019 en vue de le rendre plus performant.

C'est un organe de veille stratégique permanent d'aide à la prise de décision pour l'amélioration continue de la qualité de service public et la satisfaction de l'usager-client. A travers ses différents canaux de saisine (appels, mails, tchats, réception de courriers physiques, plateforme informatique : portail du citoyen « Miliê »), l'OSEP permet aux usagers-clients d'interagir avec l'Administration sur leurs préoccupations quotidiennes (demandes d'informations, réclamations, observations, suggestions, etc.) et assure le suivi des requêtes en vue de satisfaire les usagers. Le portail « Miliê » est accessible via le site internet www.servicepublic.com, le smartphone, l'ordinateur, les tablettes, le call center ou par courrier adressé à l'OSEP.

Le nombre de requêtes effectuées par les usagers du service public est passé de 434 en 2018 à 2085 en 2019 puis à 3007 en 2023 (cf. Tableau 6.62). Sur ces différentes années, le taux de traitement des requêtes a chuté de 100% en 2018, à 82% en 2019 et a connu une hausse à 95% en 2023.

Tableau 6.62 : Situation du traitement des requêtes à l'OSEP

INDICATEURS	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de requêtes effectuées par les usagers du service public (a)	434	2 085	8 083	40805	18419	3007
Nombre de requêtes traitées (b)	434	1 714	7 206	38218	15779	2857
Taux de traitement des requêtes (%) (c) = (b)/(a)	100%	82%	89%	94%	86%	95%

Source : MEMFPMA/ OSEP 2023

❖ e-démarche administrative

Le projet e-démarches administratives consiste en la simplification, la dématérialisation et la mise en ligne des procédures administratives en vue de faciliter les démarches des usagers pour l'obtention d'actes auprès des administrations publiques.

Le nombre total de procédures dématérialisées et mises en ligne de 2017 à 2024 est de 260 (cf. Tableau 6.63). Les procédures mises en ligne sont accessibles via le portail ***www.servicepublic.gouv.ci****.*

Tableau 6.63 : Situation des procédures dématérialisées

INDICATEURS	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023		TOTAL
Nombre de procédures recensées et revisitées (a)	300	300	300	300	264	234	120	104	290
Nombre de procédures administratives dématérialisées (b)	36	30	-	36	30	17	40	34,67	96,67
Proportion des procédures dématérialisées en%	12	10	-	12	11,36	07,26	120	104	260
Nombre de procédures mises en ligne	0	18	-	-	36	17	120	104	290

Source : MEMFPMA/ DMOA, 2023

❖ **Signature électronique**

Depuis 2023, une autre initiative est en cours d'implémentation, il s'agit du projet « utilisation de la signature électronique dans la délivrance des actes administratifs ».

La Signature électronique est un procédé informatique sécurisé, appliqué à un document numérique qui permet de garantir l'identité du signataire, la non-répudiation de l'acte et l'intégrité du document signé, c'est-à-dire l'impossibilité de le modifier.

Ce projet vise à contribuer à la célérité dans la délivrance des actes administratifs.

Cette initiative est conforme à la loi N° 2013-546 du 30 juillet 2013 relative aux transactions électroniques, à l'ordonnance N°2017-500 d'août 2017 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives et au décret N°2014-106 du 12 mars 2014 fixant les conditions d'établissement et de conservation de l'écrit et de la signature sous forme électronique.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de structures administratives utilisant à ce jour la signature électronique.

Tableau 6.64 : Situation des structures administratives utilisant la signature électronique

Structures administrative	2023	2024	TOTAL
Nombre de structures administratives utilisant la Signature électronique	02	03	05

Source : MEMFPMA/ DMOA, 2023

2.3. ACTION SOCIALE

2.3.1. PROTECTION SOCIALE

Le système de protection sociale de la Côte d'Ivoire est essentiellement constitué de :

1. la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (CGRAE) qui gère au profit des bénéficiaires les régimes des pensions, les recouvrements des cotisations et les prestations afférentes aux régimes et les fonds collectés ;
2. la Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de l'Etat (MUGEFCI) dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ses membres et de leurs ayants droit, au moyen d'un système d'entraide et de solidarité, tendant à couvrir les risques sociaux (prise en charges des soins médicaux et frais pharmaceutiques, couverture du risque décès et à la retraite…) ;
3. la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) qui gère le régime obligatoire de la prévoyance sociale du secteur privé et assimilé. Elle intervient également dans le domaine de l'action sanitaire et sociale ;
4. la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) qui est la structure en charge du pilotage et de régulation de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Au niveau de la CGRAE, il faut noter que le taux de masculinité demeure élevé dans la population des retraités, avec 78% d'hommes. Par ailleurs, il est observé que le nombre de cotisants a augmenté de 2015 à 2022 passant de 238 236 à 318 194, ainsi que les cotisations recouvrées qui ont atteint 263 390 502 321 de FCFA en 2022 contre 215 690 692 354 de FCFA en 2018 avec des taux de recouvrement respectifs de 95,93% et 98,34% (cf. Tableau 6.64).

Tableau 6.64 : Statistiques liées aux activités de la Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat (IPS-CGRAE)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de cotisation de l'IPS CGRAE (%)	25	25	25	25	25	25	25	25	25
Nombre de cotisants de l'IPS CGRAE	238 236	244 036	251 833	251 163	259 440	277 670	293 816	318 194	336 692
Hommes	171 530	175 706	181 320	182 872	188 898	198 240	202 811	220 386	232 928
Femmes	66 706	68 330	70 513	68 291	70 542	79 430	91 005	97 808	103 764
Nombre de retraités de l'IPS CGRAE	46 001	46 738	48 601	51 084	57 078	61 842	61 571	60 060	64 805
Hommes	35736	36309	37756	39 113	43 951	47 514	46 969	45 712	49 157
Femmes	10265	10429	10845	11 971	13 127	14 328	14 602	14 348	15 648
Recouvrement (millions de FCFA) des cotisations de l'IPS CGRAE (Encaissement)	166 979,30	193 763,250	209 098,836	215 690,692	222 067,653	235 783,284	246 365,197	263 390,502	277 741,784
Taux de recouvrement de l'IPS CGRAE (%)	93,64	97,13	99,02	98,34	97,49	95,09	98,71	95,93	99,01
Montant (millions de FCFA) annuel des prestations assurées par l'IPS CGRAE	136 528,471	152 368,137	147 563,041	163 472,465	185 352,222	199 439,839	208 089,247	213 167,216	217 430,560
Montant (millions de FCFA) moyen mensuel des prestations assurées par l'IPS CGRAE	11 377,37	12 697,34	12 296,92	13 622,71	15 446,02	16 619,99	17 340,77	17 763,93	18 119,21
Nombre de bénéficiaires des prestations de l'IPS CGRAE	74 779	75 457	78 384	83 396	88 462	93 758	98 373	94 116	96 706
Pensions directes IPS CGRAE	46 001	46 738	48 601	51 084	57 078	61 842	64 910	63 010	64 805
Pensions de réversion IPS CGRAE	28 778	28 719	29 783	32 312	31 384	31 916	33 463	31 106	31 901
Montant global (millions de FCFA) des cotisations IPS CGRAE	178 312,871	196 047,837	211 164,751	219 320,886	227 851,983	247 970,009	249 572,098	274 558,265	280 245,742

Source : MEPS / CGRAE, 2023

La hausse significative du nombre de retraités sur la période de 2015 à 2023, plus spécifiquement à partir de l'exercice 2018, s'explique par la sortie régulière des effectifs dont la mise à la retraite avait été reportée en raison de l'allongement de l'âge de départ à la retraite de 5 ans, soit 60 ans et 65 ans contre 57 ans et 60 ans sous l'ancienne législation.

Le montant annuel des prestations, mentionné dans le tableau ci-dessus, correspond aux pensions directes (pensions de retraite), aux pensions indirectes (pensions de conjoints survivants, pensions temporaires orphelins…) et aux autres types de prestations (capital décès, allocation temporaire d'invalidité, remboursement de cotisation de prestations sociales…).De plus, le montant global des cotisations de l'IPS–CGRAE figurant à la dernière ligne du tableau, intègre le montant des encours de cotisations et le montant des arriérés.

Au niveau des prestations sociales des agents du privé assurées par la CNPS, il est observé également que le nombre de cotisants a connu une croissance de 2015 à 2022 passant de 511 315 à 990 562. Toutefois, le taux de recouvrement des cotisations a chuté, passant de 90% en 2015 à 88% en 2022 (cf. Tableau 6.65). Cette structure offre différentes prestations en lien avec la retraite des adhérents.

Tableau 6.65 : Statistiques liées aux activités de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (IPS-CNPS)

Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Démographie								
Employeurs	30 924	32 668	34 987	36 103	37 512	39 994	44 187	48 642
*Nombre de cotisants de la CNPS**	511 315	594 353	677 432	746 179	771 499	655 774	878 948	990 562
Salariés affiliés	672 251	704 012	754 928	801 255	818 787	863 700	933 356	903 558
Retraités	75 807	76 207	74 140	75 604	77 613	80 600	79 857	81128
Nombre de retraités de la CNPS	***75 807***	***76 177***	***74 140***	***75 604***	***77 613***	***80 600***	**79857**	**81128**
Hommes	64 577	64 918	63 157	63 862	65 016	66 913	69 974	71 005
Femmes	11 230	11 259	10 983	11 742	12 597	13 687	26 328	27 040
Effectif des bénéficiaires de la CNPS	***159 602***	***167 559***	***175 601***	***187 670***	***197 813***	***205 610***		
Prestations familiales	42 225	49 462	58 314	69 178	75 821	80 792	86 427	89 130
AT-MP	13 048	13 644	13 582	12 461	12 772	12 387	**13 234**	14 210
Retraite (y compris les ayants droit)	104 329	104 453	103 705	106 031	109 220	112 431	107 500	109 954
Prestations d 'assurance maternité	ND	ND	6 182	7 046	8 259	8 175	8213	8624
Recouvrement (millions de FCFA) des cotisations	***227 933,9***	***251 115,0***	***278 613,8***	***291 772,4***	***311 578,1***	***329 312,0***		
Prestations familiales et AM	22 731,8	27 649,6	27 861,4	30 302,2	28 076,2	ND	31 111 ,43	34 453 ,33
AT-MP	12 140,0	14 818,1	13 930,7	16 104,7	15 219,7	ND	16 284, 46	17 500
Retraite	193 062,1	208 647,3	236 821,7	245 365,5	268 282,1	ND	324 664, 97	330 878, 9
Taux de recouvrement de la CNPS (%)	90	89	88	88	87	ND	87	88
Prestations (millions de FCFA) assurées par la CNPS	***121 769,4***	***127 801,1***	***136 133,8***	***141 218,2***	***149 645,4***	***161 686***		
Charges techniques PF	1 405,8	2 267,4	4 055,4	5 160,0	5 441,5	ND	14 705, 27	15 146
Charges techniques AT/MP	8 418,6	8 655,3	8 927,5	7 302,3	8 512,0	ND	10 991, 93	11 322
Charges techniques Retraite	106 968,5	111 441,0	117 139,7	122 337,2	128 462,0	ND	146 145,7	150 530
Charges techniques Assurance Maternité	4 976,6	5 389,7	5 964,3	6 300,7	7 153,5	ND	7 888, 9	8 126
Charges techniques Action sanitaire	0,0	47,7	46,9	118,0	76,4	ND	0, 217	0,217
Pension de retraite moyenne annuelle	1 025 300	1 066 901	1 129 547	1 153 787	1 176 176	ND	1 726 042	1 777 823
Ratio de Dépendance démographique de la CNPS*	***6,4***	***6,7***	***7,3***	***7,6***	***7,5***	***7,7***	***7,7***	***7,7***

Source : MEPS, 2023

*Le nombre de cotisants prend en compte les salariés pour lesquels au moins une cotisation a été déclarée dans l'année.

(**) Le ratio de dépendance démographique de la CNPS a été déterminé par le calcul suivant : Effectifs salariés assuré / Nombre de bénéficiaires de retraite.

En ce qui concerne les risques de maladie, l'Etat a institué la Couverture Maladie Universelle (CMU) pour garantir à l'ensemble des populations résidant en Côte d'Ivoire, l'accès facile à des soins de santé de qualité. Il faut souligner qu'après la phase pilote, la CMU est entrée effectivement en vigueur le 1er octobre 2019 avec le démarrage des prestations selon la programmation du Gouvernement. A ce jour, 1 665 615 personnes sont enrôlées (cf. Tableau 6.66).

Tableau 6.66 : Statistiques liées aux activités de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (IPS-CNAM)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'enrôlés CMU	340 581	313 137	239 838	29 2 482	702 782	1 002 915	352 768	477 516	1 665 615
Nombre d'établissements sanitaires réhabilités dans la CMU				725					
Nombre de cartes CMU produites				556 390	642 292	746 884	941 753	345 157	319 389
ACTES DELIVRES									
Pharmacies				25 039	26 609	91 267	44 348	33 238	215 459
Consultations				31 182	73 247	204 019	114 387	104 616	105 700
Biologie				7 500	3 057	9 743	13 031	20 840	26 450
Soins dentaires				2 879	405	460	321	463	664

Source : CNAM, 2023

Au fil du temps, la MUGEF-CI a étendu son champ de prestations qui s'établit comme suit : prise en charge des frais pharmaceutiques, de soins et prothèses dentaires et d'optique, la maladie, la couverture du risque décès et à la retraite, à travers la mise en place des régimes complémentaires que sont Ivoir'santé, Ivoir'prevoyance, Plan entraide mutuelle (pem) et Plan entraide plus (pep).

Entre 2015 et 2017, le nombre de bénéficiaires des prestations de la MUGEFCI est passé de 708 509 à 846 349 (cf. Tableau 6.67), soit un surcroît de 19,45% avec des prestations cumulées régulièrement en hausse.

Tableau 6.67 : Statistiques liées aux activités de la Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de Côte d'Ivoire (MUGEFCI)

	2015	2016	2017
Nombre de bénéficiaires de la MUGEFCI	708 509	785 837	846 349
Taux de recouvrement de la MUGEFCI (Régime de Base Maladie) (%)	87	112	71
Taux de recouvrement de la MUGEFCI (Régime Complémentaire Maladie) (%)	91	115	90
Nombre moyen mensuel de prestations assurées par la MUGEFCI	623 031	688 850	694 867
Montant (millions FCFA) annuel des prestations assurées par la MUGEFCI (Régime de Base Maladie)	14 653 444 306	16 474 068 400	16 651 774 135
Montant (millions FCFA) annuel des prestations assurées par la MUGEFCI (Régime Complémentaire Maladie)	6 780 449 984	9 172 863 244	10 218 985 637
Montant (millions FCFA) moyen mensuel des prestations assurées par la MUGEFCI (Régime de Base Maladie)	1 221 120 359	1 372 839 033	16 651 774 135
Montant (millions FCFA) moyen mensuel des prestations assurées par la MUGEFCI (Régime Complémentaire Maladie)	565 037 499	764 405 270	851 582 136

Source : Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale

2.3.2. PROTECTION DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

Plusieurs actions ont été menées en faveur de la protection de la femme et de l'enfant et la promotion de leurs droits. Elles devraient se poursuivre à travers notamment, la construction et la réhabilitation des structures de base pour une meilleure prise en charge de la femme et de l'enfant (cf. Tableau 6.68 et Tableau 6.69).

S'agissant des orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV) du fait du VIH / SIDA identifiés, leur nombre évolue en dents de scie de 2015 à 2023 et le nombre de ceux qui sont pris en charge respecte sensiblement cette logique. Ainsi, l'effectif des OEV identifiés et des OEV pris en charge est passé respectivement de 176 647 à 181 361 et de 143 385 à 153 097 sur la période. Malgré un effectif de 2 847 travailleurs sociaux notamment les assistants sociaux, les structures de base en dehors d'Abidjan sont en situation de sous-effectif.

Tableau 6.68 : Dispositif national d'intervention en protection sociale

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de Centres de Protection de la Petite Enfance (CPPE)	82	82	86	87	88	96	101	106	112
Nombre de Centres d'Action Communautaire pour Enfance (CACE)	131	77	109	122	144	148	145	148	161
Nombre de Complexes Socio-Educatifs (CSE)	30	30	33	44	47	51	51	54	54
Nombre de centres sociaux hors complexes	91	95	97	Protection Sociale	Protection Sociale	Protection Sociale	115	121	136
Nombre de travailleurs sociaux disponibles	3960	3187	3881	2139	1903	1940	--------	--------	2 847
Nombre de pouponnières publiques	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Nombre d'orphelinats publics	2	2	2	2	2	2	2	2	2

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'orphelins et autres enfants rendus vulnérables (OEV) du fait du VIH /SIDA identifiés	176 647	190 623	178 374	194 185	176 687	163 800	191 953	187 475	181 361
Nombre d'Orphelins et autres Enfants rendus Vulnérables (OEV) du faite VIH/SIDA prise en charge	143 385	135 636	132 801	150 184	127 576	137 615	161 780	146 590	153 097
Nombre de plateformes de protection de prise en charge des OEV	53	58	64	73	74	74	74	75	76
Nombre de familles/ménages bénéficiaires d'appui direct	00	00	150	150	150	285	904	3 173	12 656
Nombre de plateformes de protection VBG	48	48	57	61	65	69	79	84	88
Nombre de cas de VBG pris en charge	1 225	3 061	3 415	2 744	3193	5 405	6 040	7 919	8 862
Nombre d'institutions spécialisées de prise en charge des enfants en situation d'Handicap	02	02	02	02	02	02	02	02	02
Nombre de localités disposant de mécanisme communautaire de protection de l'enfant « forum de l'enfant »	ND	54	96	ND	ND	ND	50	ND	ND
Nombre de localités disposant de mécanismes communautaires de Protection de l'Enfant	ND	ND	ND	ND	1588	1653	1860	2030	2 225
Nombre de personnes sensibilisées sur la protection de l'enfant	ND	ND	ND	ND	79 570	170 440	199 590	258 728	292 164

Source : MFFE/MEPS/MFP, 2024

Entre 2015 et 2020, l'effectif des enfants pris en charge par les CPPE et CACE publics a enregistré une hausse, pour ensuite se stabiliser relativement autour de 18 500 entre 2021 et 2023. Ainsi, de 13 040 enfants pris en charge en 2015, ce nombre est passé à 18 548 en 2023, soit une augmentation de 42,24% L'effectif du personnel éducatif, quant à lui, a connu trois moments. D'abord, une hausse entre 2015 (1 018) et 2018 (1 500), puis un fléchissement entre 2019 (1 158) et 2021 (966) et une hausse progressive de 2022 (1 034) à 2023 (1 162).

Tableau 6.69 : Evolution des résultats des actions de protection de la femme et de l'enfant

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Effectif des enfants pris en charge par les CPPE et CACE	13 040	14 884	15 889	17 050	18 531	19 606	18 423	18 967	18 548
Effectif du personnel éducatif dans les CPPE et CACE	1 018	1 046	1 423	1 500	1 158	1 142	966	1 034	1 162
Effectifs des enfants pris en charge dans les pouponnières publiques	283	235	335	368	?	?	?	324	321
Effectifs des enfants pris en charge dans les orphelinats publics	249	296	301	260	?	?	?	263	210
Effectif des Maîtresses (adjointe) d'Education permanente/Maitre	573	573	573	551	564	526	550	719	862
Nombre de crèches/garderie publiques	-	-	-	1	2	3	3	4	4
Nombre de centres sociaux en complexe	28	28	30	33	37	37	48	54	54
Nombre de centres d'éducation spécialisés	30	30	33	36	41	41	51	54	54

Source : MFFE, 2024

2.4. GENRE

2.4.1. FEMMES EN SITUATION DE RESPONSABILITÉ

Le principe du genre exige que les femmes participent à la vie publique. Dans la fonction élective, les femmes représentent 12,44% des maires pendant qu'elles représentent 34,16% dans la fonction de conseillères municipales (cf. Tableau 6.70). En outre, sur la période 2018-2023, deux (02) femmes sont présidentes de Conseil Régional et 519 femmes (33,83%) comme conseillères régionales.

L'adoption, en mars 2019, par le Gouvernement d'un projet de loi imposant pour les scrutins uninominaux ou de listes, un quota minimum de 30% de femmes sur le nombre total de candidats présentés pour les scrutins relatifs à l'élection des Députés, des Sénateurs, des Conseillers régionaux, des Conseillers de districts et des Conseillers municipaux devrait permettre l'amélioration prochaine de cette situation.

Tableau 6.70 : Proportion des femmes dans les fonctions électives sur la période 2018-2023

	LOCALITÉS	EFFECTIFS	PROPORTION (%)
Nombre et proportion des femmes Maires	Communes	25 sur 201	12,44
Nombre et proportion des femmes Conseillères Municipales		2 251 sur 6 589	34,16
Nombre et proportion des femmes Présidentes de Conseils Régionaux	Régions	02 sur 31	6,45
Nombre et proportion des femmes Conseillères Régionales		519 sur 1 534	33,83

Source : Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, 2024

❖ Dans l'administration centrale

Dans l'ensemble, on observe un faible taux de représentation des femmes dans les postes de décision dans l'Administration publique ; et les tendances sont bien souvent en baisse. La proportion des femmes occupant des postes de Directeurs de Cabinets ministériels (20,69% en 2016, et 17,95% en 2023), de Directeurs Généraux et centraux (21, 23% en 2016, 21, 22% en 2023) (cf. Tableau 6.71).

Tableau 6.71 : Effectif et proportion des femmes Fonctionnaires aux postes de responsabilité *

POSTES DE RESPONSABILITE	2016		2017		2018		2019	
	Effectif	Prop%	Effectif	Prop%	Effectif	Prop%	Effectif	Prop%
Directeur de Cabinet	6	20,69	4	13,79	0	0	3	7,32
Directeur Général	139	18,63	154	18,38	0	0	2	6,67
Directeur Central	472	21,68	477	21,13	31	14,9	84	13,53
Directeur Régional	14	18,42	57	17,16	14	17,07	40	11,87
Sous-Directeur	258	20	256	19,3	25	28,09	38	20,77
Chef de service					6	15	9	12,68
Préfet de Département					14	11,02	14	11,02
Préfet de Région					3	4,84	3	4,84
Secrétaire Général de Préfecture					21	13,29	21	13,29
Sous-Préfet					92	23,41	92	23,41
Ambassadeur					13	16,88	12	17,14

POSTES DE RESPONSABILITE	2020		2021		2022		2023	
	Effectif	Prop%	Effectif	Prop%	Effectif	Prop%	Effectif	Prop%
Directeur de Cabinet	4	13,79	7	18,42	9	20,45	7	17,95
Directeur Général	4	8,70	5	9,43	11	16,67	320	21,22
Directeur Central	28	1,65	37	1,98	59	2,90		
Directeur Régional	281	14,45	326	15,38	386	15,97	124	18,54
Sous-Directeur	231	22,28	237	22,17	249	22,31	1078	21,53
Chef de service							-	-
Préfet de Département	19	10,16	22	10,53	24	10,43	59	25,88
Préfet de Région	8	10,13	8	9,20	8	8,99	18	12,59
Secrétaire Général de Préfecture							53	19,56
Sous-Préfet	226	20,05	264	20,66	302	20,84	83	30,51
Ambassadeur	15	8,88	15	8,88	15	8,88	16	16,16

Source : MFPMA, 2023.
(*) qui ont une habilitation dans le SIGFAE

❖ Au sein des Sociétés du portefeuille de l'Etat

Le taux de représentation des femmes au poste de Directeur Général a connu une amélioration, passant de 3,68% en moyenne sur la période 2015-2020 à 8,28% en moyenne sur la période 2021-2024. Toutefois, la promotion du genre pourrait être mieux prise en compte dans les instances de gouvernance des entreprises du portefeuille de l'Etat au regard du faible taux de femmes PCA (La moyenne des femmes est de deux (2) sur cent (100) pour le poste de PCA) (cf. Tableau 6.72).

Tableau 6.72 : Nombre de DG et de PCA par genre dans les entreprises du portefeuille de l'Etat

Année	Genre	DG		PCA	
		NB	%	NB	%
2024	Hommes	77	92%	81	96%
	Femmes	7	8%	3	4%
2023	Hommes	80	92%	84	97%
	Femmes	7	8%	3	3%
2022	Hommes	81	93,10	84	96,55
	Femmes	6	6,90	3	3,45
2021	Hommes	73	90,12	79	97,53
	Femmes	8	9,88	2	2,47
2020	Hommes	78	96,30	79	97,53
	Femmes	3	3,70	2	2,47
2019	Hommes	78	96,30	80	98,76
	Femmes	3	3,70	1	1,24
2018	Hommes	78	96,30	80	98,76
	Femmes	3	3,70	1	1,24
2017	Hommes	79	96,34	80	97,56
	Femmes	3	3,66	2	2,44
2016	Hommes	79	96,34	79	96,34
	Femmes	3	3,66	3	3,6
2015	Hommes	79	96,34	80	97,56
	Femmes	3	3,66	2	2,44

Source : DGPE, 2024

❖ Dans l'armée

Sur la période 2018-2024, près de 3 femmes sur 5 dans l'armée ivoirienne ont moins de 35 ans (cf. Tableau 6.73). Chez les hommes, les moins de 35 ans représentent près de 70% des effectifs masculins.

Tableau 6.73 : Proportion des militaires repartis par groupe d'âge et selon le sexe

	TRANCHE D'ÂGE	2018	2019	2020	2021	2022	2024
Femme	Moins de 35 ans	59%	58%	54%	59%	60%	59%
	35-49	41%	41%	42%	39%	38%	40%
	50 ans et plus	0%	2%	4%	3%	2%	1%
Homme	Moins de 35 ans	81%	81%	85%	84%	83%	70%
	35-49	16%	16%	12%	13%	14%	20%
	50 ans et plus	3%	3%	3%	3%	3%	10%
Ensemble	Moins de 35 ans	81%	81%	84%	84%	83%	83%
	35-49	16%	16%	13%	14%	14%	12%
	50 ans et plus	3%	3%	3%	3%	3%	5%

Source : MEMDEF, 2024

Sur la période 2018-2024, il est observé que les femmes représentent, selon le statut, 5% des effectifs chez les officiers, 10% des effectifs des sous-officiers et près de 15% des effectifs chez les militaires de rang (cf. Tableau 6.74).

Tableau 6.74 : Proportion des militaires repartis par groupe d'âge et selon le sexe

STATUT	SEXE	2018	2019	2020	2021	2022	2024
OFFICIERS	Homme	97%	96%	96%	96%	96%	95%
	Femme	3%	4%	4%	4%	4%	5%
SOUS-OFFICIERS	Homme	99%	99%	99%	99%	99%	90%
	Femme	1%	1%	1%	1%	1%	10%
MILITAIRES DU RANG	Homme	92%	93%	92%	92%	93%	85%
	Femme	8%	7%	8%	8%	7%	15%

Source : MEMDEF, 2024

S'il n'existe pas de conflit collectif de travail dans les forces armées, il apparaît la survenance de conflits individuels de travail sur la période 2018-2024 (cf. Tableau 6.75). Ces conflits sont généralement tous réglés.

Tableau 6.75 : Conflits individuels de travail

	2018	2019	2020	2021	2022	2024
Nombre de conflits individuels de travail	32	28	17	30	19	50
Nombre de conflits individuels de travail réglés	32	26	17	30	18	48
Taux de résolution des conflits individuels de travail (%)	100%	93%	100%	100%	95%	96%

Source : MEMDEF, 2024

Il est enregistré en 2024, 47 postes de responsabilités occupés par les femmes, soit presque le double des postes occupés en 2018 (26). Les cheffes de groupe représentent près de 32% de ces postes de responsabilité soit une baisse de 9% (cf. Tableau 6.76).

Tableau 6.76 : Effectif des femmes militaires aux postes de responsabilités

POSTES DE RESPONSABILITE	2018	2019	2020	2021	2024
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif
Chef d'Etat-major					
Chef d'Etat-major adjoint					
Directeur Général					
Directeur central					
Chef d'Etat-major d'armée					
Chef d'Etat-major d'armée adjoint					
Chef de division					
Chef de bureau					1
Sous-directeur					2
Chef de corps					
Commandant en second	1	1	1	1	
Commandant de compagnie	4	5	7	8	9
Chef de section	4	9	12	15	10
Chef de groupe	11	14	16	16	15
Chef d'équipe	6	8	9	6	10

Source : MEMDEF, 2024

2.4.2. AUTONOMISATION DE LA FEMME

L'encadrement des femmes, en termes d'infrastructures et de nombre de femmes prises en compte, a connu des améliorations significatives entre 2015 et 2023. Les actions d'autonomisation de la femme sont présentées dans le Tableau 6.77. Selon le RGPH 2021, le taux d'analphabétisme des femmes est de 57,50% en 2021, en baisse par rapport à son niveau de 65% en 2017

Tableau 6.77 : Actions d'autonomisation de la femme

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'Instituts de Formation et d'Education Féminine (IFEF)	116	115	118	119	121	122	130	125	130
Nombre de femmes et jeunes filles non scolarisées formées par les IFEF	6 552	8 414	8 490	5 478	5 718	5 389	4 937	5 559	6 645
Nombre de femmes formées en alphabétisation	32 356 3251	42 202 1736	44 423	1 804	2 572	2 211	1 648	1 635	1 658
Nombre de femmes encadrées dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin par les IFEF (ou la DAEF)	8 782	11 164	10 044	3 156	4 103	1 697	1 769	?	620
Taux d'analphabétisme des femmes	63%	63%	65%	-	-	-	57,50%	57,50%	57,50%

Source : MFFE, 2024

2.4.3. VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Les femmes (y compris les filles) demeurent les principales victimes de violences basées sur le genre (90,40% en 2016 et 82,81% en 2023). Toutefois, la proportion des hommes victimes de VBG reste non négligeable, passant de 9,96% en 2016 à 17,19% en 2023 (cf. Tableau 6.78). Par ailleurs, les enfants restent majoritairement victimes de violences sexuelles avec des taux au-dessus de 75%. Selon l'annuaire statistique du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de l'année 2023, chaque jour, un peu plus de deux enfants sont pris en charge pour des incidents de viol en Côte d'Ivoire.

Tableau 6.78 : Evolution des taux des Violences basée sur le genre

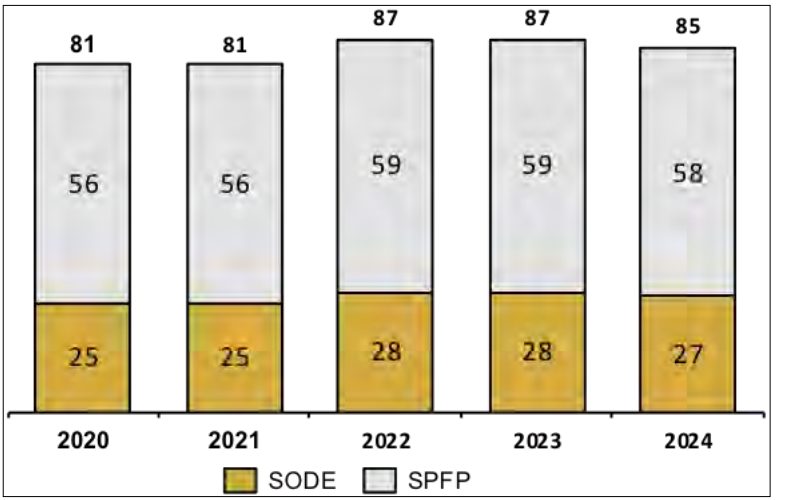
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Proportion des femmes/filles victimes de violences basées sur le genre /prises en charge	ND	90,40%	83,13%	91,91%	84,81%	81,98%	83,94%	84,37%	82,81%
Proportion des hommes/garçons victimes de violences basées sur le genre/pris en charge	ND	9,96%	16,87%	08,09%	15,19%	18,02%	16,06%	15,63%	17,19%
Proportion des enfants victimes de violences basées sur le genre/pris en charge	ND	ND	ND	ND	49,48%	46,79%	42,19%	40,83%	37,42%
Proportion des enfants victimes de violences sexuelles/pris en charge	ND	ND	ND	ND	76,92%	77,41%	77,42%	78,79%	78,52%

Source : MFFE, 2024

2.5. EVOLUTION DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de l'Etat est constitué de 85 sociétés contre 87 en 2023 (cf. Graphique 6.9). La variation résulte de la sortie de l'Institut National de la Statistique (INS) et EDIPRESSE SARL[1].

Graphique 6.9 : Evolution du portefeuille de 2020 à 2024



*SODE : Société d'Etat **SPFP : Société à Participation Financière Publique

Source : DGPE, 2025

fin 2024, le portefeuille de l'Etat était constitué de 27 sociétés d'Etat (SODE), contre 28 en 2023 et de 58 sociétés à participation financière publique (SPFP) en 2024, contre 59 en 2023.

Les SPFP sont régies par la Loi n°2020-886 du 21 octobre 2020, portant définition et organisation desdites sociétés et revêtent trois (3) formes selon le niveau de la participation financière publique, à savoir :

- Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire pour lesquelles l'Etat détient la majorité du capital social : dix-huit (18) sociétés ;
- Sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire Contrôlées par l'Etat sur lesquelles l'Etat exerce un contrôle bien que détenant moins de 50% du capital : cinq (5) sociétés ;
- Sociétés à Participation Financière Publique Minoritaire : trente-cinq (35) sociétés.

Le vocable « **entreprises publiques** » regroupe les Sociétés d'Etat, les Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire et les Sociétés Contrôlées par l'Etat, soit un effectif de cinquante (50) à fin 2024. A fin 2024, le nombre d'emplois directs créés par les entreprises publiques est estimé à 28 956 contre 29 660 en 2023.

2.5.1.SITUATION DE PRIVATISATIONS

Sur la période 2015-2024, le processus de privatisation des sociétés de l'Etat (cf. Tableau 6.79) s'est déroulé comme suit :

- en 2022 : cession de 9,95% sur 14,95% d'actionnariat Etat au sein du capital de Orange Côte d'Ivoire, à l'endroit du grand public, réalisée via la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)
- en 2020 : l'Etat a cédé la totalité de ses parts (30%) dans le capital de PALMAFRIQUE.
- au titre de l'année 2017, d'autres privatisations des participations de l'Etat ont été opérées, à savoir deux cessions partielles (SMI qui porte sur 30% des parts de l'Etat et la CIDT avec la cession des 90% des parts de l'Etat) et deux cessions totales (NSIA-BANQUE et SN SOSUCO).
- an 2016 : Deux (2) Offres Publiques de Vente (OPV) ont été réalisées. Elles portent sur 15% des actions de l'Etat au sein de la SIB et sur la totalité des parts de de l'Etat au sein de SUCRIVOIRE.
- en 2015 : la SIB a connu une cession partielle de la participation détenue par l'Etat (39%) à Attijariwafa Bank. De plus, toutes les parts de l'Etat au sein de la société NEI-CEDA ont été cédées au Groupe Hachette Livre.

En outre, il est envisagé des cessions des parts résiduelles de l'Etat de Côte d'Ivoire dans le capital de la société CIDT et une cession de la SONITRA et l'année 2026 devrait voir la cession des parts de l'Etat de Côte d'Ivoire dans le capital de la TRCI.

Tableau 6.79 : Operations opérées

	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015
Cession partielle			**ORANGE CI**					CIDT, SMI	SIB	SIB
Cession totale		*Banque Populaire (BPCI)*			*WFC, NDCI*	*YAOURE MINING*	*PAL-MAFRIQUE*	*NSIA BANQUE, SN SOSUCO*	*SUCRIVOIRE*	*NEI-CEDA*
Dissolution			*FODI, SODERTOUR LACS, SPDC, EPN SOGEPIE & AGEDI*							
Transformation	*INS en ANSTAT*		*SICOGI en ANAH*							
Création		*SOCITA*	*CI-PME, SOGEDI, ANAH, SONAPIE, SGPME*							
Sortie des EP	*EDIPRESSE SARL*									
Prise de participation	*SINICO IVOIRE COLTAN 3G MINING K1 MINING*		*SM Lobo, SM Lafigué, PMF, RoxGold Sango, AFC*	*SMF*	*GUCE-CI*	*SMD, PMY*				

Source : DGPE ; 2025

2.6. PROJETS FINANCÉS PAR LE C2D

Plusieurs projets ont fait l'objet de financement de la part du C2D. Les secteurs bénéficiaires sont contenus dans le Tableau 6.80.

Tableau 6.80 : Secteurs de concentration du C2D

SECTEURS DE CONCENTRATION	Montant (Mds FCFA)				Pourcentage
	1er C2D	2e C2D	3e C2D	Cumul	
Éducation, formation, emploi	61,00	148,25	121,89	331,14	17,41%
Santé	50,30	56,41	53,00	159,71	8,40%
Agriculture, développement rural et biodiversité	51,83	81,69	69,87	203,39	10,70%
Développement Urbain, Décentralisation, eau et assainissement	56,51	77,24	86,85	220,60	11,60%
Infrastructures de transport	100,10	125,29		225,39	11,85%
Justice et Etat de Droit	15,09	40,67	24,47	80,23	4,22%
Sécurité		6,56		6,56	0,34%
Gouvernance Financière			9,84	9,84	0,52%
Industrie Culturelle et créative			11,28	11,28	0,59%
Etudes et Pilotage	12,53	6,38	22,96	41,87	2,20%
Appuis budgétaires	65,90	195,48	350,28	611,66	32,16%
TOTAL	**413,25**	**737,95**	**750,77**	**1 901,67**	**100%**

Source : Secrétariat Technique du C2D, 2024.

2.6.1. EXÉCUTION FINANCIÈRE DES PROJETS

- Etat de remboursement de dettes C2D : Au 31 décembre 2024, **1 573,48 milliards (Mds) FCFA** ont été remboursés et reversés sur le compte du C2D à la BCEAO. Toutes les échéances de remboursements ont été honorées, à l'exception (i) de l'échéance d'octobre 2020 de **73,80 Mds FCFA**, rééchelonnée dans le cadre du moratoire à la faveur des mesures d'atténuation des impacts économiques de la crise sanitaire liée à la COVID 19 (ISSD), dont **49,18 Mds FCFA** ont été remboursés, (ii) de l'échéance d'avril 2024 (**87,57 Mds FCFA**) dont **20 Mds FCFA** ont été remboursés et (iii) de celle d'octobre 2024 (**87,57 Mds FCFA**).

  En somme, le montant global des remboursements du C2D non effectués, en fin 2024, s'élève à **179,76 Mds FCFA**.

  Au 31 janvier 2025, l'échéance d'Avril 2024 de **87,57 Mds FCFA** a été entièrement remboursée et reversée, ainsi qu'un reversement de **11,48 Mds FCFA** au titre de l'ISSD d'avril 2024. Le montant total des remboursements de dettes s'élève donc à **1652,53 Mds FCFA**.

- Engagement : **45 conventions d'affectation** signées ont couvert la totalité des deux premiers C2D (14 sur le 1er C2D et 15 sur le 2ème C2D, pour un montant total de **1151,25 Mds FCFA**).

  Au titre du **3ème C2D, 78,19% d'engagement (soit 587,06 Mds FCFA)** avec la signature de sept (16) conventions d'affectation et l'abondement de financement des Projets Eau et Assainissement d'urgence du 2ème C2D.

  Le **montant total engagé est de 1741, 72 Mds FCFA**, sur l'enveloppe globale du C2D, soit **91,57%** de taux d'engagement global.

- Décaissements : Au 31 décembre 2024, les décaissements cumulés représentent **1 505,63 Mds FCFA**, sur **1 573,48 Mds FCFA** déjà remboursés (soit **95,68%**).

- Prévisions de décaissements :

Les prévisions de décaissements, au titre de l'année 2025, sont estimées à **107, 86 Mds FCFA** dont **65,60 Mds FCFA** d'appuis budgétaires.

Tous les projets des 1er C2D et 2ème C2D devraient être achevés au 31 décembre 2025. Quant aux projets du 3ème C2D, la majorité a démarré, les autres (06) dont les conventions d'affectation sont en cours de signature démarreront dans le courant du premier trimestre 2025. Le Tableau 6.81 donne les décaissements par secteur.

Tableau 6.81 : Décaissements par projet (milliards de FCFA)

PROJETS	Montants Projets	Décaissements Niveau 1		Décaissements Niveau 2	
		Mds FCFA	%	Mds FCFA	%
Éducation-Formation -Emploi	331,12	225,29	68,04%	188,55	48,61%
Santé	159,71	113,92	71,14%	85,54	53,41%
Agriculture, dév. Rural et Biodiversité	203,38	149,20	73,36%	135,77	66,64%
Dév. Urbain, Eau et Assainissement	220,60	156,99	71,17%	144,05	60,84%
Infrastructures de transport	225,38	225,38	100%	225,26	99,94%
Justice , Etat de Droit et Gouvernance Financière	90,06	59,75	66%	54,16	60,14%
Sécurité	6,6	6,6	100%	3,17	48,38%
Industrie Culturelle et créative		11,61		-	-
Etudes et Pilotage	41,87	23,71	56,63%	20,09	40,37%
Appuis budgétaires globaux & Ciblés	611,66	544,79	89,07%	544,79	89,07%
TOTAL	**1902**	**1 505,63**	**79,16%**	**1401,40**	**73,68%**

Source : Secrétariat Technique du C2D, 2024

- **100%** du 1er C2D et **99,44%** du 2ème C2D sont décaissés (**1147,76 Mds FCFA sur 1151,25**)
- Concernant le 3ème C2D **15**, les conventions d'affectation ont été signées et **06** en attente de signature.

2.6.2. RÉALISATIONS CONCRÈTES DU C2D

Tous les projets du 1er C2D sont achevés avec 14 conventions d'affectations signées, pour un montant total **de 413,25 Mds FCA** totalement engagés (cf. Tableau 6.80). Les projets du 2ème C2D sont pour la plupart en phase d'achèvement avec 15 conventions d'affectations signées, pour un montant de **737,95 Mds FCFA** entièrement engagés également. Au titre du 3ème et dernier C2D, d'un montant de **750,77 Mds FCFA**, les projets ont débutés avec la signature de15 conventions d'affectations avec un taux d'engagement de **78,19%.**

2.6.2.1. EDUCATION DE BASE

- **116** écoles **construites et équipées** (**348 salles de classes primaires** et **116 salles de classes maternelles** avec aires de jeux aménagés et équipés ;
- **128 collèges de proximité construits et équipés de** tables-bancs, matériels informatiques, matériels didactiques et équipements sportifs **;**
- Acquisition et distribution de près de **1 000 000 manuels scolaires** et mise en place du système BONAMAS ;
- **7 minibus de 15 places** acquis pour les Antennes de la Pédagogie et de la Formation Continue ;
- **le CAFOP de Man réhabilité** et du **matériel didactique et de technologie d'information éducative ;**

- **7 Livrets d'amélioration des pratiques de classe** et **2 livrets chef d'établissement** élaborés ;
- **10 145 enseignants du primaire, 15 000 directeurs d'écoles primaires, 2 660 Directeurs d'écoles préscolaires et 1000 chefs d'établissements** formés ;
- **l'applicatif de codification des postes (CODIPOST)** entièrement déployé et opérationnel, à la disposition de la Direction des Ressources Humaines du MENA pour optimiser la gestion des ressources humaines ;
- 13 Actions de formation pour 3 558 (1245 femmes) personnels administratifs et d'encadrement formés ;
- **3 manuels d'autoformation, 1 Dictionnaire des compétences et 1 Référentiel d'évaluation des compétences professionnelles** élaborés.

2.6.2.2. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- **Le Lycée Professionnel de Yopougon construit et équipé** ;
- Le Lycée Professionnel de Daoukro réhabilité et équipé ;
- Les travaux de construction du **Lycée Professionnel Sectoriel de formation aux métiers agricole de BOTRO en cours d'achèvement**.
- Ateliers construits/ réhabilités pour le compte de la DAIP dans 9 établissements ;
- **5656 apprentis** recrutés, formés et payés dans 42 établissements sur toute l'étendue du territoire national et **1500 maîtres-artisans** certifiés par la validation des acquis d'expérience (VAE).
- Les travaux de construction / Réhabilitation d'un Centre de Développement et de Gestion des Curricula et hangar d'Abidjan, du lycée technique de Bouaké, de l'Institut des Aveugles de Yopougon, Centre de Formation Professionnelle de Yamoussoukro, du Centre de Formation Professionnelle d'Alépé, de la filière Transport Logistique (LP Jacqueville, CPMA Vridi) en cours.

2.6.2.3. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- **Matériels de l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) (**opération coup de poing) livrés ;
- **Etanchéité des toitures** de l'ensemble des bâtiments de l'INP-HB traitée ;
- **Réseaux intranet** de l'INP-HB installé ;
- **Cuisines** des sites Centre et Sud de l'INP-HB réhabilitées ;
- **Lancement des travaux** de construction des résidences universitaires de Yamoussoukro et de reconstruction de l'antenne de l'INPHB à Abidjan – Danga ;
- **Modernisation de l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) et de l'Ecole Supérieure de l'Industrie (ESI)** achevées ;
- **Accès sécurisés** aux laboratoires et aux ateliers pédagogiques (fenêtres et portes) par les grilles métalliques ;
- **Universités Publiques**.

2.6.2.4. GOUVERNANCE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- **Amélioration de la gouvernance** des établissements publics d'enseignement supérieur en liaison avec l'implantation du système Licence-Master-Doctorat (LMD) :
  - **392 enseignants** *formés à l'élaboration de maquettes pédagogiques au format LMD,*
  - **700 enseignants** *formés à l'appropriation des fondamentaux du LMD,*
  - **30 enseignants** *et responsables administratifs formés aux outils de lutte contre la fraude et le plagiat,*
  - **150 000 plaquettes** *d'information sur le LMD produites,*

2.6.2.5. STUDIOS D'ENREGISTREMENT ET DE MONTAGE VIDÉO

- Création de **Studios d'enregistrement et de montage vidéo** MOOC (**Ingénierie** de l'offre de formation en présentiel et à distance) :
  - 22 Projets MOOC financés,
  - 62 enseignants-chercheurs formés aux méthodes de Scénarisation MOOC et accompagnés à la production et la mise en ligne de nouveaux contenus,
  - 98 personnes formées sur la gestion bibliothécaires et l'accès à des ressources éducatives libres gratuites,
  - 47 informaticiens formés à la gestion et à l'administration de réseaux.
- **16 étudiants bénéficiaires des bourses de Master** ont validé leurs Masters et sont de retour en Côte d'Ivoire ;
- **40 étudiants bénéficiaires des bourses de Doctorat** (**15** étudiants ont soutenu leurs thèses de Doctorat et les **25** autres doctorants ont terminé leurs trois alternances. Ils sont à la phase de rédaction de leurs mémoires ou de soutenance) ;
- **77 bourses de stage** de perfectionnement des enseignants-chercheurs attribuées et les stages réalisés ;
- **17 761 ouvrages** livrés aux universités et grandes écoles.
- ***117,8 milliards FCFA*** décaissés pour le projet Education-Formation.

2.6.2.6. EMPLOI

❖ **Emploi : 32 milliards de CFA d'investissement effectués**

- **19 11 jeunes** accompagnés vers l'emploi sur le C2D 1 *(employabilité renforcée pour 5670 jeunes et Entrepreneuriat pour 13 441)*, dont 42% de femmes, soit **103,3% des objectifs du projet ;**
- **5 057 jeunes** dont 64,5% de femmes insérés dans les THIMO ;
- **4 130 jeunes** placés en stages professionnels dans 80 entreprises ;
- **468 jeunes** en service civique par la formation dans un centre dédié ;
- **17 437 jeunes** ont été formés et accompagnés à la création d'activités génératrices de revenus (AGR) et de micro et petites entreprises (MPE).

❖ **Accompagnement à la Reconversion des Militaires : 6,5 Mds milliards de CFA d'investissement effectués**

- **303 personnes** insérées dans les emplois salariés (249 à la Fonction Publique et 54 au Privés) ;
- **1432 personnes** accompagnées à l'auto-emploi ou entreprenariat.

2.6.2.7. SANTÉ

Il est projeté dans le secteur de la santé d'investir **106,71 Milliards de FCFA** :

- les contenus de formation révisés, les compétences des enseignants et la gouvernance de l'INFAS rehaussées pour répondre aux critères du LMD ;
- 2000 professionnels de santé formés sur la santé maternelle et infantile ;
- 48 ESPC ont été réhabilités ou construits ;
- Les travaux de construction de l'INFAS d'Aboisso sur le site d'Assouba sont achevés ;
- Les INFAS de Korhogo et de Bouaké ont été rénovés et équipés ;
- Les travaux à l'hôpital Baptiste de Ferkessédougou et le pôle mère-enfant sont achevés depuis 2019, ains que les travaux à l'Hôpital Saint Jean-Baptiste de l'Ordre de Malte de Bodo-Tiassalé ;
- L'agence NPSP de Bouaké est achevée et inaugurée par le Premier Ministre Ahmed BAKAYOKO en Octobre 2020. La réhabilitation des deux entrepôts sur le site d'Abidjan est également terminée ;
- Des Hôpitaux Généraux (HG) et CHR dans l'Ouest rénovés et mis aux normes (HG de Duékoué; CHR de Guiglo; CHR de San-Pedro et HG de Soubré).
- La clinique AIBEF de Korhogo construite.

89,42 Mds FCFA décaissés pour le secteur de la Santé.

2.6.2.8. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL :

❖ **PSAC**

- **6000 km de pistes agricoles réhabilités / entretenus** dans le bassin cotonnier, la Nawa, le Sud Comoé ;
- **180 km de pistes agricoles pour la filière anacarde réhabilités en 2018 dans la Région du Gontougo**

❖ **Réhabilitation de barrages et aménagement de surfaces cultivables**

- **Réhabilitation achevée des barrages de Solomougou et de Tchaloni ;**
- **736 hectares aménagés en aval de Solomougou ;**
- **204 ha de plaine cultivable aménagée à Tchaloni ;**
- **2 sièges de Coopératives et 06 magasins de stockages de 400 tonnes chacun construits à Solomougou ;**
- **2 sièges de Coopératives et 02 magasins de stockages de 400 tonnes chacun construits à Tchaloni ;**
- **2 Centre d'étuvage de riz construit à Guiembé (Solomougou) et à Nondara (Tchaloni) ;**
- **44 Certificats délivrés aux propriétaires terriens autour des 2 barrages**

❖ **Conseil de Gestion :**

- **23 membres du Centre Régional d'Orientation et de Suivi** (CROS) regroupant 10 filières et 12 conseillers agricoles formés (07 modules de formation dispensés et un voyage d'échanges d'expériences organisé au Sénégal) ;
- **9 254 bénéficiaires** finaux ont été appuyés (46 Organisations Professionnelles Agricoles, 122 Exploitants Agricoles Individuels et 240 Exploitants Agricoles Collectifs) ;

❖ **Fonds Compétitif pour l'Innovation Agricole Durable (FCIAD) :**

- **44 projets** financés (19 filières végétales, 04 animales, 01 sylvicole), pour **19 421 bénéficiaires directs dont 5 049 femmes** (26%) ;
- **06 éditions** du Concours d'Innovation Agricole Durable (CIAD) organisés et deux Journées de l'Innovation Agricole Durable (J'INNOV) ;

❖ **Traçabilité des fèves de cacao** *(Cacao Ami des Forêts, 3 Coopératives bénéficiaires)* **:**

- **3 503 producteurs géoréférencés ;**
- **4 030 plantations géolocalisées pour 12 893,05 ha et 2 899 tonnes livrées**.

92,23 Mds FCFA *décaissés pour le sous-secteur agriculture dont* ***6,28 Mds FCFA*** *en 2022.*

2.6.2.9. ENVIRONNEMENT-BIODIVERSITÉ

- **10,41 Mds FCFA de dotation** du Fonds des Parcs et Réserves pour le financement pérenne de la protection et l'entretien des parcs et réserves animalières de Côte d'Ivoire ;
- **Capacités techniques et logistiques de l'OIPR** renforcées ;
- **Plus de 150 microprojets** réalisés en faveurs des populations riveraines des aires protégées qui collaborent à la protection de ces parcs ;
- Appui à la protection de **310 000 ha d'aires protégées ;**
- **Une plateforme informatique du géoportail** de suivi spatial des terres (Géoprtail SST) mise en place ;

16,19 Mds FCFA *décaissés au profit du sous – secteur Environnement - Biodiversité avant 2022.*

2.6.2.10. ROUTES ET OUVRAGES D'ART

Il est effectué dans ce secteur 225,39 Milliards de FCFA d'investissement :

- **513 km de voies interurbaines bitumées** réhabilités pour assurer la praticabilité de ces voies et améliorer la sécurité des usagers.
- **410 km de pistes** dans la région de la Nawa réhabilités, pour le rétablissement de la praticabilité des voies.
- **Ponts de Béoumi** sur le fleuve Bandama (304 m) et sur la rivière Kan (95 m) construits, avec la **réhabilitation de 32 km de routes en terre** de Béoumi à Kounahiri.
- **3,9 km de voirie bitumés** pour le désenclavement du sous-quartier Abobo Clouetcha,
- **20 km de voiries** bitumés réhabilités dans d'autres quartiers d'Abidjan, pour le rétablissement de la praticabilité, le décongestionnement et la réduction des embouteillages,

- **Signalisation routière** pour l'amélioration de la circulation à Abidjan.
- **Pont de Bettié** (189 m) sur la rivière Comoé, inauguré par le Président de la République, en décembre 2017.
- **Pont Houphouet-Boigny** (372 m) réhabilité, avec la reprise des fondations et le renforcement du tablier.
- Route de l'Est sur le C2D (Adzopé-Pont Comoé) **Route du Nord (Bouaké-Ferké-Ouangolo)** renforcées (**220 km de voies interurbaines)**.
- **11 ponts métalliques** construits à Kongolo (Kong), Ndénou (Bouaké), Bambalouma (Mankono), Douaguié (Kouibly), Bodokro (Béoumi), Kouroukoro (Séguéla), Bassehoa (Gagnoa), Gbagbazo (Gueyo), Nebo (Divo), Sokouraba (Minignan) et Attiékoi (Alépé).

225,39 Mds FCFA décaissés pour le secteur avant fin 2020.

2.6.2.11. DÉVELOPPEMENT URBAIN

Il est projeté pour : Décentralisation – Eau & Assainissement : 133,75 Milliards de FCFA d'investissements

❖ **Eau Potable**

- **40 forages, 350 km de conduites d'eau et 6 stations de traitement**, produisant **39 000 m³** d'eau supplémentaires par jour dans le district d'Abidjan et **6 000 m³** d'eau supplémentaires par jour dans le district des Montagnes construits.
- **Usine de production d'eau potable** construites à Songon, pour une production de **45.000 m³** par jour au profit du District d'Abidjan.
- **Usine de production d'eau potable** construite à Cocody Saint-Viateur, avec une capacité de production de **12 000 m3/jour**, pour renforcer l'alimentation en eau potable à Abidjan et préserver la nappe phréatique.
- Mise en place d'un **réseau de surveillance** des niveaux et de la qualité de l'eau de la nappe phréatique à Abidjan.
- **23 254 ménages à faibles revenus bénéficiaires de branchements sociaux** dans les districts d'Abidjan et des Montagnes
- **49 500 mètres** de réseau primaire de distribution d'eau potable réalisés à Abobo.
- **101 000 mètres linéaires de canalisation** pour l'extension du réseau de distribution dans les quartiers défavorisés, pour absorber les nouvelles capacités de production de la station de Songon.
- **9 châteaux d'eau** construits dans les localités de Gagnoa et Sinfra (Bazré, Kononfla, Zaménafla, Sinfra, Bayota, Zahibohio, Ouragahio, Kpapékou et Gagnoa).

103.67 Mds FCFA *décaissés au profit du secteur Eau avant 2022.*

❖ **Volet Assainissement**

- **Schéma Directeur d'Assainissement et de Drainage d'Abidjan** actualisé.
- **Tour d'équilibre** de Port Bouët réhabilitée (Remplacement de la cheminée d'équilibre par un système de double ventouses).
- **12 stations de pompage d'eaux usées** réhabilitées et **03 nouvelles stations** construites**.** Ouvrages transférés à la SODECI pour exploitation.
- **Environ 20 km de réseaux** d'eaux usées et d'eaux pluviales posés.
- **Station de prétraitement d'eaux usées** de Koumassi Digue réhabilitée.

21,96 Mds FCFA *ont été décaissés au profit du sous-secteur Assainissement, avant 2022.*

2.6.2.12. JUSTICE

Il est projeté dans le secteur de la justice d'investir 55,8 Milliards de FCFA :

- **Institut National de Formation Judiciaire (INFJ)** de Yamoussoukro inaugurée par le Premier Ministre le 09 juillet 2021 ;
- **Cour d'Appel de Korhogo** inaugurée le 25 novembre 2022 par le Premier Ministre ;
- **Cour d'Appel de Daloa** achevée ;
- **Infirmeries des Maisons d'Arrêt et de Correction** de Dabou, M'Bahiakro, Oumé et Abidjan construites ;
- **Centre de Formation Continue (CFC)** d'Abidjan construit ;
- **Services de la Protection Judiciaire de l'Enfant et de la Jeunesse (SPJEJ)** auprès des tribunaux de Bouaké et de Yopougon, construits ;
- **Maison d'Arrêt et de Correction (MAC)** de Guiglo construit ;
- **Tribunal de Première Instance (TPI)** de Bingerville construit ;36
- **Centre d'Observation des Mineurs** de Bingerville construit ;
- **Centre Hébergement Provisoire pour Mineurs** d'Abidjan-Plateau construit ;

55,76 Mds FCFA *ont été décaissés avant 2022 pour ce secteur.*

Le Tableau 6.82 présente le récapitulatif de trois contrats de C2D.

Tableau 6.82 : Récapitulatif des contrats C2D

INTITULE CONTRAT	MONTANT CONTRAT		ENGAGEMENT			TAUX	RESTE A ENGAGER	
	FCFA	€	Nbre	FCFA	€		FCFA	€
1er C2D	413 252 910 000	630 000 000	14	413 252 910 000	630 000 000	100%	-	-
2ème C2D	737 951 625 000	1 125 000 000	15	737 951 625 000	1 125 000 000	100%	-	-
3ème C2D	750 765 039 546	1 144 533 925	16	586 732 121 471,82	894 467 353	78%	164 032 918 074,18	250 066 571,55
TOTAL	**1 901 969 574 546**	**2 899 533 925**	**45**	**1 737 936 656 471, 8**	**2 649 467 353**	**92,67%**	**164 032 918 074,18**	**250 066 571,55**

Source : Secrétariat Technique du C2D, 2024

CHAPITRE 3

SANTÉ

3.1. OFFRE DE SOINS

Le système de santé ivoirien est constitué d'un secteur public prépondérant, un secteur privé en plein essor et la médecine traditionnelle.

3.1.1. INFRASTRUCTURES DE SANTÉ

Le système sanitaire (cf. Tableau 6.83) fonctionne selon une organisation de type pyramidal avec deux versants : un versant administratif et un versant offre de soins.

3.1.1.1. SECTEUR PUBLIC

Les structures publiques de soins sont organisées suivant trois (03) niveaux :

- le niveau primaire ou périphérique, qui comprenait 1 964 Etablissements Sanitaires de Premiers Contacts (ESPC) en 2015, est passé à 3 411 en 2020 et à 3 437 en 2021;
- le niveau secondaire qui était composé des établissements sanitaires de recours pour la première référence, comprenait en 2015, 84 Hôpitaux Généraux publics, 17 Centres Hospitaliers Régionaux et 2 Centres Hospitaliers Spécialisés (Hôpitaux psychiatriques de Bingerville et de Bouaké), a nettement progressé pour atteindre 112 Hôpitaux Généraux publics et 19 Centres Hospitaliers Régionaux en 2020 et 114 Hôpitaux Généraux publics et 20 Centres Hospitaliers Régionaux en 2021 ;
- le niveau tertiaire est représenté par les établissements sanitaires de recours pour la deuxième référence, essentiellement composé d'Etablissements Publics Nationaux (EPN) avec :
  - 5 Centres Hospitaliers Universitaires : Cocody, Treichville, Yopougon, Bouaké et Angré ;
  - 5 Instituts Nationaux Spécialisés : Institut National de Santé Publique (INSP), Institut National d'Hygiène Publique (INHP), Institut Raoul Follereau (IRF), Institut Pierre Richet (IPR), Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) ;
  - 5 autres Etablissements Publics Nationaux d'appui : Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), Laboratoire National de Santé Publique (LNSP), Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU), Centre National de Prévention et de Traitement de l'Insuffisance Rénale (CNPTIR), Centre National d'Oncologie Médicale et de Radiothérapie Alassane Ouattara (CNRAO).

Parmi les infrastructures sanitaires, le nombre d'ESPC a pratiquement doublé sur la période 2015-2021 (cf. Tableau 6.83). Il est également observé un accroissement de l'offre de services de santé à travers la construction de nouveaux établissements, la réhabilitation, l'équipement ou le rééquipement d'hôpitaux ainsi que la mise aux normes et l'amélioration des plateaux techniques des structures sanitaires conformément au PNDS.

Tableau 6.83 : Evolution des infrastructures de santé

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'Etablissements Sanitaires de Premiers Contacts (ESPC)	1 964	2 167	2 252	2 479	2705	3411	3 437
Nombre d'Hôpitaux Généraux	84	84	84	84	99	112	114
Nombre de Centres Hospitaliers Régionaux	17	17	17	17	17	19	20
Nombre de Centres Hospitaliers Universitaires	4	4	5	5	5	5	5
Nombre d'Instituts de Santé Spécialisés	5	5	5	5	5	5	5
Nombre d'Etablissements Publics Nationaux d'appui	4	4	4	4	5	5	5
Nombre de lits ouverts dans les centres de santé	8389	6 652	6 944	6 732	7 182	6 797	6 619

Source : MSHPCMU, 2022

3.1.1.2. SECTEUR PRIVÉ

Le secteur sanitaire privé s'est développé ces dernières années avec l'émergence d'établissements sanitaires privés de toutes classes et catégories (polycliniques, cliniques, centres et cabinets médicaux, officines de pharmacie, infirmeries privées) s'insérant parfaitement dans les différents niveaux de la pyramide sanitaire. Ils sont essentiellement présents dans les grandes agglomérations ou les pôles économiques. Le pays comptait 2 287 établissements de santé privés en 2015. En 2017, il est dénombré 3 592 établissements de santé privés, soit une hausse d'environ 57,1% sur la période 2015-2017.

Le secteur pharmaceutique privé occupe une place prépondérante dans le système de santé et couvre 80 à 90% de l'offre en médicament. Ce secteur pharmaceutique privé comprend essentiellement :

- quatre (04) grossistes-répartiteurs (UBIPHARM, COPHARMED, DPCI et TEDIS PHARMA CI) qui importent plus de 90% de leurs produits ;
- mille cent (1100) officines privées de pharmacie ;
- huit (08) unités de production de médicaments, dont 4 en activité produisant 6% du marché pharmaceutique national.

3.1.1.3. MÉDECINE TRADITIONNELLE

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHPCMU) a mis en application les recommandations de l'OMS, en intégrant la médecine traditionnelle au niveau de ses priorités comme une alternative aux besoins en santé de la population pour améliorer la couverture sanitaire et réduire les disparités et inégalités en matière d'accès à des soins de qualité. L'exercice et l'organisation de la médecine et la pharmacopée traditionnelles sont réglementés par la Loi n°2015-536 du 20 juillet 2015 et le Décret n°2016-24 du 27 janvier 2016 portant Code d'Ethique et de Déontologie des praticiens de médecine et pharmacopée traditionnelles. Ce secteur compte plus de 8500 Praticiens de Médecine Traditionnelle (PMT) recensés par le Programme National de Promotion de la Médecine Traditionnelle (PNPMT), organisés en associations nationales et fédérations et dont les capacités ont été renforcées en anatomie, hygiène conventionnelle, techniques de collecte et de conservation durable des plantes médicinales, maladies et programmes, etc.

Plusieurs activités de recherche et développement ont été réalisées et ont abouti à titre d'exemple à l'obtention d'autorisations de commercialisation délivrées pour les Médicaments Traditionnels Améliorés (MTA) (Dartran®, Dimitana® et Baume ALAFIA®). En outre, il est noté l'ouverture depuis septembre 2014 d'une Unité de

Médecine Traditionnelle (MT) au CHU de Treichville dans le cadre d'un projet pilote.

En 2019, ce sont 6 214 praticiens de la médecine traditionnelle qui se sont fait enregistrer auprès des autorités sanitaires, contre 3 220 en 2017.

3.1.2. ACCESSIBILITÉ GÉOGRAPHIQUE

De manière globale, les actions conjuguées en matière d'infrastructures de soins auront permis de rapprocher davantage les centres de santé des populations. Ainsi, depuis 2015, deux (02) personnes sur trois (03) vivants en Côte d'Ivoire se trouvent à moins de 5 kilomètres d'un centre de santé (CS). En revanche, des efforts restent encore à faire pour réduire les 10% de la population qui se trouve encore à plus de 15 kilomètres d'un centre de santé (cf. Tableau 6.84).

Par ailleurs, 75% de la population ivoirienne se trouve à une (01) heure de trajet d'un centre de santé public en 2019 (Enquête ACESSMOD 2019). En 2021, la Proportion des populations à moins de 5 Km d'un CS était de 70,03% (cf. Tableau 6.84).

Tableau 6.84 : Accessibilité géographique des populations aux ESPC

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Proportion des populations à moins de 5 Km d'un CS (%)	67	67	67	69	68	70,2	70,03
Proportion des populations entre 5 Km et 15 Km d'un CS (%)	23	23	23	22	22	21,1	20,3
Proportion des populations à plus de 15 Km d'un CS (%)	10	10	10	9	10	8,7	9,67

Source : MSHPCMU, 2022

3.1.3. RESSOURCES HUMAINES DE LA SANTÉ

La Côte d'Ivoire connaît une augmentation de son personnel soignant. Sur la période 2015-2020, le personnel médical (médecins, chirurgiens-dentistes et pharmaciens) dans le secteur public s'accroît régulièrement du fait de la politique de recrutement des professionnels de santé (cf. Tableau 6.85).

Ainsi, le nombre de médecins recrutés a progressé de 54% entre 2015 et 2021, celui des pharmaciens de 140%, celui des chirurgiens-dentistes de 50%, celui des infirmiers de 61% et celui des sages-femmes de 128%.

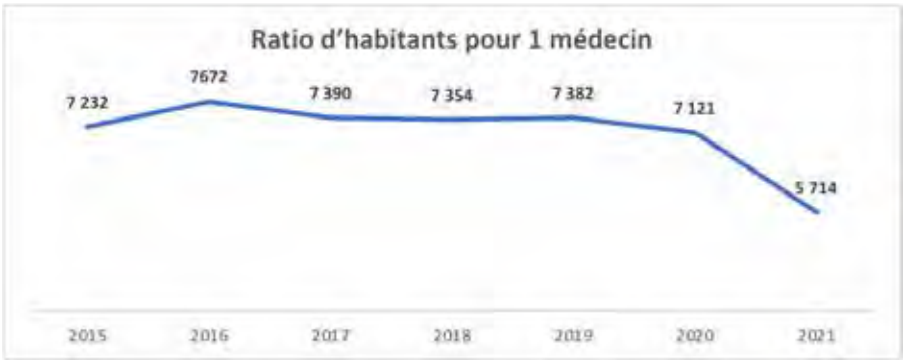
Tableau 6.85 : Evolution du nombre du personnel de santé

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de médecins	3 215	3 540	3 886	4 045	4 191	4 435	4 951
Nombre de chirurgiens-dentistes	290	306	311	344	370	397	436
Nombre de pharmaciens dans les services publics	456	730	823	931	945	1 029	1 096
Nombre de sages-femmes Diplômées d'Etat	3 124	4 011	4 452	5 511	6 047	6 744	7 134
Nombre d'Infirmier(e)s Diplômé(e)s d'Etat	7 989	10 038	10 745	11 644	12 146	12 994	12 887
Ratio d'habitants pour 1 médecin	7 232	7672	7 390	7 354	7 382	7 121	5 714
Ratio d'habitants pour 1 Infirmier(e) Diplômé(e) d'Etat	2 910	2 450	2 335	2 202	2 255	2 121	2 128
Ratio de femmes en âge de procréer pour 1 sage-femme	1 990	1 445	1333	1 104	1 090	984	943

Source : MSHPCMU, 2022

Depuis 2013, la Côte d'Ivoire a atteint l'objectif d'un (01) médecin pour 10 000 habitants. Au niveau national, le ratio habitant/médecin s'est nettement amélioré : d'un (01) médecin pour 7 121 habitants en 2020, le pays compte un (01) médecin pour 5 714 habitants en 2021. Ce ratio était d'un (01) médecin pour 7 232 habitants en 2015 (cf. Graphique 6.10).

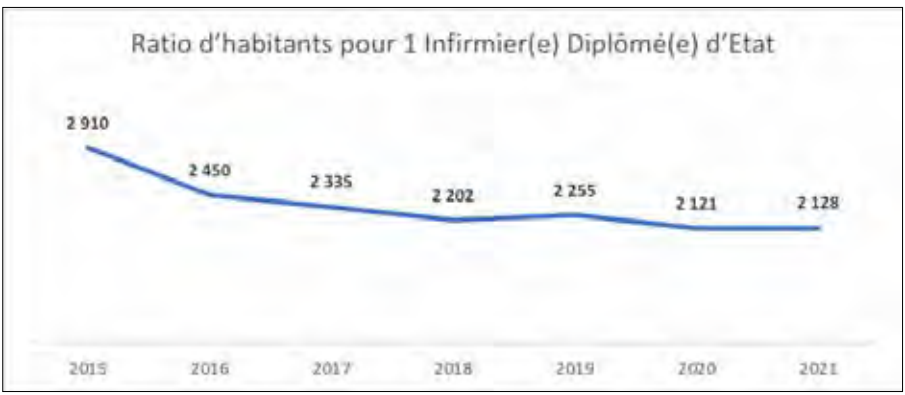
Graphique 6.10 : Evolution du Ratio nombre d'habitants pour 01 médecin, de 2015 à 2021



Source : DRH MSHPCMU, 2022

La norme concernant le ratio Infirmier/Population est d'un (01) Infirmier pour 5 000 habitants. Cette norme est respectée au niveau national où il est observé de 2015 à 2019 une amélioration du ratio infirmier-population qui est passé d'un (01) infirmier pour 2 910 habitants en 2015 à un (01) infirmier pour 2 121 habitants en 2020 et à un (01) infirmier pour 2 128 habitants en 2021 (cf. Graphique 6.11).

Graphique 6.11 : Evolution du Ratio nombre d'habitants pour 01 infirmier, de 2015 à 2021



Source : DRH MSHPCMU, 2022

La Côte d'Ivoire a atteint l'objectif d'une (01) sage-femme pour 3 000 femmes en âge de procréer, depuis 2011. Le ratio national enregistré en 2020 pour cet indicateur est d'une (01) sage-femme pour 984 femmes en âge de procréer (FAP) contre une (01) sage-femme pour 1 990 FAP en 2015 (cf. Graphique 6.12). Il est d'une (01) sage-femme pour 943 femmes en âge de procréer (FAP) en 2021.

Graphique 6.12 : Evolution du Ratio nombre de FAP pour 01 sage-femme, de 2015-2021



Source : DRH MSHPCMU, 2022

3.2. MORBIDITÉ ET MORTALITÉ EN CÔTE D'IVOIRE

La morbidité et la mortalité sont dominées par les maladies infectieuses dont les principales sont le paludisme, les maladies diarrhéiques, les pneumonies.

Selon les estimations de l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat, ex INS)), le taux brut de mortalité est passé de 10,7‰ en 2015 à 9,9‰ en 2019.

3.2.1. MORBIDITÉ ET MORTALITÉ MATERNELLE ET NÉONATALE

En dépit des progrès réalisés, la mortalité maternelle reste élevée en Côte d'Ivoire. En 2019, le taux de mortalité maternelle est estimé à 614 décès pour 100 000 naissances vivantes. De plus, les données d'enquêtes socio-démographiques montrent que 44,2% des femmes enceintes ayant eu une naissance vivante au cours de leur dernière grossesse, ont fait au moins quatre (04) consultations prénatales (EDS 2011-2012). Cette proportion est passée à 51,3% en 2016 (Enquête MICS5).

Il faut noter également que moins de la moitié des femmes enceintes effectuent leur première consultation prénatales (CPN) au cours du premier trimestre de la grossesse. Ainsi, 30% des femmes enceintes ont effectué leur première CPN au cours du premier trimestre de leur grossesse en 2012 (EDS 2011-2012), contre 34% en 2016 (MICS5). Les données de routine ont révélé en 2019 une proportion de 33,5% des femmes enceintes qui ont effectué leur première CPN au cours du premier trimestre de la grossesse (RASS 2019).

Pour pallier ces insuffisances, des actions en faveur de l'amélioration de la santé maternelle ont été mises en place par les autorités sanitaires, dont le lancement en Juillet 2013 de la Campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle en Afrique (CARMMA). Ainsi, le taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié, qui était de 59,4% en 2012 (EDS 2011-2012), est passé à 73,6% en 2016 (MICS5). Le taux d'accouchement obtenu en routine en 2019, est de 69,1% (RASS 2019).

La mortalité néonatale est également en baisse, elle est passée de 38 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2012 (EDS 2011-2012) à 33 pour 1 000 en 2016 (MICS5).

L'enquête MICS5 réalisée en 2016 a révélé 16,7% d'enfants nés avec moins de 2,5kg à la naissance. Tandis que la routine donnait une proportion de 10,2% en 201.

3.2.2. MORBIDITÉ ET MORTALITÉ INFANTILE

La morbidité chez les enfants de moins de 5 ans est dominée par le paludisme, les infections respiratoires aigües (IRA), les anémies, la diarrhée et la malnutrition.

Chez les enfants âgés de moins de 5 ans l'incidence du paludisme connaît une croissance moyenne annuelle forte. Selon les données de routine (RASS), l'incidence du paludisme chez les moins de 5 ans est passée de 291,7 pour mille en 2015 à 440,97 pour mille en 2020.

La mortalité infanto-juvénile (chez les enfants de moins de 5 ans) reste très élevée même si elle connaît une légère baisse, passant de 108 décès pour 1000 naissances vivantes en 2012 contre 96 pour 1000 naissances vivantes en 2016 selon les données d'enquêtes socio-démographiques (EDS et MICS5). La valeur de 2016 est utilisée comme valeur référente jusqu' à ce jour.

3.2.3. MORBIDITÉ ET MORTALITÉ CHEZ LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES

Face aux problèmes de santé des adolescents et des jeunes, la réponse du Gouvernement a été de créer le Programme National de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU) en 2001 ou encore d'adhérer à l'initiative « All In » dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA.

Le taux de fécondité enregistré chez les adolescents (15-19 ans) est de 129 naissances pour 1 000 adolescentes en 2012 (EDS 2011-2012) contre 124 naissances pour 1000 adolescentes en 2016 (MICS5). Malgré cette baisse, ces taux observés traduisent une fécondité précoce chez les adolescents. En 2016, la MICS5 a révélé que le taux de fécondité chez les adolescents est deux fois plus élevé en milieu rural (192 naissances pour 1 000 adolescentes) qu'en milieu urbain (76 naissances pour 1 000 adolescentes).

Cette fécondité précoce est corroborée par une faible utilisation des méthodes contraceptives moderne par les adolescents et jeunes. Ainsi, l'EDS 2012 a révélé que 12% des filles de 15-19 ans et 16,4% de celle de 20-24 ans utilisaient une méthode contraceptive moderne. Cette proportion a baissé de 2012 à 2016, avec l'enquête MICS5 qui a montré que 7,5% des filles de 15-19 ans et 12% des filles de 20-24 ans utilisaient une méthode contraceptive moderne en 2016.

3.3. GRANDES PATHOLOGIES

Certaines maladies sont qualifiées de grandes pathologies. Pour celles-ci, l'OMS établit des indicateurs susceptibles de renseigner sur leur incidence au sein des populations des différents pays du monde.

3.3.1. IST ET VIH/SIDA

Conformément au Tableau 6.86, il est à noter sur la période 2017-2019 une régression du taux d'incidence des Infections Sexuellement Transmissibles (IST) chez les adultes. Les IST les plus connues sont le VIH/SIDA, les hépatites B et C, l'herpès et la syphilis. Pour le cas particulier du VIH/SIDA, le Gouvernement ivoirien œuvre à la prise en charge des malades et à la sensibilisation des personnes non infectées.

L'incidence des IST connaît une baisse sur la période 2017-2019 (cf. Tableau 6.68), passant de 27,10‰ en 2017 à 24,10‰ en 2019. Cette baisse du taux d'incidence pourrait s'expliquer par la sensibilisation accrue liée à la lutte contre le VIH/Sida, particulièrement dans des groupes cibles comme les adolescents et jeunes.

Grâce aux actions de promotion de la santé, la prévalence du VIH dans la population générale qui était de 3,7% en 2012 (EDS 2011-2012), est passée à 2,9% en 2017 (enquête CIPHIA). Sur cette même période, ce sont en moyenne 2,25 millions de personnes qui ont été conseillées sur le VIH-SIDA. Parmi elles, le nombre de clients dépistés positifs au VIH, hormis femmes enceintes (dans les services de Conseil dépistage en dehors de ceux des services PTME) est passé de 59 079 en 2015 à 29369 en 2021, avec un pic en 2018 de 54 811.

En ce qui concerne les femmes, le nombre de femmes enceintes conseillées et acceptant d'être testées pour le VIH et réceptionnant leur résultat enregistre une hausse de près de 24% sur la période 2015-2020. Parmi elles, le nombre de femmes enceintes dépistées positives au VIH a baissé de plus de la moitié, passant de 13 291 en 2015 à 6 112 en 2020 et à 5 494 en 2021. Le nombre d'enfants nés de mères séropositives au VIH, dépistés positifs au VIH a significativement baissé de près de 33%, avec 509 en 2015 contre 344 en 2020 et un pic de 410 en 2018. En 2021, le nombre d'enfants nés de mères séropositives au VIH, dépistés positifs au VIH était de 399. Le nombre de personnes vivants avec le VIH sous traitement ARV a augmenté, passant de 158 002 en 2015 à 280 848 en 2020, puis à 289 135 en 2021.

Tableau 6.86 : Evolution des indicateurs du VIH/SIDA

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'incidence des IST (%)	21,23	17,34	27,1	25,7	24,1	23,33	28,83
Nombre de femmes enceintes conseillées (VIH-SIDA)	848 801	933 002	955 295	1 025 374	1 049 544	1 020 712	1 037 037
Nombre de femmes enceintes testées (VIH-SIDA)	825 896	920 671	955 295	1 025 374	1 049 544	1 020 712	1 037 037
Nombre de femmes enceintes testées (VIH-SIDA) ayant reçu un résultat	824 850	920 085	955 295	1 025 374	1 049 544	1 020 712	1 037 037
Nombre de femmes enceintes dépistées positives au VIH	13 291	11 182	9 598	8 492	7 109	6 112	5 494
Nombre de clients conseillés (VIH-SIDA), hormis femme enceintes	2 202 932	2 576 344	1 964 097	1 694 315	2 037 459	1 274 341	1 429 814
Nombre de clients dépistés positif au VIH (VIH-SIDA), hormis femme enceintes	59 079	56 237	42 417	54 811	42 237	32 354	29 369
Nombre d'enfants nés de mères séropositives dépistés positifs au VIH	509	436	386	410	384	344	399
Nombre de personnes sous ARV (VIH-SIDA)	158 002	190 078	225 839	252 125	269 135	280 848	289 135

Source : MSHPCMU, 2022

3.3.2. QUELQUES INDICATEURS SUR LES AUTRES PATHOLOGIES

En dehors du VIH/SIDA, l'on observe que l'incidence d'autres pathologies comme le paludisme reste forte au sein de la population. Toutefois, les mesures mis en œuvre par le Gouvernement dans le cadre de sa politique sanitaire ont contribué à la réduction, voire à l'éradication de certaines maladies (cf. Tableau 6.87). Par ailleurs, aucun cas de dracunculose ni de paralysie flasque aigüe n'a été diagnostiqué sur la période 2017-2021.

Tableau 6.87 : Evolution des indicateurs des autres pathologies

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'incidence du Paludisme dans la population Générale (‰)	155,49	154,58	164,11	189,86	229,84	173,43	230,94
Taux d'incidence du Paludisme / enfants de moins de 5 ans(‰)	291,8	475,33	525,7	492,9	596,4	596,4	493,65
Taux de notification de la Tuberculose (Pour 100.000)	98,4	89,4	87	85	83	74,53	76,53
Taux d'incidence de l'Ulcère de Burili (Pour 100.000)	2	2	1,4	1,0	4,6	0,88	0,88
Taux d'incidence du Pian (Pour 100.000)	0,08	0,07	0,07	0,05	5,27	5,81	3,56
Taux d'incidence de la Bilharziose urinaire (Pour 1.000)	0,16	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,08
Nombre de cas de Dracunculose	0	0	0	0	0	0	0
Taux d'incidence de l'Onchocercose (Pour 100.000)	0,92	2,05	0,11	0,8	0,5	0,17	0,08
Taux d'incidence de la Coqueluche (Pour 1.000)	0,03	0,10	0,30	0,22	0,14	0,17	0,02
Taux d'incidence des IRA dans la population générale* (Pour 1.000)	61,99	55,66	55,31	59,1	54,77	61,7	61,01
Taux d'incidence de la Diarrhée (Pour 1.000)	24,51	24,95	22,37	22,71	20,5	17,76	17,43
Taux d'incidence de l'Anémie chez les enfants (Pour 1.000)	133,08	138,71	149,00	146,0	159,6	158,66	145,56
Taux d'hypotrophie à la naissance (Pour 1.000)	12,66	11,83	11,5	10,8	10,2	9,90	9,62
Nombre de cas confirmés de Fièvre Jaune	14	3	24	9	0	15	29
Nombre de cas confirmés de Rougeole	37	45	157	252	313	516	1974
Taux d'incidence de la Paralysie Flasque Aigüe (PFA)	0	0	0	0	0	0	0

Source : MSHPCMU, 2022

3.4. PATHOLOGIES D'IMPORTANCE EN SANTÉ PUBLIQUE

3.4.1. PALUDISME

L'incidence du paludisme au niveau de la population globale qui était de 164,11 pour 1000 en 2017 est passée à 229,84 pour 1 000 en 2019 puis 173,43 en 2020 et de 230,94 en 2021. Chez les enfants de moins de 5 ans, l'incidence du paludisme est en moyenne 2,5 fois plus élevée, passant de 281,8 pour 1 000 en 2017 à 596,4 pour 1000 en 2019 et 596,4 en 2020 et 493,65 en 2021.

En ce qui concerne la prévention, l'OMS recommande que toutes les personnes exposées à un risque de contracter le paludisme aient accès à des Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA) et les utilisent. En 2017, les données collectées en routine montrent que 68,5% des femmes enceintes reçues dans les services de consultations prénatales (CPN) et 56,2% des enfants vus en séance de vaccination ont reçu une MILDA. Ces différentes proportions ont connu une augmentation en 2019. En effet, 74,2% de femmes enceintes reçues en CPN et 64,7% d'enfants vus en séance de vaccination ont reçu une MILDA. En 2021 les MILDA distribués concernent 39,75% en CPN et 26,83% chez les enfants

Aussi, pour lutter efficacement contre le paludisme, ce sont près de 18 millions de MILDA qui ont été distribuées en Côte d'Ivoire entre 2015 et 2017. En 2015, ce sont 3 363 720 MILDA qui ont été distribuées au cours de la routine et à Abidjan (lors de la campagne nationale qui a débuté en 2014). En 2017, ce sont 13 216 468 MILDA qui ont été distribuées au cours de la routine et au cours de la campagne nationale dans 71 districts sanitaires hors des régions du district sanitaire d'Abidjan..

3.4.2. MALNUTRITION

La forme de malnutrition la plus inquiétante selon l'OMS est le retard de croissance. Le taux d'acceptabilité de la prévalence du retard de croissance par l'OMS est fixé à 20%. En Côte d'ivoire, la prévalence du retard de croissance reste inquiétante : elle est estimée à 28,4% en 2019 et 29,8% en 2012. Cette légère baisse résulte des actions engagées, notamment les campagnes de supplémentation en vitamine A qui ont

permis de réduire la prévalence du retard de croissance sévère qui est passé de 12% en 2012 à 6,8% en 2019 et 17% en 2021. En revanche, il est observé une hausse de la prévalence du retard de croissance modéré et grave qui est passée de 18% en 2012 à 21,6% en 2019 et 23% en 2021.

En outre, la prévalence de la malnutrition aigüe ou émaciation est maîtrisée et stabilisée en dessous du seuil d'alerte (10%) : elle est passée de 8% en 2012 à 7,2% en 2016. L'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans est passée de 15% en moyenne sur la période 2012-2015 à 15,9% depuis 2016, peinant à atteindre le seuil acceptable de 10% fixé par l'OMS.

Le Gouvernement ivoirien est engagé en faveur d'une bonne nutrition de sa population. En plus de la formalisation de son programme d'amélioration de la nutrition, le pays a adhéré à des initiatives telles que le « Scalling Up Nutrition » (SUN) en juin 2013, en vue de garantir à l'ensemble de la population un statut nutritionnel optimal. Ainsi, l'allaitement exclusif des enfants de moins de 6 mois, sur la période 2015-2017 a connu une hausse. La proportion de de nourrissons à être allaités exclusivement au sein est passée de 12,1% en 2015 à 23,5% en 2017 puis et à 34% en 2021. De plus, la prévalence du surpoids chez les enfants de moins de cinq ans a été réduite de moitié, passant de 3% en 2015 à 1,5% en 2017.

Par ailleurs, les données de routine montrent une stagnation de l'incidence de la malnutrition aigüe chez les enfants de 0 à 5 ans, passant de 11,4‰ en 2017 à 11,7‰ en 2019 et une baisse à 7,39‰ en 2021.

3.4.3. TUBERCULOSE

Concernant l'offre de service de prise en charge de la tuberculose, le nombre de centres de prise en charge s'est accru entre 2017 et 2019. En effet, l'on a enregistré 25 CAT (Centre Antituberculeux) et 244 CDT (Centres de Diagnostic et Traitement) en 2017 contre 27 CAT et 309 CDT en 2019. En 2021 on a une augmentation des sites de PEC 37 CAT et 323 CDT.

Le taux de notification national de la tuberculose, en baisse, est passé de 87 cas pour 100 000 habitants en 2017 à 83 cas pour 100 000 habitants en 2019 et de 76,53 cas pour 100 000 habitants en 2021.

Le taux de coïnfection TBVIH est également en baisse, passant de 20,2% en 2017 à 17,35% en 2019 et de 13,26% en 2021.

3.4.4. MÉNINGITE

En 2020, la Côte d'Ivoire a enregistré 123 cas suspects de méningite dont 30 cas confirmés. Pour l'année 2021, on a enregistré 111 cas suspects de méningite dont 15 cas confirmés (cf. Graphique 6.13).

Graphique 6.13 : Nombre de cas confirmés de méningite par district sanitaire en 2021



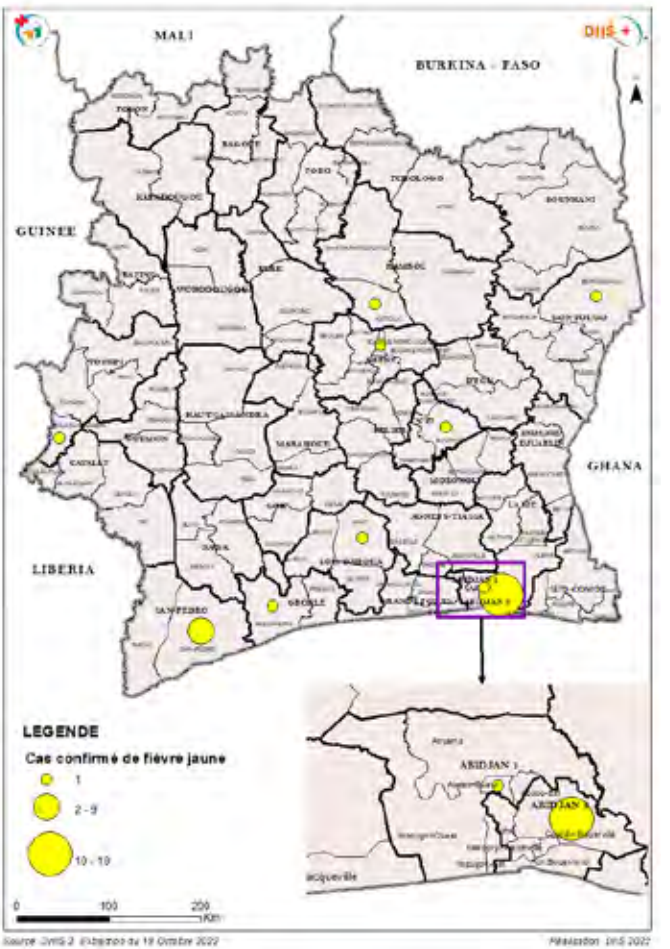
Source : MSHPCMU, 2022

En 2021, seuls quatre (04) districts ont enregistré des cas confirmés de méningite : Daloa (9 cas), Katiola (4 cas), Treichville-Marcory (1 cas) et Niakara (1 cas).

3.4.5. FIÈVRE JAUNE

En 2021, la Côte d'Ivoire a enregistré 1 832 cas suspects de fièvre jaune dont 29 cas confirmés, contre 15 cas confirmés en 2020.

Graphique 6.14 : Nombre de cas confirmés de fièvre jaune par district sanitaire en 2021



Source : MSHPCMU, 2022

En 2021, dix (10) districts ont enregistré des cas confirmés de fièvre jaune. Les districts sanitaires de Cocody-Bingerville (18 cas confirmés) et San-Pedro (03 cas confirmés) sont les plus touchés par la maladie (cf. Graphique 6.14).

En 2020, la Côte d'Ivoire a enregistré 1 494 cas suspects de fièvre jaune dont **15** cas confirmés, contrairement à 2019 ou il n'y avait aucun cas confirmé. En 2021, on a enregistré 1 832 cas suspects de fièvre jaune dont **29** cas confirmés.

Graphique 6.15 : Nombre de cas confirmés de fièvre jaune par district sanitaire en 2020

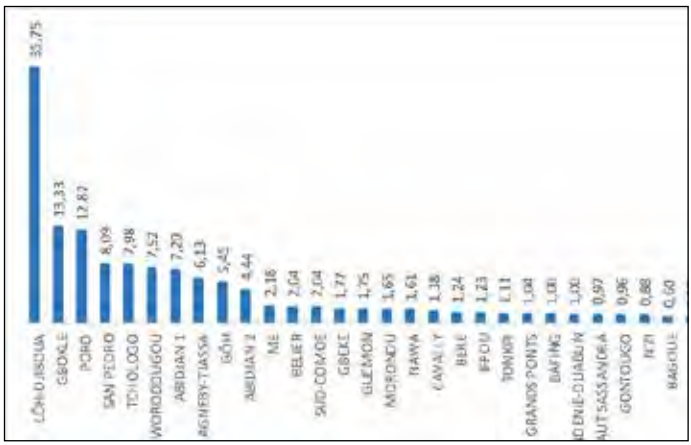


En 2020, dix (10) districts ont enregistré des cas confirmés de fièvre jaune. Les districts sanitaires de Cocody-Bingerville (04 cas confirmés), Treichville-Marcory et Ouangolo (02 cas confirmés chacun) (cf. Graphique 6.15).

3.4.6. CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

L'objectif, à l'horizon 2030, est de passer de 31,20 cas de cancers du col de l'utérus pour 100 000 Femmes en Age de Reproduction (FAR) à 4 pour 100 000 FAR. En 2021, nous enregistrons 3,10% de femmes qui présentent des lésions précancéreuses parmi les femmes dépistées pour le cancer du col de l'utérus.

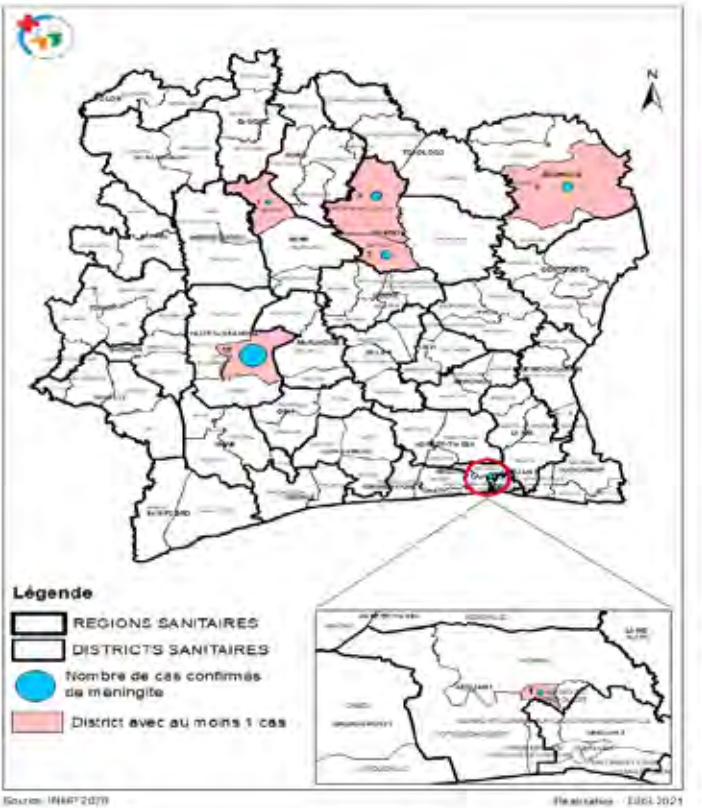
Graphique 6.16 : Proportion de femmes dépistées pour le cancer de col de l'utérus et présentant des lésions précancéreuses, par région sanitaire en 2021



Source : MSHPCMU, 2022

Les régions sanitaires du Loh Djiboua (35,75%), du Gboklé (13,33%) et du Poro (12,82%) enregistrent les proportions les plus élevées de femmes présentant des lésions précancéreuses après un dépistage pour le cancer du col de l'utérus. Les régions de la Marahoué (0,31%), du Hambol (0,57%) et de la Bagoué (0,60%) enregistrent les plus faibles proportions (cf. Graphique 6.16). Les régions sanitaires du Bounkani, du Folon et du Kabadougou n'ont pas enregistré de femmes présentant des lésions précancéreuses au cours du dépistage.

Graphique 6.17 : Nombre de cas confirmés de méningite par district sanitaire en 2020



En 2020, seuls Six (06) districts ont enregistré des cas confirmés de méningite. Les districts qui ont enregistré le plus grand nombre de cas de méningite en 2020 sont ; Daloa avec 19 cas ; Bouan et Katiola avec 03 cas chacun (cf. Graphique 6.17).

3.4.7. DENGUE

En 2020, la Côte d'Ivoire a enregistré 1 494 cas suspects de dengue dont **12** cas confirmés. En 2021, 1 683 cas suspects avec 8 cas confirmés.

Graphique 6.18 : Nombre de cas confirmés de Dengue par région sanitaire en 2020



En 2020, huit (08) districts ont enregistré des cas confirmés de Dengue (cf. Graphique 6.18). Les districts sanitaires de Cocody-Bingerville (04 cas confirmés), Treichville-Marcory (02 cas confirmés) enregistrent le plus grand nombre de cas de Dengue. Les six (06) autres districts ont chacun 01 cas confirmé (Yopougon-Est, Transua, Niakaramadougou, M'batto, Korhogo 1, M'bengue).

3.4.8. MALADIES TROPICALES NÉGLIGÉES (MTN)

Les Maladies Tropicales Négligées (MTN) peuvent être définies comme un groupe de maladies infectieuses que l'on rencontre surtout dans les zones rurales ou dans les zones urbaines et pauvres des pays à revenus faible et intermédiaire, et qui constituent elles-mêmes des facteurs aggravant de la pauvreté.

En janvier 2012, l'OMS a publié une feuille de route qui fixe des cibles pour la prévention, la lutte, l'élimination et l'éradication de 17 maladies ou affections tropicales négligées : ulcère de Buruli, maladie de Chagas, ténias/cysticercose, dengue, dracunculose, échinococcose, tréponématoses endémiques, trématodes d'origine alimentaire, trypanosomiase humaine africaine, leishmanioses, lèpre, filariose lymphatique, onchocercose, rage, schistosomiase, trachome et géo helminthiases.

Parmi ces 17 MTN identifiées par l'OMS comme étant un problème de santé publique, la Côte d'Ivoire est concernée par 10 d'entre elles dont 5 à chimiothérapie préventive (l'onchocercose, la bilharziose urinaire, la filariose lymphatique, la géo-helminthiase et le trachome) et 5 à prise en charge de cas (la trypanosomiase humaine africaine,

l'ulcère de Buruli, la lèpre, la dracunculose et le pian). En dehors du pian, l'incidence de ces pathologies a connu une baisse par rapport à 2016.

3.4.8.1. ULCÈRE DE BURULI

L'un des objectifs visés par le PNDS 2016-2020 est de contrôler l'ulcère de Buruli (stabiliser la prévalence actuelle).

De 2016 à 2019, le nombre de cas d'ulcère de Buruli a augmenté, passant de 376 à 1 194 cas. Il est noté une absence de cas dans le nord du pays. Cette notification des cas de l'Ulcère de Buruli présente une concentration dans le centre du pays. Les districts sanitaires les plus touchés sont Daloa et Yamoussoukro. En 2021 nous avons une régression des cas qui est de 239 pour une incidence de 0,88%.

3.4.8.2. LÈPRE

Le nombre de nouveaux cas de lèpre dépistés était de 773 en 2017 contre 567 en 2019 et 514 en 2021. Parmi les deux formes de lèpre, la forme multi-bacillaires représente 74% des cas dépistés en 2017, 81% des cas dépisté en 2019 et 83% des cas dépisté en 2021. La forme pauci-bacillaires représente 26% en 2017, 19% en 2019 et 17% en 2021.

Au niveau national, la prévalence de la lèpre en 2017 était de 0,3 pour 10 000 habitants, correspondant à 657 malades sous traitement en fin d'année, dont 85 pauci-bacillaires (13%) et 572 multi-bacillaires (87%). Ce taux de prévalence est en baisse en 2019, avec 0,2 pour 10 000 habitants correspondant à 471 malades sous traitement en fin d'année, dont 45 de forme pauci-bacillaires (09,5%) et 426 de forme multi-bacillaires (90,5%). Ce taux de prévalence est en baisse en 2021, avec 0,17 pour 10 000 habitants correspondant à 514 malades sous traitement en fin d'année, dont 90 de forme pauci-bacillaires (17,5%) et 424 de forme multi-bacillaires (82,5%).

Aucun district n'était endémique sur la période, car en-dessous du seuil d'élimination (<1/10 000).

3.4.8.3. ONCHOCERCOSE

Selon l'OMS, l'onchocercose est la deuxième cause infectieuse de cécité dans le monde.

Les données de routine montrent que l'incidence de l'onchocercose a baissé sur la période 2017-2019, passant de 1,1 pour 100 000 habitants en 2017 à 0 ,5 pour 100 000 habitants en 2019. Cette baisse se poursuit en 2021 où elle passe à 0,08 pour 100 000 habitants

Une collecte de masse réalisée en 2018 a dénombré 68 districts sanitaires endémiques.

3.4.8.4. SCHISTOSOMIASE (BILHARZIOSE) URINAIRE

L'incidence de la bilharziose a une tendance à la baisse de 2017 à 2019, avec 0,11‰ en 2017 et 0,08‰ en 2019 cette incidence reste stable à 0,08‰ en 2021.

Les régions sanitaires qui ont notifié le plus grand nombre de cas de Bilharziose urinaire en 2017 et 2019 sont la Marahoué et le Haut Sassandra, avec respectivement 374 cas et 241 cas en 2017 puis 337 et 200 en 2019. Les régions sanitaires qui ont notifié le plus grand nombre de cas de Bilharziose urinaire en 2021 sont : Lôh Djiboua (400), Marahoué (218), Abidjan1 (177), La Mé (139), L'Agneby-Tiassa (134) et le Tonkpi (118).

Les districts sanitaires ayant notifié le plus de cas de Bilharziose sur la période sont : Daloa (163 en 2017 et 129 en 2019), Bouaflé (198 en 2017 et 91 en 2019) et

Sinfra (128 en 2017 et 184 en 2019). Les districts sanitaires concernés en 2021 sont : Divo(361),Sinfra(104), Abobo-Est(63), Anyama(62),Alepe(59), Sikensi(57), Man(103), Daloa(63).

3.4.8.5. PIAN

L'incidence nationale du pian en 2019 est de 5,3 pour 100 000 habitants. Elle est en baisse par rapport à 2017 où on enregistrait 7,2 cas pour 100 000 habitants. L'incidence du Pian a régressé en 2021 ; elle est de 3,57 cas pour 100 000 habitants.

En 2017, les districts sanitaires de Béoumi (46,8 cas pour 100 000 habitants) ; Gagnoa (30,5 cas pour 100 000 habitants) et Gagnoa (25,9 cas pour 100 000 habitants) enregistrent les incidences les plus élevées. Le top 10 de 2017 est composé de Béoumi ; Gagnoa ; Grand-Bassam ; Tabou ; Bouafle ; Aboisso ; Divo ; Bondoukou ; Cocody Bingerville et Lakota.

En 2019, les districts sanitaires ayant les plus fortes incidences de Pian sont : Biankouma (92,8 cas pour 100 000 habitants) ; d'Oumé (55,4 cas pour 100 000 habitants) ; Jacqueville (18,7 cas pour 100 000 habitants). Les districts se trouvant dans le top 10 sont : Biankouma ; Oume ; Jacqueville ; Sakassou ; Agnibilekrou ; Tiebissou ; Yopougon Est ; Divo ; Gagnoa et Bouake-Sud.

Les maladies tropicales négligées, persistent toujours malgré les interventions et quelques succès réalisés. La Côte d'Ivoire subit le lourd fardeau de dix (10) MTN endémiques. Des districts sanitaires endémiques à la schistosomiase (77,5%) et des districts endémiques à la filariose lymphatique (47,54%) ont été traités.

Le certificat de l'éradication du ver de Guinée en Côte d'Ivoire a été obtenu en 2013. Cependant, une insuffisance dans la surveillance post certification de l'éradication du ver de guinée telle que recommandée par l'OMS est notée.

Au niveau de la lèpre, seuls deux (02) districts sont encore endémiques, Man et Zouan-Hounien. En matière de lutte contre l'onchocercose, 26,4% des villages traités ont une couverture thérapeutique inférieure à 80%. La cartographie de la filariose lymphatique, des géo helminthiases et de la schisto-somiase a été achevée.

3.4.9. MALADIES NON TRANSMISSIBLES (MNT)

Les principaux types de maladies non transmissibles sont les maladies cardiovasculaires (accidents vasculaires cardiaques ou cérébraux), les cancers, les maladies respiratoires chroniques (la broncho- pneumopathie chronique obstructive ou l'asthme) et le diabète.

En Côte d'Ivoire, 31% des décès qui surviennent sont imputables aux Maladies Non Transmissibles (MNT) et sont essentiellement liées à la faiblesse du diagnostic et de la prise en charge thérapeutique. Il est également relevé des prévalences et incidences élevées des cas de MNT et leurs facteurs de risques avec 30,9% pour les HTA, 14,6% pour le tabagisme, 5,19% pour le diabète et 7,9% pour l'obésité.

La Côte d'Ivoire a signé en septembre 2013 le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac et l'interdiction de fumer dans les lieux publics et les transports en communs par le décret N°2012-980 du 10 octobre 2012. Des interventions ont été menées dans la lutte contre l'HTA avec l'élaboration et la diffusion de la directive sur la prise en charge, la formation du personnel, l'évaluation du risque cardiovasculaire sur 10 ans et la chimio prophylaxie en prévention des crises cardiaques et des AVC. En dépit de la réalisation de campagnes de dépistage des maladies chroniques et de leurs facteurs de risque, des défis restent à relever au regard de l'augmentation des cas et des facteurs de risques.

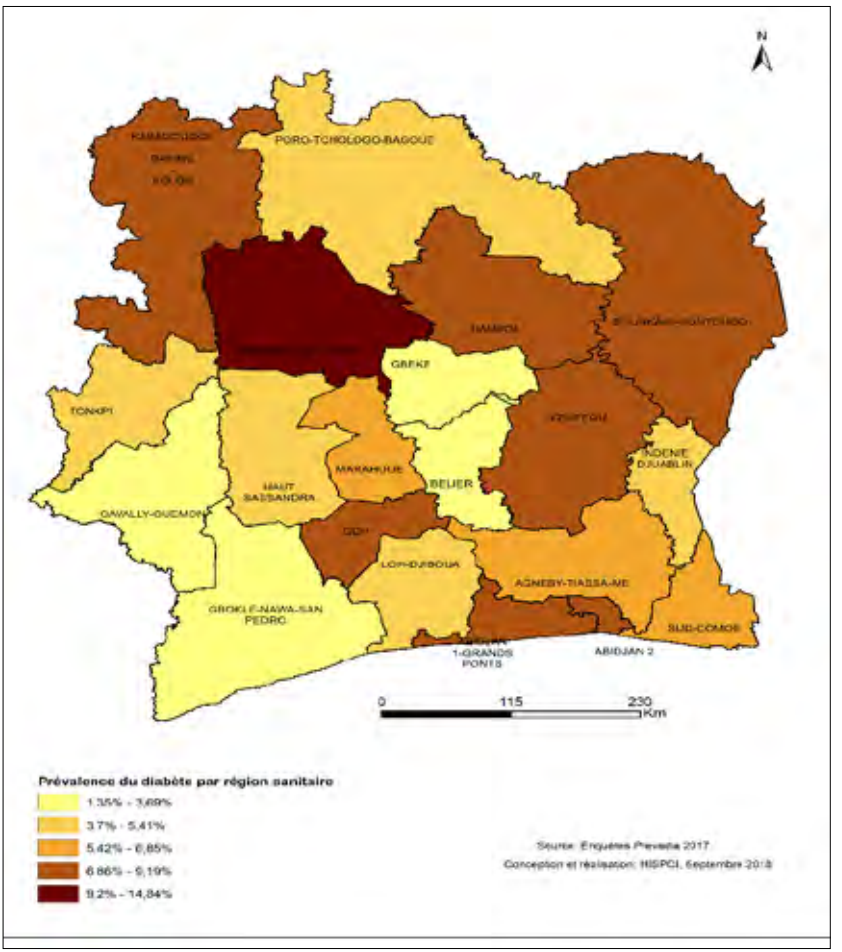
3.4.9.1. HYPERTENSION ARTÉRIELLE (HTA)

Au niveau national, les résultats de l'enquête PREVADIA de 2017 révèlent une prévalence de l'HTA de 39% chez les personnes âgées de 20 à 79 ans, avec 31,92% qui ne se savaient pas hypertendues. Les femmes représentaient 57,30% des cas d'HTA diagnostiqués lors de l'enquête. Les tranches d'âge les plus touchées étaient celles de 50-59 ans avec 26,09% et 60-69 ans avec 21,71%. En 2021 l'incidence de l'HTA est de 8,17% dans la population.

3.4.9.2. DIABÈTE

L'enquête PREVADIA de 2017 a révélé une prévalence de 6,2% du diabète dans la population de 20-79 ans, avec 3% qui ne se savaient pas diabétique. La région sanitaire du Worodougou-Béré enregistre la plus forte prévalence du Diabète (14,84%) (cf. Graphique 6.19).

Graphique 6.19 : Prévalence du Diabète par Région sanitaire en 2017



Source : MSHPCMU, PREVADIA 2017

Afin de rapprocher des populations, des services améliorés de prise en charge de l'hypertension artérielle et du Diabète, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique de la Côte d'Ivoire a mis en place des cliniques du diabète et de l'hypertension

artérielle (CDH). En 2020, l'on enregistre 29 cliniques de diabète et de l'hypertension artérielle réparties dans 21 régions sur 33 soit un taux de couverture de 63,63%. Ces CDH sont repartis dans 28 districts sanitaires sur les 113 (le district d'Abobo-Est dispose de deux CDH), soit une couverture de 24,78%. Les activités de routine de ces CDH ont rapporté en 2018 une incidence de 41,42% pour le Diabète seul, 34,18% pour l'HTA seule et 24,40% pour les comorbidités (Diabète + HTA).

3.4.9.3. INSUFFISANCE RÉNALE

Plus de 5 000 personnes souffrent d'insuffisance rénale en Côte d'Ivoire. La prise en charge des insuffisances rénales est extrêmement couteuse et mobilise déjà des ressources importantes de l'Etat pour les hémodialyses. En 2017, 1 000 personnes ont été dialysées sur l'ensemble du territoire dont 700 dans le public, 300 personnes sur listes d'attente. Le coût de la dialyse est de 1 750 FCFA dans le public pour un coût réel de 80 000 FCFA.

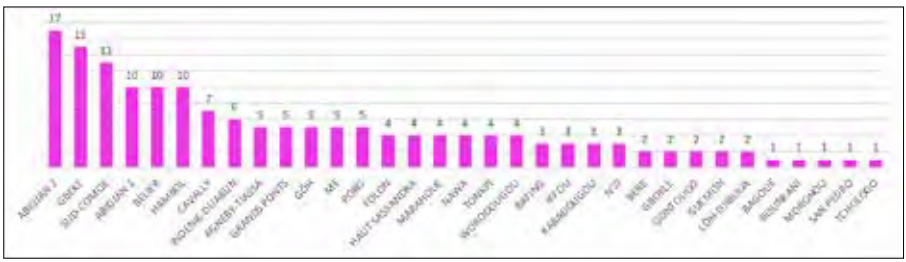
3.4.10. PATHOLOGIES CANCÉREUSES

Les cancers sont également préoccupants en Côte d'Ivoire. Au total, on a dénombré plus de 29 types de cancer. Chez la femme, les plus fréquents sont le cancer du sein et du col de l'utérus. Chez l'homme, on dénombre le cancer de la prostate et le cancer du foie. Les cancers de l'enfant représentaient 5,8% de l'ensemble des cancers en 2015.

En matière de prévention, l'on dénombre en 2020, 164 sites fonctionnels de dépistage du cancer du col de l'utérus contre 126 en 2019, soit une hausse de 30,16% dont 03 sites avec LEEP. En 2021, on dénombre 164 sites fonctionnels de dépistage du cancer du col de l'utérus, dont 03 sites avec LEEP.

Tout comme en 2020, en 2021, toutes les trente-trois (33) régions sanitaires ont au moins un site de dépistage du cancer du col de l'utérus. Il faut noter que seulement trois (03) régions sanitaires disposent de sites avec LEEP pour le traitement des lésions précancéreuses larges, notamment les régions d'Abidjan 2 (CHU de Treichville), de Gbêkè (CHU Bouaké) et du Haut Sassandra (CHR de Daloa). Les régions d'Abidjan 2 avec 17 sites, du Gbêkè (15) et du Sud-Comoé (13) ont le plus grand nombre de sites de dépistage (cf. Graphique 6.20). Les régions du Moronou, de San-Pedro et du Tchologo abritent un seul (01) site de dépistage chacune.

Graphique 6.20 : Répartition du nombre de site de dépistage du cancer du col de l'utérus par région sanitaire en 2021

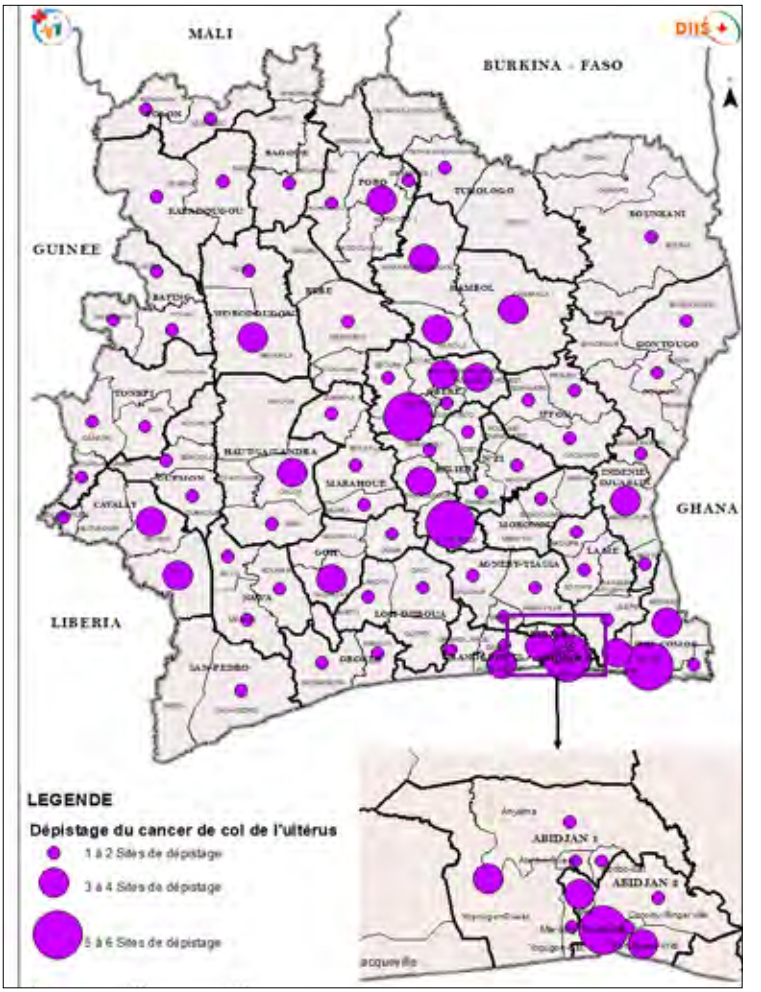


Source : MSHPCMU, 2022

En 2021, le dépistage du cancer du col de l'utérus (cf. Graphique 6.21) n'est pas encore réalisé dans les districts sanitaires suivants : Bloléquin, Kouto, Tengréla, Dianra, Kounahiri, Doropo, Nassian, Téhini, Botro, Koun-Fao, Sandégué, Transua, Kouibly, Gagnoa 2, Vavoua, Zoukougbeu, Yakassé-Attobrou, Guitry, Arrah, M'batto, Kouassi-Kouassikro, Guéyo, Dikodougou, M'bengué, Tabou, Kong, Ouangolodougou, Biankouman.

Quatre-vingt-deux (82) sur 164 sites de dépistage sont pourvus d'appareils de cryothérapie pour le traitement des lésions précancéreuses, soit 50%.

Graphique 6.21 : Répartition du nombre de site de dépistage du cancer du col de l'utérus par district sanitaire en 2021



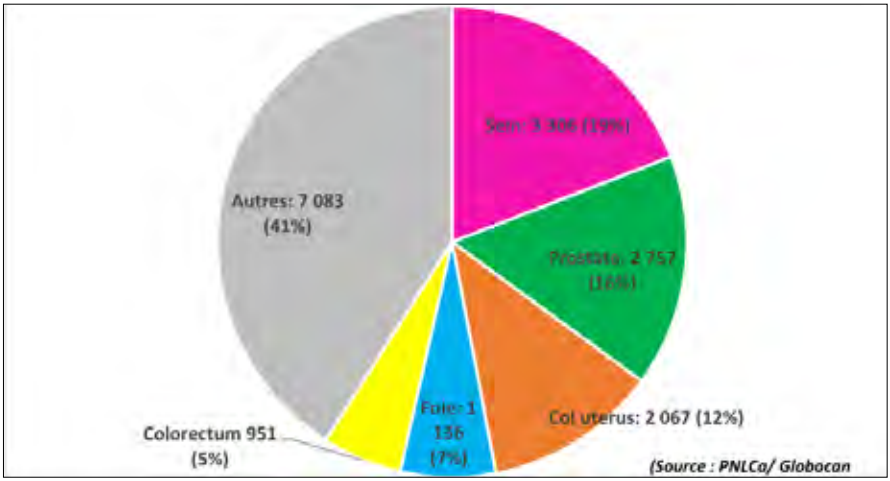
Source : MSHPCMU, 2022

3.4.10.1. NOUVEAUX CAS DE CANCER ENREGISTRÉS

Sur la période 2014-2015, la Côte d'Ivoire a enregistré 14 484 nouveaux cas de cancers dont 8 303 chez les femmes et 6 181 chez les hommes. La fréquence des cancers est ainsi plus élevée chez les femmes (57,3%) que chez les hommes (42,7%). Le cancer du sein est le plus fréquent (18,4%), suivi des cancers de la prostate (17,2%), du col de l'utérus (12,4%), du foie (7,7%) et du colon–rectum (5,1%).

Sur la période 2020-2021, 16 420 nouveaux cas de cancers en Côte d'Ivoire dont 9 468 chez les femmes et 6 952 chez les hommes. Le cancer du sein est le plus fréquent (19%), suivi des cancers de la prostate (16%), du col de l'utérus (12%), du foie (7%) et du colon–rectum (5%) (cf. Graphique 6.22).

Graphique 6.22 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués en 2021



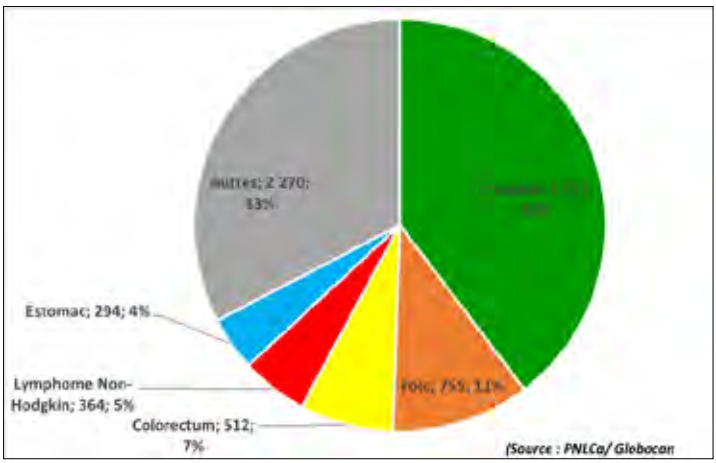
Source : MSHPCMU, 2022

Le top 05 des cancers les plus diagnostiqués en 2020, dans la population totale, est représenté par le cancer du sein (3 306 cas, 19%), suivi du cancer de la prostate (2 757 cas, 16%), du cancer du col de l'utérus (2 067 cas, 12%), du cancer du foie (1 136 cas, 6%) et du cancer colorectal (951 cas, 5%).

Les autres cancers regroupent 7 277 cas (42%) diagnostiqués (Lymphome Non Hodgkin, Estomac, Leucémie, Poumon, Ovaires...).

❖ **Nouveaux cas de cancer chez les hommes (15 ans et plus)**

Graphique 6.23 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les hommes en 2021

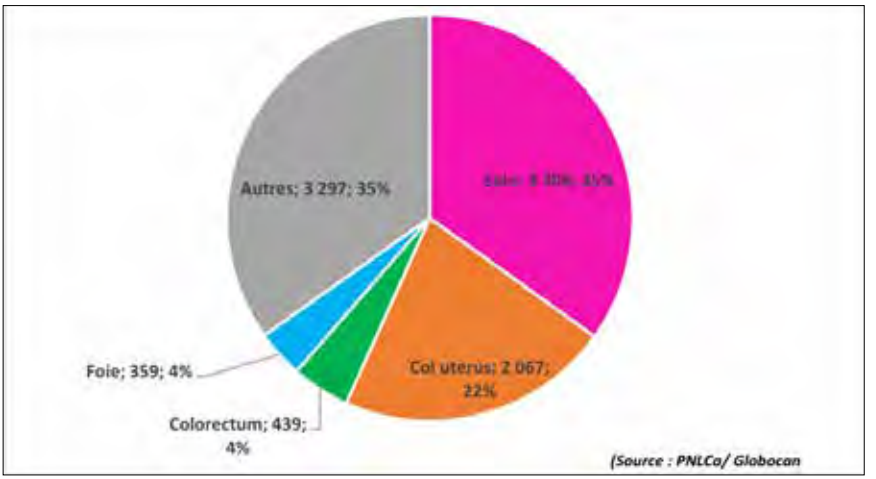


Source : MSHPCMU, 2022

Chez les adultes de sexe masculin, en 2020, les cancers les plus fréquemment diagnostiqués sont : le **cancer de la prostate** (2 757 cas, **40%**), suivi du **cancer du foie** (757 cas, **11%**), du **cancer colorectal** (512 cas, **7%**), **des lymphomes non-hodgkiniens** (364 cas, **5%**) et du cancer de l'estomac (294 cas, **4%**) (cf. Graphique 6.23).

❖ **Nouveaux ces de cancer chez Femmes (15 ans et plus)**

Graphique 6.24 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les femmes en 2021

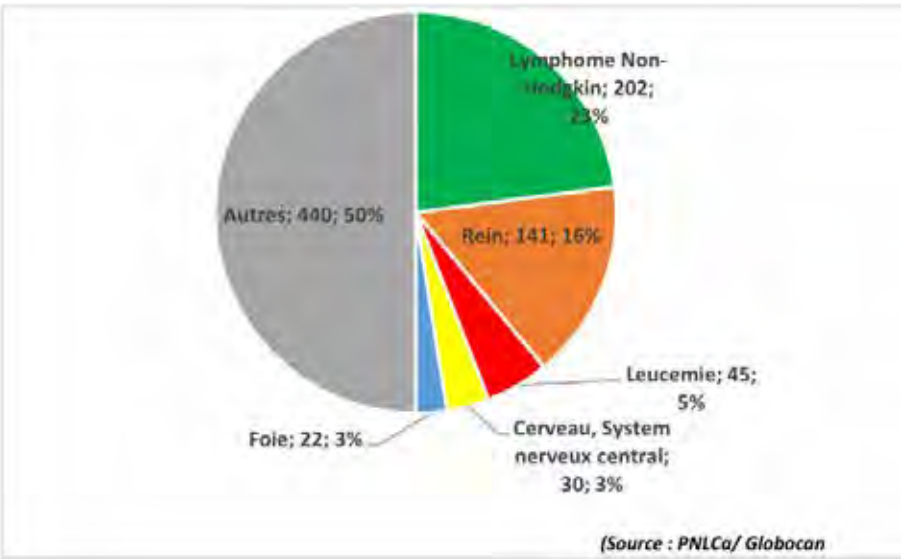


Source : MSHPCMU, 2022

Chez les femmes (15 ans et plus), les cancers les plus diagnostiqués en 2020 sont : le **cancer du sein** (3 306 cas, **35%**), suivi du **cancer du col de l'utérus** (2 067 cas, **22%**), du **cancer colorectal** (439 cas, **4%**) et du **cancer du foie** (359 cas, **4%**) (cf. Graphique 6.24).

❖ **Nouveaux cas de cancers chez les enfants (moins de 15 ans)**

Graphique 6.25 : Nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les enfants en 2020



Source : MSHPCMU, 2020

Les lymphomes non-Hodgkiniens (23%), le **cancer du rein** (16%), les **leucémies** (5%), les **cancers du cerveau et du système nerveux central** (3%) et **le cancer du foie** (3%) sont les cancers qui ont été les plus diagnostiqués chez les enfants en 2020 (cf. Graphique 6.25).

3.4.10.2. PROFIL ÉPIDÉMIOLOGIQUE DES CANCERS ENREGISTRÉS CHEZ LES HOMMES

Sur la période 2014-2015, il a été enregistré 6 181 nouveaux cas de cancer chez les hommes, donnant un taux d'incidence ajusté à l'âge (ASR) de 93,3 pour 100 000 habitants. Les cancers les plus fréquents sont les cancers de la prostate (40,2%), le foie (11,4%), le lymphome malin non hodgkinien (LMNH) (6%), le colon rectum (5,4%) et l'estomac (3,3%).

Sur la période 2020-2021, il a été enregistré 6 952 nouveaux cas de cancer chez les hommes. Les cancers les plus fréquents sont les cancers de la prostate (39,66%), le foie (10,86%), le colon rectum (7,36%) et l'estomac (4,23%).

3.4.10.3. PROFIL ÉPIDÉMIOLOGIQUE DES CANCERS CHEZ LES FEMMES

Chez les femmes, il a été enregistré 8 303 nouveaux cas de cancer entre 2014-2015 ; ce qui donne un taux d'incidence ajusté à l'âge de 126,1 pour 100 000 habitants. Les cancers les plus fréquents sont les cancers du sein (32%), du col de l'utérus (21,5%), du foie (5%) du colon rectum (4,9%) et de l'ovaire (3,6%). L'Annexe 6.13 dresse pour les années 2016 et 2017, la prévalence des différents types de cancer au sein de la population.

Entre 2020 et 2021, 9 468 nouveaux cas de cancer ont été enregistrés chez les femmes.

En Côte d'Ivoire, le nombre de cas de cancers reste préoccupant. En effet, l'incidence estimée en 2012 était de 12 002 nouveaux cas. Elle est passée à 13 209 nouveaux cas en 2016, soit une augmentation de 10%. Par ailleurs, cette incidence pourrait croître jusqu'à 17 199 cas en 2030 si de véritables politiques de lutte ne sont pas mises en place. Il est estimé que 44% des cancers surviennent chez les hommes contre 56% chez les femmes.

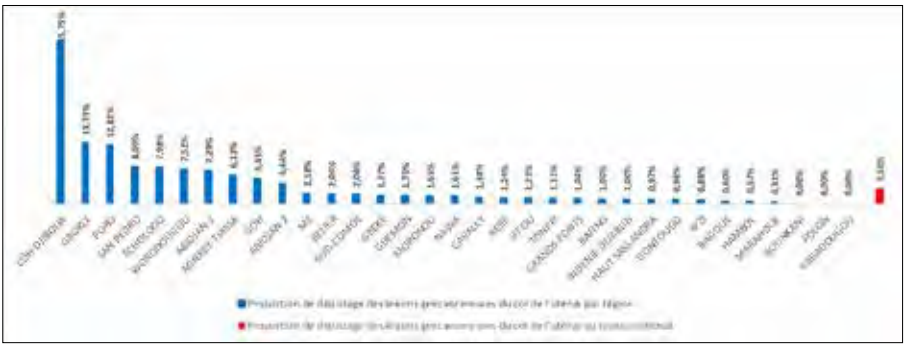
Depuis la mise en place du plan cancer Ivoirien en 2009, des programmes et réalisations engageant d'énormes moyens humains et matériels ont été mis en œuvre. Ces efforts ont généré certes des résultats substantiels, mais apparemment insuffisants en termes d'efficience des parcours de soins. Le constat établi, a été que l'approche médicale restait centrée sur le curatif et le palliatif ; qu'il n'existerait pas de réflexion stratégique sur l'analyse factuelle concernant le patient et son environnement ainsi que sur la prévention et la détection précoce.

Toutefois, des acquis ont été obtenus dans la lutte contre le cancer avec l'ouverture de 60 sites de dépistage du cancer du col de l'utérus, la création du Centre National d'Oncologie Médicale et de Radio- thérapie, la création d'une unité de sénologie et le renforcement des capacités des agents de santé. Par ailleurs, dans la perspective de l'amélioration de la qualité de la prise en charge des cancers, une unité d'immunohistochimie a été également installée.

3.4.10.4. DÉPISTAGE DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

L'objectif, à l'horizon 2030, est de passer de 31,20 cas de cancers du col de l'utérus pour 100 000 FAR à 4 pour 100 000 FAR. En 2020, nous enregistrons 3,06% de femmes présentant des lésions précancéreuses parmi les femmes dépistées pour le cancer du col de l'utérus contre 3,10% en 2021 (cf. Graphique 6.26).

Graphique 6.26 : Proportion de femmes dépistées pour le cancer de col de l'utérus et présentant des lésions précancéreuses, par région sanitaire en 2021



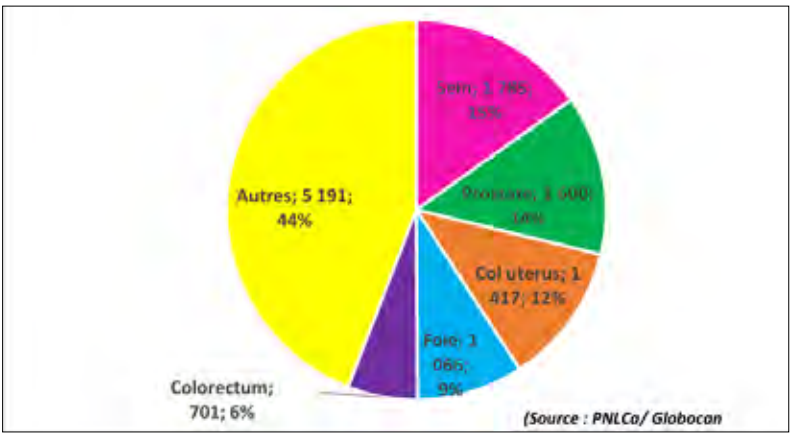
Source : MSHPCMU, 2022

Les régions sanitaires du Loh Djiboua (35,75%), du Gboklé (13,33%) et du Poro (12,82%) enregistrent les proportions les plus élevées de femmes présentant des lésions précancéreuses après un dépistage pour le cancer du col de l'utérus. Les régions de la Marahoué (0,31%), du Hambol (0,57%) et de la Bagoué (0,60%) enregistrent les plus faibles proportions. Les régions sanitaires du Bounkani, du Folon et du Kabadougou n'ont pas enregistré de femmes présentant des lésions précancéreuses au cours du dépistage.

3.4.10.5. DÉCÈS LIÉS AUX CANCERS

❖ **Décès liés aux cancers dans la population totale, selon le type**

Graphique 6.27 : Décès liés aux cancers dans la population générale, selon le type en 2021



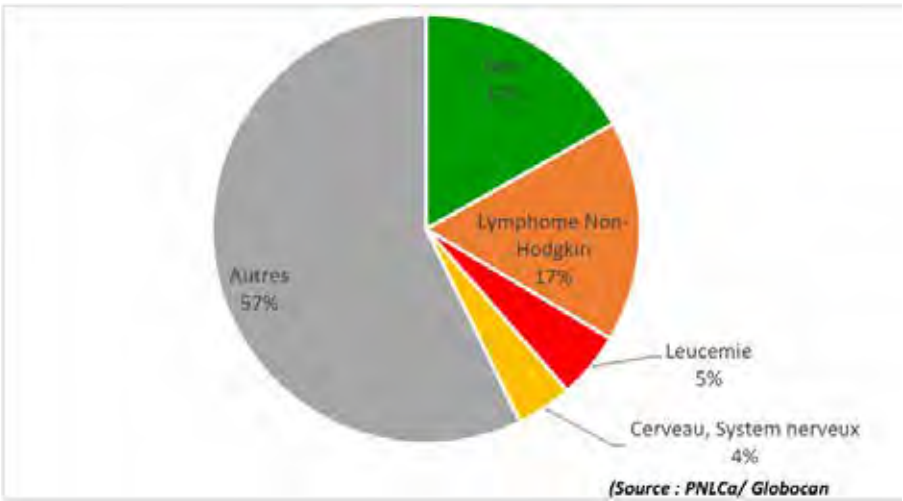
Source : MSHPCMU, 2022

Le cancer du sein (15%), le cancer de la prostate (14%), le cancer du col de l'utérus (12%), le cancer du foie (9%) et le cancer colorectal (6%) sont les causes les plus fréquentes dans les décès liés au cancer (cf. Graphique 6.27).

❖ **Décès liés aux cancers selon l'âge**

• **Nombre de décès dus aux cancers chez les enfants de moins de 15 ans**

Graphique 6.28 : Décès dus aux cancers chez les enfants de moins de 15 ans en 2021

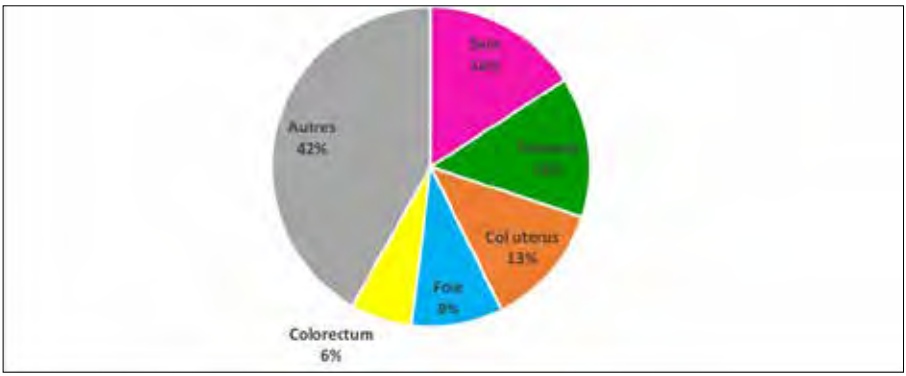


Source : MSHPCMU, 2021

Chez les enfants, les principales causes de décès parmi les décès liés aux cancers sont : le cancer du rein (17%), les lymphomes non-Hodgkiniens (17%), les leucémies (5%) et les cancers du cerveau et du système nerveux central (4%) (cf. Graphique 6.28).

• **Nombre de Décès dus aux cancers chez les adultes de 15 ans et plus**

Graphique 6.29 : Décès dus aux cancers chez les adultes de moins de 15 ans en 2021



Source : MSHPCMU, 2020

En 2021, sur l'ensemble des décès liés aux cancers chez les adultes, l'on enregistre, 16% pour le cancer du sein, 14% pour le cancer de la prostate, 13% pour le cancer du col de l'utérus, 9% pour le cancer du foie et 6% le cancer colorectale (cf. Graphique 6.29).

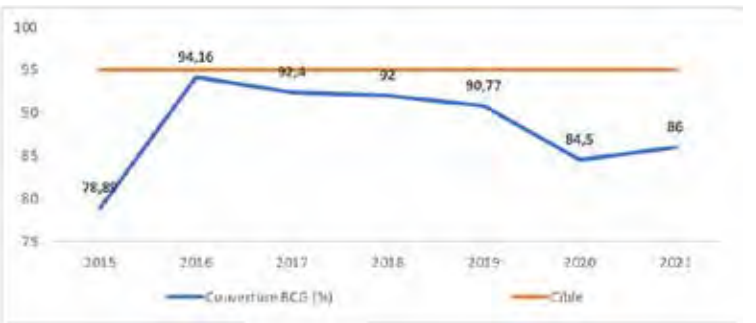
3.5. PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ

Les autorités sanitaires n'agissent pas seulement en termes de prise en charge de certaines maladies. Des actions sont réalisées en matière de prévention, de promotion de santé et de la médecine de proximité. A ce niveau, la vaccination demeure une des initiatives importantes de lutte contre la mortalité et la morbidité. A cet effet, l'amélioration de la couverture vaccinale est un enjeu important de santé publique.

3.5.1. COUVERTURE BCG

Le vaccin BCG est destiné à lutter contre la tuberculose. La couverture vaccinale nationale en BCG, est passée de 78,89% en 2015 à 84,50% en 2020 et à 86% en 2021. Depuis 2016, la couverture nationale en BCG est restée supérieure ou égale à 90%, bien que l'objectif national (95%) n'ait pas été atteint sur la période (cf. Graphique 6.30),

Graphique 6.30 : Couverture en BCG (%) de 2015 à 2021



Source : MSHPCMU, 2022

3.5.2. COUVERTURE TROISIÈME DOSE DU VACCIN CONTRE LA POLIOMYÉLITE

En ce qui concerne le Vaccin Polio Oral (VPO), l'objectif national de couverture en VPO3, de 95%, a seulement été atteint en 2017 et 2018. La couverture nationale en VPO3 a connu une baisse entre 2015 et 2020, passant de 90,29% à 83,50% (cf. Graphique 6.31).

Graphique 6.31 : Couverture troisième dose du vaccin contre la poliomyélite (%)

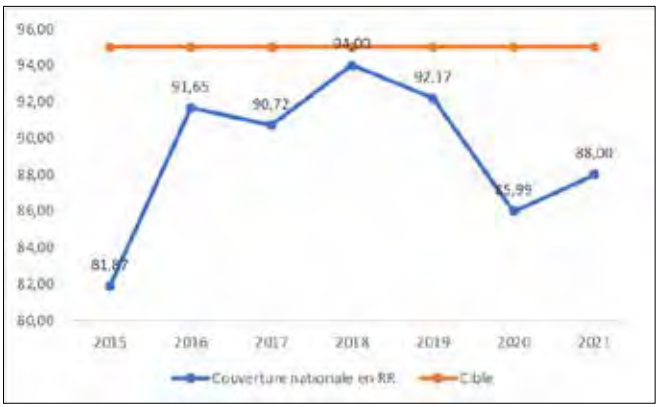


Source : MSHPCMU, 2022

3.5.3. COUVERTURE EN VACCIN ANTI-ROUGEOLEUX

La couverture en Vaccin Anti Rougeoleux (VAR) fait partie de l'un des principaux indicateurs de progrès vers l'atteinte de l'objectif 3 des Objectifs du Développement Durable (ODD). La Côte d'Ivoire s'est fixé l'objectif 95% de taux de couverture. La couverture vaccinale en VAR est passée de 81,87% en 2015 à 85,99% en 2020. Bien que le plus grand taux de couverture ait été enregistré en 2018 (94%), la couverture nationale en VAR n'a pas atteint l'objectif national sur la période (cf. Graphique 6.32).

Graphique 6.32 : Couverture rougeole



Source : MSHPCMU, 2022

3.5.4. ACCOUCHEMENT ASSISTÉ PAR DU PERSONNEL QUALIFIÉ (%)

La politique sanitaire mise en œuvre a aussi une incidence sur la santé maternelle. Le taux d'accouchement assisté a connu une forte progression entre 2015 et 2019, passant de 55% à 72% (cf. Graphique 6.33). L'objectif national fixé à 80% n'a pas été atteint sur la période (cf. Graphique 6.29). Cet indicateur a été beaucoup plus impacté par la politique de gratuité mise en place par l'Etat.

Graphique 6.33 : Taux d'accouchement assisté par du personnel qualifié (%)



Source : MSHPCMU, 2022

3.5.5. COUVERTURE DES FEMMES ENCEINTES EN DEUXIÈME DOSE DE VACCIN ANTITÉTANIQUE

La vaccination contre le tétanos fait partie intégrante du suivi prénatal de la femme enceinte. Le VAT 2+ (désormais TD2+) immunise la femme enceinte contre le tétanos et protège l'enfant à naître contre le tétanos néonatal. La couverture vaccinale en TD2+ n'a pas grandement évolué entre 2015 et 2020, passant de 80,78% à 75,00% (cf. Graphique 6.34). Durant cette période la cible nationale a été seulement atteinte en 2018 avec 97%.

Graphique 6.34 : Couverture des femmes enceintes en deuxième dose de vaccin antitétanique



Source : MSHPCMU, 2022

3.6. COVID-19

La maladie à coronavirus 2019 ou Covid-19 est une maladie respiratoire émergente due à un nouveau coronavirus humain détecté pour la première fois en décembre 2019 à Wuhan, en Chine. Débuté en Asie, la maladie s'est propagée en Europe puis en Amérique et a atteint le continent africain le 14 février 2020.

Le 11 mars 2020, la Côte d'Ivoire a enregistré son premier cas de COVID-19. Des dispositions d'urgence ont été prises par le gouvernement ivoirien pour faire face à la pandémie, dont l'épicentre en Côte d'Ivoire était la ville d'Abidjan. Les mesures préventives et thérapeutiques mises en œuvre ont permis de limiter la vitesse de propagation de la pandémie. Le Covid-19 continue cependant de s'étendre dans le pays avec une menace sur l'offre globale de soins et des services sanitaires. L'Etat de Côte d'Ivoire a pris des mesures sanitaires, sécuritaires et sociales en vue d'endiguer la propagation de la maladie (les 16 mars et 23 mars 2020). Un plan de riposte multisectoriel à l'épidémie du COVID-19 a été proposé, assorti d'un budget estimatif de plus de 98 milliards de FCFA (budget élaboré par l'Etat et ses partenaires). Le gouvernement a mis en place un plan de riposte sanitaire d'urgence d'une valeur de 95,8 milliards de FCFA. La mise en œuvre de ce plan a permis le renforcement des moyens de prévention avec l'acquisition de 240 millions de masques, dont 180 millions distribués gratuitement aux populations et au personnel soignant, à fin décembre 2020.

Pour assurer une couverture nationale en matière de dépistage, 13 sites de dépistage ont été rendus opérationnels dans le Grand Abidjan. A cela s'ajoute l'augmentation des

capacités d'hospitalisation de plus de 600 lits à Abidjan et dans 11 villes de l'intérieur du pays.

La Côte d'Ivoire a enregistré 22 362 cas positifs de Covid 19 au cours de l'année 2020 sur 217 534 échantillons prélevés, soit un taux de positivité de 10,28% (cf. Graphique 6.35).

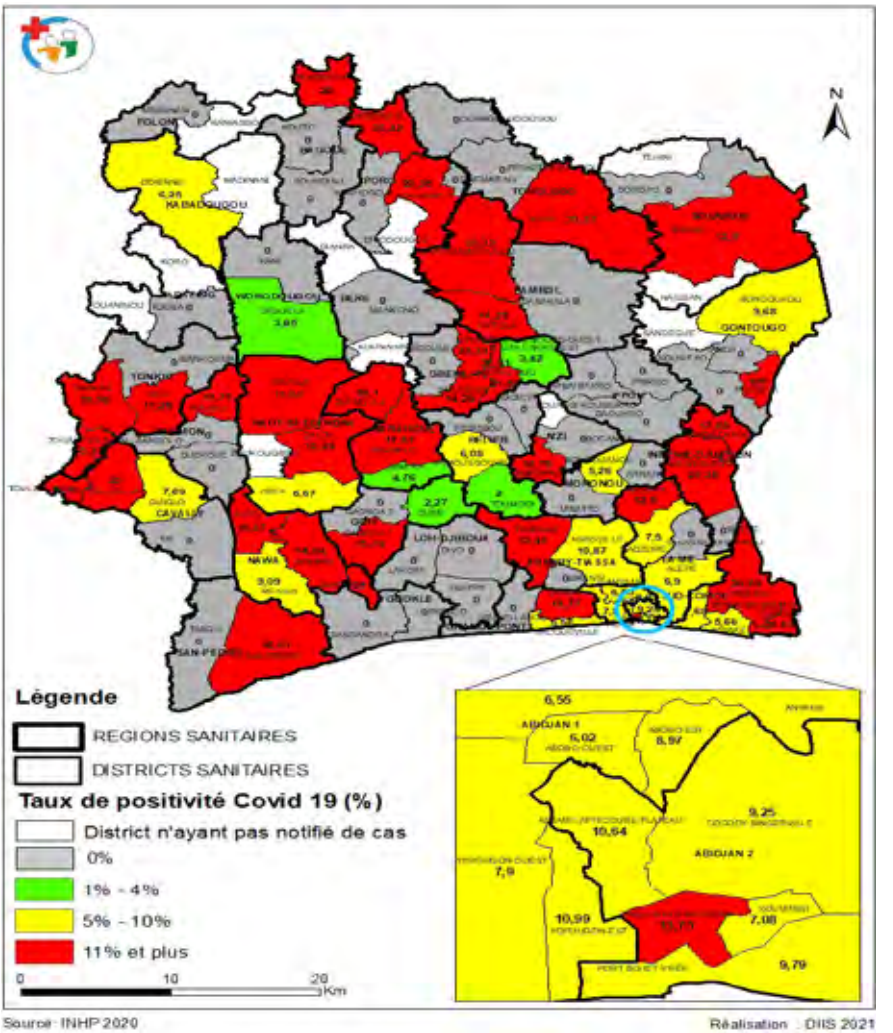
Graphique 6.35 : Taux cumulé de positivité au Covid 19 par région sanitaire en 2020



Source : MSHPCMU, 2022

Les plus forts taux cumulés de positivité à la Covid 19 en fin 2020 sont observés dans les régions sanitaires de Gbêkê (25,03%), Indénié-Djuablin (21,21%) et de Poro (20,00%) (cf. Graphique 6.36). Les régions sanitaires de Bafing, Béré, Folon, Gboklé, Iffou et Lôh-Djiboua n'ont enregistré aucun cas de Covid 19 en 2020.

Graphique 6.36 : Taux cumulé de positivité au Covid-19 par district sanitaire en 2020



Source : MSHPCMU, 2022

Quarante-trois (43) districts sanitaires sur 113, soit 38,05%, ont un taux cumulé de positivité inférieur ou égale à 5%. Trente-neuf (39) districts sanitaires, soit 34,51%, ont un taux cumulé de positivité supérieur à 10% (cf. Graphique 6.36).

Douze (12) districts sanitaires n'ont notifié aucun cas suspect de Covid 19 au cours de l'année 2020. Ce sont : Koro ; Ouaninou ; Dianra ; Kounahiri ; Nassian ; Tehini Kaniasso ; Sandegue ; Zoukougbeu ; Madinani ; Kouassi-Kouassikro ; Dikodougou.

Tableau 6.88 : Nombre de cas de Covid 19 et Taux de positivité Covid 19 en 2020

REGIONS/DISTRICTS	Nombre d'échantillons reçus pour la COVID 19 en 2020	Nombre d'échantillons positifs	Taux de positivité Covid 19 (%)
ABIDJAN 1	**42 193**	**3 858**	**9,14**
ABOBO EST	9923	890	8,97
ABOBO OUEST	2571	129	5,02
ANYAMA	3388	222	6,55
YOPOUGON-EST	17451	1917	10,99
YOPOUGON-OUEST SONGON	8860	700	7,9
ABIDJAN 2	**165 722**	**17 408**	**10,5**
ADJAME-PLATEAU-ATTECOUBE	21101	2245	10,64
COCODY BINGERVILLE	80177	7420	9,25
KOUMASSI	12253	867	7,08
PORT-BOUET-VRIDI	7296	714	9,79
TREICHVILLE-MARCORY	44895	6162	13,73
AGNEBY-TIASSA	**391**	**42**	**10,74**
AGBOVILLE	184	20	10,87
SIKENSI	30	0	0
TIASSALE	177	22	12,43
BAFING	**12**	**0**	**0**
KORO	0	0	0
OUANINOU	0	0	0
TOUBA	12	0	0
BAGOUE	**21**	**2**	**9,52**
BOUNDIALI	8	0	0
KOUTO	3	0	0
TENGRELA	10	2	20
BELIER	**472**	**25**	**5,3**
DIDIEVI	6	0	0
TIEBISSOU	21	0	0
TOUMODI	50	1	2
YAMOUSSOUKRO	395	24	6,08
BERE	**14**	**0**	**0**
DIANRA	0	0	0
KOUNAHIRI	0	0	0
MANKONO	14	0	0
BOUNKANI	**25**	**3**	**12**
BOUNA	24	3	12,5
DOROPO	1	0	0
NASSIAN	0	0	0
TEHINI	0	0	0
CAVALLY	**20**	**3**	**15**
BLOLEQUIN	4	1	25
GUIGLO	13	1	7,69
TAI	1	0	0
TOULEUPLEU	2	1	50
FOLON	**2**	**0**	**0**
KANIASSO	0	0	0
MINIGNAN	2	0	0
GBEKE	**927**	**232**	**25,03**
BEOUMI	12	0	0
BOTRO	3	1	33,33
BOUAKE NORD-EST	263	9	3,42

REGIONS/DISTRICTS	Nombre d'échantillons reçus pour la COVID 19 en 2020	Nombre d'échantillons positifs	Taux de positivité Covid 19 (%)
BOUAKE NORD-OUEST	578	207	35,81
BOUAKE-SUD	64	14	21,88
SAKASSOU	7	1	14,29
GBOKLE	**40**	**0**	**0**
FRESCO	6	0	0
SASSANDRA	34	0	0
GONTOUGO	**42**	**5**	**11,9**
BONDOUKOU	31	3	9,68
KOUN-FAO	1	0	0
SANDEGUE	0	0	0
TANDA	8	0	0
TRANSUA	2	2	100
GRANDS PONTS	**329**	**42**	**12,77**
DABOU	241	38	15,77
GRAND-LAHOU	16	0	0
JACQUEVILLE	72	4	5,56
GUEMON	**144**	**2**	**1,39**
BANGOLO	4	0	0
DUEKOUE	134	0	0
KOUIBLY	6	2	33,33
GÔH	**164**	**18**	**10,98**
GAGNOA 1	111	17	15,32
GAGNOA 2	9	0	0
OUME	44	1	2,27
HAMBOL	**57**	**8**	**14,04**
DABAKALA	9	0	0
KATIOLA	42	6	14,29
NIAKARAMADOUGOU	6	2	33,33
HAUT SASSANDRA	**187**	**27**	**14,44**
DALOA	157	24	15,29
ISSIA	15	1	6,67
VAVOUA	15	2	13,33
ZOUKOUGBEU	0	0	0
IFFOU	**26**	**0**	**0**
DAOUKRO	22	0	0
MBAHIAKRO	3	0	0
PRIKRO	1	0	0
INDENIE-DUABLIN	**99**	**21**	**21,21**
ABENGOUROU	77	18	23,38
AGNIBILEKROU	17	3	17,65
BETTIE	5	0	0
KABADOUGOU	**352**	**22**	**6,25**
MADINANI	0	0	0
ODIENNE	352	22	6,25
ME	**126**	**10**	**7,94**
ADZOPE	80	6	7,5
AKOUPE	16	2	12,5
ALEPE	29	2	6,9
YAKASSE-ATTOBROU	1	0	0
LÔH-DJIBOUA	**122**	**0**	**0**
DIVO	98	0	0

REGIONS/DISTRICTS	Nombre d'échantillons reçus pour la COVID 19 en 2020	Nombre d'échantillons positifs	Taux de positivité Covid 19 (%)
GUITRY	5	0	0
LAKOTA	19	0	0
MARAHOUE	**115**	**22**	**19,13**
BOUAFLE	73	13	17,81
SINFRA	21	1	4,76
ZUENOULA	21	8	38,1
MORONOU	**22**	**1**	**4,55**
ARRAH	2	0	0
BONGOUANOU	19	1	5,26
M'BATTO	1	0	0
N'ZI	**24**	**3**	**12,5**
BOCANDA	5	0	0
DIMBOKRO	19	3	15,79
KOUASSI KOUASSIKRO	0	0	0
NAWA	**264**	**37**	**14,02**
BUYO	6	1	16,67
GUEYO	8	2	25
MEAGUI	22	2	9,09
SOUBRE	228	32	14,04
PORO	**300**	**60**	**20**
DIKODOUGOU	0	0	0
KORHOGO 1	201	45	22,39
KORHOGO 2	38	0	0
M'BENGUE	59	15	25,42
SINEMATIALI	2	0	0
SAN PEDRO	**744**	**118**	**15,86**
SAN-PEDRO	737	118	16,01
TABOU	7	0	0
SUD-COMOE	**4 337**	**365**	**8,42**
ABOISSO	252	52	20,63
ADIAKE	106	6	5,66
GRAND-BASSAM	3972	305	7,68
TIAPOUM	7	2	28,57
TCHOLOGO	**39**	**2**	**5,13**
FERKESSEDOUGOU	28	0	0
KONG	6	2	33,33
OUANGOLODOUGOU	5	0	0
TONKPI	**175**	**25**	**14,29**
BIANKOUMA	11	0	0
DANANE	13	2	15,38
MAN	124	14	11,29
ZOUAN-HOUNIEN	27	9	33,33
WORODOUGOU	**27**	**1**	**3,7**
KANI	1	0	0
SEGUELA	26	1	3,85
TOTAL CI	**217 534**	**22362**	**10,28**

Source : MSHPCMU, 2022

Tableau 6.89 : Nombre de cas de Covid-19 notifiés en 2021, par région et district sanitaire

REGIONS/DISTRICTS	Nombre d'échantillons positifs CODI-19 2021
ABIDJAN 1	**8102**
ABOBO EST	1575
ABOBO OUEST	605
ANYAMA	262
YOPOUGON-EST	3873
YOPOUGON-OUEST SONGON	1787
ABIDJAN 2	**36615**
ADJAME-PLATEAU-ATTECOUBE	2351
COCODY BINGERVILLE	23491
KOUMASSI	1855
PORT-BOUET-VRIDI	1488
TREICHVILLE-MARCORY	7430
AGNEBY-TIASSA	**59**
AGBOVILLE	32
SIKENSI	13
TIASSALE	14
BAFING	**5**
KORO	0
OUANINOU	0
TOUBA	5
BAGOUE	**26**
BOUNDIALI	5
KOUTO	1
TENGRELA	20
BELIER	**144**
DIDIEVI	3
TIEBISSOU	8
TOUMODI	9
YAMOUSSOUKRO	124
BERE	**4**
DIANRA	0
KOUNAHIRI	3
MANKONO	1
BOUNKANI	**0**
BOUNA	0
DOROPO	0
NASSIAN	0
TEHINI	0
CAVALLY	**6**
BLOLEQUIN	1
GUIGLO	5
TAI	0
TOULEUPLEU	0
FOLON	**6**
KANIASSO	2
MINIGNAN	4
GBEKE	**824**

REGIONS/DISTRICTS	Nombre d'échantillons positifs CODI-19 2021
BEOUMI	9
BOTRO	3
BOUAKE NORD-EST	21
BOUAKE NORD-OUEST	732
BOUAKE-SUD	38
SAKASSOU	21
GBOKLE	**3**
FRESCO	1
SASSANDRA	2
GONTOUGO	**6**
BONDOUKOU	5
KOUN-FAO	1
SANDEGUE	0
TANDA	0
TRANSUA	0
GRANDS PONTS	**101**
DABOU	79
GRAND-LAHOU	12
JACQUEVILLE	10
GUEMON	**19**
BANGOLO	0
DUEKOUE	17
KOUIBLY	2
GÔH	**45**
GAGNOA 1	39
GAGNOA 2	5
OUME	1
HAMBOL	**29**
DABAKALA	3
KATIOLA	10
NIAKARAMADOUGOU	16
HAUT SASSANDRA	**153**
DALOA	148
ISSIA	5
VAVOUA	0
ZOUKOUGBEU	0
IFFOU	**2**
DAOUKRO	1
MBAHIAKRO	1
PRIKRO	0
INDENIE-DUABLIN	**35**
ABENGOUROU	28
AGNIBILEKROU	7
BETTIE	0
KABADOUGOU	**78**
MADINANI	0
ODIENNE	78
LÔH-DJIBOUA	**37**
DIVO	30

REGIONS/DISTRICTS	Nombre d'échantillons positifs CODI-19 2021
GUITRY	3
LAKOTA	4
MARAHOUE	**35**
BOUAFLE	25
SINFRA	7
ZUENOULA	3
ME	**37**
ADZOPE	15
AKOUPE	5
ALEPE	15
YAKASSE-ATTOBROU	2
MORONOU	**3**
ARRAH	0
BONGOUANOU	3
M'BATTO	0
N'ZI	**7**
BOCANDA	0
DIMBOKRO	5
KOUASSI KOUASSIKRO	2
NAWA	**40**
BUYO	2
GUEYO	2
MEAGUI	1
SOUBRE	35
PORO	**110**
DIKODOUGOU	0

REGIONS/DISTRICTS	Nombre d'échantillons positifs CODI-19 2021
KORHOGO 1	91
KORHOGO 2	0
M'BENGUE	17
SINEMATIALI	2
SAN PEDRO	**185**
SAN-PEDRO	185
TABOU	0
SUD-COMOE	**929**
ABOISSO	29
ADIAKE	30
GRAND-BASSAM	868
TIAPOUM	2
TCHOLOGO	**26**
FERKESSEDOUGOU	24
KONG	0
OUANGOLODOUGOU	2
TONKPI	**53**
BIANKOUMA	3
DANANE	2
MAN	46
ZOUAN-HOUNIEN	2
WORODOUGOU	**26**
KANI	0
SEGUELA	26

TOTAL CI	**47750**

Source : MSHPCMU, 2022

La Côte d'Ivoire a enregistré 47 750 cas positifs en 2021 contre 22 362 cas positifs de Covid 19 au cours de l'année 2020. Les régions sanitaires ayant une forte densité de cas positifs de Covid 19 en 2021 sont : Abidjan 2 (36 615), Abidjan1(8 102), le Sud Comoé (929), et le Gbeke (824) (cf. Tableau 6.88 et Tableau 6.89). Les districts sanitaires qui ont notifié les cas suspects de Covid 19 au cours de l'année 2021 sont : Cocody Bingerville (23 491), Treichville Marcory (7 430), Yopougon Est (3873), Yopougon Ouest Songon (1 787), Grand Bassam (868) et Bouaké Nord-Ouest (732).

ANNEXES



Tableau A1.1 : Effectif des magistrats et greffiers par ressort de cour d'appel et par année judiciaire

		ABIDJAN ET RESSORT							BOUAKÉ ET RESSORT						
		2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Magistrats	H	144	139	133	130	140	136	145	65	67	73	75	74	53	60
	F	87	98	111	118	115	110	120	12	9	6	6	5	9	10
	Total	**231**	**237**	**244**	**248**	**255**	**246**	**265**	**77**	**76**	**79**	**81**	**79**	**62**	**70**
Greffiers	H	286	254	283	265	291	278	292	110	117	122	139	137	88	90
	F	152	140	146	132	131	150	160	20	25	26	28	26	23	25
	Total	**438**	**394**	**429**	**397**	**422**	**428**	**452**	**130**	**142**	**148**	**167**	**163**	**111**	**115**

		DALOA ET RESSORT							KORHOGO ET RESSORT						
		2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Magistrats	H	97	101	105	103	101	99	100	0	0	0	0	0	30	32
	F	17	17	18	17	12	20	23	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**114**	**118**	**123**	**120**	**113**	**119**	**123**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**30**	**32**
Greffiers	H	198	220	217	227	177	202	205	0	0	0	0	0	41	44
	F	33	28	32	27	36	25	25	0	0	0	0	0	5	7
	Total	**231**	**248**	**249**	**254**	**213**	**227**	**230**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**46**	**51**

		TOTAL						
		2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019	2019 - 2020	2020 - 2021	2021 - 2022	2022 - 2023
Magistrats	H	306	307	311	308	315	318	337
	F	116	124	135	141	132	139	153
	Total	**422**	**431**	**446**	**449**	**447**	**457**	**490**
Greffiers	H	594	591	622	631	605	609	631
	F	205	193	204	187	193	203	217
	Total	**799**	**784**	**826**	**818**	**798**	**812**	**848**

Source : DPS/MJDH, annuaire statistique 2024, H = Hommes, F = Femmes

Tableau A1.2 : Quelques indicateurs du système judiciaire

INDICATEURS	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre total de Magistrats	673	686	700	686	680	727	774
Population totale estimée	24 486 071	25 122 709	25 775 899	26 446 072	29 389 150	30 153 268	30 937 253
Population pour un magistrat	36 383	36 622	36 823	38 551	43 219	41 476	39 971
Nombre de Magistrats dans les juridictions	443	431	446	449	447	457	475
Nombre d'affaires à traiter	112 239	120 681	231 998	230 448	215 054	175782	182224
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat	253	280	520	513	481	385	384
Nombre d'affaires traitées	64 841	94 774	193 863	189 855	182 938	130324	135101
Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat	146	220	435	423	409	285	284
Tribunal de Première Instance et Section Détachée							
Nombre de Magistrats dans les juridictions de 1er degré	314	305	315	314	315	322	333
Nombre d'affaires à traiter dans les juridictions de 1er degré	93 967	104 998	214 228	214 975	198 676	156 502	161 980
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrats de 1er degré	299	344	680	685	631	486	486
Nombre d'affaires traitées dans les juridictions de 1er degré	53 614	84 318	179 643	178 636	171 274	115 942	120 000
Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrats de 1er degré	171	276	570	569	544	360	360
Cour d'appel							
Nombre de Magistrats dans les juridictions de 2nd degré	129	126	131	135	132	135	142
Nombre d'affaires à traiter dans les juridictions de 2nd degré	18 272	15 683	17 770	15 473	16 378	19 280	20 244
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrats de 2nd degré	142	124	136	115	124	143	143
Nombre d'affaires traitées dans les juridictions de 2nd degré	11 227	10 456	14 220	11 219	11 664	14 382	15 101
Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrats de 2nd degré	87	83	109	83	88	101	106

Source : DPS/MJDH, annuaire statistique 2023

Tableau A1.3 : Juridictions par ressort de Cour d'Appel

Cour d'Appel (CA)	Tribunal de Première Instance	Section Détachée de tribunal
CA Abidjan	TPI Abidjan	Aboisso
		Adzopé
		Agboville
		Grand Bassam
	TPI Yopougon	Dabou
		Tiassalé
	TPI Abengourou	Bondoukou
		Bouna
	TPI Divo	Lakota
	TPI Bingerville	
	Pôle Pénal Economique et Financier	
CA Commerce d'Abidjan	Tribunal de commerce d'Abidjan (TCA)	
CA Bouaké	TPI Bouaké	Bongouanou
		Dimbokro
		Katiola
		M'Bahiakro
		Toumodi
CA Korhogo	TPI Korhogo	Boundiali
		Odienné
CA Daloa	TPI Daloa	Issia
		Séguéla
	TPI Bouaflé	Sinfra
	TPI Gagnoa	Oumé
	TPI Man	Danané
		Guiglo
		Touba
	TPI San Pedro	Sassandra
		Soubré
		Tabou

Source : DPS/MJDH, annuaire statistique 2023

Tableau A2.1 : Liste des agréés de change manuel en activité à fin 2023

N°	DENOMINATION & SIGLE	REFERENCE DE L'ARRETE D'AGREMENT N°	ADRESSE	TELEPHONE
1	OPERATION BUREAU DE CHANGE (BCOP)	048/MEF/DGCPT DU 24 FEVRIER 1999	Plateau à l'immeuble JEAN DOGBA avenue JESSE OWEN au deuxième étage derrière l'immeuble SCIAM	07 09 48 18 65 07 07 47 20 96 07 09 48 18 65
2	EXO CONSEIL	176/MEF/DGCPT DU 31 AOUT 2001	Bingerville route Abatta à proximité SICTA	07 57 61 21 30 07 07 53 88 99 01 02 59 45 23
3	DEVISES IVOIRE FOREX	467/MEF/DGTCP DU 24 DECEMBRE 2001	plateau rue du commerce immeuble le Mali	07 58 95 27 17 27 20 21 54 84 05 05 96 73 93
4	YOUSBA FINANCE	134/MEMEF/DGCPT DU 28 JUIN 2004	Treichville avenue 8 rue 9 face à la poste à côté de la mosquée sénégalaise	07 07 82 10 80 01 01 25 02 50 05 06 22 81 96
5	BURCAM	091/MEMEF/DGCPT DU 23 MARS 2005	Riviera 3 avant le carrefour 9 k sur le même alignement que CDCI en face de la station total menant à CAP NORD	27 20 30 90 47 07 47 42 33 23 07 08 98 52 42
6	SANDROPHIA INTERNATIONAL	107/MEMEF/DGCPT/DT DU 30 MARS 2005	Plateau rue du commerce résidence petit Bassam	07 77 88 39 02 05 45 97 31 32
7	BUREAU DE CHANGE DU LATRILLE	203/MEMEF/DGCPT/DT DU 12 JUILLET 2005	boulevard carrefour DUNCAN juste avant SNEDAI	27 22 41 36 23 07 07 79 03 94 07 49 64 40 13
8	LION CHANGE	080/MDPMEF/DGCPT/ DIF-CE DU 27 MARS 2006	Treichville avenue 9 rue 14	07 79 07 71 75 05 05 05 37 03
9	SALLMA FINANCE	172/MDPMEF/DGCPT/DIF DU 26 juin 2006	Treichville avenue 8 rue 10 barrée face restaurant CARAVELLE	07 07 34 28 34 05 05 05 46 99
10	WORLD MONEY TRANSACTION	200/MPMEF/DGCPT/DIF DU 21/06/2006	Adjamé 220 logement en face de la SIB	07 49 63 08 98 27 20 37 83 13 07 07 08 99 36
11	ABROW CHANGE	317/MDPMEF/DGCPT/DIF DU 01 SEPTEMBRE 2006	Treichville avenue 2 rue 15	05 05 03 43 99 07 48 59 94 09 07 79 55 53 54
12	FIRDAWS CHANGE	319/MDPMEF/DGCPT/DIF DU 01 SEPTEMBRE 2006	Treichville rond-point rue 12	07 07 93 14 01 05 66 58 21 22
13	EDEN CHANGE	323/MDPMEF/DGCPT/DIF DU 01 SEPTEMBRE 2006	Abobo en face du collège moderne	07 07 89 89 11
14	CAPITAL CONNECT	262/MDPMEF/DGCPT/DIF DU 04 OCTOBRE 2006	II Plateaux	27 22 41 42 74 27 22 41 42 75 27 20 21 98 84
15	YUNUS VOYAGES	430/MDPMEF/DGCPT/DIF DU 23 NOVEMBRE 2006	Treichville rue 38 immeuble Nanan YAMOUSSOU	21 21 24 15 28 07 48 15 80 01
16	SOLEIL CHANGE	103/MDPMEF/DGTCP/DT-CE DU 03 AVRIL 2007	Treichville avenue 8 rue 12	07 07 26 31 83 21 21 24 44 65 05 05 32 09 15
17	EBURNEX	136/MDPMEF/DGTCP/DT-CE DU 29 MAI 2007	7è tranche en face du supermarché CASH IVOIRE carrefour OPERA	22 42 3348 07 07 86 09 37 07 07 40 65 36
18	HASSAN FINANCES	137/MDPMEF/DGTCP/DT-CE DU 29 MAI 2007	Treichville rue 13 avenue 10	21 21 24 14 51 07 07 80 08 29

N°	DENOMINATION & SIGLE	REFERENCE DE L'ARRETE D'AGREMENT N°	ADRESSE	TELEPHONE
19	MAIGA CHANGE	639/MEF/DGTCP/DT-CE DU 30 NOVEMBRE 2007	Treichville avenue 9 rue 16 barrée	07 07 60 99 55 27 21 24 36 82 01 01 54 26 15
20	TTP CHANGE	450/MEF/DGTCP/DT-CE DU 02 JUIN 2008	Il Plateaux	05 05 09 97 23 07 79 79 37 06 01 01 24 87 77
21	DAGRI BOGUI SERGE	312/MEF/DGTCP/DT DU 06 MAI 2009	Biétry rue canal	07 07 89 82 31
22	DIABY CHANGE	494/MEF/DGTCP/DT DU 08 JUIN 2009	Treichville avenue 9 rue 14	21 21 24 23 12 07 79 07 71 75
23	BARAKA CHANGE	495/MEF/DGTCP/DT DU 08 JUIN 2009	Treichville avenue 09 rue 16 barrée	01 42 14 67 43 27 21 51 29 24
24	TAHIROU CHANGE	1061/MEF/DGTCP/DT DU 26 OCTOBRE 2009	Plateau immeuble FAKHRYR, rue GOURGAS, face pharmacie NIACADIE	07 07 97 57 16 05 05 76 57 97
25	WORLD MONEY EXCHANGE	1143/MEF/DGTCP/DT DU 23 NOVEMBRE 2009	Plateau immeuble KALADJI	07 08 06 02 07 27 20 27 22 47 01 01 04 50 64
26	HUSS ECHANGE (SOCOCE)	1222/MEF/DGTCP/DT DU 23 DECEMBRE 2009	Il Plateaux	07 47 40 65 66 07 07 80 41 87 07 07 05 01 20
27	PLANET CHANGE	1223/MEF/DGTCP/DT DU 23 DECEMBRE 2009	Riviéra 3/CAP NORD	07 58 28 58 38 21 21 74 94 58 05 86 26 54 91
28	MATIYA BUSINESS	132/MEF/DGTCP/DT DU 01 AOUT 2011	Angré 7ième tranche face à la station SHELL	01 60 22 32 32 21 22 44 57 27 01 03 52 49 09
29	SYLLA CHANGE	133/MEF/DGTCP/DT DU 01 AOUT 2011	Treichville avenue 10 rue 14	21 21 24 40 51 07 69 14 79 43
30	CHALLENGER TRAVEL AGENCY	134/MEF/DGTCP/DT DU 01 AOUT 2011	Plateau gare sud bâtiment immeuble LA CORNICHE au 2ième couloir	27 20 32 70 47 07 07 11 96 86
31	J.M.PH.FINANCES	056/MEF/DGTCP/DT DU 27 FEVRIER 2012	Riviéra Anono	07 08 33 12 59
32	KOUMALO CHANGE	829/MPMEF/DGTCP/DT DU 31 DECEMBRE 2012	Port-Bouët aéroport maison blanche carrefour du GATL/ Yopougon COSMOS/Marcory CAP SUD/Abidjan MALL	07 78 60 60 66 07 07 89 32 91
33	KKH-CI CHANGE	059/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 07/03/2013	Adjamé à côté du commissariat du 3ième arrondissement	05 05 82 73 56 0505 31 37 27 21 20 37 15 52
34	JUBA EXPRESS	371/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 19/07/2013	Plateau	05 04 12 87 37
35	NOUR CHANGE	024/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 24/01/2014	Treichville avenue 9 rue 14 barrée	21 21 24 06 03 07 07 21 79 22 05 05 06 52 97
36	LA POSTE DE CÔTE D'IVOIRE	025/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 27/01/2014	Treichville	07 57 04 88 19
37	BABA CHANGE	033/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 29/01/2014	Treichville avenue 12 rue 17	05 05 68 97 95 07 07 00 43 93
38	LATIFA CHANGE	028/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 29/01/2014	deux Plateaux Aghien en face de la clinique Saint-Gabriel	07 78 04 78 49 07 07 59 78 40 07 57 10 07 10

N°	DENOMINATION & SIGLE	REFERENCE DE L'ARRETE D'AGREMENT N°	ADRESSE	TELEPHONE
39	T.H.M FINANCES	094/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 04/03/2014	Cocody	07 79 07 71 75 05 05 81 41 38 01 01 70 19 63
40	CIBOUÊ FINANCES	104/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 21/03/2014	Marcory	07 07 60 45 81
41	PREMIER	105/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 21/03/2014	Biétry	01 02 99 97 90 01 01 01 07 58
42	4K CHANGE	177/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 04/08/2014	Treichville avenue 21, rue 38	07 47 76 69 36 07 08 12 96 45 05 05 45 36 54
43	MAMADOU TABA CHANGE	239/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 11/11/2014	Treichville	05 05 32 24 36
44	KELWEN CHANGE	240/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 11/11/2014	Plateau immeuble KM	01 70 97 71 45 07 87 22 91 08 05 05 94 69 31
45	BCOP-CI	115/MPMEF/DGTCP/DT DU 28/04/2014	Plateau à l'immeuble Jean Dogba avenue Jesse Owen au deuxième étage derrière l'immeuble SCIAM	07 09 48 18 65 07 09 47 20 96 01 42 36 38 02
46	MIRACLE CHANGE	049/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 27/04/2015	Angré marche COCOVICO	05 05 28 40 15 01 41 66 99 87
47	CAMARA ECHANGE MANUEL	050/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 07/05/2015	Treichville	07 07 70 59 00 05 46 11 17 62 07 09 13 76 51
48	IVOIRE FOREX	089/MPMEF/DGTCP/DT-DEMO DU 18/06/2015	deux plateaux boulevard des martyrs carrefours las palmas	07 49 99 22 83 07 07 00 62 07 01 01 08 13 76
49	SEMA FINANCES	019/MPMEF/DGTCP/DT DU 02/02/2016	Riviéra Golf rue des ambassades en face de notre dame de la tendresse/bureau annexe 1 Angré Djibi	07 07 61 21 33 01 01 50 93 23 21 22 43 28 81
50	TRESOGRAM	021/MPMEF/DGTCP/DT DU 02/02/2016	Treichville avenue 20 et 21 rue 9 non loin de la pharmacie CHEMINOT	07 49 02 25 19 05 05 52 31 06
51	DODISCOM	085/MPMEF/DGTCP/DT DU 11/04/2016	Bouaké	07 07 33 32 78 07 07 08 91 02
52	SOUM CHANGE	087/MPMEF/DGTCP/DT DU 21/04/2016	Treichville av 9 rue 14	07 07 60 45 81 07 09 17 46 46 07 77 87 24 25
53	ESPOIR COMMUNICATION	199/MPMEF/DGTCP/DT DU 20/06/2016	Divo	07 07 57 81 80 05 06 50 03 02
54	CISSE ADAMA DISTRIBUTION	204/MPMEF/DGTCP/DT DU 27/06/2016	Daloa	07 08 06 42 42 05 44 80 81 82
55	ASSABROU FINANCES	205/MPMEF/DGTCP/DT DU 27/06/2016	Adjamé forum	07 87 06 63 68 05 76 30 30 63
56	GLOBEX MONEY	225/MPMEF/DGTCP/DT DU 11/07/2016	Riviéra triangle	07 49 03 94 56 05 65 00 65 00
57	SOUARE SERVICE	275/MPMEF/DGTCP/DT DU 25/08/2016	Daloa	05 06 79 22 22 07 05 39 77 77
58	SOUEDE CHANGE	276/MPMEF/DGTCP/DT DU 25/08/2016	Treichville avenue 8 rue 12	07 07 74 38 11
59	WORLD FINANCES EXCHANGE	480/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 06/12/2017	Treichville cite policière	05 46 38 54 46 07 57 35 08 57 07 08 22 41 17

N°	DENOMINATION & SIGLE	REFERENCE DE L'ARRETE D'AGREMENT N°	ADRESSE	TELEPHONE
60	EFCI PLUS	282/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 04/08/2017	Plateau paris village	07 07 82 28 99 07 07 09 29 28
61	M'BOTRE CHANGE	047/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 09/02/2017	Koumassi à côté du marché Djè Konan	27 21 00 48 91 07 07 62 29 63 05 84 56 56 83
62	AIR TERRE MER-TOURS	338/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 08/09/2017	Cocody Angré immeuble CGK 9 me tranche pharmacie ERMES	27 22 45 65 88 07 08 37 33 00 07 77 77 92 99
63	BUREAU DE CHANGE BAAMA	488/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 26/12/2017	Marcory zone 4 résidence ELITE bâtiment A3 premier étage	07 08 51 00 11 05 66 24 66 24 01 03 48 48 74
64	ROYAL FOREX	006/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 08/01/2018	Adjamé village (église HARRISTE)	07 08 42 91 33
65	AHIZA CHANGE	217/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 23/07/2018	Koumassi	21 21 36 82 77 07 88 58 96 20
66	CAP TRADING SARL	292/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 17/10/2018	Deux Plateaux Vallon	27 22 20 12 22 07 47 59 19 21 21 21 37 66 80
67	LAMBA CHANGE	357/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 14/12/2018	Koumassi remblais en face du lycée COLOMBE	07 07 56 08 86 07 08 77 65 42 07 58 68 48 95
68	COMPTOIR IVOIRIEN DE CHANGE (CICH)	008/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 08/01/2018	Riviéra Faya en face de la cité ATCI à 30 m de l'agence MTN	07 07 88 67 80
69	GLOBAL INTER CHANGE AFRICA	171/MEF/DGCTP/DEFINEX DU 06/06/2018	Treichville	07 47 19 29 67 21 21 35 54 63 05 05 13 75 75
70	SHURUFIA EXPRESS ET CHANGES	169/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 31/05/2018	Riviera Palmeraie au sein de la station first Petroleum	01 03 85 41 11 05 05 25 17 18 01 51 18 62 91
71	SA CHANGE	0168/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 31/05/2018	Treichville	07 09 78 63 95 07 47 47 25 30 07 58 68 48 95
72	ABR EXCHANGE SARL	093/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 28/02/2019	Adjamé commissariat 3ième arrondissement	07 75 75 75 74 07 77 31 08 57
73	YEKLIE SERVICES	038/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 29/01/2019	Riviéra CIAD	07 59 79 84 31
74	ETS FADE	043/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 30/01/2019	grand marché de Treichville à proximité de la pharmacie ROI	05 05 05 29 28 07 07 82 59 53
75	MEHDI ECHANGE	080/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 19/02/2019	Cocody Angré Djibi 9ième tranche	27 33 75 62 36 07 07 83 09 54 07 77 91 86 13
76	GOUROU MATCHA CHANGE	0153/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 02/04/2019	Treichville avenue10 rue14	07 07 28 91 30 07 08 06 02 07
77	MILLENIUM EXCHANGE	0185/MEF/DGTCP/ DECFINEX DU 13/05/2019	Marcory zone 4, immeuble continental étage 3, porte de gauche	07 07 88 98 07 07 07 03 03 36 27 24 32 04 92
78	DEMBELE ECHANGE	0184/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 13/05/2019	Adjamé-mosquée en face de la mosquée immeuble OSER	07 07 83 63 83 07 09 43 11 11

N°	DENOMINATION & SIGLE	REFERENCE DE L'ARRETE D'AGREMENT N°	ADRESSE	TELEPHONE
79	HAY-COM CHANGES	0190/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 15/05/2019	Sinfra	07 09 28 27 10 05 04 77 77 76
80	CAMARA BAHAROU CHANGE	175/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 30/04/2019	Treichville avenue 15 rue 15 non loin Treichotel	07 07 38 26 27 05 05 35 05 65
81	PAPA ECHANGE	0332/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 06/08/2019	Riviéra Abatta	05 05 18 28 30 07 58 88 15 86
82	OBI TECH	091/MEF/DGTCP/ DECFINEX/ DU 28/02/2019	Treichville avenue Nanan Yamoussoukro	07 07 08 54 74 21 21 24 28 88 07 07 91 20 30
83	LOUNA CHANGE	092/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 28/02/2019	Treichville rue 12 avenue 09	01 73 23 12 61 07 07 72 13 80
84	DESCHCOM	0425/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 09/10/2019	Yopougon Ananeraie COOPEC à proximité du super marché CDCI	07 08 88 75 72 01 71 03 50 96
85	SONIKARA CHANGE	0362/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 12/09/2019	Adjamé 3ème arrondissement après la foire de chine	07 47 19 29 67
86	LANY CHANGE	0424/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 09/10/2019	Koumassi remblais en face de la pharmacie KAYIRA	07 07 90 09 45 01 01 40 92 86
87	CHARARA EXCHANGE	0467/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 09/12/2019	zone 4 rue Langevin	07 07 01 80 01 01 40 55 55 27
88	HT CHANGE	0465/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 25/11/2019	Treichville rue 12 avenue 9	07 47 20 73 24 07 08 73 36 66 07 07 66 04 01
89	KITA CHANGE	0468/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 09/12/2019	Treichville rue 12 avenue 9	07 47 77 32 63 05 46 47 16 81 07 07 41 18 17
90	PREMIUM CHANGE	0044/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 27/01/2020	Marcory la madone	07 07 89 82 31
91	CHANGE NANAN SARL	0040/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 27/01/2020	grand carrefour de Koumassi en face de l'hôpital de Koumassi	07 07 73 34 14 07 47 48 33 21 07 97 31 00 82
92	BUREAU DE CHANGE DES BAHIAS	0036/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 24/01/2020	Marcory résidentiel, non loin du groupe scolaire LOKO, à côté de la clinique FARAH	07 68 75 39 61 07 57 78 80 51 07 09 04 60 15
93	ETS AYOUBA	0226/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 22/07/2020	Attecoubé grand marché en face de la poste et du 10 ième arrondissement	07 08 14 92 45 01 43 67 67 45
94	ETOILE CHANGE	0227/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 22/07/2020	Adjamé 220 lgt liberté	07 07 64 33 65 05 05 91 60 54 07 77 17 64 01
95	IBCC SARL	0243/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 12/08/2020	Cocody deux plateaux boulevard Latrille espace serfinface à la pharmacie Saint-Gabriel	05 46 00 88 35 07 47 24 99 58 27 22 42 16 26
96	AL MOUSTAPHA CHANGE	0242/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 12/08/2020	Macory-Bietry face à GOLDEN hôtel	05 05 62 34 17 07 79 55 06 28
97	ITEMS SARL	0245/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 14/08/2020	Koumassi en face du lycée municipal de Koumassi terminus du bus 05	01 72 70 73 75 07 09 00 95 96
98	GOODMAN CHANGE	0253/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 21/08/2020	Marcory zone 4c rue HKB non loin de l'immeuble Gervinyo G27	07 0719 22 91 01 02 78 79 01 07 67 48 58 28

N°	DENOMINATION & SIGLE	REFERENCE DE L'ARRETE D'AGREMENT N°	ADRESSE	TELEPHONE
99	ETS KAMBIRE	0295/MEF/DGTCP/ DECFinEx DU 29/09/2020	Cocody Faya en face de l'hypermarché PLAYCE	07 59 45 58 70 07 59 45 58 70 01 41 73 31 12
100	INTERNATIONAL TRADE FINANCE	0318/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 22/10/2020	Cocody paroisse Sainte-Famille	07 07 07 86 10 01 19 00 00 07 07 37 80 79
101	DAN BALLA ENTREPRISE	0317/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 22/10/2020	Treichville, avenue 04 rue 17	01 53 53 12 11 07 78 77 71 19
102	ENTREPRISE GENERALE MARWAH SARL	0308/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 13/10/2020	Plateau avenue Noguès immeuble GRUBER	07 79 95 66 66 05 54 80 22 31
103	LES SPECIALISTES DU CHANGE	0348/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 02/12/2020	Port-Bouët, zone aéroportuaire non loin de la maternelle ASECNA	07 07 77 83 55 01 01 13 17 14
104	AFRICA NEGOCE CENTER SARL	0046/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 26/02/2021	Treichville, avenue 17 non loin de la gare de SITARAIL	07 57 16 56 65 01 51 01 27 91 07 09 89 39 62
105	MADIS FINANCE	0181/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 06/05/2021	Riviera Bonoumin à proximité du groupe scolaire LES FIGUIERS non loin du rond-point ADO	07 07 84 61 76
106	PUR NATURE GROUP SARL	0195/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 26/05/2021	situé à Cocody Angré château à proximité de la pharmacie du CHATEAU. BP 254 K	07 09 91 51 74 07 08 45 18 21 27 22 21 46 68
107	TRANS FINANCE CÔTE D'IVOIRE	0230/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 17/06/2021	Marcory zone 4c, non loin de la pharmacie PERUSIA, plus précisément derrière le supermarché CARREFOUR	27 21 35 89 43 07 08 13 45 41 07 01 20 08 89
108	ETC TRAORE ET FRERES	0227/MEF/DGTCP/ DECFinEX DU 15/06/2021	Angré Djibi carrefour MANDELA	07 87 22 91 08 05 54 28 06 28 07 09 05 95 15
109	SACKO CHANGE	0277/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 30/07/2021	Treichville avenue 26 au-dessus de la pharmacie la caserne palais des sports	07 09 30 18 90 07 97 36 17 65 05 65 70 80 43
110	TD CHANGE	0287/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 06/08/2021	Cocody Angré terminus 81/82	07 08 19 18 08 05 05 80 89 57
111	WAGADOU CHANGE	0321/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 03/09/2021	Treichville avenue 9 rue 13	07 07 19 70 68 07 00 00 38 06
112	TOURE CHERIF CHANGE ET VOYAGES	0406/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 02/11/2021	Cocody deux plateaux rue des jardins en face du magasin WOODIN	07 48 75 71 38 27 22 54 55 47 07 09 88 99 84
113	DJAG FINANCE	0407/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 02/11/2021	Adjamé	07 79 60 60 80 07 47 19 29 67 07 08 61 45 69
114	LE ROI DU CHANGE	0486/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 31/12/2021	Port-Bouët aéroport FHB rez-de-chaussée de l'immeuble «le CARRE MASSINA»	07 07 51 34 48
115	DGSCI	0058/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 28/01/2022	Marcory résidentiel, 164 boulevard du Cameroun entre le "COUR LAMARTINE" et la bijouterie "LA GROTTE D'OR"	07 68 45 48 71
116	KODESH SERVICES	0078/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 23/02/2022	Riviera M'Pouto en face de la SODECI	05 75 75 64 29 07 07 05 60 27 07 49 84 52 40

N°	DENOMINATION & SIGLE	REFERENCE DE L'ARRETE D'AGREMENT N°	ADRESSE	TELEPHONE
117	ENTREPRISE DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES	0077/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 23/02/2022	Cocody les deux Plateaux vallon précisément au 1er étage de la galerie SAINTE CECILE non loin de ZINO	07 08 52 90 47 01 02 30 31 35
118	ARC EN CIEL BUSINESS CHANGE	0207/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 02/06/2022	Treichville avenue 11 rue 15 rue du Bazin	05 46 43 96 85 07 58 98 91 30 01 41 41 54 41
119	DIRECT IMPACT PARTNERS	0205/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 02/06/2022	Angré Djibi après immeuble CGK au rond-point du lot 405	05 54 12 12 58 07 79 73 34 65 01 51 14 61 65
120	MKAD GROUP AND ASSOCIATES	0223/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 10/06/2022	Cocody Angré 7ème tranche en face de la résidence le FLAMBOYANT	07 67 42 86 89 01 40 56 11 76 05 86 61 88 51
121	CHABEN SERVICES	0281/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 28/07/2022	Cocody Angré Djorobité nouveau CHU	07 07 11 98 98
122	NEGOCE LIMITED INTERNATIONAL	0293/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 17/08/2022	Aboboté en face de l'école primaire Aboboté	07 89 37 54 94 07 00 06 81 63 01 61 35 15 97
123	ETS THIOYE	0308/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 23/08/2022	port de pêche	07 07 18 26 28 07 47 19 29 67
124	AREDOL FOREST BUREAU SARL	0398/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 06/10/2022	Treichville avenue1 rue 21	01 03 03 76 88 07 89 91 54 04 27 21 54 17 57
125	ANGO CHANGE	0399/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 06/10/2022	Adjamé centre commercial petit Dubaï à côté du commissariat du 3ième arrondissement	07 59 66 66 55 07 59 32 78 69 01 42 42 71 02
126	ETS NATHAN	0439/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 09/11/2022	Anyama carrefour Sylla	07 09 08 79 59 05 05 25 30 30
127	HUSS ECHANGE (PRIMA CENTER)	0480/MEF/DGTCP/ DECFinEx du 01/12/2022	au sein du centre commercial prima center, Marcory zone 4 sur la VGE rue Pierre et Marie-Curie	07 47 40 65 66 07 07 80 41 87 27 22 41 15 91

Source : arrêté n°0473/MFB/DGTCP/DECFinEx du 22 mai 2024 fixant la liste des agréés de change manuel en activité à fin décembre 2023

Tableau A2.2 : Liste des sociétés cotées par secteur

N°	DÉSIGNATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1	AIR LIQUIDE - - Côte d'Ivoire (SIVC)	x	X	X	X	X	X	X	X	X	
2	BANK OF AFRICA - Benin (BOAB)	x	X	X	X	X	X	X	X	X	
3	BANK OF AFRICA - Burkina Faso (BOABF)	x	X	X	X	X	X	X	X	X	
4	BANK OF AFRICA - Côte d'Ivoire (BOAC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
5	BANK OF AFRICA - Mali (BOAM)		x	X	X	X	X	X	X	X	
6	BANK OF AFRICA - Niger (BOAN)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
7	BANK OF AFRICA - Sénégal (BOAS)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
8	BERNABE - Côte d'Ivoire (BNBC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
9	BICI - Côte d'Ivoire (BICC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
10	BOLLORE AFRICA LOGISTICS - Côte d'Ivoire (SDVC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
11	CEDA - Côte d'Ivoire (CDAC) (1)										
12	CFAO - Côte d'Ivoire (CFAC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
13	CIE - Côte d'Ivoire (CIEC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	
14	CORIS BANK INTERNATIONAL - Burkina Faso (CBBF) (4)		x	X	X	X	X	X	X	X	
15	ECOBANK COTE D'IVOIRE - Côte d'Ivoire (ECOC) (5)			X	X	X	X	X	X	X	X
16	ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED - Togo (ETIT)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
17	FILTISAC - Côte d'Ivoire (FTSC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
18	MOVIS - Côte d'Ivoire (SVOC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
19	NEI - CEDA Côte d'Ivoire (NEIC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
20	NESTLE - Côte d'Ivoire (NTLC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
21	NSIA BANQUE - Côte d'Ivoire (NSBC) (5)			X	X	X	X	X	X	X	X
22	LOTERIE NATIONALE DU BENIN (5)										X
23	ONATEL - Burkina Faso (ONTBF)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
24	ORANGE CI – Côte d'Ivoire (ORAC)									X	X
25	PALM - Côte d'Ivoire (PALMC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
26	SAFCA - Côte d'Ivoire (SAFC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
27	SAPH - Côte d'Ivoire (SPHC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
28	SARI - Côte d'Ivoire (SRIC) (2)										
29	SDA (TRACTAFRIC MOTORS) - Côte d'Ivoire (PRSC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
30	SERVAIR ABIDJAN - Côte d'Ivoire (ABJC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
31	SETAO - Côte d'Ivoire (STAC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
32	SGB - Côte d'Ivoire (SGBC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
33	SHELL Côte d'Ivoire (SHEC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
34	SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE - Côte d'Ivoire (SIBC) (4)		x	x	x	x	x	x	x	x	X
35	SICABLE - Côte d'Ivoire (CABC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
36	SICOR - Côte d'Ivoire (SICC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
37	SIEM - Côte d'Ivoire (SEMC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
38	SITAB - Côte d'Ivoire (STBC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
39	SIVOA - Côte d'Ivoire (SIVC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
40	SMB - Côte d'Ivoire (SMBC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
41	SODE - Côte d'Ivoire (SDCC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
42	SOGB - Côte d'Ivoire (SOGC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
43	SOLIBRA - Côte d'Ivoire (SLBC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
44	SONATEL - Sénégal (SNTS)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
45	SUCRIVOIRE - Côte d'Ivoire (SCRC)		x	X	X	X	X	X	X	X	X
46	TOTAL - Côte d'Ivoire (TTLC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
47	TOTAL - Sénégal (TTLS)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
48	TRITURAF - Côte d'Ivoire (TTRC) (3)	x	x	X	X	X	X	X			
49	UNILEVER - Côte d'Ivoire (UNLC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
50	UNIWAX - Côte d'Ivoire (UNXC)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X

Source : BRVM, 2025
(3) Société en liquidation
(4) Nouvelles introductions en 2023
(5) Nouvelles introductions en 2024

Tableau A2.3: Liste des sociétés d'intermédiation

N°	DÉSIGNATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1	AFRICABOURSE – Benin	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
2	BIIC FINANCES & SECURITIES – Benin	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
3	SGI BENIN – Benin	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
4	SGI-AGI - Benin (2)		x	X	X	X	X	X	X	X	X
5	UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A. - Benin (3)			X	X	X	X	X	X	X	X
6	SBIF - Burkina Faso	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
7	CORIS BOURSE - Burkina Faso	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
8	SOCIETE AFRICAINE D'INGENIERIE ET D'INTERMEDIATION FINANCIERES – Burkina Faso								X	X	X
9	ATLANTIQUE FINANCE - Côte d'Ivoire	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
10	BICI BOURSE - Côte d'Ivoire	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
11	BNI FINANCES - Côte d'Ivoire	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
12	BOA CAPITAL SECURITIES Côte d'Ivoire (Ex ACTIBOURSE - Benin)	x	x	X	X	X	X	X	X	X	X
13	BRIDGE SECURITIES (3)			X	X	X	X	X	X	X	X
14	BSIC CAPITAL - Côte d'Ivoire (3)			X	X	X	X	X	X	X	X
15	CITICORP SECURITIES WEST AFRICA - Côte d'Ivoire	x	X	X	X						
16	ECOBANK INVESTMENT CORPORATION BOURSE - Côte d'Ivoire	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
17	HUDSON & CIE - Côte d'Ivoire	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
18	MAC AFRICAN - Côte d'Ivoire (3)			X	X	X	X	X	X	X	X
19	NSIA FINANCES (Ex BIAO FINANCE & ASSOCIES) - Côte d'Ivoire	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
20	PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT - Côte d'Ivoire	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
21	SIRIUS CAPITAL - Côte d'Ivoire	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
22	SOGEBOURSE - Côte d'Ivoire	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	ATTIJARI SECURITIES WEST AFRICA - Côte d'Ivoire	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	MATHA CAPITAL - Côte d'Ivoire							X	X	X	X
	ORAGROUP SECURITIES - Côte d'Ivoire								X	X	X
23	SGI – Mali	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	CIFA BOURSE – Mali							X	X	X	X
	GLOBAL CAPITAL – Mali							X	X	X	X
24	SGI – Niger	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
25	ABCOBOURSE - Sénégal (2)		X	X	X	X	X	X	X	X	X
26	BLACK PEARL FINANCE - Sénégal (1)										
27	CGF BOURSE – Sénégal	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
28	EVEREST Finance - Sénégal (2)		X	X	X	X	X	X	X	X	X
29	IMPAXIS SECURITIES – Sénégal	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	ABCO BOURSE - Sénégal		X	X	X	X	X	X	X	X	X
30	SGI – TOGO	x	X	X	X	X	X	X	X	X	X
31	GEK CAPITAL										X

Source : BRVM, 2023

(1) La SGI BLACK PEARL FINANCE a cessé ses activités en 2011

(2) Nouvelles Sociétés de Gestion et d'Intermédiation en 2016

(3) Nouvelles Sociétés de Gestion et d'Intermédiation en 2017

Tableau A3.1 : Etat d'exécution des Textes du MINEDD en 2023

N° ORDRE	DESIGNATION	ETAT D'AVANCEMENT	RESPONSABLE	OBSERVATIONS
REFORMES MAJEURES /TEXTES INSCRITS SUR LA FEUILLE DE ROUTE 2023				
1	Projet de loi portant Code de l'Environnement	Adopté en CG Adopté à l'Assemblée Nationale	DAJC /ANDE	
2	Projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Groupe d'Experts National sur l'Evolution du Climat, en abrégé GENEC	En attente de transmission au CABINET	PNCC/ Mohamed SANOGO	
3	Projet de décret portant création de l'Agence Nationale de Gestion du Littoral (ANAGIL)	En attente de la mise à disposition de la nouvelle version	Prof DJAGOUA	
4	Arrêté portant création du Comité Sectoriel de dialogue social	Arrêté signé	CABINET (CT YAPO)	
5	Arrêté portant nomination des membres du Comité Sectoriel de dialogue social	En cours d'élaboration	CABINET (CT YAPO)	
TEXTES IMPORTANTS DU MINEDD				
N° ORDRE	**DESIGNATION**	**ETAT D'AVANCEMENT**	**RESPONSABLE**	**OBSERVATIONS**
1	Avant-projet de loi portant gestion des déchets industriels	Transmis au SGG	Prof BEDI	Texte envoyé au SGG le 20/07/23
2	Projet de décret portant réglementation de l'accès aux ressources génétiques et/ou aux connaissances traditionnelles associées et du partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation	Texte transmis au Ministère de l'Agriculture	Point Focal APA	En attente de signature des ministères cosignataires
3	Projet de décret portant gestion écologiquement rationnelle des pneus usagés	Texte transmis au Ministère du Budget le 24/07/23	Mr KOFFI Jacques	En attente de signature des ministères cosignataires
4	Projet de décret modifiant le décret 2002-359 du 24 juillet 2002 portant création de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)	Texte transmis au Ministère du budget pour cosignature le 05/07/23	OIPR/ DG TONDOSSAMA	
5	Projet de décret fixant les modalités de mise en œuvre et de suivi de la Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO)	Texte transmis au Ministère de l'Agriculture le 04/07/23	DEVRSO	

N° ORDRE	DESIGNATION	ETAT D'AVANCEMENT	RESPONSABLE	OBSERVATIONS
6	Projet de décret portant modification des limites de la réserve naturelle de MABI-YAYA	Texte retransmis au MINEF après prise en compte des observations le 24/07/23	OIPR /DG TONDOSSAMA	En attente de signature du MINEF après prise en compte des observations
7	Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de la Police de l'Environnement	Texte transmis au CABINET		Mise en forme du texte avant envoi du rapport de présentation pour cosignature des ministères concernés
8	Projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement d'un établissement à caractère industriel et commercial dénommé Fonds de l'Environnement et du Développement Durable, en abrégé FEDD	Texte transmis au CABINET		Mise en forme du texte avant envoi du rapport de présentation pour cosignature des ministères concernés

Source : MINEDD, 2023

Tableau A4.1: Indice des Prix de Production de l'Industrie par division de la NAEMA rev1 (année de base 2015)

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
06	Extraction d'hydrocarbures	1 182,1	100,0	85,7	106,2	122,8	114,0	81,3	109,8	152,1	135,1
07	Extraction de minerais métalliques	457,0	100,0	107,6	108,4	110,0	119,6	146,6	148,0	151,1	159,7
08	Autres activités extractives	29,2	100,0	100,3	100,3	100,3	100,3	100,3	99,5	100,4	98,3
09	Activités de soutien aux industries extractives	29,6	100,0	100,0	100,0	96,8	96,8	137,8	154,1	154,1	154,1
10	Fabrication de produits alimentaires	3 381,4	100,0	102,1	96,2	84,4	85,6	92,9	101,0	107,4	108,4
11	Fabrication de boissons	154,2	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	99,7	99,7	107,3	100,2
12	Fabrication de produits à base de tabac	61,3	100,0	96,8	102,5	106,0	102,6	102,4	102,4	102,4	102,4
13	Activités de fabrication de textiles	85,6	100,0	102,2	102,3	102,2	103,2	103,3	101,0	103,9	105,6
14	Fabrication d'articles d'habillement	71,4	100,0	101,5	99,2	98,7	98,8	99,1	98,7	101,3	99,9
15	Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	33,8	100,0	100,0	112,2	113,1	113,1	113,1	132,1	139,4	144,5
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	240,5	100,0	100,8	93,1	91,3	93,1	91,0	88,6	105,3	120,0
17	Fabrication du papier et du carton	82,6	100,0	95,7	106,1	114,1	112,6	104,2	110,6	118,6	128,7
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	106,0	100,0	101,0	106,8	100,5	97,3	100,1	96,3	98,4	80,5
19	Raffinage pétrolier, cokéfaction	366,6	100,0	81,2	97,1	114,4	110,5	78,9	108,3	174,7	158,8
20	Fabrication de produits chimiques	233,1	100,0	99,8	101,9	99,4	100,1	96,9	111,4	119,7	106,2
21	Fabrication de produits pharmaceutiques	27,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	101,5	101,5	118,0
22	Travail du caoutchouc et du plastique	96,8	100,0	99,7	99,6	99,4	99,4	99,3	108,8	116,2	114,9
23	Fabrication de matériaux minéraux	513,9	100,0	99,1	99,4	101,8	98,1	88,3	93,6	98,9	100,7
24	Métallurgie	596,2	100,0	108,1	107,9	112,6	112,6	109,1	116,1	122,3	123,2
25	Fabrication d'ouvrages en métaux	253,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,8	99,8
27	Fabrication d'équipements électriques	12,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	108,9	121,7	117,6
29	Construction de véhicules automobiles	5,2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
30	Fabrication d'autres matériels de transport	0,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
31	Fabrication de meubles et matelas	191,8	100,0	99,2	98,3	97,5	97,5	97,5	97,5	97,5	97,5
32	Autres industries manufacturières	130,4	100,0	99,4	101,3	101,2	103,4	103,4	105,3	105,3	105,3

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
33	Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	322,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
35	Production et distribution d'électricité et de gaz,	1 098,2	100,0	100,0	100,0	100,0	99,3	99,3	99,3	99,3	102,7
36	Captage, traitement et distribution d'eau	180,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
37	Collecte et traitement des eaux usées	6,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	50,3	100,0	100,0	102,9	145,8	210,5	210,5	210,5	210,5	210,5
	TOTAL INDUSTRIES	**10 000,0**	**100,0**	**99,1**	**104,0**	**105,4**	**105,0**	**101,0**	**111,1**	**123,4**	**122,9**

Source : Agence Nationale de la Statistique (ANStat) 2023

Tableau A4.2: Indice du chiffre d'affaires dans l'Industrie par division de la NAEMA rev1 (année de base 2015)

CODE DIVISIONS NAEMA REV1	DIVISIONS NAEMA REV1	PONDE-RATION	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
06	Extraction d'hydrocarbures	1 182,1	100	110,4	114,0	120,6	129,6	83,2	102,0	141,8	152,6
07	Extraction de minerais métalliques	457,0	100	107,9	109,6	104,1	148,5	191,2	211,3	265,7	309,5
08	Autres activités extractives	29,2	100	101,2	110,0	158,4	275,9	239,1	271,9	414,4	479,9
09	Activités de soutien aux industries extractives	29,6	100	108,6	125,9	118,9	109,7	104,9	102,4	96,5	99,3
10	Fabrication de produits alimentaires	3 381,4	100	102,7	102,0	95,8	100,3	109,2	111,6	135,1	138,4
11	Fabrication de boissons	154,2	100	102,8	135,0	141,2	107,9	118,0	133,4	116,1	122,2
12	Fabrication de produits à base de tabac	61,3	100	77,9	113,3	127,1	168,9	185,5	203,3	240,1	271,5
13	Activités de fabrication de textiles	85,6	100	99,3	110,4	112,4	110,9	105,6	118,1	180,9	158,0
14	Fabrication d'articles d'habillement	71,4	100	114,3	92,8	97,4	99,0	103,6	135,2	156,4	105,3
15	Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	33,8	100	132,5	109,6	80,6	79,4	64,0	70,0	77,3	89,1
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles	240,5	100	96,7	96,5	102,8	120,6	120,5	177,8	165,3	166,4
17	Fabrication du papier et du carton	82,6	100	96,8	107,7	113,5	93,1	98,6	112,2	127,6	139,2
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	106,0	100	86,4	110,5	109,2	112,0	112,2	121,6	123,3	116,9
19	Raffinage pétrolier, cokéfaction	366,6	100	77,0	95,3	117,9	127,4	84,9	133,0	245,0	241,5
20	Fabrication de produits chimiques	233,1	100	101,8	113,9	120,5	113,4	117,7	169,1	207,0	213,3
21	Fabrication de produits pharmaceutiques	27,3	100	106,9	83,5	80,3	56,7	72,7	82,5	96,1	94,5
22	Travail du caoutchouc et du plastique	96,8	100	99,3	98,7	90,4	99,0	112,5	140,7	159,1	178,9
23	Fabrication de matériaux minéraux	513,9	100	127,3	127,2	134,1	133,4	114,4	124,0	145,2	154,7
24	Métallurgie	596,2	100	96,5	98,5	116,4	117,6	154,5	164,4	163,9	126,8
25	Fabrication d'ouvrages en métaux	253,0	100	94,2	108,2	108,3	101,8	108,1	127,7	153,5	129,5
27	Fabrication d'équipements électriques	12,0	100	88,5	100,8	176,0	174,7	187,9	201,1	204,7	253,8
29	Construction de véhicules automobiles	5,2	100	153,8	273,3	245,1	328,1	176,4	205,8	217,1	207,8
30	Fabrication d'autres matériels de transport	0,7	100	171,9	260,4	46,4	41,9	28,2	37,1	26,0	24,6
31	Fabrication de meubles et matelas	191,8	100	104,9	104,8	77,2	77,9	89,9	106,2	104,7	85,6
32	Autres industries manufacturières	130,4	100	93,8	93,2	96,3	106,2	100,7	127,0	133,6	155,7
33	Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	322,7	100	110,7	99,9	101,1	98,6	76,5	91,6	69,2	71,1
35	Production et distribution d'électricité et de gaz,	1 098,2	100	116,7	114,7	115,0	122,2	129,1	132,0	140,2	159,0
36	Captage, traitement et distribution d'eau	180,7	100	108,8	111,2	116,3	126,5	134,3	139,7	143,4	146,1

37	Collecte et traitement des eaux usées	6,3	100	103,9	105,8	116,1	127,3	119,4	108,5	98,7	89,7
38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	50,3	100	105,1	114,7	170,3	272,7	283,8	304,2	309,1	333,2
	TOTAL INDUSTRIES	**10 000,0**	**100,0**	**105,1**	**109,7**	**110,2**	**119,4**	**116,4**	**136,1**	**167,3**	**177,9**

Source : Agence Nationale de la Statistique (ANStat) 2023

Tableau A4.3: Principaux pays clients d'eau minérale de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	-	-	-	-	-	2	0	-
Burkina Faso	-	-	139	229	-	52	35	-
Sénégal	34	38	29	19	-	13	21	46
Liberia	2	1	7	-	-	3	7	54
Ethiopie	-	-	-	-	-	9	5	-
Turquie	-	-	-	-	-	0	10	-
Kenya	-	-	-	-	-	8	0	-
Ghana	-	-	-	5	-	2	0	-
Haiti	-	6	-	-	-	-	-	-
Guinée	-	4	-	-	-	0	0	-
Autre pays	252	143	136	143	154	114	167	133
Total	288	191	311	395	154	203	245	233

Source : DGD, 2023

Tableau A4.4: Principaux pays clients d'eau minérale de la Côte d'Ivoire (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	-	-	-	-	-	27	0	-
Burkina Faso	-	-	374	576	-	140	179	-
Sénégal	104	98	74	49	-	30	45	103
Liberia	13	2	30	-	-	26	35	279
Ethiopie	-	-	-	-	-	5	2	-
Turquie	-	-	-	-	-	0	0	-
Kenya	-	-	-	-	-	6	0	-
Ghana	-	-	-	45	-	0	0	-
Haiti	-	1	-	-	-	-	-	-
Guinée	-	15	-	-	-	0	4	-
Autre pays	795	499	253	163	261	170	267	270
Total	912	614	731	833	261	404	532	651

Source : DGD, 2023

Tableau A4.5: Situation géographique et capacités des grands pôles de production à fin juin 2023 et perspectives

POLES	REGIONS	POOLS	PRODUCTION POTENTIELLE DE PADDY (Tonne)
POLE GPE LDC	PORO	KORHOGO	1 280 000
	BAGOUE	BOUNDIALI	113 000
		TENGRELA	146 000
	TCHOLOGO	FERKE	439 000
Sous total			**1 978 000**
POLE SIRIZ	FOLON	MINIGNAN	465 000
	KABADOUGOU	ODIENNE	271 000
	BAFING	TOUBA	183 000
Sous total			**919 000**
POLE N.A 1	WORODOUGOU	SEGUELA	29 000
	BERE	MANKONO	140 000
Sous total			**169 000**
POLE SINGAPORE AGRI-TEC	INDENIE	ABENGOUROU	94 000
	GONTOUGO	BONDOUKOU	54 000
		TANDA	54 000
Sous total			**202 000**
POLE N.A 2	HAMBOL	KATIOLA	227 000
		DABAKALA	44 000
	GBEKE	BOUAKE	134 000
		SAKASSOU	113 000
Sous total			**518 000**
POLE GREEN HEART AFRI-CA	BOUKANI	BOUNA	45 000
		DOROPO	26 000
Sous total			**71 000**
POLE GRELAND GESTAO	TONKPI	MAN	277 000
		ZOUAN HOUNIEN	153 000
	CAVALLY	TOULEPLEU	142 000
		GUIGLO	119 000
	GUEMON	DUEKOUE	161 000
Sous total			**852 000**
POLE GAN LOGIS	GRANDS PONTS	DABOU	30 000
		GRAND LAHOU	38 000
	SAN PEDRO	SAN PEDRO	65 000
		TABOU	57 000
	NAWA	SOUBRE	294 000
	GBOKLE	SASSANDRA	62 000
Sous total			**546 000**

POLES	REGIONS	POOLS	PRODUCTION POTENTIELLE DE PADDY (Tonne)
POLE RMG	HAUT SASSANDRA	VAVOUA	589 000
		DALOA	163 000
		ISSIA	161 000
	MARAHOUE	ZUENOULA	110 000
Sous total			**1 023 000**
POLE NOVEL	MARAHOUE	BOUAFLE	114 000
	DISTRICT et REGION BELIER	YAKRO	102 000
Sous total pole			**216 000**
POLE PG TRADING	AGNEBY TIASSA	TIASSALE	59 000
	GOH	GAGNOA	227 000
	LOH DJIBOUA	DIVO	130 000
	MARAHOUE	SINFRA	47 000
Sous total			**463 000**
POLE AMC	MORONOU	BONGOUANOU	47 000
	AGNEBY TIASSA	AGBOVILLE	72 000
	LA ME	ALEPE	12 000
		ADZOPE	57 000
	SUD COMOE	BONOUA	30 000
		ABOISSO	34 000
	N'ZI	DIMBOKRO	53 000
		BOCANDA	30 000
	IFFOU	DAOUKRO	65 000
Sous total			400 000
TOTAL			**7 357 000**

Source : MINADER 2023

Tableau A4.6: Résultats de l'évaluation des engagements (CARGILL-COCOA, ICP (Ivoire Cocoa Processing), SACO et Olam Cocoa Processing (OCP)

	Année 1 2017/2018	Année 2 2018/2019	Année 3 2019/2020	Année 4* 2020/2021
Objectifs contractuels (en tonnes)	454 873	498 824	488 473	551 473
Réalisations (en tonnes)	468 780	467 918	489 180	496 673,572
Taux de réalisation (%)	**103,6**	**94**	**100,14**	**90,06**

Source : CCC, 2023

(*) les données de la quatrième année ne prennent pas en compte celles de la société Olam Cocoa Processing (OCP))

Tableau A4.7: Résultats de l'évaluation des engagements (PLOT ENTREPRISE)

	Année 1 (2020/2021)	Année 2 (2021/2022)*
Objectifs contractuels (en tonnes)	18 800	8 250
Réalisations (en tonnes)	28 593,351	5 125
Taux de réalisation (%)	**152,09%**	**62,12%**

Source : CCC, 2023

(*) Les données de la deuxième année ne prennent pas en compte celles de la société Compagnie Cacaoyère du Bandama (CCB))

Tableau A4.8 : Principaux pays clients du secteur de l'industrie plastique et chimique de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	29 787	33 771	36 384	40 221	38 638	47 951	64 772	71 204
Ghana	69 814	73 270	14 392	4 378	4 949	5 909	10 585	9 555
Mali	20 611	19 469	24 049	28 086	24 983	35 243	40 873	54 804
Benin	2 706	14 005	15 506	15 283	19 747	10 956	11 446	14 900
Niger	3 093	3 492	7 234	7 103	5 728	9 818	21 400	14 720
Sénégal	6 498	8 381	6 580	6 922	7 446	7 333	11 909	12 744
France	4 694	3 409	4 654	3 607	5 958	3 634	3 821	4 167
Guinée	4 100	6 256	4 242	3 084	4 074	3 475	5 449	2 664
Togo	2 524	2 002	2 479	3 860	4 274	4 438	7 770	3 991
Liberia	8 440	7 268	2 749	1 621	1 305	1 412	3 274	2 869
Cameroun	2 468	2 320	2 190	3 441	2 891	3 202	3 954	4 116
Gabon	1 787	1 881	1 590	1 939	1 485	2 342	3 585	2 877
Nigeria	1 241	628	558	1 621	3 412	886	1 603	767
Espagne	2 573	1 165	34	1 449	870	3 875	630	124
Congo (Brazzaville)	1 227	1 206	971	1 564	1 221	1 156	1 856	3 318
Tchad	782	1 094	1 616	1 909	571	731	450	921
Centrafricaine, République	857	972	916	455	650	433	1 077	945
Autre pays	4 476	5 920	6 385	5 639	6 938	5 299	9 663	11 534
Total	167 681	186 509	132 527	132 182	135 140	148 092	204 118	216 220

Source : DGD, 2023

Tableau A4.9: Principaux pays clients du secteur de l'industrie plastique et chimique de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	55 695	62 113	49 109	70 173	85 077	91 845	126 810	164 196
Ghana	66 766	69 366	15 942	4 782	4 723	6 499	19 097	11 704
Mali	25 755	25 056	45 745	48 290	43 214	59 154	57 887	81 304
Benin	2 258	2 984	2 838	4 180	5 580	5 390	4 077	8 063
Niger	4 684	5 897	9 088	22 382	17 875	12 494	15 856	9 308
Sénégal	7 699	8 467	6 536	6 396	5 629	6 080	7 799	10 494
France	2 475	1 713	2 816	2 639	2 759	2 531	2 876	2 496
Guinée	3 710	5 607	4 534	3 938	5 643	3 846	4 368	1 847
Togo	3 727	1 745	1 941	4 920	4 656	4 011	5 579	3 518
Liberia	6 097	7 547	3 883	2 834	2 113	2 437	3 060	3 324
Cameroun	2 143	2 052	1 604	2 834	1 957	1 875	2 077	3 158
Gabon	1 779	1 802	1 553	1 747	1 494	2 195	3 178	2 127
Nigeria	998	642	767	1 860	7 814	553	1 495	336
Espagne	7 995	3 333	19	6 001	3 003	7 278	1 288	342
Congo (Brazzaville)	1 087	1 075	893	1 375	1 060	896	1 427	4 317
Tchad	739	1 046	1 253	455	495	325	281	1031
Centrafricaine, République	541	754	705	340	566	324	729	578
Autre pays	6 199	7 116	7 020	6 068	10 696	9 435	11 025	11 815
Total	200 346	208 315	156 247	191 212	204 354	217 169	268 911	319 959

Source : DGD, 2023

Tableau A4.10: Principaux pays clients de produits phytosanitaires de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Benin	530	11 613	13 638	11 663	15 523	6 171	5 341	5 701
Burkina Faso	3 396	1 928	2 747	1 688	966	988	1 799	3 845
Mali	819	989	292	1 530	191	1 511	3 663	6 499
Tchad	-	-	375	1 664	139	539	143	12
Ghana	119	330	168	99	88	173	342	789
Cameroun	36	251	117	464	140	165	126	77
Sénégal	69	163	7	80	176	156	250	540
Liberia	63	60	66	61	100	41	207	72
Autre pays	155	103	337	114	253	506	769	531
Total	5 187	15 436	17 747	17 362	17 578	10 250	12 639	18 066

Source : DGD, 2023

Tableau A4.11:Principaux pays clients de produits phytosanitaires de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Benin	105	1 172	1 087	836	1 002	389	297	315
Burkina Faso	778	422	363	222	309	287	402	463
Mali	559	426	221	161	203	356	601	772
Tchad	-	-	46	210	86	154	49	0
Ghana	56	69	40	52	55	118	93	145
Cameroun	13	47	59	175	23	65	22	8
Sénégal	7	20	1	1	7	31	33	52
Liberia	103	47	35	48	95	19	127	73
Autre pays	56	98	66	73	247	431	547	297
Total	1 677	2 301	1 920	1 778	2 028	1 849	2 171	2 125

Source : DGD, 2023

Tableau A4.12: Principaux pays clients de produits cosmétiques de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ghana	46 871	48 867	51 828	41 154	56 280	52 521	62 921	58 702
Nigeria	34 265	35 504	36 280	29 985	23 432	24 969	25 780	25 593
Burkina Faso	22 849	24 881	23 636	21 819	20 391	24 199	35 015	34 624
Mali	14 346	15 856	16 555	17 243	17 018	18 480	12 883	23 221
Togo	17 761	17 083	18 753	14 152	10 196	11 932	14 750	25 175
Sénégal	7 818	8 193	8 263	10 187	10 872	11 910	15 099	17 951
Niger	4 792	6 031	6 293	7 092	10 165	9 832	9 047	3 251
Guinée	3 222	4 874	5 288	6 024	6 818	10 204	10 917	11 036
Liberia	4 335	4 422	3 486	2 542	4 416	5 468	5 483	5 606
Angola	1 463	3 714	2 777	3 529	3 637	5 333	7 545	4 821
Congo (Brazzaville)	4 044	3 323	2 190	2 394	2 645	3 005	3 392	2 797
Tchad	849	1 169	1 156	2 814	3 460	4 778	4 587	1 692
Mozambique	711	2 210	2 145	2 475	3 563	3 881	3 579	5 601
Congo, Republique Democratique	1 328	1 809	1 926	2 058	1 683	3 085	3 798	3 521
Sierra Leone	1 624	2 211	1 298	1 662	2 656	1 922	1 343	1 599
Benin	1 845	1 862	1 386	2 628	1 875	1 460	798	248
France	1 183	1 277	1 835	1 118	1 065	3 236	2 410	1 502
Ouganda	1 751	2 200	1 814	1 685	1 501	1 243	895	489
Gabon	1 408	1 254	1 659	1 624	1 803	1 505	1 737	1 787
Zambie	589	614	742	715	2 072	1 709	2 755	4 604
Etats-Unis	529	619	1 115	1 006	1 299	1 694	1 753	2 151
Afrique du Sud	62	187	438	904	1 239	1 231	1 665	1 134
Autre pays	5 569	5 969	6 619	5 871	8 376	9 041	10 241	14 292
Total	179 215	194 129	197 482	180 682	196 462	212 637	238 394	251 395

Source : DGD, 2023

Tableau A4.13: Principaux pays clients de produits cosmétiques de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ghana	48 510	44 617	49 292	41 396	51 844	50 370	59 512	51 872
Nigeria	27 095	25 183	26 975	21 764	18 172	19 269	18 039	16 000
Burkina Faso	46 166	52 567	50 159	51 618	49 974	51 761	58 460	71 194
Mali	29 026	31 749	38 618	36 316	35 757	41 649	23 879	34 794
Togo	15 478	16 471	18 868	14 884	11 050	12 543	13 488	18 275
Sénégal	11 382	10 734	12 334	18 475	15 768	18 191	20 175	18 368
Niger	14 828	17 175	17 872	16 291	22 573	25 833	20 989	7 349
Guinée	3 350	5 661	5 387	5 875	6 193	8 514	8 218	7 110
Liberia	4 820	4 155	3 862	2 934	4 669	5 105	4 085	3 268
Angola	1 422	3 258	2 586	3 142	3 452	4 715	6 528	4 091
Congo (Brazzaville)	2 884	2 314	1 939	1 980	2 154	2 582	2 321	2 244
Tchad	790	1 139	938	2 454	2 687	3 237	3 378	1 211
Mozambique	579	1 612	1 645	1 998	2 735	2 773	2 372	3 128
Congo, République Démocratique	1 215	1 519	1 904	1 882	1 278	2 475	2 372	2 336
Sierra Leone	1 020	1 418	818	1 182	1 960	1 249	892	873
Benin	1 248	2 400	1 911	3 088	2 607	1 614	884	245
France	300	492	686	654	645	1 140	1 117	413
Ouganda	1 470	1 540	1 386	1 211	1 039	791	557	363
Gabon	919	1 023	1 409	1 339	1 507	1 312	1 349	1 541
Zambie	386	385	606	529	1 482	1 159	1 912	2 711
Etats-Unis	573	831	1 150	984	1 274	1 470	1 498	1 906
Afrique du Sud	48	173	382	709	1 046	861	1 309	642
Autre pays	4 314	4 598	5 358	4 993	7 051	7 132	8 042	10 500
Total	217 820	231 013	246 085	235 696	246 916	265 747	261 376	260 435

Source : DGD, 2023

Tableau A4.14: Principaux pays clients de savonnerie de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	10 262	12 969	12 515	12 691	11 538	13 311	18 435	20 690
Ghana	13 355	15 047	10 377	7 953	10 977	14 004	18 738	17 514
Mali	7 511	8 429	9 294	8 163	8 326	9 590	5 432	10 353
Togo	11 709	9 329	6 844	4 701	3 765	3 973	5 517	6 454
Niger	3 587	4 426	4 262	4 288	6 241	6 839	7 513	2 841
Nigeria	5 893	5 660	6 357	4 322	3 949	3 972	3 297	2 457
Sénégal	3 655	2 931	3 310	5 893	4 758	5 813	6 096	6 955
Guinée	594	1 723	1 281	1 200	1 273	2 485	2 355	2 738
Liberia	1 846	2 045	989	626	1 059	1 029	1 228	892
Benin	808	1 260	770	1 415	1 270	593	338	92
Gabon	224	272	509	604	605	439	506	786
Mozambique	57	238	589	647	744	743	462	519
Autre pays	1 761	1 728	2 523	3 117	3 382	4 516	4 690	4 832
Total	61 262	66 059	59 620	55 619	57 888	67 309	74 608	77 124

Source : DGD, 2023

Tableau A4.15: Principaux pays clients de savonnerie de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	34 883	42 490	40 899	44 231	42 491	42 250	46 448	61 260
Ghana	22 765	21 718	19 539	17 533	20 752	23 900	30 271	26 308
Mali	20 325	22 419	29 810	27 201	26 234	31 868	17 596	23 045
Togo	11 149	11 158	10 446	8 043	6 247	6 678	7 912	7 891
Niger	13 276	15 112	15 521	13 795	19 414	23 258	19 599	6 872
Nigeria	5 676	4 787	5 751	4 406	4 102	4 051	3 391	2 332
Sénégal	7 895	6 482	8 270	15 470	11 582	13 650	14 401	12 524
Guinée	785	2 861	1 888	1 765	1 729	2 898	2 751	2 837
Liberia	3 220	2 627	2 070	1 424	2 083	1 850	1 851	1 118
Benin	691	2 068	1 602	2 493	2 280	1 189	630	153
Gabon	219	317	587	636	644	489	386	622
Mozambique	57	227	495	703	783	694	402	434
Autre pays	2 346	2 399	2 995	3 656	4 158	3 989	4 882	5 078
Total	123 286	134 663	139 873	141 354	142 500	156 763	150 521	150 475

Source : DGD, 2023

Tableau A4.16: Principaux pays clients d'engrais de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	6 306	6 818	2 554	9 021	9 584	13 790	26 332	34 212
Mali	1 523	885	656	2 341	3 148	7 023	9 429	10 976
Niger	-	86	161	2 502	1 492	72	98	61
Liberia	210	514	355	448	26	49	191	307
Togo	504	6	-	263	-	-	802	3
Guinée	-	17	-	260	847	264	139	18
Gabon	11	6	7	2	-	44	245	0
Ghana	27	59	44	20	41	29	90	2225
Congo (Brazzaville)	-	-	35	-	-	0	197	0
Sénégal	7	28	12	3	0	35	127	330
Benin	-	-	17	-	-	-	155	10
Autres pays	2	117	1	3	14	15	38	66
Total	8 591	8 536	3 842	14 863	15 152	21 321	37 844	48 208

Source : DGD, 2023

Tableau A4.17: Principaux pays clients d'engrais de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	25 185	29 689	11 867	36 119	44 367	52 024	84 399	123 854
Mali	6 161	5 196	20 757	22 387	20 743	33 809	39 407	52 648
Niger	-	160	301	15 190	10 225	150	275	75
Liberia	922	2 115	1 588	1 848	126	227	541	846
Togo	2 005	6	-	1 750	-	-	1 501	1
Guinée	-	90	-	616	1 945	740	335	48
Gabon	32	21	50	8	-	117	336	0
Ghana	43	61	94	39	90	33	44	3833
Congo (Brazzaville)	-	-	71	-	-	0	273	0
Sénégal	14	28	1	0	0	120	169	801
Benin	-	-	14	-	-	-	14	58
Autres pays	2	39	49	3	105	52	593	1 033
Total	34 362	37 405	34 791	77 961	77 601	87 272	127 887	183 197

Source : DGD, 2023

Tableau A4.18: Principaux pays clients de colle de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Sierra Leone	-	0,1	-	-	-	-	-	-
Guinée	-	0,69	0,71	-	0,69	-	0,03	-
Burkina Faso	1,46	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays	0,03	0,13	-	-	-	0,01	-	-
Total	1,49	0,92	0,71	-	0,69	0,01	0,03	-

Source : DGD, 2023

Tableau A4.19: Principaux pays clients de colle de la Côte d'Ivoire (tonnes)

PAYS CLIENTS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Sierra Leone	-	0,03	-	-	-	-	-	0
Guinée	-	0,75	0,49	-	1	-	0,16	0
Burkina Faso	1,1	-	-	-	-	-	-	0
Autres pays	0,05	0,05	-	-	-	0	-	0
Total	12,98	1,14	0,84	0,49	-	1,00	0,00	0,16

Source : DGD, 2023

Tableau A4.20 : Principaux pays clients de peinture et laques de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Ghana	3 313	3 982	217	-	2	-	0	-
Burkina Faso	425	707	1 772	1 522	932	1 336	1 279	1 347
Niger	120	184	787	419	479	1 552	2 640	4 990
Togo	55	28	5	164	160	153	23	46
Benin	25	6	50	42	45	59	135	177
Mali	24	23	31	154	112	27	0	34
Congo (Brazzaville)		0				7	9	146
Gabon	-	1	23	5	26	16	55	17
Cameroun	3	10	10	5	10	7	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	38	-	-
Liberia	11	4	2	1	6	-	-	3
Autre pays	24	108	22	35	36	19	30	79
Total	**4 000**	**5 053**	**2 919**	**2 347**	**1 808**	**3 214**	**4 171**	**6 838**

Source : DGD, 2023

Tableau A4.21: Principaux pays clients de peinture et laques de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
Ghana	2 902	3 431	149	-	1	-	4	-
Burkina Faso	3 011	3 451	4 100	3 856	5 828	6 052	6 010	6 047
Niger	562	901	1 533	1 832	2 047	3 585	3 999	3 638
Togo	11	4	1	156	246	213	184	185
Benin	19	19	93	46	156	189	253	296
Mali	42	48	159	475	293	224	3	137
Congo (Brazzaville)		1				3	6	1 078
Gabon	-	10	40	5	71	74	158	62
Cameroun	1	16	16	4	16	13	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	1	-	-
Liberia	1	1	1	0	2	-	-	13
Autre pays	13	23	9	11	13	6	8	21
Total	**6 562**	**7 905**	**6 101**	**6 385**	**8 673**	**10 360**	**10 625**	**11 476**

Source : DGD, 2023

Tableau A4.22 : Principaux pays clients de teintures textiles de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ghana	4	14	14	25	16	3	7	0
Sénégal	9	4	4	-	9	5	10	7
Burkina Faso	3	6	3	-	-	-	1	0
Autres pays	-	4	9	0	22	1	0	0
Total	16	29	30	25	47	9	19	7

Source : DGD, 2023

Tableau A4.23 : Principaux pays clients de teintures textiles de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ghana	3	10	6	10	10	1	2	0
Sénégal	3	1	1	-	3	2	2	2
Burkina Faso	1	2	1	-	-	-	0	0
Autres pays	-	2	2	0	18	5	0	0
Total	7	16	10	10	31	7	5	2

Source : DGD, 2023

Tableau A4.24 : Principaux pays clients de produits pharmaceutiques de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	2 144	1 938	1 748	1 010	1 548	1 449	1 459	1 357
Mali	41	25	17	23	12	214	2 634	92
Burkina Faso	250	304	350	538	407	224	115	167
Gabon	36	51	51	65	78	98	53	78
Nigeria	1	-	-	2	54	65	10	28
Sénégal	191	39	-	-	3	0	111	52
Benin	32	51	15	5	13	35	37	65
Guinée	1	0	0	21	6	1	43	43
Niger	10	1	10	5	105	16	1	7
Togo	15	4	16	19	-	1	16	240
Ghana	0	-	-	37	11	1	20	103
Autre pays	15	25	28	6	5	22	47	65
Total	**2 736**	**2 439**	**2 236**	**1 731**	**2 241**	**2 124**	**4 545**	**2 297**

Source : DGD, 2023

Tableau A4.25: Principaux pays clients de produits pharmaceutiques de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
France	178	135	109	85	129	141	112	108
Mali	10	2	2	3	7	67	78	16
Burkina Faso	65	32	124	725	457	153	16	8
Gabon	3	4	4	3	3	4	2	3
Nigeria	0	-	-	0	4	7	1	2
Sénégal	33	2	-	-	0	0	2	1
Benin	0	59	1	0	2	4	3	5
Guinée	0	0	0	2	0	0	2	1
Niger	2	1	1	1	132	10	0	1
Togo	2	0	1	3	-	0	1	43
Ghana	0	-	-	4	1	0	1	148
Autre pays	4	5	6	3	2	3	2	2
Total	**298**	**241**	**247**	**829**	**736**	**390**	**221**	**339**

Source : DGD, 2023

Tableau A4.26: Matériaux de construction (millions de FCFA)

Matériaux	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation de matériaux de construction	6 096	5 483	7 254	6 641	9 201	15 281	8 182	18 555
Dont clinker	450	134	10	163	245	2 737	0	0
Dont ciment	779	822	3 925	4 614	7 768	13 160	6 429	14 726
Dont tuiles	10	1	0	-	0	5	1	0
Dont chaux	-	-	-	-	-	-	-	0
Dont plâtre	0	1	0	-	1	2	8	10
Dont autres matériaux de construction	5 307	4 659	3 329	2 027	1 432	2 114	1 744	3 819

Source : DGD, 2023

Tableau A4.27: Matériaux de construction (tonnes)

Matériaux	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Exportation de matériaux de construction	25 892	26 122	68 262	88 167	141 587	265 989	121 571	265 925
Dont clinker	8 683	3 000	136	3 198	5 250	64 703	0	1
Dont ciment	12 772	12 353	56 289	68 391	132 420	252 347	110 221	225 021
Dont tuiles	35	6	0	-	1	15	10	0
Dont chaux	-	-	-	-	-	-	-	0
Dont plâtre	1	12	0	-	0	14	115	167
Dont autres matériaux de construction	13 083	13 751	11 973	19 776	9 166	13 613	11 225	40 736

Source : DGD, 2023

Tableau A4.28: Principaux pays clients de matériaux de construction de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	2 409	885	4 171	4 540	5 840	9 903	4 717	12 962
Burkina Faso	922	491	686	432	359	3 418	723	1 184
Sénégal	300	486	486	0	1 691	28	239	118
Ghana	1 155	232	274	657	70	106	161	1 342
Liberia	670	48	47	392	570	361	606	615
Cameroun	5	600	564	66	0	258	140	6
Guinée	6	305	36	6	21	95	893	117
Benin	4	8	283	4	234	387	49	265
Mauritanie	0	21	45	13		7	48	387
Pays-bas	177	238	125	36	-	9	-	0
Singapour	48	648	-	0	-	-	0	3
Canada	32	303	149	78	0	1	1	0
Autre pays	368	1 218	388	417	416	708	605	1 556
Total	**6 096**	**5 483**	**7 254**	**6 641**	**9 201**	**15 281**	**8 182**	**18 555**

Source : DGD, 2023

Tableau A4.29 : Principaux pays clients de matériaux de construction de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	1 766	2 292	50 038	63 865	103 135	182 383	85 047	203 465
Burkina Faso	18 287	8 912	6 439	7 774	6 620	72 808	8 548	11 130
Sénégal	1 124	6 853	7 115	3	22 381	113	3 191	162
Ghana	1 025	253	690	890	291	1 535	2 092	15 822
Liberia	2 154	587	451	14 383	7 063	6 124	8 293	7 400
Cameroun	41	667	569	125	0	296	204	35
Guinée	3	1 534	19	21	80	565	12 963	146
Benin	1	18	34	0	149	254	155	1 522
Mauritanie	0	66	37	50		52	471	3 828
Pays-bas	480	600	312	79	-	6	-	2
Singapour	99	1 392	-	0	-	-	0	2
Canada	96	768	384	193	5	2	3	0
Autre pays	816	2 180	2 174	784	1 863	1 851	604	22 410
Total	**25 892**	**26 122**	**68 262**	**88 167**	**141 587**	**265 989**	**121 571**	**265 925**

Source : DGD, 2023

Tableau A4.30: Principaux pays clients de ciment de la Côte d'Ivoire (millions de FCFA)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	19	67	3 400	4 262	5 647	9 780	4 642	12 684
Burkina Faso	636	174	29	123	1	2 934	77	13
Sénégal	64	430	468	-	1 509	-	201	10
Liberia	25	41	26	176	561	235	574	602
Guinée	-	3	1	-	0	0	858	3
Ghana	35	11	0	51	31	85	66	1209
Autre pays	1	96	0	2	19	125	11	205
Total	779	822	3 925	4 614	7 768	13 160	6 429	14 726

Source : DGD, 2023

Tableau A4.31: Principaux pays clients de ciment de la Côte d'Ivoire (tonnes)

Pays clients	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Mali	291	1 030	48 721	63 011	102 565	180 787	84 670	200 548
Burkina Faso	11 690	3 170	102	3 004	0	66 327	1 046	51
Sénégal	300	6 757	7 100	-	22 296	-	2 996	39
Liberia	340	571	365	2 150	7 060	3 115	7 275	7302
Guinée	-	1	0	-	0	0	12 788	36
Ghana	151	117	1	222	247	1 431	1 436	15372
Autre pays	0	707	0	4	251	687	10	1 672
Total	12 772	12 353	56 289	68 391	132 420	252 347	110 221	225 021

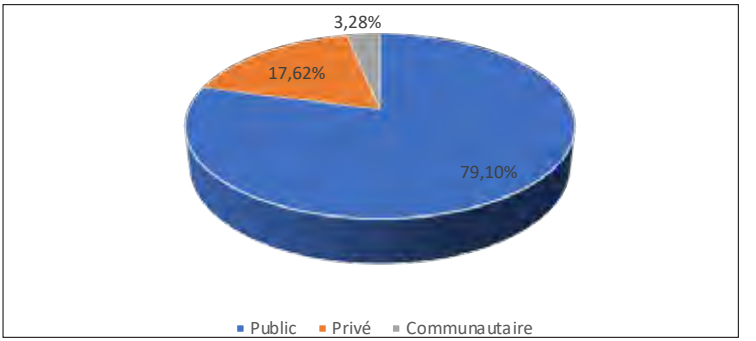
Source : DGD, 2023

Tableau A4.32 : Dépôts des principaux titres de propriété intellectuelle

Eléments	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Marques	507	589	580	577	692	602	706
Noms commerciaux	177	204	210	175	298	253	211
Dessins et Modèles Industriels	221	134	102	109	104	127	147
Brevets	19	26	18	22	42	31	28
TOTAL	**924**	**953**	**910**	**883**	**1136**	**1 013**	**1092**

Source : OIPI, 2023

Graphique A6.1 : Proportions des écoles par statut dans le primaire en 2022-2023



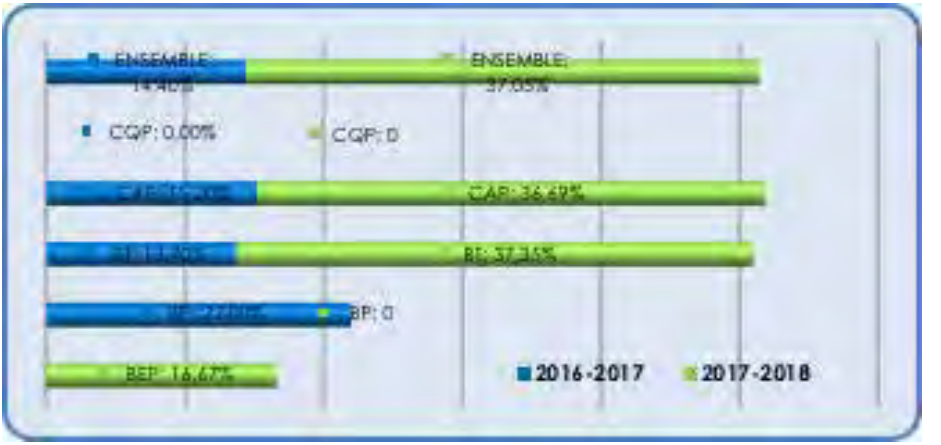
Source : MENA, 2021

Graphique A6.2 : Répartition des élèves par cycles de 2008 à 2020



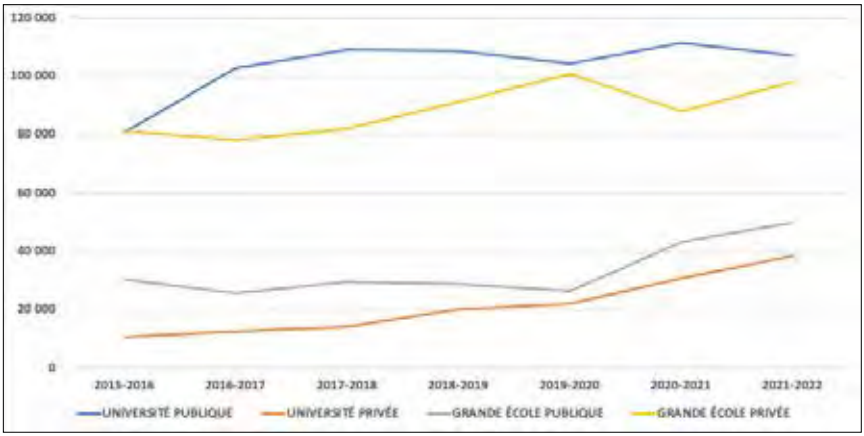
Source : MENA, 2021

Graphique A6.3 : Evolution du taux d'insertion par diplôme



Source : MENETFP, 2018

Graphique A6.4 : Évolution des effectifs des étudiants par type et statut des établissements de 2016 à 2020



Source : MESRS, 2023

Tableau A6.1 : Répartition des étudiants des universités publiques par domaine d'étude de la CITE et par sexe

DOMAINE D'ÉTUDE CITE	EFFECTIFS ÉTUDIANTS 2021-2022			
	F	M	F + M	PROPORTION
EDUCATION	19	64	83	0,08%
LETTRES ET ARTS	11 879	15 947	27 826	25,95%
SCIENCES SOCIALES, JOURNALISME ET INFORMATION	7 610	13 322	20 932	19,52%
COMMERCE, ADMINISTRATION ET DROIT	10 730	12 295	23 025	21,47%
SCIENCES NATURELLES, MATHEMATIQUES ET STATISTIQUES	3 990	11 970	15 960	14,88%
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	2 514	5 178	7 692	7,17%
INGENIERIE, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET CONSTRUCTION	739	1 777	2 516	2,35%
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET HALIEUTIQUE ET SCIENCES VETERINAIRES	253	618	871	0,81%
SANTE ET PROTECTION SOCIALE	3 055	5 112	8 167	7,62%
SERVICES	77	91	168	0,16%
Total général	**40 866**	**66 374**	**107 240**	**100,00%**

Source : MESRS, 2023

Tableau A6. 2 : Répartition des étudiants des universités privées par domaine d'étude de la CITE et par sexe

DOMAINE D'ÉTUDE CITE	EFFECTIFS ÉTUDIANTS 2021-2022			
	F	M	F + M	PROPORTION
LETTRES ET ARTS	850	1 346	2 196	5,72%
SCIENCES SOCIALES, JOURNALISME ET INFORMATION	2 544	2 910	5 454	14,21%
COMMERCE, ADMINISTRATION ET DROIT	13 058	11 277	24 335	63,41%
SCIENCES NATURELLES, MATHEMATIQUES ET STATISTIQUES	538	1 221	1 759	4,58%
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	407	1 168	1 575	4,10%
INGENIERIE, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET CONSTRUCTION	767	1 512	2 279	5,94%
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET HALIEUTIQUE ET SCIENCES VETERINAIRES	9	27	36	0,09%
SERVICES	327	415	742	1,93%
Total général	**18 500**	**19 876**	**38 376**	**100,00%**

Source : MESRS, 2023

Tableau A6. 3 : Répartition des étudiants des grandes écoles publiques par domaine d'étude de la CITE et par sexe

DOMAINE D'ÉTUDE CITE	EFFECTIFS ÉTUDIANTS 2021-2022			
	F	M	F + M	PROPORTION
EDUCATION	3 000	7 121	10 121	20,31%
LETTRES ET ARTS	800	1 064	1 864	3,74%
SCIENCES SOCIALES, JOURNALISME ET INFORMATION	261	206	467	0,94%
COMMERCE, ADMINISTRATION ET DROIT	2 981	1 934	4 915	9,86%
SCIENCES NATURELLES, MATHEMATIQUES ET STATISTIQUES	246	770	1 016	2,04%
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	209	996	1 205	2,42%
INGENIERIE, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET CONSTRUCTION	687	2 719	3 406	6,84%
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET HALIEUTIQUE ET SCIENCES VETERINAIRES	1 269	4 045	5 314	10,67%
SANTE ET PROTECTION SOCIALE	12 173	7 662	19 835	39,81%
SERVICES	761	920	1 681	3,37%
Total général	**22 387**	**27 437**	**49 824**	**100,00%**

Source : MESRS, 2023

Tableau A6. 4 : Répartition des étudiants des grandes écoles privées par domaine d'étude de la CITE et par sexe

DOMAINE D'ÉTUDE CITE	EFFECTIFS ÉTUDIANTS 2021-2022			
	F	M	F + M	PROPORTION
LETTRES ET ARTS	150	156	306	0,31%
SCIENCES SOCIALES, JOURNALISME ET INFORMATION	13	8	21	0,02%
COMMERCE, ADMINISTRATION ET DROIT	32 103	21 746	53 849	54,85%
SCIENCES NATURELLES, MATHEMATIQUES ET STATISTIQUES	10	91	101	0,10%
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	1 984	6 040	8 024	8,17%
INGENIERIE, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET CONSTRUCTION	5 628	15 663	21 291	21,69%
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET HALIEUTIQUE ET SCIENCES VETERINAIRES	1 212	2 679	3 891	3,96%
SERVICES	6 135	4 552	10 687	10,89%
Total général	**47 235**	**50 935**	**98 170**	**100,00%**

Source : MESRS, 2023

Tableau A6. 5 : Évolution du taux d'admissibilité aux examens du BTS

INDICATEUR	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Nombre d'admissibles au BTS	26 511	34 626	25 027	32 535	25 955	25 525	26 832
Dont filières tertiaires	*19 135*	*22 943*	*18 548*	*22 489*	*18 120*	*17 594*	*16 513*
Dont filières industrielles	*7 376*	*11 683*	*6 479*	*10 046*	*7 875*	*7 931*	*10 319*

Source : MESRS, 2020

Tableau A6. 6 : Disposition des mesures fiscales

N°	CIBLES	NOUVELLES DISPOSITIONS
1	Jeunes entrepreneurs	Exonération BIC 1ère et 2ème années : 75% 3ème et 4ème années : 50% 5ème année et plus : 25%
2	Apprentis 14 ans – 24 ans sans qualification	Effectif < 200 : 1 000 000 FCFA Effectif ≥ 200 : 500 000 FCFA Un crédit complémentaire est accordé après embauche définitive.
3	Primo demandeurs d'emplois en requalification (18-35 ans en situation de diplôme inadéquat	Effectif < 200 : 1 200 000 Effectif ≥ 200 : 1 000 000 Un crédit complémentaire est accordé après embauche définitive.
4	Primo demandeurs d'emplois pour 1ère embauche (18-35 ans)	Effectif < 200 : 1 000 000 Effectif ≥ 200 : 600 000 Un crédit complémentaire est accordé après transformation du CDD en CDI.

Source : 19ème CIST 2013

Tableau A6. 7: Liste des procédures dématérialisées par ministère en 2022

MINISTERES	DIRECTIONS	NBES DE PROCEDURES DEMATERIALISEES	INTITULE DES PROCEDURES DEMATERIALISEES
Ministère de l'Education Nationale	Direction des Examens et Concours (DECO)	9	Demande de relevé de notes au BAC, BEPC ou CAP
			Demande d'attestation à usage administratif du BAC, BEPC ou CAP
			Demande de Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP)
			Demande d'équivalence du BEP, BP, CAP, BAAC, BT Agricole ou BT Artistique
			Demande d'établissement du diplôme DIAS et diplôme DIS
			Demande d'établissement du diplôme BAC
			Demande d'équivalence de diplôme obtenu à l'étranger
			Demande d'établissement du diplôme BEPC
	Direction d'Orientation et des bourses (DOB)	9	Demande de renouvellement de bourse pour l'enseignement technique et professionnel
			Procédure d'attribution d'une bourse en classe de seconde (enseignement technique
			Procédure d'attribution d'une bourse en classe de seconde (enseignement général)
			Procédure d'attribution d'une bourse en classe de sixième
			Procédure de réclamation en attribution de bourses (classe de 6è et classe de 2nde)
			Procédure de réclamation en renouvellement de bourses
			Procédure de renouvellement de bourse en classe intermédiaire (enseignement technique)

MINISTERES	DIRECTIONS	NBES DE PROCEDURES DEMATERIALISEES	INTITULE DES PROCEDURES DEMATERIALISEES
			Procédure de renouvellement de bourse pour les élèves préalablement inscrits dans les classes de 6è, 5è, 4è
			Renouvellement de bourse pour les élèves préalablement inscrits dans les classes de 2nde et 1ère (enseignement général)
Total		**18**	
Ministère de l'Agriculture	Direction des végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ)	7	Demande d'agrément distributeur
			Demande d'agrément revendeur
			Demande d'agrément applicateur
			Demande d'expérimentation
			Demande d'homologation de produit phytosanitaire
			Demande d'homologation de produit phytosanitaire en hygiène publique
			Procédure de création de compte distributeur
Total		**7**	
Ministère de la Santé	Centre Hospitalier et universitaire (CHU de Cocody)	6	Procédure pour demander une consultation externe (avec prescription)
			Demander une consultation pour un conseil de santé
			Demander un examen d'imagerie médicale (radiographies)
			Demander une exploration, examen ou analyse
			Demander un duplicata de certificat de naissance
			Demander un certificat de genre de mort
Total		**6**	
Ministère du Tourisme	Direction du Guichet Unique (DGU)	5	Demande d'agrément technique et professionnel pour établissement hôtelier
			Demande d'une licence d'exploitation pour établissement hôtelier
			Demande d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un restaurant ou établissement assimilé
			Demande d'un agrément professionnel pour tours opérateurs, agences ou bureaux de voyages
			Demande de licence d'exploitation pour tours opérateurs, agences ou bureaux de voyage
Total		**5**	

MINISTERES	DIRECTIONS	NBES DE PROCEDURES DEMATERIALISEES	INTITULE DES PROCEDURES DEMATERIALISEES
Ministère des Eaux et Forêts	Direction de l'exploi- tation et des industries forestières (DEIF)	15	Procédure d'obtention de l'agrément d'exportateur des produits forestiers ligneux
			Procédure d'obtention de l'autorisation annuelle de reprise d'activités
			Procédure d'obtention de l'autorisation d'exploitation de bois de chauffe à partir des plantations agricoles
			Procédure d'obtention de l'autorisation d'installation de dépôts vente de bois
			Procédure d'obtention de l'autorisation d'exploitation des autres produits secondaires
			Procédure d'obtention de l'autorisation de circulation des résidus de sciage et produits dérivés
			Procédure d'obtention de l'autorisation de coupe de bois de plantation dans le domaine forestier protégé (attribution gratuite, paiement après exploitation)
			Procédure d'obtention du permis de transformateur de résidus de sciage et des produits dérivés
			Procédure d'obtention du permis d'exploitation de charbon de bois ou de bois de feu (ministre)
			Procédure d'obtention du BCBP
			Procédure d'obtention du BTGU
			Procédure d'obtention du BREPF (et de la Fiche d'itinéraire)
			Procédure d'obtention du BRH
			Procédure d'obtention du CP
			Procédure d'obtention des Etats statistiques (B, E, E2, G1, H, DMP, DMV, FP, LJE)
Total		**15**	
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme - Tri- bunal de Première instance d'Abidjan Plateau	Direction de casiers judiciaires et certi- ficat de nationalité (DCJCN)	3	Demande d'acte d'hérédité
			Demande de Certificat de Nationalité Ivoirienne
			Demander un Extrait de Casier Judiciaire Bulletin n°3(casier judiciaire au casier central)
	Direction des grosses et expéditions (DGE)	9	Demander (la grosse ou la décision) du Jugement supplétif d'acte de naissance
			Demander l'expédition une ordonnance présidentielle
			Demander la décision de délégation volontaire de puissance paternelle
			Demander la grosse de décision de justice
			Demander un certificat d'administration légale

MINISTERES	DIRECTIONS	NBES DE PROCEDURES DEMATERIALISEES	INTITULE DES PROCEDURES DEMATERIALISEES
			Demander un certificat de non appel ou de non opposition
			Demander un Certificat de Puissance (ou la révocation de puissance) (paternelle/ parentale)
			Demander une autorisation parentale
			Demander une Expédition d'une décision de justice
	Direction des actes d'individualité (DAI)	3	Demander l'acte d'individualité
			Demander la décision de révocation de la puissance paternelle
			Demander l'acte de notoriété Suppléant l'acte de naissance
Total		15	
Total général des procédures dématérialisées 66			

Source : Ministère de la Modernisation de l´Administration et de l´Innovation du Service Public, 2019

Tableau A6. 8 : Nombre de personnes dépistées et diagnostiquées positives pour le cancer

Types de Cancers	Nombre de personnes dépistées				Nombre de personnes diagnostiquées positives			
	Enfants (Moins de 15 ans)		Adultes (15 ans et plus)		Enfants (Moins de 15 ans)		Adultes (15 ans et plus)	
	M	F	M	F	M	F	M	F
Vessie	0	0	0	0	0	0	67	51
Cerveau, System nerveux	0	0	0	0	27	13	68	86
Sein	0	0	0	0	0	9	0	3 306
Col uterus	0	0	0	51 681	0	0	0	2 067
Colorectum	0	0	0	0	0	0	512	439
Corps uterus	0	0	0	0	0	0	0	257
Vesicule biliaire	0	0	0	0	0	0	17	67
Lymphome de Hodgkin	0	**0**	**0**	**0**	**16**	**0**	**67**	**42**
Sarcome de Kaposi	0	0	0	0	4	11	99	82
Rein	0	0	0	0	64	84	56	65
Larynx	0	0	0	0	0	0	115	7
Leucemie	0	0	0	0	29	39	182	75
Levre, cavité buccale	0	0	0	0	8	0	82	91
Foie	0	0	0	0	18	14	755	359
Poumon	0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**220**	**88**
Melanoma de la peau	0	0	0	0	0	4	16	32
Multiple myeloma	0	0	0	0	4	0	82	77
Nasopharynx	0	0	0	0	4	10	45	41
Lymphome Non-Hodgkin	0	0	0	0	127	121	364	285
Œsophage	0	0	0	0	0	0	48	35
Autres pharynx	0	0	0	0	4	0	30	23
Ovaires	0	0	0	0	0	15	0	290
Pancréas	0	0	0	0	0	0	150	138
Prostate	0	0	0	0	0	0	2 757	0
Estomac	0	0	0	0	0	0	294	284
Testicule	0	0	0	0	4	0	7	0
Thyroide	0	0	0	0	0	3	24	97
Œil	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	256	205	895	1 084
TOTAL	0	0	0	51681	565	528	6952	9468

Source : MSHPCMU, 2022

TABLE DES MATIÈRES

PREFACE DU PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE 3
MOT DU PREMIER MINISTRE 5
MOT DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET 7
SOMMAIRE 9
LISTE DES TABLEAUX 11
LISTE DES GRAPHIQUES 21
LISTE DES FIGURES 23
INTRODUCTION 25

PARTIE I : GÉNÉRALITÉS 27

CHAPITRE 1 : CADRE GÉOGRAPHIQUE 28
1.1. Aspect physique 28
1.1.1. Relief 28
1.1.2. Hydrographie 28
1.1.3. Climat 30
1.1.4. Végétation 30
1.2. Population 30
1.2.1. Evolution de la population 30
1.2.2. Structure de la population 31
1.2.2.1. Urbanisation 32
1.2.2.2. Diversité ethnique 33

CHAPITRE 2 : SYSTÈME POLITIQUE ET ORGANISATION TERRITORIALE 34
2.1. Système politique 34
2.1.1. Pouvoir exécutif 34
2.1.2. Pouvoir législatif 34
2.1.3. Organisation judiciaire 35
2.1.3.1. Juridictions suprêmes et institutions juridictionnelles spéciales 35
2.1.3.2. Juridictions de second degré 36
2.1.3.3. Juridictions de premier degré 37
2.1.3.4. Synoptique du système juridictionnel et pénitentiaire de la Côte d'ivoire 39
2.2. Organisation territoriale 39
2.2.1. Administration déconcentrée 39
2.2.2. Administration décentralisée 40
2.2.3. District Autonome 40

CHAPITRE 3 : RELATIONS DE LA CÔTE D'IVOIRE AVEC L'EXTÉRIEUR 45
3.1. Coopération économique, régionale et bilatérale 45
3.2. Carte diplomatique 47
3.2.1. Réseau diplomatique de la Côte d'Ivoire dans le monde 47
3.2.2. Organisations internationales et représentations diplomatiques établies en Côte d'Ivoire 49

3.2.3. Accords et sommets internationaux 49
3.2.4. Contribution financière aux Organisations Internationales 50

PARTIE II : INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES 51

CHAPITRE 1 : SECTEUR RÉEL 52
1.1. Résumé des principaux indicateurs macroéconomiques 53
1.2. PIB et ses contreparties en volume 53
1.3. Prix et déflateurs 56
1.4. PIB en valeur (à prix courant) et ses contreparties 57
1.5. Investissements agréés 61

CHAPITRE 2 : FINANCES PUBLIQUES 66
2.1. Exécution du budget de l'Etat 66
2.1.1. Dépenses sociales 67
2.2. Opérations financières 67
2.2.1. Quelques données du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) 67
2.2.2. Financement 68
2.3. Dette publique 68
2.3.1. Stock de la dette totale 69
2.3.2. Service de la dette 70
2.3.2.1. Service de la dette extérieure 72
2.4. Appuis extérieurs 72

CHAPITRE 3 : SECTEUR MONÉTAIRE ET FINANCIER 73
3.1. Situation monétaire 73
3.2. Secteur financier 77
3.2.1. Banques et établissements financiers 78
3.2.1.1. Qualité du portefeuille 79
3.2.1.2. Respect du dispositif prudentiel 79
3.2.2. Bureau de change 80
3.2.3. Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) 81

CHAPITRE 4 : SECTEUR EXTÉRIEUR 89
4.1. Balance des paiements 89
4.2. Commerce extérieur 91
4.2.1. Exportations des biens 91
4.2.2. Importations de biens 94

PARTIE III : AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE 99

CHAPITRE 1 : AGRICULTURE VÉGÉTALE 100
1.1. Cultures vivrières 100
1.1.1. Principes cultures vivrières 101
1.1.2. Principales cultures maraîchères 101
1.1.3. Principales cultures fruitières 102
1.2. Cultures industrielles et d'exportation 104
1.2.1. Cacao et café 104
1.2.1.1. Cacao 105
1.2.1.2. Café 107
1.2.2. Hévéa 110
1.2.3. Palmier à huile 111
1.2.4. Coton et anacarde 113
1.2.4.1. Coton 113
1.2.4.2. Anacarde 116
1.2.5. Canne à sucre 117
1.2.6. Noix de cola 119
1.2.7. Noix de coco 120
1.2.8. Filière riz 120

CHAPITRE 2 : PRODUCTION ANIMALE ET HALIEUTIQUE 122
2.1. Elevage 122
2.2. Pêche et aquaculture 126

CHAPITRE 3 : ACTIVITÉS FORESTIÈRES 128
3.1. Exploitation forestière 128
3.2. Transformation du bois 129

CHAPITRE 4 : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE 132
4.1. Gouvernance et engagement international de la Côte d'Ivoire en matière d'environnement 132
4.2. Réseau des Aires Protégées 136
4.2.1. Parcs nationaux 137
4.2.2. Réserves naturelles 139
4.2.2.1. Réseau des réserves naturelles volontaires 141
4.2.2.1.1. Situation des RNV en Côte d'Ivoire 141
4.2.2.1.2. Inventaire des RNV créées 142
4.2.2.1.3. Autres intentions de classement 148
4.3. Luttes contre les changements climatiques et les émissions de Gaz à effet de serres par secteurs d'activités 149

PARTIE IV : INDUSTRIE ET BTP 151

CHAPITRE 1 : INDUSTRIE 152
1.1. Indicateurs de suivi de l'activité industrielle 153
1.1.1. Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) rénové 153
1.1.2. Indice des Prix de Production dans l'Industrie (IPPI) 155
1.1.3. Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) dans l'industrie 155
1.2. Evolution des indicateurs 155
1.2.1. Evolution de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle 155
1.2.2. Evolution de l'indice des prix de Production 157
1.2.3. Evolution de l'indice du Chiffre d'Affaires 157

CHAPITRE 2 : MINES 158
2.1. Exploration minière 159
2.2. Exploration de substances de mines 159
2.2.1. Permis d'exploitation minière 159
2.2.2. Production d'Or 160
2.2.3. Production de Manganèse 160
2.2.4. Production de Diamant 161
2.2.5. Production de Nickel 162
2.3. Carrières (Granite, Pouzzolane et Sable) 162
2.3.1. Granite 162
2.3.2. Sable 162
2.3.3. Pouzzolane 162
2.4. Pays importateurs des ressources minières ivoiriennes 163
2.4.1. Or 163
2.4.2. Manganèse 163

CHAPITRE 3 : PÉTROLE BRUT ET GAZ NATUREL 164
3.1. Pétrole 164
3.1.1. Sociétés pétrolières en 2023 164
3.1.2. Champs pétroliers en exploitation en 2023 164
3.1.3. Production et exportation de pétrole brute 165
3.1.4. Revenus pétroliers 165
3.1.5. Gaz Naturel 166

CHAPITRE 4 : PRODUITS PÉTROLIERS 167
4.1. Production de produits pétroliers 167
4.2. Consommation de produits pétroliers 168
4.3. Exportation des produits pétroliers 170

CHAPITRE 5 : ÉLECTRICITÉ ET EAU 173
5.1. Puissances électriques installées (MW) 173
5.1.1. Production d'électricité 173
5.1.2. Combustibles pour la production d'électricité 174
5.1.3. Vente d'énergie électrique à l'extérieur 175
5.1.4. Consommation et vente nationale d'électricité 175

5.1.5. Indicateurs de l'électricité en Côte d'Ivoire 175
5.2. Eau 176
5.2.1. Extraction de l'eau minérale 176
5.2.2. Production et distribution de l'eau potable 176
5.2.2.1. Production de l'eau potable 176
5.2.2.2. Distribution de l'eau potable 177
5.2.2.3. Investissements réalisés par le Gouvernement 178
5.2.2.4. Quelques statistiques sur l'eau potable en milieu rural 178

CHAPITRE 6 : AGRO-INDUSTRIES ET AUTRES INDUSTRIES IVOIRIENNES 179
6.1. Industrie agro-alimentaire 179
6.1.1. Minoterie 179
6.1.2. Industrie et boissons 180
6.1.3. Industrie laitière 181
6.1.4. Industrie de la transformation des fruits en jus 182
6.1.5. Industrie de transformation du thon 183
6.1.6. Industrie de la transformation de l'huile de palme brute 183
6.1.7. Industrie des oléagineux 183
6.1.8. Industrie de la transformation de l'anacarde 184
6.1.9. Industrie de la transformation du Cacao 185
6.1.10. Industrie de la transformation du café 186
6.1.11. Industrie du sucre 187
6.2. Autres industries 187
6.2.1. Industrie du plastique et chimique 188
6.2.2. Pays clients du secteur de l'industrie plastique et chimique en Côte d'Ivoire 188
6.2.3. Industrie du Caoutchouc naturel 189
6.2.4. Industrie de la transformation du coton en textile 190
6.2.5. Ciment et autres matériaux de construction 191
6.2.5.1. Ciment 191
6.2.5.2. L'Aciérie et unités de transformation d'aluminium et de plomb 193
6.3. Propriété intellectuelle et normalisation 194
6.3.1. Propriété intellectuelle 194
6.3.2. Conformité des produits ivoiriens aux normes nationales rendues d'application obligatoire 194
6.4. Bâtiments et Travaux Publics (BTP) 195
6.5. Construction et logements 196
6.5.1. Production de logements dans le cadre du Programme Présidentiel de Construction de Logements Sociaux et Economiques (PPLSE) 196
6.5.2. Evolution des demandes de permis de construire 198
6.5.3. Evolution des demandes d'ACD 198
6.5.4. Principales réalisations en matière de Foncier et d'Urbanisme 199
6.5.5. Principales réalisations en matière de Construction, d'Architecture et de Maintenance 200

PARTIE V : ÉQUIPEMENTS ET SERVICES 201

CHAPITRE 1 : SERVICE FINANCIER 202
1.1. Banques et établissements financiers 202
1.1.1. Qualité du portefeuille 203
1.1.2. Respect du dispositif prudentiel 203
1.1.3. Inclusion financière 204
1.2. Assurance 206
1.2.1. Acteurs du marché 206
1.2.2. Chiffre d'affaires 206
1.2.3. Contribution dans l'économie nationale 208
1.3. Microfinance 209
1.3.1. Principaux acteurs et leurs poids dans le secteur 209
1.3.2. Poids des grands réseaux 209
1.3.3. Evolution des principaux indicateurs de la microfinance 209
1.3.4. Qualité du portefeuille des SFD 211
1.4. Services financiers mobiles 211

CHAPITRE 2 : INFRASTRUCTURES ET SERVICES DE TRANSPORT 212
2.1. Réseau routier 212
2.2. Transport urbain 212
2.3. Infrastructures ferroviaires 214
2.4. Transport Maritime 215
2.4.1. Port Autonome d'Abidjan (PAA) 215
2.4.2. Port Autonome de San Pédro (PASP) 220
2.5. Transport Aérien 222
2.6. Grands Projets 223
2.6.1. Grands projets réalisés 223
2.6.2. Grands projets en cours de réalisation 230

CHAPITRE 3 : COMMUNICATION ET ÉCONOMIE NUMÉRIQUE 233
3.1. Informations et média 233
3.1.1. Données sur les médias privés de presse écrite 233
3.1.2. Presse audiovisuelle (radio et télévision) 235
3.1.3. Associations de journalistes 235
3.1.4. Agences de communication et publicité 236
3.2. Télécommunications 236
3.2.1. Téléphonie fixe 237
3.2.2. Téléphonie mobile 237
3.2.3. Internet 241
3.2.4. Perspectives 242

CHAPITRE 4 : TOURISME 244
4.1. Politique touristique en Côte d'Ivoire 244
4.2. Évolution des flux de touristes en Côte d'Ivoire 244
4.3. Flux du Tourisme Intérieur (International + Interne) 245
4.4. Capacités d'Accueil 246
4.5. Emplois générés dans le secteur 247
4.6. Données Macro-économiques du secteur 248
4.7. Autres industries touristiques 249
4.8. Parcs nationaux et réserves 250

PARTIES VI : DÉVELOPPEMENT SOCIAL 253

CHAPITRE 1 : VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN 254
1.1. Préscolaire 255
1.2. Primaire 257
1.3. Enseignement secondaire 261
1.3.1. Enseignement secondaire général 261
1.3.2. Alphabétisation 265
1.3.3. Enseignement technique, formation professionnelle et Apprentissage 266
1.3.3.1. L'Académie des Talents (ACT) 266
1.3.3.2. L'Ecole de la 2nde Chance (E2C) 267
1.3.3.3. Au titre des investissements 268
1.3.3.4. Statistiques de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) 269
1.3.3.4.1. Evolution des effectifs de l'ETFP 269
1.3.3.4.2. Résultats des examens 270
1.3.3.5. Formation Professionnelle au supérieur 270
1.3.3.6. Rapport Apprenant/Enseignant dans l'ETFP 271
1.3.3.7. Efficacité externe de l'ETFP 272
1.4. Enseignement Supérieur et recherche scientifique 274
1.5. Performances aux examens du BTS 280

CHAPITRE 2 : EMPLOI, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, ACTION SOCIALE ET GENRE 282
2.1. Politique de l'emploi 282
2.1.1. Emplois dans le secteur moderne 282
2.1.2. Emplois créés par programmes spéciaux 283
2.1.3. Emploi dans la Fonction Publique 284
2.1.4. Activités de l'inspection du travail 286
2.2. Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public 287
2.3. Action sociale 289
2.3.1. Protection sociale 289
2.3.2. Protection de la femme et de l'enfant 292
2.4. Genre 293
2.4.1. Femmes en situation de responsabilité 293
2.4.2. Autonomisation de la femme 297
2.4.3. Violences basées sur le Genre 297

2.5. Evolution du portefeuille de l'Etat 298
2.5.1. Situation de privatisations 299
2.6. Projets financés par le C2D 300
2.6.1. Exécution financière des projets 300
2.6.2. Réalisations concrètes du C2D 301
2.6.2.1. Education de base 301
2.6.2.2. Enseignement Technique, Formation professionnelle et Apprentissage 302
2.6.2.3. Enseignement supérieur 302
2.6.2.4. Gouvernance des établissements publics d'enseignement supérieur 303
2.6.2.5. Studios d'enregistrement et de montage vidéo 303
2.6.2.6. Emploi 303
2.6.2.7. Santé 304
2.6.2.8. Agriculture et développement rural : 304
2.6.2.9. Environnement-Biodiversité 305
2.6.2.10. Routes et ouvrages d'art 305
2.6.2.11. Développement Urbain 306
2.6.2.12. Justice 307

CHAPITRE 3 : SANTÉ 308
3.1. Offre de soins 308
3.1.1. Infrastructures de santé 308
3.1.1.1. Secteur public 308
3.1.1.2. Secteur privé 309
3.1.1.3. Médecine traditionnelle 309
3.1.2. Accessibilité géographique 310
3.1.3. Ressources humaines de la santé 310
3.2. Morbidité et mortalité en Côte d'Ivoire 312
3.2.1. Morbidité et mortalité maternelle et néonatale 312
3.2.2. Morbidité et mortalité infantile 313
3.2.3. Morbidité et mortalité chez les adolescents et les jeunes 313
3.3. Grandes pathologies 313
3.3.1. IST et VIH/SIDA 313
3.3.2. Quelques indicateurs sur les autres pathologies 314
3.4. Pathologies d'importance en santé publique 315
3.4.1. Paludisme 315
3.4.2. Malnutrition 315
3.4.3. Tuberculose 316
3.4.4. Méningite 317
3.4.5. Fièvre jaune 318
3.4.6. Cancer du col de l'Utérus 319
3.4.7. Dengue 321
3.4.8. Maladies tropicales négligées (MTN) 321
3.4.8.1. Ulcère de Buruli 322
3.4.8.2. Lèpre 322
3.4.8.3. Onchocercose 322
3.4.8.4. Schistosomiase (Bilharziose) urinaire 322

3.4.8.5. Pian 323
3.4.9. Maladies non transmissibles (MNT) 323
3.4.9.1. Hypertension artérielle (HTA) 324
3.4.9.2. Diabète 324
3.4.9.3. Insuffisance rénale 325
3.4.10. Pathologies cancéreuses 325
3.4.10.1. Nouveaux cas de cancer enregistrés 326
3.4.10.2. Profil épidémiologique des cancers enregistrés chez les hommes 329
3.4.10.3. Profil épidémiologique des cancers chez les femmes 329
3.4.10.4. Dépistage du cancer du col de l'utérus 330
3.4.10.5. Décès liés aux cancers 330
3.5. Prévention et promotion de la santé 332
3.5.1. Couverture BCG 332
3.5.2. Couverture troisième dose du vaccin contre la poliomyélite 332
3.5.3. Couverture en vaccin anti-rougeoleux 333
3.5.4. Accouchement assisté par du personnel qualifié (%) 333
3.5.5. Couverture des femmes enceintes en deuxième dose de vaccin antitétanique 334
3.6. COVID-19 334

ANNEXES 343

CHIFFRES

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE / +225 27 20 20 09 09